


Ex Libris
by·the forgetful waters then
forget not·thee O·Inis-fail
Alfred T de Bury
A.S. Carter

LE SOCIALISME

ET L'ÉVOLUTION

DE

L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

DU MÊME AUTEUR

La durée du travail dans les mines de Grande-Bretagne. Un vol. in-8°. Rousseau édit. 1908 . . . . 4 fr.

L'Idée Socialiste chez William Morris. Un vol. in-8°. Rousseau édit. 1909. . . . . 2 fr.

Un poète pragmatique anglais : Essai sur la philosophie de Arthur Clough (1819-1861). 1 vol. in-8°. F. Alcan édit. 1913 . . 2 fr.

EN PRÉPARATION

Le Roman Social de H. G. Wells.

LE SOCIALISME
ET L'ÉVOLUTION

DE

L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

(1880-1911)

PAR

ÉDOUARD GUYOT

Docteur en Droit et Docteur ès Lettres
Agrégé de l'Université

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1913

A

MON CHER MAÎTRE ET AMI,

MONSIEUR LOUIS CAZAMIAN,

CE LIVRE EST AFFECTUEUSEMENT DÉDIÉ

"Socialism is no class movement. Socialism is a movement of opinion, not an organisation of status. It is not the rule of the working class; it is the organisation of the community."

J. RAMSAY MACDONALD.

"Indeed Will is stronger than Fact, it can mould and overcome Fact. But this world has still to discover its will, it is a world that slumbers inertly and all this roar and pulsation of life is no more than its heavy breathing... My mind runs on to the thought of an awakening."

H. G. WELLS.

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons moins d'étudier dans ce livre les groupements socialistes anglais qui, à différentes reprises, ont attiré l'attention de l'historien que de chercher à marquer, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, le sens général de l'évolution de l'Angleterre depuis 1880.

Mais, pour en mesurer la direction avec quelque chance d'exactitude, un point de repère nous a semblé utile : trop de faits, trop de théories, en apparence contradictoires, se heurtent ou s'enchevêtrent pour qu'une méthode d'observation pure permette d'aboutir. Les uns et les autres sont donc envisagés, au cours de notre travail, sous un angle spécial. Le lecteur pourra tirer, dès à présent, parti de cet aveu, mais nous préférons reconnaître que, si nous n'avons jamais cherché à amoindrir la portée des tendances qui sont en opposition avec l'idée générale dont nous nous inspirons, nous n'avons pas, du moins, abordé l'examen des problèmes qui vont suivre dans un état intellectuel absolument neutre.

Nous sommes si bien conscient de n'avoir pas tenté de saisir simplement la succession des faits, mais de les avoir d'abord soumis individuellement à l'action d'un réactif choisi à l'avance et d'avoir ensuite essayé de coordonner les résultats de ces analyses répétées, que nous sommes tout prêt à admettre que des réactifs de nature différente n'auraient pas été complètement inefficaces. On pourrait, par exemple, étudier à la rigueur l'évolution de l'Angleterre contemporaine en partant de celle du Libéralisme ; malheureusement, on aurait les temps contre soi, et le fil tendrait à se rompre au moment le plus périlleux ; car, entre le Libéralisme de Bright et celui de M. Lloyd George il est impossible de ne point trouver de solution de continuité, et l'on ne saurait prétendre que le second soit la conséquence du premier ; à vrai dire, nous assistons à la constitution d'un parti nouveau dont les racines semblent devoir plonger,

un jour, au cœur même de la démocratie anglaise ; mais ce parti se cherche encore lui-même et, bien qu'agissant, n'a pas encore trouvé sa formule d'action. Il est, d'ailleurs, jusqu'à présent, conditionné par l'évolution de l'Angleterre plus qu'il ne la détermine. Séparé nettement de l'ancien parti libéral, champion des libertés négatives, par la hardiesse de son programme social, il apparaîtrait plutôt, à l'heure actuelle, comme le continuateur du torysme (lequel n'a transmis que ses tendances conservatrices à l'étrange amalgame qu'est le parti Unioniste), s'il ne représentait des intérêts tout à fait opposés et si, surtout, l'on ne percevait, à travers ses actes, le germe d'une volonté organisatrice que l'on ne saurait confondre avec l'humanitarisme instinctif des interventionnistes de la première moitié du dix-neuvième siècle. Mais ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le Néo-Libéralisme n'est pas encore assez intimement associé à la vie de la nation pour que l'on puisse le considérer comme l'un des grands courants qui traversent l'Angleterre d'aujourd'hui : si, politiquement, il tend à s'imposer depuis quelques années, c'est moins en raison de sa valeur intrinsèque que des espérances qu'il fait naître. Assez habile pour ne point résister aux impulsions de la démocratie, il se laisse porter par elle plus qu'il ne la conduit, et c'est peut-être du pacte tacite qu'il a formé avec cette dernière que découle son pouvoir.

Il faut, du reste, reconnaître que la classification nouvelle des partis et l'opposition qu'a rencontrée jusqu'ici de la part des Unionistes et d'une Seconde Chambre qui leur est entièrement dévouée toute véritable tentative de réforme où s'affirme sa volonté, ont obligé le Libéralisme à porter surtout la lutte sur le terrain politique : mais il s'est trouvé que les institutions auxquelles il s'attaquait s'harmonisaient si bien avec les sentiments d'une partie de la nation, que pour les battre en brèche il n'avait pas, à lui seul, l'autorité qui découle d'une véritable tradition, et qu'à deux reprises il lui a fallu, par une sorte d'appel au peuple, montrer à ses adversaires qu'il avait derrière lui la majorité du pays.

Si donc, dans des circonstances encore présentes à la mémoire de tous, le parti Libéral a permis à la démocratie de se réaliser plus complètement, il n'en faut point déduire que l'ère des difficultés soit close pour lui. On a beaucoup parlé l'an dernier de " Crise Anglaise " et des écrivains avertis ont voulu désigner par ce vocable le conflit constitutionnel qui divisait les Lords et les Communes. Certes, on ne saurait nier que ce conflit ait eu un caractère

dramatique, mais il y aurait quelque naïveté à croire que la véritable crise ait pu se confondre avec le duel de deux assemblées et que le vote du Veto Bill l'ait définitivement résolue. En effet, si la démocratie, qui est maintenant capable de faire entendre sa voix, veut, par l'intermédiaire d'un organe représentatif, faire prévaloir sa volonté ou plutôt obliger le Pouvoir à tenir compte de ses impulsions, il est incontestable que cet organe doit être à la fois souple et complexe, c'est-à-dire en état de s'adapter rigoureusement aux conditions présentes de la vie anglaise. Or, c'est là que gît la difficulté pour le parti Libéral et nous n'avons pas encore la certitude qu'il saura se plier à cette nécessité ; c'est qu'en effet l'évolution économique et l'évolution des idées semblent avoir devancé considérablement celle des institutions, et quiconque chercherait à se représenter l'Angleterre contemporaine d'après l'état de sa législation risquerait de s'égarer. Il faudra donc au parti Libéral, s'il veut être autre chose que la façade derrière laquelle se jouent les destinées du pays, prendre contact avec les hommes et les choses, renoncer à la conception empirique de l'action parlementaire, ne point considérer uniquement l'interventionnisme comme le remède des abus les plus criants, organiser souvent, comprendre toujours. Il a devant lui un labeur immense ; s'il s'engage dans la voie que nous venons d'indiquer, il aura inauguré une nouvelle méthode de gouvernement, et les dernières années auront vraiment marqué le point de départ d'une révolution ; si, au contraire, il pense que son existence est suffisamment justifiée par la victoire politique qu'il vient de remporter, il aura sans doute relâché les derniers liens qui enserraient la démocratie, mais son œuvre n'aura pas dépassé celle des réformateurs de 1832, et l'action parlementaire n'aura plus dans l'évolution du pays qu'une valeur d'enregistrement, homologuant les décisions des groupes sociaux, mais ne réagissant pas sur eux.

Il y a là un problème qu'un prochain avenir se chargera de résoudre : c'est alors, seulement, que l'on pourra porter sur le parti Libéral un jugement motivé. Pour l'instant, on perçoit chez lui, nous l'avons déjà dit, quelques symptômes qui permettent de croire que l'on se trouve au seuil d'une ère nouvelle. Mais ce que nous cherchons dans ce livre, c'est à mettre en lumière les différents moyens d'expression de la vie économique et sociale des trente dernières années ; or, sur aucun d'eux, le Néo-Libéralisme n'a encore imprimé son sceau. Si donc nous devons le faire rentrer dans le cadre de cette étude, il ne saurait en être le pivot.

On aurait pu également envisager les questions qui vont nous occuper en les ramenant aux deux courants d'idées, l'un instinctif, l'autre caractérisé par un effort d'adaptation réfléchie, qui semblent vouloir drainer, à l'heure présente, l'activité intellectuelle et sociale de nos voisins. Mais certains de nos devanciers ont, en adoptant cette attitude, projeté sur l'ensemble de notre champ d'observation une lumière si vive qu'une tentative analogue, dans une étude dont le seul mérite est peut-être la patience, resterait vaine. Ces auteurs ont eu, en outre, dans leur critique des foules ou des institutions, l'avantage de dominer leur sujet ou, du moins, de l'embrasser d'une vue d'ensemble telle qu'ils pouvaient en dégager à la fois la forme et l'esprit. Nous n'avons pu toujours jouir, au cours de nos observations, de cette faculté de recul ; trop de faits, trop de détails concrets ont réclamé isolément notre attention pour que la conception dualiste que nous venons de mentionner, et dont nous aurons plus d'une fois l'occasion de nous inspirer, ait pu à elle seule nous servir de guide.

Il nous fallait partir d'une notion à la fois réaliste et souple, décomposable en une série de notions secondaires dont chacune pouvait être vérifiée sans pour cela exiger la mise à l'épreuve des autres, dont certaines pouvaient même se trouver infirmées sans que l'ensemble fût mis en péril. Nous avons choisi le Socialisme, non seulement parce qu'un premier examen des faits nous a convaincu qu'il est en Angleterre comme ailleurs la " chose qui vient ", mais surtout parce qu'il se présente à nous, dans ce dernier pays plus que dans aucun autre, comme un mode de pensée nouveau et comme une force organisatrice capable de faire sentir son action dans les sphères les plus différentes, consciemment ou instinctivement, d'imprégner de son esprit les formes élevées de la vie morale ou intellectuelle et de modifier les rouages les plus minuscules de la production ou de la distribution.

Mais il est aisé de concevoir que le Socialisme, pour résister à pareil usage, ne saurait avoir la fragilité d'une utopie ou la raideur d'une machine de guerre. Or, il faut bien avouer que, sur le continent, c'est, jusqu'à ces derniers temps, sous une de ces deux formes qu'il s'est érigé en doctrine. Il ne faut, du reste, point croire que le terme utopique serve, comme il est trop souvent d'usage, à qualifier uniquement le socialisme auquel on oppose la méthode scientifique de Marx. Il y a évidemment chez ce dernier une prise plus complète sur le monde concret que chez ses devanciers, mais l'on peut

se montrer aussi utopique en déformant les faits qu'en les ignorant. Lorsque, par exemple, Marx échafaude sur le phénomène de la concentration industrielle, qui est partiellement vérifié, sa théorie de la prolétarisation croissante, qui est en contradiction avec l'évolution économique, et qu'il introduit dans la logique apparente de son raisonnement un élément personnel, une conception simpliste et mécanique de la vie, une volonté d'ignorer les réactions que suscite toute action, une hantise de la dialectique hégélienne qui fait sortir de tout état ou de toute institution un état ou une institution contraire, l'observation scientifique semble chez lui faire place à l'interprétation. De même, nous n'ignorons pas que Marx a tendance à confondre ce qui est avec ce qui, selon lui, doit être : et nulle part cette confusion ne se manifeste mieux que dans sa théorie de la valeur. Celle-ci, battue aujourd'hui singulièrement en brèche, a longtemps servi de *Credo* à différentes écoles socialistes, oublieuses que si l'on peut, par une série de déductions, arriver à la notion (combien abstraite d'ailleurs) de la valeur-travail, la société où nous vivons ne saurait en tenir compte, puisque, pour elle, c'est l'offre et la demande qui règlent les prix. Utopique, Marx l'est donc au même titre que Fourier, car ce dernier ne partait-il pas d'une donnée certaine, l'attraction universelle, pour construire le monde dont il rêvait, et même n'avait-il pas sur Marx la supériorité d'avoir observé avec plus de justesse les effets de l'association, cette force merveilleuse qui dirige l'évolution présente, et dont l'auteur du *Capital* n'a perçu que la puissance destructrice ?

Nous ne saurions donc nous rallier au cours de cet ouvrage à la notion d'un socialisme autoritaire, voulant modeler à son image les institutions et les formes d'activité qui les conditionnent, et ne donnant droit de cité qu'à celles qui, dans le présent, s'accordent avec les dogmes destinés, selon lui, à régir l'avenir. Nul ne peut dire sous quel aspect la société de demain se présentera ; et, sur ce point, nous ferons nôtre la parole de Bernstein : " Mes pensées et mes efforts ont trait aux devoirs du présent et du futur le plus immédiat, et je ne peux m'occuper de perspectives plus lointaines qu'autant qu'elles me fournissent, dès maintenant, une ligne de conduite pour une action appropriée. "

C'est pourquoi l'on devra surtout choisir, parmi les tendances multiples du pays que l'on a sous les yeux — ici de l'Angleterre, — celles que pénètre déjà l'esprit socialiste dans son intégralité ou dans telle ou telle de ses parties constitutives. Pour effectuer

ce dosage il est inutile de tenir compte des appellations. Tel organe ou tel groupement qui a déjà réalisé fragmentairement le socialisme peut se refuser à en admettre la légitimité. En revanche, le véritable socialiste remarquera que certaines formes de l'activité nationale n'ont encore assimilé aucune particule de sa conception. Il se gardera bien de leur faire violence ou de les détourner de leur cours naturel, sauf, bien entendu, si elles mettent l'ensemble en péril. Il se contentera de les endiguer et de leur injecter la dose de socialisme qu'elles sont capables de supporter. Mais, dans aucun cas, il ne les traitera comme des manifestations passagères, devant fatalement disparaître parce qu'en apparente contradiction avec ce qu'il croit être le sens de l'évolution générale.

*
* *

Nous considérerons le Socialisme, au cours de cette étude, comme *l'organisation collective de la production, de la distribution et de la vie en général, en vue d'obtenir de tous les rouages sociaux un maximum d'efficacité et d'assurer en particulier à chacun des agents de production, par l'élimination ou la répartition la plus large du profit, une rétribution équitable qui tienne compte à la fois de ses besoins et de la valeur sociale de son travail, en même temps que de livrer aux consommateurs les choses dont ils usent à un prix le plus voisin possible du coût de production.* Dans les pages qui vont suivre, nous nous efforcerons de donner à tous les termes de cette définition leur signification pleine, au fur et à mesure qu'ils serviront de pierre de touche aux faits, aux institutions, aux projets de réformes que nous allons passer en revue. Il en est deux, pourtant, sur lesquels nous voulons attirer dès à présent l'attention du lecteur, car leur claire compréhension lui permettra d'échapper à une équivoque que nos premières recherches ne sauraient peut-être pas dissiper.

C'est à dessein que nous avons substitué au terme *appropriation*, que l'on trouve dans la plupart des exposés socialistes, celui d'*organisation*. L'appropriation collective ne nous semble, en effet, possible que pour les entreprises caractérisées par une concentration très avancée et la jouissance d'un monopole absolu. Lorsque certains socialistes d'Etat s'imaginent que la reprise par la Nation ou les Municipalités des chemins de fer, mines, moyens de transport et d'éclairage, n'est qu'une mesure préparatoire à la réalisation du Socialisme intégral, ils adoptent, à notre point de vue, une position

insoutenable ; car la *nature* de l'entreprise considérée conditionne la forme de l'action collective. Dès que la concentration n'opère plus, dès qu'à la place du monopole franc et avéré on trouve une foule de petits monopoles dissimulés, bien qu'incapables de résister complètement à la concurrence, l'action uniforme des grands organes sociaux se trouve arrêtée, et c'est alors à des associations libres, telles que les Sociétés Coopératives de Consommation, de s'organiser défensivement. Et lorsque enfin la Collectivité a acquis la conviction que l'activité individuelle est la plus féconde, elle pourra en déterminer à l'avance les conditions d'exercice, adoptant ainsi, en vue de faire respecter tous les intérêts engagés, une modalité du Socialisme à laquelle nous donnerons le nom de "Concessionnisme".

Si donc l'on veut ouvrir au Socialisme un vaste champ d'activité, si l'on veut, surtout, examiner son empreinte sur certains problèmes moraux ou esthétiques, tels que l'éducation, l'avenir de l'art ou les rapports des sexes, la notion d'appropriation devient inefficace et c'est celle d'organisation collective qui s'impose.

Les individualistes semblent, du reste, s'être rendu compte, même dans le domaine économique, de la nécessité qu'il y a pour le Socialisme à se réaliser parfois tout autrement que par la reprise des moyens de production ; et leurs cris d'alarme en présence de mesures telles que l'arbitrage obligatoire ou le contrat collectif, l'impôt sur les revenus non gagnés, mesures qui pour certains socialistes ne sont que les correctifs des maux engendrés par la société capitaliste, montrent bien que là est la véritable voie.

Le second terme sur lequel nous voulons insister est celui de "collective", car ici une fausse interprétation peut ruiner jusqu'à la notion même du Socialisme. Certes, nous nous opposons à la conception atomique selon laquelle le maximum d'efficacité sociale peut résulter du libre jeu des activités individuelles, offrant à l'ensemble de la Société la plus grande somme possible d'efforts et d'utilité afin d'en tirer, en échange, un avantage équivalent. Il faudrait, pour que cette doctrine fût justifiée, que la position économique des parties fût égale, que la concurrence, en un mot, fût autre chose qu'un état idéal. Or, nous savons que partout l'existence de monopoles, visibles ou cachés, vient fausser le mécanisme de la répartition, monopoles dérivés d'une situation matérielle privilégiée, monopoles ayant leur source dans le libre jeu de la concurrence elle-même, monopoles provenant de l'accord tacite des compétiteurs ou de l'ignorance des consommateurs.

L'harmonie économique, chère à l'école libérale, n'avait donc pas plutôt été conçue et exprimée qu'elle était démentie par les faits ; et, de plus en plus, à la perception d'un monde où les individus concourent par l'action de leur seule volonté au bonheur du plus grand nombre, tend à succéder celle de masses compactes et belliqueuses, qui se jouent des prétendues lois naturelles régissant les salaires et les profits, et dont les chocs répétés ont mis une ombre sur les heures où nous vivons.

Aussi une idée commence-t-elle à se faire jour : celle que les intérêts personnels doivent céder devant les intérêts de la Collectivité, et que l'individualisme intégral ne peut qu'être créateur de désordre et d'anarchie. D'où l'appel de certains esprits effrayés en faveur d'une législation rétrograde, d'où celui des hommes animés d'un esprit progressif en faveur d'une main-mise plus complète et plus éclairée de l'ensemble du corps social sur chacune des parties dont l'action indépendante est productrice de trouble.

C'est sous cette dernière forme que doit s'affirmer le Socialisme : c'est dire qu'il ne saurait *se confondre avec un mouvement de classe* et qu'ayant pour mission de mettre la lumière et l'ordre dans les rapports économiques et sociaux, de contenir les uns, de seconder les autres, il ne saurait songer à réaliser ses fins par une méthode révolutionnaire. Le véritable socialiste, qui comprend quel parti l'on peut tirer de la diversité des intérêts en présence, refusera de faire siennes des formules telles que " société bourgeoise " ou " émancipation du prolétariat ", parce qu'elles sont incompatibles avec une action d'ensemble. Avec Bernstein encore, il appellera Kant à son secours contre le *cant*, le libre examen des faits et des idées contre l'hypocrisie des mots que l'évolution économique a vidés de leur sens.

Le Socialisme, s'il veut s'opposer au Libéralisme, devra donc être un mouvement collectif et, avant de réagir sur les institutions, il aura à se mettre au courant de toutes les aspirations, de tous les besoins sociaux ; mais l'écho des unes et des autres ne pourra lui parvenir que si un moyen d'expression adéquat leur est fourni : c'est dire que ses progrès sont liés à ceux de la démocratie. Il devra veiller à ce que cette dernière ne soit pas un état purement théorique, mais une force agissante, à ce que les organes par lesquels elle se fait connaître aient toute la sensibilité désirable et transmettent, dans son intégralité, l'impulsion primitive. C'est là une des questions les plus graves de l'heure présente et nous pourrons

examiner, en étudiant la composition et le mécanisme de la Chambre des Communes, les solutions qu'elle comporte.

Il serait, d'ailleurs, puéril d'imaginer qu'un corps représentatif, si parfait fut-il, serait à lui seul capable de traduire les tendances de la Collectivité. Dans le domaine de l'Economie Politique, comme dans celui de la Morale, " la vie se développe du dedans ", et il faudrait désespérer de l'avenir du Socialisme si son avènement coïncidait avec celui d'une bureaucratie omnipotente et tyrannique, émanation du pouvoir central. La Démocratie n'a pas *une* mais *des* volontés et l'action de chacune suscite chez les autres de profondes réactions : aussi est-ce à leur équilibre plus qu'à leur accord que l'on doit viser, et lorsque nous affirmons que le Socialisme doit être un mouvement d'ensemble, nous ne voulons pas dire par là qu'il doive être un mouvement uniforme. Si certaines tendances ont un caractère assez général pour pouvoir être exprimées par l'organe représentatif de la majorité, d'autres restent l'apanage de groupements qui peuvent parfois s'ignorer ou même se combattre les uns les autres, mais n'en sont pas moins capables de travailler dans leur propre sphère au triomphe du Socialisme, bien qu'ils le fassent souvent au nom de principes que celui-ci répudierait. C'est cette considération qui a présidé au tracé du cadre de cet ouvrage, et c'est à dessein que nous étudions successivement l'action des producteurs, des consommateurs, de l'Etat, et des idées. Lorsqu'en outre nous portons tour à tour notre attention sur la Concentration industrielle, le Trade Unionisme, l'histoire du Parti Ouvrier, la Coopération, l'Interventionnisme, la Taxation et la Municipalisation des services publics, c'est bien moins avec l'espoir de découvrir tout armée, dans chacune de ces activités sociales, une doctrine voisine de la nôtre, qu'avec celui d'y retrouver le germe et la promesse d'un développement indépendant, empruntant à notre conception quelques-uns de ses éléments. Si bien que, par une comparaison tirée des sciences physiques, nous pourrons, grâce à un simple effort de synthèse, reconstituer avec ces couleurs éparses le blanc primitif. Et nous verrons alors que l'Angleterre, qui est, peut-être, de tous les pays d'Europe le plus réfractaire aux aspects théoriques du Socialisme, est aussi celui qui paraît prédestiné à en réaliser la substance de la façon la plus vivante et la plus imprévue.

* * *

Ma gratitude va à tous ceux qui ont bien voulu faciliter mon enquête et mettre à ma disposition, soit une documentation précieuse, soit, en de bienveillants entretiens, les fruits de leur expérience et de leurs souvenirs. C'est ainsi que j'ai à adresser mes remerciements à Mr. Lloyd George, Chancelier de l'Echiquier, qui a consenti à m'expliquer longuement l'attitude du parti Libéral, ou plutôt de la fraction de ce parti sur laquelle il exerce une incontestable influence, devant un grand nombre de problèmes que soulève le mouvement politique et économique de l'heure présente ; à Mr. Chiozza Money, député de North Paddington, à qui je dois d'utiles renseignements sur la position de l'aile collectiviste du même parti Libéral ; à Mr. Barnes, député de Glasgow ; à Sir Lawrence Gomme, Clerk du London County Council; à Mr. Middleton, Secrétaire Adjoint du Labour Party ; à Mrs Sidney Webb; à Mr. Madsen, Secrétaire Adjoint du Comité pour la Taxation des Valeurs Foncières; à Mr. Hyder, Secrétaire de la Land Nationalization Society; à Mr. Bernard Shaw, à Mr. H. G. Wells, à M. Maurice Bellom, professeur à l'Ecole des Mines, aux éditeurs Swan Sonnenshein et Macmillan, à ma femme et à mon collègue, M. Gilles, Professeur au Lycée de Beauvais, qui ont bien voulu revoir les épreuves de ce livre.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DES PRODUCTEURS

CHAPITRE PREMIER

LE SENS DE L'ÉVOLUTION INDUSTRIELLE

I

S'il fallait caractériser sommairement l'effort économique fourni par l'Angleterre dans les trente années qu'embrasse notre étude, nous pourrions nous arrêter à la formule suivante : " Alors que dans la plupart des pays qui ont atteint un plein développement industriel nous assistons à des tentatives partielles de groupement et d'organisation, l'Angleterre imprime aux mêmes tentatives une physionomie distincte ; car la répartition nouvelle des forces sociales, qui partout ailleurs a donné naissance à des organismes capables d'absorber ou de déformer la vie collective, tend à s'effectuer chez elle avec harmonie et équilibre." Chaque action a suscité presque automatiquement les réactions correspondantes, si bien que le problème économique, au lieu de se présenter sous une forme aiguë, sous l'apparence de croissances uniques et démesurées, appelant un correctif immédiat, a pris chez nos voisins l'aspect d'un ensemble de manifestations spontanées, se neutralisant et se complétant à la fois.

Sans doute est-il délicat de déterminer historiquement la succession des effets et des causes, de découvrir, par exemple, à quelle période exacte de la concentration des instruments de production correspond celle des forces ouvrières sous forme de Trade Unions, et quelle phase de l'activité de ces dernières coïncide avec la naissance des alliances défensives d'entrepreneurs conclues pour régler en commun les conditions du travail. Ce n'est que lentement qu'un peu d'ordre peut être établi parmi ces fils qui s'entrecroisent. Pourtant, nous sommes en droit, au seuil même de ce livre, de faire embrasser au lecteur, d'une vue d'ensemble, l'ordre qui met face à face, également organisés, le capital et les salariés, les producteurs et les consommateurs, les individus et la Collectivité, alors qu'en

d'autres lieux ces facteurs économiques ne trouvent pas leur contre-partie et que nous pouvons voir, soit de puissants groupes industriels, Trusts, Rings, Cartels, rançonner le reste de la Communauté, soit des Syndicats ouvriers, peu soucieux de l'intérêt public, subordonner la solution de la plupart des questions sociales au but particulier qu'ils poursuivent.

Le Socialisme qui, dans son essence et sous sa forme la plus haute, se présente comme un essai d'organisation générale, peut revendiquer la plupart des victoires partielles des forces d'organisation conscientes. Sans elles, il ne peut être qu'une tendance idéale, "un aperçu sur une civilisation intégrale et qui n'est pas encore[1]", à moins qu'il ne trouve un refuge dans l'Utopie, faute d'avoir pu reconstituer sur des données abstraites l'ordre économique tout entier, ou qu'il ne recoure, pour l'attribution et la rétribution des tâches, à je ne sais quelle comptabilité chimérique, refusant ainsi d'être à la fois doctrine et moyen d'action, dédaignant l'appui que lui prêtent les faits. Mais, pour rendre la vie plus harmonieuse et plus accessible à tous, pour obtenir de chacun un maximum d'effort et pour assurer à chacun cette liberté matérielle, résultant d'un minimum de bien-être, sans laquelle la liberté théorique est vide de tout sens, n'est-ce pas vers la vie elle-même, vers ses forces naturelles d'expansion et de perfectionnement qu'il doit tourner les yeux ? Pourtant, après avoir observé que le monde environnant est riche d'organismes travaillant sans répit à leur propre développement, modifiant sans cesse leur constitution afin d'accroître leur puissance tout en restreignant leur dépense d'énergie, il remarquera qu'entre ces organismes existe une solidarité dont eux-mêmes sont inconscients, mais qu'une intelligence supérieure peut percevoir et qu'une volonté supérieure peut assurer. Cette tâche nouvelle, il la fera sienne : sans toucher au mécanisme qui assure le progrès de chaque groupe, il prendra soin qu'aucun d'eux, par ses empiétements, ne mette en péril l'existence du groupe voisin ; dans cet essai de coordination, il aura peut-être à restreindre les libertés particulières.[2]

Il est aisé de comprendre que la tentative sera facilitée si les

[1] Andler. *Origines du Socialisme d'Etat en Allemagne*. Préf. p. VII.

[2] "To establish an organic relationship, — a relationship by which each, contributing cooperatively to the life of the whole, may share in that life, — has now become the task of Society. This task, become the subject of a political propaganda and the guide of social change, is known as Socialism." Ramsay Macdonald. *Socialism and Society*, p. 40.

organismes considérés ont pris d'eux-mêmes une importance proportionnée au rôle social qui leur est attribué, et s'ils sont capables de réagir contre leurs atteintes réciproques; sans doute, de ces conflits pourra résulter une grande déperdition de force, mais le cas sera moins grave, certes, que si l'un d'eux prenait des proportions démesurées, tandis que celui qui, normalement, devrait s'y opposer se trouverait atrophié, voire même inexistant ; la volonté sociale aurait, en effet, à y suppléer artificiellement.

Servons-nous de l'exemple fourni par les Trusts américains : nous verrons, au cours de ce chapitre, quels avantages peuvent résulter d'une limitation de la concurrence et de la concentration, en un petit nombre de mains, de pouvoirs de direction s'exerçant sur un vaste champ industriel ; mais il est évident que les dangers courus par la Collectivité ne sauraient être contrebalancés par ces avantages, dès que les consommateurs sont incapables de mettre un frein, par une action concertée, à la hausse des produits.[1] L'intervention socialiste ne pourrait alors s'exercer que sous sa forme la plus absolue et la plus brutale, par la reprise intégrale des instruments de production. Quand, au contraire, comme c'est le cas en Angleterre, les acheteurs montrent des dispositions naturelles à se défendre et à se grouper, en organisant des associations coopératives, on pourra considérer le problème comme purement quantitatif, et sa solution coïncidera avec la découverte d'un point d'équilibre.

Sous cette dernière forme, la question de la coordination des

[1] Cette dépendance du public envers les Trusts nous est montrée dans un pittoresque extrait de revue américaine publié par Emile Vandervelde dans *Le Collectivisme et l'Evolution Industrielle* (édit. de *The Socialist Library*, p. 69) : " We shall soon be no longer able to eat or drink or dress ourselves or consume anything whatever without paying tribute to some trust. Suppose, for example, that you were dining in some New York or Philadelphia restaurant. The waiter brings the appetiser : the cocktail, the principle element in which is whisky, is under the control of the Whisky Trust (capital, 35 million dollars). The soup is dependent on the " Chicago Beef Trust " (100 million dollars), the oysters, on the recently founded Oyster Trust (5 million dollars). You ask for relishes—radishes, celery, olives ; get your share ready for the Farm and Dairy Product Trust (15 million dollars) ; with the fish appears the Fish Trust ; with the roast, the Fowl Trust. The dessert comes on : the pudding is a product of the American Flour Co (120 milion dollars) ; the fruit, of the American Fruit Co : the biscuits of the National Biscuit Trust ; the whipped cream of the American Ice Cream Co. If you wish to drink coffee or smoke a cigar, do not forget the Coffee Syndicate (60 million dollars) and the Tobacco Trust (75 million dollars). That makes many trusts at once. "

forces sociales pourra prendre des aspects infiniment variés, car, suivant une excellente définition, il n'y a pas *une* mais " *autant* de questions sociales qu'il y a de classes sociales lésées par d'autres. " [1] Les entrepreneurs peuvent, en se coalisant, rendre intolérable la situation des consommateurs ; ils peuvent aussi, en opposant un mors d'acier aux tentatives des Trade Unions, fixer de façon arbitraire et absolue les conditions d'emploi ; par contre, dans les régions où triomphe encore une concurrence industrielle illimitée, les consommateurs pourront, en pesant sur les prix, c'est-à-dire en subordonnant, dans l'échelle des mobiles de leurs achats, toute autre considération à celle du bon marché, réduire de telle sorte la part de l'entrepreneur, que ce dernier sera contraint de n'accorder à ses salariés qu'une rétribution infime et démoralisante.

Il y aura donc deux phases dans la progression du Socialisme chez un peuple : l'une pourrait être appelée la phase d'évolution, la seconde celle de correction et de coordination ; l'une sera spontanée, l'autre consciente. Pendant la première nous assisterons à la croissance des formes les plus propres à assurer à chaque catégorie d'agents sociaux un maximum de vitalité et de résultats ; la seconde débutera au moment où le développement instinctif sera assez accentué pour qu'on en puisse percevoir les tendances extrêmes et qu'on puisse distinguer, parmi ces dernières, celles qui favorisent et celles qui entravent la croissance simultanée de catégories rivales, mais également indispensables au bien-être de la Collectivité.

L'existence de ces deux phases déterminera l'ordre suivi par nous dans l'étude de chaque institution ou de chaque groupement : après en avoir montré l'état présent, après en avoir cherché les causes psychologiques et historiques, nous tenterons de discerner si son évolution normale et non entravée s'accorde avec la fin primaire du Socialisme, qui est l'organisation collective et efficace de la production et de la vie, et avec ses fins particulières, qui sont la suppression ou la diffusion du profit et la répartition sociale de la Rente.

II

L'évolution industrielle, en Angleterre comme ailleurs, se pour-

[1] Andler. *Op. cit.*, p. 9.

suit dans le sens de la concentration ; ce mouvement se révèle, plus ou moins clairement, par la diminution du nombre des entreprises, par la constitution nouvelle, sous forme d'actions, des capitaux nécessaires à l'exploitation, enfin par des ententes, durables ou passagères, entre producteurs, créées en vue de mettre un terme au libre jeu de la concurrence.

S'il est assez malaisé de relier les unes aux autres ces différentes manifestations et de les ériger en système, par contre il est possible d'en marquer les tendances et d'en découvrir l'origine. Toutes ont, en effet, une source commune : l'efficacité. C'est pour obtenir un rendement plus que proportionnel à l'accroissement des capitaux engagés que les entrepreneurs cherchent à faire porter leurs opérations sur un domaine de plus en plus vaste ; [1] c'est pour donner aux entreprises plus d'assiette et de stabilité qu'on tend à substituer la forme anonyme par actions à la forme commandite ; [2] c'est pour obvier aux pertes qu'entraîne la prolongation de la lutte quand un certain degré de concentration a été atteint que se constituent groupements et alliances.

En participant à cette évolution dans une mesure que nous essayerons d'évaluer dans le présent chapitre, l'Angleterre n'a fait que prolonger l'effort instinctif qui a présidé au développement de son industrie dans la première moitié du dernier siècle et dont l'individualisme de Malthus et de Ricardo ne fut que l'expression momen-

[1] " Considérons l'industrie. Une grande entreprise, disposant de larges capitaux, peut se procurer les meilleures machines, et tenir sans cesse son outillage à la hauteur des inventions les plus récentes ; elle achète les brevets pour l'exploitation des procédés les plus perfectionnés ; elle attire les directeurs et ingénieurs les plus capables, les ouvriers les plus habiles et les plus laborieux par des salaires plus élevés et des journées plus courtes. Dans les ateliers, le travail est organisé de manière à donner la plus grande production aux moindres frais : spécialisation extrême des tâches, application des ouvriers supérieurs à certains travaux délicats, qui permettent de donner ensuite la besogne courante à des ouvriers ordinaires recevant un salaire réduit, utilisation complète et continue des machines, traitement industriel des déchets et des sous-produits par quantités suffisantes, etc. " (Bourguin. *Systèmes Socialistes et Evolut. Industr.*, p. 142.)

[2] " Cette tendance vers l'anonymat dans la société, représente l'effort qu'a fait le capital pour s'émanciper au regard des directeurs d'affaires. A cette tendance il y a bien des raisons. Ce qui fait l'infériorité de la société de personnes, c'est qu'elle est essentiellement fragile : la mort, la faillite, la déconfiture d'un des associés en nom, met fin à la société. Au contraire, la société par actions, d'une façon absolue dans la société anonyme, d'une façon moindre bien que non douteuse dans la commandite, surtout si on suppose une gérance révocable, a une existence stable et indéfinie. " (Cauwés. *Cours d'Economie Politique*, 1908 p. 259).

tanée. " L'individualisme sort des faits ", déclare avec justesse M. Louis Cazamian.[1] Les faits étant modifiés, la doctrine doit l'être dans les mêmes proportions. Ricardo écrit à une époque où les énergies économiques ne peuvent prendre que dans l'action isolée et indépendante conscience de leur propre valeur ; ayant, en quelque sorte, besoin de s'essayer, l'œuvre d'organisation s'efface pour elles devant l'œuvre d'affranchissement. " La classe qui arrive au pouvoir a le sentiment de la lutte dans les moelles : fille de ses œuvres, elle ne conçoit la santé et le progrès que dans l'effort ; la concurrence est la forme nécessaire de sa pensée comme de son action économique, et le monde est pour elle un champ clos où se livre, à la franche lumière de la rivalité commerciale, le combat du fort et du faible. Tant pis pour qui tombe, il est foulé aux pieds ; chacun pour soi, et la loi anglaise pour tous, telle est la morale de l'industrialisme. Une fierté saisit ces hommes, devant la somme énorme des énergies dépensées, des richesses accumulées par eux ; une colère, à la vue des barrières absurdes qui entravent encore la libre activité de chacun. "[2]

Ces tendances impérieuses trouvent dans l'Economie Politique de l'époque un stimulant en même temps qu'une justification. L'idée qui prévaut est que, dans une société composée d'atomes idéalement libres, chacun cherche à s'assurer par l'échange la plus grande somme de bien-être et n'y parvient qu'en offrant au corps social les services dont ce dernier ressent le besoin le plus immédiat. Mais, en même temps, des atomes concurrents, doués de capacités semblables, se mettent en mouvement. Peu à peu, le besoin social diminue d'intensité ; les prix baissent jusqu'au moment où ils se trouvent au-dessous du niveau de ceux qui expriment d'autres besoins non encore satisfaits ; vers ces derniers se tournent alors les activités qui n'ont pu trouver leur emploi. Ainsi, automatiquement, par une sorte d'harmonie mystérieuse, l'offre et la demande s'équilibrent : les producteurs réalisent la pleine valeur sociale de leurs produits, que les consommateurs obtiennent dans les meilleures conditions de prix possibles. Peu importe que des phénomènes divergents, tels que la rente du sol ou l'accroissement plus que proportionnel de la population par rapport à celui des moyens d'existence, viennent assombrir ce riant tableau. La plus sûre manière de limiter le danger, c'est de rendre l'individu parfaitement libre et

[1] Cazamian. *Le Roman Social en Angleterre*, p. 23.

[2] *Ibid.*, p. 27.

mobile afin que, dès qu'une hausse des prix se manifeste en quelque lieu, le capital comme le travail puissent répondre immédiatement à son appel ; il serait, en effet, fatal que les producteurs, par une action concertée, ou que l'État, par une intervention en apparence justifiée, pussent altérer le jeu des lois naturelles : c'est de la concurrence seule que naît l'ordre, car, sans elle, l'indication que les prix fournissent des besoins généraux devient illusoire et le mécanisme de la production et de l'échange se trouve lui-même faussé.

Tel est, sous sa forme schématique,[1] le programme économique de l'école à laquelle on a donné le nom d'individualiste. Étrangère à la conception du milieu social, n'admettant pas l'existence d'une volonté d'ensemble distincte de la somme des volontés particulières et s'exerçant au-dessus d'elles, cette école nous semble aujourd'hui singulièrement détachée des réalités. Tout l'effort législatif des dernières années s'est produit dans un sens opposé à celui qu'elle préconise. En Angleterre d'abord, sur le continent ensuite, on a compris que la concurrence absolue entre individus de la même classe et entre individus qu'opposent leurs relations économiques, quoique parfois féconde en résultats bienfaisants, engendre aussi le désordre et la misère. L'action de l'État s'est exercée tout d'abord pour fixer les rapports entre employeurs et employés, car, dans ce cas, il s'agit plutôt, selon l'heureuse expression de M. Eiffetz, d'une lutte pour la domination que d'une lutte pour l'existence, et la Collectivité a intérêt à ne pas laisser épuiser, en vue du triomphe du plus petit nombre, les ressources d'énergie où elle puise sans discontinuer. Mais son ingérence tend, de plus en plus, à se manifester dans des circonstances moins dramatiques. Assurances, organisation du crédit, régime agraire, chemins de fer, mines, tels sont quelques-uns des domaines envahis. C'est là une tendance contre laquelle rien ne pourra réagir : " Les faits ont été plus forts que les dogmes économiques, et les législateurs ont dû, soit inconsciemment, soit même à leur corps défendant, céder à la sourde poussée des besoins nouveaux. Ni les protestations des doctrinaires, ni les résistances des intéressés, ni les déclarations hautaines sur l'inefficacité des lois de contrainte, ni les prophéties des hommes compétents sur la déca-

[1] Nous verrons, dans le chapitre que nous consacrons au Socialisme d'État, jusqu'à quel point l'intervention est admise par certains individualistes de l'époque ; mais, malgré cette rectification que la plupart des historiens ont omis de faire, nous croyons que l'on peut conserver l'exposé ci-dessus comme base de discussion.

dence inévitable de l'industrie nationale, renouvelées en tous pays à chaque étape nouvelle de la législation ouvrière, n'ont pu arrêter l'irrésistible élan ; les partisans du laisser-faire, dans leur opposition sans gloire aux réformes démocratiques les plus nécessaires, ont été réduits à l'impuissance "[1].

Mais ce n'est pas sur cette défaite de l'Individualisme que nous voulons insister à présent ; le conflit des forces collectives et des forces atomiques se rattache aux progrès du Socialisme considéré comme principe d'organisation systématique. Ce qui nous importe, c'est de montrer quel a été le développement normal du mouvement industriel dont était issue la doctrine que nous venons d'exposer sommairement. Or, sur ce point, l'individualisme de 1830 a subi de telles atteintes que, pour se concilier avec l'état actuel, il aurait besoin d'être refondu et exprimé sous une forme nouvelle. Ce n'est pas à dire qu'il soit, dans son essence, devenu inopérant. Le désir d'accroissement égoïste qui se manifestait alors inspire encore le chef de la grande industrie moderne, disciplinée, organisée, reliée au moyen d'ententes aux entreprises voisines, jusqu'au point de sacrifier sa propre indépendance : nul souci du bien général, mais celui de produire mieux, à meilleur compte et davantage.[2] Pourtant, les voies empruntées sont différentes, parce que plus efficaces, et la liberté, qui autrefois ne pouvait s'exprimer que dans la concurrence, s'affirme aujourd'hui dans la coopération, laquelle est elle-même le résultat de la concentration.

L'Individualisme, donc, s'il vise à synthétiser l'évolution industrielle des temps derniers, doit renoncer à son aspect primitif, simple et harmonieux, s'alléger d'une partie de ses éléments constitutifs et tenir compte avant tout de l'élément humain et volontaire, dont, sous sa forme première, il ne faisait que peu de cas. En un mot, il doit exprimer le plein épanouissement de l'œuvre individuelle et adopter tous les moyens, voire tous les expédients, qui y concourent.

Il doit revenir sur sa conception de la concurrence. S'il veut profiter des leçons que lui offrent les faits, il ne la considérera plus comme un état idéal, où les atomes, lancés les uns contre les autres, peuvent se déplacer avec une mobilité parfaite ; le monde

[1] Bourguin, *op. cit.*, p. 307.

[2] " The first object with which a man enters business is to make money, and his second to make as much as he can ". Macrosty, *The Trust Movement in British Industry*, p. 2.

industriel est riche de monopoles qui se forment, s'annihilent et se reforment, selon que les circonstances, les débouchés, les communications se modifient ; il n'oubliera pas non plus que cette même concurrence se trouve limitée, en quelque sorte psychologiquement, par un effort de réflexion de ceux dont elle favorisait autrefois l'essor ;[1] c'est d'abord la perception nette chez les vainqueurs, chez ceux qui ont effectué à leur profit l'œuvre de concentration, qu'un moment vient où les entreprises les plus puissantes s'épuisent dans une prolongation de la lutte, car, incapables de tirer désormais parti des avantages que leur assurait sur leurs adversaires, aujourd'hui disparus, la supériorité de leur outillage, elles ne peuvent conquérir des débouchés nouveaux qu'en réduisant progressivement leurs prix de vente : l'industrie languit et végète si un accord ne survient pas ;[2] c'est aussi la vision claire des intérêts communs, qui donne naissance à des organes tels que l'Institut du Fer et de l'Acier, créé en vue d'étudier les meilleurs procédés métallurgiques, tels que la Fédération des Filateurs de Coton, qui fait sentir son action sur le Parlement, tels que les Chambres de Commerce, les Associations d'employeurs, qui s'opposent aux Trade Unions ou traitent avec elles. Montons encore d'un dégré, et nous nous trouvons en présence de

[1] "On what may be called the psychologic side, again, common knowledge of each other's action in open market leads to manufacturers and dealers arriving at customary prices for a wide range of commodities. Still more important is the ever-spreading knowledge and recognition of common interests within a trade leading to common action locally and nationally for the improvement of trade processes, the furtherance of general commercial purposes, and the defence of all against intervention by Parliament, aggression by work-people, and exploitation by railways." Macrosty. *Op. Cit.*, p. 3.

[2] C'est là, du reste, une conception de l'évolution industrielle qui semble être partagée par presque tous les théoriciens du Socialisme : "Tôt ou tard vient un moment où les inconvénients de cet état de choses, de cette anarchie permanente (l'état de concurrence), deviennent si grands que les capitalistes sont forcés d'y mettre fin par des ententes entre producteurs. Quand il ne reste plus qu'un petit nombre de concurrents bien armés, rangés les uns contre les autres, ils se décident à traiter, à mettre fin à une lutte onéreuse et inutile, à se liguer avec ceux qu'ils ne pourraient réussir à écraser". E. Vandervelde. *Le Collectivisme et l'Évolution Industrielle*, p. 57. "Competition, necessary at the outset, is found ultimately, if unchecked, to be wasteful and ruinous. It entails great expense in advertising; it necessitates the employment of much unproductive labor; it tends to the indefinite lowering of prices. To escape these consequences, the competing persons or firms agree to form a close combination, etc." William Clarke. *Fabian Essays*, p. 89. "Separate industrial processes that are interdependent tend to be amalgamated" Ramsay Macdonald. *Socialism*, p. 63.

groupements plus intimes, plus restrictifs des libertés individuelles, réglementant les conditions de vente, limitant même la production.

III

Cet individualisme transformé, modernisé, n'a pourtant pas pris corps, semble-t-il, en une doctrine ; trop fuyant, trop complexe, il favorise la description plus qu'il ne prête à la synthèse ; étudié avec intérêt par des économistes d'écoles les plus différentes, les Webb, les John Rae, il ne paraît guère capable d'exercer sur la succession des faits une influence directe ; concret, exigeant de ses adeptes plus d'intelligence que de largeur de vues, il doit progresser avec le libre développement économique lui-même, plutôt dans le sens de la profondeur que dans celui de l'étendue. Il est peu probable qu'il s'exprime jamais sous une forme rationnelle et philosophique ; par contre, il pourra, sous une forme imprécise, s'identifier avec l'attitude de ceux qui, par principe, par tradition ou par caractère, restent attachés à l'effort individuel, mais qui, néanmoins, le tempèrent par la coopération des énergies et par le redressement de ses effets les plus brutaux ; tels seront l'industriel éclairé et conscient des conditions modernes d'exploitation, le législateur qui cherche à résoudre au jour le jour et empiriquement les difficultés qui s'offrent à lui.

Mais l'esprit qui inspire cette attitude est toujours individualiste ; ses fins restent personnelles et, si elles concordent avec celles que poursuit le Socialisme, ce ne peut être qu'inconsciemment ; ses ambitions sont illimitées ; nul souci de la mesure, de l'équilibre des forces collectives ; le but que l'industriel cherchait à atteindre autrefois par une action autonome, anarchique, et celui qu'il cherche à atteindre aujourd'hui par une action plus souple, plus réfléchie, concordant même avec celle de ses rivaux, sont identiques : c'est son enrichissement indéfini, au détriment des autres organes sociaux, jusqu'au moment où il se heurte à leur résistance.

Si donc l'évolution industrielle semble devoir altérer profondément la notion courante de l'Individualisme, on n'en saurait déduire que, par sa marche, elle soit capable de réaliser fatalement le Socialisme. Ce dernier, tout en en tirant parti, la domine et la corrige dans l'intérêt de l'ensemble. En elle, il ne peut voir qu'une adaptation de plus en plus étroite de la production aux nécessités présentes de la vie, qu'une poursuite active de l'efficacité dans un intérêt propre. Il renonce à lui octroyer le caractère d'une organisation

intangible, obéissant à une sorte d'harmonie préétablie; mais il refuse aussi de la considérer comme un processus automatique, devant absorber, graduellement et à son seul profit, toutes les richesses et toutes les énergies.

Le Socialisme ne saurait s'identifier avec le mouvement industriel. Par là, il s'oppose à la conception marxiste qui voyait dans la concentration le gage d'une révolution et d'un ordre nouveau ; il s'y oppose, parce que, derrière la tendance générale qu'a magnifiquement marquée l'auteur du *Capital*, il a perçu une série de tendances secondaires, hésitantes et contradictoires ; il s'y oppose parce que son idéal est de coordonner et non de bouleverser. [1]

[1] Puisque nous mentionnons pour la première fois le nom de Marx, faisons remarquer que les quelques disciples intransigeants qui lui restent en Angleterre sont groupés en un petit noyau compact : la Social Democratic Federation, dont Mr. Hyndman est le chef, et qui publie un journal hebdomadaire, "Justice". Fondée en 1881, sous le nom de Democratic Federation, son programme fut, au début, plus radical que socialiste : Parlements annuels aux membres rétribués, abolition de la Chambre des Lords, Nationalisation du sol. Elle comprenait, avec quelques continuateurs et parents de Marx, tels que M. et Mme Aveling, des artistes et des hommes de lettres, comme William Morris, socialistes par tempérament, que l'inertie des deux grands partis historiques en matière de réforme sociale avait découragés. Peu à peu, les éléments modérés furent éliminés et, en 1884, la Société, qui ne comptait plus dans ses rangs que des révolutionnaires, prit le nom qu'elle porte actuellement. (Sur cette première partie de son histoire, on pourra consulter la brochure de Mr. Bernard Shaw : *The Fabian Society, its early history*, et notre étude sur *L'Idée Socialiste chez William Morris*, pp. 34-43. Voir aussi le chapitre très complet de M. Pierre Verhaegen dans ses *Socialistes Anglais*). En 1885, la S. D. F. obtint, avec l'appui des Conservateurs, 50 voix aux élections législatives. Depuis, les résultats ont été à peine plus satisfaisants, car aucun candidat de la Fédération n'a pu encore entrer à la Chambre des Communes. Hostile à tout compromis, frappant d'ostracisme tous ceux qui, comme Mr. John Burns, ont voulu réaliser du Socialisme ce qui était réalisable, butée à la conception de la lutte des classes, repoussant toutes les réformes qui ne préparent pas la Révolution Sociale, la S. D. F. semble ne répondre à aucune des aspirations présentes du prolétariat anglais, lequel poursuit un but positif et déterminé, ni à celles des intellectuels ralliés au Socialisme, lesquels repoussent l'idéal révolutionnaire. Le groupe que dirige Mr. Hyndman, homme d'une intelligence réelle, très brillant dans toutes les controverses marxistes, nous paraît n'avoir pu s'adapter ni à la vie ni à la pensée anglaises. Pourtant, sa propagande toute théorique, si elle n'est suivie d'aucun effet, a l'air d'intéresser mentalement une fraction du prolétariat. Peut-être pourrait-on se faire une opinion moyenne entre celle qu'exprime M. Cazamian dans *L'Angleterre Moderne* (p. 222) : "Son rôle est plutôt celui d'une minorité extérieure, rappelant sans cesse à la vision des fins dernières les partis ouvriers attachés à l'opportunisme" et celle qui fut formulée devant nous par Mr. Lloyd George : "Son influence est

Si nous détachons de l'œuvre de Marx la partie qui a trait à l'accumulation du capital, [1] nous nous trouvons en face d'un système aussi complet, aussi intransigeant que celui que les Individualistes de 1830 avaient échafaudé. Ce faisant, l'auteur se contentait d'obéir à son temps. " Dans la première partie de l'ère victorienne, durant laquelle Marx esquissait ses théories, l'Économie Politique régnait sur le monde éduqué. Ruskin avait encore à attaquer les postulats primaires de cet édifice tyrannique et dogmatique. Les plus insignifiants parmi les gens de quelque instruction parlaient des " lois immuables de l'Économie Politique ", ignorant complètement que le fondement de toute chose, dans cette prétendue science, était une convention, œuvre des hommes, et parfaitement plastique. Les impulsions humaines étaient réprimées, l'effort créateur jugé et condamné d'après ces formules mystiques ". [2]

Marx a pourtant sur ses devanciers un avantage, celui de percevoir le monde économique à l'état dynamique, alors que ces derniers le percevaient à l'état statique ; l'harmonie des individualistes prend chez lui la forme d'un perpétuel devenir. C'est cette vision du changement qui lui a permis de prévoir les grandes lignes de l'évolution industrielle ; malheureusement, elle s'unit toujours à sa conception de la lutte des classes, de l'appauvrissement progressif du prolétariat, de son extension, et de sa reprise finale des instruments de production.

La concentration ne procède pas pour lui d'un effort d'adaptation ; elle ne s'arrête point au moment où les forces d'organisation sont elles-mêmes inopérantes ; elle ne présente ni recul, ni hésitations ; simple, automatique, s'exerçant sur tous les terrains, elle aboutit à un résultat unique : la mise entre les mains d'un nombre très restreint d'individus de tous les capitaux utiles à la production. On sent aisément que, pour être portée à ce degré d'inflexibilité, l'évolution industrielle ne peut être étudiée par Marx d'une façon désintéressée ; il part de données certaines, réelles, mais il ferme volontairement les yeux devant tout ce qui s'en écarte ; car, toujours porté à penser par antithèses, il a besoin, pour le développement

pratiquement nulle. " Le Marxisme a, certes, une place dans l'œuvre de la plupart des Socialistes anglais. Mais ils lui donnent, comme nous le ferons nous-même, une valeur historique, et s'en libèrent dès qu'il ne concorde plus avec la marche des événements.

[1] *Capital.* Premier livre, vol. II, sept. part.

[2] Wells. *New Worlds for Old* (Edit. Constable), p. 239.

logique de ses prémisses, de nous montrer un état final dans lequel s'opposeront quelques magnats industriels et un prolétariat misérable, dépouillé. La concentration est indispensable pour assurer cette fin qui hante Karl Marx : il la lui subordonne. Elle n'est pas un perfectionnement, le gage d'un état industriel plus stable, plus organique ; elle se présente comme la fin d'un régime qui doit donner naissance, en mourant, au régime contraire : l'expropriation de la masse des salariés par les capitalistes prépare celle des capitalistes par les salariés : le Socialisme sort ainsi non d'un accord, mais d'une métamorphose.

Le processus que décrit Marx est lié au développement normal du capital. Ce qu'a en vue le détenteur des instruments de production, c'est l'augmentation du profit. Pour la réaliser, trois voies s'offrent à lui ; il peut abaisser les salaires, allonger la durée du travail, accroître la productivité. Les deux premières sont essentiellement limitées, l'ouvrier ne pouvant travailler journellement plus d'un certain nombre d'heures et ses gages étant forcés d'atteindre, en vertu même de la théorie marxiste de la valeur, son coût de production, c'est-à-dire la somme indispensable à son entretien et à l'éducation des siens. L'industriel devra donc adopter la troisième, modifier la composition interne de son capital, augmenter le capital fixe destiné à l'acquisition de machines, diminuer le capital circulant sur lequel sont prélevés les salaires ; les conditions d'emploi seront donc de plus en plus précaires pour les travailleurs, et les rangs du prolétariat se grossiront sans cesse de recrues mal nourries, qui formeront les bataillons de réserve du capital aux jours où la demande s'exercera avec plus d'intensité ; ils se grossiront aussi des petits et moyens industriels qui n'auront pu s'adapter aux conditions modernes d'exploitation, qui n'auront pas remplacé leurs ouvriers par des machines et qui seront absorbés ou remplacés par les grands producteurs. Ces derniers transformeront, sans discontinuer, leurs profits en capitaux nouveaux jusqu'au moment où s'engagera entre eux une lutte finale ; mais à cette époque, l'édifice économique présentera l'aspect d'une pyramide reposant sur la pointe ; un très léger choc suffira pour le faire retomber sur sa base ; ce choc, ce sera la révolution des prolétaires, qui entreront en possession de tous les instruments de production.

Les faits ont démenti cette conception grandiose, sans doute, mais par trop systématique, et si, aujourd'hui, les idées directrices du *Capital* ont conservé leur valeur, si elles nous apparaissent

comme une éloquente protestation contre l'optimisme des Individualistes de 1830, si elles ont pu donner au prolétariat conscience de ses intérêts communs et favoriser son unité, il n'en est pas moins vrai que personne, sauf quelques attardés, ne compte plus sur la marche fatale de l'évolution industrielle et sur l'ultime conflit de la classe ouvrière et des capitalistes pour instaurer le Socialisme. Sans doute, selon la juste expression d'Edouard Bernstein, l'économie marxiste " est vraie comme tendance ". Riche d'observations scientifiques et historiques, elle a perçu à leur source la plupart des courants qui devaient sillonner le XIXe siècle. Mais, en tant que tendance, il arrive toujours un point où elle se trouve contrariée ; et, comme c'est uniquement sur son exagération, sur ses effets extrêmes, que Marx s'appuie pour réaliser le Socialisme, il en résulte que cette réalisation se trouve indéfiniment reculée.

C'est qu'en matière sociale les organismes peuvent, par leur raidissement, s'opposer victorieusement à toute marche, en apparence logique, des phénomènes ; une généralisation trop hâtive, l'ignorance de telle ou telle réaction psychologique peuvent ruiner un système qui repose sur les données les plus solides, les plus incontestables. Ainsi l'œuvre de Marx a perdu pour nous sa portée dogmatique. L'auteur s'est emparé des faits qu'il avait sous les yeux, il les a broyés dans sa merveilleuse logique, mais il n'a pas saisi les mouvements obscurs que nulle loi ne peut exprimer, et, par suite, sa conclusion s'est trouvée radicalement viciée. Sans doute les profits tendent à la baisse, sans doute la concentration a continué à opérer, sans doute de gigantesques organismes ont parfois annihilé toute concurrence, constituant un état dans l'État ; mais, en regard de ces croissances monstres, que de minuscules entreprises ont vu le jour, ont prospéré ; parmi les groupements qui cherchent à restreindre l'action meurtrière de la concurrence, combien en est-il de volontaires, d'intelligents, de pacifiques ? Enfin, comment soutenir qu'à la nouvelle organisation industrielle doive répondre la paupérisation croissante du prolétariat, alors que les dernières années ont vu naître simultanément les grandes entreprises et les Unions ouvrières ?

IV

Avant d'entrer dans l'étude de la concentration, des aspects particuliers qu'elle a pris et des résultats qu'elle a eus en Angleterre,

peut-être serait-il bon de dissiper une équivoque qui se rattache encore au marxisme. Il y a, en effet, chez Marx une confusion constante entre la concentration dans la *possession* et la concentration dans *la mise en œuvre* des capitaux consacrés à la production. C'est de la seconde que nous aurons à nous occuper presque uniquement dans ce chapitre, mais la première ne saurait pourtant, au point de vue social, nous laisser indifférents.

Il faudrait partir d'abord de l'idée que les deux formes sont complètement indépendantes et que les industries les plus centralisées peuvent s'accommoder d'un morcellement extrême dans la propriété du capital. Par exemple, le Sewing Thread Trust, fondé en 1898, comptait 12.300 porteurs de titres, parmi lesquels 6.000 détenteurs d'actions ordinaires, avec un capital moyen de £60; 4.500 détenteurs d'actions privilégiées, avec un capital moyen de £150; et 1.800 détenteurs d'obligations, avec un capital moyen de £315. De même, le Trust du Coton Fin comptait 5.454 actionnaires. Ceux du Manchester Canal sont au nombre de 40.000 et ceux de la Compagnie Lipton au nombre de 74.262. [1]

Il résulte donc d'un premier examen que, quelles que soient nos conclusions en ce qui concerne l'étendue des entreprises, le nombre des individus *intéressés* à leur fonctionnement s'est accru. Pourtant

[1] Il serait possible d'effectuer le même travail pour toutes les Sociétés par Actions, car les titres de la plupart sont nominatifs et enregistrés au State Registry Office, où il est permis à chacun de se renseigner. Mais il est peu probable qu'on entreprenne de longtemps cette gigantesque besogne. On peut pourtant déclarer approximativement que le nombre des porteurs de titres s'élève à un demi-million. (Chiffre donné par M. Chiozza Money dans le *Morning Leader* du 25 Octobre 1906).

Voici les chiffres donnés par Rowntree et Sherwell, dans leur beau livre : *The Temperance Problem and Social Reform*, concernant les plus grandes brasseries anglaises :

	Porteurs d'actions	
Brasseries.	*Ordinaires*	*de Préférence*
Arthur Guinness, Son and Co	5450	3768
Bass, Ratcliff and Gretton	17	1368
Threlfalls	577	872
Combe and Co	10	1040
Samuel Alsopp and Co	1313	2189
	7367	9237

En tout, 16.604 porteurs de titres pour un capital-actions de £9.710.000. En supposant que les £6.110.000 d'obligations soient distribuées de la même façon, nous pouvons conclure que les cinq brasseries mentionnées ci-dessus sont possédées par 27.000 personnes.

il serait inexact de présenter, comme le font certains économistes, le progrès des Sociétés par Actions comme concordant avec la diffusion des capitaux eux-mêmes. Qui pourrait prétendre que les classes non possédantes aient été nanties, par ce seul progrès, de richesses nouvelles ? [1] N'y a-t-il pas dans la physionomie qu'ont prise la plupart des fortunes une simple modification de forme, résultant de l'échange de titres de rentes ou de biens fonciers contre des valeurs industrielles ? Cet échange à donné au capital un aspect bigarré, une mobilité qu'il ne possédait pas, mais il n'a rien créé. On pourrait même ajouter qu'il s'est généralement effectué dans l'intérêt des directeurs d'affaires plus que dans celui du public. " Le système des Sociétés par Actions, écrit avec raison Kautsky, est un moyen de mettre à la disposition du gros capitaliste la propriété de l'homme du commun ". [2] On est donc en droit de dire que si l'évolution industrielle, en favorisant la concentration, n'a pas confié aux mêmes mains l'usage et la possession des capitaux, la thèse de Marx se trouvant ainsi infirmée, elle n'a pas non plus contribué automatiquement à l'enrichissement du plus grand nombre. Elle s'est servi de ceux *qui possédaient déjà* pour accélérer sa marche. Elle a associé au sort des entreprises les capitaux d'une quantité plus grande d'individus et, ce faisant, n'a ni augmenté ni diminué la distance qui séparait les capitalistes ; mais elle a fait naître chez chacun des intérêts nouveaux et entre tous des intérêts communs. Quel souci la plupart en prennent, à quels moyens, sociaux ou anti-sociaux, ils ont recours pour les défendre, c'est ce que nous verrons plus tard.

Pourtant, lorsque de l'évaluation des revenus dont les sources peuvent être clairement et individuellement déterminées nous passons à celle des bénéfices, salaires, fermages, loyers, dont nous ne possédons pas le détail, mais qui sont évalués en bloc, nous voyons que, si les résultats n'autorisent pas un optimisme exagéré, si les progrès accomplis dans la production n'ont pas exactement coïncidé avec un accroisssement du bien-être de toutes les classes, rien ne permet

[1] L'erreur vient de ce qu'on se laisse illusionner par l'extrême morcellement des titres (la loi anglaise permet d'émettre des actions de £. 1.), grâce auquel un homme de fortune médiocre peut participer à un nombre souvent considérable d'affaires ; mais on oublie que toutes ces participations réunies ne dépassent pas, dans leur montant, la valeur de l'humble pièce de terre qu'il a pu sacrifier pour les obtenir.

[2] Kautsky, *La Classe Capitaliste.* (Programme d'Erfurt).

*

d'affirmer que la classe moyenne se trouve peu à peu acculée à la ruine, pour le bénéfice de quelques potentats.

En 1864, sur une population de 23.891.009, le nombre des habitants soumis à l'Income-Tax pour les profits commerciaux, etc. (cédules D et E), c'est-à-dire de ceux qui jouissaient d'un revenu de plus de £60, était de 308.416, représentant une somme totale de £95.844.222.[1] En 1893-4, alors que l'impôt n'est plus perçu que sur les revenus dépassant £150, le nombre des contribuables est de 727.270. Il est de 750.000 en 1903-1904 (le nombre des revenus supérieurs à £700 égalant 258.000), de 894,249 en 1907.[2] La *British Review* du 22 Mai 1907 donne quelques chiffres sur le développement des revenus en Angleterre de 1851 à 1881. En 1851, 300.000 familles, en 1881, 990.000 familles disposaient d'un revenu de 150 à 1000 livres,[3] et, tandis que la population, pendant ces trente années, croissait dans une proportion de 30 %, le nombre des familles mentionnées ci-dessus montait dans celle de 23.3 1/3 %.

V

Nous avons montré, au début de ce chapitre, quels avantages justifiaient la concentration ; nous avons vu ensuite comment le marxisme lui donnait un véritable caractère de fatalité et la considérait comme le prélude d'un bouleversement social ; dans une étude plus réaliste, nous chercherons à marquer maintenant quelles

[1] *Capital*. Vol. I, p. 666 de l'édition anglaise.

[2] Tableau des revenus individuels entre £160 et £700, dressé par Mr. L. Chiozza Money dans *Riches and Poverty*. (p. 35).

		Montant approximatif
607.000	Revenus entre £160 et £400 . . . . . Moyenne : £300.	£182.100.000
53.000	Revenus entre £400 et £500 . . . . . Moyenne : £450.	£23.850.000
29.000	Revenus entre £500 et £600 . . . . . Moyenne : £550.	£15.950.000
13.000	Revenus entre £600 et £700 . . . . . Moyenne : £650.	£8.450.000
48.000	Revenus douteux	£14.400.000
750.000	Revenus	£244.750.000

[3] Bernstein, dans : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und Die Aufgaben der Sozialdemokratie* (Socialist Library, pp. 46 et 47), nous permet de juger du développement parallèle des fortunes en Angleterre, en Prusse, et en Saxe.

sont ses limites et quelles sont les formes extrêmes et originales qu'elle a prises en Angleterre.

C'est sur ce dernier point, le plus instructif, le plus riche en conséquences sociales, que nous insisterons ; le reste, c'est-à-dire la tendance elle-même, ne peut nous apparaître que comme une toile de fond mobile, dont on perçoit le mouvement, mais dont on ne peut distinguer les détails. De temps à autre, pourtant, un sommet mieux éclairé surgit et nous permet de mesurer la distance parcourue. Alors que l'Allemagne fournit à l'économiste une abondante moisson d'informations,[1] les seuls chiffres qui, pour l'Angleterre, permettent de juger de la rapidité du progrès sont ceux qui concernent l'industrie textile ; ils témoignent d'une avance lente mais perceptible.[2]

On en est donc réduit, pour apprécier la taille des entreprises, à des moyennes : celles-ci ont été fournies en 1896 par le Home Office et ont pour base les résultats de l'Inspection du Travail. Le nombre des personnes touchées par les Factory Laws s'élève à cette date à 4.398.983. Le recensement de 1891 ayant donné un chiffre total de 9.025.902 individus employés dans le commerce et l'industrie, il en résulte que la différence, soit 4.626.919, représente le montant de ceux qui sont employés dans les moyennes ou petites entreprises que ne visent pas les Factory Laws. Quant aux 4.000.000 d'ouvriers qu'atteignent ces lois, ils se répartissent entre 160.948 usines et ateliers, soit une moyenne de 27 à 28 travailleurs par établissement. 76.297 usines comptent 3.743.418 employés et 81.669 ateliers 655.565 employés, soit une moyenne de 49 par usine

[1] C'est sur les statistiques allemandes que M. Bourguin a échafaudé presque entièrement les chapitres qu'il consacre à la concentration. Les trop rares renseignements concernant l'Angleterre ont été rassemblés par Bernstein.

[2] Statistical abstract for the United Kingdom from 1896 to 1900, p. 202.

FABRIQUES DE TEXTILES AYANT UN MOTEUR INANIMÉ, EN 1870 ET 1890

	Filatures simples	Filatures tissages	Total des filatures	Nombre des broches	Moyenne par établissement
1870	2.485	1717	4.202	45.553.111	10.840
1890	2.066	1640	3.706	53.641.062	14.474
	Tissages simples	Filatures tissages	Total des tissages	Nombre des métiers mécaniques	Moyenne par établissement
1870	1.628	1717	3.345	610.004	181
1890	2.015	1640	3.655	822.489	225

	Total des établ. (avec divers)	Nombre des salariés	Moyenne par établ.
1870	6.807	907.230	133
1890	7.190	1.084.631	151

Nous savons que pour la brasserie le nombre des entreprises s'est abaissé de 21.346 en 1880 à 5.692 en 1903.

et de 8 par atelier. Sans entrer dans plus de détails, on peut constater, dans la suite du rapport, qu'au moins les deux tiers des entreprises enregistrées comme manufactures ne comptent que de 6 à 50 ouvriers, si bien qu'il n'en reste que 20 à 25.000 comptant plus de 50 ouvriers (ce qui donne un total de 3.000.000). En y faisant rentrer les transports, on est en droit de conclure que la grande industrie anglaise occupe de 3 1/2 à 4 millions d'individus, la petite et la moyenne cinq millions et demi. Ainsi que le déclare Bernstein : " L'Angleterre, cet atelier du monde, est loin d'être, comme on le pense, parvenue à un degré où elle ne contiendrait que de grandes industries. Les entreprises, dans l'Empire Britannique, témoignent de la plus grande diversité de tailles, et aucune taille ne se trouve éliminée ".[1]

Si donc la concentration va se poursuivant, il ne faut point croire qu'elle ait envahi toutes les branches de la production. A ses hésitations, à ses défaites partielles il ne faut point voir d'autre cause que celle-là même qui explique son développement. C'est au moment où son efficacité devient contestable qu'elle recule, et l'on doit reconnaître qu'il peut être souvent avantageux pour le producteur de travailler ou de faire travailler dans un cadre restreint.

Ainsi naît d'abord l'industrie à domicile, ce produit spontané du sol londonien, qui, malgré les prédictions de Marx, ne semble guère appelée à disparaître, mais demeure comme une forme chronique, réclamant et obtenant l'attention du législateur. Elle subsiste dans tous les métiers qui n'exigent de l'ouvrier qu'un travail extrêmement simple et dans lesquels la force mécanique ne peut trouver d'application : telles sont les différentes industries du vêtement, l'ébénisterie, l'horlogerie, la fabrication des cigares. Elle offre à l'ouvrier une indépendance relative et épargne à l'entrepreneur les dépenses qui résultent de l'installation et de l'entretien d'un vaste local, les frais de loyer, d'impôts, d'assurance, de combustible et d'éclairage ; la surveillance est réduite au minimum, puisqu'elle ne s'exerce qu'au moment de la livraison du produit.[2]

L'industrie à domicile s'accorde, d'ailleurs, fort bien avec la division du travail ; souvent elle se présente comme le complément de la grande manufacture : les pièces sont livrées mi-confectionnées

[1] *Op. cit.*, p. 56.

[2] Sur les autres causes qui contribuent a la survivance de l'industrie à domicile, voir *Sweating* par Cadbury et Shann.

aux ouvriers en chambre qui les finissent ou les ajustent. Elle permet, en outre, au patron de ne pas supporter seul le poids des crises ou du chômage et surtout de se soustraire à l'application des lois limitant la durée du travail. Il semble donc, qu'à moins d'une augmentation considérable dans l'effectif de l'Inspection, elle ira se développant au fur et à mesure que l'interventionnisme fera sentir dans l'usine son action bienfaisante et que les organisations ouvrières rendront plus stable et plus uniforme la situation des salariés. "Toutes les fois que le travail n'exige pas une force puissante, les entrepreneurs préfèrent renoncer au grand atelier central et commander le travail à domicile. Lors même que l'agglomération des ouvriers autour d'un moteur central présente certains avantages au point de vue de l'organisation du travail, la grande industrie ne triomphe que si la productivité du machinisme est très supérieure."[1]

Et peut-être est-il permis de supposer que le temps n'est pas éloigné où l'industrie à domicile reprendra l'offensive, car, au jour où la distribution de l'énergie électrique sera aussi aisée que celle de la lumière, il est probable que nous assisterons à un phénomène de décongestion dans la plupart des ateliers où la concentration ne s'explique que par la nécessité pour l'ouvrier d'être à proximité de la force motrice ; bien entendu, il faudra que la division du travail soit poussée assez loin pour que chaque travailleur puisse effectuer avec sa famille une tâche indépendante, et que les dimensions du métier employé soient suffisamment réduites. A quels problèmes donnera naissance cette décentralisation industrielle ? Quelle répercussion aura-t-elle sur les Unions ouvrières, lesquelles ont été jusqu'ici favorisées par le groupement, dans un même espace, d'hommes dont les intérêts et les aspirations sont identiques ? Comment l'œuvre interventionniste du dix-neuvième siècle pourra-t-elle, non seulement se poursuivre, mais ne pas reculer ? Ce sont là autant de questions dont la solution n'est pas encore envisagée.

La concentration cesse d'opérer également dans tous les métiers, mi-industriels, mi-commerciaux qui visent bien moins à produire en grandes quantités et à peu de frais qu'à satisfaire des besoins immédiats. Ainsi que le fait observer Bernstein, il est certain que si la technique de la boulangerie était seule en cause, nous aurions assisté depuis longtemps, dans cette partie, à des tentatives de centralisation. Mais dans cette profession et dans celles qui lui sont similaires, l'intérêt de la distribution l'emporte sur celui de la pro-

[1] Bourguin. *Op. cit.*, p. 179.

duction : on spécule, en quelque sorte, sur la psychologie de l'acheteur, sur son horreur du déplacement, sur l'irrégularité et la fréquence de ses commandes, sur son désir d'avoir la marchandise sous les yeux avant d'en faire l'acquisition, et aussi sur le plaisir qu'il éprouve à respirer l'atmosphère intime de la boutique, où ses goûts personnels sont connus, où les relations d'affaires se voilent sous une apparence d'amitié, où le crédit devient plus facile et moins humiliant : c'est ainsi qu'en Angleterre le nombre des détaillants passait de 295.000 en 1875 à 366.000 en 1886.

Le gaspillage d'énergie, la hausse des prix qu'engendre un pareil état paraissent indéniables ; c'est contre lui que veulent réagir à la fois la Coopérative et le grand magasin. Mais la première nécessite chez ceux qui s'y fournissent une force de caractère, un dévouement dont la plupart des consommateurs seront pendant longtemps incapables. Quant au grand magasin, malgré le choix qu'il offre à l'acheteur, et bien qu'il tente, par la fondation de succursales, de se rapprocher de celui-ci, il n'a que très imparfaitement réussi ; il n'a pu renoncer à la vente au comptant et il est toujours plus éloigné que le " marchand du coin " ; de plus, un certain nombre d'articles exceptionnels, non reproduits par séries, ne peuvent figurer dans ses vitrines que lorsqu'ils ont été vulgarisés [1]. Pour lui, d'ailleurs, la concentration n'entraîne pas toujours, comme pour l'industriel, une diminution progressive des frais ; ceux de livraison et de publicité, ceux que nécessite la liaison des succursales et de la maison principale peuvent largement contrebalancer l'économie résultant de la réduction des dépenses de loyer, d'éclairage, etc. A moins donc qu'il ne survienne une amélioration considérable des moyens de communication, qui mette en quelques minutes l'acheteur devant la porte du grand magasin, à moins surtout que les consommateurs ne fassent l'effort qu'exige une action concertée, il est probable que le petit commerce survivra et se développera, car " la production en gros jette toujours sur le marché des quantités de plus en plus considérables de marchandises qui, d'une façon ou

[1] " Le marché ne pourrait vivre d'une poignée de millionnaires, même si chaque " poing " comptait plusieurs milliers de doigts. Mais les centaines de mille de riches et de désœuvrés ont pourtant voix au chapitre. Presque tous les articles de luxe consommés par cette classe sont au début — et un grand nombre le sont par la suite — manufacturés dans de moyennes ou petites entreprises. C'est seulement plus tard que la grande industrie (quand elle ne reprend pas elle-même les articles mentionnés,) démocratise, en abaissant le prix de la matière première, tel ou tel article de luxe nouvellement créé " Bernstein, *op. cit.* p. 62.

d'une autre, doivent être transmises au consommateur. Qui donc soutiendrait que cette opération ne puisse être effectuée avec une dépense moindre en travail et en frais de toutes sortes que celle qui est encourue par le commerce de détail actuel ? Mais, tant qu'il n'en sera pas ainsi, cette forme de commerce subsistera. "[1]

Sans doute ne faut-il pas confondre la situation du détaillant et celle de l'artisan. Ce dernier, qui prospère lorsque les seuls instruments requis sont ses propres mains et quelques outils et que l'ouvrage dont on le charge est personnel, impossible à déterminer à l'avance (maçonnerie, plomberie, serrurerie), a été vaincu sur tous les points où il se trouvait en concurrence directe avec le machinisme, surtout quand son travail tendait à la reproduction d'un modèle unique : tissage, quincaillerie, fabrication des épingles, peignes, brosses, couteaux, etc. Mais la grande industrie, qui l'a annihilé en tant que producteur indépendant, lui a néanmoins rendu, en tant qu'auxiliaire, une nouvelle vie. Bien que certaines manufactures effectuent sous leur toit tous les travaux connexes à leur fabrication principale, le petit atelier de réparations n'en est pas moins un des attributs de l'évolution présente. Les progrès des nouveaux moyens de locomotion ont favorisé son éclosion et dans chaque village, à côté de l'antique charron, s'est ouverte l'échoppe où bicyclistes et automobilistes peuvent, sans avoir besoin de demander du secours à la ville voisine, parer à la mauvaise fortune.

VI

Telles sont quelques-unes des limites à l'action de la concentration. Tout en conservant son ampleur, tout en annonçant un état où les forces sociales, moins disséminées, prendront plus clairement conscience de leur dépendance, l'évolution industrielle de l'Angleterre n'est, néanmoins, ni si simple, ni si rapide, qu'un premier examen pourrait le faire supposer ; elle est certainement une victoire de l'esprit d'organisation et d'efficacité, mais cette victoire est tout interne et ne rayonne pas sur les autres aspects de la vie économique : les hommes à qui elle profite ont la volonté d'être seuls à en profiter.

Comment y parviennent-ils ? Nous avons déjà vu qu'en un certain point de la concentration, la concurrence, qui avait été le ressort

[1] Bernstein, *op. cit.* p. 64.

même du progrès alors qu'il s'agissait de faire triompher les plus forts, agit en sens contraire dès que ces derniers restent seuls en présence. Une autre tactique s'impose : cette tactique, c'est l'entente, la réaction commune contre le jeu normal des lois économiques, qui, si elles pouvaient s'exercer librement, feraient baisser indéfiniment les prix et entraîneraient une sorte de " sweating " de la grande industrie.

Ces ententes constituent le second degré de la concentration ; ce sont elles qui en expriment, non seulement le point d'avancement, mais le caractère. Selon leur nombre, selon leur nature, elles donnent à l'industrie de chaque pays une physionomie distincte. Chez les nations qui sont restées individualistes avec intransigeance, là où les producteurs sont incapables de sacrifier la plus infime parcelle d'indépendance, elles sont timides et clairsemées. Là, au contraire, où la concurrence a procédé avec brutalité, où seules les énergies de premier ordre ont émergé, où les défaites partielles sont inconnues, où, dans l'accord même, une volonté unique s'est imposée à toutes les autres, elles ont paru, énormes, tyranniques, gardant, même dans la paix, l'apparence de machines de guerre, considérant le marché intérieur comme une proie que les barrières douanières empêchent de s'échapper. Mais là où les grands producteurs ont conservé, par culture, par tradition, par amour de l'action qui ne va pas jusqu'à l'extermination, le respect de la vie économique des autres, à la condition que ceux-ci ne s'attardent pas dans des formes d'exploitation désuètes et soient capables de faire sentir au besoin leur puissance, là surtout où la liberté des échanges internationaux se présente comme la meilleure garantie du consommateur local, les associations ont pris des formes souples, variées, ont exigé de leurs promoteurs une véritable dépense d'intelligence, une continuation en commun de l'effort primitivement isolé vers plus d'efficacité. Quel que soit le mode choisi, le Socialisme ne restera pas indifférent, car, selon les cas, il devra hâter ou pourra retarder son intervention. Parfois même, son avance et celle des groupements industriels se poursuivront parallèlement.

A quelles variétés d'action collective les producteurs anglais avaient-ils le choix de se rallier ? [1]

Tout d'abord, les combinaisons peuvent être distinguées suivant

[1] La division que nous suivons est celle qui est adoptée par Mr. Macrosty, dans son ouvrage définitif sur : *The Trust Movement in British Industry* (1907). Elle met en lumière d'une façon toute spéciale la *progression* des combinaisons.

qu'il s'agit de vente ou d'achat.[1] Les secondes sont assez peu répandues dans l'industrie et intéressent surtout l'agriculture ; elles n'entament en rien l'indépendance de leurs membres et visent seulement à leur procurer les semences, les engrais dans les meilleures conditions ; elles correspondent à nos syndicats agricoles (A).[2]

Les associations de vente sont passagères ou permanentes, selon la volonté des parties. La première est celle qui règle les conditions dans lesquelles les commandes doivent être livrées et payées ; elle décide souverainement sur l'escompte, la durée du crédit, l'incidence des frais d'emballage et de transport, le règlement des contestations (B).[3] Puis vient l'Association de Prix,[4] qui présente elle-

[1] Quelle est la situation juridique des ententes industrielles en Angleterre ? Pour ceux qui s'intéressent à leurs chances d'avenir, la question peut avoir quelque importance, surtout au moment où la Standard Oil Company vient d'être frappée aux E. U. de la formidable amende que l'on sait. L'Amalgamation, c'est-à-dire la fusion de plusieurs entreprises commerciales en une seule, est, bien entendu, légale, mais les ententes passagères, conclues en vue de réglementer les conditions d'exploitation, sont condamnées par la loi, comme attentatoires à la liberté du commerce (in restraint of trade). Pourtant, comme chacun le sait, la jurisprudence a souvent pour effet en Angleterre de faire oublier la loi, et dans le procès *Mogul Steamship Co. v. Mc Gregor and others*, porté devant la Chambre des Lords en Décembre 1891, les défendeurs, en l'espèce une " Conference " ou combinaison de compagnies de navigation qui avait cherché à exclure les plaignants du transport du thé de Hankow, en offrant des conditions de fret spéciales aux expéditeurs qui confieraient exclusivement leurs cargaisons à ses vapeurs, obtinrent gain de cause, quoique leurs adversaires eussent soutenu qu'il y avait de leur part un acte de conspiration. Voici l'opinion de quelques juges, dans ce cas et dans d'autres similaires : " To say that a man is to trade freely, but that he is to stop short of any act which is calculated to harm other tradesmen, and which is designed to attract business to his own shop, would be a strange and impossible counsel of perfection. " — " They (the defendants) have done nothing more against the plaintiffs than pursue to the better end a war of competition waged in the interest of their trade. " — " To draw a line between fair and unfair competition, between what is reasonable and unreasonable, passes the power of the Courts. " Mais si les ententes de producteurs ne sont guère condamnées, par contre le traité qui unit leurs membres, n'étant pas sanctionné par la loi, est des plus fragiles et son observance dépend uniquement de l'honneur et de la fidélité des parties. (Procès Urmston v. Whitelegg Bros. en 1890, et Taddy v. Stevious).

[2] (A), (B), (C), (D), (E), (F), (G), (H), (I) renvoient aux pages 29-33.

[3] C'est celle que Grünzel, dans son livre *Uber Kartelle*, intitule Konditionenkartell.

[4] " Before treating of terminable combinations we must precisely exclude " corners, " which are popularly spoken of along with trusts as if they were of the same nature. A combination is an organised effort for the regulation of the

même de nombreuses modalités : tantôt les manufacturiers cherchent à parer par une hausse momentanée des prix de vente à celle de la matière première ; tantôt ils se réunissent à intervalles réguliers pour fixer les prix qui auront cours pendant un laps de temps donné (C). Ces combinaisons sont généralement formées entre producteurs d'une même classe, mais parfois aussi elles peuvent réunir des individus appartenant à des classes interdépendantes, par exemple lorsque les manufacturiers fixent la somme au-dessous de laquelle le détaillant ne sera pas autorisé à vendre les articles qu'ils lui fournissent.[1] Vivantes, très belliqueuses, elle sont pourtant atteintes d'un vice radical ; car, si elles peuvent produire une hausse artificielle des prix, en revanche elles n'ont aucune influence sur l'intensité de la production, et celle-ci, stimulée par les conditions favorables de vente, s'enfle souvent dans des proportions excessives, au seul bénéfice des parties les plus riches.

La phase suivante est donc la réglementation de la production. Elle ne s'ouvre généralement qu'aux périodes d'engorgement, alors que l'industriel n'aurait comme autre ressource que de ralentir lui-même la marche de son entreprise. Le contrôle, pour qu'il soit sévère, doit être exercé par des " Pools " ou Syndicats, qui se subdivisent : 1° En Syndicats de Production proprement dits, qui fixent la somme totale des marchandises à extraire ou à fabriquer et la répartissent ensuite entre les différentes entreprises affiliées. 2° En Syndicats de Vente, qui décident quelle part des produits chaque industriel pourra placer sur le marché intérieur, lui laissant toute latitude pour l'exportation ; 3° En Syndicats de Profits, qui font verser tous les bénéfices dans un fonds commun (pool) et les répartissent ensuite selon une échelle tracée à l'avance (D).

Ces associations exigent de leurs membres une connaissance très

market ; a corner is a speculative operation for the violent increase of prices by the artificial limitation or withholding of supply. The object of combinations, on the other hand, need not be altruistic, but it is always the elimination of the aleatory element in trade ". Macrosty. *Op. cit.*, p. 5.

[1] " In such cases the retail vendor is, as a rule, not consulted as to the price paid by the public, his part being confined to making representations to the manufacturer that the margin between the makers'price and the shopkeepers' price must be large enough to afford the latter a living profit. " *Ibid.*, p. 7. C'est dans la pharmacie et la droguerie que ce procédé est le plus employé. La " Proprietary Articles Trade Association ", établie en 1896 et qui réunit 214 manufacturiers et 3.647 détaillants, a ainsi tracé une liste de prix minima des spécialités.

nette des capacités d'absorption du marché ;[1] des réunions fréquentes sont nécessaires, durant lesquelles les statistiques nouvelles sont communiquées et la situation des parties mise à jour (E).[2] Enfin une surveillance constante doit être exercée, sauf au cas où les profits sont mis en commun avant d'être distribués, car alors le membre qui dépasserait sa quote-part de production ne tirerait aucun avantage de son action frauduleuse. Pour éviter tout litige, les industriels associés renoncent donc parfois à effectuer eux-mêmes la vente de leurs produits ; un organe nouveau est créé qui se charge de ce soin ; nous sommes alors en présence du Cartel, qui est la forme la plus élevée des combinaisons temporaires (F).

Toutes ces ententes, si elles sont capables de mettre un terme à la concurrence dans la localité ou le district où elles ont leur siège, exerçant dans ce ressort une sorte de fonction législative, peuvent néanmoins entrer en lutte dans les zones neutres ; aussi, en vue de cette éventualité, cherche-t-on parfois à définir le rayon qui est réservé à l'activité de chaque partie (G).

Les Associations de Vente contiennent un germe de faiblesse et de division : la divergence d'intérêt des membres, qui cherchent tous à obtenir un droit à une production plus étendue que celle de leurs rivaux. Aussi le remède le plus énergique apparaît-il dans la fusion de toutes les entreprises en une seule. C'est ainsi que du Cartel on passe au Trust ou à l'Amalgamation (H). L'opération peut s'effectuer de différentes manières ; tantôt, s'il s'agit de Sociétés par Actions, les porteurs de la majorité des titres les déposent entre les mains d'un fidéicommissaire et reçoivent en échange des "Trust Certificates", qui donnent droit à une part de dividende dans l'entreprise, dorénavant gérée par les trustees (ce procédé fut en usage en Amérique jusqu'au moment où il fut interdit par la loi). L'Amalgamation peut aussi prendre la forme du rachat par une des compagnies du matériel et de l'actif de toutes les autres, mais parfois la première se contente d'acquérir la majorité des actions

[1] "The output for the preceding three or five years is taken as the basis and, with perhaps an addition if the course of trade is favourable, is fixed as the amount to be produced during the currency of the agreement." Macrosty. *Op. cit.*, p. 9.

[2] "Some firms may have been declining in productive capacity throughout the period and others steadily increasing, so that while the former would welcome an arrangement which would stereotype their position the latter would object and would seek to obtain an additional share in consideration of their efficiency." *Ibid.*

et s'assure ainsi les pouvoirs de direction. On recourt encore à la formation d'une compagnie nouvelle (holding company) qui échange ses actions contre celles des entreprises que l'on veut amalgamer.[1]

Les groupements formés entre plusieurs entreprises de même nature et qui ont surtout comme mobile le désir de supprimer la concurrence, par l'élimination de rivaux moins bien agencés, sont complétés par des Amalgamations verticales, qui tendent à réunir sous une même autorité des industries entre lesquelles existe un rapport de succession et qui toutes contribuent à la fortune d'un même article, depuis l'extraction de sa matière première jusqu'à sa vente au détail. Ici, ce que l'on poursuit, c'est d'abord la suppression du profit des intermédiaires, mais c'est surtout la création d'un organisme complet et autonome (I).

A. Assez voisines de ces combinaisons sont des Sociétés par Actions comme la *British Cotton Growing Assoc.* et la *Dunderland Iron Ore Cy.* L'élévation des prix et la rareté du coton ont entraîné la formation de la première en Juillet 1902; elle a cherché a favoriser la culture dans les colonies anglaises ; des compagnies privées, des Trade Unions, des sociétés coopératives, des individus isolés ont contribué pécuniairement à son succès. La seconde a été fondée en 1902 également, au capital de £2,250,000, en vue de l'exploitation par 24 compagnies métallurgiques anglaises de champs de minerai en Norvège.

B. C'est dans la meunerie que les exemples les plus caractéristiques peuvent être trouvés. Cette industrie, qui autrefois avait été véritablement nationale et rurale, a perdu de son importance en raison du déclin de la culture des céréales, lequel la rend tributaire de l'étranger, et se trouve aujourd'hui centralisée dans quelques-uns des grands ports du royaume : Londres et ses environs, Liverpool, Hull, détroit de Bristol. Les meuniers ruraux n'ont pourtant pas disparu, grâce a l'appui loyal des fermiers, et, alors que leurs concurrents des ports se servent de blés étrangers, ils n'emploient que des blés nationaux. Mais, par suite de l'adoption de nouveaux procédés techniques, la production des meuniers des ports s'accrût hors de toute proportion avec les besoins des districts qu'ils alimentaient. Ils envahirent peu à peu le territoire des meuniers ruraux et en 1899-1900 la situation de ces derniers semblait fort compromise. La concurrence était aggravée par la pratique des achats et ventes à terme. Les meuniers achetaient leurs blés à l'avance et couvraient les risques en vendant leurs farines dans les mêmes conditions. Mais on conçoit que, de la sorte, toute chance de plus-value sérieuse

[1] "It is common enough in the United Kingdom to acquire all the stock of several companies, take over the plant, and dissolve the original companies, but the form in which the central corporation owns the stock instead of the properties of the separate companies has a flexibility and convenience in organisation and in retaining local brands, goodwill, etc., not found in corporations owning the plants." (Final Report of American Industrial Commission, p. 608).

se trouvait éliminée. De plus, quand les délais devenaient excessifs, le meunier était à la merci d'une défaillance de son acheteur ; par contre, si ce dernier était au courant de l'état du marché, il achetait au moment où les prix étaient bas et exigeait que la livraison fût différée jusqu'au moment où il prévoyait qu'ils se relèveraient. Grande était la perte subie par le meunier, d'autant plus que la valeur des blés varie beaucoup plus rapidement que celle des farines. C'est pourquoi la conférence de 1900 déclara " qu'il était désirable que la fluctuation des prix de la farine suivît celle des blés " et que les ventes à l'avance fussent réglées sur des bases convenables. Dans ce but, des associations furent rapidement formées, parmi lesquelles celles de Bristol, de Devon, de Cornwall, de Notts et de Derby. Malheureusement, leur action se heurta à l'hostilité des meuniers des grands ports. Pourtant, l'Association Nationale put rendre durable le règlement, accepté par l'Union Générale des Boulangers et Confiseurs, qu'elle avait tracé en 1898 et qui est une excellente application de la formule d'action collective mentionnée plus haut. La farine devait être livrée en quantités raisonnables et le contrat exécuté dans les trois mois qui suivraient la vente ; le vendeur devait signifier par lettre à l'acheteur que la farine était à sa disposition, le payement devait être effectué dans le mois de la livraison, etc. (Macrosty, *Op. cit.*, p. 210-228.)

C. C'est ainsi que procède la *Fife Coal Association*, dont les membres se réunissent, selon les circonstances, pour établir les prix, sans d'ailleurs rien décider en ce qui concerne l'extraction. Le charbon est divisé en trois classes : la seconde était vendue, en Oct. 1906, 6 à 9 *d.* et la troisième 2 *s.* 3 *d.* au-dessous du prix de la première, lequel varie selon l'état du marché. Les prix de l'Association sont des prix minima, mais comme la Fife Coal Company pourvoit à plus de la moitié de l'extraction, c'est elle qui le plus souvent fait prévaloir sa volonté (Macrosty, p. 92-93.) La *Unmarked Bar Association*, formée au printemps de 1895 et comprenant les maîtres de forges des comtés de Stafford, Worcester, Derby, Nottingham, South Yorkshire, Lancashire, et Salop, tient quatre réunions chaque année. " The association shall issue quarterly in every year, on the Thursday preceding the date of the ironmasters' quarterly meeting in Birmingham, a list to be compiled by the committee and confirmed by a general meeting of the association to be held on the said Thursday preceding the said quarter-day, announcing the selling prices of second-class iron of the makers mentioned in Clause 2, which is not recognised in the trade as " marked list iron ". And the respective prices charged on such list shall be the minimum prices at which their respective kinds of iron shall be sold during the quarter of a year following the posting of such list, unless the association shall in general meeting otherwise decide. " (Macrosty, p. 61.)

D. Cette méthode est employée par la *North of Ireland Corn Millers' Association*.

E. Une combinaison entre les producteurs de nitrates anglais et chiliens a fixé l'extraction à 31.273.000 quintaux pour cinq années à partir du 1er Avril 1901, et la *Gas Strip Association*, qui se signala par une lutte assez chaude avec les producteurs allemands, laquelle tourna à son avantage, imposa de 1901 à 1905 aux dix-huit manufacturiers du Midland qu'elle réunissait, une limitation de la production : toute infraction était punie d'une amende; celle-ci était répartie entre les associés qui s'étaient conformés aux décisions prises. (Macrosty, p. 78.)

F. On ne trouve pas en Angleterre d'associations absolument équivalentes aux Cartels. Pourtant des associations de vente existent dans les industries qui travaillent sur commande. Les Comités se chargent alors de répartir équitablement les ordres entre leurs membres et fixent les prix auxquels ils doivent être acceptés. Nous savons que l'International Rail Syndicate de 1883-86 distribuait les commandes entre tous les pays participants, qui procédaient de même pour leurs nationaux intéressés.

Des règlements similaires sont appliqués par les associations de fabricants de plaques pour navires et de plaques pour chaudières, qui, en Décembre 1903, dans une réunion tenue en Ecosse, se mirent d'accord pour relever les prix de vente. Mr. Macrosty affirme que la *Central Thread Agency* et l'*English Sewing Cotton Co.* doivent employer des procédés identiques, mais ces compagnies gardent le silence le plus complet.

G. Par exemple, les fabricants d'acier pour navires d'Ecosse et du Nord de l'Angleterre ont convenu de ne point chercher à pénétrer dans leurs domaines respectifs. Mais le cas le plus intéressant nous est certainement offert par le traité qui mit fin à la fameuse " guerre du tabac ", traité qui laissa l'Angleterre et les Indes à l'*Imperial Tobacco Co.* et les Etats-Unis à l'*American Tobacco Trust.* Les événements qui précédèrent montrent trop bien quelle peut être la souplesse, l'intelligence des ententes de producteurs anglais pour que nous ne nous efforçions pas de les retracer brièvement. En 1901, la Compagnie des Tabacs Américains achetait à un prix très élevé la manufacture Ogden's Ltd, dont les tabacs sont réputés, et faisait part de son intention d'envahir peu à peu le marché anglais. Un mois plus tard, les treize maisons les plus importantes du royaume (parmi lesquelles Wills, Lambert et Butler, John Player, etc.) annonçaient qu'elles se fondaient en une gigantesque Amalgamation au capital de £11.957.022, en vue de répondre à l'attaque des Etats-Unis. C'est ainsi que l'Imperial Tobacco Company fut créée ; elle se forgea deux armes de premier ordre : l'une consistait à distribuer chaque année aux détaillants un dividende proportionnel au chiffre total de leurs ventes et à celui de ses affaires ; l'autre fut l'achat de Salmon et Gluckstein, qui avaient eux-mêmes établi, dans Londres principalement, 140 magasins de vente. Alors commença une guerre de circulaires. En mars 1902, l'Imperial Company offrit une remise spéciale à tous les détaillants qui s'engageraient à ne tenir aucun article manufacturé par l'American Company ou par Ogden's Ltd, ses tributaires. Ces derniers répondirent par une proposition qui surprit tout le monde et qui, écrivit le Times, " faisait songer au cas de cet ami des campagnards qui vend des souverains pour des sixpences ! " A partir du 2 avril 1902, ils devaient distribuer pendant quatre ans aux détaillants du Royaume-Uni la *totalité* des profits réalisés dans ce dernier pays, plus une somme de £200.000 par an, et, comble de générosité, les donateurs n'exigeaient aucunement le boycottage des autres marques. L'Imperial Co. effectua une prudente retraite : elle se contenta d'exiger des détaillants qu'ils n'exposassent pas dans leurs vitrines les tabacs de l'American Co. et d'Ogden's. Mais bientôt elle reprit l'offensive, acquit successivement les maisons Faulkner et Churchman, et, finalement, l'accord mentionné plus haut fut conclu entre les deux parties principales. Une Compagnie Anglo-Américaine, au capital de £6.000.000, fut constituée : elle se partageait les pays de langue anglaise. (Macrosty. *Op. cit.*, p. 229-239).

H. Cette progression dans la forme d'entente, qui du Cartel ou de l'Association

de Vente mène au Trust ou à l'Amalgamation, a été niée par certains économistes tels que Grünzel, qui écrit : " Le Cartel et le Trust sont très différents non en degré mais par leur nature ". (*Über Kartelle*, p. 14). L'auteur a sans doute en vue les Trusts américains qui sont, en quelque sorte, des croissances spontanées et ne résultent pas d'un effort vers une forme d'organisation supérieure ; s'il avait jeté les yeux sur l'industrie anglaise, il aurait vu que les cas sont nombreux où la marche qu'il refuse d'admettre est suivie. Nous mentionnerons seulement l'exemple de la maison *J. & P. Coats*, de *l'English Sewing Co.*, de *l'Association des Blanchisseurs de Coton*, de *la Bradford Dyers' Assoc.*

En 1826, James Coats avait construit à Paisley une petite manufacture de fil à coudre, qui progressa si bien qu'en 1890 elle fut érigée en Compagnie, au capital de £5.750.000. Cette dernière acquit successivement les maisons Kerr et Co, Clarke et Co, de Paisley, Chadwick, de Bolton, Jonas Brook, de Meltham, *avec lesquelles elle avait précédemment formé une Association de Vente :* la Central Thread Agency. Le groupe Coats n'a fait que prospérer depuis, et en 1906 il réalisait un profit annuel de £2.974. 088. Il est presque unique dans l'histoire des grandes combinaisons, en ce qu'il n'est composé que des plus fortes unités de l'industrie qu'il domine et que les maisons douteuses (lame ducks) sont laissées en dehors. (Macrosty. *Op. cit.*, p. 125-129).

L'English Sewing Cotton Co. n'a pas connu la même destinée. Formée en 1897 par la fusion d'un grand nombre de fabricants de coton *qui étaient déjà réunis depuis 1888 en Association*, elle absorba successivement les maisons Alexander, de Glasgow, et Ardern, de Stockport ; alliée par d'importantes participations à Messrs J. & P. Coats, elle semblait un moment devoir détenir avec ces derniers le monopole de l'industrie du fil en Angleterre ; mais des querelles intestines et une capitalisation excessive des entreprises rachetées la firent péricliter. Alors que Coats distribuait des dividendes de 50 o/o aux actions ordinaires, l'English Sewing Cotton Company vit les siennes tomber de 47s. 6d., en 1899, à 9s. 6d. en 1902. Aussi le commentaire de Mr. Macrosty semble-t-il justifié : " The contrast with the Coats' Company is striking. We begin with a comparison of an amalgamation composed only of sound efficient firms with one in which the only object apparently was to sweep every one into the net, and we go on to the antithesis of ability admirably equipped at every point and " inefficiency and extravagance ". Nor is this the last occasion on which the lesson is driven home in the history of English combinations that the mere aggregation of numbers is by itself no guarantee of success. Moderate capitalisation, economy, and, above all, good management, are the indispensable requisites. " (*Op. cit.*, p. 134).

La *Bleachers' Association* date de Juillet 1900 : c'est une réunion de 53 firmes occupées au blanchiment du coton. Pendant longtemps, il y avait eu à Manchester des associations volontaires pour la réglementation des prix dans les différentes branches de cette industrie ; les dernières, ayant pris conscience de leurs intérêts communs, s'unirent en un Trust original, dont le comité de direction était composé de 49 membres, mais dont les entreprises continuaient à être administrées par leurs anciens possesseurs et gardaient leur clientèle. " Each firm will continue to deal personally with their own customers, and arrangements which have been made by individual firms with regard to special finishes for particular customers will be strictly adhered to. " (Rule of the Assoc.). (*Op. cit.*, p. 141-144).

La *Bradford Dyers' Association*, fondée en 1898, est une Amalgamation

de vingt-trois entreprises et s'étend à 90 % de l'industrie de Bradford. Elle a son origine dans des comités mixtes qui réglaient à la fois les salaires et les prix dans les districts de Bradford, de Leeds, et d'Halifax ; elle emploie 7500 ouvriers et consomme 250.000 tonnes de charbon par an. " The goods treated are in use in almost every household in the United Kingdom, besides being shipped to all parts of the world, and are of a very varied character, embracing the finest silk, mohair, and wool fabrics as well as the lowest cottons". (Macrosty, *Op. cit.*, p. 156-163).

I. C'est dans l'industrie métallurgique que ces Amalgamations verticales se rencontrent le plus souvent. De tout temps, les maîtres de forges d'Ecosse et du Cleveland possédèrent leurs champs de minerai et leurs mines de charbon. Mais, à une époque plus rapprochée, c'est dans le développement des firmes *Bell Bros* et *Dorman, Long & Co* que l'on peut trouver un exemple typique de la marche suivie par l'industrie du fer en Angleterre. La première de ces entreprises fut fondée en 1844 et, dix ans plus tard, après la découverte de nouveaux champs de minerai dans le Cleveland, la production du fer en saumon atteignit 12.536 tonnes : elle dépassait 195.000 tonnes en 1897. En Janvier 1899, la maison Bell se transforma en une Société par Actions au capital de £1.270.000. En 1898, la firme, avec l'aide de fabricants d'acier du voisinage, Dorman, Long & Co, ouvrit des ateliers à Port Clarence pour l'obtention de l'acier fin destiné à la construction des vaisseaux. Peu à peu, les deux maisons, par des échanges d'actions, confondirent leurs intérêts, si bien que l'on se trouve en présence d'une seule entreprise produisant directement le charbon, le coke et le fer nécessaires à la fabrication de l'acier. (*Op. cit.*, p. 26-31).

Les industries anglaises, en s'adaptant à presque toutes ces variétés d'ententes, depuis celle qui règle les conditions de détail dans les ventes jusqu'à celle qui fait perdre aux parties leur autonomie, en multipliant les tentatives, en passant successivement d'une forme à une autre, ont montré, par leur plasticité même, leur volonté d'inaugurer un état plus stable. Les combinaisons ne sont pas en Angleterre, comme aux États-Unis, le produit d'une génération ; elles ne frappent point l'imagination comme ces Trusts monstrueux qu'engendre le caprice de quelque spéculateur, qui ignorent toutes les hésitations d'une entreprise à son début, et apparaissent comme ces cryptogames géants qu'a fait croître une nuit d'humidité. Qu'il s'agisse de Syndicats de Vente ou d'Amalgamations, il est bien rare que les parties soient de nouvelles venues. Ce sont les fils des capitaines d'industrie dont s'enorgueillissait l'époque de Ricardo et de Miss Martineau qui président aujourd'hui aux destinées de ces vastes groupements dont l'action se fait sentir sur toute une région, parfois sur la nation entière. Les Coats de 1910 prolongent, en contrôlant la production du fil dans le royaume, l'effort du James Coats qui, en 1826, fondait la petite manufacture de Paisley, et ce sont peut-être les descendants du meunier de la

chanson qui faisaient entendre leur voix dans cette conférence de 1900 où devait se décider le sort de leur antique profession.

L'évolution économique de l'Angleterre n'a donc été ni assez générale, ni assez soudaine dans ses dernières manifestations pour nécessiter une réaction fiévreuse de la part de la Collectivité. Au socialiste lui-même, elle permet une expectative bienveillante et la préparation réfléchie des moyens d'intervention qui, sur bien des points, s'imposent.

Chercher à remonter le courant, à détruire par voie législative les ententes qui essayent de dominer le marché, il n'y faut point songer : ce serait vouloir s'opposer au développement d'une tendance dont rien ne peut arrêter la marche victorieuse. Si cette solution peut être à la rigueur préconisée par le consommateur qui souffre de la cherté des vivres, par le détaillant qui, peu à peu, voit limiter sa liberté de fixer arbitrairement le prix des denrées qu'il détient, elle ne saurait convenir au socialiste, dont l'idéal est un idéal d'organisation. S'il doit s'opposer au jeu normal de l'évolution lorsque des intérêts respectables risqueraient d'être lésés, ce ne peut être que pour la rendre plus profitable à l'ensemble, pour remettre à la Collectivité tout entière celles des branches de la production auxquelles son bien-être et ses chances de progrès sont liés.

Mais pour qu'une reprise, même partielle, des industries nationales soit réalisable, un organisme complexe reste encore à créer. Ce sera sans doute l'œuvre de demain. A l'heure où l'Angleterre cherche encore en tâtonnant à résoudre le problème de ses destinées politiques, l'idée d'une action aussi synthétique et radicale en matière économique reste dans l'ombre ; malgré quelques symptômes d'une conception nouvelle, le moment est encore aux remèdes empiriques. C'est donc, dans le domaine industriel privé, vers les tendances qui s'identifient avec les siennes que le Socialisme doit se tourner aujourd'hui : sans le dispenser d'agir, elles lui permettent d'espérer.

C'est surtout dans ces formes supérieures de la concentration que sont les Amalgamations qu'il pourra reconnaître son image légèrement déformée ; elles constituent de petits états, où ne règne certes pas l'esprit désintéressé qui est sien, où l'on s'inquiète peu de la recherche des solutions favorables à la croissance harmonieuse de tous les groupes et de tous les organes sociaux, mais où, du moins, l'intelligence, l'économie, la répartition scientifique des fonctions deviennent les conditions mêmes de l'exploitation. La

concurrence immédiate étant éliminée, il y a de la part de l'Amalgamation une main-mise sur l'industrie, qui répond en petit à celle que les socialistes intransigeants voudraient voir effectuer par la Collectivité. Dès que l'union est formée, les procédés usuels de la lutte commerciale, réclames frauduleuses, abaissement des salaires, qui permettent aux faibles et aux attardés de se maintenir, perdent toute leur signification : aussi les ateliers inférieurement outillés sont-ils fermés, la division du travail est-elle poussée à un degré inconnu jusqu'alors, et les individus les plus capables, ceux que distingue leur connaissance des procédés techniques, et non l'esprit de lucre et d'aventure, sont-ils placés à la tête de chaque entreprise. Les fonctions sont définies, hiérarchisées, et l'édifice est couronné par le Conseil des Directeurs qui est, pour ainsi dire, le Cabinet de l'industrie.

Ces avantages peuvent être contrebalancés par une hausse excessive des prix de vente et, quoique les consommateurs aient parfois une force de résistance insoupçonnée, quoiqu'ils n'hésitent pas à recourir à des succédanés, nous avons vu que ce danger n'est pas toujours illusoire et que le public des Etats-Unis, par exemple, paye aux Trusts un large tribut. Mais il ne peut en être de même en Angleterre, où les tarifs protecteurs et les ententes secrètes avec les compagnies de chemins de fer sont ignorés. Dans ce pays, le succès dépend du pouvoir de direction. Les chefs de l'Amalgamation doivent posséder de véritables qualités d'hommes d'Etat. Il est autrement difficile de gérer une réunion de vingt entreprises que chacune de celles-ci individuellement, car, selon la belle définition de Mr. Macrosty : " Le directeur d'une maison qui compte vingt concurrentes doit prendre part à une véritable mêlée pour les affaires, le directeur d'une Amalgamation doit pourvoir aux besoins de tout un marché. "[1] L'évolution industrielle, en Angleterre encore plus qu'ailleurs, annonce donc pour les grandes industries un état de discipline interne, de continuité dans l'effort qui, au dehors, se traduira par l'adaptation directe et réfléchie de la production aux besoins. Et, là encore, ce seront les tendances socialistes qui l'emporteront ; car, au fur et à mesure que la concurrence s'atténuera et qu'un groupe sera resté maître dans une branche d'industrie, le jeu de l'offre et de la demande, en lequel les individualistes avaient mis toute leur foi, cessera ; et c'est après une appréciation des besoins absolus du marché, effectuée au moyen de statistiques, d'enquêtes

[1] *Op. cit.* p. 336.

de toute espèce, que les directeurs décideront du ralentissement ou de l'accélération de la production. C'est ce procédé qu'emploient déjà les entreprises à qui leur renom a valu une clientèle durable ; généralisé, on conçoit combien il pourrait apporter d'ordre dans le domaine économique et contribuer à la suppression des crises, lesquelles ne sont pas, ainsi que le prétend l'école marxiste, un résultat nécessaire de notre organisation industrielle, mais une simple rupture d'équilibre, ayant sa cause dans l'absence de contact entre acheteurs et vendeurs, dans la concurrence qui pousse les producteurs à fabriquer davantage, en vue de satisfaire une clientèle sur laquelle ils n'ont encore aucune prise. [1]

Les formes élevées de l'évolution industrielle intéressent encore le Socialisme par la répercussion qu'elles ont sur la nature du profit. Sans entrer dans un examen détaillé de la théorie de la Rente Economique, auquel nous procéderons avec plus d'à-propos quand nous étudierons le Trade Unionisme et la Coopération, disons brièvement que par "profit" nous entendons, non la récompense de l'activité de l'entrepreneur, non la compensation des risques, non l'intérêt que réclament les capitaux engagés, mais la somme que vaut annuellement à l'industriel la supériorité de fait de son entreprise sur celles qui, moins bien situées ou moins bien outillées, sont néanmoins capables de vendre à un prix assez élevé pour n'avoir pas intérêt à abandonner l'exploitation. Avec l'Amalgamation, la notion de la Rente différentielle nationale disparaît, car les producteurs n'ont plus à tenir compte de l'existence de rivaux inférieurs ; et, dans les pays libre-échangistes, *l'accroissement* du profit ne peut alors être que la récompense des efforts d'organisation qui tendent à un abaissement des frais de production, une sorte de prime au perfectionnement technique, et, en fin de compte, un salaire de direction semblable à celui que toute administration socialiste serait tenue d'accorder.

Mais ces vertus ne doivent pas, néanmoins, faire perdre au Socialisme la conscience de son rôle. S'il y a organisation, s'il y a progrès, la volonté collective n'est cependant pas encore intervenue ; sans doute n'est-elle pas le plus souvent équipée pour le faire, mais il est

[1] " L'entente industrielle est — même quand elle est favorisée par des tarifs protecteurs — jaillie du sol économique : elle est un moyen national d'adapter la production aux mouvements du marché. Avec beaucoup moins de risques que l'entreprise individuelle, elle peut, en cas d'engorgement du marché, limiter temporairement la production. Nier cela, c'est nier la supériorité de l'organisation sur la concurrence anarchique. " Bernstein, *op. cit.* p. 90.

néanmoins tels cas où son exercice s'impose. Ce sont d'abord tous ceux où la concentration n'opère pas, ceux, innombrables, où l'individu reste encore isolé et où son indépendance matérielle et morale semble être le jouet de forces qui le dominent ou auxquelles il n'a pu s'adapter ; ce sont aussi ceux où, sous une apparence d'organisation, se cache une coalition d'intérêts, où des ententes obscures [1] se forment entre spéculateurs pour provoquer une hausse passagère des prix. [2] Bien plus, le socialiste ne doit point accorder à ces grands organismes que sont les Amalgamations une confiance aveugle ; si elles sont en Angleterre dans l'impossibilité de rançonner les consommateurs, cela tient, nous l'avons vu, à l'absence de tarifs protecteurs dans ce pays ; mais si celui-ci devait procéder dans un avenir prochain à un renversement de sa politique douanière, la question des coalitions d'entreprises pourrait alors y prendre un aspect redoutable et exiger des solutions que nous n'avons pas à envisager à l'heure présente.

Mais, même dans l'état actuel, le but que poursuit l'industrie privée peut ne pas s'accorder avec l'intérêt général. La satisfaction des besoins par une entreprise présente de nombreuses combinaisons ; un producteur peut réaliser le même chiffre d'affaires en vendant à un prix minime une grande quantité de marchandises qu'en en offrant à un prix élevé une quantité restreinte. [3] Or, il est certains biens dont il importe au plus haut point que la consommation ou la jouissance soit aussi aisée que répandue. Le Socialisme ne pourra donc laisser toujours les producteurs indépendants maîtres de la distribution, et cela qu'il s'agisse d'entreprises privées ou de

[1] Qu'il ne faut pas confondre avec celles qui ont été étudiées plus haut, lesquelles cherchent à faire concorder les prix avec les conditions toujours changeantes de la production, et à éliminer les industriels qui, pour se maintenir, font tomber ces derniers à un niveau déprimant.

[2] Mr. Macrosty, reprenant une idée de Grünzel, demande que toutes les ententes soient enregistrées, faute de quoi leurs membres seraient déliés de toute obligation les uns envers les autres. Au cas où l'entente serait spéculative et contraire à l'intérêt public, les juges ordonneraient sa radiation du registre.

[3] "The law of monopoly price is that the monopolist will charge not the highest price, but the price which will call forth the demand productive of the largest net revenue. The maximum profit, being thus a function of two variables, may be produced by different combinations of these, but the motive which will cause the monopolist to prefer a larger supply at a lower price to a smaller supply at a higher price is the fear of creating competition." Macrosty. *State Control of Trusts*, p. 4. (Fabian Tract, N° 124.) Nous reviendrons sur ce point lorsque nous étudierons le Socialisme Administratif ou Municipal.

Sociétés par Actions ; quel que soit le progrès de ces dernières, [1] peut-être a-t-on trop insisté sur leur caractère social ; qu'elles aient puissamment contribué au développement économique en opérant un drainage des fonds, c'est là un fait que nul ne conteste ; mais ce serait étrangement altérer la physionomie de l'actionnaire que de le croire capable de tenir compte, dans la gestion du capital, des aspirations collectives ; le lien qui l'unit aux autres porteurs de titres est purement pécuniaire et son irresponsabilité est entretenue par le rôle effacé et passif qu'il joue dans les assemblées générales. Fatalement, il sacrifie toute autre considération au désir qu'il a de voir son revenu s'accroître : [2] c'est sur ce sentiment que spéculent, et les entrepreneurs privés quand ils transforment leurs établissements en Sociétés, [3] et les directeurs de Compagnies quand il s'agit de faire échec aux revendications de leur personnel. [4]

Mais toute conclusion quant à la répercussion de l'évolution industrielle sur la situation des travailleurs serait prématurée. Nous avons décrit extérieurement l'édifice : il nous reste maintenant à le peupler.

[1] *Augmentation du nombre des Sociétés par Actions de 1885 à 1907 :*

	Nombre	Capital (Milliers de livres)
1885	9.844	494 910
1890	13.323	775.140
1895	19.480	1.062.734
1900	29.730	1.622.641
1905	39.616	1.954.331
1906	40.995	2.003.392
1907	43.038	2.061.010

[2] " So long as he gets his dividends the small shareholder will never interfere with the directors except to urge them to the extraction of still greater profits." Macrosty, *State Control*, p. 14.

[3] " A large and increasing proportion of the general public is now financially involved in all industrial struggles, and our manufacturers feel assured that the danger lest the workers should be backed by a solid and enthusiastic public opinion in their demands for shorter hours or increased pay no longer exists " Kershaw, *Joint Stock Enterprise and our Manufacturing Industries.* Fortnightly Review, Mai 1900, p. 821.

[4] " This loss of the personal relationship between employer and employed is, however, only one of the evils affecting the worker that have resulted from the change. The second is the bar to all reform in hours of labour or scale of pay. ' We sympathise with you in your demands, but we cannot, in justice to our shareholders, grant you the concessions for which you ask until our balance-sheet shows more satisfactory returns," is the stereotyped reply by directors of these companies to all requests for a consideration of the workers' claims." *Ibid.* p. 824.

CHAPITRE II

LES MÉTHODES ET LA THÉORIE DU TRADE UNIONISME DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE SOCIALISME.

I

Les Unions Ouvrières sont un des produits les plus originaux et les plus robustes du sol anglais. Elles se sont développées pendant le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, mais n'ont pris qu'à la fin de celui-ci l'aspect sous lequel elles se présentent à nous. Pourtant, l'histoire de leur croissance douloureuse, des alternatives de violence et de résignation par lesquelles elles ont passé, est close à l'époque où débute notre étude.

Nous considérerons donc, dans les pages qui vont suivre, le Trade Unionisme comme un état de fait, dont nous nous prévaudrons pour tirer certaines conclusions ; nous chercherons à montrer jusqu'à quel point cet état coïncide avec celui que vise à instaurer le Socialisme ou, au contraire, peut en différer ; comment il réagit sur le monde extérieur et sur la doctrine. Ainsi s'expliquera, et pour quelques-uns se justifiera, la physionomie que nous donnerons aux deux chapitres au cours desquels nous passerons en revue : les méthodes et les fins spéciales des Associations Ouvrières, le remaniement des grandes théories sur le salaire que leur action a rendu nécessaire dans ces dernières années, la concordance et la discordance de leurs intérêts et des intérêts collectifs, la naissance et les premiers actes du Labour Party.

Nous avons voulu marquer les différentes tendances des Syndicats anglais dans leur corrélation et non dans leur succession, remanier une étude que l'on a presque toujours faite chronologique, réfuter, si possible, l'étrange erreur de ceux qui établissent une solution de continuité entre les Unions anciennes et les nouvelles et voient, dans le mouvement qui, il y a quelques années, aboutit à la création

de ces dernières, la négation du mouvement précédent, priver le Parti Ouvrier du caractère qui lui est trop souvent attribué de phénomène unique, déconcertant et spontané. En un mot, les méthodes et les conceptions du Trade Unionisme seront examinées sur le même plan, dans la réalité vivante que, quels que soient leur rang et leur portée, elles prennent aujourd'hui à nos yeux. Sans reculer devant la recherche de leurs origines, quand celles-ci pourront nous apporter quelque éclaircissement, nous donner la clé d'une attitude ou d'une revendication, c'est toujours le présent et l'avenir immédiat qui nous occuperont. Malgré tant de manifestations en apparence contradictoires, nous essayerons de ramener à l'unité le Trade Unionisme, puis de le faire rentrer dans l'unité plus large du Socialisme.[1] Nous n'ignorons point que, pour parvenir au but, il nous faudra remonter un courant et briser une tradition, mais il ne nous sera pas d'un faible secours d'avoir derrière nous, pour nous soutenir et nous guider, l'œuvre monumentale de ceux-là mêmes qui ont décrit les aspects oubliés du grand drame ouvrier.

Le Trade Unionisme s'est constitué par couches successives et non par un développement uniforme ; aussi porte-t-il l'empreinte, garde-t-il l'esprit des époques durant lesquelles il s'est accru ; mais rien ne permet d'affirmer qu'il soit un composé d'éléments hostiles ou disparates, et son unité apparaît réelle dès que l'attention se concentre sur sa fin essentielle, qui est d'assurer aux travailleurs, par une action commune, des avantages que leur action isolée serait impuissante à obtenir. Là est la raison d'être de l'organisme, et ses fonctions se caractérisent et se diversifient selon les opportunités qu'elles rencontrent, selon les résistances auxquelles elles se heurtent dans le milieu ambiant ; mais jamais elles ne s'excluent. Sans cesse, à mesure que se modifient les conditions politiques et sociales de l'Angleterre, les Unions cherchent de nouvelles issues ; elles n'abandonnent pas pour cela les conquêtes précédentes. Toutes celles-ci répondent à des besoins véritables dont l'évidence n'apparaît souvent que lorsqu'ils ont déjà été satisfaits. Nous verrons ainsi que la méthode de l'Obligation Légale, que l'on veut parfois opposer à celle du Marchandage Collectif, a toujours été

[1] Pour le développement historique des Unions, l'*Histoire du Trade Unionisme* des Webb (nouvelle édition, 1911) reste la principale source d'informations ; pour un examen précis et objectif du fonctionnement de quelques Syndicats, l'enquête effectuée, sous la direction de M. P. de Rousiers, pour le Musée Social garde toute sa valeur.

indispensable au bon fonctionnement des Unions, dont elle tend à faire respecter les grands intérêts permanents. Nous ne perdrons pas de vue cependant qu'après que le cadre des anciennes corporations eût été rompu, cette méthode (qui n'a rien de commun avec l'interventionnisme instinctif de 1830-1850) tomba en désuétude et resta dans l'oubli jusqu'à ce que la classe ouvrière eût trouvé dans la franchise électorale le moyen de peser de nouveau sur les pouvoirs publics. Cette franchise obtenue, la fonction, un moment entravée, reprend son cours, s'adapte aux moyens d'expression que l'évolution des faits et des idées met à sa portée, développe naturellement ses conséquences extrêmes, et les Trade Unions participent à la confection des lois qu'elles se contentaient de subir. Mais dire que, ce faisant, elles doivent désormais négliger l'autre fonction, plus délicate et plus souple, c'est à dire que chacun de nous, parce qu'il est indirectement, en tant que citoyen, tenu de déterminer les règles générales qui limiteront son activité, est incapable de conclure, avec les individus en présence desquels il se trouve, des accords libres et infiniment variés.

C'est seulement lorsqu'ils sont considérés de la sorte, que les règlements des principales Unions prennent toute leur signification, notamment celui des Filateurs de Coton, qui déclare assurer aux intéressés : " une juste récompense du travail, la solution par voie de conciliation, afin qu'une cessation du travail puisse être évitée, des querelles entre employeurs et employés, l'application des Factory Laws ou de toutes autres mesures législatives pour la protection du travail, l'allocation d'un secours pécuniaire à tout membre qui a été atteint par un conflit ou un lock-out, qui, à la suite de l'un de ces événements, se trouve sans emploi, ou qui a été frappé d'incapacité par un accident ". [1]

Cet organisme qu'est l'Union, avec ses fonctions, dont les unes gagnent chaque jour en stabilité, dont les autres luttent au contraire désespérément pour se maintenir, nous l'étudierons donc d'abord pour lui-même, dans ses tendances spontanées ; nous montrerons ensuite comment il a réagi sur la vie économique et politique de l'Angleterre, comment, sous sa poussée, s'est déplacé l'axe et en partie transformée la science du gouvernement ; nous verrons aussi

[1] Rules of the Amalgamated Association of Operative Cotton Spinners (Manchester, 1891). D'autres règles sont plus riches en détails : telles sont celles de la Fédération des Mineurs de Grande Bretagne (Openshaw, 1893), de l'Union Nationale des Ouvriers en Bottes et Chaussures (Leicester, 1892).

quelles oppositions particulières il a soulevées et quelles réactions collectives il *doit* susciter.

II

Le principal progrès réalisé dans la *structure* du Trade Unionisme résulte du passage d'un état de démocratie inorganique et incohérent à un état représentatif, accompagné d'une spécialisation des fonctions administratives.

Pendant toute la durée du XVIII[e] siècle, les travailleurs, chaque fois qu'ils se réunissaient, élisaient un président aux attributions décoratives et éphémères, [1] auquel on adjoignait généralement deux commissaires qui avaient pour office d'aller quérir la boisson dans la salle du Comité et de la verser régulièrement à la ronde ; le traiteur, quand il restait des fonds, servait de trésorier ; chacun pouvait émettre librement son avis, et sitôt la réunion terminée et les décisions prises le bureau était dissous et aucune modification aux statuts ne pouvait être introduite, aucun accord conclu avec les employeurs, sans que tous les ouvriers, les " voix " comme on les appelait, eussent été consultés. Peu à peu, cependant, à mesure que les organisations locales devenaient nationales et que leurs charges, comme leur actif, augmentaient, ce mode de gouvernement tendit à disparaître. Il fallut qu'un ouvrier se chargeât de l'expédition du travail administratif dans l'intervalle des sessions et fût préparé à cette mission nouvelle : c'est ainsi que les grandes Unions possédèrent bientôt un secrétaire, soumis à l'élection, mais qui, en fait, restait toujours en office à moins qu'il n'eût gravement démérité. On lui adjoignait un Comité Exécutif. En outre, il était malaisé de réunir fréquemment dans un étroit local les milliers de membres que pouvait comprendre

[1] Aussi la constitution de la London Society of Woolstaplers, fondée en 1785, déclare que " at every meeting of this society a president shall be chosen to preserve the rules of decorum and good order ; and if any member should not be silent on due notice given by the president, he shall fine threepence ; and if any one shall interrupt another in any debate while addressing the president, he shall fine sixpence, etc. The president shall be accommodated with his own choice of liquors, wine only excepted. " (The Articles of the London Society of Woolstaplers, Londres, 1813). La réunion se tenait presque toujours dans quelque taverne. Le règlement des ouvriers en brosserie prévoyait que " on every meeting night each member should receive a pot ticket at eight o'clock, a pint at ten, and no more. "

chaque Union. D'autre part, on était assez mal préparé à la création d'un gouvernement représentatif : on choisit une solution moyenne et le Referendum fut établi. Il se faisait par la voie des journaux ou sous forme de circulaires et n'importe qui avait le droit d'exiger que ses propositions fussent soumises à un vote général. Inutile d'ajouter que la plupart étaient dépourvues de sens,[1] comme par exemple celles d'une branche de l'Union des Maçons qui, en 1839, demandait que le poste de secrétaire général fût mis aux enchères et adjugé à l'homme qui se contenterait du salaire le plus bas. Mais les Comités Exécutifs s'efforcèrent de limiter les cas où le Referendum était autorisé : il fut décidé qu'un certain nombre d'années devait s'écouler avant que les règlements essentiels pussent être remis en question.[2] Devant ces restrictions, la plupart des membres ne firent plus aucun usage de leur droit d'initiative, et l'autorité se trouva bientôt concentrée entre les mains du secrétaire.[3] Il est à remarquer que, même à présent, les Unions — et elles sont quelques-unes — qui n'ont pas su trouver un autre mode de contrôle du pouvoir exécutif que celui de la Réunion Générale ou du Referendum, sont encore placées sous la dictature de ce fonctionnaire : telle est l'United Society of Boilermakers and Ironshipbuilders, telle est aussi la Northumberland Miners' Mutual Confident Association, dont les 19.000 membres légifèrent sur chaque question, même de détail, dans des réunions de loge.

Au contraire, les deux Unions qui nous offrent les institutions représentatives les plus complètes et les plus efficaces sont la grande association fédérale des mineurs et celle des travailleurs du coton. Elles nous montrent comment les salariés anglais ont su

[1] "The result was significant and full of political instruction. Whenever the union was enjoying a vigorous life we find, to begin with, a wild rush of propositions. Every active branch had some new rule to suggest, and every issue of the official circular was filled with crude and often inconsistent projects of amendment. The executive committee of the United Kingdom Society of Coachmakers, for instance, had to put no fewer than forty-four propositions simultaneously to the vote in a single circular. It is difficult to convey any adequate idea of the variety and, in some cases, the absurdity of these propositions". Webb, *Industrial Democracy*, p. 22.

[2] Une année pour la General Union of Carpenters (1863) ; trois pour la Bookbinders' Consolidated Union (1869) et la Friendly Society of Operative Stonemasons (1878), dix pour l'Operative Bricklayers' Society (1889).

[3] "The general secretary, who drafted the propositions, wrote the arguments in support of them, and edited the official circular which formed the only means of communication with the members". *Ind. Dem.*, p. 27.

résoudre, selon la belle formule des Webb, "le problème fondamental d'une démocratie, la combinaison de l'efficacité administrative et du contrôle populaire." [1] La question peut être riche d'enseignements pour le Socialisme lui-même, puisque celui-ci ne peut être réalisé sans qu'il existe un organe capable d'exprimer et de faire exécuter les volontés de la Collectivité. Enfin, au point de vue anglais, elle ne saurait être indifférente, puisque nous sommes à une heure où, l'équilibre qui existait entre les deux puissances législatives ayant été rompu, les partis politiques semblent chercher à légitimer leur attitude dans tous les essais de reconstruction du mécanisme représentatif par leur désir de faire prévaloir avec le plus de précision possible les aspirations du corps électoral.

L'Amalgamated Association of Cotton Spinners possède, tout d'abord, un Parlement élu annuellement, qui comprend une centaine de membres et se réunit tous les trimestres à Manchester. Cette assemblée possède un pouvoir souverain et ses décisions sont sans appel. [2] Le gouvernement de l'Association et le contrôle des agents d'exécution sont assurés par un conseil désigné par le Parlement et qui comprend : un président, un trésorier, un secrétaire et treize autres membres. Le véritable travail *administratif* revient au secrétaire général (qu'il faut distinguer du secrétaire du conseil) choisi, non par l'Assemblée Générale, mais par les assemblées provinciales et de district *sur une liste dressée à la suite d'un concours* et jouissant dans son emploi d'une sécurité complète. Ainsi l'Association présente le caractère d'un véritable état démocratique moderne.

La Fédération des Mineurs de Grande Bretagne, établie en 1887 et qui comprend les deux tiers des ouvriers réunis en Unions, s'est donné une constitution légèrement différente. L'autorité suprême appartient à une "Conférence", qui se réunit autant de fois qu'il est besoin et qui est élue par toutes les Associations de Comté ou de District. Elle nomme un Comité Exécutif, ainsi que tous les agents de la Fédération. Entre les sessions, le Comité Exécutif est chargé de gérer pour le mieux les intérêts de cette dernière. Le Parlement des Mineurs est, sans contredit, l'assemblée la plus considérable du monde Trade Unioniste. Parmi ses membres, l'on peut citer les

[1] *Ind. Democ.*, p. 38.

[2] "Once elected, this assembly is, like the British Parliament, absolutely supreme. Its powers and functions are subject to no express limitation, and from its decisions there is no appeal." *Ind. Democ.* p. 39. (Voir surtout les règles 9 et 45.)

fonctionnaires des principales Unions des comtés, les plus expérimentés parmi les checkweigh-men (ouvriers chargés d'assister au pesage du charbon), les hommes connus pour leur pouvoir de discussion dans les villages miniers. Quant aux sujets qui font l'objet de délibérations, ils présentent la plus extrême variété et s'échelonnent entre le redressement de telle petite injustice locale et la nationalisation des mines. [1]

Mais si ces deux Associations, tant par leur importance numérique que par la perfection du mécanisme qu'elles ont créé, occupent un rang éminent, presque partout on observe, à l'heure présente, le début d'un mouvement analogue à celui qui leur a donné naissance. Le soin de réviser les statuts est maintenant confié dans la plupart des Unions à un corps spécialement élu à cet effet. Mais c'est surtout dans la substitution d'un Comité Exécutif, désigné par l'ensemble des membres [2], à l'ancienne " Branche Gouvernante ", nommée par un seul district, qu'il faut voir la preuve du progrès des institutions représentatives. Ce progrès est perceptible dans l'Union, déjà mentionnée, des Ouvriers de la Chaussure (37.000 adhérents) et celle des Mécaniciens (87.000 adhérents). Jusqu'en 1890 la première était gouvernée par un conseil exécutif local, nommé par une seule ville. Depuis, la Société a été divisée en cinq districts territoriaux égaux, envoyant chacun un membre au Conseil qui, lorsque le Referendum, toujours théoriquement en vigueur, ne s'exerce pas, est chargé de l'administration. La révolution accomplie chez les mécaniciens a été encore plus radicale ; gouvernés jusqu'en 1892 par un Comité élu par un seul district, ils décidèrent à cette date : 1° De diviser le pays en huit collèges électoraux qui enverraient chacun un délégué à un Conseil Exécutif siégeant à Londres d'une façon permanente. 2° D'adjoindre à ces délégués un corps de fonctionnaires salariés — *nommés également par l'ensemble des électeurs.*

[1] " Thus the agenda for the Annual Conference in 1894 comprised, besides formal business, certain revisions of rules and the executive committee's report, the Eight Hours Bill, the stacking of coal, the making of Saturday a regular whole holiday, the establishment of a public department to prevent unscrupulous competition in trade, the amendment of the Mines Regulation and Employers' Liability Acts, international relations with foreign miners' organisations and the nationalisation of mines. " *Ind. Democ.*, n. 1, p. 44.

[2] L'Amalgamated Society of Railway Servants administre les affaires de ses 44.000 adhérents par un Comité Exécutif de treize membres élus dans treize circonscriptions égales. Même constitution pour l'Associated Society of Locomotive Enginemen and Firemen et pour les Unions Nouvelles de gaziers et de dockers.

Le gouvernement par un Comité Exécutif et par un personnel que désignent tous les membres d'une Trade Union reste pourtant bien inférieur à celui qu'exerce un Cabinet choisi par un véritable Parlement aux sessions régulières. C'est surtout dans le cas de la Société des Mécaniciens que les désavantages du premier système apparaissent. Tout d'abord, les huit délégués qui siègent à Londres n'ont, pour ainsi dire, aucun rapport avec les populations de la Tyne ou de la Clyde. Il est vrai qu'ils sont soumis tous les trois ans à la réélection mais, comme le font remarquer très judicieusement les Webb, il répugnerait aux électeurs de les obliger à redescendre au rang de travailleurs manuels. Il y a, d'ailleurs, un inconvénient plus grave encore : c'est l'absence de coordination et de responsabilité dans les différents rouages de l'organisme. [1] Alors que chez les mineurs et les ouvriers du coton, le Comité Exécutif a pour mission de veiller sur le travail des fonctionnaires (secrétaire général ou secrétaires adjoints), que lui seul est investi de l'autorité de l'assemblée, *qu'il est seul à lui rendre des comptes*, [2] il n'a chez les mécaniciens aucune prise sur les agents d'exécution : ceux-ci déclarent tenir comme lui leur mandat du corps électoral tout entier et n'admettent aucune hiérarchie. Le Comité voit donc son droit de contrôle pour ainsi dire annihilé ; il en résulte que, se sentant

[1] " But there is, in our opinion, a fundamental drawback to government by a representative executive, even under the most favorable conditions. One of the chief duties of a representative governing body is to criticise, control, and direct the permanent official staff, by whom the policy of the organisation must actually be carried out. Its main function, in fact, is to exercise real and continuous authority over the civil service. Now all experience shows it to be an essential condition that the permanent officials should be dependent on and genuinely subordinate to the representative body. This condition is fulfilled in the constitutions such as those of the Amalgamated Association of Operative Cotton-Spinners and the Miners' Federation, where the representative assembly itself appoints the officers, determines their duties, and fixes their salaries. But it is entirely absent in all Trade Union constitutions based on a representative executive. Under this arrangement the executive committee neither appoints the officers nor fixes their salaries. Though the representative executive, unlike the old governing branch, can in its corporate capacity claim to speak in the name of all the members, so can the general secretary himself, and often each assistant secretary. All alike hold their positions from the same supreme power — the votes of the members ; and have their respective duties and emoluments defined by the same written constitution — the society's rules. " *Ind. Democ.* p. 51.

[2] C'est là le point essentiel ; le ou les secrétaires sont également choisis, il est vrai, par l'assemblée (du moins chez les mineurs), mais leur fonction est parfaitement définie et il est entendu qu'ils sont subordonnés au Comité.

impuissant, il forme avec ceux qu'il devrait dominer une sorte de "clique dirigeante", composée pour moitié de fonctionnaires, pour moitié de représentants.[1]

Comment donc expliquer la lenteur avec laquelle le monde Trade Unioniste a été converti à la cause des institutions représentatives ? Elle provient tout d'abord de la difficulté qu'ont éprouvée les ouvriers à prendre conscience de la véritable fonction du représentant dans une démocratie. Au temps du Referendum, les branches avaient bien eu parfois l'idée, quand il s'agissait de réviser les règles d'une Union, de déléguer un de leurs membres ; mais ce dernier apportait avec lui des instructions précises ; on lui demandait seulement d'être assez intelligent pour les comprendre et assez loyal pour chercher à les faire prévaloir. Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'assemblées aux attributions complexes et étendues, au cours desquelles les questions les plus diverses peuvent être soulevées et doivent être résolues, on conçoit aisément que le rôle du représentant soit autre : sans doute doit-il encore exprimer l'opinion de la généralité de ses électeurs, mais il ne peut être comme autrefois "le véhicule, en quelque sorte automatique, des votes." La majeure partie de l'effectif des Trade Unions ignore, d'ailleurs, les mille détails techniques d'une administration. Si donc les ouvriers ne pouvaient compter sur un représentant exercé, leur seule ressource serait de s'adresser à un administrateur professionnel. Mais celui-ci, par sa manière de vivre, n'est jamais en contact avec la masse des travailleurs. Il ne pourrait reconnaître, parmi les réclamations souvent incohérentes et les conseils impraticables dont il serait assailli, ses véritables aspirations.

" Agir comme interprète entre le peuple et ses serviteurs, telle est donc la première fonction du représentant ".[2] Mais là ne se borne pas sa tâche. Il doit non seulement légiférer, mais tenir la main à ce que ses décisions soient observées : il lui faut pour cela posséder la science du gouvernement ; il lui faut aussi, quand l'Union est importante, des loisirs qui s'accordent parfois assez mal avec un emploi quotidien ; aussi est-il obligé de se décharger de ce soin de surveillance sur un comité exécutif d'hommes compétents et rémunérés. Mais, dans ce cas encore, il doit pouvoir être à même d'exercer son droit éventuel de contrôle. Il doit enfin être expert

[1] *Ind. Democ.*, p. 52.

[2] *Ibid.*, p. 55.

dans l'art des compromis politiques : ses électeurs n'ont généralement sur chaque question qu'une opinion absolue, positive ou négative, mais lui doit savoir choisir entre les solutions moyennes, les seules qui soient véritablement efficaces.[1]

On conçoit que cette éducation du représentant soit chose longue et pénible. Mais sitôt que ce dernier s'en est rendu maître, un problème nouveau se pose. Rien n'est plus aisé pour un groupe de banquiers ou de commerçants que de nommer un comité chargé de veiller sur les services administratifs. Électeurs, représentants et agents possèdent les mêmes connaissances, vivent de la même vie, sont enveloppés de la même atmosphère. Mais dans un milieu ouvrier, où tout s'efface devant le souci du gain journalier, on comprend que le représentant, s'il veut exercer un contrôle effectif sur les agents d'exécution, doit se mettre rapidement au niveau de ces derniers ; dès lors, son tour d'esprit se modifie, et même s'il n'abandonne pas complètement le métier qui le faisait vivre, celui-ci n'occupe plus que le second rang dans la hiérarchie de ses occupations. Peu à peu ses camarades le regardent avec méfiance : il n'est plus pour eux de la même classe. Si bien que, par une ironie cruelle, il semble ne pouvoir incarner à la fois les deux attributs que, d'après l'analyse précédente, il est nécessaire qu'il possède.[2] S'il reste travailleur manuel, il demeure étranger à la science des compromis et risque d'être la dupe des agents d'exécution. S'il s'intellectualise, il s'éloigne *moralement* de ses électeurs, bien qu'en fait sa compétence et sa connaissance de leurs besoins restent absolues et que sa situation soit loin d'être celle de l'administrateur professionnel.

Les deux grands Syndicats en lesquels nous voyons le modèle des organisations ouvrières anglaises ont eu spontanément conscience de ce double danger. Aussi, bien qu'aucune règle n'ait été tracée, observe-t-on que leurs assemblées sont composées de deux sortes de membres : tout d'abord les fonctionnaires salariés des différents districts, puis les simples travailleurs qui n'ont abandonné

[1] "On his shrewd judgment of actual circumstances will depend his success in obtaining, not all that his constituents desire—for that he will quickly recognise as Utopian,—but the largest instalment of those desires that may be then and there possible." *Ind. Democ.*, p. 55.

[2] "Directly the working-man representative becomes properly equipped for one-half of his duties, he ceases to be specially qualified for the other!" *Ibid.*, p. 56.

ni la *mule* ni la mine.[1] Ainsi se trouvent combinés les bienfaits de la spécialisation et la force vivifiante de l'inspiration populaire.

III

Du lent travail d'élaboration dans la structure des Trade Unions, des formes constitutionnelles adoptées ou rejetées, les Webb ont déduit une théorie intéressante et neuve du gouvernement. Nous nous contenterons de l'exposer, nos réserves ne devant trouver place que dans la partie de ce livre qui est consacrée au Socialisme d'Etat et à la critique du régime parlementaire anglais.

Tout d'abord, il apparaît que la première condition de durée d'une forme de gouvernement devait être au début, pour le Trade Unionisme, l'assentiment, non seulement de la *majorité*, mais de l'*unanimité* des membres. Il s'agissait, en effet, d'une association purement volontaire, battue de toutes parts par des courants hostiles, et dont il fallait à tout prix conserver l'unité. La seule solution fut donc de donner à chaque Unioniste une voix délibérative dans les assemblées. Mais la sécurité croissante des Unions, leur prise de plus en plus grande sur leurs membres, et surtout la nécessité d'assurer le jeu de rouages nombreux et délicats, entraînèrent la création d'un corps spécialisé[2] qui, malgré les expédients du Referendum et des réunions en masse, ne laissa plus qu'un pouvoir purement formel à l'élément populaire.[3] Le temps où une bureaucratie irresponsable régnerait en maîtresse semblait être arrivé. L'équilibre ne fut rétabli qu'au jour où la démocratie ouvrière sut opposer à la spécialisation de l'exécutif la spécialisation législative, par la création d'une assemblée suprême " qui se

[1] " As it is, the presence in their assemblies of a large proportion of men who are still following their trade imports into their deliberations the full flavor of working-class sentiment. And the association, with these picked men from each industrial village, of the salaried officers from each county, secures that combination of knowledge, ability, and practical experience in administration, which is, as we have suggested, absolutely indispensable for the exercise of control over the professional experts ". *Ind. Democ.*, p. 57.

[2] Sur la division du travail gouvernemental et le progrès social en général, consulter Lord Acton : *The Unity of Modern History* (Londres, 1896, p. 3) et Woodrow Wilson ; *Congressional Government* (New-York, 1896).

[3] " At each particular crisis the individual member found himself overmatched by the official machinery which he had created. At this stage irresponsible bureaucracy seemed the inevitable outcome. " *Ind. Democ.*, p. 59.

chargea du travail de direction et de contrôle que l'ensemble des membres s'était montré incapable d'effectuer ". [1]

Un gouvernement doit répondre aux mêmes besoins dans l'Etat démocratique que dans le monde Trade Unioniste. D'une part comme de l'autre, il faut savoir allier l'efficacité administrative et le contrôle populaire. Pourtant, le degré d'assentiment que la forme du gouvernement doit recueillir de la part des intéressés n'est pas aussi élevé dans le premier cas que dans le second. Alors que les membres de l'Union sont libres de s'en séparer, il n'est pas facile au citoyen, quoiqu'il puisse au besoin recourir à cette mesure extrême, d'abandonner son pays d'origine quand l'organisation politique de celui-ci ne s'accorde pas avec ses goûts personnels.

Mais, dans les deux cas, le *consentement collectif doit s'exprimer non sur les projets mais sur les résultats.* Le Referendum ne saurait donc être un moyen de gouvernement. Peu importe que le vote populaire ait approuvé telle ou telle proposition ; si les effets de celle-ci ne sont pas ceux qui étaient espérés, il y a toute chance pour que le pouvoir exécutif soit renversé. Par exemple, aucune Union ne désire la banqueroute, et pourtant combien d'entre elles ont donné, par voie de Referendum, leur approbation à des mesures (fixation du taux des contributions et des secours) qui l'ont entraînée. Au Referendum doit donc être substitué le vote des lois par un corps représentatif compétent, capable de juger à la fois de la légitimité des projets, de leurs conséquences et de leur difficulté d'application.

Pourtant, il est une circonstance où le Referendum est applicable dans le monde Trade Unioniste. Quand une décision entraîne pour chacun un sacrifice spécial et personnel, et que l'unanimité des volontés est seule capable d'assurer le succès — en cas de grève par exemple — le Referendum peut être utile, non comme mesure législative, mais comme moyen de dénombrer les syndicalistes prêts à faire ce que l'on attend d'eux. Dans l'Etat démocratique, rien de semblable : l'individu n'a jamais le droit de se décider pour ou contre l'application de la loi dans des circonstances particulières : il doit payer les impôts, défendre son pays, quelles que soient ses impulsions. [2]

[1] *Ind. Democ.*, p. 59.

[2] Les Webb ajoutent ironiquement : " If indeed, as Mr. Auberon Herbert proposes, it were left to the option of each citizen to determine from time to time the amount and the application of his contributions to the treasury, the

Le second trait que cet examen de la structure du Trade Unionisme met en relief est la supériorité sur le simple délégué du représentant, qui, tout en recevant du corps électoral des instructions générales, est néanmoins libre de les exprimer sous la forme qu'il juge la plus opportune. Si donc les travailleurs manuels veulent faire sentir au Parlement anglais une influence proportionnelle à leur importance numérique, ils doivent former une classe de représentants professionnels qui puissent consacrer tout leur temps à leur nouvelle fonction et s'y spécialiser. Ceux-ci seront naturellement recrutés parmi les fonctionnaires des Branches, délégués aux Assemblées des Unions.

Quelle influence ces nouveaux membres auraient-ils sur la Chambre des Communes ? Question pleine d'intérêt, surtout si l'on songe que le livre des Webb fut écrit en 1897, c'est-à-dire à une date où le Labour Party n'était pas encore constitué, et que la marche des événements politiques nous permet de juger aujourd'hui de la valeur de ces prophéties, de comparer ce qui a été fait avec ce qui était à faire.

Tout d'abord, il est probable que la physionomie des débats changerait. Quiconque a assisté à une séance des " Parlements " du charbon ou du coton a pu être frappé par la brièveté des discours, par l'antipathie des " représentants professionnels " pour tout ce qui est forme et procédure. [1] Mais c'est surtout dans les rapports qui existent entre électeurs et élus que l'on assisterait aux modifications les plus profondes. Le vice fondamental du système parlementaire anglais, c'est l'absence de courants entre le député et les populations qu'il représente, la paresse qu'il éprouve à se rendre compte de leurs désirs multiples. [2] La division simpliste

Chancellor of the Exchequer would probably find it convenient, prior to making up the estimates, to take a Referendum as a guide to how much would probably be paid. Or, to take an analogy very near to that of the Trade Union decision to strike, if each soldier in the army were at liberty to leave at a day's notice, it would probably be found expedient to take a vote of the rank and file before engaging in a foreign war. " *Ind. Democ.*, p. 62.

[1] " Short speeches, rigorous closure, and an almost extravagant substitution of printed matter for lengthy " front bench " explanations render these assemblies among the most efficient of democratic bodies. " *Ibid.*, p. 66.

[2] " The typical member of Parliament to-day attends to such actual expressions of opinion as reach him from his constituency in a clear and definite form, but regards it as no part of his work actively to discover what the silent or inarticulate electors are vaguely desiring. He visits his constituency at rare

par partis, l'existence du *caucus*, le fait que la bataille électorale est presque toujours livrée sur une question unique, ont d'ailleurs contribué à ce résultat et ont mis les fonctions législatives à la portée du politicien amateur, inconscient de la complexité de la vie économique du pays. Or, nous savons qu'à l'intérieur des Unions le représentant a un double rôle, rôle difficile à remplir, mais qui reste pourtant son idéal ; il doit contrôler les agents d'exécution et se tenir sans cesse au courant des besoins réels de ses mandants ; ces derniers s'adressent rarement à lui par écrit ; il doit donc leur faire visite, lire à travers leur silence, assister aux réunions des comités locaux, leur adresser des circulaires sur les questions de quelque importance.

Cette tâche, qui répugnerait au " gentleman politician ", l'envoyé de l'Union à Westminster continuera à la considérer comme essentielle ; il ne sera pas, en outre, mû par un faux amour-propre et ne se croira pas obligé de démissionner chaque fois que l'opinion de ses électeurs ne concordera pas avec la sienne ; il n'oubliera pas qu'il n'est que leur agent parlementaire ; il cherchera à les convaincre, comme le fait l'avoué ou l'architecte pour son client — et le plus souvent sa compétence prévaudra ; [1] mais s'il n'y parvient pas, il s'inclinera.

Ainsi, peu à peu, se formera une *classe* de véritables représentants, qui se distingueront du citoyen ordinaire comme du pur administrateur. [2]

intervals, and then only to expound his own views in set speeches at public meetings, whilst his personal intercourse is almost entirely limited to persons of his own class or to political wire-pullers. Whatever may be his intentions, he is seldom in touch with any but the middle or upper class, together with that tiny section of all classes to whom " politics " is of constant interest. Of the actual grievances and " dim inarticulate " aspirations of the bulk of the people, the lower middle and the wage-earning class, he has practically no conception. " *Ind. Democ.*, p. 67. Comp. les critiques de Hilaire Belloc dans : *The Party System*, et de Hobson dans : *The Crisis of Liberalism*, critiques dont nous nous inspirons au Chapitre V de ce livre.

[1] " In the great majority of cases a constituency cannot be said to have any clear and decided views on particular projects. What they ask from their representative is that he shall act in the manner which, in his opinion, will best serve to promote their general desires. " *Ind. Democ.*, p. 69.

[2] " The typical representative assembly of the future will, it may be suggested, be as far removed from the House of Commons of to-day as the latter is from the mere Delegate Meeting. We have already travelled far from the one man taken by rotation from the roll, and changed mechanically to convey " the voices " of

IV

Par quels moyens les Trade Unions peuvent-elles améliorer la situation de leurs membres ? Et, quels que soient les buts poursuivis, par quelle voie sont-ils atteints ?

Les méthodes du Trade Unionisme sont au nombre de trois : la méthode de *l'Assurance Mutuelle*, la méthode du *Marchandage Collectif*, à laquelle on peut adjoindre celle de l'*Arbitrage*, la méthode de l'*Obligation Légale*. D'inégale valeur, avec des chances d'avenir très variables, toutes méritent néanmoins d'être examinées avec quelques détails.

La première est celle qui consiste à assurer, au moyen d'une souscription collective, à tout membre qui est privé de sa subsistance par une cause sur laquelle ni lui ni l'Union n'ont prise, une allocation qui lui permet d'attendre des circonstances plus favorables. Cette définition exclut théoriquement tous les secours nécessités par une action directe de l'Union, tels que ceux de grève : ces derniers se rattachent plutôt à l'exercice du Marchandage Collectif. Elle exclut également toutes les indemnités que la loi a mises à la charge de l'employeur, telles que celles qui résultent d'accidents du travail.

Mais les bénéfices que procure aux membres des Trade Unions la méthode de l'Assurance Mutuelle peuvent être eux-mêmes répartis entre deux groupes ; l'un, celui des *Friendly Benefits*, comprend les cas de maladies, accidents et vieillesse ; l'autre, le cas unique de chômage.

A vrai dire, il est assez surprenant que, en ce qui concerne le premier groupe d'Assurances, les Trade Unions aient pu entrer en concurrence avec les Sociétés de Secours Mutuels ou les Compagnies ; quand on aura fait observer qu'elles ne sont liées par aucun contrat légal vis-à-vis des assurés, que ces derniers, lorsqu'ils sont exclus

the whole body. We may in the future leave equally behind the member to whom wealth, position, or notoriety secures, almost by accident, a seat in Parliament, in which he can, in such intervals as his business or pleasure may leave him, decide what he thinks best for the nation. In his stead we may watch appearing in increasing numbers the professional representative,—a man selected for natural aptitude, deliberately trained for his new work as a special vocation, devoting his whole time to the discharge of his manifold duties, and actively maintaining an intimate and reciprocal intellectual relationship with his constituency." *Ind. Democ.*, p. 70.

par leurs camarades, perdent à la fois et leur droit [1] et le montant de leurs primes, que l'échelle des contributions peut être élevée d'un moment à l'autre tandis que celle des bénéfices se trouve abaissée, que le plus souvent une Union n'hésite pas à faire servir tous les fonds reçus par elle, quelles que soient leur origine et leur destination, à soutenir une grève ou, en temps de dépression industrielle, à subventionner des ouvriers sans travail, qu'enfin il n'existe aucune corrélation entre le montant des primes et l'âge du versant, on comprendra assez mal pourquoi les salariés continuent à s'adresser à la caisse syndicale.

Il y a d'abord à cela deux raisons psychologiques : l'une est la répugnance qu'ils éprouvent à s'assurer en plusieurs lieux à la fois, [2] l'autre est la confusion qui s'opère dans leur esprit entre les différents procédés grâce auxquels leur sort peut être stabilisé ou amélioré. Pour eux les intérêts professionnels priment les autres, et comme c'est l'Union qui se charge de défendre les premiers, ils n'hésitent pas à les lui confier tous. Mais, pour avoir la véritable solution, il faut renverser la question. C'est surtout parce que les assurances ordinaires sont utiles aux Unions que celles-ci les ont conservées dans leurs attributions ; elles leur permettent d'attirer de nouveaux membres qui n'ont pas encore les yeux ouverts aux bienfaits de l'action collective ; elles leur fournissent une véritable réserve financière pour les cas où les principes de l'Unionisme eux-mêmes sont mis en péril ; elles leur donnent enfin un moyen excellent de faire observer la discipline dans leurs rangs, [3] car plus le montant des versements opérés par un ouvrier est élevé, plus il reculera devant des actes qui pourraient le faire exclure.

Par contre, en assurant leurs membres contre le chômage, il est

[1] " A member who has paid for a whole lifetime to the sick and superannuation funds may, at any moment, be expelled and forfeit all claim, for reasons quite unconnected with his desire for insurance in old age. Against the decision of his fellow-members there is, in no case, any appeal. " *Ind. Democ.*, p. 154.

[2] " It is much more economical to depend upon one society combining all benefits, than to contribute to a friendly society for sick and funeral benefits, and to a union for tool and accident benefit and trade purposes. " Prof. Beesly, *The Amalgamated Society of Carpenters and Joiners*, p. 4.

[3] " The importance of the principle will be best understood by looking at the character and working of the old-fashioned unions in which it is not adopted. The men combine purely for " trade purposes ". The subscription is insignificant, sometimes only a penny a week. The members probably belong to the Oddfellows or Foresters for the benefit purposes ; and their financial tie to their union being so weak, they join it or leave it with equal carelessness. " *Op. cit., p.* 3.

certain que les Unions suppléent à une lacune de la législation et remplissent une fonction dont ni les Compagnies d'Assurances ni les Sociétés de Secours Mutuels n'ont encore voulu se charger.[1] Mais ajoutons que, ce faisant, elles n'obéissent pas à des considérations philanthropiques. Les secours de chômage constituent avant tout le moyen d'empêcher les membres sans emploi de travailler à des conditions considérées comme nuisibles à l'intérêt commun.[2] Ceci est si bien le but avoué des Unions, qu'alors que les ouvriers chômeurs ont l'ordre d'accepter en général les situations qui leur sont offertes, cet ordre se change en défense dès que les salaires sont inférieurs au " taux normal " ou que la durée du travail est excessive.

L'Assurance Mutuelle, en particulier l'assurance contre le chômage, peut donc être considérée comme une des *méthodes*, et non comme une des *fins* du Trade Unionisme, car ce que celui-ci poursuit par elle, c'est moins l'adoucissement des souffrances de l'ouvrier que l'efficacité de sa propre action.[3]

La méthode de l'Assurance Mutuelle a été particulièrement en faveur de 1845 à 1875 ; elle facilitait l'application de presque toutes les Règles Communes et s'accordait particulièrement, dans les Syndicats à l'effectif restreint où régnait une étroite solidarité, avec la pratique de la " grève en détail ", laquelle impliquait, malgré son titre, non pas la cessation, mais le déplacement du travail. Ainsi triomphèrent en 1850 les ouvriers en flint-glass. Dans tous les ateliers qui refusaient d'appliquer les tarifs syndicaux, les Unionistes quittaient le travail un à un et étaient remplacés par des camarades qui, eux-mêmes d'accord avec l'Union, prenaient au bout de quelques jours, à leur tour, congé de l'entrepreneur. Celui-ci, harassé, cédait la plupart du temps ; les dépenses étaient minimes pour

[1] Cette tendance est apparue de bonne heure. En 1741, les cardeurs de laine constituent un fonds de chômage pour *maintenir les prix*. Voir *A Short Essay upon Trade in General* by a Lover of his Country (Londres, 1741), cité dans *History of the Worsted Manufacture in England* par John James (Londres, 1857).

[2] " Our wages depend on the supply of labor in the market ; our interest is therefore to restrict that supply, reduce the surplus, *make our unemployed comfortable, without fear for the morrow—accomplish this, and we have a command over the surplus of our labor, and we need fear no unjust employer* ". (*Flint Glass Makers' Magazine*, n° I, sept. 1850).

[3] Ainsi se trouve battue en brèche l'opinion qui veut voir dans la prédominance de l'Assurance Mutuelle pendant le second tiers du XIX[e] siècle une perversion du rôle des Unions.

l'Association, puisque dans ce continuel va-et-vient d'ouvriers, il ne s'en trouvait toujours qu'un très petit nombre qui chômassent à la fois.

Pourtant la méthode de l'Assurance Mutuelle, quels qu'aient été ses services passés, semble devoir être bientôt frappée de caducité. On ne peut nier qu'elle perd de sa raison d'être à mesure que le système des Assurances Obligatoires d'État va se développant, et peut-être la loi concernant le chômage et l'invalidité que vient de faire voter Mr. Lloyd George, Chancelier de l'Échiquier, lui portera-t-elle le dernier coup. [1] L'ouvrier peut, en effet, lorsqu'il est libre de le faire, et pour les raisons mentionnées plus haut, préférer s'assurer à son Union plutôt qu'à une Compagnie ou à une Société de Secours Mutuels, mais dès que son versement devient obligatoire, il est fort improbable qu'il consente, quel que soit son dévouement à la cause professionnelle, à le renouveler au profit de l'Union.

D'ailleurs, du seul point de vue de l'efficacité, la méthode de l'Assurance Mutuelle reste inférieure aux deux autres. Elle n'est, en effet, qu'un moyen d'action unilatérale, et les Unions qui l'appliquent uniquement décident à elles seules des conditions d'emploi ; elles n'ont point de contact avec les employeurs et sont ignorantes de ce que ces derniers sont capables de consentir ; elles ne peuvent donc élaborer de ces règlements qui sont faits des capitulations partielles des négociateurs et qui sont seuls durables.[2]

C'est donc vers le Contrat Collectif qu'il faut se tourner dès que l'on recherche une solution satisfaisante pour les deux parties. Par ce vocable nous devons entendre un traité conclu entre un ou plusieurs entrepreneurs et un groupe plus ou moins étendu d'ouvriers, selon lequel les contractants s'engagent à appliquer dans tous les cas et quelle que soit l'individualité des intéressés présents ou futurs les conditions de travail fixées en commun. Ainsi la Règle Commune, qui est la raison d'être du Trade Unionisme, peut être observée sans qu'il soit besoin de recourir à d'autres expédients, et l'homme

[1] Il est vrai que les Unions cherchent à parer le coup en tirant parti des dispositions de la loi qui leur permettent de se faire assimiler, en tant que " Sociétés Autorisées ", aux Sociétés de Secours Mutuels. Mais elles seraient alors soumises à un contrôle si rigoureux de la part de l'État, et les fonds perçus par elles seraient à un tel point intangibles, qu'une politique de contrainte vis-à-vis de leurs membres deviendrait, de ce chef, pratiquement impossible.

[2] " The method of Mutual Insurance leaves no place for discussion with the employers. Each party makes up its own mind, relies on its power of holding out, and leaves the issue to depend merely on secret endurance. " *Ind. Democ.*, p. 171.

qui est dénué de ressources obtient une rémunération égale à celle qui est attribuée au travailleur à qui une situation privilégiée permettrait d'attendre ; mais l'ouvrier supérieur reçoit, bien entendu, la récompense de son habileté supplémentaire, de même que le patron mieux outillé conserve toute son avance sur ses concurrents.

Pourtant le Contrat Collectif peut varier dans ses degrès comme dans son essence : tantôt il s'applique à un atelier unique, tantôt à une ville ou à un district, tantôt au pays tout entier. Comme illustration du second cas, nous pouvons mentionner les accords passés chez les charpentiers, les maçons, les plombiers, etc. dans presque toutes les cités anglaises, et qui déterminent le nombre des apprentis, les délais de congé ; [1] dans le troisième, rentrent les Associations des patrons et ouvriers filateurs de coton ; sur tout le territoire anglais, dans toutes les entreprises qui relèvent de leur autorité, une réduction ou une augmentation des salaires ne peut être opérée sans que des comités spéciaux se soient réunis et en aient ainsi décidé. [2]

Il va de soi que la Trade Union apparaît comme l'organe le plus propre, du côté ouvrier, à faciliter la confection et l'application du Contrat Collectif dès que celui-ci prend une certaine extension. On peut à la rigueur comprendre qu'un employeur isolé s'entende directement avec ses salariés, mais dès que les entreprises engagées voient leur nombre s'accroître, dès que les règles tracées deviennent impersonnelles, dès que les négociations et les enquêtes doivent se poursuivre sur un vaste territoire, seule l'Union, avec ses ramifications infinies, est capable de coordonner les résultats. Elle seule, de plus, par sa structure, par le nombre de fonctionnaires spécialisés dont elle dispose, peut assurer l'interprétation automatique et la révision périodique des contrats. L'entrée en scène du corps de techniciens constitué par les secrétaires et les agents officiels des Branches semble pour le moins aussi indiquée que lorsqu'il s'agissait du gouvernement de l'Association. L'ouvrier manuel, quelle que soit son habileté, ne peut être d'aucune utilité lorsque la discussion implique une perception nette des conditions présentes de l'industrie, du

[1] Voir des spécimens de ces accords dans *The Labour Gazette* du Ministère du Commerce (Novembre 1894) et dans *Le Trade Unionisme en Angleterre* de Paul de Rousiers, pp. 68-70.

[2] " Thus we see ruled out, not merely all personal or local exigencies, but also the temporary gluts or contractions of the market, whether in the raw material or in the product." *Ind. Democ.*, p. 176.

nombre et de l'importance des commandes en perspective, de la position stratégique des parties dans les différentes régions, de la possibilité d'introduire des machines ou des procédés nouveaux qui pourraient altérer la technique de la production. [1]

C'est dans la seconde variété de Contrats Collectifs, celle qui a trait à l'application ou à l'interprétation des traités en cours, que ces qualités s'imposent surtout. Il n'est pas, par exemple, de réseau plus complexe que celui qui est constitué par les milliers de listes dressées, après entente, par les ouvriers et les patrons filateurs, et nulle intelligence n'aurait su percevoir à l'avance toutes les contestations de détail auxquelles donne lieu l'observation des règles qui régissent l'industrie de la chaussure. Il y a, enfin, parfois à procéder à une détermination presque quotidienne des éléments constitutifs du salaire. Ainsi en est-il dans les mines du Durham et du Northumberland, où le travail n'est point payé aux pièces, mais où seul le gain hebdomadaire de l'ouvrier fait l'objet d'un contrat et où, selon la nature du charbon et les difficultés de l'extraction, la somme attribuée pour chaque tonne doit être calculée de telle sorte que le total perçu ne soit ni inférieur ni supérieur au total préfixé. [2]

Quand il s'agit, au contraire, de négocier un contrat nouveau, la connaissance des procédés techniques, la précision dans les évaluations doivent s'allier chez le négociateur aux talents requis du diplomate. Il n'est plus question de travailler en commun à la découverte d'une solution précise et unique, conforme à l'équité, mais de mesurer la force de résistance de l'adversaire et de graduer d'après celle-ci ses propres prétentions. On ne doit point oublier que le Contrat Collectif est un moyen d'assurer la paix économique, mais que l'éventualité d'un appel aux armes apparaît comme tou-

[1] " Unfortunately for his interests, the workman has an inveterate belief in what he calls a " practical man " — that is, one who is actually working at the trade concerned. He does not see that negotiation is in itself a craft, in which a man must have had a special training before he can be considered a " practical " man for the business in hand. " *Ind. Democ.*, p. 181.

[2] " For conciliation, compromise, and balancing of expediencies, there is absolutely no room. On the other hand, it is indispensable that the ascertainment of facts should attain an almost scientific precision. Moreover, the settlement should be automatic, rapid, and inexpensive. The ideal machinery for this class of cases would, in fact, be a peripatetic calculating-machine, endowed with a high degree of technical knowledge, which could accurately register all the factors concerned, and unerringly grind out the arithmetical result. " *Ibid.*, p. 183.

jours possible. Le véritable négociateur est donc celui qui saura obtenir de la partie adverse tous les sacrifices que cette dernière est prête à consentir plutôt que de courir les risques d'une grève ou d'un lock-out. [1]

Il est donc très utile de distinguer, lorsque l'on procède à la création des organes chargés de mettre d'accord employeurs et employés, entre les deux sortes de contrats collectifs que nous venons de mentionner. Dans le premier cas, il s'agit de découvrir le sens intime d'une convention qui lie déjà les parties ; dans le second, de réaliser quelque chose de neuf, l'indépendance des futurs contractants étant encore intacte. Charger un même comité de décider dans l'un comme dans l'autre, c'est faire œuvre éphémère.

Un exemple de cette erreur, compliqué d'une confusion secondaire entre le Contrat Collectif et l'Arbitrage, nous fut fourni, il y a quelques années, par l'industrie de la chaussure mécanique. Celle-ci avait institué un système d'ententes qui devait, d'après ses vues, mettre fin à toutes les contestations. A la base se trouvaient des comités locaux mixtes de conciliation et d'arbitrage ; ils fonctionnaient dans tous les centres importants et devant eux devaient être portées " toutes les questions ou formes de questions affectant les relations des employeurs et des ouvriers, individuellement ou collectivement." Si le comité ne pouvait se mettre d'accord, l'affaire était renvoyée devant un arbitre choisi par les parties. Enfin les matières intéressant au plus haut point l'avenir de l'industrie étaient discutées par une Conférence Nationale, qui réunissait à l'Hôtel de Ville de Leicester neuf représentants de la Federal Association of Boot and Shoe Manufacturers of Great Britain et un nombre égal de représentants de la National Union of Boot and Shoe Operatives. Les débats solennels étaient présidés par un homme de loi universellement respecté ou par le maire de la ville, et si l'entente ne pouvait se faire, Sir Henry (plus tard Lord) James, ancien Attorney General, rendait une sentence arbitrale.

Malgré la complexité et l'harmonie apparente d'une pareille organisation, les résultats ne furent pas ceux que l'on attendait et en 1895 on renonça à la Conférence Nationale. Les ouvriers se

[1] " The issue is a trial of strength between the parties. Open warfare - the stoppage of the industry—is costly and even disastrous to both sides. But though neither party desires war, there is always the alternative of fighting out the issue. The resources and tactical strength of each side must accordingly exercise a potent influence on the deliberations." *Ind. Democ.*, p. 184.

plaignaient des délais de la procédure, aussi lente lorsqu'il s'agissait de questions de détail, qui auraient dû être réglées sur l'heure, que lorsque des problèmes nouveaux étaient posés.[1] Ils étaient également mal disposés envers la personne de l'arbitre des comités locaux, lequel était nécessairement un employeur désigné par sa compétence. Quant aux industriels, ils craignaient toujours que, sous prétexte d'interpréter des contrats précédents, lesdits comités ne rédigeassent de nouveaux règlements qui mettraient en péril leur indépendance. Finalement, et aussi en raison des conditions de publicité, les commissaires restaient presque toujours sur leurs positions, et on avait recours à l'arbitre qui devenait un véritable législateur.

C'est parce qu'elles ont su parer à ce danger que l'industrie du coton et que l'industrie minière du Durham et du Northumberland ont porté, la première à un degré absolu, la seconde à un degré relatif de perfection la pratique du Contrat Collectif.

Chez les mineurs le taux des salaires ne peut d'abord donner naissance à aucune contestation, puisqu'il dépend de principes généraux, posés au cours de conférences périodiques dont les décisions sont d'une clarté parfaite. Quant aux questions d'interprétation, leur examen est confié à un tribunal permanent dont les sentences sont facilement acceptées puisqu'il n'est jamais composé de représentants des parties en cause. Malheureusement, la procédure est encore longue et coûteuse.

La véritable solution semble avoir été découverte par les filateurs de coton. Dans aucune autre branche d'industrie, l'application des listes de salaires ne repose, nous l'avons déjà constaté, sur des éléments aussi complexes.[2] On doit tenir compte de la qualité de la matière première, de la perfection du machinisme, de l'intensité du travail. Des deux côtés, un corps d'experts est donc seul capable d'aboutir. Ce corps est recruté chez les ouvriers au moyen d'un concours extrêmement rigoureux, où les mathématiques tiennent

[1] C'est ainsi que le représentant de Preston au meeting annuel de 1894 déplorait la procédure dilatoire de son comité local : " Questions had been hanging about from six to nine months from the board to the umpire. Decisions had been given by the umpire on boots after a delay of eight or nine months. " (Rapport de la Conférence d'Edimbourg, Mai 1894).

[2] " The earnings of a cotton-spinner, for instance, depend upon the complex interaction of such factors as the " draw " of the mule, the number of its spindles, and the speed with which the machinery works. To compute the operative's earnings, even with the aid of the elaborate printed tables known as the " List ", entails no ordinary amount of arithmetical facility ". *Ind. Democ.*, p. 195.

une place importante ; le poste d'expert et celui de Secrétaire Général se confondent d'ailleurs. [1] Ainsi donc chaque Branche possède à sa disposition un homme compétent qui se rencontre, toutes les fois que les circonstances l'exigent, avec les délégués techniques des employeurs. Des solutions d'espèce, rapides, inattaquables, peuvent ainsi être élaborées. Quant à la révision des listes de salaires, elle est opérée dans des conférences périodiques entre employeurs et fonctionnaires des Trade Unions ou dans des réunions plénières au cours desquelles se retrouvent les principaux directeurs d'usines, accompagnés de leurs hommes d'affaires, et le Comité Central Exécutif de l'Amalgamated Association of Operative Cotton Spinners. [2]

Mais il faut convenir qu'en dehors de ces deux grands corps de métier, le Contrat Collectif et le Marchandage Collectif qui en est la préface, sont encore, bien que d'un usage constant dans l'industrie anglaise, loin d'être scientifiquement organisés. La confusion dont les fabricants de chaussures s'étaient rendus coupables se répète à l'infini, et, de plus, les ouvriers ne possèdent qu'un nombre restreint de négociateurs actifs et compétents. C'est chez les mécaniciens et dans le bâtiment, où pourtant des ententes sont journellement conclues, que la procédure est le plus chaotique.

Le Contrat Collectif est, à un certain point de vue, restrictif de la liberté, si l'on entend par ce mot le droit pour chacun d'agir en ne tenant compte que de motifs purement personnels ; mais nous savons que le Trade Unionisme, qui a pour but l'application de la Règle Commune, exige de ses membres, au moment même où ils entrent dans ses rangs, leur renonciation à une telle conception. Il

[1] Exemple de quelques questions écrites posées au concours de 1895.

Calcul. Find the number of stretches put up in a week, and the price per 100 required to produce a gross wage of £3.9.7 per pair of mules, from the following particulars ; — Number of spindles in one mule, 1090. From 56 1/2 hours deduct 2 1/4 hours for cleaning and accidental stoppages, and one hour and ten minutes for doffing. Speed of each mule, 4 stretches in 75 seconds.

Divide 3364502 by 001645.

Assuming the standard price paid for producing a certain count of yarn to be 12 s. 7 d. per 100 lbs, what would the price be after a reduction of 7.9 per cent, and what percentage would it require to bring back the reduced price to the original amount ?

Composition. Compile an essay on Trade Unions, with special reference to their useful features.

[2] On pourra lire avec profit dans *Industrial Democracy* le compte-rendu de la séance qui termina le grand conflit de 1893 (pp. 200-203).

ne peut y avoir d'action collective en vue de faire respecter un intérêt acquis ou éventuel qui n'entraîne des obligations correspondantes. La liberté des membres a donc été suffisamment sauvegardée si, au moment où l'Union a été formée ou lorsqu'ils se sont joints à elle, ils ont pu choisir entre les avantages qui leur étaient offerts et les empiètements à leur indépendance qui pouvaient en être la contre-partie.

On ajoute, il est vrai, que la généralisation du Contrat Collectif tend à rendre en Angleterre les conditions syndicales obligatoires pour tous, Unionistes et Non-Unionistes et que, ces derniers n'étant pas consultés, la violation de liberté apparaît flagrante. Mais le problème est mal posé sous cette forme. Si l'on considère d'abord les employeurs et les employés, on reconnaîtra facilement qu'ils sont libres de fixer les conditions auxquelles ils veulent travailler ou faire travailler. Quand donc un ouvrier pose comme la première de ces conditions qu'il ne se trouvera pas dans l'atelier en contact avec un collègue acceptant un salaire inférieur au sien, il ne fait qu'user de son droit. Le patron, à son tour, sera théoriquement libre de refuser cette condition. S'il ne le fait pas, c'est que, pour différentes raisons, il aura intérêt à ne pas se passer des travailleurs organisés en Unions. Quant à l'ouvrier non syndiqué, il se trouvera devant une simple *situation de fait*, à laquelle il pourra, s'il lui plaît, se soustraire en allant chercher du travail dans une région où l'action du Trade Unionisme ne s'exerce pas, tout en méditant cet axiome " que là où la position économique des parties est inégale, la liberté légale de contracter permet simplement à celui qui jouit d'une force stratégique supérieure de dicter les termes du contrat. " [1]

La question se ramène donc finalement à la mesure des forces respectives des Unionistes et des non Unionistes. Quand les premiers l'emporteront de beaucoup en nombre et en puissance, il est à supposer que le régime du Contrat Collectif tendra en fait à rendre le Trade Unionisme obligatoire.

Quels que soient les résultats de la méthode que nous venons de décrire et quelques chances de développement qu'elle possède pour l'avenir, il n'en est pas moins certain que, par là même qu'elle laisse aux employeurs et aux employés le droit de s'entendre ou de

[1] " Wherever the economic conditions of the parties concerned are unequal, legal freedom of contract merely enables the superior in strategic strength to dictate the terms. " *Ind. Democ.*, p. 217.

se séparer sans avoir pris de décision, de conclure de longues négociations par un accord ou par un appel à la force, elle ne saurait donner toute satisfaction à ceux qui voudraient faire du Trade Unionisme l'instrument d'une paix industrielle définitive.

Ces derniers recherchent dans l'Arbitrage une alternative au Marchandage Collectif. Grâce à lui, la solution d'un différend ne dépend plus uniquement de la bonne volonté de ceux qui y sont intéressés, mais de la décision d'un tiers impartial, décision douée d'une grande force morale, mais qui pourtant ne s'impose pas aux parties avec la rigueur d'un texte de loi, puisqu'elles peuvent finalement s'y soumettre ou refuser d'en tenir compte.

L'Arbitrage apparaît donc, au premier abord, comme le remède le plus efficace, en même temps que le plus honorable, de tout conflit. C'est celui que préconisent les hommes d'État, celui auquel se rallie volontiers l'opinion publique chaque fois que les intérêts engagés lui semblent également respectables, et chaque fois surtout que ceux de la Collectivité se trouvent menacés. Pourtant, lorsqu'on entre dans les détails d'application, que derrière le mot on cherche à percevoir la chose, l'enthousiasme se modère et l'on rend à l'Arbitrage sa place véritable, place subordonnée vis-à-vis du Contrat Collectif

Sous sa forme générale et absolue, il semble avoir contre lui les entrepreneurs, les Unions,[1] et ceux-là mêmes qui ont pour office de rendre la décision.[2] Il faut, en effet, considérer que l'Arbitrage, pour répondre à ce que la plupart attendent de lui, doit être institué non en vue des simples questions d'interprétation, mais en vue de celles que soulève la détermination des conditions du travail futur, et qui seules peuvent avoir leur solution dans une grève ou dans un lock-out.[3]

[1] "Although arbitration has been preached as a panacea for the last fifty years, the great majority of "captains of industry" still resent it as an infrigement of their right to manage their own business, whilst the leaders of the organised workmen, once enthusiastic in its favour, now usually regard it with suspicion." *Ind. Democ.*, p. 225.

[2] Le Juge Ellison déclarait en 1879, dans une contestation concernant les mines du Yorkshire : "It is for (the employers' advocate) to put the men's wages as high as he can. It is for (the men's advocate) to put them as low as he can. And when you have done that it is for me to deal with the question as well as I can ; but on what principle I have to deal with it I have not the slightest idea." *Report of South Yorkshire Collieries Arbitration* (Sheffield, 1879), p. 49.

[3] *Ind. Democ.*, p. 221.

Mais c'est justement dans ce cas que l'Arbitrage devient aussi difficilement applicable pour le juge qu'acceptable pour les parties. *Sur quels principes la sentence peut-elle en effet s'appuyer ?* Alors qu'il s'agit d'une simple divergence d'opinions sur un point donné, que les intérêts ou les passions poussent employeurs ou employés à déformer le sens d'une clause ou d'un article, il est légitime que ceux-ci s'adressent à un tiers qui aura gardé des faits une vision plus nette, et qui les départagera. L'Arbitrage sera alors simplement le moyen le plus sûr d'éviter les froissements et les frais d'une instance légale. Mais quand il faut établir une nouvelle échelle de salaires, que les parties ne peuvent fonder leurs prétentions, l'une que sur son désir d'obtenir plus, l'autre que sur celui de donner moins, l'arbitre n'a plus à mettre en lumière la solution d'équité qui avait échappé aux plaideurs, solution unique, préexistant au litige ; il se trouve en présence de demandes qui ont leur source dans la volonté ou dans les besoins de leurs auteurs, mais qui sont inconciliables, puisqu'elles ne sont le corollaire d'aucune disposition sur laquelle l'accord se soit fait précédemment.[1] L'arbitre agira donc comme un législateur et, procédant par voie d'autorité, mû par un sentiment qui sera souvent plus de pitié que de justice, tenant compte des situations individuelles, rendra probablement une sentence qui réduira les prétentions de chacun.

L'Arbitrage, compris de la sorte, ne saurait en aucun cas convenir à l'employeur. Il constitue à ses yeux le plus intolérable empiétement sur sa liberté de fixer, seul ou d'accord avec ses ouvriers, les conditions du travail. Généralisé, il ferait remonter l'industrie au temps où ses conditions étaient fixées par Acte du Parlement ou par le " Roi en son Conseil. " La sentence elle-même a sur la disposition législative une infériorité ; c'est que cette dernière est applicable à tout un corps de métier, tandis qu'il n'est jamais certain qu'un membre d'une Association d'Employeurs ne se dérobera pas un jour à ses obligations en cessant d'en faire partie ; l'industriel loyal qui se soumettrait à la sentence serait donc pénalisé.[2]

[1] "To apply the term 'arbitration' to the rate of wages for the future, in regard to which there is no explicit contract or engagement, and all the conditions of which are unknown to employers and employed, is the grossest misnomer that can be conceived." *Ind Democ.*, p. 227.

[2] " If our factory or mines legislation had been enforced only on specified good employers, and had left untouched any firm who objected to the regulations, so intolerable an injustice would quickly have led to a repudiation of the whole system. " *Ibid.*, p. 228.

Cette institution devient, au contraire, féconde en résultats dès qu'il ne s'agit plus de procéder spontanément à une élévation ou à un abaissement des salaires, mais de mettre ceux-ci en harmonie avec un changement survenu dans des circonstances auxquelles ils sont, de l'avis général, étroitement liés. C'est ainsi qu'un Comité de Conciliation et d'Arbitrage, établi en 1869 dans l'industrie du fer du nord de l'Angleterre, a fonctionné depuis d'une façon normale, car patrons et ouvriers admettent que les gages doivent suivre les prix de vente. Il est certain que si un semblable principe venait à prévaloir dans de nombreuses industries, le champ de l'Arbitrage s'étendrait d'autant. Mais il n'y a jusqu'ici aucun indice qui permette d'envisager une pareille solution. Les échelles mobiles, un moment presque universellement acceptées par les mineurs du Pays de Galles, ont été depuis peu complètement rejetées.[1] Peut-être un jour l'adoption générale de la théorie du salaire vital (living wage) donnera-t-elle aux arbitres la base d'appréciation qui leur manque, mais quoique cette théorie, nous le verrons plus loin, gagne chaque jour du terrain parmi les travailleurs, on ne peut fixer encore l'époque où elle aura désarmé l'opposition de toutes les classes.[2]

L'Arbitrage, cette panacée universelle, semble donc aujourd'hui limité par sa nature même aux détails d'application qu'il paraissait tout d'abord devoir exclure et qui laissent intactes les questions de principe ; mais là encore, en raison des frais qu'il nécessite, en raison de la complexité de sa procédure, il reste inférieur à l'entente

[1] Au moment où nous mettions la derniere main à notre travail, la grève générale des mineurs est venue modifier sensiblement la situation. Il semble décidé que dorénavant des Comités Mixtes, présidés par un délégué du gouvernement, auront plein pouvoir pour fixer un minimum de salaire. Mais que l'on ne s'y trompe pas : il y aurait là une victoire étatiste d'une incalculable portée, non un succès nouveau des idées arbitrales. Le Comité ne départagerait pas les ouvriers et les propriétaires, mais imposerait aux uns et aux autres, au nom du pays, les conditions de travail qui lui sembleraient compatibles avec la dignité matérielle et morale des salariés. La crise n'est, d'ailleurs, pas encore dénouée et notre étude ne saurait en être affectée.

[2] " If the capitalists should accept this view, arbitrations might become common, the explicit reference in every case being what conditions were required in the industry to enable the various grades of producers to lead a civilised life. But no such agreement on fundamental assumptions is at present within view. " *Ind. Democ.*, p. 237. La conversion du public (en dehors des producteurs) à la théorie du living-wage pourrait cependant avoir pour effet de faciliter le jeu de l'arbitrage obligatoire et autoritaire dont nous parlons par la suite. Les arbitres désignés par la Collectivité verraient ainsi leur tâche précisée.

5

directe et surtout à ces conférences d'experts qu'a instituées l'industrie du coton.

Mais, quoiqu'il faille, dans l'état présent, moins compter sur l'Arbitrage que sur le Contrat Collectif pour mettre un terme aux conflits du travail, il n'est pas moins certain que le premier a pu contribuer à établir entre ouvriers et patrons des relations plus cordiales et plus suivies. C'est, d'ailleurs, dans la phase préparatoire, celle de la conciliation, et non au moment où la sentence est rendue, que ce résultat peut être atteint. Quand les débats sont présidés par un homme d'État illustre et respecté, ils perdent le ton d'acrimonie qu'ils ont trop souvent quand entrepreneurs et salariés discutent seuls à seuls. Les distances se comblent d'elles-mêmes, les patrons consentent à livrer des comptes qu'auparavant ils considéraient comme secrets, l'ouvrier, pour qui le mot " profit " prenait un sens redoutable et mystérieux, se trouve pour la première fois confronté avec la réalité. L'arbitre, d'ailleurs, n'est pas inactif : il s'enquiert avec bienveillance des désirs de chacun et montre ce que les prétentions respectives peuvent avoir d'excessif ; il calme les impétuosités, profite des lassitudes, et souvent la sentence ne fait qu'enregistrer l'accord auquel on est spontanément parvenu. [1] La procédure de conciliation peut donc être détachée de la procédure d'arbitrage. [2] Elle dissipe les ignorances et les préjugés, et finalement place les hommes dans cette atmosphère de sérénité qui précède l'entente.

Il ne faut donc point s'illusionner. Lorsque l'opinion publique, dans toutes les crises qui mettent en péril l'existence économique de la nation, demande que l'Arbitrage soit obligatoire, c'est moins pour assurer à chacun des adversaires sa part légitime du profit que pour faire respecter le droit supérieur de toute société à la vie, son droit d'exiger que les industries dont l'activité est essentielle au bien-être commun ne puissent, quelle que soit la cause de leurs dissentiments internes, interrompre la production. L'initiative ne

[1] " Those who have read the proceedings before such an experienced arbitrator as Dr. Spence Watson, will, we are sure, agree with us in feeling that his wonderful success as an umpire is far more due to these arts of conciliation than to any infallibility in his awards." *Ind. Democ.*, p. 239.

[2] C'est ce qu'a fait le gouvernement en 1896, En vertu du " Conciliation Act ", le Board of Trade a le pouvoir, en cas de conflit industriel, de faire une enquête sur les causes de celui-ci et de s'entremettre auprès des parties pour chercher à les réconcilier. Finalement, si ces dernières consentent à ce que le cas soit tranché par voie d'arbitrage, le Board peut désigner l'arbitre.

vient plus alors des parties, mais du Pouvoir. Le public fait donc moins appel à l'Arbitrage, instrument d'entente forgé par l'industrie privée pour son usage propre, qu'à l'*intervention de l'État*, et c'est la SENTENCE plus encore que la PROCÉDURE (quoique la seconde soit impliquée dans la première) qu'il veut rendre obligatoire. Mais, à partir du moment où l'État se charge de régler lui-même les conditions du travail et de fixer le montant des salaires chaque fois que les producteurs veulent faire l'essai de leur force, l'indépendance de l'industrie privée n'existe plus ; les chefs d'entreprises ne sont plus que les concessionnaires de la Collectivité ; l'ère du socialisme autoritaire est ouverte. Telle est, nous semble-t-il, la situation de la Nouvelle-Zélande où, conformément aux Actes de 1894 et de 1900, tout conflit industriel est porté, si une première tentative de conciliation reste vaine, devant un tribunal arbitral dont la décision peut être dorénavant applicable à tout un corps de métier. Il y a, il est vrai, l'atténuation que le soin de déclancher le mécanisme ne revient pas au pouvoir exécutif ; mais quand nous aurons ajouté qu'il suffit, pour que la procédure soit ouverte, de la volonté d'un seul industriel ou d'une seule " Association Ouvrière " (sept individus formant, d'après la loi, une telle association), on ne pourra nier que le principe de l'obligation reste intact ; et, quel que soit l'enthousiasme, peut-être passager [1], des Unions pour l'Arbitrage ainsi conçu, il n'en est pas moins évident que celui-ci inaugure, non pas une nouvelle méthode du Trade Unionisme, mais une nouvelle méthode de gouvernement. C'est l'intérêt de la Communauté à ce que, d'une part, les salaires soient assez élevés pour maintenir les travailleurs dans un état d'efficacité, à ce que, de l'autre, l'industrie nationale soit de plus en plus

[1] The Trade Unions, at first somewhat cold, became enthusiastic supporters of the Act when they found that, instead of merely preventing strikes, it enabled Common Rules for the industry to be made as legally binding as the Factory Acts. They became, in fact, as Mr. Reeves, the author of the law, admits, " rather too enthusiastic indeed, for they have shown a tendency to make too frequent a use of it. " Every trade sought to get its Common Rules embodied in law. This, however, is a rush which will probably exhaust itself as trade after trade finds its conditions settled by an authoritative award, which will, in any case, need amendment only on specific points, and may be made unalterable for a three years' term. " *Ind. Democ.* préf. à l'édit. de 1902, p. XLV. Consulter sur le même point : H. D. Lloyd, *A Country without Strikes ;* Reeves, *The Long White Cloud ;* le rapport du Juge Backhouse (Sydney, 1901) et la série d'articles publiée par le Dr. John Macgregor dans l'*Otago Daily Times.* (Sept. 1901).

productive, que sont chargés de faire respecter les tribunaux arbitraux de la Nouvelle-Zélande (et plus récemment ceux de l'Australie Occidentale et de la Nouvelle Galles du Sud) ; c'est, en un mot, la conception socialiste qui prévaut.

Rien n'indique que l'Angleterre doive s'engager immédiatement dans cette voie. [1] Pourtant l'échec de la convention imposée par Mr. Lloyd George aux compagnies de chemins de fer et à leurs employés, convention d'après laquelle les unes et les autres s'engageaient à recourir dans tous les cas à l'Arbitrage, mais qui n'était pas sanctionnée par la loi et dont la non-observance n'entraînait aucune pénalité, [2] la leçon de la formidable grève des transports d'août 1911, et les réactions profondes qu'elle a suscitées dans l'opinion publique pourraient avoir comme résultat l'adoption d'une procédure analogue à la procédure australienne. Le rôle des Unions nous en semblerait diminué d'autant, et le nouvel organe se retournerait sans doute aussi souvent contre elles qu'il prêterait son autorité à leurs demandes. [3]

[1] Il ne saurait y avoir de confusion entre des tribunaux arbitraux, rendant des sentences obligatoires pour toutes les professions et *quel que soit le montant des salaires*, et les Comités dont nous aurons l'occasion de nous occuper par la suite avec plus de détails et qui fixent des minima pour les industries " sweated. " Ceux-ci, quoique admettant la reconnaissance d'un principe nouveau, sont en somme une émanation de l'interventionnisme instinctif qui reste et restera sans doute longtemps encore un des composants du Socialisme d'État anglais. Ils n'ont nullement le caractère d'une mesure visant à favoriser la *continuité* de la production et ne protègent, du reste, que des travailleurs qui ne peuvent se défendre par aucune action combinée. L'Arbitrage obligatoire est, au contraire, le fruit d'une réaction sociale contre les effets anti-sociaux du Trade Unionisme.

[2] A cette convention s'oppose le projet déposé par M. Aristide Briand, Président du Conseil, à la suite de la grève des agents de chemins de fer français, et qui institue des tribunaux, dits d'arbitrage, dont les membres départageants seraient désignés par les deux Chambres et dont les sentences seraient sanctionnées par des peines sévères, qui pour les Compagnies pourraient aller jusqu'à la destitution. Ce projet nous apparaît, quoi qu'on ait dit, comme la mesure la plus hardiment socialiste qui ait été jusqu'ici soumise à un Parlement français. Mr. Lloyd George nous a exprimé toute son admiration pour l'économie du projet Briand, en même temps que le peu de cas qu'il faisait des objections fondées sur la " liberté des contrats ". Y avait-il alors (janvier 1911) un revirement chez le Chancelier de l'Échiquier en faveur d'une législation nettement socialiste, et prévoyait-il l'insuffisance (démontrée par les faits huit mois plus tard) de la convention qu'il avait fait accepter aux Compagnies anglaises ? C'est ce que nous n'avons pu approfondir.

[3] Il est vrai que certains, tout en laissant facultative l'*application* de l'arbitrage, voudraient que l'exécution des sentences fût imposée aux parties sous peine d'une

La troisième méthode du Trade Unionisme est celle de l'Obligation Légale. Elle a passé par des alternatives de succès et de défaveur, suivant que les pouvoirs publics, influencés ou non par la doctrine, se montraient favorables ou hostiles à l'intervention. Elle n'est devenue, enfin, véritablement efficace qu'au jour où les travailleurs ont su établir un échange perpétuel de courants entre leurs groupements et la Chambre des Communes.

Pendant tout le dix-huitième siècle, alors que le Marchandage Collectif n'était pas encore pratiqué, que la seule idée d'une entrevue, où employeurs et employés se rencontreraient sur un pied d'égalité pour débattre en commun les conditions du travail, heurtait dans ses principes une société fortement hiérarchisée, la fixation par la loi des mêmes conditions s'accordait avec une longue tradition et avec les tendances protectrices qui animaient encore les classes supérieures et les esprits éclairés. Il semblait donc normal que les Associations Ouvrières s'adressassent au Parlement dès qu'elles avaient à souffrir de quelque abus et que, corrélativement, elles traduisissent devant les tribunaux les entrepreneurs qui refusaient de tenir compte des décisions rendues en leur faveur. [1] C'est pourquoi l'on voit à cette époque les Unions assaillir de réclamations les "Quarter Sessions" et le Conseil Privé, pourquoi elles dépensent des sommes considérables en honoraires d'avoués et d'avocats, pourquoi elles paraissent à la barre des Communes et des Lords, pourquoi elles multiplient les pétitions et les processions publiques. [2]

A partir de 1800, le triomphe du laissez-faire est cause que cette méthode tombe en désuétude ; tous les règlements concernant les salaires sont successivement abrogés, et en 1811 le Parlement, refusant de prendre connaissance d'une supplique ouvrière, déclare "qu'aucune atteinte législative à la liberté du commerce ou à cette liberté parfaite de tout individu de disposer de son temps et de son travail, de la manière et dans les conditions qui lui semblent le mieux s'accor-

tres forte amende. Mais on comprend aisément que, dès qu'il prendra ce caractère pénal, l'Arbitrage n'aura plus guère d'adeptes, surtout parmi les ouvriers. Si ces derniers savent respecter un Contrat Collectif auquel ils ont participé, la décision d'un tiers ne saurait les lier. On serait donc fatalement ramené à l'Obligation, telle qu'elle est définie plus haut.

[1] Le but fondamental de l'Union était "the maintenance of the existing legal and customary regulations of trade. As soon as the State ceased to maintain order it stepped into its place." Brentano, *Gilds and Trade Unions* (Londres, 1870), p. CLXXIV.

[2] Cf. Webb. *History of Trade Unionism*, pp. 27, 33, 34, 40-54.

der avec ses propres intérêts, ne peut se produire sans que l'on viole des principes généraux d'une importance capitale pour la prospérité et le bonheur de la communauté. " [1]

Privés de la protection de la loi, les ouvriers se rejetèrent sur la méthode de l'Assurance Mutuelle, décrite précédemment ; les Unions poursuivirent de leur hostilité et de leurs violences tous ceux qui acceptaient de travailler à bas prix ; c'est le temps des émeutes, des grèves sanglantes, des vengeances sournoises, qui se perpétuent jusqu'à ce qu'un Parlement de Landlords ait effacé les lois sur les Combinaisons et donné ainsi aux travailleurs le droit de traiter pacifiquement avec les chefs d'industrie.

Le succès de la philosophie et de l'économie radicales rendit impossible de 1825 à 1850 toute véritable intervention législative. Sans doute la réaction idéaliste que suscite un individualisme brutal et la vue des misères accumulées a-t-elle alors quelque répercussion dans les textes. On limite le travail des femmes et des enfants, on impose quelques précautions sanitaires, mais il ne s'agit encore que de parer aux abus les plus flagrants, trop pénibles à supporter pour la sensibilité moyenne de l'époque ; il n'est nullement question de donner un véritable statut légal aux différentes catégories de travailleurs. Le mouvement vient d'en haut : il se manifeste sous la forme d'une succession de présents dont les bénéficiaires n'ont pas fait choix ; mais les réclamations parties d'en bas, la demande d'une journée de dix heures pour les ouvriers mâles de l'industrie cotonnière, d'une réglementation des salaires pour les tisseurs, les réclamations périodiques contre le Truck System ne trouvent aucun écho. La Chambre des Communes continue à être peuplée d'employeurs : ces derniers restent fidèles à l'Individualisme.

Les lois de 1867 et de 1884, qui faisaient entrer dans le corps électoral les travailleurs des villes et des campagnes, altérèrent profondément la situation. Dès que les Trade Unions purent faire entendre leur voix, un revirement se produisit en faveur de la méthode de l'Obligation Légale, et celle-ci, sans supplanter les deux autres, se développa dès lors parallèlement à elles. En 1871, alors que les filateurs de coton s'agitent pour obtenir une journée de neuf heures, on sent que les circonstances ont changé et que la doctrine, elle aussi, a évolué. Le laissez-faire apparaît aux organisations ouvrières comme une source d'illusions. " C'est un principe absolu de la loi universelle établie par une sagesse vieille de plus de deux

[1] Report of Committee on Petitions of Artisans. 13 juin 1811.

mille ans que là où, dans un contrat ou une affaire quelconque, les parties ne sont pas dans une situation égale, mais que l'une possède le pouvoir illégitime d'opprimer ou d'égarer l'autre, la loi vienne au secours du plus faible. "[1]

Aussitôt les requêtes affluent. Alors que les Unions du dix-huitième siècle exigeaient seulement la fixation d'un salaire minimum et la limitation du nombre des apprentis, celles de 1870-1880 réclament la responsabilité patronale en cas d'accident, la suppression des amendes et retenues, la journée de huit heures, l'exclusion des émigrants,[2] l'abolition du travail à domicile,[3] la réglementation de la température dans les ateliers ; les marins apportent même un projet volumineux ayant trait à la fois au régime des assurances et aux qualités que doit réunir un bon maître-coq. Sous cette richesse un peu déconcertante d'initiatives, la volonté nouvelle est clairement perçue.

Et pourtant le recours à la loi exige à cette époque de la part des Unions un effort peu commun. Il faut tout d'abord que le projet considéré rallie les suffrages, non seulement d'un corps compétent, mais de la communauté tout entière ; et, quelles que soient les sympathies de celle-ci pour les revendications ouvrières, il est à présumer qu'elle ne leur donnera son approbation que lorsque ses intérêts immédiats ne seront pas menacés.[4] Une longue campagne de conférences, de réponses aux objections des journaux, est donc presque toujours nécessaire avant que s'engage l'action principale. Puis il faut importuner les parlementaires de toutes les classes et de tous les partis, les décider à intervenir auprès des ministres intéressés. Quand, enfin, une Commission Royale aura été nommée, on devra fournir des statistiques et des rapports, affronter les inspecteurs, les experts médicaux, les employeurs eux-mêmes, se heurter, dans la plupart des cas, à l'indifférence de la presque totalité des membres des deux Chambres. Ceux-ci, ne penchant pour aucune solution particulière, tiendront surtout à faire respecter les droits

[1] Circulaire de l'Amalgamated Association of Operative Cotton Spinners, 11 Déc. 1871.

[2] National Union of Boot and Shoe Operatives.

[3] Amalgamated Society of Tailors.

[4] " Before a Trade Union can get a Common Rule enforced by the law of the land, it must convince the community at large that the proposed regulation will prove advantageous to the state as a whole, and not unduly burdensome to the consumers. " *Ind. Democ.*, p. 253.

des consommateurs.[1] Il y aura, en outre, à compter en plus d'un cas avec l'hostilité des députés ouvriers eux-mêmes, qui peuvent représenter des corps de métier pour lesquels l'adoption du projet considéré sera peut-être une source de préjudices graves.[2] On conçoit donc que quelques Unions très fortes aient pu tirer d'une conversation directe avec les industriels des résultats plus favorables.

Pourtant, la majorité d'entre elles restèrent attachées à la méthode de l'Obligation Légale. C'est qu'en effet cette dernière seule permet d'aboutir à des règlements durables et applicables à tous. Là même où l'Union joue dans une industrie un rôle prépondérant, il est rare qu'elle puisse courber sous son joug la totalité des ouvriers et des entrepreneurs ; souvent même les premiers seuls sont organisés, si bien qu'un Contrat Collectif ne peut être rédigé. Un Acte du Parlement a le pouvoir de rendre obligatoire l'observation de la Règle Commune.[3] Contre lui se brisent les exigences individuelles des patrons et des salariés ; contre lui viennent vainement battre les crises qui entraînent fatalement la rupture des ententes, quelle que soit leur solidité. Quand en 1879 les fabricants de coton furent pour la plupart réduits à la banqueroute et que les

[1] " But the great majority of the members have, like the minister himself, no direct interest on either side, and speak rather for the general public of consumers anxious to " keep trade in the country " and foster cheapness, than with a view to secure exceptional advantages for the particular section concerned. " *Ind. Democ.*, p. 254.

[2] Le fait s'est, du reste, présenté même après la fondation du Labour Party. Lorsqu'en 1908 la loi limitant à huit heures la durée du travail dans les mines revint en discussion, ses plus ardents adversaires ne se trouvèrent pas sur les bancs occupés par les employeurs, mais parmi les envoyés des mineurs du Durham et du Northumberland. Ces ouvriers, en allongeant démesurément la journée des enfants, arrivaient à ne travailler que six ou sept heures. (On trouvera tous les détails de la discussion dans notre étude : *La Durée du travail dans les Mines de Grande Bretagne.*)

[3] " However tedious and difficult may be the process of obtaining it, once the Common Rule is embodied in an Act of Parliament, it satisfies more perfectly the Trade Union aspirations of permanence and universality than any other method. It is, as we have shown, as yet rare for a Trade Union to have been able to establish by the Method of Collective Bargaining anything like uniform conditions throughout the whole country. Such prominent and wealthy unions, for instance, as the Amalgamated Society of Engineers and the Amalgamated Society of Carpenters, find themselves compelled to recognise hours of labor varying, in different towns, from 48 to 57 per week in the one case, and from 41 to 60 in the other. " *Ind. Democ.*, p. 255.

ouvriers eurent à souffrir d'une réduction de salaires de 20 %, personne ne proposa d'abroger les règlements sanitaires, de quelques frais qu'ils grevassent les entreprises. En matière de travail, on ne peut guère citer d'exemple où l'œuvre législative ait suivi un mouvement rétrograde : en elle s'incarne pour ainsi dire l'évolution morale de la nation, qui chaque jour se montre plus disposée à assurer aux classes laborieuses un minimum de bien-être et d'indépendance. C'est dire que la méthode de l'Obligation Légale n'est applicable que dans des problèmes qui pivotent autour d'une idée générale, capable elle-même d'avoir prise sur l'opinion.

Il faut pourtant avouer que jusqu'en 1906, date de la fondation du Labour Party, la plupart des Unions ne surent constituer qu'un mécanisme des plus rudimentaires pour se mettre en communication directe avec le Parlement. Il y eut pourtant deux exceptions. Les ouvriers du coton pouvaient compter sur un Comité Exécutif Fédéral qui, nommé par leur Assemblée, disposait d'un pouvoir suffisant pour entamer, lorsque la nécessité d'une loi se faisait sentir, des négociations officieuses avec le Home Office et pour organiser, après entente avec ce dernier, une propagande active parmi les populations des villes manufacturières. Celles-ci sont, en effet, pour ainsi dire submergées par les 300.000 individus employés dans les fabriques. L'Union avait eu, d'ailleurs, l'adresse de s'attirer les sympathies des deux grands partis politiques en choisissant un Conservateur comme Secrétaire Général des Filateurs et un Libéral comme Secrétaire des Tisseurs. D'autre part, les Unions de Mineurs ont jugé pendant vingt ans que le meilleur moyen de sauvegarder leurs intérêts aux Communes était d'y envoyer leurs propres fonctionnaires, ce qui leur était d'autant plus aisé que les quatre cinquièmes de leurs membres sont massés dans un très petit nombre de circonscriptions. Il est vrai que les ouvriers des deux grands comtés du nord devinrent, par la suite, hostiles à toute intervention légale, mais la Fédération de Grande Bretagne, qui compte 200.000 membres, resta fidèle aux principes qu'avait défendus Alexandre Macdonald, jusqu'au moment où elle entra dans le giron du Labour Party.

Quant aux autres corps de métier et aux Unions nouvelles, telles que celles des Gaziers et des Gens de mer, qui réclamaient le plus ardemment un régime de protection, ils ne pouvaient parvenir à leurs fins que par des moyens de hasard. C'est qu'en effet ils n'avaient pas encore saisi les intérêts communs de la classe ouvrière,

qu'ils ne se tendaient pas la main et que les centaines de milliers d'électeurs dont ils auraient pu grouper les voix restaient sourds à toutes les revendications qui ne concernaient pas leur propre profession. Perdus en quelque sorte au milieu de leurs concitoyens — les Plombiers d'Oldham étaient vers 1897 au nombre de 69, les Charpentiers de la même ville au nombre de 152 — comment auraient-ils pu exercer une influence véritable sur les candidats ? Il fallut que l'Unionisme lui-même fût mis en péril pour que les instincts égoïstes s'imposassent silence.

Il est vrai qu'alors que le parti ouvrier était encore dans les limbes, les Unions avaient déjà tenté un effort de coordination et envoyaient toutes des délégués à un " Comité Parlementaire " qui avait pour mission " de veiller sur toutes les mesures législatives qui affecteraient directement la question du travail, de prendre l'initiative des mesures indiquées par les Congrès des Trade Unions et de préparer le programme de ces Congrès ".[1] Mais le Comité Parlementaire ne possédait aucun moyen de remplir ses fonctions. Nulle communication n'existait entre les différents comités exécutifs des Unions et lui. Toutes les propositions devaient, en effet, être transmises à un secrétaire unique, qui lui-même député et absorbé par ses fonctions à Westminster ne pouvait se livrer à aucune enquête approfondie. On en était donc réduit à attendre les réunions de Congrès. Mais là encore ne s'affirmait aucune politique d'ensemble. Chaque membre apportait ses propres solutions. " Les délégués, étonnés, fraîchement arrivés de l'établi ou de la mine se trouvaient en présence de cent propositions hétérogènes, les unes contenant des amendements essentiellement techniques aux statuts régissant les différentes professions, d'autres étant des aspirations purement bénévoles vers une amélioration de l'état social, d'autres encore sous-entendant des changements profonds dans la constitution économique et politique du pays. Toutes venaient devant le Congrès avec une égale autorité, étaient exposées en des discours de cinq minutes et, dans la proportion de quatre sur cinq, étaient adoptées sans examen et sans distinction. "[2] Si donc le Comité Parlementaire doit nous intéresser par la suite, c'est bien moins en raison de ses fonctions propres que par le rôle qu'il joua dans la formation du Labour Party.

[1] Amended Standing Orders. Nov. 1894.

[2] Webb. *Ind. Democ.*, p. 268.

V

Les fins principales que poursuit le Trade Unionisme sont au nombre de quatre : le taux normal (standard rate) des salaires, la durée normale du travail, l'adoption d'un certain nombre de mesures d'hygiène et de sécurité, et la continuité d'emploi. Après quelques hésitations, nous nous sommes décidé à détacher l'étude des deux dernières du présent chapitre pour la faire rentrer dans celui que nous consacrons aux progrès du Socialisme d'État. La troisième, en effet, s'est confondue en ces dernières années avec le problème de la responsabilité patronale en cas d'accident, la quatrième avec celui du chômage, problèmes nationaux au plus haut point, dont la solution présuppose l'adoption par la Collectivité de nouveaux principes de droit. Cette adoption est suivie d'un essai de reconstruction générale, auquel les Trade Unions peuvent participer, qu'elles peuvent même diriger, mais qui ne saurait se confondre avec l'homologation, obtenue par la méthode de l'obligation légale, de celles de leurs demandes qui ont été jugées acceptables par l'opinion du temps. Il n'y a plus action et réaction, mais faisceau d'actions convergentes.

La fixation d'un taux normal des salaires est certainement la préoccupation la plus urgente de toute Trade Union, quelle que soit son étendue, qu'il s'agisse d'une combinaison réunissant les ouvriers d'un même atelier (shop club) ou d'une association s'étendant sur un district, voire sur le pays tout entier. Tant que la légitimité d'une telle mesure n'est pas admise, le Marchandage et le Contrat Collectifs restent vides de tout sens, car il est impossible de conclure un traité relatif aux gages futurs sans qu'une commune mesure, applicable à tous les salariés, ait été adoptée par les parties. [1]

Mais, avant de montrer comment les Trade Unions ont pu généraliser la pratique du taux normal des salaires, il est nécessaire que nous dissipions une illusion ou plutôt un malentendu. Le salaire normal ne saurait être qu'un *minimum*, jamais un maximum. Quand,

[1] " But the use of a definite standard of measurement is not merely an adjunct of the Method of Collective Bargaining. It is required for any wholesale determination of wages upon broad principles. The most autocratic and unfettered employer spontaneously adopts Standard Rates for classes of workmen, just as the large shopkeeper fixes his prices, not according to the higgling capacity of particular customers, but by a definite percentage on cost. " *Ind. Democ.*, p. 281.

par exemple, la Friendly Society of Operative Stonemasons et la Central Master Builders' Association ont décidé en 1897 que les membres de la première ne recevraient pas moins de dix pence et demie par heure, il est resté sous-entendu que chaque patron se réservait le droit d'accorder une rétribution supplémentaire à tout maçon dont il apprécierait spécialement l'habileté. [1] En fait, il n'existe pas une Union qui défende à ses adhérents de profiter des circonstances quand celles-ci leur sont favorables.

C'est faute d'avoir perçu ce caractère essentiel que bon nombre d'économistes ou d'historiens ont condamné la conception du salaire normal. Frederic Hill écrivait en 1868 que " le fait de payer des ouvriers inférieurs ou paresseux autant que ceux qui sont intelligents et laborieux constituait l'octroi d'une véritable prime à l'oisiveté et à l'incapacité ". [2] William Newmarch déclarait au Congrès des Sciences Sociales en 1871 que " peu à peu, à mesure que les principes économiques seraient mieux compris du peuple, le Trade Unionisme abandonnerait la recherche vaine et dangereuse d'un taux uniforme des salaires ne tenant aucun compte des différences de talent, de savoir, d'assiduité et de caractère ". [3] Enfin Mr. Lecky vint plus récemment affirmer que les Unions ouvrières " insistent pour que le plus mauvais ouvrier soit aussi bien payé que le meilleur ". [4]

L'inexactitude de tels jugements provient sans doute d'une confusion entre le *taux* du payement et le *montant* réel touché par le salarié. Ce que l'Union exige, c'est que la rétribution pour une variété donnée de travail soit constante, mais elle ne cherche que bien rarement à obtenir pour tous ses membres un gain quotidien ou hebdomadaire identique. Ceci est d'ailleurs amplement prouvé par le fait que, dans un grand nombre de professions, l'accord se fait sur des listes de travaux aux pièces (c'est le cas des tisseurs et filateurs de coton, des mineurs, des tailleurs, des bottiers, des tonneliers, etc.). Il faudrait, dans ce cas, que les ouvriers opérassent tous avec la même célérité pour que la somme perçue par chacun fût égale — condition pratiquement irréalisable. Si bien " qu'un ouvrier en corbeilles ou un mineur peut gagner deux livres par

[1] V. *Ind. Democ.*, p. 279.

[2] Frederic Hill. *Measures for putting an End to the Abuses of Trade Unions.* Londres, 1868, p. 3.

[3] *Transactions of Social Science Association*, 1871, p. 117.

[4] *Democracy and Liberty*, II, p. 385.

semaine, tandis qu'un autre, bénéficiant du même taux normal et travaillant le même nombre d'heures, peut n'obtenir que trente shellings, et qu'un autre enfin, qui observe le demi-temps, n'aura que dix ou quinze shellings. " [1]

Quand du travail aux pièces on passe au travail à l'heure, il n'est pas douteux que l'on tend à se rapprocher davantage d'une égalité de rémunération. Mais, nous venons de le voir, il est bien rare que l'entrepreneur ne récompense pas d'une manière spéciale les ouvriers qui sont dotés de facultés supérieures ; ceux-ci, d'ailleurs, se trouvent presque toujours chargés de travaux supplémentaires, payés souvent fort au-dessus du tarif syndical ; [2] mais, alors même qu'ils restent soumis à ce dernier, la besogne qu'on leur confie peut donner à l'esprit et au corps plus de liberté. [3]

C'est, du reste, lorsque l'on envisage les raisons pour lesquelles certaines Unions préfèrent le travail aux pièces et d'autres le travail à l'heure que l'on peut se rendre compte à quel point — et cela quelles que soient les secrètes aspirations ouvrières vers une égalité théorique ou plutôt vers un minimum de bien-être — toute considération d'uniformité dans le montant total des salaires s'efface devant le désir fondamental de l'uniformité des taux.

D'un tableau dressé par les Webb pour 111 Syndicats, [4] tableau reproduit ci-contre, on est autorisé à déduire que ce sont les Unions les plus importantes et les plus puissantes, parmi lesquelles celles des ouvriers du coton et des mineurs, qui réclament le travail aux pièces. Comment expliquer cette préférence ? Dans l'industrie du coton, le travail varie en intensité selon le nombre de broches que chaque ouvrier doit alimenter et selon la rapidité du mouvement de la machine ; sur ces conditions, sur la seconde surtout, le travailleur n'a aucun contrôle. S'il voulait que son salaire fût proportionnel à sa dépense d'énergie, il lui faudrait déterminer chaque jour et même à chaque instant la mesure dans laquelle la

[1] Webb, *Ind. Democ.*, p. 283.

[2] " The superior bricklayer, for instance, is seldom employed at the Standard Rate, but is always getting jobs at brick-cutting (or " gauge-work "), furnace-building, or sewer construction, paid for at rates from ten to fifty per cent over the standard wage. " *Ibid.*, p. 283.

[3] " In a large building, the employer will select his best stonemasons to do the carving, an occupation not involving great exertion and consistent with an occasional pipe, whilst the common run of workmen will be setting stones under the foreman's eye. " *Ibid.*, p. 284.

[4] *Ibid.*, pp. 286-287.

REPRODUCTION DU TABLEAU RELATIF AU CHOIX DES UNIONS

ENTRE LE TRAVAIL AUX PIÈCES ET LE TRAVAIL AU TEMPS (UNIONS DE PLUS DE 1000 MEMBRES)

I. Trade Unions which insist on Piecework	*Membership in 1894*	*Trade Unions which willingly recognise, in various departments, both piecework and timework*	*Membership in 1894*	*Trade Unions which insist on timework*	*Membership in 1894*
49 *Trade Unions*	573 000	24 *Trade Unions*	140 000	38 *Trade Unions*	290 000
Coalminers	322 000	United Soc. of Boilermakers and Ironshipbuilders	39 650	Amalg. Society of Engineers	78 450
Cleveland Ironstone Miners	3 700	Assoc. Shipwrights' Soc.	13 750	Friendly Society of Ironfounders	15 200
Amalg. Assoc. of Operative Cotton-Spinners	18 250	Amalg. Brassworkers' Soc.	5 100	United Pattern-makers' Assoc.	3 150
North. Counties Assoc. of Cotton-Weavers	83 600	Assoc. Blacksmiths' Soc.	2 350	United Soc. of Brassfounders	2 750
Amalg. Society of Lacemakers, Nottingham	3 500	Sailmakers' Federation	1 250	Amalg. Soc. of Carpenters (and 2 other Soc.)	58 000
Amalg. Soc. of Tailors (and Scottish ditto)	19 500	Spindle and Flyer Makers Lanc.	1 150	Friendly Soc. of Oper. Stonemasons (with Scottish Ditto)	25 000
Nat. Un. of Boot and Shoe Operatives	44 000	Amalg. Card and Blowing Room Operatives	22 200	Operative Bricklayers' Society (and another Soc.)	26 700
Amalg. Soc. of Boot and Shoe Makers	4 300	Typograph. Assoc., London Soc. of Compositors, Scottish and other Compositors' Unions	31 000	National Union of Operative Plasterers	8 500
Ass. Iron and Steel Workers	6 700	Bookbinders (2 Soc.)	4 350	United Soc. of Oper. Plumbers	8 150
Flint Glass Makers' Society	2 150	Mutual Assoc. of Coopers	6 000	Amalg. Soc. of Lithographic Printers	2 550
Yorkshire Glass Bottle Makers	2 450	Cabinetmakers (3 Soc.)	7 100	Bradford Dyers	2 700
Sheffield File Cutters	1 700	Six other Societies	6 100	Bakers (English, Scottish, and Irish)	8 950
Amalg. Wire Drawers	1 600			United Kingdom Soc. of Coachmakers	5 700
British Steel Smelters	2 400			18 other Societies	44 200
South Wales Tinplate Workers	6 000				
Staffordshire Hollow Ware Pressers (Potters)	1 350				
Kidderminster Carpet Weavers	1 400				
Hosiery Workers' Federation	3 900				
Felt Hat Makers	3 150				
Cigar Makers	1 250				
United Soc. of Curriers	1 100				
16 other Societies	39 000				

vitesse a été accélérée. En recevant, au contraire, un salaire qui est en relation directe avec la quantité de matière filée, il bénéficie automatiquement de tout accroissement de la production.

Il en est de même pour les mineurs. Les employeurs ne peuvent songer à faire surveiller par des contremaîtres ou des inspecteurs les ouvriers disséminés dans tous les recoins de la mine. Leur seule ressource était jadis de confier la direction des travaux à des sous-entrepreneurs qui jouaient le rôle de chefs d'équipe et qui, payés eux-mêmes aux pièces, avaient intérêt à soumettre leurs subordonnés à un régime intensif. Les efforts des travailleurs organisés mirent fin à ce procédé, dit " Butty System ", et depuis lors le salaire est proportionnel à la quantité de charbon abattue.

Quand, au contraire, il s'agit de besognes momentanées, infiniment variées, inégales en difficulté, c'est le travail à l'heure qui a la préférence des Unions. Les mécaniciens, par exemple, ont toujours soutenu que l'introduction dans leur métier du travail aux pièces marquerait le retour à l'ancienne pratique du Contrat Individuel. Comment, en effet, établir des listes de prix pour des travaux qui diffèrent toujours par quelque menu détail ? Dans chaque cas, un accord devrait intervenir entre le contremaître et l'ouvrier. Mais le premier serait rarement capable de déterminer à l'avance le temps et l'effort qu'exigerait du travailleur un ouvrage sans précédent : ce serait alors l'arbitraire le plus absolu, le marchandage entre deux contractants de situation économique inégale. Aussi l'Amalgamated Society a-t-elle raison quand elle déclare que, dans ce cas, " le travail aux pièces n'est plus le résultat d'un marché, mais un prix dicté par l'employeur et abaissé à sa volonté. " [1] Le maçon, qui doit tailler des pierres de dureté et de formes inégales, le charpentier et le menuisier raisonnent de même ; et jamais l'entrepreneur n'a encore émis de prétentions contraires.

Certaines Unions sont indifférentes : telle l'Union des Compositeurs. Pour celles-ci le travail aux pièces est acceptable, puisque les catégories d'ouvrages sont clairement déterminées et peuvent faire l'objet de contrats collectifs ; le travail à l'heure ne l'est pas moins, car l'intensité de la production ne dépend que de l'ouvrier.

L'adoption du salaire normal comme base des négociations entre employeurs et salariés a comme corollaire une série de dispositions

[1] Abstract Report of the Council's Proceedings. Sept. 1860 à avril 1862, pp. 24-26.

secondaires par lesquelles ces derniers cherchent à parer à toute fraude dans l'exécution des contrats. C'est surtout quand le salaire est payé aux pièces que la vigilance des travailleurs doit s'exercer. Il peut d'abord s'agir de mesurer ou de peser les produits extraits ou manufacturés, et comme la moralité publique est en quelque sorte engagée, c'est souvent la loi qui vient au secours des intéressés. Dès 1860 un Acte décidait que les mineurs ont le droit, quand une majorité en a ainsi décidé, de nommer un vérificateur des poids (checkweigh man), qui touche un salaire fixe auquel contribuent les ouvriers, qu'ils soient ou non consentants ; [1] de même, un Acte du gouvernement Libéral de 1895 oblige les manufacturiers d'un grand nombre d'articles de cotonnade à soumettre par écrit, avant qu'aucun travail ne soit entrepris, tous les éléments constitutifs du salaire. [2] Mais la protection ainsi comprise est encore insuffisante. Aussi les plus fortes Unions veillent-elles à ce qu'il ne soit exercé de retenues d'aucune espèce et à ce que les patrons ne reprennent pas en détail ce qu'ils ont accordé en gros. « Ne payez et ne convenez jamais de payer, ordonnent les règles de Preston, pour la rupture des navettes, fourches, brosses, ou partie quelconque de l'outillage, sauf quand vous les avez brisées ou détruites par pure négligence, volontairement ou par malice ; et si on opère une réduction sur vos gages, soumettez le cas à la prochaine réunion de votre comité. » [3] D'autres tiennent enfin la main à ce que, dans aucun cas, on n'exige de l'ouvrier un travail supérieur en *qualité* à celui auquel s'applique le salaire normal : telles sont l'Union des Compositeurs [4] et l'Union Nationale de la Chaussure.

La demande d'une Règle Commune concernant la longueur de la

[1] " Any person who is or has been a miner may be elected to the post, whether the employer likes it or not, and the law courts insist that he shall be allowed free access to the weighing machines, and given every facility for checking the weights. " *Ind. Democ.*, p. 310.

[2] L'Acte était appliqué dès 1897 pour sept articles (mouchoirs, tabliers, blouses, etc.)

[3] Rules of the Preston and District Power Loom Weavers' Association (1891), p. 20.

[4] " It is impossible to convey any adequate idea of the number and variety of the " extras " thus formally agreed to between employers and employed : " bottom notes, " " side notes ", " under runners ", " small chases ", " large pages" etc., etc. Finally, as if to discourage vain learning, Hebrew, Arabic, and Syriac, and similar languages, together with " pedigrees " are " to be paid double the price of common matter. " *Ind. Democ.*, p. 314. (The London Scale of Prices for Compositors' Work, 1891).

journée de travail n'est ni si ancienne ni si générale que celle qui a trait au taux normal des salaires. Au dix-huitième siècle elle est ignorée [1] et, même aujourd'hui, des corps de métier assez nombreux désirent que chacun soit libre d'entrer à l'atelier et de le quitter selon sa convenance. Y a-t-il une raison générale qui explique ce retard et cette diversité d'attitudes ?

Il faut préalablement remarquer que, dans l'industrie moderne, les mêmes principes ne sont pas applicables à la fixation du salaire et à celle de la durée du travail. Sous le régime du Contrat Individuel, l'employeur tient compte des qualités et surtout de la position stratégique de chacun des ouvriers qu'il veut engager. Ces conditions varient d'homme à homme et il en résulte que toute une série d'accords doivent être conclus. Mais s'il s'agit de la durée, trois cas peuvent se présenter. Tout d'abord, l'ouvrier travaille à domicile et alors il garde la liberté la plus complète. Bien entendu, il doit remettre à temps les articles commandés, il doit même accepter des commandes supplémentaires quand la saison bat son plein, mais, aux époques normales, il a le droit de placer ses repas à l'heure du jour qui lui sied, de s'interrompre pour aller boire, de consacrer même sa matinée à la culture de son jardinet. Ses mobiles seront donc toujours personnels, [2] et ce n'est que lorsque des gages dérisoires lui seront alloués que, hanté par la faim, il ne connaîtra plus de trêve.

Si de l'atelier à domicile nous passons à l'usine, la situation change : ici, quels que soient les goûts individuels et le taux du salaire de chaque ouvrier, il ne peut y avoir qu'une règle. Le travailleur n'est lui-même qu'un infime engrenage dans un grand tout. Seul l'intérêt de l'ensemble peut être consulté. La durée du travail étant donc uniforme, l'unique question qui puisse se poser

[1] " The trade clubs of the eighteenth century claimed a legal rate of wages, or a standard list of prices, they insisted on a limitation of apprentices, or sought to enforce the Elizabethan Statutes, but not until the close of the century do we find any widespread complaints of the length or irregularity of the working day. " *Ind. Democ.*, p. 325.

[2] " For good or for evil his working hours are determined by his own idiosyncrasies. Whether he desires to earn much, or is content with little ; whether he is a slow worker or a quick one ; whether he is a precise and punctual person governing himself and his family by rigid rules, or whether he is " endowed with an artistic temperament, " and needs to recover on Monday and Tuesday from the " expansion " of the preceding days—these personal characteristics will determine the limits and distribution of his working time. " *Ibid.*, p. 326.

est : par qui cette durée sera-t-elle déterminée ? Il faut convenir qu'en l'absence d'un Contrat Collectif, la volonté de l'employeur s'exerce seule. [1] Des règlements intérieurs sont communiqués par le contremaître à l'ouvrier au moment de l'embauchage ; ce dernier ne peut les modifier ; il doit accepter ou refuser en bloc. Mais le patron, étant libre de déterminer les conditions d'emploi, sera naturellement porté, et cela sans intention malfaisante, mais pour être simplement capable de se maintenir au niveau de ses concurrents, à exagérer la longueur de la journée de travail. Il a, en effet, transformé son capital en machines de toutes sortes, et plus longtemps celles-ci fonctionneront, plus le taux de rémunération du capital primitif sera élévé. [2]

Qu'il s'agisse donc du travail à domicile ou du travail en commun, la détermination du temps provient d'une décision unilatérale. C'est seulement dans des occupations telles que l'agriculture, et dans quelques branches de l'industrie où les opérations ne sont pas étroitement coordonnées, que la durée du travail pourra varier selon les entreprises, et que chaque ouvrier conclura avec le patron un contrat où celui-ci prétendra tenir compte de l'intensité de sa puissance productive, de même que, dans le simple contrat de salaire, il prétendait payer chacun selon son mérite. En fait, tous les inconvénients du marchandage individuel reparaîtront et, bientôt, les ouvriers qui consentiront aux plus longues journées feront la loi.

Il semble donc naturel que ce soit parmi les travailleurs de la seconde catégorie, ceux qui personnellement ne possèdent aucun contrôle sur la durée, que les revendications se fassent les plus ardentes. Mais, quoi qu'on puisse croire, la question n'est pas essentiellement une question de loisirs. Quel que soit le désir de la classe ouvrière de participer chaque jour davantage aux bienfaits de la

[1] " It should always be remembered that anterior to the introduction of factory legislation, the employers *dictated* the hours of labor to their work-people ". *Rules of the Amalgamated Association of Operative Cotton-Spinners*, édition de 1860, préface.

[2] Cf. Marx. *Capital*, Part. IV, chap. XV, sec. 3 (vol. II, p. 406 de la traduction anglaise de 1887) et Nassau Senior, *Letters on the Factory Act* (Londres, 1837) pp. 11-14. " The great proportion of fixed to circulating capital... makes long hours of work desirable... The motives to long hours of work will become greater, as the only means by which a large proportion of fixed capital can be made profitable. " When a laborer ", said Mr. Ashworth to me, " lays down his spade, he renders useless for that period a capital worth eighteenpence ".

vie, ce désir est resté jusqu'ici subordonné à celui d'un gain plus élevé, et lorsque la limitation du travail n'apporte pas avec elle d'autres bienfaits que le don d'un corps plus robuste et d'un esprit plus libre, c'est presque toujours d'une élite intellectuelle et non des rangs des salariés que partent les projets d'intervention. Si donc une partie du monde Trade Unioniste porte aujourd'hui son attention sur les problèmes de durée, c'est surtout dans l'importance qu'il donne à l'uniformité du taux des salaires qu'il faut chercher la clé de son activité.

Et pourtant, au premier abord, ne semble-t-il pas que chaque heure supplémentaire doive, si elle est payée, donner à l'ouvrier un peu plus de bien-être ? Par quelle aberration, demandent les partisans du laissez-faire, les Unions, et par quelle cruauté les législateurs entendent-ils le priver des adoucissements passagers qu'un accroissement de la demande vient apporter à son sort douloureux ? [1] La réponse est aisée, quoiqu'elle se fonde sur des raisons tant psychologiques qu'économiques. Elle n'est autre que celle-ci : *l'existence d'heures de travail irrégulières ou illimitées a une influence déprimante sur le Taux Normal des salaires.*

C'est qu'en effet, quoi qu'on ait dit de la répercussion de l'offre et de la demande de main-d'œuvre sur la détermination des gages, il est certain que les prétentions des travailleurs ont pour base le minimum de confort, de nourriture et d'habillement auquel ils ont été accoutumés et qui varie avec chaque profession. Dans cette volonté de ne pas descendre, quelles que soient les circonstances, au-dessous d'une certaine limite, réside la seule digue, mi-psychologique, mi-physiologique, que la classe ouvrière ait su élever contre le jeu absolu de la concurrence. La force de cette digue est réelle quand il s'agit de l'individu, elle est énorme quand il s'agit d'un groupe compact tel qu'une Trade Union. " Il ne serait pas aisé de persuader à un mécanicien anglais, écrivent avec raison les Webb, de travailler pour treize shellings par semaine, quelque excès qu'il y eût dans l'offre de main-d'œuvre. Plutôt que de blesser si gravement le respect qu'il a pour soi-même, il préférerait travailler comme simple journalier ou comme balayeur de carrefour. D'autre

[1] " At last the season comes, bringing with it an abundant harvest of work, which, if she (the milliner girl) were allowed to reap it, would enable her in a few weeks to pay off the little debts which weigh so heavily upon her, and to save enough to relieve her from all anxiety in the ensuing year ". Lecky. *Democracy and Liberty*, vol. II, p. 342.

part, quelque besoin que l'on ait de journaliers du Dorsetshire, il ne viendrait à l'idée d'aucun d'eux de demander deux livres pour son travail de la semaine. " [1]

Tout contrat individuel ou collectif repose au fond sur cette conception ; qu'il s'agisse de travail à l'heure ou aux pièces, l'ouvrier ne poursuit qu'un but : toucher à la fin de la journée ou de la semaine une somme qui lui permette de ne rien changer à ses habitudes, de ne pas réduire ses dépenses. Pour le reste, peu lui importe : c'est au patron à fixer le prix de chaque heure ou de chaque catégorie d'ouvrage de telle sorte que le total coïncide avec la somme primitivement fixée. [2]

Supposons maintenant que la journée puisse être allongée au gré de l'employeur, les heures ou les travaux supplémentaires étant cependant payés, que va-t-il se passer ?

S'il s'agit de travail à l'heure, il y a toutes chances pour qu'au bout de peu de temps le patron ou son contremaître annonce une réduction minime du *taux* des salaires. Les ouvriers murmureront, mais, finalement, se soumettront à une mesure qui ne diminuera pas le total de la somme autrefois perçue, laquelle suffisait à leurs besoins essentiels. Puis, insensiblement, le taux s'abaissera jusqu'au moment où tel ouvrier qui gagnait naguère trente shellings par semaine en travaillant neuf heures devra, pour obtenir la même somme, rester onze ou douze heures à l'atelier. Ainsi, par un procédé détourné, la notion du Salaire Normal, si chère à toutes les Unions, sera ruinée. [3] Pour le travail aux pièces, l'entrepreneur procédera différemment. Les ouvriers les plus vigoureux et les plus habiles auront vite fait, profitant de la prolongation de la journée, de dépasser sensiblement la salaire courant. Lorsqu'il s'agira donc d'établir de nouvelles listes, le patron saura, s'appuyant sur leur cas, faire valoir qu'avec un peu d'activité il est facile au travailleur moyen de s'assurer un gain supérieur à celui dont il s'était jusqu'alors contenté. Si les

[1] Webb. *Ind. Democ.*, p. 332.

[2] " A price list has always implicitly (and as will be seen sometimes explicitly) a time-basis, i. e. it is generally understood that the piece-rates agreed on are such as to enable the average worker with average exertion to earn a certain weekly wage. " Board of Trade (Labor Department) Report on Wages and Hours of Labor. Part. II, Standard Piece Rates, C. 7567,-I, 1894, p. VII.

[3] " A workman who agrees to work longer time for the same money underbids his fellows just as surely as if he offered to work the same time for less money. He sells each hour's work at a lower rate ". *Ind. Democ.*, p. 331.

délégués de l'Union ne sont pas avertis, il est fort à craindre que le taux ne soit réduit.[1]

Ce qui est vrai de la prolongation permanente et chronique l'est aussi des dérogations que réclament les patrons lorsque la loi les oblige à limiter la journée de travail. Peu à peu, les cas où ces dérogations semblent s'imposer se multiplient ; les salariés font d'autant moins d'objections que les heures supplémentaires leur sont souvent payées le double des autres ; mais, finalement, le résultat est identique à celui que nous avons indiqué plus haut.

Cette double, mais brève analyse nous permet de répondre à la question que nous nous sommes posée précédemment. Si les Trade Unions n'ont jamais insisté pendant le XVIIIe siècle pour obtenir une Règle Commune en matière de durée, c'est parce qu'à cette époque les conditions mêmes du travail, jointes à l'existence de petits métiers indépendants, donnaient à l'artisan une liberté presque absolue. Mais c'est surtout parce que les règles des ghildes, en limitant le nombre des apprentis et en imposant un apprentissage de sept années, protégeaient le Salaire Normal par des méthodes auxquelles l'Unionisme moderne ne saurait que rarement recourir. Nulle concurrence ne pouvait s'exercer et l'ouvrier était sûr de récolter l'entier bénéfice de tout effort prolongé.[2] Au contraire, depuis la naissance de la grande industrie, l'homme se trouve lié à la machine, et c'est dans les branches de la production où cette sujétion est la plus absolue, par exemple chez les ouvriers du coton et chez les mineurs, qui eux doivent attendre pour remonter à la surface que la cage ait été mise à leur disposition, que s'élèvent les appels les plus fervents vers une intervention législative ; ces appels sont justifiés, en second lieu, par le fait que le métier est essentiellement ouvert, que les Unions ne peuvent pratiquer une politique restrictive et n'obtiennent l'unification du taux des salaires qu'en insistant sur l'application de la Règle Commune. Or, il apparaît clairement que ce taux varie sans cesse, avec une tendance permanente à la baisse,

[1] In any bargaining about the Piecework List these large earnings will be quoted by the employer as typical of what every workman might do if only he were industrious, and will be urged as grounds why a reduction in the rate is only reasonable". *Ind. Democ.*, p. 332.

[2] "The position of the eighteenth-century Trade Unionist was in many respects analogous to that of the modern solicitor or doctor, who, maintaining his Standard Rate by high educational tests and the exclusion of unauthorised competitors, is unable to understand what justification can be urged for the imposition of a uniform Normal Day." *Ibid.*, p. 337.

dès que la durée du travail n'est pas contenue dans des limites immuables. C'est pourquoi nous voyons dès le début du XIX[e] siècle les Associations du Coton donner leur appui aux philanthropes et aux hommes d'État qui poursuivent la limitation de la journée des femmes et des enfants ; ce faisant, elles n'obéissent pas à des mobiles désintéressés, mais agissent dans l'espoir que la même mesure sera bientôt appliquée aux adultes. [1] Chez les mineurs, malgré l'opposition égoïste du Durham et du Northumberland, la question des huit heures fut portée devant le Parlement avec une persévérance inlassable de 1892 à 1908, époque à laquelle une solution satisfaisante est intervenue.

En regard se trouvent les indifférents et les hostiles; parmi les premiers, l'on compte les mécaniciens et les ouvriers du bâtiment, qui font de plus en plus péniblement observer leurs règles, jadis si strictes, sur la durée de l'apprentissage, et dont la conversion semble proche; parmi les seconds, citons l'Amalgamated Society of Boot and Shoe Makers, petit groupe d'artisans hautement spécialisés, dont les listes de prix sont consacrées par un usage séculaire et qui jouissent du privilège d'entrer à l'atelier et d'en sortir selon leur convenance, les Unions des Brossiers et des Couteliers de Sheffield, qui presque tous travaillent à domicile avec un nombre limité d'apprentis.

Et pourtant, quelles que soient les conceptions particulières des différentes professions quant à la journée normale, il semble qu'aucune revendication ne puisse mieux réunir les énergies éparses et soulever ces vagues d'opinion devant lesquelles s'incline le législateur. Lorsqu'il s'agit du taux des salaires, chaque corporation, chaque section de métier apporte des listes qui n'ont de signification et de valeur que pour elle-même ; mais la question de la durée du travail émeut à la fois, quoique pour des raisons sensiblement différentes, la conscience publique et l'ensemble de la classe ouvrière ; et si elle peut, par suite de son caractère moral, rentrer dans le

[1] La même prétention se trouve encore affichée en 1893 dans l'organe officiel de l'Union : "Now the veil must be lifted and the agitation carried on under its true colours. Women and children must no longer be made the pretext for securing a reduction of working hours for men. The latter must speak out and declare that both they and the women and children require less hours of labor in order to share in the benefits arising from the improvements in productive machinery. The working hours cannot be permanently reduced by Trade Union effort... It is only by the aid of Parliament that working hours can be made somewhat uniform." *Cotton Factory Times*, 26 Mai 1893.

ressort du Socialisme d'État, elle peut aussi compter parmi ces grands intérêts concrets et permanents que les Unions font consacrer par la méthode de l'Obligation Légale. Les membres de l'aristocratie du travail, filateurs, constructeurs de vaisseaux, qui s'indigneraient de voir le docker ou le simple manœuvre recevoir une rétribution égale à la leur, insistent pour que le plus mal payé parmi leurs aides quitte le chantier ou l'usine à l'heure précise où eux-mêmes l'abandonnent. Sans cette solidarité, d'ailleurs, la Règle Commune devient inapplicable.

Cette puissance de rayonnement fait qu'à chaque époque correspond une réduction d'ensemble dans la durée du travail. De 1830 à 1840, après l'agitation des ouvriers du Lancashire, la journée de dix heures se généralise dans les villes. Le mouvement en faveur des neuf heures, entamé par les maçons en 1846, aboutit dans les trente ans qui suivent. La concession récente de la journée de huit heures à un grand nombre de salariés dépendant de l'État et des Communes semble ouvrir une nouvelle phase.

VI

Le Socialisme, en tant que moyen d'action politique, n'a jusqu'ici, d'une façon générale, que très imparfaitement tracé les limites qui le séparent du Syndicalisme. Ce fait provient de ce que tous deux, l'un en poursuivant la reprise totale des moyens de production et d'échange, l'autre en visant un but concret et immédiat, obéissent à un mobile identique, agissent dans l'intérêt d'une même classe. Le premier a pu faire abandon des conceptions marxistes, a pu passer de la phase révolutionnaire à la phase évolutionniste, il est toujours hanté par la notion du profit et sa pensée secrète reste de restituer au prolétariat la part de richesses dont il est, à ses yeux, chaque jour dépouillé. Comment donc pourrait-il s'opposer à l'action indépendante du monde ouvrier quand celui-ci trouve dans sa propre énergie le moyen de corriger à son avantage la répartition présente des produits du travail ? Comment cette action ne serait-elle pas bonne et justifiée, à quelque degré qu'elle fût poussée, tant que la spoliation demeurera possible ?

Pourtant, même aujourd'hui, le Socialisme ne se confond pas avec le Syndicalisme. Alors que ce dernier cherche à assurer uniquement à ses adeptes, dans toutes les circonstances qui mettent face à face employeurs et ouvriers, une rémunération plus élevée

ou des conditions plus stables, et tente de suppléer, par les méthodes que nous avons décrites précédemment, à l'infériorité stratégique des individus isolés, le Socialisme, par là même qu'il tend à s'affirmer comme force politique et qu'il est déjà détenteur d'une fraction de souveraineté, que sa puissance de rayonnement sur tous les partis est indiscutable, voit se multiplier les moyens mis à sa portée ; alors que les Trade Unions doivent procéder par voie d'ententes, si elles ne veulent courir les risques d'une lutte sans merci, il peut, lui, agir par voie d'autorité, modifier la situation de chacun comme producteur, comme consommateur ou comme simple détenteur de revenus. Mais cette diversité de moyens, il l'a mise jusqu'ici au service d'une même cause, celle que sert également le Syndicalisme.

Sans doute une action contraire lui est-elle pour l'heure interdite, car tant que le Socialisme, même exprimé politiquement, n'aura pas élargi ses bases, qu'il ne sera pas devenu une véritable méthode de gouvernement, qu'il n'aura pas subordonné dans la hiérarchie de ses préoccupations la suppression du profit à l'organisation collective opérée dans l'intérêt de tous, il ne pourra s'appuyer que sur la classe des travailleurs manuels, et quels que soient les torts de cette dernière, quelque déraisonnables que soient ses demandes, il ne pourra sans se l'aliéner et, sous un régime démocratique, sans risquer son existence même, tenter un effort de modération. L'indépendance du Socialisme est donc liée à son développement numérique et, par là même, à une modification de son aspect théorique qui le rende acceptable au plus grand nombre.

On remarque, il est vrai, que, sous sa forme présente, il est salué par des hommes qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière et qui personnellement auraient peut-être tout à perdre à son triomphe ; mais si ces derniers sont venus à lui, c'est justement parce qu'ils souffraient de ce défaut d'équilibre et de coordination, de cette négation systématique de toute harmonie et de toute mesure qui caractérisent une société où la concurrence s'exerce librement, et que leur souffrance était plus forte que les joies égoïstes que leur supériorité, dans un tel état, pouvait leur assurer. Quand, en Angleterre, un Morris ou un Wells se font les défenseurs ardents du Socialisme, qui donc pourrait croire que leur idéal de beauté ou d'intelligence se soit un instant confondu avec une répartition du profit différente de celle que nous connaissons, et que pour eux l'œuvre de demain se ramène au règlement d'une question de

salaires ? Ce que le premier demande, c'est que l'être humain puisse développer librement toutes les vertus sociales qui sommeillent en lui, qu'il cesse d'être l'esclave des nécessités économiques, que le plein épanouissement de son âme et de son corps soit son unique préoccupation, que le souci du lendemain soit oublié avec le souci de l'au-delà. Ce que le second exige, c'est que le sort de chaque génération ne dépende plus du caprice de la génération précédente, que l'ordre qu'a fait naître dans le domaine des choses le progrès scientifique des dernières années pénètre peu à peu dans le domaine moral. Mais le nombre de ceux qui, même avec de moindres capacités, se sont ainsi convertis au Socialisme est nécessairement restreint, et le temps est encore lointain où tous connaîtront le même oubli de soi en présence de l'idée.

Pour l'instant, le Socialisme devra, s'il veut s'étendre, s'il veut exprimer autre chose que la conception d'une minorité, tenir compte des intérêts propres des couches qu'il envahira — intérêts qui peuvent ne pas coïncider avec ceux que le Syndicalisme a pour unique mission de faire respecter. Son attitude envers ce dernier sera donc conditionnée par son désir d'extension. Or, toute la difficulté est là. Le Socialisme, politiquement constitué, peut-il, veut-il s'étendre ? Soutenu uniquement par des forces ouvrières — et cette vérité qui est relative sur le continent est absolue en Angleterre — consentira-t-il à les indisposer pour s'assurer en dehors d'elles un appui qui, sous sa forme présente, lui serait refusé, et qui, lorsqu'il aurait évolué, pourrait n'avoir pas la solidité requise ? On conçoit qu'à ce tournant il puisse hériter ; il doit choisir entre un champ étendu, où l'énergie et l'activité de ses chefs pourraient se donner libre cours, mais où il ne pourrait pénétrer qu'en se débarrassant de la plupart de ses attributs anciens — champ inexploré, au sol glissant, — et le petit enclos dans lequel il a vécu jusqu'ici et dont ses formules étaient les murailles. Peut-être la première solution ne prévaudrait-elle pas si le socialisme intégral devait prendre la responsabilité du choix, et si des contingents nouveaux qu'animent les mêmes tendances, qui eux aussi sentent la nécessité d'une réorganisation collective, mais dont les besoins immédiats ne se confondent pas avec ceux de la classe ouvrière, ne venaient à sa rencontre, ne lui infusaient une vie nouvelle, n'élargissaient ses horizons, et ne lui permettaient, par la suite, de prendre vis-à-vis du Syndicalisme une attitude indépendante.

Ce qui ne veut pas dire que le Socialisme, dès qu'il devient un

moyen de gouvernement, doive cesser de considérer comme la plus urgente la solution des problèmes qu'a soulevés le développement de la grande industrie. Lui qui vise à maintenir l'équilibre entre les différents facteurs économiques, ne peut qu'être frappé du fait que cet équilibre est brutalement rompu dès qu'en face des entrepreneurs ne se trouvent que des salariés isolés. De même que, lorsqu'il s'agissait de la concentration industrielle, il réservait ses faveurs aux formes d'entreprises qui, par leur constitution, parvenaient à assurer un maximum d'efficacité, de même, dans le cas présent, il doit considérer comme concourant à une autre de ses fins tous les groupements grâce auxquels chaque travailleur est capable de percevoir pour une même tâche une rétribution identique et grâce auxquels le montant de cette rétribution n'est plus fixé par le caprice tyrannique d'un seul, mais par un accord de toutes les volontés. Pourtant, il admettra qu'il est un point où même de tels accords deviennent illégitimes, où ils entraînent un ralentissement général dans la marche de l'évolution économique et font pâtir d'autres classes du sort desquelles il n'a pas le droit de se désintéresser. Par contre, lorsque les travailleurs n'auront pu, par leurs seuls moyens, parvenir à s'assurer les conditions d'emploi au-dessous desquelles il estime qu'aucun être humain ne doit descendre, son intervention se produira.

Mais l'action du Trade Unionisme, les méthodes qu'il a pu appliquer et dont nous avons donné un aperçu, ont apporté au Socialisme contemporain un précieux enseignement. Grâce à elles, il a pu se libérer des conceptions sur le salaire et sur la condition des classes ouvrières que lui avaient transmises l'école libérale, d'une part, le marxisme, de l'autre. Avant de décider ce qu'il y avait à faire, il a eu devant les yeux la preuve que quelque chose pouvait être fait. L'idée que, quelles que fussent les résistances des travailleurs, le montant du salaire se trouvait déterminé par des lois intangibles, l'idée qu'à mesure que le régime capitaliste irait se développant le prolétariat se verrait ôter toute chance d'obtenir plus que la maigre somme nécessaire à la satisfaction de ses besoins les plus impérieux, se trouvent aujourd'hui discréditées. Rien n'est plus instructif, rien ne montre mieux les progrès réalisés par le postulat le plus essentiel du Socialisme, à savoir que les lois dites naturelles peuvent être modifiées d'une façon permanente par les individus associés et, donc, par la Collectivité, que l'étude des variations de la doctrine anglaise sur la présente question.

VII

La théorie la plus ancienne est celle du Fonds de Salaires. Vulgarisée à partir de 1823 par Mc Culloch, reprise ensuite par Ricardo et John S. Mill, elle cherchait à établir que "les gages dépendent, à un moment quelconque, de la proportion qui existe entre le Fonds ou Capital destiné à leur payement et le nombre des ouvriers, ces derniers étant partout le diviseur, le capital partout le dividende".[1] Et pour que sa proposition n'eût pas l'air d'un truisme, l'auteur ajoutait que le capital considéré coïncidait avec la somme qui restait disponible après que l'on avait pourvu à l'achat des machines, des outils et de la matière première nécessités par l'état présent de l'industrie. Le Fonds de Salaires n'était donc pas invariable, il pouvait augmenter à mesure que l'épargne offrait à l'industrie des disponibilités plus larges, mais à *une époque considérée* il offrait à la classe ouvrière une masse inextensible :[2] certaines catégories de travailleurs pouvaient obtenir de leurs employeurs des conditions plus favorables, mais c'était fatalement au détriment d'autres catégories.[3] Dès lors, les grèves devenaient inutiles, le Contrat Collectif n'avait qu'une valeur illusoire, et les mesures d'intervention sociale se retournaient fatalement contre ceux qui croyaient en bénéficier. Il n'y avait plus de bonne ni de

[1] Article "wages" dans l'*Encyclopædia Britannica* (4e édition, 1823), reproduit avec addition dans : *A Treatise on the Circumstances which determine the Rate of Wages and the Condition of the Labouring Classes* (Londres, 1851).

[2] "There is supposed to be at any given instant a sum of wealth which is unconditionally devoted to the payment of wages of labor. This sum is not regarded as unalterable, for it is augmented by saving and increases with the progress of society ; but it is reasoned upon as at any given moment a predetermined amount. More than that amount it is assumed that the wage-receiving class cannot possibly divide among them ; that amount and no less they cannot but obtain. So that the sum to be divided being fixed the wages of each depend solely on the divisor, the number of participants". J. S. Mill. *Dissertations and Discussions.* (Londres, 1875), vol. IV, p. 43.

[3] "There is no use in arguing against any one of the four fundamental rules of arithmetic. The question of wages is a question of division. It is complained that the quotient is too small. Well, then, how many ways are there to make a quotient larger ? Two ways. Enlarge your dividend, the divisor remaining the same, and the quotient will be larger ; lessen your divisor, the dividend remaining the same, and the quotient will be larger". A. L. Perry. *Elements of Political Economy*, p. 123.

mauvaise législation,[1] de bon ni de mauvais patron, car en supposant que les entrepreneurs pussent, en pesant sur les gages, augmenter le taux de leurs profits dans une industrie, celle-ci serait immédiatement envahie par les capitaux disponibles, le besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire se ferait sentir, et, pour attirer de nouveaux travailleurs, on devrait procéder à un relèvement des salaires.

Et quand on objectait que, quand bien même il serait établi que le Trade Unionisme fût incapable d'améliorer la situation *présente* de ses membres, il pouvait du moins réserver l'avenir et lutter dans l'espoir d'une récompense lointaine, les économistes libéraux répondaient que les détenteurs actuels de capitaux étaient libres de déterminer l'emploi de leur avoir, de le consommer improductivement ou de le faire fructifier en le confiant à l'industrie ; or, plus le taux du profit serait élevé, plus les motifs d'accumulation s'accroîtraient et, par suite, plus le fonds de salaires, pour l'année qui suivrait, serait important.[2] Mais n'était-il pas évident que toute augmentation des salaires entraînerait une réduction correspondante des profits ? Ainsi, une fois encore, l'activité des travailleurs associés se retournerait contre eux. "Tôt ou tard, proclamait James Stirling, les lois

[1] Henriette Martineau écrit en 1833, avant sa conversion: "Mrs. Marcet is sorry to find that Mr. E. R. [omilly] and I are of the same opinion about the Factory Bill, and I am very glad. She ought to hold the same, namely that legislation *cannot* interfere effectually between parents and children in the present state of the labor-market. Our operations must be directed towards proportioning the labor and capital, and not upon restricting the exchange of the one for the other ; an exchange which *must* be voluntary, whatever the law may say about it. We cannot make parents give their children a half-holiday every day in the year, unless we also give compensation for the loss of the children's labor. The case of those wretched factory children seems desperate ; the only hope seems to be that the race will die out in two or three generations, by which time machinery may be found to do their work better than their miserable selves. Every one's countenance falls at the very mention of the evidence which has lately appeared in the papers" (*Harriett Martineau's Autobiography*, by Maria Weston Chapman ; Londres, 1877, vol. III, p. 87).

[2] "The motive for accumulation will diminish with every diminution of profit". Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation* (Londres, 1817) p. 136. — "The higher the rate of profit in any community, the greater will be the proportion of the annual savings which is added to capital, and the greater will be the inducement to save". *Westminster Review*, janvier 1826, article sur les effets du machinisme, par W. Ellis, cité par J. S. Mill (*Principles of Politic. Econom.* Livre IV, chap. IV, p. 441, édit. de 1865).

du Seigneur viendront à bout de toutes les obstructions humaines".[1] Si, au contraire, les ouvriers se montraient raisonnables, si le taux des profits pouvait s'élever, les capitalistes réduiraient leurs dépenses personnelles, s'intéresseraient à un plus grand nombre d'entreprises, et tout le monde serait finalement récompensé. " La politique des travailleurs ", écrit sans ironie un des derniers adeptes de la théorie du Fonds de Salaires, " devrait donc être de rendre la position des employeurs aussi plaisante et aussi profitable que possible, de mettre en pratique des procédés de séduction pour les décider à entrer dans les affaires, tout comme le boutiquier cherche à allécher le client et à lui faire franchir le seuil de sa boutique ". [2]

Ceux qui, d'ailleurs, avaient pu garder quelques doutes sur la futilité d'une modification volontaire et artificielle des salaires voyaient leurs espérances ruinées par le " Principe de Population " de Malthus. Cette fois, il ne s'agissait plus de Trade Unionisme. Quand bien même les patrons auraient, de leur plein gré, consenti à partager leurs bénéfices avec les salariés ou même à leur en abandonner la totalité, ces derniers n'auraient pas longtemps joui d'une telle libéralité, car la fécondité de l'être humain est toujours supérieure au nombre réel des naissances. Par prudence ou par nécessité, l'ouvrier en vient, en effet, à comprendre que sa seule chance d'améliorer son sort est de retarder la date de son mariage. Il se condamne à une stérilité volontaire, pour que la proportion qui existait entre le capital et le chiffre total des hommes de sa classe puisse augmenter. Mais si le taux des salaires venait, pour une raison quelconque, à hausser, la restriction apportée à l'instinct reproducteur se relâcherait immédiatement, les naissances seraient plus nombreuses et, finalement, quelle que fût la masse partageable, la part de chacun resterait identique à ce qu'elle était autrefois. Entre le Principe de Population et la Théorie du Fonds de Salaires, l'ouvrier était pris comme dans un étau. " Si donc, écrivait Stirling, une Union réussissait à supprimer toute concurrence, et parvenait ainsi d'une manière factice à élever les gages et à faire baisser les profits dans une industrie particulière, une double réaction tendait à restaurer l'équilibre naturel. Une population accrue ajoutait à l'offre de main d'œuvre, tandis qu'un fonds de salaires diminué restreignait la

[1] *Trade Unionism with remarks on the Report of the Commissioners on Trades Unions*, par James Stirling (Glasgow, 1869), nouvelle édition, 1889, pp. 26-27.

[2] T. S. Cree. *A Criticism of the Theory of Trades Unions* (Glasgow, 1891), p. 30.

demande. L'action combinée de ces deux principes devait, tôt ou tard, annihiler le pouvoir de toute organisation arbitraire, et rendre aux profits et aux gages leur niveau naturel. " [1] Et Cairnes ajoutait : " Contre ces barrières le Trade Unionisme s'écrasera en vain. Elles ne peuvent être ni enfoncées, ni tournées par aucune combinaison, quelque universelle qu'elle soit, car se sont les barrières plantées par la Nature elle-même. " [2]

Jusqu'en 1874, date de la publication de l'ouvrage de Cairnes, les économistes sont donc presque [3] d'accord pour refuser aux Associations Ouvrières toute valeur autre que celle de Sociétés de Secours Mutuels. Mais, à partir de cette date, un revirement complet se produit et la théorie de la Distribution relègue au rang de simples curiosités historiques celles du Fonds de Salaires et du Principe de Population. Tour à tour Marshall, Nicholson, Gonner, Mavor, Smart et Symes sont venus affirmer la possibilité pour les Unions bien dirigées d'exercer sur les salaires une action favorable à leurs membres.

C'est contre la théorie de Mc Culloch que portent surtout leurs critiques. Celle-ci leur paraît inacceptable pour la raison que la *notion même du fonds de salaires ne repose sur aucune réalité. Quel que soit en effet le montant des avances faites à l'ouvrier au cours d'une année*,

[1] James Stirling. *Trade Unionism*, p. 27.

[2] Cairnes. *Some Leading Principles of Political Economy newly expounded* (Londres, 1874) p. 338.

[3] " It is pointed out by Cannan, Taussig, and F. A. Walker, that the Wage Fund Theory was never accepted, to name only writers in English, by W. Thompson, R. Jones, T. C. Banfield, Montifort Longfield, H. D. Macleod, Cliffe Leslie, John Ruskin, or Thorold Rogers in our own country, or by Dr. Wayland, Amasa Walker, Bowen, Daniel Raymond, and Erasmus Peshine Smith in America. It was trenchantly attacked, not only by the Trade Unionists, the Christian Socialists, and the Positivists (see, for instance, T. J. Dunning's *Trade Unions : their Philosophy and Intention* (London, 1860), a work read and praised, but not heeded, by J. S. Mill ; J. M. Ludlow's *Christian Socialism* (London, 1851) ; and the admirable articles on Political Economy by Frederic Harrison in the *Fortnightly Review* for 1867), but also explicitly in the language of abstract economics by Fleeming Jenkin in March 1868, in an article in the *North British Review* (" Trade Unions : how far Legitimate "), and especially by F. D. Longe in 1866, in his *Refutation of the Wages Fund Theory of Modern Political Economy, as enunciated by Mr. Mill and Mr. Fawcett* (London, 1866). The well-known attack by W. T. Thornton, entitled *On Labour, its Wrongful Claims and Rightful Dues, its Actual Present and Possible Future* (London 1869) and the immediate recantation of the Wage Fund Theory by J. S. Mill, first really attracted economic attention to the subject. " Webb. *Ind. Democ.*, note 2, p. 618.

elles ne déterminent nullement le montant total de sa rémunération pour la même année. Jusqu'au moment de la moisson, le fermier ne peut sans doute pas distribuer à ses hommes plus qu'il n'a économisé sur le produit de la vente des derniers blés ; mais il a toute latitude pour leur accorder à la Saint Martin (date à laquelle prend généralement fin le contrat de louage) une quote-part du prix perçu pour la récolte qui vient de s'achever. Rien ne serait plus inexact que de s'imaginer que les travailleurs soient nourris pendant une année entière à l'aide d'une somme fixe, précédemment accumulée. Ce qui est vrai, c'est qu'il leur est accordé chaque semaine, parfois chaque jour, une fraction de la valeur du produit qu'ils ont créé et qui vient d'être transformé en numéraire sur le marché. Les ouvriers ressemblent aux actionnaires d'une grande entreprise, dont le dividende, proportionnel au chiffre des affaires, ne saurait être évalué au début de l'exercice social, mais seulement à la fin de ce dernier — après inventaire. Ainsi le salaire individuel n'apparaît plus comme le résultat de la division d'un capital invariable par le nombre des participants, mais bien comme celui du partage entre l'entrepreneur et l'ouvrier de la plus-value obtenue par la vente d'un produit. Ce résultat, nul ne peut le prévoir : il dépend de la volonté des parties. [1]

Tel est l'aspect statique de la question, et déjà nous pouvons affirmer que l'action du Trade Unionisme n'est pas inefficace. Aussi les adeptes de la théorie du Fonds de Salaires n'ont-ils plus insisté après cette première défaite que sur l'aspect dynamique, que nous connaissons déjà. En admettant que les travailleurs pussent obliger les industriels à leur accorder pour l'avenir des gages plus élevés, leur victoire ne saurait être que momentanée ;

[1] Il est curieux de noter que c'est J. S. Mill qui a exprimé avec peut-être le plus de force cette objection contre la théorie du Fonds de Salaires, dont il avait été pendant longtemps partisan : " There is no law of nature making it inherently impossible for wages to rise to the point of absorbing, not only the funds which (the employer) had intended to devote to carrying on his business, but the whole of what he allows for his private expenses beyond the necessaries of life... In short, there is abstractedly available for the payment of wages, before an absolute limit is reached, not only the employer's capital, but the whole of what can possibly be retrenched from his private expenditure, and the law of wages on the side of demand amounts only to the obvious proposition that the employers cannot pay away in wages what they have not got... The power of Trade Unions may, therefore, be so exercised as to obtain for the laboring classes collectively both a larger share and a larger positive amount of the produce of labor. " *Fortnightly Review*, Mai 1869 ; *Dissertations and Discussions*, vol. IV, pp. 46, 48.

car, les profits baissant, le mobile qui pousse les possesseurs de capitaux à épargner diminue de puissance. Les employeurs, ne pouvant se procurer les fonds dont ils ont besoin, ralentissent la production et, par suite, un grand nombre d'ouvriers se trouvent privés d'emploi tant que leurs camarades persistent dans leurs prétentions primitives.

Mais, même reprise sous cette forme, la théorie reste inacceptable. Il est, d'abord, malaisé de prouver que l'action des Associations ouvrières entraîne nécessairement une diminution du profit ; nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de revenir sur ce point. Puis l'école de Mc Culloch confond assez étrangement les deux notions d'intérêt et de profit qui sont indépendantes. Elle semble oublier que l'accroissement des salaires peut correspondre à une baisse dans les bénéfices de la classe des entrepreneurs sans que la classe des capitalistes, qui exige un revenu fixe, ait à souffrir de ce changement. Enfin, elle ne s'aperçoit pas qu'elle n'émet qu'une simple hypothèse quand elle affirme que seule l'élévation de l'intérêt peut favoriser l'accumulation du capital productif.

Deux siècles avant Ricardo, Sir Josiah Child faisait remarquer que le taux très bas de l'intérêt dans les Pays-Bas expliquait la prospérité commerciale de ce pays. " Là, au contraire, où le taux est élevé " écrivait-il dans son *New Discourse of Trade* " les marchands, quand ils ont acquis de grandes richesses, quittent les affaires et prêtent leur argent à intérêt, s'assurant ainsi un gain facile, certain et considérable ; tandis que, dans les autres pays ou le taux de l'intérêt est plus bas, ils poursuivent leur négoce de génération en génération et s'enrichissent en même temps qu'ils enrichissent l'État. " [1] Mais ce qui est vrai du marchand l'est aussi de la classe non commerçante. Si cette dernière épargne, c'est, malgré quelques exceptions, bien moins pour obtenir tout de suite une rémunération élevée que pour s'assurer une vieillesse heureuse, pour se mettre à l'abri des risques de maladie, pour pouvoir éduquer et, plus tard, établir ses enfants. [2] Plus le taux de l'intérêt sera bas, plus

[1] *A New Discourse of Trade*, 2e édit., (Londres, 1694), p. 8, cité dans Marshall, *Principles of Economics*, Livre IV, ch. VII, p. 316 (3me édit., Londres, 1895).

[2] Marshall ajoute dans *The Economics of Industry* " Again, as Mr. Sargant has pointed out, if a man has decided to go on working and saving till he has provided a certain income for his old age, or for his family after his death, he will find that he has to save more if the rate of interest is low than if it is high. Suppose, for instance, that he wishes to provide an income of £400 a year on which he may retire from business, or to insure £400 a year for his wife and children

son effort d'abstinence sera prolongé et plus les capitaux confiés par elle à l'Etat, aux Municipalités ou à l'industrie privée seront considérables. Les mêmes soucis seront ignorés de ceux qui jouissent d'une fortune exceptionnelle, mais une raison différente fera qu'ils ne tiendront pas compte des variations dans le taux de l'intérêt. " L'accumulation automatique des Rotschilds ne dépend nullement du tant pour cent que ces millionnaires s'attendent à obtenir pour leur nouveau capital, mais de l'excédent de leur revenu sur leurs habitudes courantes de dépense. " [1]

Ce que le capital recherche avant tout, c'est la sécurité dans les placements qu'il opère [2] : cette sécurité, il la trouve là où travailleurs et entrepreneurs ont su former des ententes durables. Loin donc de se montrer hostile au Trade Unionisme, la partie de la classe possédante qui reste étrangère à la direction des affaires devrait lui venir en aide. Grâce à lui la vie matérielle et morale de l'ouvrier se trouve améliorée, grâce à lui la situation politique d'une nation se trouve stabilisée, grâce à lui toute chance de révolution recule. Mais le capital n'est pas seul sensible à ces avantages ; les entrepreneurs qui veulent faire œuvre permanente, les véritables capitaines d'industrie, qui ont besoin pour livrer bataille de troupes satisfaites et disciplinées, peuvent y trouver leur compte.

La théorie du " Principe de Population ", en apparence plus acceptable, parce que plus humaine, moins mécanique que la théorie du Fonds de Salaires, semble pourtant avoir perdu toute faveur chez les économistes du dernier quart du XIXe siècle. L'erreur fondamentale de Malthus et de Ricardo vient de ce qu'ils ont toujours raisonné comme si toute fluctuation dans les gages signifiait plus ou moins de pain pour la famille de l'ouvrier. [3] Ils n'ont jamais songé que

after his death : if then the current rate of interest is 5 per cent, he need only put by £8.000 or insure his life for £8.000 ; but if it is 4 per cent, he must save £10.000 or insure his life for £10.000." p. 137. Il est vrai que l'auteur fait, par la suite, une distinction assez subtile entre la continuité de l'épargne et le désir nouveau d'épargner. Notons qu'Adam Smith avait exprimé une opinion similaire en ce qui concerne le profit. " The high rate of profit seems everywhere to destroy that parsimony which in other circumstances is natural to the character of the merchant. When profits are high that sober virtue seems to be superfluous, and expensive luxury to suit better the affluence of his situation." *Wealth of Nations* (Londres, 1776), Livre IV, chap. VII, p. 276, édit. Mc Culloch.

[1] Webb, *Ind. Democ.*, p. 625. Cf. Smart, *Studies in Economics*. " As the rate of interest falls the motive of the richer classes to save rather than to consume grows stronger." p. 297.

[2] Cf. Marshall, *Economics of Industry*, p. 135.

[3] Cf. Webb, *Ind. Democ.*, p. 633.

celui-ci ne donnait pas nécessairement au supplément perçu la forme d'un excédent de vivres, que le problème était purement psychologique, que seul le travailleur condamné aux besognes les plus grossières, ne connaissant que les plaisirs matériels, se décidera pour cette première alternative et sera tenté, par la suite, de procréer autant d'êtres qu'il en pourra nourrir ; mais que l'artisan plus cultivé, plus raffiné dans ses goûts, jouissant déjà d'un certain confort, sensible à la beauté aussi bien qu'à l'utile, consacrera ses ressources additionnelles à l'acquisition des mille objets qui donnent à la vie plus de relief et de douceur, objets qui ont peut-être au début le caractère d'un luxe, mais qui deviennent peu à peu autant de nécessités. Ainsi la satisfaction de désirs personnels, les jouissances égoïstes et élevées imposent silence, surtout aux époques où les salaires sont hauts, aux instincts reproducteurs. La tradition d'une existence plus large va se transmettant de génération en génération. L'ouvrier refuse de fonder une famille dès qu'il doit renoncer aux habitudes acquises. Loin donc d'agir dans le sens indiqué par Malthus, chaque augmentation de salaire, en multipliant les besoins des travailleurs, tend à restreindre le nombre des naissances.

Bien qu'aucune enquête d'ensemble sur la relation qui existe entre les salaires et le nombre des naissances n'ait été effectuée, il n'en est pas moins certain que le taux de la natalité décroît en Angleterre depuis 1877, tandis qu'au contraire le taux des salaires [1] et le chiffre de l'enrichissement général du pays suivent un mouvement ascendant. Mais si les statisticiens ne peuvent nous donner qu'une impression générale, [2] les bilans de certaines Sociétés de Secours

[1] "It is unnecessary to say very much about the general rise in money wages which has taken place since 1837. There seems no reason to doubt, *so far as concerns the male worker*, the general accuracy of Sir Robert Giffen's conclusion that the rise in nearly all trades has been from 50 to 100 per cent. In some of the building trades, for instance, wages have in certain localities actually doubled during the present century. The son of a carpenter in Scotland told me that he remembered his father, about 1850, regularly bringing home 34/6 as his wage— not for one, but for four weeks' work, the system of monthly pays not yet having been abolished... Even in Glasgow the minutes of the energetic Joiners' Union show that it was fighting hard between 1833 and 1837 to get a standard rate of 21/- per week, as against 36/ — at the present day." Sidney Webb. *Labor in the Longest Reign*, Fabian Tract No. 75, p. 3.

[2] "After the researches of Quetelet in Brussels, Farr in London, Schwabe in Berlin, Villermé and Benoison de Chateauneuf in Paris, it is no longer possible to doubt that the maximum of births takes place among the poorer class, and that poverty itself is an irresistible inducement to an abundant and disordered birth-rate." *Population and the Social System*, F. Nitti, (Londres, 1894) pp. 153-162.

Mutuels nous apportent des informations précises et concluantes. La plus importante d'entre elles, la Hearts of Oak Friendly Society compte actuellement 272.000 membres. Personne n'y est admis s'il ne justifie recevoir un salaire hebdomadaire égal ou supérieur à 24 shellings. Elle ne comprend donc, avec un certain nombre de petits boutiquiers, que l'élite de la classe ouvrière ; parmi les nombreux avantages qu'assure cette société, le plns remarquable est peut-être un secours de 30 shellings payé pendant la grossesse des femmes des membres. Or, si de 1866 à 1880 les demandes de ce secours spécial montèrent de 21.70 à 24.72 %, de 1880 à 1904 elles baissèrent de 24.72 à 11.67 % (l'âge moyen des membres étant toujours de 34 à 36 ans). Mêmes résultats pour la Royal Standard Benefit Society. Il est donc prouvé que le taux des naissances est infiniment plus bas chez les travailleurs qui jouissent d'un certain bien-être que chez les autres, car si de 1880 à 1904 les 280.000 familles affiliées aux Sociétés ci-dessus mentionnées s'étaient conformées aux taux ayant cours dans le pays tout entier, elles auraient donné le jour à 58.000 au lieu de 32.000 enfants. [1]

VIII

La théorie du Fonds de Salaires et le Principe de Population ont fait place à la théorie de la Distribution qu'a contribué à créer le professeur Marshall, d'Oxford, et qui est elle-même apparentée à celle de l'Utilité Finale de l'Ecole Autrichienne.

A la base se trouve l'affirmation que les salaires, l'intérêt, le profit, la rente elle-même, dépendent tous " non du montant du capital social, mais de celui du revenu que produisent le capital et le travail appliqués aux ressources naturelles du pays, revenu matériel ou immatériel, comprenant des services de toute nature et qui constitue le Dividende National. " [2] Plus ce dividende sera élevé, plus (toutes autres choses demeurant égales) la part de chaque producteur se trouvera accrue.

Sur quelle base sera répartie cette masse où puisent à la fois ouvriers, entrepreneurs, propriétaires fonciers et capitalistes ? Il faut d'abord remarquer que la production d'un objet quelconque se poursuit jusqu'au moment où la demande et l'offre se trouvent en équilibre,

[1] V. Webb, *The Decline in the Birth Rate*, Fabian Tract. No. 131, p. 7.

[2] Professor Alfred Marshall, *Principles of Economics* (Londres, 1895), Livre VI, chap. I, pp. 588. 591. 509 et chap. IX, p. 705.

ou si l'on veut jusqu'au moment où, l'offre demeurant constante, les *dernières* demandes se trouvent satisfaites.[1] Pourtant, les agents qui y contribuent, terre, machines, facteur humain sont eux-mêmes inégalement féconds, inégalement efficaces, inégalement habiles. Si plusieurs d'entre eux se mettent en action par suite de l'étendue de la demande, immédiatement le phénomène de la rente apparaît. Les meilleures terres bénéficient de la rente foncière ; les possesseurs du meilleur outillage et les travailleurs les mieux doués bénéficient de la rente de capacité(Rent of Ability).[2] Mais, si la concurrence est absolue, une autre tendance, aux effets contraires, se fait jour.[3] A mesure que les premières demandes, les plus impérieuses, se trouvent satisfaites, l'utilité de chaque produit ou de chaque producteur se trouve diminuée, et il vient un point où producteurs et produits *ne possèdent plus que l'utilité marginale, celle au delà de laquelle leur emploi serait considéré comme non profitable.*

Or, c'est cette utilité marginale qui est la mesure de la recompense accordée à chaque *catégorie* d'agents. Ce n'est ni l'ouvrier indispensable, ni la portion de capital dont on ne saurait se passer qui fait loi : c'est, au contraire, celui dont on hésite à s'assurer les services ou celle que l'on engage dans le dernier emploi rémunérateur. Les travailleurs ne peuvent donc espérer, s'ils luttent les uns contre les autres, voir proportionner leur salaire à leur utilité personnelle. La valeur de l'ensemble de leurs services peut être immense, les consommateurs peuvent être disposés à payer un prix beaucoup plus élevé que le prix courant plutôt que de se priver de ceux-ci : peu importe, tous dépendent de l'*homme marginal*.[4] Car, de même que dans l'exemple classique des seaux d'eau, c'est le seau qui sert à laver la cour de ferme qui détermine la valeur de celui auquel on puise pour calmer une fièvre brûlante, de même les travailleurs sans lesquels une contrée serait réduite à la famine doivent accepter les mêmes gages que ceux que l'on a peut-être embauchés par pitié.[5] Si donc la classe ouvrière ne sait mettre un

[1] [2] [3] Professor Alfred Marshall, *Principles of Economics* (Londres, 1895), Livre VI, chap. I, pp. 588, 591, 509 et chap. IX, p. 705.

[4] " The wages of every class of labor tend to be equal to the produce due to the additional labor of the marginal laborer of that class ". Marshall. *Principles of Economics*. Livre VI, ch. I, p. 584.

[5] Bien avant Marshall, Thünen dans : *Der Isolirte Staat* avait démontré " que le produit fourni par le dernier ouvrier engagé est la norme du salaire de tous les ouvriers ". (Andler. *Les Origines du Soc. d'Etat en Allemagne*, p. 434). Mais cet état lui apparaît comme définitif et idéal. Mr. Andler critique la théorie de

terme à la concurrence de ses membres entre eux, si elle ne place l'homme marginal, en veillant à l'application de la Règle Commune, sur un pied d'égalité parfaite avec ses compagnons, jamais elle ne pourra profiter, dans son ensemble, d'un accroissement dans la valeur totale de ses services. Seuls les détenteurs de rentes ou de quasi-rentes, d'une part, les consommateurs, de l'autre, bénéficieront de l'excès de l'utilité réelle sur l'utilité marginale ." C'est eux qui, grâce à la loi de substitution, rognent et égalisent les revenus des salariés et des capitalistes chaque fois que, dans des cas particuliers, ceux-ci s'élèvent au-dessus de l'équivalent de l'usage marginal. " [1]

Le salaire de l'homme marginal devenant le salaire normal de sa catégorie et, en supposant que chacun puisse passer d'une industrie à l'autre, celui de la classe ouvrière tout entière, il est très important pour ladite classe qu'il soit aussi élevé que possible. Or, il serait vain de chercher à déterminer à l'avance et *in abstracto* ce que peut être la rémunération de l'homme marginal. Sa position est, en effet, déterminée par le jeu de l'offre et de la demande ; elle dépend du résultat du marché où employeurs et ouvriers se rencontrent, c'est-à-dire de leur force respective et de la possibilité pour chacun de *différer la vente ou l'achat*. Dès 1870, Fleeming Jenkin avait montré que l'ouvrier qui, au moment de la rédaction du contrat individuel de travail, se trouve dans l'impossibilité de marchander, est dans la position du banqueroutier dont les biens sont adjugés aux enchères sans qu'il puisse intervenir, [2] et le Professeur Edgeworth écrivait dix ans plus tard que, si sur un marché composé

Thünen, non parce que, dans sa rigidité, elle ne tient pas compte de la réaction des travailleurs, mais parce qu'elle est incompatible avec l'idée de justice. " Or il faut que dans la république juste, où les travailleurs sont solidaires à la besogne, ils aient des droits égaux dans la répartition. Si le concours du dernier ouvrier est nécessaire pour produire ce que réclame le besoin social, le salaire naturel de chacun n'est pas le produit médiocre qui récompense l'effort des derniers venus. Ce doit être une moyenne arithmétique de tous les produits." *Op. cit.*, p. 442.

[1] Webb. *Ind. Democ.*, p. 645.

[2] " The case of the laborer who does not bargain as to his wages... is the case of a forced sale, as at a bankruptcy, and of any other sale by auction without a reserved price... The knowledge that goods must be sold, that, in fact, there is no reserved price... at once lowers the demand curve while it raises the supply, and by a double action lowers the price... Both in a given market and on an average of years, the power of bargaining will enable a seller to obtain higher prices [than without that power] ". Fleeming Jenkin. " Graphic Representation of the Laws of Supply and Demand " dans *Recess Studies* (Edimbourg, 1870), pp. 173-175.

de maîtres et de serviteurs en nombre égal, les uns et les autres traitaient, soumis à la seule condition que chaque maître n'emploierait qu'un homme et que chaque homme ne servirait qu'un maître, *il n'y aurait pas lieu qu'à un arrangement unique*, fixé par une sorte de loi naturelle et qu'on aurait pu prévoir si l'on avait connu les prétentions exactes des parties, mais à une infinité d'ententes, dont la réussite dépendrait de la maîtrise des contractants dans l'art du marchandage et de mille circonstances fortuites.[1] Pourtant il est probable que, quelle que soit l'indécision sur le résultat final, ce résultat sera défavorable au serviteur qui se trouve isolé ; le maître sait, en effet, que livré à ses seules ressources, il sera contraint de traiter.

Mais dès que les travailleurs, y compris l'homme marginal, sont capables de s'associer, de décider en commun qu'ils ne traiteront pas au-dessous d'un prix donné, il devient plus difficile encore qu'auparavant d'envisager à l'avance ce qui se passera sur le marché. La plus-value que reçoit chaque industrie, appelée par Marshall quasi-rente, et qui est faite de la différence entre le prix de vente et les frais de production des marchandises, va se trouver répartie entre employeurs et employés dans une proportion tout d'abord indéterminable.[2] Si les seconds sont unis, s'ils ne se contentent pas de ce qui leur est proposé et s'ils

[1] " Suppose a market consisting of an equal number of masters and servants, offering respectively wages and service, subject to the condition that no man can serve two masters, no master employ more than one man ; or suppose equilibrium already established between such parties to be disturbed by any sudden influx of wealth into the hands of the masters. Then there is no determinate, and very generally [no] unique arrangement towards which the system tends under the operation of, may we say, a law of Nature, and which would be predictable if we knew beforehand the real requirements of each, or of the average dealer ; but there are an indefinite number of arrangements *à priori* possible, towards one of which the system is urged, *not* by the concurrence of innumerable (as it were) neuter atoms eliminating chance, but (abstraction being made of custom) by what has been called the Art of Bargaining—higgling dodges and designing obstinacy, and other incalculable and often disreputable accidents ". F. Y. Edgeworth, *Mathematical Psychics* (Londres, 1881), p. 46.

[2] " If the employers in any trade act together and so do the employed, the solution of the problem of wages becomes indeterminate. The trade as a whole may be regarded as receiving a surplus (or quasi-rent) consisting of the excess of the aggregate price which it can get for such wares as it produces, over what it has to pay to other trades for the raw materials, etc., which it buys ; and *there is nothing but bargaining to decide the exact shares in which this should go to employers and employed* ". *Economics of Industry*, p. 341.

prouvent surtout qu'ils peuvent ne pas s'en contenter, il y a toute probabilité que les conditions sur lesquelles l'accord se fera seront suffisamment équitables et ne consacreront la défaite d'aucun des adversaires. Dès 1869, John Mill écrivait que " rien, si ce n'est une étroite combinaison, ne peut donner aux employés une chance de succès dans leurs contestations avec les employeurs. "[1] Depuis, cette opinion semble avoir prévalu chez la majorité des économistes. Sidgwick,[2] Edgeworth,[3] Taussig[4] viennent affirmer que non seulement l'action du Trade Unionisme est utile, parce qu'elle fait du contrat de travail quelque chose de vraiment bilatéral, de préalablement indéterminé au lieu d'en faire l'enregistrement des décisions d'une volonté unique, mais que cette action, si elle s'exerce avec mesure, ne saurait être préjudiciable aux catégories d'ouvriers non directement intéressées.

IX

Le Socialisme, à quelque époque qu'on l'envisage, apparaît comme une doctrine de justice sociale ; d'autre part, loin de vouloir amoindrir l'individu, il cherche à donner à ses facultés leur plein développement. Sans doute, les mobiles désintéressés ne sont pas inopérants, sans doute la notion du bien commun est, quand elle est suffisamment cultivée, génératrice d'actions qui, par leur éclat, peuvent dépasser toutes les autres ; mais, néanmoins, dans les opérations concrètes et effacées de la vie de chaque jour, dans cette segmentation des capacités humaines qu'entraîne la division du travail, le seul stimulant sur lequel on puisse tabler est encore celui d'une récompense équitable ; or, pour avoir ce caractère de justice, celle-ci doit être déterminée d'après certains principes universellement acceptés. Il est vrai que, sous l'empire du besoin, le salarié peut se contenter d'une rémunération inférieure. On sait que contre

[1] *Fortnightly Review*. Mai 1869.

[2] " Combination is, in fact, the only way by which the poor can place themselves on a par with the rich in bargaining ". H. Sidgwick. *Elements of Politics*, ch. XXVIII, sec. 2, p. 579 (Londres, 1897).

[3] " Combination tends to introduce or increase indeterminateness ; and the final settlements thereby added are more favorable to the combiners than the final settlements previously existing ". Edgeworth. *Mathematical Psychics*, p. 43.

[4] " It is safe to say that in concrete life it happens very rarely, probably never that a specific rise in wages, secured by strike or trade union pressure or simple agreement, can be shown to bring any off-setting loss in the wages of those not directly concerned ". *Wages and Capital*, par F. W. Taussig (Londres, 1896), p. 103.

cette solution, l'Individualisme ne trouve aucune raison de protester. Pour lui le salaire ne saurait être injuste, à quelque niveau qu'il monte ou qu'il descende, car il ne fait qu'obéir au jeu des lois économiques. Pour lui il n'y a pas de salaire idéal auquel les salaires présents puissent être comparés. Il demande seulement que la loi assure à l'ouvrier la possession paisible de ce revenu que ni sa volonté ni celle de la Collectivité ne contribuent à fixer. L'état de droit n'est ainsi que la consécration de l'état de fait ; il ne se présente jamais comme une réaction consciente contre le mécanisme de la distribution.

Le Socialisme part, au contraire, de données sinon abstraites, du moins réfléchies. Chez lui l'état de droit est subordonné à une notion primaire, qui se modifie en apparence à mesure que la science économique progresse, mais qui n'est jamais que le rayonnement d'une même idée : celle de justice. C'est en s'inspirant d'elle qu'il modèle le monde extérieur, laissant librement s'exprimer les tendances qui s'y conforment, détournant ou annihilant celles qui s'y opposent.

Quand donc nous voulons étudier la position du Socialisme en matière de salaires, c'est toujours à cette idée de justice qu'il nous faut revenir. C'est d'elle, en somme, que procédait le Marxisme quand, après avoir montré que toute valeur était travail, il déclarait que le travail seul devait entrer en possession du profit. Tant que l'ouvrier se voyait privé d'une parcelle, si mince fût-elle, de ce dernier, le problème social n'était pas résolu : il ne pouvait l'être que par une interversion révolutionnaire des rôles, les expropriés devenant les expropriateurs. Et c'est pourquoi Marx ne voyait de possibilité d'existence pour le Socialisme qu'après un bouleversement total.

Aujourd'hui les circonstances ont changé. La notion de la valeur-travail se trouve presque universellement abandonnée ; la valeur apparaît comme quelque chose d'extérieur au produit lui-même, comme l'émanation du désir social ; elle colore les objets ; elle a sa source dans la volonté ou dans les appétits de la Communauté ; elle est, comme ces derniers, essentiellement instable, volatile ; et, de plus en plus, nous voyons la Collectivité, surtout lorsqu'il s'agit d'un bien durable et fixe comme la terre, émettre la prétention de reprendre ce qu'elle a créé. Ainsi a pris naissance la théorie de " la plus-value non gagnée " (unearned increment). En outre, la Rente est considérée, non comme un attribut de la propriété foncière, mais

comme un phénomène d'ordre général : en ce qui concerne l'industrie, il résulte de l'inégalité des entreprises, de la situation des lieux sur lesquels elles sont érigées, [1] de la force motrice que la nature a pu mettre gratuitement à leur disposition, toutes choses qui restent indépendantes de la volonté des travailleurs et dont ils ne sauraient prétendre tirer profit. Quel est le socialiste qui proposerait aujourd'hui qu'une Compagnie de Chemins de Fer accordât aux employés d'une même catégorie une rétribution variant avec le nombre des voyageurs transportés sur chacune des lignes où ils auraient leurs occupations ?

L'idée de justice ne peut donc plus être satisfaite par un plan de réorganisation qui proportionnerait la récompense de l'ouvrier à la valeur du produit. C'est pourquoi le Socialisme contemporain semble vouloir rompre le lien qui associait le sort de l'homme à celui de la chose. Désormais ce salaire sera juste qui, tout en tenant compte de l'effort fourni, assurera au bénéficiaire une vie décente, une participation réelle aux bienfaits que les progrès de la civilisation mettent à sa portée. C'est de ce principe intangible que dépendra le droit pour une industrie de continuer à exister ; c'est à lui que devra se soumettre le consommateur dans sa recherche du bon marché, lorsqu'un objet ne pourra trouver acquéreur qu'à un prix incompatible avec des conditions de vie normales pour l'ouvrier qui l'aura fabriqué. Ainsi donc, en attendant que la reprise de tous les instruments de production par la Collectivité devienne — ce dont nous devons douter — chose possible, l'industrie privée sera soumise, si le Socialisme peut faire prévaloir ses vues, à une double obligation : elle devra être efficace, elle devra assurer à ceux qu'elle emploie un salaire jugé socialement satisfaisant.

Mais il n'est pas indifférent de savoir si le second but ne peut être atteint que par l'action autoritaire de l'État ou si, au contraire, les intéressés sont capables de faire respecter eux-mêmes leurs droits. De ce qui précède nous déduirons que les salaires organisés en

[1] Mr. Bernard Shaw écrit spirituellement dans *The Impossibilities of Anarchism* : " Your takings depend, not on yourself, but on the number of people who pass your window per hour. At Charing Cross or Cheapside fortunes are to be made ; in the main street at Putney one can do enough to hold up one's head ; further out, a thousand yards right or left of the Portsmouth Road, the most industrious man in the world may go whistle for a customer, " (Fabian Tract No. 45).

Unions peuvent rétablir l'équilibre sur le marché du travail, peuvent empêcher que les conditions générales d'emploi dépendent de l'homme marginal, peuvent, en insistant sur l'observation de la Règle Commune, interdire à l'entrepreneur de profiter des défaillances de chaque individu. Mais la Règle Commune n'est-elle elle-même qu'une formule abstraite, qu'une sorte de moule dans lequel le métal n'a pas encore été coulé ? Quand on dit que les Trade Unions veillent à ce que ceux de leurs membres qui appartiennent à une même classe soient également rétribués — et signent en conséquence des contrats collectifs ou font appel à la loi — on n'a pas encore effleuré la question principale : *Quel doit être, d'après l'opinion ouvrière, le montant de la rétribution ?* Les prétentions des Unions oscillent-elles selon les circonstances ou, au contraire, sont-elles inspirées par un idéal sur lequel ces dernières n'ont aucune prise ? Le Socialisme admet, après l'expérience des dernières années, que les travailleurs peuvent améliorer leur sort par leurs propres efforts ; mais, ce faisant, opèrent-ils empiriquement, se soumettant à la mauvaise fortune de leur industrie et tirant parti de la bonne, ou au contraire ont-ils, comme lui, devant les yeux une claire notion de justice, dont insensiblement ils cherchent à se rapprocher ?

X

On peut affirmer sans crainte que les Unions commencent à adopter à l'heure présente, en ce qui concerne les salaires, le point de vue socialiste. La doctrine du " living wage " gagne sans cesse du terrain et a pour elle l'avenir. Mais cette doctrine s'est constituée lentement : ce n'est qu'à partir de 1889 qu'elle a véritablement inspiré la politique de certaines Associations, et qu'elle a fait reculer la doctrine des Intérêts Acquis et celle de l'Offre et de la Demande, auxquelles le Socialisme, pour des raisons différentes, ne saurait souscrire.

La doctrine des Intérêts Acquis repose sur l'affirmation que tout salarié qui s'est élevé au dessus du rang de travailleur non spécialisé (unskilled) doit être considéré comme possédant un véritable monopole, et que personne n'est en droit d'intervenir pour rendre sa situation pire [1] ; l'Union à laquelle il appartient doit donc

[1] Les ouvriers sont surtout frappés de la protection légale dont jouissent les professions libérales et procèdent par analogie : " The youth who has the good fortune and inclinations for preparing himself as a useful member of society

veiller à protéger l'industrie qui l'occupe contre l'intrusion de nouveaux venus non qualifiés ; elle doit aussi veiller à ce que la technique de la production ne soit pas modifiée de telle sorte que l'on puisse faire appel à tous les concours. Doctrine non de progrès, mais de continuité et de conservatisme social, qui possède de puissantes racines psychologiques, oppose le besoin de sécurité au besoin d'innovation, étend, en somme, au travail les motifs qui justifient le droit de propriété [1] et qui expliquent aussi la prétention du fermier anglais ou irlandais quand celui-ci demande à la loi de rendre son bail moins précaire. [2] Doctrine qui convient parfaitement à une société à l'état statique, hiérarchisée, où les fonctions sont définies, où les métiers, figés et pittoresques, peuvent facilement empêcher les empiétements réciproques, où chacun n'a d'autre ambition que de ne pas déchoir, où les salaires de même que les revenus semblent suffisants pourvu qu'ils ne soient pas inférieurs aux salaires ou aux revenus du jour précèdent. Mais doctrine inapplicable dès que de jeunes énergies se font jour, dès que les conditions modernes d'exploitation égalisent les capacités, dès que la division des tâches et l'intégration nous font assister à un perpétuel chevauchement d'une industrie sur l'autre, dès que le " droit au travail " de l'ouvrier non-spécialisé apparaît menaçant, dès, surtout, que la volonté collective de la nation est assez forte pour s'imposer aux volontés particulières et pour laisser entendre qu'elle ne peut consentir à voir stéréotyper, pour le bénéfice de certains, l'ordre économique

by the study of physic, and who studies that profession with success so as to obtain his diploma from the Surgeons' Hall, or the College of Surgeons, naturally expects in some measure that he is entitled to privileges to which the pretending quack can lay no claim ; and if in the practice of that useful profession, he finds himself injured by such a pretender, he has the power of instituting a course of law against him. Such are the benefits connected with the learned professions. But the mechanic, though he may expend nearly an equal fortune, and sacrifice an equal portion of his life, in becoming acquainted with the different branches of useful mechanism, has no law to protect his privileges. It behoves him, therefore, on all reasonable grounds, and by all possible means, to secure the advantages of a society like this to himself ". *Rules and Regulations to be observed by the Members of the Journeymen Steam Engine and Machine Makers' and Millwrights' Friendly Society* (Glasgow, 1845).

[1] " To the economists and statesmen of the time the protection of the vested interests of each class of tradesmen appeared a no less fundamental axiom of civilised society than the protection of property in land or chattels ". Webb, *Ind. Democ.*, p. 565.

[2] Cf. Webb. *Ibid.*, p. 567.

d'une époque, à voir tenir la démocratie tout entière à l'écart des sources de la richesse publique.[1]

Individualistes et socialistes se trouvent donc d'accord pour condamner sous sa forme absolue la doctrine des Intérêts Acquis, et les Unions se sont elles-mêmes rendues à l'évidence. Les cas sont rares où la limitation du nombre des apprentis, l'exclusion des hommes " illégaux " sont encore exigées ; ils existent pourtant, et nous avons vu comment certains esprits attardés se montrent hostiles à l'application de la Règle Commune, la véritable raison d'être de l'Unionisme moderne. Ils forment dans le vaste monde du travail un petit monde à part, une minuscule société où règnent, nous assurent les Webb, une dignité paisible, une courtoisie grave, un respect excessif des droits et des sentiments de chacun : peut-être un jour trouveront-ils leur Dickens, peintre attendri des choses condamnées qui ne veulent pas mourir.[2]

La doctrine de l'Offre et de la Demande inspire, sans conteste, les Unions de 1843 à 1880. Elle assigne à l'action collective le même rôle que celui qui revient à l'action individuelle sous un régime de concurrence absolue. Chaque Union doit, en englobant la totalité des ouvriers d'une certaine profession, être capable de faire profiter ses membres de tout accroissement de prospérité dans l'industrie considérée. A l'exclusivisme de la doctrine des Intérêts Acquis succède un inclusivisme aussi absolu. Il faut que l'Union veille à ce qu'aucun travailleur ne se trouve sans emploi, il faut que l'offre de main-d'œuvre soit toujours aussi restreinte que possible.[3] C'est

[1] On peut remarquer que John S. Mill reconnaissait à l'ouvrier " déplacé " de la situation qu'il occupait par un nouveau procédé mécanique jugé utile par la société une indemnité semblable à celle que touche le propriétaire foncier exproprié par une Compagnie de Chemins de Fer. (*Principles of Political Economy*. Livre I, ch. VI, sec. 3, p. 62.)

[2] Rien n'est plus typique que l'extrait suivant d'une lettre adressée en février 1897 par un vieux compositeur à la *Typographical Circular*. " It is useless saying we cannot resist the machine. I say we can and must Are we to prostrate ourselves before this Juggernaut of a ' higher civilisation ' and be crushed out of existence without a protest ?... To live by his own industry is every man's birthright, and whoever attempts to curtail that right is a traitor to the community. " (Cité par Webb. *Ind. Democ.*, p. 571).

[3] Les ouvriers en flint-glass déclaraient : " It is simply a question of supply and demand, and we all know that if we supply a greater quantity of an article than what is actually demanded that the cheapening of that article, whether it be labour or any other commodity, is a natural result ". Webb. *History of Trade Unionism.*, p. 183.

ainsi que les filateurs de coton exigent que chaque adulte ait à sa disposition deux enfants : le monde extérieur se trouve, de la sorte, vidé de tous les concurrents éventuels.

Avec cette doctrine, le sort de l'ouvrier est lié à celui de l'industrie qui l'occupe : les hauts et les bas de cette dernière correspondent pour lui à des périodes de misère ou de superflu.[2] Peu à peu le salaire n'est plus influencé par aucune considération humaine ; il est le résultat d'un calcul ; il monte ou baisse mécaniquement avec le prix de vente. L'échelle mobile, si longtemps adoptée par les producteurs de fer et de charbon, reparaît. Le patron accepte de se soumettre à la Règle Commune, les ouvriers renoncent à se prévaloir pour un temps de toute diminution dans leur nombre. Le matérialisme de la doctrine précédente se trouve encore accentué : il ne s'agit plus de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, mais de l'offre et de la demande du produit du travail.

Le salarié devient ainsi une sorte d'associé ou de commanditaire, et comme tel, sa part de bénéfices dépendant uniquement du prix de vente, il a intérêt à ce que ce prix soit aussi élevé que possible, ou, si l'on veut, à ce que la production soit des plus restreintes, car, dès que cette dernière peut être indéfiniment accrue, les salaires ne sont plus, en fait, protégés, et l'échelle mobile devient un véritable leurre. Si les entrepreneurs sont consentants, on assiste alors à la création d'un Trust formé contre les consommateurs. Un exemple de ces ententes d'un nouveau genre nous fut fourni par la fameuse "Alliance" de Birmingham, conclue par un groupe de manufacturiers et d'ouvriers, "en vue d'améliorer les prix de vente, de régler les salaires sur la base de ces prix améliorés et d'assurer ainsi des profits plus élevés aux employeurs en même temps que des gages plus considérables aux travailleurs."[2] C'est dire que la même industrie pouvait offrir un modèle de trois combinaisons : les ouvriers se liguaient contre les patrons, les patrons contre les ouvriers et tous unissaient leurs forces contre le public.

La doctrine de l'Offre et de la Demande, pas plus que celle des Intérêts Acquis, ne peut donc être acceptée par le Socialisme. Sans

[1] "Middle-class public opinion, which had accepted as inevitable the starvation wages caused by Supply and Demand in the lean years, was shocked in 1872-73 at the rumor of coal miners and ironworkers, in those times of plenty, demanding ten shillings or even a pound a day, and faring sumptuously on green peas and champagne". Webb., *Ind Democ.*, p. 575.

[2] Cité Webb. *Ibid.*, p. 578.

doute elle n'entrave pas tout progrès dans la production, sans doute il n'est pas indifférent de voir, grâce à elle, le profit plus largement distribué, mais elle ne saurait s'accorder avec un plan général d'organisation sociale. Elle n'est, nous l'avons vu, que la justification d'une forme de concurrence supérieure, intéressant des groupes et non des individus, et, comme toute concurrence exagérée, elle aboutit au monopole.[1] Son application peut être profitable à certains, elle ne peut l'être à l'ensemble. Elle fait dépendre les salaires des hasards du marché, de la hardiesse des Unions et de la passivité des consommateurs. Mais elle ne tient nul compte de l'intensité de l'effort, ni des besoins réels du travailleur et, comme le proclament éloquemment les historiens du Trade Unionisme, " une doctrine dont le résultat est d'obtenir pour la communauté 37 heures de travail hebdomadaire de la part du piqueur (hewer) bien nourri du Northumberland, d'obliger la blanchisseuse à peiner pendant 70 heures, ainsi que d'astreindre le cloutier, qui jamais n'a son content de vivre, à un labeur de 80 heures, porte en elle-même sa propre condamnation. " Mais, même lorsqu'il s'agit d'Unions privilégiées, ses inconvénients restent graves ; elle détruit toutes les conditions de stabilité dont dépend l'exercice de la plupart des vertus sociales. Rien n'est moralement plus fâcheux pour les travailleurs que de passer par des alternatives de satiété et de pénurie, de gagner, comme le font les ouvriers en chaudières, 300 livres une année et 50 l'année suivante.

Néanmoins, il y a peu de chances pour que les Unions très fortes renoncent immédiatement à cette doctrine ; il faudrait pour cela que leurs tendances individualistes — tendances identiques à celles qui, dans le domaine politique, avaient donné naissance au Radicalisme — s'atténuent et fassent place à un collectivisme éclairé, à une conception différente de la vie, impliquant un véritable renoncement et la subordination des intérêts d'une catégorie de travailleurs à ceux de la classe ouvrière tout entière.

Et pourtant des signes auxquels on ne saurait se tromper montrent qu'un changement est proche et que la doctrine plus idéaliste, plus souple du " Living Wage " sera celle à laquelle, non certes l'unanimité, mais la majorité des salariés se ralliera. C'est d'abord l'envahissement du Trade Unionisme par ces légions d' " Unskilled "

[1] " The more perfect the competition, the more certain and strong is the resulting monopoly ". Prof. Foxwell. Discours sur " The Growth of Monopoly and its bearing on the functions of the State ", à la British Association, 1888.

qui n'ont pas d'intérêts acquis et que leur organisation rudimentaire place toujours, au cours des négociations pacifiques avec les entrepreneurs, dans une situation stratégique inférieure. Pour eux, l'offre et la demande n'ont pas de signification. Ils ne connaissent qu'une demande minima, mais absolue, puisque exprimant des besoins purement physiologiques. Qu'ils fassent appel à la violence ou réclament le secours de la loi, c'est toujours un salaire vital qu'ils cherchent à s'assurer : le grand soulèvement de 1889 nous en donne la preuve. Mais il ne faut point croire que la notion du "living wage" n'ait fait de progrès que dans les rangs des travailleurs non spécialisés. L'attitude des mineurs après la grande crise de 1892-93 nous montre quel est le chemin parcouru. Alors que les propriétaires prétendaient opérer une réduction générale des salaires, ils désavouèrent définitivement et solennellement la théorie de l'Offre et de la Demande. "Les ouvriers considèrent comme une question de vie ou de mort", déclara le Vice-Président de la Fédération, "que, quel que soit l'état de l'industrie, celle-ci garantisse au travailleur sa subsistance. Ils soutiennent que c'est un principe essentiel que chaque homme puisse vivre de son travail, et, malgré toutes les leçons des économistes, malgré toutes les doctrines qui sont enseignées sous le nom d'offre et de demande, ils disent qu'il y a une doctrine plus grande et qui les dépasse toutes : la doctrine de l'humanité." [1]

Le "living wage" n'apparaît du reste pas aux yeux du salarié, de l'économiste ou du législateur comme une notion isolée. Il y avait longtemps que le public anglais avait acquis la conviction que les *conditions* du travail, c'est-à-dire l'application des mesures d'hygiène et de sécurité, la limitation de la journée des femmes et des enfants, ne pouvaient dépendre ni des initiatives privées, ni de la position stratégique des bénéficiaires, ni de l'état de prospérité de l'industrie. Peu à peu, chaque salarié se trouvait mis en possession d'une sorte de statut, avec des droits et des obligations ; et le "living wage", soit qu'il varie avec chaque corps de métier, soit qu'il se présente comme le salaire minimum, au-dessous duquel *aucune* industrie ne peut légalement descendre, n'est qu'un complément à ce statut, complément qui s'impose dès que l'interventionnisme perd son caractère de réaction instinctive contre les abus du laissez-faire et qu'un sentiment se fait jour, celui que "les intérêts

[1] Discours de Sam Woods, M. P. à la conférence annuelle de la Fédération des Mineurs de Grande Bretagne. (Hanley, janvier 1892), pp. 9-10.

primordiaux de la Communauté ne sont sauvegardés que si l'on assure résolument à chaque section de travailleurs les conditions nécessaires à l'accomplissement continu et efficace de sa fonction particulière dans l'organisme social. "[1]

Ce qui fait que cette doctrine soulève encore certaines hostilités, c'est que son application est infiniment plus délicate que celle des règles qui concernent la durée, l'hygiène et la sécurité. Un comité, composé de médecins et d'hommes compétents, détermine assez facilement quelles dimensions doit mesurer chaque atelier, comment l'éclairage et la ventilation doivent être organisés, et même, au besoin, combien d'heures de travail peut fournir, sans que sa santé soit compromise, un individu de tel âge, de tel sexe : les organes humains, quel que soit le métier considéré, restent identiques. Mais comment décider que tel salaire sera juste ou injuste, quand les goûts, les habitudes varient dans chaque branche, quand le superflu des uns assurerait à peine aux autres le nécessaire ? Comment établir une gradation dans laquelle la prédominance de l'élément intellectuel sur l'élément purement manuel et le degré de régularité dans l'emploi entreront en ligne de compte ?

La difficulté, si elle est réelle, n'est point insoluble. Elle ne concerne du reste pas le salaire minimum absolu, celui-là même qui doit surtout être fixé par voie d'autorité.[2] Il est, en effet, aussi aisé de définir la somme de nourriture et de vêtements dont l'être humain a besoin pour subsister que le laps de temps pendant lequel ses muscles

[1] Webb. *Ind. Democ.*, p. 590. Cf. Lloyd Jones. "The first thing that those who manage trade societies should settle is a minimum which they should regard as a point below which they should never go. Such a one as will secure sufficiency of food, and some degree of personal and home comfort to the worker ; not a miserable allowance to starve on, but *living wages.*" (*Should Wages be regulated by Market Price ?* Beehive, 18 juillet 1874). En France, M. Bourguin soutient avec éloquence la même théorie : " Les salaires peuvent eux-mêmes, par la puissance de la loi ou des organisations ouvrières, avoir une force suffisante pour s'imposer à un taux minimum comme le loyer de l'argent ou les impôts, et pour forcer la production à se restreindre lorsque les prix sont trop bas ". *Les Systèmes Socialistes*, p. 370

[2] Il ne serait pas non plus impossible de fixer par voie législative, après enquête et en tenant compte des rapports d'experts ou de conseils locaux, des minima de salaires, applicables à la *dernière catégorie* des travailleurs occupés dans chaque profession et supérieurs au minimum absolu applicable à toute l'industrie. Un mouvement dans ce sens semble à l'heure où nous écrivons ces lignes se manifester parmi les mineurs. L'intervention du pouvoir serait déterminée, selon les cas, par le défaut d'efficacité de l'Union ou par les dangers qu'une grève ou un lock-out ferait courir à la Collectivité.

peuvent agir. Pour tous les autres " living-wages ", qui sont des moyennes et jamais des maxima, ne semble-t-il pas que les Unions, dès qu'elles seront converties à la doctrine nouvelle, pourront réunir assez d'informations pour fonder leurs demandes sur des données qui exprimeront les besoins véritables de leurs membres ? Et alors ne seraient-elles pas vis-à-vis des employeurs dans une position très voisine de celle qu'occupent les fonctionnaires de tous grades vis-à-vis de l'État ou des Municipalités, avec cette différence que ce seraient les salariés et non plus l'entrepreneur qui fixeraient les termes du contrat ? Dans les rudiments d'exploitation collective que nous avons sous les yeux, n'est-ce pas, en somme, le " living wage " qui prévaut ? La puissance publique, lorsqu'elle établit des conditions d'emploi, tient-elle compte des variations dans le nombre des postulants et dans la productivité de la fonction ? Ne cherche-t-elle pas, au contraire, à proportionner les salaires aux qualités spéciales que chaque poste exige en même temps qu'aux besoins normaux de la classe à laquelle elle s'adresse ? C'est de cette conception que part le Socialisme et c'est elle qu'il tend à généraliser à mesure que ses conquêtes se multiplient. Si donc les Trade Unions règlent à l'avenir leur action en vue, non de partager entre leurs membres les dépouilles d'un combat livré contre les producteurs d'abord, contre la Collectivité ensuite, mais d'assurer à chaque section de citoyens la satisfaction de ses besoins " scientifiquement déterminés ", on pourra dire qu'en ce qui touche à l'avenir du salariat, elles auront réalisé le Socialisme dans un milieu libre.

XI

Le Trade Unionisme peut parvenir, si sa puissance est suffisante, à attribuer à la classe ouvrière une part équitable du Dividende National. Mais, au point de vue socialiste, ce n'est pas assez qu'il contribue à l'œuvre de justice, il doit aussi contribuer à celle d'efficacité. Si l'adoption de la Règle Commune avait pour effet d'entraîner pour l'industrie nationale un état d'immobilité, de stagnation, ne nous trouverions-nous pas brusquement reportés en arrière, ne verrions-nous pas reparaître, modernisées, les guildes et les corporations, et la doctrine du Salaire Vital, que nous avons admise à cause de sa souplesse et de son idéalisme, ne serait-elle pas une réplique de la doctrine des Intérêts Acquis ?

Il est, nous l'avons vu, peu désirable que les salaires suivent les

oscillations de l'industrie à une époque donnée : cela est moralement nuisible aux travailleurs, cela est matériellement dangereux pour la Collectivité. Mais ce que l'on est, au contraire, en droit de souhaiter, c'est que la somme répartie chaque année sous forme de salaires grossisse graduellement et que la condition des ouvriers progresse sans heurt, sans réactions, indéfiniment. Ceci n'implique du reste aucun abandon du " living wage ", lequel est par sa nature même extensible, puisqu'il incarne des besoins pratiquement illimités. Comment donc, toutes choses demeurant égales, le Dividende National se trouvera-t-il accru ? Par une productivité plus grande, par une efficacité plus absolue, par une sélection qui ne laissera subsister que les meilleures entreprises et qui placera à leur tête les hommes les plus qualifiés.

Voyons comment l'action du Trade Unionisme contribue à ce résultat. Tout d'abord, il faut insister sur le fait que la Règle Commune laisse intact le droit pour l'entrepreneur de choisir, parmi les travailleurs qui se présentent à lui, l'individu qui lui paraît le plus apte. Les conditions d'emploi sont déterminées à l'avance, mais le contrat ne porte jamais sur la personnalité des employés. La concurrence entre ces derniers ne disparaît donc pas ; pourtant elle s'exerce, ce qui est nouveau, non sur le salaire mais sur la nature du travail, non sur le prix mais sur la qualité. Alors que, dans les industries non réglementées, l'employeur peut hésiter entre l'homme d'une habileté spéciale, qui exige un salaire élevé et une journée réduite, et l'ouvrier inexpérimenté, qui se contente d'une rémunération dérisoire et de conditions dégradantes, il est naturellement enclin, dès qu'il est lié par un contrat collectif ou par une décision légale, à s'assurer le concours du travailleur dont les capacités lui semblent le plus en rapport avec le sacrifice qu'il consent. [1]

Mais la Règle Commune n'a pas seulement pour effet de développer cette faculté de choix chez l'employeur ; elle est aussi pour

[1] "It is often supposed that this effect of a Standard Rate is confined to Time Wages. But it operates also when (as is the case among the majority of Trade Unionists) the Standard Rate is a Piecework List. Even if the employer pays only in proportion to the work done, it is economically disadvantageous to him and to the community that his premises, machinery, and brain-power should be used short of their maximum capacity. The effect is intensified with every increased use of capital or brain-power in industry. The economic compulsion on the cotton manufacturer to select the most efficient workman to fill a vacancy is as much due to the high cost of machinery as to the high Piecework List ". Webb. *Ind. Democ.*, p. 717.

l'ouvrier un stimulant ; elle réagit sur son caractère en même temps qu'elle améliore son physique. D'une part, le jeune travailleur qu'attirent les fonctions supérieures, en raison du taux élevé du salaire qui y est attaché et des jouissances qu'elles procurent, se rend bien vite compte qu'il lui est impossible de s'y faire admettre autrement qu'en fournissant la preuve de ses connaissances techniques, de sa régularité, de sa bonne conduite. Chaque classe, loin d'être immobilisée, trouve donc dans la Règle Commune une raison d'augmenter sa propre efficacité. Par contre, parvenue à un certain degré de spécialisation, elle s'aperçoit que la même Règle Commune engendre aussi la sécurité et la permanence d'emploi. Un métier peut être aussi " ouvert " que possible, jamais un employeur ne voudra risquer, en embauchant des ouvriers qui acceptent de travailler au dessous des conditions syndicales, de voir l'équipe de spécialistes qu'il aura mis des années à recruter, l'abandonner. [1] Ainsi se forment des couches successives, ayant chacune ses capacités, ses goûts, ses besoins, ses traditions. Ainsi le Trade Unionisme, grâce à la Règle Commune, résout automatiquement, et dans le sens le plus favorable au progrès, ce problème complexe, dans lequel certains ont voulu voir la pierre d'achoppement du Socialisme : la répartition des tâches. Un même salaire récompense un même effort et chaque homme se trouve mis à la place qu'il doit occuper.

Ce n'est pas seulement par la volonté, mais aussi par la possibilité physique de faire mieux, que l'ouvrier est rendu plus efficace. Nous savons que cette possibilité n'existe pas tant que le corps humain ne se trouve point protégé contre la faim et les intempéries, tant qu'il respire dans une atmosphère viciée, tant que l'esprit n'est pas débarrassé de l'angoisse qu'engendre un labeur trop prolongé joint à l'incertitude sur le sort du lendemain. [2] Or, les enquêtes de Mr. Charles Booth, les témoignages de Sir R. Giffen devant la

[1] C'est pourquoi le " picketing ", dont nous parlerons plus tard, est inconnu parmi les ouvriers du coton du Lancashire. La grève ne peut être chez eux qu'une épreuve d'endurance et ne se termine que lorsque tous consentent à reprendre le travail.

[2] " In England now, want of food is scarcely even the direct cause of death ; but it is a frequent cause of that general weakening of the system which renders it unable to resist disease ; and it is a chief cause of industrial inefficiency. After food, the next necessaries of life and labor are clothing, house-room, and firing ; when they are deficient the mind becomes torpid and ultimately the physical constitution is undermined, etc. " Marshall. *Principles of Economy*, p. 277.

Commission Royale du Travail permettent d'affirmer que dans le Royaume-Uni plus de 8.000.000 et à Londres plus de 1.000.000 d'ouvriers reçoivent encore un salaire inférieur à une livre sterling par semaine. [1] Une grande partie de la classe ouvrière est donc, à l'heure actuelle, trop mal nourrie et trop mal logée pour fournir l'effort dont elle est certainement capable. Seule la Règle Commune pourra, en améliorant cette situation, mettre à la disposition de la Collectivité des trésors d'énergie encore insoupçonnés, et faire une réalité de la sélection des plus aptes.

Si des travailleurs manuels nous passons aux employeurs et aux entreprises, nous voyons que les effets du Trade Unionisme sont identiques. Dès que les entrepreneurs ne peuvent plus se concurrencer en abaissant les salaires ou en prolongeant la durée du travail, la victoire reste nécessairement aux plus hardis, à ceux qui n'hésitent pas à porter leur outillage au dernier degré de perfectionnement. Il est indéniable que les grèves répétées des Filateurs de Coton de 1829 à 1836 et l'établissement de listes assez élevées de travail aux pièces contribuèrent à l'adoption de la " mule " automatique. [2] Ainsi la routine fait place à la réflexion, ainsi le capitaine d'industrie se trouve sans cesse sur le qui-vive, ainsi seuls peuvent survivre ceux qui, par leur intelligence et leur esprit d'initiative, se trouvent être en quelque sorte, dans les fonctions de direction, les véritables délégués de la Communauté. " Nous autres employeurs ", avouait l'un d'eux il y a quelques années, " devons plus, en corps, que nous ne sommes portés à l'admettre aux perfectionnements dans nos méthodes de production qui ont leur cause dans la fermeté et l'indépendance des combinaisons ouvrières. La sagesse et l'esprit d'entreprise qui règnent dans nos industries font l'envie du monde entier. C'est à cause de l'énergie et de l'opiniâtreté des Trade Unions que des Actes du Parlement ont été votés qui, autrement, n'auraient reçu l'appui ni des employeurs ni des politiciens et qui ont tous tendu à améliorer l'état du commerce britannique." [3]— Le Trade Unionisme favorise donc plus qu'il ne l'entrave l'évolution économique, telle que nous l'avons décrite précédemment : par lui, les établissements les mieux outillés, les seuls qui n'aient pas à souffrir de l'application

[1] Voir pour Sir R. Giffen les questions 6942, 6943, et *Life and Labour of the People* de Ch. Booth, vol. IX, p. 427.

[2] Dans le même sens voir Marx. *Capital* (Part. LV, ch. XV, sec. 2, vol. II, p. 390 de la traduction anglaise de 1887).

[3] Marther. *Contemporary Review*, Nov. 1892.

de la Règle Commune, éliminent leurs concurrents inférieurs. Par lui, l'industrie tend à se transporter vers les lieux où la matière première et où la force motrice sont le plus facilement accessibles, ce qui entraîne une diminution des frais et permet une augmentation future des salaires. Par lui, la routine et le privilège des vieilles familles d'employeurs reculent.[1]

XII

Efficacité, juste salaire, tels sont, dans la plupart des cas, les résultats atteints par les Trade Unions, et, à ce titre, elles peuvent être considérées comme une émanation directe du Socialisme. Pourtant ce dernier ne saurait abdiquer complètement en leur faveur.

D'abord, parce que la Règle Commune, tout en améliorant dans une large mesure la situation des salariés, n'apporte pas une solution définitive au problème de la distribution du Revenu National. Chaque entreprise, en effet, si respectueuse qu'elle soit des obligations que la loi lui impose, et si désireuse de signer avec ceux qu'elle emploie des contrats collectifs, garde l'entier bénéfice de sa Rente. Or, nous savons qu'il est essentiel pour la réalisation du Socialisme que cette Rente, lorsqu'elle est autre chose que la récompense de capacités spéciales, profite, non aux détenteurs de capitaux, qui n'ont en rien contribué à la créer, mais à la Communauté ou à

[1] Il y a pourtant des limites à ce développement des établissements les mieux outillés. La question, qui aurait pu trouver place dans notre chapitre sur l'évolution industrielle, est envisagée avec une rare pénétration par les Webb dans le *Quarterly Journal of Economics*, janvier 1888, sous le titre " The Rate of Interest and the Laws of Distribution " et elle est reprise dans leurs *Problems of Modern Industry* (The National Dividend and its Distribution). L'idée qui domine l'étude des Webb est que les profits ne tendent à l'égalité qu'en ce qui concerne la dernière *portion de capital* employée dans chaque cas. Pour toutes les autres, ils sont essentiellement variables et inégaux, et la loi du " revenu décroissant ", que l'on n'applique à tort qu'à la terre, entre toujours en jeu. Le possesseur d'une entreprise prospère n'aura donc intérêt à en accroître la dimension qu'autant que les nouveaux capitaux employés produiront plus que le revenu marginal (ou, si l'on veut, taux courant de l'argent). " Ce n'est donc pas le manque de capitaux ou l'incapacité de réaliser de plus grandes économies qui empêche Mr. Whiteley d'approvisionner tout Londres, ou Sir Thomas Lipton toute l'Angleterre... Des considérations de distance, de spécialités locales, de différences de goûts, et l'élément personnel se combinent pour entraver le pouvoir d'un seul homme dans la production " (The National Dividend, p. 220).

la fraction étendue de la Communauté dans l'action de laquelle elle a sa véritable source. Mais si certaines Trade Unions sont favorables à la Coopération, de même qu'à l'exploitation par les Municipalités ou l'Etat des grands services publics, d'autres font preuve envers ces mesures d'une invincible hostilité ; et ces dernières sont, en général, les plus fortement organisées, celles qui continuent à appliquer la Doctrine de l'Offre et de la Demande et qui sentent que leur position stratégique vis-à-vis d'une Collectivité se trouverait diminuée. Sans doute cette attitude se modifiera-t-elle à mesure que les salariés seront mieux capables de faire prévaloir leurs vues auprès des assemblées législatives et des pouvoirs dirigeants, mais il est évident que c'est la nation tout entière, et non les Associations ouvrières intéressées, qui doit avoir le dernier mot en ce qui concerne la répartition de la Rente. Si les travailleurs bénéficient de cette répartition, ce ne peut être que comme coopérateurs ou comme citoyens. [1]

De même la parole doit rester à la Communauté lorsqu'il s'agit de décider de la nature des produits à manufacturer et des procédés de fabrication. Les Unions sont naturellement portées à se prononcer en faveur de ceux qui, parmi ces derniers, exigent un travail d'une intensité minime et qui, pourtant, par suite de leur difficulté relative, laissent aux travailleurs l'avantage de leur spécialisation. On pourrait, au besoin, sous un régime de concurrence, compter sur l'employeur, qui poursuit avant tout le bon marché, pour réagir contre cette tendance ; mais lui laisser toute latitude serait sacrifier à l'intérêt du consommateur l'ouvrier lui-même, car le bon marché

[1] Ce qui veut dire que tout projet de participation aux bénéfices se trouve, du point de vue socialiste, condamné. La participation sous-entend, en effet, un droit éventuel de l'ouvrier sur la *valeur* du *produit*, alors que le Socialisme moderne prétend que le salaire ne doit tenir compte que de l'effort et des besoins de l'agent. Seuls les Marxistes pourraient, avec quelque logique, préconiser cette forme de distribution. Pour nous, elle nous semble irrationnelle et dangereuse, comme faisant reparaître, atténuée, la Doctrine de l'Offre et de la Demande. La participation aux bénéfices doit, tôt ou tard, liguer les ouvriers et l'employeur contre la Communauté. Elle est également fatale aux intérêts du Trade Unionisme, car elle sape la Règle Commune, rend la grève impossible et ruine toute solidarité entre salariés. Ces considérations n'ont d'ailleurs pas empêché la participation de progresser en Angleterre, surtout dans l'industrie du gaz. (En 1909, 18.590 employés se partageaient £93.722. Une Société, la Labour Co-Partnership Association, dont les membres sont pour la plupart Conservateurs — Mr. Balfour était Président pour 1908 — poursuit une campagne énergique en faveur de la participation).

du produit peut être atteint aux dépens de son salaire et des mesures d'hygiène les plus indispensables. Dans les branches d'industrie qui ne peuvent être encore socialisées, la volonté collective doit donc chercher à établir un état d'équilibre dans lequel les Trade Unions, d'une part, seront assez vigoureuses pour faire respecter la Règle Commune, et où les entrepreneurs, de l'autre, seront assez indépendants pour imposer la forme de production qui assure au meilleur compte la satisfaction des besoins sociaux. Chaque fois que cet équilibre sera rompu et qu'en dernier ressort la voix publique ne pourra se faire entendre, une intervention s'imposera. Si les Trade Unions sont trop faibles, un texte législatif devra leur porter secours ; si ce sont, au contraire, les employeurs qui se montrent incapables de résister, le rachat de l'entreprise considérée se présentera comme la seule solution acceptable, la Collectivité procédant dorénavant, dans sa gestion, par voie d'autorité.

Les Unions outrepassent également leurs droits quand, dans leur détermination du "living wage", elles refusent de prendre en considération l'état de l'industrie nationale et s'obstinent à vouloir dépasser la part du Dividende qui peut leur être allouée. Remarquons qu'il ne s'agit plus ici du fonds de salaires et que nous considérons les gages et les profits comme une même masse ; mais le coefficient qui revient aux entrepreneurs ne peut être ramené au-dessous d'un certain chiffre sans que ceux-ci ne préfèrent se libérer du fardeau de leur direction et donner à leurs capitaux un autre emploi. S'il s'agit d'une industrie secondaire, le mal peut n'être qu'apparent ; s'il s'agit, au contraire, d'une industrie de première nécessité, les exigences ouvrières peuvent créer un réel péril. Il faut aux Unions beaucoup de sagesse et surtout une véritable science commerciale pour pouvoir juger du moment où leurs demandes deviennent excessives, d'autant que leurs plus timides victoires soulèvent invariablement de la part de certains esprits les mêmes prédictions néfastes ; elles ont heureusement à leur disposition un baromètre infaillible : dès que la demande de main-d'œuvre diminue (la consommation ne s'étant pas restreinte), elles peuvent être certaines d'avoir été trop loin.

Mais si la Collectivité doit intervenir, c'est plus souvent par suite de la faiblesse de l'action ouvrière. Cette faiblesse se manifeste dès que la concentration industrielle, étudiée précédemment, n'a pas opéré ou qu'elle est poussée trop avant. Contre le travail à domicile,

contre le Trust ou contre la Société jouissant d'un monopole de fait, l'Union est pratiquement impuissante. Dans le premier cas, le Contrat Collectif est inapplicable ; en effet, comment les intéressés pourraient-ils pourvoir aux frais nécessités par un contrôle que la dissémination des ateliers et la faculté pour les ouvriers de fixer à leur guise les heures de travail rendraient, d'ailleurs, le plus souvent illusoire ? Dans le second, l'Union perd tout l'avantage stratégique qu'elle possédait lorsqu'ellé négociait ou se mesurait avec un nombre assez restreint d'employeurs, dont les ressources pécuniaires et les chances de profit étaient inégales. Ainsi, dans toutes les grèves intéressant les industries du charbon ou du coton, les employeurs qui jouissent d'une marge sensible de plus-value et qui peuvent, sans que leurs profits disparaissent, accepter les conditions des Unions, de même que ceux qui, au contraire, ne disposent que de capitaux insuffisants et pour qui tout arrêt est synonyme de ruine, cherchent toujours à faire prévaloir les idées d'entente auprès de leurs concurrents plus riches ou moins bien outillés.[1] Si ces derniers ne se laissent pas convaincre, une scission — favorable aux salariés — se produit presque toujours. Mais quand les Unions sont réduites à traiter avec un employeur unique, disposant de fonds presque illimités et n'ayant pas à craindre qu'en cas d'interruption du travail la clientèle n'émigre, on comprend aisément que les méthodes de l'Assurance Mutuelle et du Contrat Collectif perdent toute signification. Seule, celle de l'Obligation Légale reste applicable.

Nous avons vu dans un chapitre précédent que les coalitions d'entreprises n'ont point atteint en Angleterre un degré où les parties constituantes perdent toute personnalité. Nous assistons bien aussi, de temps à autre, à des combinaisons passagères d'entrepreneurs, formées en vue d'opposer un front plus large à l'attaque des ouvriers ; mais, en général, on peut affirmer que l'industrie anglaise, en prenant une forme organique, rend de plus en plus aisée la conclusion de traités dont le caractère essentiel est de lier des groupes et non des individus. C'est plutôt lorsqu'on se trouve en présence d'un monopole de fait que le danger apparaît, et il semble naturel que le pouvoir de décider en dernier lieu sur les conditions d'emploi reste à la Communauté. La loi de 1803 qui donne au Board of Trade le droit d'obliger les Compagnies de

[1] *Ind. Democ.*, p. 553.

Chemins de Fer à lui soumettre, chaque fois que la durée du travail lui paraît excessive, un projet nouveau, n'est qu'une application de ce principe.

Mais même en dehors de ces cas extrêmes, les rapports des Unions et de l'organe chargé d'appliquer les décisions de la Collectivité iront se modifiant à mesure que les fonctions économiques s'ajouteront chez ce dernier aux fonctions politiques. De plus en plus, l'État revendiquera comme sien le droit de tracer les grandes lignes entre lesquelles la production libre pourra se mouvoir. Ainsi devront être déterminés, quelle que soit l'opinion des groupements particuliers et quels que soient les intérêts acquis, le minimum légal de salaire, la durée du travail ; ainsi devra-t-on décider des mesures sanitaires et de sécurité, des différentes formes d'assurance.

Ce n'est pas à dire que le pouvoir central ne devra pas se tenir incessamment en contact avec les Trade Unions : il importe, au contraire, que ces dernières participent à l'élaboration du Code de Travail, complexe et rationnel, que les deux grands partis historiques, dont l'un est inactif à l'heure présente et dont l'autre reste toujours porté vers les solutions empiriques, n'ont qu'à peine entrevu. Il faut qu'entre les groupements ouvriers et le Parlement des courants incessants circulent et que le politicien amateur ne puisse plus accabler de ses présents quiconque lui plaît, à l'heure qu'il lui plaît. Il faut, en un mot, que l'Obligation Légale soit réglée de telle sorte qu'elle devienne une méthode de gouvernement tout en restant une des méthodes du Trade Unionisme. Il faut qu'il y ait action des travailleurs organisés sur la démocratie tout entière avant que celle-ci, instruite et éclairée, décide en dernier lieu. Nous verrons dans les pages qui vont suivre comment l'Angleterre a commencé à résoudre en ces dernières années ce problème fondamental.

Mais si la méthode de l'Obligation Légale est appelée à rapprocher chaque jour davantage le Socialisme du Trade Unionisme, la méthode du Contrat Collectif doit conserver longtemps encore toute son utilité. La première constitue pour ainsi dire l'ossature de l'organisme industriel, la seconde en est la chair et le sang. La première exige, pour être efficace, un mécanisme pesant et d'un maniement difficile; la seconde s'adapte merveilleusement, par sa souplesse, sa fluidité, aux conditions changeantes de la production, autorise les attaques imprévues et les retraites habiles, résout aussi bien

les grands conflits que les petites querelles d'interprétation, fait enfin du "living wage" quelque chose d'élastique et de vivant.[1]

[1] Le Contrat Collectif doit-il être sanctionné légalement ? On sait que le Duc de Devonshire et quelques-uns de ses collègues de la Commission du Travail proposèrent jadis que les Trade Unions fussent autorisées à signer des traités industriels engageant tous leurs membres, et qu'un peu plus tard cinq membres de la Commission émirent le vœu que tout contrat passé entre une Union et une Association d'Employeurs donnât lieu, en cas de rupture, à une indemnité. Les Unions protestèrent en arguant que le projet leur attribuait fortuitement une personnalité légale, ce qui était pour elles une source de dangers. Pourtant le principe de la sanction légale donnerait à la Règle Commune la valeur d'une mesure législative et accroîtrait sensiblement la discipline intérieure et la force des Unions, dont les membres ne pourraient se retirer tant qu'ils seraient soumis aux effets du contrat.

CHAPITRE III

LE LABOUR PARTY

I

La date de 1906 restera mémorable dans les annales du Parlement anglais : elle marque pour le Libéralisme le début d'une ère nouvelle, elle coïncide avec l'entrée sur la scène politique d'un parti jeune et actif qui n'emprunte à aucun des grands partis historiques ses méthodes et ses conceptions. Au premier abord, la nature et la position du Labour Party semblent pouvoir être clairement définies. Il fut fondé en 1900 à la suite d'une résolution du Congrès des Trade Unions tenu à Plymouth l'année précédente, et qui invitait les Syndicats, les Sociétés Coopératives et les organisations socialistes favorables à une action politique combinée dans l'intérêt du travail, à former alliance. [1] En conséquence, une conférence se réunit à Londres, au Memorial Hall, les 27 et 28 Février 1900 : de celle-ci sortit le Labour Representative Committee, qui, par la suite, changea son appellation en celle de Labour Party. [2] Trois groupements socialistes, l'Independent Labour Party, la Social Democratic Federation, la Société Fabienne, et quarante et une Trade Unions avec un effectif de 353.070 membres s'affilièrent immédiatement à la nouvelle organisation. Cette dernière était de formation trop récente pour affronter les élections de 1900 (seuls deux candidats, Richard Bell et Keir Hardie, furent élus). Mais en 1906,

[1] Texte de la Résolution votée par 546 voix contre 434, sur la proposition de J. Holmes (Amalgamated Society of Railway Servants) et J. Sexton (National Union of Dock Labourers).

[2] Texte de Résolution voté sur la proposition de Keir Hardie : " That this Conference is in favour of a distinct Labour Group in Parliament, who shall have their own Whips and agree upon their policy, which must embrace a readiness to co-operate with any party which for the time being may been gaged in promoting Legislation in the direct interest of Labour...... "

29 " Labour Men " venaient siéger sur les bancs des Communes ; leur nombre était porté à 40 en janvier et à 42 en décembre 1910. Pendant ce même laps de temps, le chiffre des Unions affiliées s'élevait à 151, avec 1.394.402 membres ; par contre, la Social Democratic Federation se retira presque dès le début, et, en 1910, seuls l'Independent Labour Party, avec un effectif de 28.000 membres, et la Société Fabienne, avec 3.377 membres, continuèrent à représenter les groupes socialistes. Quant aux Coopérateurs, ils n'étaient à la même date que 760. [1]

Tels sont les faits. Ils laissent intact le problème des origines du Labour Party, de ses tendances et de ses destinées. Et, malgré l'abondance des matériaux dont nous pouvons disposer, décisions de Congrès, débats parlementaires qui permettent et ont déjà permis plus d'une étude chronologique, sincère et documentée, de ce parti vieux de dix ans et qui a son histoire, il nous semble que l'on ne pourra aboutir qu'à des formules à la fois rigides et superficielles tant que l'on n'aura pas capté à leur source les courants multiples qui ont contribué à sa formation, tant qu'on n'aura pas mesuré son état d'âme, tant qu'on ne l'aura pas placé en réaction avec les forces ouvrières anglaises dont il est issu, d'abord ; avec les deux autres partis traditionnels entre lesquels il s'encastre, ensuite ; avec le Socialisme, non pas doctrine une et invariable, mais force vivante d'évolution, pour finir. Le Labour Party doit-il rester ce qu'il est ? Doit-il, au contraire, s'accroître en s'appuyant sur des éléments plus nombreux, plus nuancés, en renonçant à ne représenter que les intérêts d'une seule classe ? Doit-il se résorber dans un autre groupe qui, dès maintenant, se dessine, fruit d'une segmentation du Libéralisme ? Questions troublantes que nous nous sommes posées de bonne foi, que nous avons cherché à résoudre de même, en sondant souvent ceux dont dépendent leur solution, questions qui ne peuvent demeurer complètement en suspens sans que le présent perde toute signification.

Et pourtant, parmi quelle variété d'opinions ne faut-il pas se mouvoir pour se frayer un sentier vers l'avenir, ou même pour retrouver la route qui relie le présent au passé ! Pour les uns, l'existence du Labour Party implique le renoncement des travailleurs à toute action indépendante et professionnelle, la dictature

[1] Chiffres tirés du Rapport de la onzième conférence annuelle du Labour Party (Leicester, 1er Février 1911). Comparer également les statuts révisés à la Conférence de Newport (1910).

des " unskilled " et l'abandon progressif, au profit de l'Action Légale, du mécanisme délicat qu'est le Contrat Collectif. Autant d'affirmations pour le moins hardies quand on se souvient que l'entrée dans le Parti de la Fédération des Mineurs, qui compte parmi les Unions les plus riches de l'Angleterre et qui est l'une de celles où les ententes avec les employeurs sont le plus scientifiquement organisées, est aujourd'hui un fait accompli. Pour d'autres, le Labour Party n'est que la résultante de la capitulation de la majorité ouvrière devant une minorité socialiste. Les dernières luttes électorales nous ont offert le spectacle de la colère des feuilles Conservatrices contre le " Labour Socialist Party ", les deux épithètes étant inséparables. De même, la London Municipal Society se portait garante " que les membres du Labour Party sont des socialistes avérés et que la réalisation du socialisme est leur but avoué ; que, bien qu'une forte proportion d'entre elles ne fût pas socialiste, les Trade Unions ont permis aux socialistes de capturer toutes leurs organisations et n'ont témoigné d'aucun désir effectif d'empêcher que l'on se servît d'elles pour favoriser des desseins socialistes, etc. " [1]

II

" Il y a quelques années un étudiant en théologie plein d'enthousiasme se proposa d'accroître les capacités spirituelles de ses amis en organisant une série de conférences où des Catholiques

[1] *The Case against the Labour Socialist Party*, p. 34. Reste l'opinion du Gouvernement. J'ai vu Mr. Lloyd George quelques jours après que le cabinet Libéral dont il fait partie avait, pour la deuxième fois, reçu l'approbation du pays. Dirai-je incidemment qu'un premier contact avec celui que ses adversaires présentent comme ayant rompu avec toutes les traditions parlementaires et gouvernementales a été pour moi non une déception, mais une surprise ? Si Mr. Lloyd George m'a frappé, c'est bien moins par une sorte d'entraînement généreux, par une prépondérance des facultés imaginatives, que par une précision et une finesse d'expression qu'on ne retrouve guère dans ses discours. Ses réponses sont hâtives et serrées, dites presque sur le même ton. Il a le calme dans la vivacité. Jamais séduit par les théories, qu'elles soient favorables ou hostiles aux mesures qu'il approuve, il ne s'enthousiasme que pour ce qui est immédiatement réalisable ; c'est sa façon d'être opportuniste, et seul le lecteur français sera surpris en entendant émettre l'opinion que l'opportunisme caractérise le Chancelier de l'Échiquier. Plus positif, plus anglais qu'on ne le croit, il ne réfute pas l'objection lorsqu'elle s'enveloppe d'une conception générale au lieu de porter tout de suite sur un point concret : il l'écarte

Romains, des Anglicans, des Bouddhistes, des Juifs, des Mahométants et des Protestants devaient prendre la parole. Le Principal du Collège fit des objections, laissant entendre qu'il serait inconvenant

alors simplement, parfois avec un peu de mépris. Toute opposition ou toute attitude dictée par un principe qui ne s'accorde pas avec les nécessités de réforme présentes lui semble suspecte d'hypocrisie : " Jamais les Conservateurs ne m'ont dit un mot de ce qu'ils écrivent ! Le socialisme du Budget ! Balivernes (rubbish) ! La révolution qui vient ! Balivernes ! L'Angleterre poursuivra sa marche vers le progrès, sans un choc, sans un trouble. Mon budget n'est d'ailleurs pas socialiste, à moins que vous n'admettiez que chaque fois qu'on lève une taxe d'un penny on prenne une mesure socialiste. " Mr. Lloyd George attaque, d'ailleurs, dans le même langage incisif ceux qui lui reprochent de ne pas aller assez loin. Il ne pardonne pas à Bernard Shaw sa critique de l'insuffisance des land-taxes et, cette fois, son ton de raillerie se colore d'indignation : " Lui, l'homme riche, demandait un impôt de vingt shellings à la livre, sachant que cela était impossible, et pouvait de la sorte se faire passer pour socialiste ! " Mais qu'il vienne à s'agir de mesures visant à détourner une crise économique ou à en atténuer les effets, la lueur de malice ou de colère qui, par intermittence, passe dans les yeux du Chancelier, s'éteint.

Une netteté parfaite de perception, tel est pour lui le signe caractéristique de l'homme d'État ; par suite, seuls les résultats acquis ou anticipés d'une loi ou d'une politique méritent d'être soumis à l'épreuve de la discussion. Si l'on s'attarde parfois sur la procédure, c'est par une sorte de jeu, destiné à lasser par degrés l'adversaire, mais auquel jamais on ne peut se livrer avec une sincérité complète et qui surtout ne doit point altérer votre position primitive. On sent que cet ancien homme de loi n'est arrêté par aucun argument de droit. Nous causons du Socialisme Municipal, puis du projet Briand instituant l'arbitrage obligatoire pour les agents des Compagnies de chemins de fer. Nous comparons ce projet et celui qu'il a fait lui-même adopter aux Compagnies anglaises. Il ne me cache pas l'estime qu'il a pour le premier. Nous envisageons alors les cas d'application. Je fais part à Mr. Lloyd George des objections, fondées sur la liberté des contrats, que présentent les grands journaux libéraux français, et je lui demande si semblable mesure ne rencontrerait pas en Angleterre dans les classes industrielles la même hostilité de *principe*. Le Chancelier me regarde avec surprise : " Certains intérêts lésés protesteraient peut-être, mais, en tout cas, jamais leur protestation ne se fonderait sur des raisons théoriques. Il n'y a, voyez-vous, chez nous qu'un tout petit groupe d'individualistes intransigeants — du genre Harold Cox — pour adopter pareille attitude, et je puis vous affirmer qu'ils n'ont prise sur aucun parti politique, pas plus que sur une fraction quelconque de l'opinion. "

Ce souci constant des résultats inspire également les réponses de Mr. Lloyd George lorque nous arrivons au point de notre entretien qui a trait au Labour Party. On sent parfaitement que l'existence de ce dernier en dehors du Parlement n'a pour lui qu'une importance médiocre. Il admet bien que certains de ses membres soient des socialistes convaincus et que leurs efforts pour faire pénétrer dans les masses la doctrine nouvelle ne restent pas infructueux ; d'autant plus que pour certains l'influence politique se double d'une influence religieuse. Mais tout ceci doit rester, selon lui, en dehors du domaine où porte

qu'un jésuite haranguât des étudiants anglicans ; mais il déclara avec insistance qu'il était lui-même tout disposé à faire une conférence sur les revendications romaines et qu'il espérait exposer

l'investigation de l'homme d'État. Et son argumentation se résume en ceci : " Pouvez-vous dire qu'il y ait en Angleterre un parti politique socialiste alors que jamais à la Chambre des Communes projet ni programme ouvertement socialiste n'a été déposé ou formulé ? Croyez-vous qu'un duel oratoire, du genre de celui au cours duquel Jaurès et Clémenceau présentèrent à la Chambre française une image et une critique de la société future, retiendrait un instant l'attention des Communes ? " Sans donc se rendre compte que l'attitude du Labour Party au Parlement dépend de son importance numérique et aussi du cours d'événements peut-être exceptionnels, il refuse de le caractériser autrement que par sa contribution à l'œuvre législative. Considéré de la sorte, il est une aile avancée du parti Libéral ; son rôle se borne à faire modifier dans un sens plus favorable à la classe ouvrière les projets gouvernementaux. Dans cette vision objective des choses, Mr. Lloyd George ferme les yeux aux différences de conceptions et de tendances qui se manifestent au sein même du Labour Party. Le problème des rapports de l'élément socialiste et de l'élément trade unioniste ne se pose pas pour lui. C'est là une affaire d'organisation interne qui n'a pas eu de répercussion sur la tactique parlementaire. Bien plus, il ignore ou feint d'ignorer l'existence de l'Independent Labour Party, groupe exclusivement socialiste, au cœur du parti ouvrier, et ne considère ce dernier que comme un bloc, tenant une place enviable dans la " coalition ", dont les deux autres éléments sont le parti Libéral et le parti irlandais. Vu sous ce jour, le Labour Party n'a rien qui doive effrayer ni surprendre ; son avenir est dégagé de toute possibilité troublante. La satisfaction de ses exigences nécessitera sans doute quelques sacrifices de la part des Libéraux. Mais sur ces questions, l'entente sera relativement aisée. Ainsi l'on pourra remédier au jugement Osborne, que Mr. Lloyd George n'hésite pas à qualifier d'équitable, par l'attribution d'une indemnité aux membres des Communes. Un pont plus solide pourra même être lancé entre radicaux et travaillistes sous la forme d'une participation des chefs de ces derniers au gouvernement du pays ; l'entrée de Mr. Ramsay Macdonald dans le Cabinet peut compter parmi les plus proches éventualités . . . .

Le désir évident de Mr. Lloyd George de ne point dissocier le Labour Party de son rôle parlementaire, dans la classification et la répartition présente des partis ; son refus de lier l'examen de ses moyens d'action à celui de ses tendances organiques, de rattacher son apparition à un mouvement général des faits et des idées, nous ont forcé à déplacer le champ de notre enquête. Sur les témoignages écrits et la documentation déjà étendue dont il est assez aisé de disposer réagiront les idées qui nous ont été suggérées par certains délégués du Parti Ouvrier à la Chambre des Communes. Ceux-ci ont bien voulu envisager avec nous les chances d'évolution de leur groupe à un point de vue plus ouvertement critique que nous n'étions en droit de nous y attendre. D'autre part, nous devons beaucoup à la fraction collectiviste du parti Libéral, fraction dont l'esprit constructif, le besoin de clarté et d'analyse tranchent avec vigueur sur l'empirisme ambiant.

la question avec équité et impartialité. L'étudiant ne fut pas convaincu, car comment un Principal anglican aurait-il pu présenter les revendications romaines avec autant de conviction qu'un catholique Romain ? Et si, d'autre part, la chose était possible, pourquoi le prêtre Romain ne parlait-il pas lui-même ? " [1] C'est ainsi qu'avec humour Mr Conrad Noel légitime l'existence d'un parti ouvrier indépendant. Le prédicateur, c'est le monde du travail qui demande à faire entendre sa voix ; le Principal, ce sont les Libéraux et les Conservateurs qui s'offrent à lui servir d'interprètes ; l'étudiant représente l'opinion publique anglaise ; la grande salle du Collège n'est autre que le Parlement de Westminster.

Mais, s'il est aisé de justifier la prétention qu'ont les classes ouvrières de participer directement à l'œuvre législative, peut-être est-ce simplifier les choses outre mesure que de la représenter comme le fruit d'un brusque revirement conscient, comme une victoire du sens robuste et de la logique des travailleurs contre les forces d'habitude. Il ne suffit pas d'affirmer que le Labour Party est l'aboutissement d'un calcul mental élémentaire pour l'avoir défini dans sa réalité historique et dans sa vitalité présente. Les institutions doivent être expliquées autrement que par leur caractère de nécessité. Elles sont conditionnées, et par leur but, et par les difficultés ou les oppositions qu'elles ont rencontrées au cours de leur développement. En disant que le Labour Party prit corps parce qu'il était normal que les travailleurs assurassent eux-mêmes, en éliminant tous les intermédiaires, le succès de leurs revendications les plus chères, n'oublie-t-on pas de tenir compte à la fois des temps d'arrêt et des floraisons soudaines et passagères que l'on rencontre dans l'histoire de la représentation ouvrière ?

Certes, il était aisé de prévoir que l'extension du droit de suffrage en 1867 et en 1884 ouvrirait aux Unions des horizons nouveaux. Elle devait, nous l'avons vu, rendre à la méthode de l'Obligation Légale un rang que celle-ci ne cessa plus d'occuper. C'est à partir de ce moment que le problème de la représentation est posé ; mais il peut se trouver résolu dans plus d'un sens. La première solution qui s'offre consiste à adapter aux besoins nouveaux le mécanisme politique précédemment constitué, à faire transmettre les desiderata ouvriers par les deux partis historiques en soumettant ceux-ci à une habile pression. Nous avons montré dans le chapitre précédent quelles difficultés s'offraient aux Unions, même les plus fortement

[1] *The Labour Party ; what it wants*, par Conrad Noel, p. 1.

organisées, pour faire sanctionner leurs décisions par le Parlement, chaque fois que dans la même circonscription, non seulement l'élément ouvrier, mais la même catégorie de travailleurs ne prédominait pas. Difficulté d'influencer d'abord le représentant qui, à juste titre, peut prétendre tenir son pouvoir des différentes classes sociales dont il a pour devoir de faire respecter les intérêts généraux; difficulté d'affronter les Commissions d'experts, les Comités patronaux, pendant la phase antérieure à la discussion du projet ; difficulté de faire exposer en séance des questions techniques par des hommes chez qui la qualité de technicien ne se confonde pas avec celle d'employeur ; difficulté de retenir enfin l'attention d'un auditoire neutre ou indifférent, et qui n'est prêt à s'échauffer que lorsque l'opinion publique a été elle-même violemment remuée.

D'autre part, si la conception politique des Webb est, en tant que théorie, défendable, si l'on peut imaginer l'avènement d'une classe de représentants ouvriers spécialisés, anciens fonctionnaires des Unions et au courant de leurs besoins réels, il n'en est pas moins vrai que l'obstacle mentionné précédemment, à savoir la diffusion des membres d'un même corps de métier sur l'ensemble du territoire, subsisterait entier. Si le représentant est un spécialiste, dans le sens le plus étroit du mot, seules les Unions nombreuses et concentrées peuvent espérer voir leurs droits défendus avec énergie et compétence. Il est vrai que les Webb partent d'une conception plus large. Leur spécialiste est, au fond, l'homme qui possède la science du marchandage, la pratique des accords. Et, comme tel, ses connaissances peuvent profiter à des corps de métiers autres que celui dans lequel il a précédemment occupé des fonctions administratives. Mais on s'aperçoit que, dès lors, le problème se présente sous un aspect tout autre. Pour que les Unions groupées dans une ville ou sur la moitié d'un Comté ne soient pas seules à jouer un rôle parlementaire, il faut que toutes les Associations Ouvrières tombent d'accord sur un certain nombre de points communs, adoptent une politique suffisamment concrète pour que jamais elle ne puisse se confondre avec l'interventionnisme vague dont les partis historiques se faisaient les champions, et par contre suffisamment compréhensive pour que tous les travailleurs y soient intéressés.

Ainsi le Labour Party semble avoir dû le jour à l'éveil de la classe ouvrière à ses intérêts communs, et à l'inefficacité des deux grands partis politiques en matière de législation du travail.

Sous son premier aspect la question se présente, si l'on veut,

d'abord extérieurement, les faits n'ont pas peu contribué à créer et à caractériser l'unité politique des salariés ; et si le Trade Unionisme a voulu compléter son action économique par une action parlementaire, s'il a senti la nécessité d'une représentation directe, c'est moins par un effort de décision, par une intelligence plus claire de ses propres fins, que par une sorte de réaction organique contre les attaques dont il était l'objet. Devant l'arrêt, puis devant l'envahissement dont il était menacé, il a perçu qu'il y avait en lui quelque chose d'essentiel, et que la diversité de ses moyens d'action, la divergence profonde de ses conceptions sur les salaires ou la durée du travail n'étaient, à tout prendre, que des manifestations vitales, laissant à la charpente et aux tissus toute leur homogénéité.

C'est dans une série de contractions douloureuses, de mouvements spasmodiques qu'il a compris qu'il était fait d'une même chair et que l'indépendance de ses parties constitutives n'était qu'apparente. Contractions d'inégale violence, qui ont d'abord fait place à des détentes au cours desquelles la conscience collective s'assoupissait, qui ensuite, en se renouvelant, ont ajouté à sa lucidité, et qui coïncident avec l'abrogation des lois contre les conspirations, la "Taff Vale Decision" et les arrêts des Lords, le jugement Osborne. C'est de cette réponse de l'Unionisme, touché dans ses régions vives, qu'est sorti le Labour Party ; et c'est à elle qu'est due sa progression, irrégulière et saccadée jusque dans ces dernières années, ainsi que l'absence chez lui d'un développement harmonieux et continu de 1874 à 1906.

L'autre élément concret de la croissance du parti ouvrier, c'est la formation des Unions de travailleurs non spécialisés qui, nous l'avons montré, à cause de leurs besoins modestes et impérieux, de leur préparation défectueuse aux négociations collectives, se tournaient spontanément vers l'activité politique, offraient un front uni dans leurs revendications, et, considérant le Trade Unionisme comme un tout, venaient renforcer, exagérer même les tendances qui l'entraînaient vers la méthode de l'Obligation Légale.

Mais cette unité passagère de résistance et d'attaque devait aller se complétant par une unité morale et permanente. L'identité des intérêts représentés n'aurait peut-être pas à elle seule assuré la cohésion nécessaire à la survivance d'un parti nouveau, caressé par les anciens, pouvant subir leur attraction, et peut-être se dissoudre en eux aux heures où la crise du régime trade unioniste perdait de

son acuité. Il fallait qu'un esprit collectif créât entre des fractions que leurs traditions, leurs habitudes intellectuelles auraient pu dresser les unes contre les autres dès que l'action commune cessait d'être nécessaire, un contact permanent. C'est au Socialisme, sous ses formes variables, que ce résultat est dû. Il serait imprudent d'affirmer qu'il se soit imposé comme une foi à toutes les Unions, mais on ne saurait nier que, grâce à lui, leur action politique a duré et s'est différenciée de leur action économique. Il a produit sur elles l'effet d'un ferment, et, quel que soit leur désir de garder intacts leurs caractères et leur physionomie, elles ne peuvent, malgré tout, se dégager ni perdre la mémoire de cette impulsion primitive qui les a fait rentrer dans une vie d'ensemble, ignorée d'elles jusqu'alors.[1] Inégalement perméables, tentées parfois plus particulièrement par les résultats tangibles et immédiats de la représentation directe, parfois par des plans plus généreux de construction et de réorganisation, elles gardent leur confiance aux quelques hommes qui ont rendu ce résultat possible, et leur faveur pour le Socialisme découle souvent d'une sympathie personnelle. Ainsi, sans être nettement socialiste, le Labour Party doit à son histoire d'être socialisant. Les circonstances autant que les tendances spontanées des Unions expliquent peut-être cette attitude. C'est l'inaptitude de leurs agents techniques à faire œuvre politique aussi bien que la force de persuasion des leaders socialistes qui, en somme, a donné, vers 1900, au mouvement l'aspect qu'il revêt. Si les fonctionnaires syndicaux avaient eu au début conscience de l'étendue

[1] Il nous semble que l'on ne peut se ranger entièrement à l'opinion de M. Lowell lorsqu'il écrit : "Since that time (1868) two distinct forces, socialism and trade unionism, have been at work to bring Labour members into Parliament, and the history of the movement has turned on the varying political activity and the mutual relations of these two forces. Of the two, socialism has been the more aggressive ; but the trade-unions have had a vastly larger membership, with far greater resources in money, and hence success in electing Labour candidates has depended upon securing their cooperation. Nor has this been given freely in support of socialistic plans, for the British workingman is not a theorist......... He has a practical, almost conservative, turn of mind, and is stirred to strong political feeling only by a sense of present grievance. When that has been remedied he falls again readily under the lead of those classes that have habitually conducted public affairs." *The Government of England*, vol. II, p. 24. Ce développement *parallèle* de l'activité politique des Unions et du Socialisme laisserait inexpliqué le fait que le Labour Party est dirigé par des socialistes. Pourquoi, si les Trade Unionistes purs sont les plus nombreux, n'ont-ils pas assumé la charge de cette direction ?

de leur rôle, rien ne dit que le Labour Party ne se serait pas formé sans l'aide des socialistes, et qu'il ne réunirait pas un corps de techniciens, de négociateurs habiles, simples délégués des Unions à Westminster, éclairant l'opinion sur les desiderata des travailleurs, mais ne réagissant pas sur tous les aspects de la politique nationale. Tel qu'il est, le rôle des fonctionnaires Unionistes n'est cependant pas effacé. Ils obligent le Labour Party à ne pas s'abstraire des réalités. C'est à eux qu'il doit aussi de s'être distingué des partis continentaux similaires et d'avoir pu faire converger le courant syndicaliste et le courant socialiste. Le parti ouvrier semble devoir sa riche vitalité à la diversité même de ses composants ; il a pu tirer profit de la compétence des chefs des Trade Unions, de l'enthousiasme et de la vigueur de propagande de l'Independent Labour Party, et du rayonnement intellectuel de la Société Fabienne. Nous verrons de quelles conséquences heureuses et aussi de quelles difficultés futures est grosse cette synthèse.

III

Reprenons maintenant, en suivant les fils directeurs que nous venons d'indiquer, les grandes phases de l'histoire du Labour Party. Un coup d'œil rapide sur l'histoire constitutionnelle de 1830 à 1884 montre que les Unions, quelle que fût leur confiance ou leur incrédulité dans l'efficacité de l'action légale, appuyèrent de tout leur pouvoir la réforme parlementaire. On sait que leurs espoirs furent violemment déçus en 1832. L'agitation Chartiste marque la protestation des ouvriers contre une loi qui leur dénie ces avantages mêmes qu'une bourgeoisie avide de pouvoir avait, pour s'assurer leur appui, fait miroiter devant eux. Mais quand cette vague s'est retirée, et que l'abandon des méthodes révolutionnaires a été définitivement consacré, l'appui des Trade Unions va à ceux qui ont la force et la volonté de forger l'instrument qu'elles ne sont pas encore préparées à manier elles-mêmes, et dont pourtant elles perçoivent obscurément l'usage éventuel. De 1860 à 1880 les chefs du Trade Unionisme appartiennent à l'aile radicale du parti Libéral, au programme duquel ne cesse de figurer l'extension de la Franchise. Nous voyons en 1867 Fréderic Harrison secouer la torpeur des Syndicats qui

sont encore insensibles à la nécessité de l'action politique,[1] et, sitôt le Reform Bill promulgué, la " Junte " enjoint par circulaire à toutes les Trade Unions de faire inscrire leurs membres sur les registres électoraux. Il y avait là chez les Unions une tentative naturelle d'émancipation, un besoin spontané d'élargir l'espace dans lequel elles étaient en droit de se mouvoir. Elles prévoyaient que la Franchise, quelle que fût la façon dont elles dussent s'en servir, pourrait être, après tout, la meilleure arme défensive contre les tentatives d'empiétement sur leur constitution organique et sur leurs privilèges. Mais aucune renaissance spirituelle ne s'était encore produite en elles. Il n'y avait ni politique, ni économie ouvrières, aucune vision propre de la chose publique. Bright, malgré son hostilité pour les Factory Laws, comptait dans les Unions ses plus exaltés partisans. Leur souhait le plus cher était qu'aucune intervention ne se produisît dans les conflits du capital et du travail. C'était l'usage libre de la grève qui représentait pour elles la meilleure garantie de leur intégrité ; faire respecter cette garantie sans réagir sur le milieu ambiant, sinon pour le convaincre, de gré ou de force, de la justesse du point de vue ouvrier, semblait pour elles une tâche suffisante.[2]

Et pourtant, de cette attitude même devait surgir la première tentative d'indépendance et de représentation directe. C'est autour de l'année 1874 qu'elle prend corps. Peu de temps après que des possibilités nouvelles de défense se sont ouvertes pour le Trade

[1] " At the outset of the crisis Mr. Frederic Harrison had urged upon the Trade Union world the necessity of turning to the polling booth for redress. " Nothing ", he writes in January 1867, " will force the governing classes to recognise the workmen's claims and judge them fairly, until they find them wresting into their own hands real political power. Unionists who, till now, have been content with their Unions, and have shrunk from political action, may see the pass to which this abstinence from political movements has brought them. " Webb, *History of Trade Unionism*, p. 257.

[2] " The curiosity of this chapter of working-class history is that the current idea was not to use political power and influence for any higher purpose than that of securing complete facilities for the legal use of the strike. Beyond this there is not the smallest trace of a political policy. There is no trace of an ideal higher than a " Nine Hours Working Day " and two shillings advance in wages, and this for the " aristocracy of labour "—the skilled craftsmen. This cheap-jack millennium is to be expedited by the strike, and, because the law imposes obstacles to the strike, the legislature must be moved from outside—never from inside—to remove them. There is no vestige of evidence of the existence of anything higher than this for many years. " *The Coming Force*, par Frank H. Rose. p. 21.

Unionisme, une attaque soudaine vient mettre en péril les résultats acquis par vingt années de lutte opiniâtre. Et les Syndicats qui, alors qu'il s'agissait de mesures générales de gouvernement, n'avaient offert aucune solution propre et s'étaient laissé aller dans le sillage de l'un des deux grands partis, comprirent que leurs intérêts immédiats, s'ils ne les abstrayaient pas du programme commun, ne seraient défendus qu'avec tiédeur. Les Libéraux, qui en 1867 avaient subi l'impulsion des milieux ouvriers et qui, au moyen de la réforme électorale, avaient satisfait ces derniers dans leurs aspirations démocratiques, n'étaient, néanmoins, nullement portés à admettre la légitimité des tendances particularistes et combatives des Unions. Leur collaboration était donc fortuite ou plutôt ne se justifiait que par la similitude de certaines de leurs positions. Les Libéraux d'alors étaient démocrates, parce que pour eux l'égalité des suffrages faisait partie d'un système de pensée auquel ils s'étaient depuis longtemps ralliés, et auquel ils ne pouvaient renoncer sans renier leurs origines. Les Unions, au contraire, étaient démocrates par besoin, et au-delà du droit de vote voyaient les bénéfices substantiels qu'elles pourraient en tirer. Dans des circonstances ordinaires, en l'absence de toute crise aiguë, un pacte tacite pouvait les réunir. Mais il arrivait qu'en certaines occurrences, des remous profonds se produisaient qui détruisaient l'économie de l'alliance. Malgré tout, la sympathie ne pouvait être complète entre ces deux éléments dont l'un synthétisait les forces de direction et groupait la plupart des chefs d'industrie, aux yeux de qui politique et partis comptaient pour peu de chose dans la vie de tous les jours. Déjà surgissait le dualisme interne, si troublant, que le parti Libéral porte encore en lui et qui résulte de la contradiction existant entre les intérêts particuliers de ses membres, et les idées qu'il a héritées de son passé ou qui sont inspirées par une vision plus claire des nécessités collectives.

Quoi qu'il en soit, ce fut une erreur du gouvernement Libéral, qui, pour la première fois, donna aux ouvriers organisés l'idée de tirer un profit plus direct de l'instrument que la loi de 1867 avait mis à leur disposition ; mais aucune défaillance des grands partis à son égard ne justifiait encore pour le Trade Unionisme une intervention destructive du rythme politique de la nation ; à cette époque de demi-conscience pour les travailleurs, ceux-ci se contentaient de peser sur ceux des élus dont le sort était entre leurs mains. C'est avec véhémence que la Fédération des Employeurs protestait en 1873 contre cette tactique. " Elles (les Trade Unions) organisent des réu-

nions fréquentes, au cours desquelles des orateurs payés inoculent leurs idées à la classe ouvrière et la poussent à dicter ses conditions aux candidats au Parlement. Elles exercent sur les membres du Parlement et sur ceux qui aspirent à cet honneur, une pression qui est hors de proportion avec leur pouvoir réel, et à laquelle ne peuvent croire que ceux qui ont eu l'occasion d'être témoins de ses effets." [1] Pourtant un problème vital venait d'être alors même soulevé. Au cours de l'année 1866, une série d'attentats avait semé l'épouvante dans la ville de Sheffield ; un baril de poudre avait notamment explosé dans la demeure d'un ouvrier de la New Hereford Street. Un violent mouvement de réaction, dont les associations d'employeurs surent habilement tirer profit, se produisit. [2] Mais les Unions s'offrirent spontanément à collaborer à la découverte de la vérité ; des meetings ouvriers furent tenus sur toute l'étendue du royaume, et les chefs y exprimèrent toute leur indignation du soupçon qui pesait sur eux et sur leurs troupes. Finalement, en Février 1868, un message royal vint annoncer " qu'une Commission d'Enquête se réunirait sans délai et ferait porter ses investigations non seulement sur les attentats criminels de Sheffield et d'ailleurs, mais sur la question générale du Trade Unionisme et de ses effets." [3] Ainsi donc, c'était à l'instant où l'opinion publique était le plus violemment excitée que la légitimité de l'action ouvrière se trouvait remise en question. Mais de toutes parts le réseau se resserrait. Une décision du Banc de la Reine, rendue à la suite d'une instance engagée par la Société des Ouvriers Constructeurs de Chaudières contre le trésorier de sa branche de Bradford, qui détenait indûment une somme de £ 24, vint poser le principe que les Trade Unions, tout en n'étant plus depuis 1825 des associations proprement criminelles, demeuraient du moins en dehors de la loi, et, par suite, n'avaient droit à aucune protection contre l'infidélité de leurs mandataires. Un grand sursaut agita les Syndicats et un premier essai de coalition fut tenté sous forme d'une " Conférence des Métiers Amalgamés ". [4] Celle-ci obtint de Frederic Harrison,

[1] Rose, *op. cit.*, p. 121.

[2] Consulter Webb, *History of Trade Unionism*, p. 242.

[3] *Op. Cit.*, p. 244.

[4] " There was a " Trades Conference " convened in St-Martin's Hall by the London Working Men's Association in March 1867. It was called " to consider the present state of trade societies consequent upon the recent judgment in the Court of Queen's Bench, and the Royal Commission then appointed to inquire into Trade Unions ". The account of the proceedings bears out in every parti-

le conseiller dévoué des Associations ouvrières, figurât parmi les membres de la Commission d'Enquête, et que les représentants des Unions fussent présents pendant les dépositions des témoins.

Mais quelque importance qu'il ait pour nous au point de vue historique, ce mouvement demeurait corporatif et ne revêtait aucun caractère politique. La confiance dans la bonne foi du parti Libéral demeurait entière. Le tour favorable que prenait, d'ailleurs, l'enquête semblait éloigner la possibilité d'une rupture ; malgré les efforts des employeurs et des actuaires de quelques compagnies d'assurances, il fut facile aux Unions de démontrer que les faits de violence étaient chez elles exceptionnels [1] et que leur comptabilité était absolument saine. [2] Si bien que les commissaires proposèrent dans leurs conclusions qu'aucune combinaison ouvrière ne fût dorénavant poursuivie pour " restriction de la liberté commerciale ", à moins qu'elle n'eût été formée " pour accomplir des actes impliquant une rupture de contrat ". Quant au bénéfice de l'enregistrement, il devait être accordé aux Unions dont les règles étaient vides de certaines clauses restrictives, " telles que la limitation des apprentis ou l'interdiction du travail à la machine, la prohibition du travail aux pièces et du contrat d'entreprise ". [3] La situation présente des Unions ne se trouvait, en fait, guère modifié ; mais l'avenir restait incertain. La parole était maintenant au gouvernement Libéral, et cette première étape dans l'action d'ensemble de la classe ouvrière n'avait point fait progresser la question de la représentation directe : la nécessité de cette dernière ne résultait pas encore de la pression des événements.

Elle avait pourtant été suggérée. De la " Trades Conference " de 1867 était issu le Congrès des Trade Unions. Sur le premier de ces corps aucune documentation précise n'existe. Mais nous avons la preuve qu'en 1869, au congrès de Birmingham, des propositions fermes avaient été faites en faveur de l'envoi de membres ouvriers à Westminster. Alfred Walton demanda aux salariés de s'unir pour former un parti du travail et pour exiger que, dans les circon-

cular the statement that the political outlook of the Trade Unionist of that day was restricted entirely to agitation to obtain strike powers ; it is probable that the regular Congress sprung from this or some similar meeting at this time. " Rose, *op. cit.*, p. 23.

[1] Webb, *op. cit.*, p. 249.

[2] *Ibid.*, p. 251.

[3] *Ibid.*, p. 253.

scriptions où deux candidats libéraux auraient chance d'être nommés, un seul des sièges fût dévolu à un homme de la classe moyenne.[1] George Odger et George Howell s'entendirent pour démontrer que, si l'on considérait le pouvoir numérique du Trade Unionisme et notamment l'effectif de vingt sociétés comptant à elles seules 223.456 membres, on admettrait sans peine qu'une telle armée, se vouant à des desseins politiques, sans pour cela renoncer à sa tâche professionnelle, pourrait altérer profondément l'aspect d'une assemblée législative.[2] Mais de telles paroles tombaient sur un terrain qui n'était pas fécondé ; en proie en une inquiétude sourde, les Unions avaient senti le besoin de se presser les unes contre les autres ; leur crainte commune avait engendré leur sympathie mutuelle ; la seconde faiblissait à mesure que la première perdait de son intensité. Elles ne demandaient, en somme, qu'à rester elles-mêmes, et si d'autres se chargeaient de faire respecter leur intégrité et les dispensaient de forger un mécanisme délicat et coûteux, pourquoi ne leur laisseraient-elles pas ce soin ? Elles procédaient par purs réflexes, rentrant ou sortant leurs armes défensives, comme le font certains animaux menacés, selon que le danger approchait ou disparaissait à l'horizon ; leur âme n'était pas encore éveillée ; mais l'eût-elle été, la conscience spontanée d'une vie collective réagissant sur la vie nationale eût-elle surgi, qu'elle n'aurait guère trouver à s'incarner dans les hommes d'alors. Il avait des dévouements et des capacités d'une part, des ambitions de l'autre ; il n'y avait pas de vocations.

Les circonstances voulurent bientôt que capacités et ambitions trouvassent leur emploi. On tomba d'accord sur une demi solution, et l'ère du Labour-Libéralisme s'ouvrit. Elle fut le fruit d'un compromis non sur les idées mais sur les individus. Le jeu de bascule des partis demeurait intact ; leurs principes directeurs n'étaient pas altérés ; seule la composition de l'un d'entre eux recevait une légère atteinte.

Nous venons de voir ce que furent les conclusions de la Com-

[1] Voir dans l'ouvrage de M. Rose, p. 23, l'extrait du procès-verbal du Congrès de Birmingham. On y lit notamment ce qui suit : " *Working men in Parliament.* An address on this subject from the Chelsea Working Men's Association was taken as read. In it it was suggested that a great National Industrial Party should be formed, and that a conference should be held either in London or Birmingham in November or December (1869). "

[2] Voir le texte du discours de George Howell prononcé au cours du Congrès de Birmingham : Rose, *op. cit.*, p. 25.

mission d'Enquête : elles rassuraient les Unions pour le présent sans leur donner de garanties d'avenir. Aussi ces dernières se prononcèrent-elles sans hésiter en faveur du rapport de la minorité, signé par Harrison et le Comité de Lichfield ; ce rapport cherchait à faire prévaloir le point de droit qui, jusqu'en 1906 et notamment à l'occasion de la Taff Vale Decision, devait constituer le credo du Trade Unionisme, à savoir : 1° Qu'aucun acte commis par un ouvrier syndiqué n'est illégal, à moins qu'il ne présente ce caractère lorsqu'il est commis par toute autre personne. 2° Qu'aucun acte commis par une combinaison d'individus ne doit être considéré comme criminel dès l'instant où il est légitime lorsqu'il est commis par un individu isolé. En outre, pour parer au danger d'une assimilation complète des Trade Unions aux Sociétés de Secours Mutuels, Harrison proposait que les fonds syndicaux fussent protégés contre le vol et la fraude, tandis que les Associations continueraient à jouir du privilège qui les mettait à l'abri de toute poursuite ou de toute demande de Dommages-Intérêts. Mais, malgré les efforts de la " Junte ", malgré les démonstrations qui se multipliaient, le gouvernement Libéral et la quasi-unanimité des Communes semblaient vouloir se refuser à aborder la question de front. Sévir était impossible ; c'eût été s'aliéner du coup ces masses puissantes mais encore inorganiques sans l'appui desquelles, depuis la nouvelle loi électorale, un parti ne pouvait vivre. Mais, d'autre part, il répugnait à une majorité d'employeurs et même à bon nombre de continuateurs de la politique des Radicaux philosophiques de préciser et de ratifier les droits des Unions. Même lorsqu'il ne leur apparaissait pas comme un composé de groupements envahisseurs, ayant dessein de détruire ce qu'ils croyaient être l'équilibre naturel de l'industrie, l'Unionisme, avec ses attributs actuels, ne pouvait que synthétiser pour eux un ensemble d'éléments sinon contradictoires, du moins incohérents. Ce mélange de libertés et de privilèges que préconisaient Harrison et la " Junte " échappait à toute critique rationnelle, ne se justifiait que par les nécessités vitales d'une croissance lente et douloureuse. Ainsi qu'on l'a fait fort justement observer, les Conservateurs, malgré leur connaissance insuffisante des problèmes ouvriers, " étaient mieux préparés que leurs rivaux à l'interventionnisme et à la solidarité commençante. " [1] Pris entre leurs intérêts concrets

[1] Cazamian. *Angleterre Moderne*, p. 170.

et les suggestions de l'école orthodoxe, les Libéraux cherchèrent d'abord refuge dans une sage indétermination.

L'agitation grandissante obligea pourtant le Gouvernement à prendre parti ; il crut faire preuve d'habileté en retirant d'une main ce qu'il donnait de l'autre.[1] Mr. Bruce, Ministre de l'Intérieur, présenta aux Communes un projet qui accordait aux Unions un statut légal, sans les assimiler aux Friendly Societies ; mais une des clauses prévoyait que toute violence ou menace faite en vue de peser sur des employeurs ou des employés serait sévèrement réprimée. Pourtant les termes de cette clause étaient si vagues que des actes tels que le " picketing " (action de poster autour du chantier ou de l'établissement déserté des hommes ayant pour office de prévenir les ouvriers nouvellement embauchés de la cessation du travail),[2] actes sans lesquels une grève reste inefficace, devenaient illicites. C'était interdire aux Unions l'usage même du droit qui leur était concédé.

La loi de 1871 marqua pour le Trade Unionisme un temps de flottement. Le congrès qui se tint à Leeds peu de temps avant le vote, balancé entre la colère et l'inquiétude, semble n'avoir pas envisagé cependant l'hypothèse de la représentation directe des intérêts du travail aux Communes. Une campagne de protestation fut seulement ébauchée, le reste des séances étant consacré à discuter des propositions multiples et insuffisamment étudiées, sur lesquelles l'accord était d'autant plus facile qu'on les savait inapplicables. La même indécision se manifeste aux Congrès de Nottingham (1872)[3] et de Leeds (1873). Il était pourtant évident que le Trade Unionisme ne pouvait laisser passer l'occasion qu'allaient lui offrir les élections de 1874.

La puissance des Syndicats était réelle ; leurs assemblées récentes avaient groupé plus d'un million de travailleurs ; sur une base aussi large, un parti politique, apte à jouer un rôle non négligeable, aurait pu, semble-t-il, s'établir. Mais un parti politique, pour être viable,

[1] V. Webb. *op. cit.*, p. 263.

[2] Pour une définition plus complète du picketing, voir la note de Webb : *History of Tr. Un.*, p. 262, ainsi que *The Labour Law Commission*, par Henry Crompton.

[3] Il semble pourtant qu'à ce Congrès les travailleurs aient eu conscience de la défection du parti Libéral. Le Comité Parlementaire fit observer qu'après le derniers votes, il serait imprudent de compter sur l'appui de la classe manufacturière. Les 101 libéraux et les 29 conservateurs qui représentaient les centres industriels avaient, en effet, confondu leurs voix. V. le texte dans Roses *op. cit.*, p. 28.

doit s'inspirer d'une doctrine ou tout au moins synthétiser certains intérêts. Il peut guider ou se laisser guider, se soumettre à l'impulsion d'en bas ou réagir sur les éléments dont il tire son pouvoir, mais une ligne de conduite tracée à l'avance, assez évidente et en même temps assez souple pour être perçue dans toutes les circonstances, pour s'adapter à toutes les difficultés, semble nécessaire. Qu'il s'agisse d'un désir intense de changement, d'une tendance instinctive à retarder l'évolution des idées et des faits, ou d'une volonté intelligente de réorganisation et d'adaptation, l'existence d'un parti reste ainsi justifiée. Mais tel n'était pas à cette époque le cas de la plupart des Unions. Malgré les tentatives de coordination nationales ou locales, Congrès ou Trades Councils, elles n'avaient pu s'accorder sur aucune politique originale et substantielle. Leurs aspirations démocratiques gravitaient autour du programme radical. Dans le nihilisme administratif d'alors, démocratie était synonyme d'affranchissement ; la solution collective du problème économique n'était pas envisagée, et celle du problème politique était dépourvue de toute complexité. Les Radicaux en ayant fourni les premiers un aperçu lucide et systématique, gardaient l'avantage de cette priorité en même temps que de leur supériorité intellectuelle. Qu'il y eût entre eux et les chefs du Trade Unionisme une alliance, tacite ou déclarée, ou que le cours des événements portât les seconds à nier la réalité du pacte, aucune crainte sérieuse ne pouvait les assaillir. Ils savaient que sitôt que les considérations politiques seraient revenues au premier plan, ils feraient de nouveau sentir aux Unions leur invincible attraction. Mais il était certain que si, pour la reconnaissance de leurs droits inorganiques, des droits dévolus à leurs membres en tant que citoyens, les Unions pouvaient compter sur l'appui des Libéraux, elles n'avaient à espérer, par contre, aucune aide de leur part dans la défense de leurs droits organiques. On lit avec surprise dans les débats du Congrès de 1874 que l'Association de la Cité de Londres avait pour secrétaire un certain Sidney Smith qui, précédemment, en qualité de représentant de différents groupements d'employeurs, s'était toujours montré l'ennemi implacable des Syndicats.[1] C'était donc plutôt vers les Conservateurs, qui par tempérament n'avaient contre eux aucune hostilité préconçue,[2] que ceux-ci devaient se

[1] Webb, *History of Trade Unionism*, p. 271.

[2] *Ibid.*, p. 275.

tourner dès que pour eux la cause démocratique s'effaçait devant la cause trade unioniste.

Ainsi s'explique la défaite des Libéraux en 1874. Mais quand la loi de 1871 eut été abrogée[1] et que les Conservateurs eurent donné aux Unions quelques preuves de leur bonne volonté, une lente oscillation entraîna de nouveau ces dernières vers le Libéralisme.[2]

Pourtant si le Trade Unionisme, en l'absence d'un concept politique qui fût sien, en était réduit à jouer, non sans succès, des deux grands partis historiques, du moins sentait-il sourdre en lui la conscience de ses intérêts propres et de sa mission d'assurer leur sauvegarde au cours des débats parlementaires. La rupture avec les Libéraux avait été causée moins par une divergence profonde des vues que par le refus de ces derniers de tenir compte du pouvoir supplémentaire que les travailleurs acquéraient en se groupant et qui se superposait à celui que, de bon gré, ils leur reconnaissaient individuellement. Si donc l'on pouvait faire dépendre le résultat d'une élection, non de la décision d'individus isolés, obéissant à des mobiles privés, mais de celle d'un grand corps, un d'essence et de volonté, et si la qualité et le rôle préalable de l'élu étaient un gage de son rôle futur, de son intention de donner, dans l'échelle de ses préoccupations politiques, la préséance aux intérêts corporatifs, n'y aurait-il pas là pour le Libéralisme une indication en même temps qu'un avertissement ?

L'expérience fut tentée. Elle réussit dans la mesure où le terrain était préparé. Un parti indépendant du travail ne pouvait s'alimenter de quelques mesures purement défensives. Son programme immédiat

[1] Le " Masters' and Servants' Act " de 1867 fut remplacé par l' " Employers' and Workmen's Act ". Maître et serviteur étaient désormais considérés comme parties égales. L'emprisonnement en cas de rupture de contrat était aboli. Le picketing était autorisé pourvu qu'il fût pacifique, et les actes de violence et d'intimidation tombaient sous le coup du code criminel, c'est-à-dire rentraient dans le droit commun. C'était donc, semble-t-il, la reconnaissance du Marchandage Collectif avec toutes ses suites nécessaires.

[2] Il est, du reste, infiniment probable que l'appui donné par les Unions aux Conservateurs ne fut jamais qu'une tactique. M. Rose écrit avec humour : " The pragmatical assumption that all men are fools who are not Liberals was brought to a climax at the Congress which immediately followed the passing of Mr. Cross's Amendment Act in 1875. A vote of thanks to the Home Secretary was actually opposed on the ground that it was inexpedient to thank a Tory for doing what their Liberal gods had obstinately and insolently refused to do ". p. 38.

épuisé, il se serait en quelque sorte trouvé coupé de ses sources et aucun afflux de sang nouveau ne lui aurait permis de se régénérer. Or, les Congrès des Trade Unions et le Comité Parlementaire qui en était l'appendice, s'ils pouvaient à la rigueur réussir à grouper à un moment donné les desiderata des Unions, ne pouvaient, en raison du manque de suite dans les relations de ces dernières, parvenir à effectuer parmi les multiples questions étudiées aucun travail méthodique de classement et d'élimination, ni faire surgir les tendances communes, ni mettre en relief l'ossature d'une véritable législation. Les " agendas " où sont consignées les délibérations des Congrès montrent quelle vitalité débordante, quelle ardeur juvénile et tumultueuse, quel souci de faire admettre, puis sanctionner les droits de chaque Association s'affirmaient en ces assemblées. Malheureusement, toutes les prétentions étaient émises sur le même plan, acceptées avec le même bon vouloir. L'Union qui, dans chaque cité, réunissait avec peine quelques dizaines d'artisans, entendait que ses petites querelles fussent épousées au même titre que les revendications des puissants groupements miniers ou que celles de l'industrie du coton, et fissent l'objet des mêmes mesures législatives. Malgré des bouillonnements de surface, malgré le désir du plus grand nombre d'établir une représentation directe [1], l'unité stratégique restait l'Union.

Il était évident que seules celles qui groupaient sur un espace restreint des contingents assez nombreux pour s'assurer, lors des élections, un avantage incontesté sur toutes les autres fractions de la population soumises à l'influence des deux grands partis historiques, étaient capables d'affronter la lutte. [1] Les Unions des mineurs du Durham, du Northumberland, et du sud du Pays de Galles, celles des ouvriers du fer et quelques autres Associations isolées votèrent les fonds nécessaires pour la campagne qui s'ouvrait. Treize candidats furent présentés ; [2] deux d'entre eux, Alexandre Macdonald et

[1] Si évident vers 1874 que, pendant la semaine du congrès, Henry Broadhurst s'était soucié d'organiser la participation de toutes les Unions au fonds électoral. Il comptait qu'une contribution de 1 shelling par membre produirait £ 50,000 et il concluait ainsi : " If Labour Representation is worth anything it is certainly worth paying for...... If the next general election is to carry a dozen working men into the legislative chamber—more notorious for its massive gold bar than for its intellectual calibre—the Trade Unionists must commence in earnest to prepare the funds, without which all efforts will be wasted. The time for talk has passed, the hour for work has arrived. "

[2] La liste en est donnée dans Webb, *Hist. of Tr. Un.* note, p. 273.

Thomas Burt, fonctionnaires de l'Union Nationale des Mineurs, furent élus. Ils formèrent le noyau d'un groupe qui devait, par la suite, s'accroître d'une ou de plusieurs unités chaque fois qu'une ancienne Association devenait plus prospère et que le nombre des non-syndiqués diminuait dans une profession. Il comptait encore en 1906 une trentaine de membres, dont la moitié représentaient les régions minières. Ces Labour-Libéraux sont des Libéraux spécialisés, ou, si l'on veut, des mandataires, au sens le plus absolu du mot. Des intérêts multiples dont un parti prêt à assumer la charge du gouvernement est obligé de tenir compte, ils n'ont qu'un médiocre souci. Ce sont les intérêts, non pas même de l'Unionisme, mais de leur Union qu'ils exposent avec compétence et défendent avec âpreté. Pour le reste, ils se laissent porter par le courant Libéral ; absorbés par l'examen de problèmes techniques, ils ont plus ou moins l'intuition que le Libéralisme, auquel ils sont d'ailleurs attachés par tradition, est suffisamment armé pour étendre les libertés négatives de leurs commettants ; leur inefficacité politique est la rançon même de leur spécialisation ; mais cette dernière est loin d'être inefficace. Qu'il suffise de rappeler les résultats obtenus à la suite de l'intervention de Macdonald, quoique après sa mort, dans la question du pesage souvent frauduleux du charbon, la loi de 1887 étant le fruit de cette intervention ; la participation des envoyés du Lancashire à l'Acte qui, dès 1874, limitait à 56 heures 1/2 la durée du travail des femmes et des enfants dans l'industrie cotonnière ; enfin les efforts répétés des représentants du Durham et du Northumberland pour faire échec à la loi fixant à huit heures le travail des adultes dans les mines, efforts qui retardèrent le vote de cette loi jusqu'en 1908.[1] D'ailleurs, le rôle du groupe Labour-Libéral en cette récente circonstance nous fournit la clé de son attitude dans toutes celles où une intervention étatiste est à la veille de se produire. En langage juridique, on pourrait ainsi la définir : ne jamais rendre pire la situation de l'Union représentée, quelle que soit la répercussion de la mesure considérée sur le monde du travail. La loi des huit heures était un bienfait pour l'ensemble de l'industrie minière : jamais les instincts généreux du public et du Parlement n'avaient trouvé meilleure occasion de se manifester qu'en faveur de ces hommes que le manque de lumière, une déformation constante des attitudes physiques, privaient, bien que pécuniairement

[1] Voir notre étude sur *La durée du travail dans les mines de Grande Bretagne*, pp. 1-62 et les circulaires du Comité des Houillères de France.

leur sort fût parfois enviable, des jouissances les plus essentielles. Mais la réforme projetée avait pour résultat de détruire l'économie du travail dans les mines du nord où, par une disposition spéciale des équipes et des relais, les hommes ne fournissaient qu'un effort de sept heures, alors que les enfants étaient retenus un laps de temps beaucoup plus étendu dans les galeries. Aussi les Labour-Libéraux qui, en raison de leurs capacités techniques, étaient jugés aptes à donner à l'assemblée un avis éclairé sur toutes les matières que le simple bon sens et une connaissance large du sujet ne pouvaient suffire à résoudre, eurent-ils beau jeu à déplacer la question et à donner aux débats un tour théorique, alors que les arguments d'espèce que nous venons de mentionner étaient seuls de mise.

Ainsi le Labour-Libéralisme s'est inspiré, dès le début, des tendances particularistes des Unions les plus fortes et s'est maintenu avec ce caractère jusqu'à ce que la démocratie industrielle, rendue plus organique et plus cohérente, ait eu réalisé son unité et exercé sur lui une attraction, qui en 1874 ne pouvait se faire sentir. Le temps est proche où son interventionnisme empirique sera incapable de lutter contre une véritable politique du travail. Ne pouvant songer désormais à monopoliser les questions ouvrières, numériquement inférieur au Labour Party, auquel il est facile de percer et de dévoiler ses desseins égoïstes, tout porte à croire qu'il poussera vers ce dernier des ramifications profondes, qui remplaceront celles de leurs origines communes, aujourd'hui desséchées. Venu au Libéralisme en l'absence de toute doctrine qui lui fût propre, il peut trouver aujourd'hui dans les conceptions socialistes du jeune rival qui l'a déjà dépassé un solide point d'appui. Et, à son tour, par l'intransigeance, le caractère concret, bien défini, matérialiste de ses prétentions, par sa tenue aristocratique et un peu réservée dans le monde du travail, peut-être pourra-t-il réagir sur les tendances ouvertement constructives du Labour Party. Mais cette fusion ou cette adaptation ne se fera pas parlementairement. Il y aura rapprochement des organes représentés et non rapprochement des représentants.[1] Déjà la Fédération des Mineurs est entrée dans le Labour Party ; à mesure que s'élimineront les vétérans des luttes passées, tels que Burt et Fenwick, pour qui la reconnaissance de leurs Unions reste vive et qui symbolisent une époque, le problème de l'unification des forces

[1] Bien qu'en 1906 un représentant du Durham, Taylor, de Chester-le-Street, ait passé au Labour Party.

ouvrières au Parlement sera remis en question, et tout porte à croire qu'il sera résolu dans le sens le plus large ; ainsi s'évanouiront les effets de la première grande crise du Trade Unionisme et de ses premiers tâtonnements vers la représentation directe, lesquels n'ont ni mérite ni démérite, ne procèdent ni d'une idée ni d'une volonté, mais d'une nécessité de défense.

IV

La seconde étape dans la croissance *externe* du Labour Party est marquée par l'élargissement des cadres du Trade Unionisme et par un renversement presque complet dans l'ordre de ses préoccupations.[1] C'est aux travailleurs non spécialisés, aux grèves victorieuses qu'ils soutinrent de 1887 à 1890, à l'énergie sans limite et à l'étendue des vues des quelques hommes qui entreprirent de contenir et de discipliner, au lendemain du combat, cette masse amorphe qui représentait plus des deux tiers de la classe ouvrière, à l'influence que chefs et soldats eurent sur les Congrès à venir, que ce résultat est dû. Les premières manifestations du " Nouvel Unionisme, " la révolte des allumettiers, puis celle des dockers, le triomphe pacifique des gaziers, la propagande infatigable de Mann, de Tillet et de William Thorne, l'influence " magnétique " de Burns, tout ce côté épique du grand drame ouvrier a été ample-

[1] Indiquons pourtant sommairement les progrès réalisés par l'idée de la représentation directe au cours des Congrès tenus de 1880 à 1887. Au Congrès de Londres (1881) une motion de MM. Crawford et Toyn est adoptée : elle est ainsi conçue : " That this Congress regards the return of working men to Parliament not only as a matter of justice but also one of paramount importance, and therefore instructs the P. C. to give to *trustworthy* working men candidates all the assistance they possibly can. " En 1882, au Congrès de Manchester, la question de la contribution des Unions au fonds électoral est soulevée, mais on tombe d'accord sur un amendement demandant que les députés soient payés par l'Etat et que celui-ci prenne également à sa charge les frais d'élection. Même résolution au Congrès de Nottingham de 1883. En 1884 (Aberdeen), en 1885 (Southport) l'idée d'un parti indépendant se superpose à celle de la représentation directe ; le Président, Mr. Threlfall, déclare : " It seems to me that the most critical period in the history of Trade Unionism is at this moment. They must either lead or follow ; they cannot halt between two opinions. They must form the nucleus of the Labour Party of the future or sink into comparative insignificance. " Enfin au Congrès de Hull de 1886 on décide d'instituer une " Association Electorale du Travail ", organe de coordination destiné à renforcer l'action du Comité Parlementaire.

ment et définitivement décrit.[1] Rien ne peut ajouter à cette page d'histoire. Contentons-nous de retrouver, sous la magie des faits, le schéma de la constitution progressive du Labour Party.

Les Unions nouvelles n'apportaient, bien entendu, avec elles aucune doctrine définie. Nées d'une série de conflits, elles ne pouvaient avoir que le sens aigu de l'opposition des intérêts des classes; elles étaient donc disposées à accueillir les idées de ceux — que ce fussent leurs chefs ou des théoriciens étrangers — qui se trouvaient capables d'édifier un système sur cette opposition. Encore fallait-il que celui-ci fût en quelque sorte le préambule d'une action sans cesse renouvelée. Il n'aurait eu sur elles aucune prise s'il s'était contenté d'être une explication. En lui l'esprit économique devait être nécessairement subordonné à l'esprit politique ; le premier ne devait même être que la justification du second. Mais, d'autre part, de leur rude corps à corps avec la vie, de leur ignorance des subtilités contractuelles et même de la liberté qu'elles donnaient à leurs impulsions, était venu à ces Unions un tempérament imaginatif et généreux, sensible à toute parole qui leur ouvrait des horizons infinis, qui faisait resplendir la terre promise sans trop s'attarder sur les moyens d'y parvenir. C'est ce composé d'appétits non satisfaits, d'espoir dans un avenir où seraient inconnues les tristesses du présent, de sensibilité aux influences extérieures, qui constitue l'âme du Nouvel Unionisme, et qui, dorénavant, va réagir, chaque fois que celui-ci se trouvera en contact avec l'Ancien, sur la prudence, l'esprit de compromis et de temporisation des Unions pour lesquelles seules s'était jusqu'ici posé le problème de la représentation directe du travail.

Mais c'est seulement lorsque, amené à reprendre notre étude à un point de vue interne, nous en viendrons à envisager l'influence de l'Independent Labour Party, organe socialiste, sur la marche des événements, que nous pourrons mesurer l'importance et discerner les effets tangibles de ces réactions psychologiques. Pour l'instant, qu'il nous suffise d'indiquer le sens dans lequel la création des Unions nouvelles venait modifier les tendances concrètes qui jusqu'alors s'étaient fait jour dans les Congrès. Cette modification portait sur deux points ; tout d'abord le Nouvel Unionisme rendait définitivement à la méthode de l'Obligation Légale son ancienne priorité, c'est-à-dire accentuait, qu'il le voulût ou non, le caractère

[1] V. Webb, *op. cit.*, Ch. VII, p. 380-408 et *The Story of the Dockers' Strike*, de MM. H. Llewellyn Smith et Vaughan Nash.

politique de l'Unionisme considéré dans son ensemble : il suffisait pour cela que l'importance relative de ses fonctions fût altérée sans qu'aucune, d'ailleurs, fût abolie ; puis il donnait à ses prétentions un caractère simple, uniforme, presque physiologique : il les ramenait presque toujours à ce minimum de loisir et d'aliments sans lequel l'organisme humain ne peut subsister. Ainsi de métier à métier l'accord était facile : les dockers, les gaziers, les ouvriers des chemins de fer, sans qu'aucune entente directe entre leurs Unions eût été négociée, par une sorte d'harmonie préétablie, ayant sa source dans l'égale rigueur des nécessités auxquelles ils étaient soumis, pouvaient formuler un programme du travail énergique et cohérent. Les avantages, souvent passagers, provenant de longues et pénibles négociations, l'accroissement de bien-être, fruit de l'habileté spéciale ou de la position stratégique supérieure d'une Union, leur étaient inconnus. Il y avait chez eux, non des habitudes de vie, mais l'appel pressant, impérieux, de la vie elle-même qui veut se maintenir. Le " living wage " était toujours le salaire minimum, la récompense d'un effort musculaire identique, évaluable seulement par la durée du temps pendant lequel il s'exerçait. D'un bout à l'autre de l'Angléterre, une grande nappe ouvrière s'étendait, qu'agitaient parfois de profonds remous, et au-dessus émergaient, îlots d'étendue et de hauteur inégales, les Unions que leur histoire, leurs traditions, leurs succès avaient caractérisées.

De plus, nous l'avons dit, le choix que ces dernières avaient entre les trois méthodes décrites précédemment n'existait pas pour les " unskilled ". Les nouveaux Syndicats étaient nécessairement trop ouverts, trop facilement accessibles à tous, en raison même du peu de capacités spéciales requises de leurs membres, pour que la méthode de l'Assurance Mutuelle, qui présuppose une éventuelle restriction du nombre, fût applicable. Ils ne possédaient pas la pratique du Contrat Collectif, et les multitudes hâves qui, chaque matin, se pressaient anxieuses à l'entrée des docks de la Tamise n'avaient certes pas l'idée qu'elles pussent traiter d'égal à égal avec ceux qui les employaient. Elles pouvaient par instants les courber, ou tout au moins montrer jusqu'où chez elles allait la résistance ; mais vaincues, elles étaient à la merci des employeurs, et la concurrence qui régnait dans leurs rangs toujours grossis achevait leur déroute. D'ailleurs, leurs demandes, par suite de la nature des besoins qu'elles traduisaient, étaient irréductibles. Des négociations pour la recherche d'un moyen terme ne pouvaient donc être entamées

Alors que les chefs et les fonctionnaires des Unions spécialisées se trouvaient désignés pour servir d'intermédiaires entre employeurs et employés, pour chercher à leur faire consentir des sacrifices mutuels, ceux des Unions d' " unskilled " ne pouvaient avoir pour rôle que d'entraîner leurs troupes en vue des luttes à venir, et d'exposer auprès des pouvoirs ou du public leurs demandes essentielles. La force du Nouvel Unionisme ne pouvait donc s'affirmer que dans des combats incessants ou dans l'action politique. Il avait fait l'expérience heureuse du premier moyen ; mais il ne devait guère oublier que s'il avait eu gain de cause, c'était en partie grâce à l'appui sans réserve que lui avait prêté l'opinion. [1] Celle-ci ne pouvait être souvent soumise à des secousses semblables à celle de la grève des dockers. La méthode de l'Obligation Légale apparaissait donc, théoriquement et pratiquement, comme la seule acceptable. L'utilité de la représentation directe était en même temps proclamée. Mais, cette fois, il ne s'agissait plus de la représentation de telle ou telle Union que sa concentration sur un même point favorisait. Une solidarité jusqu'alors inconnue unissait ces travailleurs disséminés, s'ignorant les uns les autres, et qui, pourtant, étaient numériquement trois fois supérieurs à ceux dont les délégués avaient trouvé place dans les Congrès. Une politique, encore limitée aux intérêts exclusifs et immédiats de la classe ouvrière, mais de *toute* la classe ouvrière, pouvait dorénavant être suivie. La direction devait en être laissée aux hommes dont les événements récents avaient mis en lumière les capacités organisatrices. Et il suffisait que ces hommes eussent eux-mêmes un idéal dépassant l'expérience de tous les jours, pour que, du coup, ils fissent sortir un souffle de ce grand corps qu'ils avaient éveillé à la conscience de ses intérêts communs, pour qu'en un mot un parti du travail, ayant ses méthodes et ses conceptions propres, commençât à se dessiner. [2]

Désormais, et jusqu'en 1902, la rapidité de croissance de ce parti dépendra de l'influence des Unions nouvelles sur les anciennes et de la résistance des instincts particularistes aux instincts collectifs,

[1] Webb, *op. cit.*, p. 389.

[2] Déjà Keir Hardie au Congrès de Swansea (1887), où il représentait les Unions de l'Ayrshire, avait émis l'idée qu'un parti indépendant pouvait être constitué : " I object to Labour Representatives identifying themselves with one political party. We must have men in the House who will not go to constituencies just because they called themselves Liberals, but were in direct antagonism to the working classes. "

en même temps que des facilités que rencontrera la substitution à l'interventionnisme exclusiviste, préconisé jusqu'en 1889 dans les Congrès, de l'interventionnisme large, réclamé par les " unskilled ", fondé sur des exigences vitales, au lieu de l'être sur les opportunités offertes par telle amélioration technique ou par un simple changement dans la physionomie du marché.[1] Mais, quoique l'on puisse percevoir les grandes lignes de cette progression, la plupart des réactions qui en sont la cause demeurent obscures. On peut seulement suggérer que si, peu à peu, les intérêts particuliers reculent, dans le monde ouvrier considéré comme un tout, devant les intérêts généraux, c'est que l'idée opère, rend plus nombreuses et plus importantes les concessions réciproques, et concilie ce qui jusqu'alors était considéré comme inconciliable ; c'est, en outre, qu'un plan d'action sous-entendant une coordination des énergies, une discipline volontaire, apparaît, à tout prendre, au prolétariat anglais comme plus efficace que l'action isolée et expérimentale.

Quoi qu'il en soit, il semble que, pour avoir une pleine compréhension de cette phase et des promesses qu'elle contenait, il faille, malgré l'apparente dualité des tendances, considérer dorénavant le Trade Unionisme comme une même substance, dont une partie avait seule jusqu'ici manifesté une activité réelle, l'autre n'ayant pas encore eu conscience des possibilités qui sommeillaient en elle. Il y a donc moins, dans les années qui vont suivre, hostilité entre les Unions anciennes et les nouvelles que réadaptation de toutes à la vie de l'ensemble et contribution de chacune aux organes par lesquels s'exprimera leur volonté de prendre part à la direction des affaires du pays.[2]

[1] Dès 1890 les effets de cette réaction du Nouvel Unionisme se font sentir. Alors qu'au Congrès de Dundee (1889), tenu peu de temps avant la grève des dockers, le Comité Parlementaire, ayant Broadhurst à sa tête, avait encore pu se maintenir, malgré son hostilité contre l'intervention légale, l'année suivante, au Congrès de Liverpool, une résolution en faveur de la journée de huit heures fut adoptée par 193 voix contre 155, et Broadhurst qui, par la suite, devait se convertir à l'interventionnisme, démissionna. Mais il faut remarquer qu'il n'y avait eu là aucun coup de force de la part des " unskilled ", car les partisans les plus convaincus du Bill des Huit Heures étaient les maçons, c'est-à-dire l'Union de Broadhurst lui-même, la Société des Mécaniciens (qui avait chargé Burns et Mann de défendre ses intérêts) et la Fédération des Mineurs. En outre, sur 60 résolutions adoptées, 45 ne tendaient à rien de moins qu'à adresser un appel direct à l'Etat et aux Municipalités, afin qu'ils fissent pour l'ouvrier ce que le Trade Unionisme, ancien ou nouveau, était lui-même incapable de faire.

[2] Complétons pour la période qui s'étend de 1891 à 1899, date de la fondation

V

Mais cette fusion des différents éléments du Trade Unionisme n'aurait peut-être pas été complète si, vers 1893, une initiative hardie ne s'était produite, si un groupement compact, bien défini, n'avait entraîné à sa suite les hésitants, n'avait dégagé des tendances que le Nouvel Unionisme avait infusées dans l'organisme ouvrier un état stable et permanent, s'il n'en avait aussi extrait une pensée assez vive pour que dorénavant elle pût subsister parmi tous les conflits d'intérêts et rallier toutes les bonnes volontés, assez éclectique pour pouvoir réagir sur les individus plus sensibles aux fins qu'elle suggérait qu'aux raisons théoriques sur lesquelles elles s'appuyait, assez doctrinale pour ne pas se confondre avec l'action elle-

officielle du Labour Party, l'aperçu schématique que nous avions interrompu au moment de l'entrée en scène du Nouvel Unionisme. La "Labour Electoral Association", sur laquelle on avait fondé quelques espoirs, était devenue au bout de peu de temps l'auxiliaire du parti Libéral et, malgré tout, l'intérêt se trouva encore une fois reporté sur les décisions des Congrès. En 1891, Threlfall fit voter la résolution habituelle sur la nécessité de faire soutenir au Parlement les revendications ouvrières par des députés ouvriers. Un amendement de Keir Hardie, qui résumait en quelque sorte la constitution du Labour Party actuel, fut repoussé par 200 voix contre 93. Mais l'année suivante, à Glasgow, l'équilibre se trouva brusquement modifié. On ne reprit pas de front la question de l'*indépendance* du Parti Ouvrier, mais celle-ci était impliquée dans la motion suivante de MacDonald et Quelch : "Aucun candidat ne recevra l'appui des classes ouvrières, à moins qu'il ne reconnaisse le principe d'un contrôle national intégral des moyens de production et de distribution". 153 votants se prononcèrent contre, 128 pour. Mais un fait dont l'importance ne saurait être exagérée vint à se produire. Alors que dans les Congrès l'influence de Burns devait aller grandissante jusqu'en 1895, Hardie et ceux qui avaient imaginé de faire du Trade Unionisme le noyau d'un grand parti politique, recevant du Socialisme son inspiration, résolurent de tenter directement l'expérience en recherchant, non plus l'appui des grandes Unions' sur qui Burns et Mann régnaient maintenant en maîtres incontestés et qui étaient décidées, selon la juste expression de Mr. Rose "à accroître les salaires par la grève et à réduire les heures par des Actes du Parlement," mais celui d'organes tels que la S.D.F., la Société Fabienne et plus tard la Ligue Socialiste, dont des raisons aussi théoriques qu'utilitaires déterminaient l'attitude en face de la plupart des questions ouvrières. Ainsi fut formé l'*Independent Labour Party*, noyau qui, dès qu'il eut quelque consistance et eut été replacé dans le milieu trade unioniste, cristallisa les tendances éparses de ce dernier, si bien qu'en 1899, au Congrès de Plymouth, il pouvait, les circonstances aidant, imprimer aux autres Unions qui vivaient en dehors de lui une direction dont celles-ci ne devaient plus s'écarter. C'était "derrière la scène" que les destinées du Labour Party avaient été réglées.

même, assez réaliste pour ne pouvoir être envisagée en dehors de ses applications. C'est à l'Independent Labour Party et à sa propagande socialiste que l'éveil définitif des Unions à la vie politique est incontestablement dû. C'est vers lui que, dans les années qui suivent, l'attention va se tourner, tandis qu'au contraire les Congrès perdront de leur relief ; si bien qu'en 1899, quand les fondations du Parti Ouvrier seront posées, le Trade Unionisme ne fera que consacrer l'œuvre accomplie par lui. [1]

Ainsi donc, alors que l'unité concrète du Trade Unionisme se réalisait, grâce à l'appoint des Unions nouvelles, par un accord sur les grandes lignes de la législation du travail, elle s'effectuait intellectuellement et moralement par la pénétration de plus en plus profonde de l'idée socialiste, à laquelle l'Independent Labour Party était parvenu à donner une forme acceptable à tous, dont il avait éliminé dès le début le caractère scientifique et qu'il avait mise en contact avec les Associations Ouvrières. Il s'agissait, en un mot, de créer une organisation plus militante qui, tout en étant nettement socialiste dans ses fins, eût cependant des rapports suffisamment étroits avec le Trade Unionisme, et de donner ainsi une forte impulsion au mouvement dans la direction de l'indépendance politique. [2] La tâche de l'Independent Labour Party fut donc de démontrer aux Unions que le Socialisme n'était pas quelque chose de supérieur à elles, dont elles ne pourraient s'approcher que par un effort lent et continu, au prix de sacrifices et de renonciations nombreuses, exigeant d'elles des capacités constructives et une vision claire de tous les intérêts en jeu à laquelle leur existence antérieure, justifiée par leur seule combativité, ne les avait pas préparées ; mais qu'au contraire il n'était qu'une prolongation de leur action passée et présente, qu'une transposition de cette dernière dans des

[1] " There is hardly a single case where a Trade Unionist has been adopted as a Labour Representative candidate, except where an I.L.P. or other Socialist organisation has prepared the ground and laid the foundations for his candidature." Conrad Noel. *The Labour Party*, p. 6.

[2] " It was decided at a private meeting of Socialist delegates, who were representing their Unions at the Glasgow Congress to take steps to create a more militant organisation, which, whilst being definitely Socialist in its aims, would yet be sufficiently in touch with Trade Unionism, to give a strong lead to that movement in the direction of political independence. It thus happened from the very outset that the I.L.P. was in sympathetic touch with the Trade Unionists, nearly all its leading propagandists being also Union Officials." Keir Hardie, *The I.L.P.; all about it*, p. 10.

domaines nouveaux, qu'une vision de toutes les questions économiques et sociales, propriété, éducation, sous le même angle que celui sous lequel elles avaient jusqu'ici considéré les questions relatives au travail. Bref, il fallait leur présenter une forme de Socialisme qui ne les détournât en rien de leur activité spontanée, qui n'éliminât aucun des résultats acquis, mais qui, au contraire, les confirmât dans l'opinion que le problème ouvrier, qu'elles avaient déjà partiellement résolu, était au centre du problème social et que celui-ci gravitait autour de celui-là.

Le socialisme de l'Independent Labour Party se présentait ainsi comme un appel aux instincts de solidarité et aux instincts de combat. Il était inconsciemment égoïste ; sensible à l'injustice sociale qui atteignait encore la masse des déshérités, choqué du rôle effacé que, malgré leur puissance numérique, ils jouaient dans la direction des affaires publiques, il était volontiers porté à prendre pour un essai d'organisation générale le simple coup de barre qui rétablirait à leur profit l'équilibre économique. Sa générosité altruiste n'était que le débordement de sa générosité pour soi-même. Il pouvait ainsi sincèrement proclamer " que la pauvreté des classes indigentes, l'activité des classes moyennes, et la richesse des classes supérieures ne sont que des formes différentes de servage et que le Socialisme apporte à toutes trois son message de liberté ".[1] Ralliés à ce dernier, les travailleurs poursuivraient en grand et sous une forme plus méthodique la lutte que les Unions poursuivaient pour l'instant en détail contre les empiètements du Capital. La suppression, au bénéfice de la Communauté, de l'Intérêt et du Profit, c'était l'achèvement de leur difficile victoire, ou tout au moins la consolidation de leur avance, c'était peut-être aussi l'aube d'un jour de repos où leurs muscles, raidis dans une lutte bientôt séculaire, se détendraient. Sans cesse sur la brèche pour empêcher que les leurs fussent lésés et pour obtenir qu'une part équitable du Profit leur revînt, comment les Syndicats les plus cantonnés dans la défense des intérêts professionnels n'auraient-ils pas été frappés par la suggestion que c'était dans les arrangements économiques qui rendaient possible et même fatale une lésion de ces intérêts que gisait la cause profonde du mal social ? La socialisation du capital et de la terre, c'était l'espoir d'obtenir davantage et avec un moindre effort dans la répartition.[2]

[1] Hardie, *op. cit.*, p. 4.

[2] *Ibid.*, p. 6. Cf. discours de Hardie à la deuxième conférence de l'I.L.P. à Manchester (1894) : " It is perfectly evident that some new and strong force is

Le Socialisme de l'Independent Labour Party, pour avoir prise sur le monde des travailleurs, devait donc être instinctif en même temps qu'ouvrier. Il devait être un complément d'efficacité offert à des groupements qui, par expérience, se savaient efficaces. Ouvrier, les temps faisaient qu'il n'avait ni mérite, ni difficulté à l'être. Au milieu des ébauches qui l'avaient précédé et dont il pouvait s'inspirer, aucune autre voie ne lui était ouverte. " Le Socialisme est un Protée intellectuel ", écrit Mr. Wells dans *Le Nouveau Machiavel*, " mais il était apparu aux hommes de ma génération comme la révolte des travailleurs. De Rodbertus nous n'avions jamais entendu parler, et nous ne connaissions pas la Société Fabienne ;[1] Marx et Morris, les Anarchistes de Chicago, *Justice* et la Social Democratic Federation, réprésentaient le Socialisme pour notre esprit. Hatherleigh excellait à nous expliquer les doctrines nouvelles à Trinity, et l'image sur son mur d'un journalier aux muscles développés, aux cheveux noirs, se carrant, son marteau de forgeron en main, au travers d'une barricade, semblait être la quintessence de ce qu'il avait à exposer. "[2]

Le Socialisme des Unions devait être, nous l'avons dit aussi, instinctif. Il fallait qu'il exprimât sous une forme coordonnée les aspirations morales et matérielles du travailleur anglais, sans exiger de lui un effort de pensée trop subtil ni trop soutenu, qu'il s'adressât à son imagination en même temps qu'à son sens commun, qu'il ne l'obligeât pas à remettre en question la légitimité de ses victoires passées, politiques ou économiques, qu'il fût à la fois novateur et traditionnaliste. Il devait, en somme, réunir en un faisceau tous les élans, toutes les habitudes, tous les partis-pris qui avaient contribué à modeler l'âme et l'esprit de ce salarié. Ni dans un sens concret et absolu, ni dans un sens relatif et figuré, il ne devait être un article d'importation. Il ne devait être ni le don d'une autre classe, ni celui d'une autre contrée à qui son histoire

necessary to unite the democracy against oppression, against privilege, against monopoly ; and there is no force so powerful for this purpose as the force of Socialism, which promises to bring about economically the same freedom we are supposed to enjoy politically and religiously."

[1] Il serait d'ailleurs inexact de croire que la Société Fabienne, qui représentait une attitude intellectuelle plutôt qu'une doctrine, ne mettait pas au premier rang de ses préoccupations immédiates la solution du problème de la représentation ouvrière. Il suffit de parcourir le *Fabian Election Manifesto de 1892* pour voir avec quelle virulence est dénoncée l'apathie sociale des deux grands partis et avec quelle énergie est proclamée la nécessité d'un parti indépendant du travail.

[2] Wells, *The New Machiavelli*, p. 119.

et son évolution auraient fait une mentalité et un tempérament différents de la mentalité et du tempérament anglais. Il devait être quelque peu flottant, empirique et idéaliste ; il perdait de sa vertu en cherchant à se définir lui-même — et si cette définition doit être cherchée, peut-être sera-t-il plus aisé de la découvrir dans l'examen de ce qu'il *n'était pas* que dans celui de ce qu'il *était*. [1]

Il n'était ni scientifique, ni révolutionnaire, ni purement intellectuel. Par le premier et le second caractère, il tranchait sur la S. D. F. ; par le second sur la Ligue Socialiste, à laquelle William Morris avait longtemps appartenu et qui, depuis, s'était imprégnée d'éléments anarchistes ; par le troisième, il rejetait la tutelle de la Société Fabienne, tout en gardant avec celle-ci des rapports d'étroite sympathie. [2]

Il ne pouvait être scientifique, selon l'acception que le Marxisme et ses représentants anglais ont voulu donner à ce terme, en ce sens que les organisations ouvrières, grâce à la liberté relative dont elles avaient toujours joui, grâce à la diversité de leur action, ne pouvaient concevoir que l'évolution économique se poursuivît selon des lois inflexibles et que la situation des travailleurs fût elle-même soumise à un déterminisme absolu. Ceux-ci avaient d'une expérience déjà longue tiré la certitude que leur passivité ou la vigueur de leur résistance étaient, dans la fixation des salaires ou des autres conditions du travail, le facteur prédominant. S'ils avaient eu à subir parfois la répercussion du jeu des lois économiques, du moins avaient-ils si souvent réagi sur ces dernières qu'elles pouvaient leur apparaître tour à tour comme des forces hostiles ou favorables, actives dans la limite que leur assignait leur volonté, en tout cas ne les dominant pas. Sans doute avaient-ils le sens des réalités que le Marxisme avait moins cherché à décrire qu'à rattacher à un ordre

[1] Aussi, dans l'impossibilité de retrouver la filiation directe de l'I.L.P. Keir Hardie en vient-il à lui donner une origine presque mystique. En lui se retrouvent les secrètes influences de la nature qui gouvernent les saisons et font éclore les bourgeons au printemps. Il y a aussi de merveilleux printemps dans les affaires des hommes. *Op cit.*, p. 7. Mr. Rose refuse, par contre, de croire que le mouvement ait été entièrement spontané et inconscient. Il présente l'I.L.P. comme issu d'une réaction contre le Nouvel Unionisme dont il aurait combattu les tendances trop positives. Mais Mr. Rose ne cherche pas à définir l'élément réagissant.

[2] La Société Fabienne compte parmi ses membres plusieurs des chefs de l'I.L.P.

défini, incorporant les conséquences dernières et fatales de ses premiers concepts ; mais point n'était besoin pour eux de concevoir ni de formuler de règle sur la composition organique du capital pour connaître à la fois la puissance et les dangers de la concentration industrielle : les Lipton, les Cadbury leur offraient une leçon de choses à laquelle toute considération abstraite n'aurait rien ajouté. Ainsi la partie économique de l'œuvre de Marx, trop rigoureuse, refusant de tenir compte des sursauts de l'instinct et de la volonté, restait sans effet sur leurs esprits. L'économie marxiste demeurait pour eux, alors même qu'aux heures de loisir ils étaient enclins à prêter l'oreille à son exposé, une explication et non une ligne de conduite, ou du moins celle qu'elle suggérait était si lointaine, si contraire à leurs tendances, qu'elle participait de l'abstraction des éléments sur lesquels elle s'étayait. Le Marxisme ne valait que par sa systématisation des faits, que par la soumission de la réalité concrète aux tendances dont elle était issue et aux tendances qu'à son tour elle développait. Et ces tendances, nous l'avons vu, étaient l'appauvrissement indéfini d'une classe, l'enrichissement illimité d'une autre, aboutissant à une rupture d'équilibre à laquelle seule une action violente et définitive de l'ensemble des travailleurs pouvait remédier. L'économie marxiste perdait donc toute signification active dès que l'on refusait de se rallier à l'idéal révolutionnaire, ce qui était le cas de l'ouvrier anglais. Celui-ci n'était pas révolutionnaire politiquement, parce qu'il possédait, imparfait, certes, mais facilement perfectible, l'organe par lequel pouvait s'exprimer sa volonté. De l'instrument ainsi créé il n'avait qu'à apprendre le maniement. Si les classes privilégiées continuaient à détenir le pouvoir, c'était parce qu'il n'avait pas encore su s'exercer au rôle nouveau qui lui était dévolu, c'était parce que, dans l'insuffisance de sa préparation, il leur avait accordé une sorte de délégation tacite. Il s'agissait donc non d'un renversement de l'ordre établi, mais d'un effort patient, d'une victoire sur soi-même plus que sur autrui. Révolutionnaire, il ne l'était pas non plus économiquement ; il avait parfois crié famine et, sous l'aiguillon du besoin, dans la hantise de l'incertitude du lendemain, il avait, comme en ce " Dimanche Sanglant " de Novembre 1887, dont le souvenir était encore présent à la mémoire de tous, repoussé l'appel à la loi et oublié les négociations collectives ; mais dès que ses premiers désirs avaient été exaucés, que sa souffrance avait été non supprimée, mais atténuée, il en était revenu aux conceptions et aux moyens

traditionnels.[1] Et si, par la suite, les conflits devaient se faire plus nombreux et plus violents, si la solidarité du prolétariat devait s'affirmer de jour en jour, si la discipline interne de certaines Unions devait être ébranlée, c'était non point parce que l'idée révolutionnaire gagnait du terrain, mais parce que de nouvelles possibilités d'action surgissaient, l'industrie accentuant son évolution, que les intérêts particuliers et concrets se multipliaient et que l'accord se faisait enfin sur les grands intérêts généraux. Quels que fussent donc les moyens employés, belliqueux ou pacifiques, les travailleurs anglais, qu'ils appartinssent aux Unions anciennes ou à celles de formation récente, avaient hérité d'une tradition réaliste, et, malgré la nouveauté possible de la formule qui synthétisait leurs tendances, ils modelaient l'avenir sur le passé. Ils refusaient d'accumuler leurs revendications en vue d'un règlement de comptes dont l'époque ne pouvait encore être déterminée. L'œuvre empirique, fragmentaire d'autrefois s'était poursuivie dans l'œuvre coordonnée, consciente et progressive d'aujourd'hui, et se poursuivrait demain.

Il est vrai que, par contre, le Socialisme parlementaire anglais, tel qu'il s'incarna en 1893 dans l'Independent Labour Party et tel qu'il devait se perpétuer dans le Labour Party, se présentait, bien que modéré, dilué par l'adjonction d'éléments plus particulièrement sensibles aux intérêts professionnels, et bien que soumis à la réaction vigoureuse des quelques esprits constructifs qu'il devait lui-même charger de sa direction, comme un mouvement de classe; en cette qualité, il semblait s'assimiler le programme politique du Marxisme, tel que l'avait formulé le *Manifeste*. On pourrait même

[1] Engels se rendait compte de ce fait, qui, à son point de vue personnel, constituait un danger, quand il écrivait à Sorge (19 Avril 1890) : " In such a land of old political and workmen's movements there is always an immense accumulation of rubbish handed down by tradition which must gradually be placed on one side. There are the prejudices of the skilled Trade Unions, Engineers, Bricklayers, Carpenters, Joiners, Type Compositors, etc., etc., which must all be disarmed. " *Socialist Review*, I, p. 29. Engels appréciait, d'ailleurs, deux ans plus tôt tout le prix du Socialisme instinctif de la classe ouvrière anglaise. Il écrivait le 22 Février 1888 : " And here (England) an instinctive Socialism is more and more taking possession of the masses which, fortunately, is opposed to all distinct formulation according to the dogmas of one or the other so-called organisations, and which will therefore, all the more easily adopt it through some decisive event. A start is only needed and the bourgeois will then be astonished at the concealed Socialism which will break out and be revealed. " *Ibid.*, p. 29.

aller jusqu'à soutenir que nulle part plus qu'en Angleterre les prédictions de Marx n'ont été réalisées, puisque le Socialisme parlementaire n'y a été, à ses débuts, qu'une floraison, qu'une continuation de l'action ouvrière indépendante et autonome.[1] Mais l'identité des résultats ne doit point couvrir la divergence des tendances et des intentions. Est-on d'abord en droit de séparer l'économie du Marxisme de sa politique ? La seconde tempère, humanise la première. Elle représente la réaction de la volonté contre le déterminisme des lois qui régissent la production, lois dont elle retarde les effets sans les supprimer. Mais si la classe ouvrière nie ou trouve commode d'ignorer l'existence de ces dernières, la politique marxiste qui recommande la conquête du pouvoir peut-elle garder une valeur propre ? Ainsi présentée, ramenée à de telles proportions, n'est-elle pas coupée de la sève qui l'alimente ? N'est-ce pas là, d'ailleurs, ce qu'a compris la S. D. F., qui prétend avoir seule conservé intacte en Angleterre la doctrine marxiste, quand, peu de temps après la formation du pacte dont était sorti le Labour Party, elle a décidé de reprendre sa liberté d'action, alléguant qu'un parti, si imprégné qu'il fût de Socialisme, qui prétend subordonner toute considération théorique à la réalisation de ses fins immédiates se rend coupable de trahison ? Campée dans sa rigidité dogmatique et, en somme, quelque peu inintelligente,[2] la S. D. F. voyait qu'entre elle et les Unions qu'un souffle large venait d'éveiller à la vie politique, aucun point de contact n'existait, même sur le terrain de la lutte des classes.[3] Car, si l'Unionisme anglais avait, en cimentant son unité,

[1] Keir Hardie a d'ailleurs fourni dans sa brochure : *My confession of faith in the Labour alliance*, une réponse vigoureuse à l'exclusivisme de la S. D. F. (p. 12).

[2] Engels et Marx lui-même ont raillé, (les quelques lettres publiées récemment par la *Socialist Review* en font foi), le splendide isolement et l'intransigeance doctrinale de la S. D. F. Marx conclut l'une de ses épitres à Sorge par cette pointe cruelle à l'adresse de Hyndman qu'il accuse presque de plagiat : "All these amiable middle class writers—if they are not Socialists—have an itching immediately to make money, or name, or political capital out of any new thought they may have got at by some favourable windfall." 15 Décembre 1881, *op. cit.*, p. 25. Quant à Engels, il écrit le 7 Mars 1884 : "The Democratic Federation publishes a weekly paper, *Justice*, which is distinguished by a great dreariness of constantly reiterated matter and by an absolute incapacity to take hold of the right end of even one question of the day." *Ibid.*, p. 26.

[3] Dès 1894 le Conseil de l'I. L. P. avait nommé un comité chargé de s'entendre avec la S. D. F. pour l'élaboration d'un plan d'action commun. Mais à la Conférence de la S.D.F., qui se tint au mois d'août de la même année, un délégué émit l'opinion caractéristique que "l'I. L. P. et la S. D. F. avaient en vue deux objets

pris conscience de ses intérêts communs, s'il était résolu à poursuivre une législation qui fût sienne, qui fît tomber les quelques barrières l'enserrant encore, et qui même abordât les problèmes de la propriété privée, de l'Intérêt et du Profit dans un sens favorable à la cause ouvrière, il continuait à trouver en lui-même ses raisons d'agir. Son hostilité vis-à-vis du régime capitaliste découlait bien plus d'un sens intuitif de l'injustice sociale et du sentiment qu'une force redoutable s'opposait et irait s'opposant de plus en plus à l'extension, jugée par lui-même nécessaire, de ses activités spontanées, que de la perception objective de l'opposition des deux grandes forces que Marx avait captées à leur source, et dont la rencontre réitérée avait été jusqu'à présent et devait être encore, selon cet auteur, le trait dominant de l'histoire du monde. Il n'y avait pas, à proprement parler, guerre de classes pour les travailleurs anglais, ni désir chez eux d'annihiler l'adversaire, mais expansion naturelle d'une classe au détriment d'une autre, dont elle n'avait pas à connaître les tendances.

Et c'est sans doute à ce Socialisme, assez vague pour donner abri

différents ; l'I. L. P. luttait pour l'accroissement de la part accordée aux esclaves salariés, la S. D. F. pour l'abolition du salariat. " Une motion fut alors adoptée affirmant " que le besoin d'un I. L. P. ne se faisait nullement sentir, attendu que la place qui convenait à des socialistes conscients était au sein d'une organisation socialiste révolutionnaire, telle que la S.D.F. " En 1897 on essaya d'un nouvel accord. 5158 membres des deux corps, contre 886, se prononcèrent pour leur *fusion*. Mais l'I.L.P., arguant que le scrutin n'exprimait l'opinion que d'une minorité, résolut de poser de nouveau la question à sa conférence annuelle. Celle-ci se prononça en faveur de la *fédération*. La S.D.F. refusa cette alternative. Les choses semblaient devoir rester stationnaires, lorsque le Congrès de 1899 créa le Labour Representative Committee. Une " Convention " se réunit en février 1900, à laquelle assistèrent les délégués des Trade Unions, de la Société Fabienne, de la S.D.F., et de l'I.L.P. La S.D.F. soumit une résolution, dans laquelle elle posait comme principe que les représentants ouvriers aux Communes devraient constituer un " parti distinct, fondé sur la guerre des classes et ayant pour ultime objet la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange. " Les délégués de l'I.L.P. firent échouer la résolution. Sur quoi, le journal de la S.D.F. dénonça leur attitude dans un " leader " exempt de courtoisie : " L'occasion s'est enfin présentée, y lisait-on, de dévoiler une trahison à laquelle nous étions malheureusement accoutumés. " L'I.L.P. protesta et exigea des excuses, mais le Conseil de la Fédération prit à sa charge les imputations de *Justice*. L'année suivante, une nouvelle motion de la S.D.F., relative à la guerre des classes, ayant été rejetée à la Conférence du L.R.C., une rupture complète s'ensuivit, et à l'élection partielle de Dewsbury, la S.D.F., présenta son propre candidat, sans avoir consulté le Labour Party.

à tous ceux qui avaient l'intuition plus que la perception réelle du problème économique, assez étroit pour éliminer ceux qui se refusaient à identifier la question sociale et la question ouvrière, que l'Independent Labour Party a dû ses premiers succès électoraux, a dû aussi le rôle prépondérant qu'il a joué dans la formation du Labour Party. A l'heure de la fusion des forces socialistes et des forces Unionistes, il a pu mener à bonne fin son œuvre d'unification sans déchoir, sans renier son idéal, et, d'autre part, sans faire violence aux habitudes et aux modes de pensée des organisations qui n'avaient point encore su s'abstraire des purs intérêts professionnels. En s'adressant aux tendances instinctives, aux aspirations concrètes des travailleurs, il a en quelque sorte déguisé, fait assimilables les quelques conceptions générales dont il s'était rendu maître. Celles-ci, par ailleurs, se trouvaient être si flottantes, et, dans leurs lignes les plus vigoureuses, si distantes du présent, qu'elles n'ont pas eu à souffrir de ce compromis. L'Independent Labour Party a donc réussi là où tout autre groupement, purement et consciemment socialiste, a échoué. La S. D. F., par exemple, a pu mettre en avant, lors de chaque élection générale, des candidats parfois intellectuellement supérieurs à ceux du Labour Party et capables de fournir du Socialisme une image déformée, sans doute, mais autrement nette ; et pourtant, aucun des membres de la S. D. F. n'a encore franchi le seuil des Communes. Par leur propagande, ils intéressent le monde du travail, mais celui-ci ne se livre pas à eux. Ils peuvent à la rigueur, aux heures d'effort mental, lui inculquer une part de leur science économique, mais ils ne peuvent être en contact permanent avec lui. Keir Hardie l'avoue avec candeur : " Quelles que soient les chances qu'ait eues un candidat socialiste durant les jours qui précédèrent la formation du Parti du Travail, il n'en a plus pratiquement aucune, à moins qu'il ne se place sous les auspices du Parti Ouvrier. Le résultat des élections est moins dicté par la présence ou l'absence du Socialisme que par le fait que le candidat représente un parti que l'homme moyen, médiocrement versé dans les théories, comprend et approuve. Jadis un candidat de l'I. L. P. se trouvait, dans l'esprit d'un trade unioniste moyen, au même rang qu'un Libéral ou qu'un Conservateur, c'est-à-dire qu'il représentait un parti étranger. Maintenant un socialiste placé sous les auspices du Labour Party reçoit un accueil sympathique, et pour lui-même, et pour ses doctrines, parce qu'il est pour l'homme moyen le représentant de son propre parti, du parti

qu'il subventionne et sur lequel il exerce un contrôle. "[1] A ceux qui, comme Robert Blatchford, lui reprochent de n'avoir ni consistance ni pensée dogmatique,[2] et de refuser, d'autre part, la collaboration des esprits constructifs de la bourgeoisie,[3] l'I. L. P. a répondu par l'énoncé de ses résultats électoraux.

VI

De même que le Labour-Libéralisme de 1874 avait été la réponse des Trade Unions menacées dans leur existence, le Labour Party de 1902 fut celle du Trade Unionisme menacé dans ses fonctions. Mais, cette fois, la réponse était adressée au parti Conservateur, qui avait lui-même profondément évolué pendant ce quart de siècle, en était venu à synthétiser tous les " intérêts acquis ", et s'effrayait sans doute moins des fins immédiates poursuivies par les Unions que des tendances, à ses yeux subversives, qui commençaient à les envahir. A vrai dire, le front d'attaque était de beaucoup plus étendu en 1902 qu'en 1874. L'Unionisme, entre ces deux dates, était devenu conscient. Tout en continuant à s'efforcer de rendre meilleure la situation matérielle de ses membres par les moyens jadis employés, auxquels s'ajoutait un recours plus fréquent à l'intervention législative, le sentiment croissait en lui que son statut particulier dépendait d'un statut plus large. Les organisations ouvrières ne se contentaient plus de poursuivre la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires ; elles comprenaient que leur sollicitude devait s'étendre au delà du moment où le travailleur était forcé, par suite de l'âge ou des circonstances, de quitter l'atelier ; en outre, les salariés devaient avoir le souci de former ceux qui, dans l'avenir, les remplaceraient. Ainsi des problèmes nouveaux : retraites, chômage, éducation,

[1] Hardie, *My confession of faith in the Labour Alliance*, pp. 11-12.

[2] Robert Blatchford, *The Clarion*, 23 *avril* 1909.

[3] Hardie rejette la responsabilité du choix des candidats sur les circonscriptions et non sur le parti lui-même. Le candidat n'a, selon lui, qu'à fournir aux électeurs la preuve des services qu'il a rendus à la classe ouvrière. Mais Hardie s'empresse d'ajouter que " Socialisme est synonyme de camaraderie et que l'I. L. P. n'a pas de place pour un choix de cerveaux supérieurs. " L'influence, à l'heure présente, d'un homme comme Ramsay Macdonald montre, mieux que toute réfutation des idées de Hardie, que le Socialisme parlementaire anglais n'a plus aujourd'hui les mêmes conceptions qu'en 1890 sur le rôle dévolu aux " cerveaux supérieurs ".

surgissaient, dont la solution apparaissait maintenant urgente pour le Trade Unionisme. Ils devaient être traités dans un autre esprit, plus constructif et plus désintéressé, que ceux qui jusqu'alors avaient retenu son attention. Et quand le Trade Unionisme eut ainsi, pour la première fois, tourné les yeux vers le dehors, il eut la désillusion de ne constater chez les hommes au pouvoir aucune volonté d'aboutir promptement. Le parti Conservateur possédait depuis cinq ans une majorité de 152 voix à l'époque où le parti ouvrier résolut de se constituer en groupe indépendant, et, malgré les promesses formelles faites aux dernières élections, il n'avait pu encore réaliser aucun des articles de son programme. Il s'était contenté de voter une loi incomplète sur les accidents du travail et de nommer une Commission chargée d'enquêter sur la réforme de la Loi des Pauvres. Aucune intervention ne s'était produite de sa part, alors qu'une lutte cruelle mettait aux prises Lord Penrhyn et ses ouvriers. Le projet de pensions pour la vieillesse, dont M. Chamberlain s'était fait en 1894 le champion, était remis le 26 juin 1896 à une date ultérieure, sous prétexte qu'il était " compliqué au plus haut point " et méritait une étude approfondie. En juillet 1898, la Commission le rejetait, affirmant que les travailleurs ne pouvaient et ne devaient compter que sur " leur prudence, leur confiance en soi-même et leur abnégation ". Le Bill sur le Chômage, dépourvu de la clause qui prélevait sur les fonds publics toutes les dépenses nécessitées par son exécution, se présentait non comme une mesure de gouvernement, mais comme une invitation à la charité privée.[1] Enfin, l'Education Bill de 1902 était rendu inacceptable, par suite de son caractère nettement confessionnel, à la fraction de la classe ouvrière qui appartenait aux Eglises dissidentes.

L'inaction du parti Conservateur de 1895 à 1906 était d'autant plus propre à lui aliéner les sympathies des travailleurs qu'il rompait brusquement avec une tradition. Malgré tout, on ne pouvait perdre la mémoire de l'interventionnisme de 1850 et de ses résultats bienfaisants. Sans doute, un prolétariat impatient,

[1] Ce Bill, voté en 1905 à la requête de Mr. Gerald Balfour, institue des " Comités de Détresse ", sous le contrôle du Local Government Board, lesquels sont alimentés par des contributions volontaires, sauf en ce qui concerne Londres, où les Bourgs Métropolitains doivent répondre à l'appel du Comité Central. Comme littérature antérieure à 1905, voir *The Problem of the Unemployed;* Higg : *How to deal with the unemployed;* Alden : *The Unemployed.*

ayant fait l'épreuve de sa force, n'aurait-il pas accepté comme un don ce qu'il considérait à présent comme un dû. Mais si l'objet donné avait répondu entièrement à ses désirs ou à ses besoins, peut-être la divergence des points de vue n'aurait-elle pas entraîné de conséquences extrêmes. Le parti Conservateur, par suite de son envahissement par les éléments industriels et financiers, délaissait la politique sociale des Tories. Le désintéressement des Libéraux à l'égard des mesures jugées essentielles par les Unions s'expliquait et se justifiait même par les doctrines qu'ils n'avaient cessé de soutenir ; d'eux, on était en droit de ne rien attendre, sinon une extension des libertés politiques. Ils avaient maintenu leur point de vue négatif. Au contraire, les Conservateurs, en admettant dans leurs rangs des hommes qui représentaient les intérêts qu'ils avaient le plus âprement et le plus éloquemment combattus alors que leur parti s'était constitué, devaient dorénavant laisser se développer en ce dernier une irréductible antinomie. " Le vieux squire tory avec ses préjugés contre la rapacité de l'école de Manchester, et le vieux philosophe tory avec sa théorie de l'Etat Civilisé, cédaient devant le flot impétueux de la ploutocratie ".[1] Les anciens instincts protecteurs étaient maintenant dominés par les énergies égoïstes, et la vision conservatrice de l'Angleterre comme d'un grand tout organique que le parti tory avait pour mission de conduire et de protéger, le sens jadis si net chez celui-ci de ses responsabilités, tout cela s'atténuait, passait à l'arrière-plan ; les gens auxquels il venait de donner asile, industriels, banquiers, brasseurs et distillateurs, détournaient maintenant sur lui les attaques dont, individuellement, en raison de leur situation économique, ils avaient été l'objet. Et, peu à peu, le parti tout entier se voyait forcé d'adopter une attitude défensive. Auparavant il croyait défendre ses privilèges dans l'intérêt de tous. Il devait maintenant les défendre dans son intérêt propre. C'en était fait du régime patriarcal, de la soumission des classes rurales, qui sacrifiaient de bon gré leur indépendance en échange de la certitude sur leur sort du lendemain. Le parti Conservateur glissait vers l'opportunisme, et voué dorénavant à la défense des intérêts acquis, il devait accepter le concours de tous ceux que rapprochait de lui, non une communauté de principes, mais une communauté d'intérêts. Quand il se fut, enfin, laissé pénétrer par des hommes aux tendances résolument

[1] Conrad Noel, *The Labour Party*, p. 21.

démocratiques, tels que Lord Randolph Churchill et Mr. Joseph Chamberlain, sa désagrégation fut complète.

C'est donc moins contre l'hostilité ou l'indifférence de l'ensemble du parti Conservateur que contre celle des éléments nouveaux dont il s'était accru, que le Trade Unionisme va se heurter à partir de 1895. A ceux-ci il apparaît menaçant, moins peut-être en raison de ses exigences que parce qu'il tend à se présenter désormais comme un mouvement de classe. A vrai dire, le problème de la nationalisation du sol, au moment où l'influence de Henry George était à son apogée, n'avait pas laissé les Congrès indifférents. Des résolutions hâtives avaient été votées ; mais il n'y avait eu là qu'un enthousiasme passager. C'était sur le terrain industriel que portait l'attaque des Unions, plus précise et plus ardente. Et il ne s'agissait plus comme autrefois pour elles de s'assurer uniquement quelque avantage transitoire et concret. C'était la légitimité même de l'ordre existant qu'elles mettaient en question....... Elles visaient l'Industrialisme, et dans sa puissance, et dans ses droits. Elles demandaient à la force publique de limiter ce qu'il croyait être son expansion légitime. Elles poursuivaient une politique consciente, aux développements infinis comme l'idée qui l'inspirait. Menacé dans son essence, l'Industrialisme, et avec lui toutes les catégories sociales qu'il dominait et qui, d'instinct, restaient troublées par cette progression organique du prolétariat, tentèrent de frapper l'Unionisme dans sa vitalité, de rendre impossible l'exercice des libertés péniblement acquises.

De toutes parts les signes avant-coureurs de l'action définitive pouvaient être perçus. Le *Times* avait ouvert, dans une série d'articles dont l'origine ne faisait aucun doute, une campagne dans laquelle tous les arguments anciens contre les Syndicats étaient repris avec une vigueur que justifiait, non les circonstances, mais le sens vague d'un danger plus lointain. [1] On sentait que ce n'était à aucun des aspects théoriques du Trade Unionisme qu'en voulait le journal Conservateur ; il abordait de biais le problème ; c'était par l'usage qu'elles faisaient des libertés concédées, plus que par la possession de ces libertés elles-mêmes, que les Unions nuisaient au bien public. Le mal résidait, non dans la pratique du Contrat Collectif, mais dans la restriction volontaire de la production,

[1] Les arguments du *Times* sont énoncés et réfutés dans l'étude loyale et fort complète de MM. Mantoux et Alfassa : *La Crise du Trade Unionisme*, 2[e] partie (Chapitres II et III).

dans le " Ca'Canny, " le " Travail à son aise ", fruit de la diffusion des doctrines socialistes. " Il se peut, disait le journal de la Cité, qu'il y ait une diminution du nombre des conflits d'ordre violent, si fréquents à une époque, par suite de l'action du Néo-Unionisme, mais il faut mettre au passif de cette amélioration apparente des calamités telles que la perte des débouchés, le transfert à l'étranger de certaines de nos industries, dues aux violences passées des Trade-Unions, et aussi le fait de la soumission à leurs exigences d'un certain nombre de chefs d'industrie las de la lutte......... Mais il y a un dernier grief, le plus sérieux de tous : au Néo-Unionisme, avec son recours à l'intimidation et à la violence, a succédé un *Unionisme plus nouveau*, employant des moyens plus calmes, mais causant un préjudice plus grand encore — tant il est difficile à combattre et à atteindre — au commerce et à l'industrie. D'après les économistes, l'attribut de cet Unionisme plus nouveau est la *restriction de la production*. En réalité, ce sera, au gré des socialistes, la politique générale de tous les ouvriers : ils ne donneront pas leur effort maximum, de telle sorte qu'on sera obligé d'avoir recours à un plus grand nombre de bras pour un travail donné. "[1]

Quatre dessins illustraient l'article du *Times* ; " Ils représentaient tous quatre le pont d'un navire. Le premier, dont la légende était : 5£ par mois, montrait un matelot tirant de toutes ses forces sur une corde. Pour 4£ par mois deux hommes étaient nécessaires pour ce même travail ; pour 3£ 6s il fallait en employer trois, mais un seul tirait, les deux autres fumant leur pipe assis sur un tas de cordages ; et pour 3£ par mois, légende du dernier, il fallait embaucher quatre hommes qui dormaient tous les quatre tandis que le filin suivait mollement le sillage du navire. "[2] A la même époque surgissent des tentatives d'association d'un type inconnu

[1] Mantoux et Alfassa, *op cit.*, p. 99.

[2] *Ibid.*, p. 98. Les critiques du *Times* visaient principalement six corps de métier : le Bâtiment (pp. 101-103 et 112-119 de l'*op. cit.*), la menuiserie (pp. 104 et 119-121), l'industrie de la chaussure (pp. 104-106 et 121-132), la coutellerie de Sheffield (pp. 106-108 et 132-135), l'industrie du fer-blanc (pp. 108 et 136-143) et enfin l'imprimerie (pp. 109-111 et 143-157). MM. Mantoux et Alfassa refusent de croire à la responsabilité des Unions dans la crise dont souffre l'industrie anglaise vers 1902 ; les seuls coupables, à leur avis, sont les industriels qui n'ont pas voulu, en perfectionnant l'outillage, suivre l'exemple de leurs concurrents américains, et " considèrent leurs entreprises uniquement comme une source de bénéfices intarrissable, que l'on peut augmenter par tous les moyens " (p. 169).

jusqu'alors, telles que la Free Labour Association [1] auxquelles participent des Syndicats jaunes, et qui, sous prétexte de défendre les industries nationales et de faciliter la révolte des ouvriers intelligents contre un Trade Unionisme perverti, " se font fortes de terminer toute grève dans un délai restreint, de fournir en 24 heures à n'importe quel employeur le nombre d'ouvriers de métier dont il peut avoir besoin. Des hommes, pendant la durée de la grève, sont logés dans l'usine et conduits militairement par l' " emergency staff, " sorte de police libre payée 10 s. par jour et formée d'anciens agents de police ayant d'excellents états de service, armés de revolvers et de nerfs de bœuf. " [2] On assiste aussi à l'éclosion d'Associations Mixtes limitées à une région, telles que l'Alliance de Birmingham, ou embrassant toute l'étendue du territoire, telles que la National Industrial Association, et se proposant, les premières de hausser les prix par une coalition de tous les producteurs, les secondes d'encourager et de maintenir entre employeurs et employés " le sentiment des intérêts communs. " [3] Ainsi partout on cherchait à faire douter le Trade Unionisme de lui-même, à rompre son unité, à élargir le fossé que l'exagération possible de son action pouvait creuser entre lui et l'opinion.

Mais il n'y avait encore là que des attaques obliques. Le premier coup franc fut porté par la décision des Law Lords dans le procès intenté par une Compagnie du Pays de Galles, la Taff Vale Railway Company, à la grande Union des Employés des Chemins de Fer. Il y avait eu, en août 1900, sur le réseau, une grève locale que l'Union tout entière avait encouragée. Pour surveiller les ateliers désertés, alle avait placé, selon l'usage, des " pickets ", c'est-à-dire des hommes chargés d'informer les travailleurs nouvellement arrivés, ou ceux qui étaient destinés à remplacer les grévistes, de la cessation du travail, et de les détourner d'agir contrairement aux intérêts de la classe ouvrière. Or, la Compagnie du Taff Vale Railway, non seulement s'insurgea contre la pratique du " picketing ", mais le 23 août elle cita devant la justice MM. Richard Bell et Holmes, respectivement secrétaire général et secrétaire local de l'Union, afin qu'une " injonction " leur interdît de " surveiller et d'assiéger " (watching and besetting) dorénavant les ateliers, et, *par une seconde citation, elle adjoignit aux*

[1] Mr. Alfassa étudie avec pénétration le rôle d'un certain Collinson qui se spécialisait dans le " strike breaking ".

[2] *Ibid.*, p. 200.

[3] Objet de l'Association, *Ibid*, p. 227.

noms de MM. Bell et Holmes celui de l'Amalgamated Society of Railway Servants. La situation juridique des Unions, que l'on avait crue définitivement réglée après l'Acte de 1875, était, du fait de cette dernière mesure, remise en question. Les Unions, on s'en souvient, avaient, à la suite du mouvement dont la conclusion fut la création du parti Labour-Liberal, obtenu du gouvernement Conservateur une sorte de demi-reconnaissance, grâce à laquelle leurs fonds étaient protégés contre les malversations possibles de gérants infidèles, tandis que, par une habile renonciation aux bénéfices de l'incorporation, elles se trouvaient exemptes de toute responsabilité collective et pécuniaire pour les actes commis par leurs agents vis-à-vis des tiers. On peut dire que de 1875 à 1901 les adversaires de l'Unionisme ne formulèrent aucune objection sérieuse contre cette situation spéciale, et qu'aucune poursuite ne fut intentée contre une Union au titre corporatif.[1] Le jugement rendu le 22 juillet 1901 par la Chambre des Lords, dans le procès du Taff Vale Railway, mit fin à ce privilège, qui, répétons-le, ne découlait pas d'une interprétation, mais du texte même de la loi. Les Lords admettaient qu'une "injonction" pût être lancée contre l'Amalgamated Society of Railway Servants, et, par extension, contre toutes les Trade Unions. Celles-ci devenaient passibles de dommages-intérêts en réparation, non seulement des actes de leurs agents commis en violation des lois criminelles, mais aussi de tous ceux que les juges pourraient, à mesure que la doctrine varierait, considérer comme répréhensibles : l'hostilité qui régnait alors dans certains milieux pouvait faire craindre que la liste n'en fût indéfiniment étendue. Dorénavant l'efficacité de l'action trade unioniste dépendait, non plus du pouvoir d'organisation et de résistance des Syndicats, mais des notions courantes sur la légitimité de la grève,[2] des craintes, réelles ou feintes, des employeurs aux époques de crise commerciale, de la nervosité de l'opinion publique. Et alors une tendance invincible pouvait inciter les hommes chargés d'établir la nouvelle jurisprudence à découvrir une intention de nuire dans telle mesure appliquée par une Union, qui, si elle l'avait été du fait d'un individu isolé et dans d'autres

[1] Cf. Webb. *Industrial Democracy*, Pref. Note, pp. XXV et XXVIII. Il y avait eu, dans différents cas, poursuite de certains fonctionnaires des Unions, mais jamais des Unions elles-mêmes. (V. les détails fournis sur chacun de ces cas dans Mantoux, *op. cit.*, Ch. III.)

[2] V. par exemple l'opinion émise par le juge Wills, lorsqu'en Décembre 1902 le Taff Vale Case fut à nouveau porté devant le Banc du Roi. Il s'agissait, cette fois, de fixer le montant des dommages-intérêts (Mantoux, *op. cit.* p. 73).

circonstances qu'au cours d'un conflit du travail, aurait pu paraître anodine et même justifiée. Peu à peu l'habitude se perdit de considérer dans leur réalité objective des actes tels que le "picketing" ou la mise à l'index. Les décisions des magistrats s'inspiraient de ce qu'ils croyaient être un système de défense sociale. Il était admis que quiconque était libre de chercher à persuader à autrui, pourvu qu'il n'y eût aucun recours à la violence ou à l'intimidation, de faire ou de ne pas faire une chose déterminée ; mais il était interdit à deux hommes de stationner sur la voie publique et d'engager un individu à ne pas travailler pour un certain employeur.[1] Il était licite pour des industriels de se grouper et d'évincer par tous les moyens de leur corps de métier les concurrents qui refusaient d'entrer dans l'Amalgamation ; mais, si un corps d'ouvriers adoptait une tactique similaire, il y avait " conspiration ", suivie de poursuites.[2] Enfin l'Union devait supporter les conséquences des agissements de ceux de ses membres qui, contrairement à ses avis, auraient brusquement rompu le contrat de travail les liant à une entreprise. Dans ce réseau qui l'enserrait, l'Unionisme anglais pouvait désormais s'attendre " à voir pratiquement tout incident de grève, et peut-être tout refus de travailler avec des non-unionistes, considérés comme des faits poursuivables et susceptibles d'entraîner un procès en dommages et intérêts que l'Union aurait à payer sur ses fonds collectifs."[3]

Le refuge le plus sûr pour les Unions était donc maintenant le droit commun. Il leur fallait un statut tout de logique et de clarté.[4]

[1] Lyons, v. Wilkins.

[2] Quinn, v. Leathem.

[3] Webb, *Ind. Democ.* Pref., p. XXIX.

[4] Ce statut, c'est la loi du 21 Décembre 1906, ou Trade Disputes Act. Le parti Libéral l'avait fait figurer dans son programme électoral. La comparaison du texte Ministériel primitif, du texte du Labour Party, et enfin de celui qui fut adopté après une intervention énergique des députés ouvriers, est des plus suggestive. L'article premier pose comme principe que tout acte commis à l'occasion d'un conflit industriel par une combinaison de plusieurs individus ne sera pas poursuivable, sauf si, commis par un seul individu, il avait présenté un caractère délictuel. L'article 2 autorise le "picketing", pourvu qu'il ne soit pas accompagné de violences. L'article 3 décide que l'Union ne peut encourir aucune poursuite du fait qu'elle aura invité une personne quelconque à rompre son contrat de travail. L'article 4 établit que nulle action ne sera recevable qui visera à rendre l'Union responsable des actes commis par un ou plusieurs de ses membres ou de ses agents sans des instructions formelles de sa part, quand bien même ils auraient prétendu agir avec son autorisation (Le Labour Party a fait disparaître du texte définitif l'exception que contenait le projet du Gouvernement. On trouvera les trois textes dans le rapport de la septième conférence annuelle du Labour Party, pp. 68-71.)

Elles ne pouvaient plus vivre sur ce que la tradition et la tolérance des partis leur avaient concédé. L'indétermination du début, si favorable à leur croissance, cette coexistence d'irresponsabilité civile vis-à-vis des tiers, de responsabilité criminelle atténuée, et de garantie contre les exactions de leurs agents, ne pouvait leur servir plus longtemps de bouclier protecteur. La vie avait cessé pour elles de se justifier uniquement par la vie. Les instincts reculaient devant l'effort conscient de mise au point. Et de l'indépendance, de l'efficacité futures, un statut légal était encore le meilleur garant. Devant la loi, l'Union — et ce serait là la reconnaissance tacite de son caractère organique — devait être assimilée à l'individu, son action cessant d'être légitime dans les cas, et dans ces cas seulement, où celle de ce dernier cessait aussi de l'être.

Comme en 1875, la nécessité de l'intervention ouvrière dans l'œuvre législative se faisait donc sentir ; il ne fallait pas seulement qu'une loi corrigeât les effets des jugements précédents ; il fallait que cette loi définitive fût la meilleure possible, que tous les termes en fussent pesés de telle sorte qu'ils rendissent désormais impossible toute interprétation contraire à la cause ouvrière. Il fallait, évidemment, que, dans ses grandes lignes, elle fût consentie par le parti qui allait arriver au pouvoir, mais il fallait aussi qu'elle subît, durant sa confection, le contrôle des intéressés. Pour cette tâche, ainsi que pour toutes celles dont l'évolution économique et sociale avait montré l'urgence aux travailleurs, un choix judicieux de mandataires indépendants s'imposait. Mais, cette fois, le Trade Unionisme avait réalisé son unité ; le Socialisme avait dégagé ses tendances, lui avait donné une âme. Il avait suffi d'une étincelle pour que la synthèse des intérêts et des idées s'opérât.

VII

La formation du Labour Party a eu pour premier résultat de mettre le Socialisme anglais en contact direct avec les faits, de discipliner ses énergies, de lui faire prendre conscience à la fois de sa force et ses limites. Purement instinctif et imaginatif vers 1892, il devient à partir de 1906 empirique en même temps que constructif. Ses attaques contre la propriété privée, contre l'injustice du profit, ne cessent certes pas d'être véhémentes ; chaque fois que, comme dans le cas du Budget Lloyd George, le parti au pouvoir a porté atteinte au monopole et au privilège, ses ardeurs

anciennes se sont ranimées ; mais, malgré tout, son point de vue s'est déplacé ; il s'est élargi en même temps que précisé. Bon gré, mal gré, il s'est trouvé en présence d'une législation qui se fait, qui ne se poursuit pas en conformité avec une théorie, mais qu'inspire la réaction mutuelle des idées et des circonstances. Les problèmes qui surgissent devant le Parlement, où volontairement il a assumé un rôle, ne se présentent que comme un choix entre des solutions qui déjà s'ébauchent dans la réalité ; il s'agit seulement d'éliminer certaines tendances, d'en fortifier d'autres, de grouper et de coordonner. Ainsi, même si en dehors de l'enceinte de Westminster le Labour Party procède encore en certains cas par affirmations absolues et hardies, du moins il se convainc chaque jour davantage que, dès qu'il entre en action, il a moins à se prononcer sur la justice ou l'injustice d'une cause, sur l'opportunité ou l'inutilité d'une mesure, que sur les moyens qui doivent assurer le succès ou la défaite de la première, l'application ou la remise indéfinie de la seconde. Il concourt à une œuvre qui est surtout d'adaptation. Quelque idée qu'il ait de l'avenir, c'est malgré tout le présent et même parfois un passé qui se perpétue qui lui fournissent les seuls matériaux qu'il puisse agencer au gré de ses concepts. Quels que soient ses théories ou ses vœux au sujet d'un régime d'où la propriété privée serait exclue, jamais la réalité ne procède avec cette simplicité consciente. C'est seulement, de temps à autre, lorsqu'un fait nouveau surviendra : grève d'un Service Public géré industriellement, impossibilité d'accord entre Syndicats d'Employés et Directeurs, que, devant l'importance des intérêts menacés, l'empirisme cessera d'être principe d'action, et que l'idée reprendra le dessus. Mais encore combien atténuée, combien soumise elle-même à toutes les habitudes, à tous les préjugés que l'expérience d'hier, malgré son insuccès, léguera à l'expérience de demain ! De son activité parlementaire, de la part prépondérante — le mot n'est pas exagéré — qu'il a prise dans tous les grands débats, [1] le Labour Party a tiré un tour d'esprit réaliste et la conviction que la valeur d'un

[1] Il semble que les principaux Bills qui doivent le jour à l'intervention du Labour Party ou qui ont subi, grâce à cette dernière, des modifications favorables à la classe ouvrière sont : le Bill des huit heures pour les mineurs, le Bill des Pensions pour la Vieillesse (le Labour Party obtint que les secours ne fussent pas diminués en cas de cohabitation des assistés mariés), le Bill pour la distribution de repas aux enfants nécessiteux des écoles (le L.P. obtint en Comité que la franchise électorale ne serait pas retirée aux parents), le Compensation Bill de

projet ou d'une loi dépend aussi bien de ses conditions d'application, de son incidence sur d'autres intérêts, que de sa valeur intrinsèque. Il y a, par exemple, un problème du chômage, un problème de l'assurance-maladie. Or, l'on constate dans le parti au pouvoir, dans tous les partis, oserait-on dire, une volonté nette d'aboutir sur ces points. Pour le Labour Party la question est donc moins de savoir si l'on parviendra à atténuer, les effets les plus douloureux, les plus anti-sociaux du chômage et de la maladie, que d'évaluer la répercussion possible des mesures projetées sur la situation des Unions qui jusqu'ici avaient pratiqué largement l'Assurance Mutuelle. Quelles que soient donc la sincérité de sa foi socialiste et la lucidité de son intelligence constructive, il ne peut justifier publiquement son existence que par une politique de réalisation. Et celle-ci doit être d'autant plus efficace, plus rigoureuse, que depuis 1906 le parti Libéral est entré dans une voie identique. Les tendances désormais positives et résolument démocratiques de ce dernier mettent le Labour Party dans l'obligation de contrôler sans cesse, et de modifier dans un sens plus favorable aux classes ouvrières, des mesures qui déjà, par elles-mêmes, leur apportent un bienfait. Faute de quoi, ces classes lui échapperont pour glisser vers le Libéralisme. Il doit être hardi, intransigeant, mais doué d'une puissance supérieure d'analyse; il doit avoir une vision directe et sincère des choses, exempte des réticences, des hésitations et des calculs personnels que peut expliquer, sinon absoudre, chez les autres partis, une tradition parlementaire déjà longue ; il doit ne vouloir que ce qui est possible, et vouloir tout ce qui est possible.

Mais s'il doit se justifier par ses actes vis-à-vis de ses mandants, il doit aussi, par une pensée distincte, se justifier vis-à-vis de lui-même. Il doit, en un mot, essayer de se situer au Parlement parmi les autres partis. Il a charge de défendre des intérêts qui peuvent parfois ne pas concorder avec l'intérêt collectif, mais sa doctrine ne saurait être, comme celle de l'I. L. P. de 1892, la glorification de ces intérêts ; le Socialisme, tel que ce dernier groupement le comprenait, pouvait alors représenter une force morale suffisante pour effectuer l'union des forces ouvrières ; mais cette union faite, il fallut que le Labour Party devînt, à moins de se subordonner entièrement au Trade

1906 sur les accidents du travail (grâce aux efforts du L.P. la loi fut appliquée, sous certaines réserves, aux simples employés ; en outre, ses bénéfices furent étendus aux enfants et parents naturels de l'ouvrier blessé). Mentionnons encore les multiples propositions du Labour Party concernant la question du chômage.

Unionisme, une force de direction pour les intérêts mêmes sur lesquels il s'appuyait, et aussi une force d'adaptation par rapport aux intérêts contraires. De ceux-ci, il était bien obligé de tenir compte dans un Parlement où son petit groupe compact n'occupait, malgré tout, que quarante sièges. Il était de bonne guerre de chercher à déconsidérer les partis historiques aux yeux des travailleurs lors de chaque renouvellement ou de chaque élection partielle, en les persuadant que Libéraux et Conservateurs mettaient au second plan de leurs préoccupations les problèmes ouvriers ; de couvrir les murs de "posters" où l'on désignait à la vindicte publique le landlord vêtu de pourpre et d'hermine ; de répandre à profusion des "tracts" montrant que les plus chauds démocrates, parmi les membres du ministère Asquith, étaient, malgré leur bon vouloir, les esclaves des gros marchands de thé ou des industriels de Manchester, et se terminant en général par cette invite : "Qu'ils montrent donc leur trésor de guerre comme nous montrons le nôtre." Ces partis que l'on combattait pendant quelques semaines, il fallait ensuite, pendant des années, collaborer avec eux, les imprégner, les suggestionner si possible, ou tout au moins profiter de leurs dispositions favorables. Eux aussi étaient efficaces et constructifs à leur manière. On pouvait parvenir à faire admettre à la classe ouvrière qu'ils poursuivaient des fins égoïstes, que derrière la "Tariff Reform", par exemple, se cachait la peur des impôts frappant l'accroissement de la valeur foncière, que l'enthousiasme soudainement renouvelé des Radicaux pour le Libre Echange voilait le désir secret des employeurs de rejeter pendant quelque temps sur d'autres épaules le fardeau des charges sociales et militaires. Mais sur une telle croyance le Labour Party, réaliste par tempérament aussi bien que par nécessité, ne pouvait vivre. Il était témoin d'efforts certains, incessants chez les Libéraux, moins souvent répétés mais parfois révolutionnaires dans leurs effets, comme lorsqu'il s'était agi de Referendum, chez les Conservateurs, pour résoudre, d'une façon ou d'une autre, les problèmes que la marche fatale des événements avait soulevés. Il semblait loin le temps où les partis tiraient leur pouvoir d'une tradition ou de quelques principes abstraits. La victoire de la démocratie en 1867 et en 1884, la crainte même que les deux partis historiques avaient de voir les travailleurs organisés prendre en main au Parlement la défense de leurs intérêts propres, déplaçaient considérablement l'axe de la politique. Les arguments bien ordonnés d'un

Ricardo ou d'un John Mill en faveur du Free Trade, les arguments passionnés d'un Disraeli en faveur de la mission sociale du Torysme, s'ils avaient encore prise sur quelques éléments éclairés, n'étaient plus de ceux dont on se servait publiquement. L'ouvrier était à la fois le héros et l'enjeu du combat. Les Conservateurs, s'ils craignaient que la limitation des pouvoirs de la Chambre Haute n'atteignît les classes privilégiées, détentrices par la naissance de la majeure partie de la richesse nationale, avaient peut-être une crainte plus profonde encore : celle de paraître, aux yeux du corps électoral, imbus de sentiments moins démocratiques que leurs adversaires. Et, en désespoir de cause, ils se ralliaient à des expédients, dont l'évolution politique de l'Angleterre contemporaine ne laissait nulle part percevoir le germe ; par un saut brusque, ils passaient du traditionalisme à la démagogie. Si donc la masse ouvrière était parfois courtisée dans son idéal, dans ses instincts d'indépendance et de justice, elle l'était encore davantage dans ses appétits. Les élections de 1910, qui devaient transformer si profondément l'aspect du mécanisme gouvernemental, et au cours desquelles se posait pour la première fois le problème du maintien de la suprématie commerciale de l'Angleterre en face de sa jeune rivale, roulaient, si l'on ose ainsi s'exprimer, sur une affaire " de pains ". La taxation de la valeur foncière, c'était, dans l'esprit populaire, la remise à un temps indéfini du renchérissement des produits de première nécessité. Sur les murs de Londres figuraient côte-à-côte le pain de seigle allemand, étriqué, terreux, et le pain de froment anglais, rebondi, doré, alléchant et de prix modique.

Le Labour Party, au cours de son rôle parlementaire et même en dehors de lui, ne pouvait donc que constater ce zèle de tous les partis pour la cause populaire, et, parfois continu et harmonieux, parfois saccadé et incohérent, l'esprit de réforme, le désir unanime de corriger les maux causés par les conditions économiques de l'heure, ce désir qui n'est peut-être pas à lui seul le Socialisme, mais qui travaille parallèlement avec lui, dès que, cessant d'être une pure doctrine, il devient un moyen d'action. Négliger de tenir compte de ce phénomène nouveau, croire, à présent que la volonté constructive transparaissait partout, dans le monde des faits comme dans le monde des idées, qu'à une seule classe ou plutôt qu'au groupe restreint des représentants d'une seule classe était dévolue l'œuvre de reconstruction, n'était-ce pas, en somme, ainsi que l'écrit Wells dans une page troublante du *Nouveau Machiavel*, " former

un " corner " des idées socialistes, revendiquer les droits d'un homme qui a acquis un brevet et prétend s'en servir " ?[1] L'influence du Labour Party était, certes, hors de proportion avec sa force numérique : il débordait sur la vie des autres partis ; il avait aussi sur Libéraux et Conservateurs l'avantage de ne point sentir d'obscur malaise, de ne point subir le flottement résultant, et de la multiplicité des intérêts sur lesquels ces derniers s'appuyaient, et de l'imparfaite fusion des tendances qui leur étaient transmises par leur tradition avec celles que suscitait en eux leur adaptation aux exigences de la vie moderne. Ses bases étaient solides ; mais sa politique concrète, inspirée par la résolution de multiplier et de préciser les avantages assurés par les lois sociales aux travailleurs manuels, n'épuisait pas sa vitalité. En outre, un moment pouvait arriver où sa politique ouvrière ne serait plus une politique sociale. " Les partis ", nous écrit Mr. Wells, " représentent des intérêts et non des théories ". Peut-être pourrait-on plus exactement dire que, des intérêts qu'ils représentent, surgissent des idées, qui, à leur tour, réagissent, et sur les intérêts extérieurs, et sur ceux-là mêmes dont elles sont issues. Expérimentalement, le Labour Party avait pris aux Communes conscience de ses limites. Il s'exerçait à *imprégner* celui des deux partis historiques qui, en raison de circonstances récentes, et certainement aussi à cause des tendances qui commençaient à se faire jour en lui, était le plus sensible à ses suggestions. Mais cette tâche pratique, positive, avait sa contre-partie ou plutôt son complément intellectuel dans une compréhension plus vive, plus subtile et plus généreuse de la signification constructive de la vie économique du présent. Aussi le socialisme du Labour Party, ouvrier par la base, s'élargissait-il, fleurissait-il dans ses régions supérieures en un vaste plan d'organisation, où toutes les forces vives de l'Angleterre moderne trouvaient leur emploi. Et le sens lui venait que la vie elle-même avait été constructive avant que l'idée socialiste n'eût cherché à la modeler à son image. Construc-

[1] Il est bon de noter que les idées sociales exprimées dans le *Nouveau Machiavel* ne sont pas, quoiqu'on ait bataillé sur ce point et qu'on en ait voulu tirer certaines conclusions quant à l'évolution intellectuelle de l'auteur, en complète concordance avec les idées propres de ce dernier. Mr. Wells nous écrit en effet : " My recent novel *The New Machiavelli* does *not* state my own political views, but its story has enabled me to criticize English Socialism from a rather different angle. (Mr. Wells fait ici allusion à *New Worlds for Old* dont il nous entretenait précédemment.) " Nous revenons, d'ailleurs, sur ce sujet dans notre chapitre sur " Le Socialisme de Mr. H. G. Wells ".

tifs, ils l'étaient, ces Capitaines d'Industrie, ces hommes de finance, ces spéculateurs dont s'était grossi le parti Conservateur, et qui tenaient encore une place importante dans le parti Libéral. Guidés par la seule recherche du profit, ils livraient pourtant combat à toutes les forces de routine et d'inertie ; un mécanisme puissant et complexe, dont le Socialisme hériterait un jour, se créait sous leurs doigts fébriles ; leur frénésie de jeu, ces marchés à long terme et à longue distance dans lesquels Marx voyait l'indice d'un écroulement prochain, n'étaient-ils pas, après tout, un symptôme de la volonté qui prévoit et soumet l'avenir ? Constructif, le parti Conservateur l'était, non sans doute dans ses activités immédiates, qui depuis un quart de siècle s'étaient singulièrement ralenties, mais par sa décision, consécutive au réveil du Libéralisme en 1906, de se jeter à son tour dans la lutte, d'offrir sa solution propre à toutes les difficultés graves qui surgissaient dans la marche de la démocratie ; constructif surtout parce que simplement conservateur, et représentant comme tel un des aspects permanents de la vie, sur lequel le Socialisme doit compter dans sa tentative d'organisation générale. Dans l'entraînement du combat, mû par l'instinct vivifiant et hardi qui nous pousse en avant, n'en arrivons-nous pas à voir dans le conservatisme une force que l'on pourrait annihiler, que l'on pourrait remplacer par quelque chose d'autre, par notre volonté progressive sans doute ? Et, nous identifiant avec les mobiles qui nous portent vers l'action, ne sommes-nous pas victimes d'une illusion, féconde en résultats, mais illusion quand même ? Oublions-nous que le progrès lui-même est conditionné par l'existence simultanée du désir de changement et du désir de permanence ? Oublions-nous que devant certains aspects nobles et graves, que leur beauté a sanctifiés, nous sommes, nous aussi, magnifiquement conservateurs, de même qu'à d'autres heures, où l'émotion et l'instinct cèdent devant la compréhension, nous nous sentons largement constructifs, de même qu'à d'autres enfin, où s'aiguise notre sens de l'injustice, nous cessons d'être effrayés par l'idée révolutionnaire... ? Tout cela, nous devons le ressentir pour être complets. Tout cela, le Socialisme doit aussi l'éprouver. Et tout cela, nous voudrions à présent montrer que, sous sa forme la plus haute, le Labour Party a essayé de le synthétiser. De son contact quotidien avec les faits, des enquêtes multiples auxquelles il a été associé, des courants qui se sont échangés entre lui et les autres partis, il a tiré son double caractère: égoïste dans ses fins directes, et désintéressé dans ses fins plus

lointaines, faisant songer, par ses dimensions restreintes et sa puissance de rayonnement, à cette école de Manchester, qui ne fut jamais plus qu'un noyau dans la vie politique du XIX[e] siècle, mais qui lui inspira ses idées directrices.[1] Comme le Manchestérisme il sort des faits, mais comme lui il fait sortir des faits, et cette fois en vertu d'une conception qui s'inspire du sentiment aussi bien que de la raison, ce que ceux-ci contiennent d'ordre et de possibilités positives.

Sans doute serait-il hasardeux de croire que la doctrine socialiste d'un homme tel que M. Ramsay Macdonald, doctrine que nous voudrions maintenant exposer dans ses grandes lignes, représente tout ce que le Labour Party a pu développer de conscient et de réfléchi. Le tempérament peut colorer l'œuvre ; sur l'intellectualisme de celle-ci tranche le mysticisme d'un Snowden, l'enthousiasme d'un Keir Hardie, le bon sens robuste d'un Barnes. Si donc l'œuvre de M. Ramsay Macdonald retient particulièrement notre attention, c'est sans doute parce qu'elle nous paraît synthétique, mais c'est surtout parce qu'elle témoigne du progrès accompli dans le sens constructif par le socialisme parlementaire anglais entre 1892, date de la fondation de l'I. L. P., et 1910 ; et, somme toute, parce que son auteur peut, sans risquer d'être démenti, revendiquer le droit de parler au nom du parti ouvrier, qui doit à la sûreté de sa direction d'avoir pu s'engager dans une politique véritablement féconde.[2] Jusqu'à quel point, en dehors de son ascendant personnel, en dehors des services éclatants et continus rendus par lui à la cause des travailleurs, M. Ramsay Macdonald a-t-il imprimé sur la masse de ces derniers le sceau de son esprit compréhensif ? Mais non ; est-ce vraiment sous cette forme que la question devrait être posée ? Un parti, nous l'avons dit, ne justifie son existence qu'autant qu'il est dirigé par des idées réagissant sur des intérêts. Peu importe que les intérêts soient eux-mêmes insouciants des idées. La bourgeoisie industrielle du début du XIX[e] siècle s'était ralliée à l'économie

[1] Ramsay Macdonald, *Socialism*, p. 122.

[2] "The great and abiding work of the years 1900-1905 was not done on the floor of the house of Commons. It was the result of patient endeavour, of supreme self-sacrifice and earnest faith in the new cause allied to a capacity for organisation of a sort given to few men. Whoever may be the detractors of J. Ramsay Macdonald—whatever may be the reasons for their hostility—not one will seriously deny that the structure of the existing Labour Party from the singularly incongruous and confused elements which composed its material, is largely the result of his indomitable energy and skill." Rose, *op. cit.*, p. 81.

ricardienne moins sans doute parce qu'elle réduisait ses activités concrètes et inorganiques à un système abstrait de pensée, que parce que, dans ses conclusions, elle semblait légitimer les entreprises passées et incitait aux entreprises futures. Et cependant, dans une vue à distance, c'est le système qui surgit pour nous bien au-dessus des intérêts. C'est lui qui a façonné la législation d'une époque, et c'est à lui que nous nous attaquons, comme si, lui vaincu, les intérêts devaient s'évanouir. De même pour le Socialisme. Si l'ouvrier des Unions, anciennes ou nouvelles, regarde vers lui avec confiance, n'est-ce pas moins pour ce qu'il contient d'idées que pour sa promesse d'un sort meilleur, d'une vie plus saine, d'une vieillesse plus heureuse ? Mais, plus haut que les nécessités de l'heure et même que celles du lendemain, dans une autre sphère si l'on veut, les idées continuent à se mouvoir. Et si l'aspect syndicaliste du Labour Party assure comme autrefois à celui-ci son caractère de spontanéité, si le socialisme un peu vague, instinctif, phraséologique qu'était celui de 1892 lui sert toujours de trait d'union avec l'âme ouvrière anglaise, c'est surtout par sa vision nette, et jusqu'ici originale, des possibilités politiques et économiques de l'Angleterre moderne qu'il se situe entre le parti Libéral et le parti Conservateur.

VIII

Pour M. Ramsay Macdonald, la Société est un tout organique qui s'impose aux individus, qui, par une modification perpétuelle de sa structure, altère les fonctions de ces derniers, mais qui, à son tour, est sensible à l'action individuelle ; sensible extérieurement aux moyens employés pour hâter le progrès matériel, pour assurer la production plus intensive des richesses ; sensible intérieurement aux exigences effectives de perfectionnement moral.[1] Un Individualisme pur, un Socialisme pur, qui ne tiennent pas compte de ces réactions réciproques, se meuvent dans un domaine irréel.[2] Ce qu'il faut, c'est déterminer comment les parties pourront le mieux contribuer à la vie de l'ensemble et comment l'ensemble pourra le mieux favoriser le développement normal et équilibré des parties. La clé du problème social se trouve donc dans la perception d'une relation : " Une relation vitale entre les organes, non une forme

[1] *Socialism and Society*, p. 26.

[2] *Ibid.*, p. 30.

corporelle qui les renferme, constitue un organisme. "[1] La Société est d'un tel type ; ses organes sont reliés par un tissu de lois et de coutumes ; elle a une forme qui se perpétue au-delà de la disparition des cellules isolées, forme que l'expérience collective modifie, d'ailleurs, sans cesse ; elle a aussi sa conscience qui se développe avec elle-même.

Cette conception organique se complète par la notion que la Société n'existe que dans le but de favoriser une aide mutuelle entre ses éléments constitutifs. A vrai dire, cette tendance se manifeste dès qu'il y a vie sociale. L'un des tout premiers résultats de la lutte individuelle avec la nature ou avec d'autres individus est de créer des groupes en vue d'une protection réciproque. L'aide mutuelle devient ainsi un facteur aussi important de l'évolution que la lutte pour la vie.[2]

Une Société dont les fonctions sont en concurrence évolue donc vers le Socialisme. Peu à peu la coordination des intérêts particuliers et des intérêts collectifs se fait plus étroite. L'unité se crée d'abord politiquement ; elle se continue par une organisation générale des forces économiques ; elle se complète par un meilleur agencement des forces morales. " Nous sommes aujourd'hui dans la phase économique, nous étions hier dans la phase politique, nous serons demain dans la phase morale. Aujourd'hui la propriété individuelle et l'intérêt économique sont les influences qui dominent la Société ; hier l'influence dominante était l'organisation nationale — la nécessité de la solidarite nationale ; demain ce sera la justice, tempérée par les vertus de sympathie. "[3] Au début les communautés se sont formées, puis le principal souci de l'humanité a été l'exploitation des forces naturelles. Nous en sommes maintenant arrivés au point où la " culture de l'homme " sera la grande préoccupation. Politiquement, nous avons atteint une solution satisfaisante. Nous possédons un corps théoriquement sensible à toutes les impulsions du dehors, où tous les intérêts et toutes les classes sont représentés. Sans doute se heurte-t-on à des difficultés innombrables dès que l'on veut déterminer les fins qui peuvent être légitimement poursuivies par l'action normale de ce corps. Mais alors le problème cesse d'être purement politique pour devenir économique et moral.

[1] *Socialism and Society*, p. 34.
[2] *Ibid.*, p. 38.
[3] *Ibid.*, p. 41.

Il ne s'agit plus de savoir si la Société est dans la possibilité de vouloir, mais de savoir ce qu'elle voudra.

Des signes auxquels on ne peut se tromper montrent que la période économique, caractérisée par l'effort isolé de l'homme en face de la nature rebelle, tire à sa fin. De même que l'État moderne a discipliné et spécialisé les énergies, a fait des serviteurs actifs de ceux qui autrefois ne croyaient pouvoir manifester leur force qu'en le pillant ou en le renversant, de même à présent la grande industrie, après avoir poussé jusqu'aux plus extrêmes limites la division des tâches, commence à opérer d'elle-même la coordination des forces productives.[1] Les métiers empiètent les uns sur les autres ; entre eux se crée une dépendance étroite : l'intégration se complète par le Trust ou l'Amalgamation. Le capital se déplace avec les ailes de l'aigle. " Le capitaliste n'est plus un particulier, opérant dans un petit coin de sa paroisse, et dont le succès ou l'échec ride seulement la surface calme de la vie de son village. Il traite avec la Société ; de lui dépend le sort des peuples ; il régit des empires. "[2] Ainsi l'efficacité accrue de l'industrie moderne, les tentatives mêmes de coordination débordent sur la vie de l'État. Sur ce dernier, elles peuvent agir comme un stimulant ou comme une menace. Un arrêt dans une seule des branches de la production équivaut à un arrêt de la vie collective, et, lorsqu'un certain degré de concentration a été atteint, quelques hommes peuvent décider souverainement des conditions d'emploi de tout un peuple.[3] La conscience publique, jadis indifférente aux empiétements qui n'étaient pas de nature politique, se sent prise d'une nouvelle inquiétude. Contre les prétentions des barons féodaux elle avait érigé la digue magnifique de la royauté ; contre celles des barons industriels elle élève le rempart encore timide du Socialisme : " Nous en sommes arrivés à une étape où l'intérêt de la communauté dans l'usage de quelques-unes des formes de la propriété est de beaucoup plus grand que l'intérêt des possesseurs légaux de cette propriété, et où, par conséquent, nous devons sérieusement nous demander s'il sied de permettre que cette propriété soit régie par des personnes privées pour des fins privées. Même s'il était physiquement possible à une personne de posséder la lumière et l'air du ciel, il est si impérieusement nécessaire pour des êtres humains de pouvoir en user qu'un droit

[1] *Socialism and Society*, pp. 50-56.

[2] *Ibid.*, p. 56.

[3] *Ibid.*, p. 59.

de propriété sur ces choses ne peut se concevoir. Mais la différence entre l'air et la lumière, d'une part, la terre et le capital industriel, de l'autre, est une différence de degré et non d'espèce. A mesure que la population se multiplie, à mesure qu'elle est privée du libre accès à la matière première, à mesure que son existence dépend davantage d'emplois salariés, la Société possède un intérêt plus étendu dans les usages auxquels la terre et le capital sont soumis. Son droit d'insister sur l'usage social de la propriété s'accroît, jusqu'à ce qu'à la fin l'avantage qu'il y a à admettre la propriété privée de ces biens nécessaires à la vie se trouve détruit. "[1]

Le Socialisme est donc, dans son essence, une réaction sociale, l'éveil de la conscience collective dans l'ordre économique, suivant son éveil dans l'ordre politique. C'est rabaisser le Socialisme que de faire dépendre sa venue de l'issue d'une guerre de classes. Tout d'abord, cette notion même de classe est infiniment plus complexe que Karl Marx ne semblait le croire.[2] Il n'y a pas deux blocs hostiles, soumis chacun aux mêmes tendances, guidés par un même sentiment, et qui ont nom prolétariat et bourgeoisie. La bourgeoisie n'est pas unie dans un même dessein économique ou politique, le prolétariat pas davantage. Entre l'une et l'autre les frontières sont indéterminées. Certains petits employeurs ont gardé la mentalité, les habitudes du salarié ; certains salariés, au contraire,

[1] *Socialism and Society*, p. 61. Cf. "The Socialist objective is a State wherein labour will meet with an adequate reward and human life be valued above property. To-day, property rules life and life is bent and twisted so as to fit into the contorted ethics and other imperatives of this property-worshipping age. The Socialist believes that so long as private property in things essential to human well-being is recognised, so long will property dominate life. An essential feature of the Socialist State will, therefore, be the common ownership of all those forms of property in the use or abuse of which the whole community is more interested than private individuals, and the employment of such property for common ends and not for private profit. Where the line is to be drawn between common interest and individual interest cannot be determined by theoretical considerations of the rights of the State or of the individual, but by practical experiences of the working of Socialistic experiments from time to time. The Socialist, however much he may be inspired by *à priori* reasoning, must always be guided by practical results. The Socialist method is a combination of theory and practice : it is the scientific experimental method." *Socialism*, p. 109.

[2] "Marx was so anxious to separate himself from "bourgeoisie" economists that he would on no account recognise the conflicting interests of the receivers of rent and of profits" *Soc. and Soc.*, p. 124. Mr. Hyndman, il est vrai, semble admettre l'opposition éventuelle des propriétaires fonciers et des capitalistes.

par l'usage d'institutions telles que les Sociétés de Secours Mutuels, tirent parti de la forme de distribution présente de la richesse et semblent plutôt favorables au statu quo.

Il est évident que celui qui perçoit un salaire et celui qui l'alloue ont, au cours d'une même opération, des intérêts opposés. [1] Mais cette opposition n'est qu'un des nombreux antagonismes que développe l'ordre social et rien ne permet d'affirmer que, de tous, il soit le plus actif. Il y a aussi l'opposition du producteur et du consommateur, les deux qualités pouvant être réunies dans un même homme. Il y a l'opposition des capitaux entre eux. Parfois aussi le Capital et le Travail se liguent contre le consommateur. Parfois ce sont les travailleurs qui s'opposent aux travailleurs. La notion de la guerre des classes n'est dès lors plus qu'une figure de langage agressive ; [2] mais, même perçue dans sa réalité complexe, elle n'a aucune valeur sociale, aucune portée constructive. De ces conflits d'intérêts, de ces épreuves d'endurance peuvent sortir des salaires plus élevés, des heures de travail plus réduites, jamais un ordre nouveau. Un appel si intense, si convaincu soit-il, à l'intérêt d'une classe n'est qu'un appel à l'intérêt personnel. Et c'est justement parce que la classe ouvrière anglaise a, selon Mr. Ramsay Macdonald, dépassé ce point de vue qu'elle a pu donner naissance à un grand parti ; l'échec partiel du Vieil-Unionisme provient de son opposition à une politique de travail, de son scepticisme et de son indifférence vis-à-vis de toute tentative de reconstruction, de sa conception étroite de l'intérêt professionnel en tant qu'opposé à l'intérêt général. Et le Labour Party a été formé parce que le Trade Unionisme a fait l'expérience que la guerre des classes ne peut mener nulle part. [3]

[1] *Socialism and Society*, p. 128.

[2] *Ibid.*, pp. 128-130.

[3] "The best expression of a class war is Trade Unionism. It is created on the assumption and experience that capital will do its utmost to exploit labour, and that labour ought to do its best to prevent capital from succeeding. The position is a simple and frank recognition of existing industrial fact. It concerns itself with no opposition except that between capital and labour, no union of interests except the interests of wage earning, no field of activity wider than the factory. It leads nowhere because it has no ideal goal; its only result can be the bondage of one side or the other. Here is the pure example of the class war. Nay, more, it is *the* class war...... It is only the emptiest flattery to tell the old Trade Union movement that its various sections ever have, or ever could have, considered anything but their own immediate interests when settling their policy

Le Socialisme, qui pour l'accomplissement de son œuvre ne peut renoncer à la notion de l'État et doit même la fortifier, a donc besoin d'un parti nouveau qui aborde dans un esprit neuf les problèmes nouvellement surgis. Mais on ne peut dire de ce parti qu'il sera un parti socialiste ; le Socialisme est une perspective de ce que sera la Société quand elle aura accompli la dernière étape de son développement organique ; un parti politique, au contraire, incarne des idées qui se manifestent en activités immédiates.[1] Le socialiste, quoiqu'il puisse en quelque sorte " pétrir la destinée ", ne peut se dispenser de traverser l'espace qui sépare " ce qui est de ce qui doit être ". " La conclusion invincible est donc que le but des socialistes qui sont politiquement actifs devrait être de former, non un parti socialiste, mais un parti qui se meuve vers le Socialisme. Les postulats du Socialisme sont comme la lumière et l'air. Ils deviennent les conditions de la vie du peuple, qui ne peut pas plus faire de théories ni dogmatiser à leur sujet, les expliquer et les faire résonner en formules abstraites, qu'il ne peut voler. Appeler à grands cris un parti socialiste, c'est là une survivance de la période révolutionnaire, ou c'est une copie des méthodes propres aux pays où le gouvernement parlementaire n'est qu'un mot. Ce dont on a besoin en Angleterre, c'est d'un parti qui accepte le point de vue socialiste et prenne contact avec les problèmes industriels de la Société, ayant dans l'esprit des postulats socialistes.... Le Socialisme sera réalisé par un parti politique socialisant et non

from time to time. Each of the wings of an army for carrying on the class war is bound in the nature of things to fight its battles mainly for its own hand. Trade solidarity rather than proletarian solidarity is the real outcome of a class war in practice, and trade interest is ultimately individual interest. After a time —in 1899 to be precise—Trade Unionism saw that this policy could lead to nothing permanent ; it widened its outlook ; it rose above its old ruts ; it became community conscious as well as class conscious. The Labour Party was formed, because Trade Unionism had experienced that a class war led nowhere. " *Ibid.*, p. 136.

[1] " The birth and life of an idea fructifying through a political epoch follows this course. It is born in the mind of a man, or of a few men ; it does not come from the clouds, but is the product of circumstances ; it finds shape and details, so as to become effective politically, in a party which cherishes it and ultimately, by embodying it in a programme, secures for it legislative recognition and sees that it pervades the whole social life. When it has fulfilled its practical utility, it gives birth to a new idea, and then passes into history. If used as a further guide it leads to error. This is also the history of party. " *Socialism and Government*, II, p. 9

par un parti socialiste. En fait, tout paradoxal que cela puisse sembler, le Socialisme sera plutôt entravé par un parti socialiste qui croirait pouvoir faire mieux qu'un parti socialisant, parce que ses méthodes seraient opposées à celles selon lesquelles la Société évolue ".[1] Le parti de l'avenir se modifie lui-même et se renouvelle à mesure que le problème social se déplace ; il se dissout pour se reformer plus tard, doué d'autres possibilités. Il doit sans cesse se transformer et se rajeunir, tout comme le parti Tory s'est transformé et rajeuni après le Reform Bill de 1832, tout comme l'ancien parti Libéral l'a fait après les Bills de 1867 et de 1884, alors que l'adoption des concepts collectivistes devenait de plus en plus générale. C'est dire que le Labour Party actuel, " noyau d'un nouveau parti qui résoudra quelques-uns des problèmes sociaux les plus urgents, en conformité avec certains principes généraux sur la responsabilité de l'État, dont l'énonciation et la discussion ont marqué le passage du XIXe au XXe siècle, "[2] connaîtra son heure de crise quand lesdits problèmes seront résolus, pour se dépasser finalement lui-même lorsque les circonstances lui auront permis d'assumer la charge du gouvernement. A la notion de parti devra alors se substituer celle de l'État, " personnalité politique de toute la Communauté, à la fois dans ses relations internes et externes ",[3] représentant de la volonté générale, et non interprète des désirs de la majorité[4] ainsi que le croyait à tort le Radicalisme individualiste, déterminant sa ligne de conduite après avoir mesuré scrupuleusement la valeur relative des forces favorables ou hostiles au changement. L'État socialiste doit être en quelque sorte l'incarnation de l'opinion collective, dont les Conservateurs ont exagéré la stabilité, dont les Radicaux " et ces socialistes qui chérissent les erreurs de la politique radicale n'ont point compris l'énorme faculté de résistance. "[5] Grandie dans ces proportions, la tâche du Représentant ne peut plus être confondue avec celle du simple délégué ;[6]

[1] *Socialism and Government.* II, p. 12.

[2] *Ibid.* I, p. 85.

[3] *Ibid.* I, p. 79.

[4] " The majority as a legislating power works not for itself but for Society. .... The majority vote indicates the General Will, but the representatives returned by the majority have to observe the wish of the minority in their actions. " *Ibid.* I, p. 80

[5] *Ibid.* I, p. 90.

[6] " Socialists should, therefore, think of the State and of political authority not as the expression of majority rule or of the will of any section, but as the embodi-

elle sous-entend un jugement et une initiative personnels; elle consiste à mesurer l'intensité des impulsions vitales de la Communauté. Le Représentant est "responsable envers son propre caractère et sa propre intelligence. Son point de vue général et ses principes doivent être acceptés par le peuple, mais personne ne peut guider sa main, ni mettre, au jour le jour, des mots dans sa bouche." [1]

Ainsi l'État socialiste coopérera avec les individus, subira leur action et réagira sur eux ; il réorganisera les forces économiques et préparera l'éclosion des forces sociales ; il ne se substituera pas aux organisations volontaires que l'évolution aura fait surgir, mais il les groupera et les dominera ; il aura aussi ses fonctions propres, fonctions de "nutrition", et son activité recevra une récompense qui ne sera autre chose que l'impôt, pour l'existence duquel on avait jusqu'ici donné un grand nombre d'excuses, mais aucune justification. [2]

Tel se présente, dans ses grandes lignes, pour M. Ramsay Macdonald, le problème auquel, selon lui, doit s'attacher le Labour Party. Et c'est parce qu'il a conscience du bon droit de ce dernier qu'il le veut large et intelligent, socialisant et non socialiste, " ne professant pas le dogme socialiste comme les gens d'église professent le dogme d'Athanase, mais adoptant le point de vue socialiste et se servant des idées constructives du Socialisme comme de guides dans la législation pratique." [3] Cette politique nouvelle ne fera d'ailleurs que compléter, que réadapter aux conditions de la vie contemporaine, celle qui, concrètement, s'exprima au lendemain du Reform Bill de 1867 par le détachement de l'Unionisme des deux partis historiques et par l'éclosion d'une série de questions économiques, propriété du sol, salariat, chômage, accidents du travail, que les hommes d'État d'alors n'étaient pas préparés à discuter et que les ouvriers ne pouvaient encore songer à résoudre d'eux-mêmes, vu leur manque d'organisation. Ces problèmes, d'une importance vitale pour la classe ouvrière, pouvaient prendre, néan-

ment of the life of the whole community, resisting change owing to its past inheritance, and yet endowed with the potentialities of a greater perfection because its past must fructify in its future." *Ibid.* I, p. 91.

[1] *Ibid.* I, p. 94.

[2] "Taxation was imposed with an apology. The incomes from which it was taken were assumed to have been earned. It was the powerful State with the pistol saying to the weak citizen without arms, "Five per cent of your purse or your life." *Ibid.* I, p. 35.

[3] *Socialism and Society*, p. 163.

moins, une forme assez idéale ou assez intellectuelle pour inspirer la révolte d'un Carlyle et d'un Ruskin, la vision d'un William Morris, les rétractations d'un John S. Mill. Dès le dernier tiers du XIX[e] siècle, des signes dont l'évidence ne fait pas de doute montrent que l'on est las de suivre les sentiers battus. Le besoin d'un organe social matériellement et moralement actif se manifeste, d'abord sous une forme flottante et tumultueuse — c'est alors que prennent corps les premiers groupements socialistes, tels que la S. D. F. et l'I. L. P. — puis, avec la formation du Labour Party, sous une forme plus nette et plus réfléchie.

Et, selon M. Ramsay Macdonald, la situation présente de l'Angleterre est caractéristique, en ce sens qu'elle reflète les activités d'un parti qui se crée, d'une mentalité qui se constitue, et qui sont pourtant efficaces avant d'avoir achevé leur évolution, et d'avoir pu se définir eux-mêmes. L'ère du Libéralisme est close ; celle du Socialisme n'est pas encore définitivement ouverte. Le premier a rempli sa destinée dans la sphère politique ; la démocratie possède, grâce à lui, l'usage de presque toutes les libertés négatives. Sans doute y a-t-il encore, sur ce point, quelques batailles à livrer : il reste à étendre aux femmes le droit de suffrage, à répartir plus équitablement les sièges, et surtout à enlever à la Chambre des Lords le pouvoir de mettre obstacle aux volontés du pays. Mais jamais plus nous n'assisterons à des croisades semblables à celle de 1832. " Les dernières retouches ne seront pas apportées à la démocratie politique tant qu'il ne sera pas prouvé que la constitution existante est une barrière à la législation sociale. " [1] Dans le domaine religieux, le Libéralisme continue à réclamer la libération des organisations spirituelles du patronage de l'État et l'égalité de toutes les sectes aux yeux de la loi ; il est sûr que le " Disestablishment " pourra satisfaire des intérêts partiels ; mais l'idée qui inspire un tel projet n'est pas de celles qui, par leur réaction sur la conscience nationale, suscitent des hostilités passionnées ou des enthousiasmes excessifs. La conception négative de l'État a vécu, et les Non-Conformistes ne songent pas à interpréter leur victoire prochaine

[1] *Socialism and Society*, p. 172. M. Ramsay Macdonald prévoyait ainsi, dès 1908, ce que serait la position, non seulement du Labour Party, mais de tous les partisans de la politique " progressive " du Gouvernement Libéral, dans la récente campagne contre la Chambre des Lords. Cette dernière peut être interprétée comme le premier effort du Néo-Libéralisme socialisant plutôt que comme le chant du cygne du Libéralisme expirant.

comme la définitive reconnaissance de la liberté de penser. Il ne s'agit que de confirmer les droits d'une majorité dans des affaires locales. Financièrement et économiquement, le parti Libéral n'innove pas non plus. Seules les "propositions rétrogrades" de la Tariff Reform League ont rendu quelque lustre à des arguments qui, depuis Cobden et Bright, avaient cessé d'avoir cours. "Mais de telles doctrines, tout en constituant d'excellents camps retranchés pour des opérations défensives, ne sont d'aucun usage à une armée en marche".[2] Le Libre-Echange ne fait pas avancer le problème social, et le Libéralisme, tel que le XIXe siècle l'a connu, a cessé d'être une force agissante ; il meurt de ces contradictions, de l'impossibilité où il se trouve de concilier ses tendances originelles et le rôle qu'obscurément il se sent appelé à jouer. Il a conscience que l'individualisme atomique de 1830 n'a plus, pour la résolution des difficultés avec lesquelles il doit lutter, aucune valeur pratique ; il se rejette donc sur l'autorité de l'État ; mais sur la *nature* du rôle de l'État il ne possède aucune notion assez vigoureusement conçue pour qu'elle rallie et dirige ses forces, et en même temps s'impose à ses partisans comme à ses adversaires. Son œuvre constructive est donc une œuvre de hasard, une suite de remèdes pour les maux déclarés dont le redressement est nécessaire. "Par contre, il unit dans l'opposition tous les intérêts menacés parce que l'attaque Libérale semble spécialement dirigée contre eux, et n'apparaît pas comme la manifestation d'une impulsion profonde, nationale de croissance."[3] En tant qu'organisme, un de tendances et de volonté, le parti Libéral est mort. Déjà son corps se désagrège. "Avant que le silence final ne vienne et que l'oubli ne soit assis comme une ombre là où était la vie, les forces de destruction, les armées de parasites sont déjà à l'œuvre sur l'organisme qui décline, minant sa force et vivant sur sa substance."[4] Le parti est divisé en factions que rapproche une idée ou un intérêt passager, mais qui, dès que leurs panacées respectives ont été consacrées par un acte du Parlement, se mettent en quête d'autres alliances. Pourtant c'est cette désagrégation même qui est le gage d'une vie nouvelle. Le parti Libéral ressemble à la cellule qui se divise pour créer le jeune organisme ; il contient, même à présent

[1] *Socialism and Society*, p. 173.
[2] *Ibid.*, p. 173.
[3] *Ibid.*, p. 175.
[4] *Ibid.*, p. 176.

plus d'un noyau. Et, par ailleurs, apparaît un autre symptôme d'activité vitale. Le Socialisme n'est plus une influence diffuse ; il devient un élément défini, dont les fonctions s'affirment dans l'ordre administratif comme dans l'ordre législatif, dont l'esprit s'insinue parmi les faits, les modèle en silence. " La réaction opérait dans les affaires nationales tandis qu'une politique constructive prévalait dans le gouvernement local ; le Socialisme Municipal devenait une menace pour les détenteurs de monopoles et les individualistes de toute espèce ; les feux-follets impérialistes attiraient le peuple dans des marécages boueux, tandis qu'une saine politique de reconstruction sociale allumait des fanaux avertisseurs, suffisants pour briller tout un siècle.......... Tandis que les partis politiques de réaction se félicitaient d'être à l'abri de toute attaque, le Labour Party rassemblait ses forces et trouvait des recrues dans toutes les régions de la politique. "[1]

En 1906, un brusque sursaut de l'opinion publique, causé par l'incurie et les dépenses inconsidérées du gouvernement Conservateur, ramena les Libéraux au pouvoir. Ils sentirent, dès lors, que seule une politique d'efficacité pourrait leur permettre de se maintenir. Le Libéralisme prêta donc son appui aux premières demandes du jeune parti ouvrier, et, sans s'assimiler son esprit, s'assimila plus d'un point de son programme. Devant ce double danger, devant l'attaque directe des forces ouvrières organisées, devant la déviation des tendances d'une grande force historique, les intérêts privés que masquait l'étiquette Unioniste s'alarmèrent ; une attaque furieuse, sans précédent, contre le Socialisme, s'ensuivit. Elle exprimait sans doute une réaction sincère, mais elle visait surtout à forcer le gouvernement Libéral à définir sa position, à abstraire de son interventionnisme énergique la pensée qui l'inspirait. Mais le Libéralisme était en pleine crise organique, et cette pensée directrice n'existait pas. Le Gouvernement mettait le Socialisme en action, mais l'idée socialiste lui restait étrangère ; il ne l'avait ni pénétrée, ni dominée ; elle lui inspirait, à lui aussi, la terreur vague des choses incomprises. D'instinct, il se réfugiait dans les formules anciennes. Son incapacité à concevoir dans son ampleur et dans sa complexité le problème économique, sa peur de donner aux réformes réalisées par lui un sens plus profond que celui qu'elles revêtaient pour leurs bénéficiaires, le faisaient se rejeter sur

[1] *Socialism and Society*, p. 184.

des principes " tels que la propriété individuelle, l'entreprise individuelle, l'initiative individuelle, mots qui en apparence avaient une signification précise, mais qui étaient absolument sans aucun sens quand ils étaient appliqués à des conditions sociales exigeant un remède. " [1] Par le bercement de tels mots, le Libéralisme calmait ses inquiétudes intimes, et rassurait les intérêts acquis dont son sort continuait à dépendre. Mais comment aurait-il donné le change aux esprits avertis, aux imaginations constructives ? Comment aurait-il fait reculer les nouvelles idées progressives et collectivistes qui étaient dans la pensée de tous ? [2]

Le malaise profond dont souffre le parti Libéral et auquel le parti Conservateur n'a guère non plus échappé vient de ce que, tout en percevant la grandeur du changement accompli dans le monde qui l'entoure, tout en reconnaissant que son rôle n'est plus ce qu'il fut au cours du XIX[e] siècle, il garde son ancien nom et revêt ses traditions d'un charme magique ; il veut être le parti du peuple et il se refuse encore à comprendre que depuis les Bills de 1867 et de 1884 un mouvement irrésistible détourne tous les hommes qu'anime un instinct progressif du souci de la *forme*, pour les reporter vers celui de la *fonction*, démocratique, et que le jour est proche où, selon la prédiction d'Herbert Spencer, il

[1] Il semble qu'aucun progrès n'a été réalisé entre 1906 et 1910 dans la compréhension de l'idée socialiste chez les hommes que le parti Libéral a placés au pouvoir. On pourra voir à ce propos, dans les publications de la Liberal League, la plupart des discours de Mr. Asquith pendant la dernière campagne électorale. Quant à Mr. Lloyd George, il y a chez lui, je l'ai dit déjà, une volonté bien nette de ne pas systématiser ses velléités réformatrices. Le Socialisme lui apparaît comme la négation des activités individuelles, comme une sorte de militarisation des énergies sociales. A une question que je lui posais sur les chances de succès qu'à son avis ce dernier possède en Angleterre, le Chancelier ne put donner que cette réponse, d'une ingénuité vraiment déconcertante : " Il n'y a rien à craindre de ce côté-là ; nous sommes un peuple trop individualiste. " On dirait que pour Mr. Lloyd George le socialisme contemporain n'est que la mise en pratique des doctrines de la S.D.F.

[2] " When the Government drafted its legislation, and when the opposition criticised it, no one thought of " individual property, individual enterprise, and individual initiative, " but of collective property, collective enterprise and collective initiative. So imperative in practice had the new organisation become, that the phrases of reaction were used merely for platform purposes when the fears of the people had to be appeased, but the ideas of the new progressivism guided all legislation aimed at the solution of the pressing questions of the day. " *Socialism and Society*, p. 186.

devra abandonner au party Tory la défense des libertés négatives. [1]

Du reste, le flottement de l'heure présente n'est pas éternel ; de nouvelles harmonies se créeront, et l'on s'apercevra sans doute qu'entre le Socialisme et le Néo-Libéralisme aucun abîme n'a été creusé. Le Socialisme, c'est-à-dire l'étape qui suivra le Libéralisme, gardera tout ce qui aura été d'une valeur permanente chez ce dernier, par le fait qu'il sera son descendant héréditaire [2]. Il défendra, comme dès à présent il les défend, quand il y a un péril pressant et que le Libéralisme a besoin de son aide, les conceptions chères à celui-ci, ainsi que son œuvre d'émancipation démocratique, religieuse et fiscale. Il poursuivra, accentuera, coordonnera son œuvre de réforme sociale, de réadaptation des relations économiques et industrielles. [3]

IX

Mais, malgré le désir de ses chefs de s'abstraire dans leur rôle parlementaire, de dépasser, dans une ample vision de la chose publique, les intérêts dont ils avaient la charge, de déborder, en

[1] " If the present drift of things continues, it may by-and-bye really happen, that the Tories will be defenders of liberties, which the Liberals, in pursuit of what they think popular welfare, trample under foot. " *The Man Versus the State*, p. 17.

[2] *Socialism and Society*, p. 190.

[3] " Hence also, the creation of a political party that is not Socialist but only Socialistic—like our Labour Party—is not a thing for which Socialists need apologise to themselves, or regard as an unhappy expedient imposed upon them by force of circumstances. If Socialism is to come by a series of Social Reforms, as pounds accumulate by the collection of pence, each one contributing to the evolution of Society as a whole, it is essential that Socialism should devise a means of expressing itself politically as that it should carry on the propaganda of its economic and industrial ideas. The difference between industrial and political Socialism is that, whilst the former on the whole is a creed, the latter is on the whole a method and is in a constant state of expansion and progress. Those Socialists who weep because the Labour Party is not Socialist, or who regard it as an ugly duckling forced upon them, have not yet applied their minds to the hard problem of political method—to the hard problem of how Socialism is to be brought about. They have fallen into the same error as those politicians who think that Social Reform is an alternative to Socialism. The work of the Labour Party is to bring Socialism—if Socialists are right ; it is to make Socialism impossible—if they are wrong. I for one am willing to test my faith by the acids of experience. " *Ibid.*, p. 191.

quelque sorte, sur la vie des autres partis, il semble qu'un sort ait pesé sur le Labour Party aux grands tournants de la politique anglaise. A l'heure où une lucidité parfaite, une maîtrise complète de soi-même, une détermination rigoureuse de l'incidence des mesures proposées et de la répercussion sur la marche de la démocratie d'une rupture soudaine entre les deux organes législatifs auraient été le plus impérieusement requises, il a été brusquement détourné de sa vision d'avenir et rappelé au souci de ses origines. Les instincts prenaient ainsi leur revanche sur les idées. Le Labour Party avait affronté les élections de 1906, capitales pourtant par l'orientation nouvelle qu'elles devaient donner au Libéralisme, sous l'impression presque unique de la Taff Vale Decision ; il affronta celles de 1910 — qui devaient mettre un terme au pouvoir de la Chambre des Lords — sous l'empire du Jugement Osborne. Grandi aux yeux de tous par la ténacité qu'il apportait à la réalisation de son programme concret, par l'attitude mesurée et un peu austère de ses chefs, par l'élévation et la sûreté de ses vues constructives, il restait vulnérable par sa base. Inattaquable en tant que groupe politique, il demeurait, en tant qu'émanation directe du Trade Unionisme, sensible à toutes les attaques qui visaient ce dernier, comme à tous les sursauts d'opinion, réels ou provoqués, auxquels il pouvait être sujet. Et, soit par un concours fortuit de circonstances, soit par une manœuvre habile de ses adversaires, le Labour Party en fut réduit, alors qu'il aurait dû marquer du sceau de sa personnalité la plupart des problèmes sur lesquels la bataille se livrait entre Libéraux et Conservateurs, à profiter du désarroi pour consolider les positions précédemment conquises.

Sans doute avait-il conscience des différents aspects sous lesquels pouvait être envisagé le conflit constitutionnel qui venait d'éclater au lendemain du rejet par les Lords du Budget Lloyd George. Sans recourir aux doctrines, sans prendre, comme le faisaient certains Libéraux, la peine de justifier son attitude en remontant dans ses traditions, il était hostile à une assemblée qui synthétisait la plupart des privilèges sociaux, et qui, bien qu'elle ne fût pas entièrement dénuée de tendances interventionnistes, avait essayé de faire échec à toute tentative *d'émancipation* du monde du travail, de faire reculer l'idée égalitaire elle-même ; et, parce qu'instinctive, cette hostilité vis-à-vis des Lords se manifestait sous une forme plus immodérée que celle des Libéraux. Dès 1907, le Labour Party avait, par voie d'amendement, réclamé la suppression de la

Chambre Haute.[1] Du Budget Lloyd George, il approuvait les principales dispositions. Dans la conférence tenue à Portsmouth en janvier 1909, il les avait même anticipées.[2] La taxe sur la plus-value foncière, la taxe sur les licences de boissons obtinrent sa faveur parce qu'il percevait en elles, plus clairement que le Chancelier de l'Échiquier lui-même, les rudiments d'une législation fiscale socialisante, et aussi parce qu'elles se présentaient comme la seule alternative à l'établissement d'un régime protectionniste, qu'après réflexion et après une série d'enquêtes, telles que celle qui avait été opérée en Allemagne par MM. Barnes et Henderson, il avait définitivement rejeté.[3] Mais en cela le Labour Party ne faisait que souligner, qu'accentuer l'attitude du parti Libéral ; il ne dégageait aucune vue vraiment originale. Tout son effort portait, en effet, sur la révision du Jugement Osborne, et la défaite des Lords était pour lui une nécessité vitale avant d'être l'affirmation d'une politique ; il s'agissait moins de progresser que de se maintenir.

A vrai dire, il n'y avait pas, cette fois, réponse à une attaque purement extérieure. Il est, nous croyons, maintenant hors de doute que l'employé de chemins de fer Osborne, faisant valoir ses droits devant trois juridictions successives, pourvoyant aux frais d'une triple instance, a obéi moins à une impulsion personnelle qu'à une suggestion étrangère, laquelle en l'occurrence se doublait d'un appui financier. Mais, néanmoins, c'était bien un problème Trade Unioniste que soulevait cette réaction de l'élément professionnel contre l'activité sociale du Labour Party. Les forces conservatrices du dedans semblaient prêter la main à celles du dehors. Les tendances individualistes du Trade Unionisme, sous l'impulsion des adversaires de ce dernier, s'insurgeaient contre ses tendances organiques. Mais le cas Osborne, même ramené à ses justes proportions, devait avoir pour effet de rendre stable et défini un accord qui n'avait été jusqu'alors que tacite, d'affirmer la résistance de l'organe Unioniste contre l'action désagrégeante de certaines cellules.

Le problème était apparemment des plus simples. Une Trade Union avait-elle le droit de faire servir à des fins politiques les sommes versées par les travailleurs en vue de s'assurer certains bénéfices professionnels ? Et, dans un pays où les membres du

[1] Amendement du 26 Juin 1907, v. leaflet N° 39.

[2] V. Tract N° 44, et Snowden : *The Socialist Budget.*

[3] *Unemployment in Germany* par George Barnes et Arthur Henderson.

Parlement n'étaient pas rétribués, pouvait-on mettre à la charge des organisations ouvrières les frais occasionnés par la campagne électorale et par le versement d'une indemnité annuelle aux hommes choisis pour les représenter à Westminster ? On sait que la Chambre des Lords, par un arrêt en date du 21 décembre 1909, se prononça pour la négative. [1] Par cet arrêt le Labour Party se trouvait sapé par la base. Il suffisait dorénavant de l'hostilité d'un seul unioniste envers l'action politique pour que toute tentative de représentation ouvrière indépendante devînt dans chaque circonscription des plus périlleuses, et pour que seuls les partis Libéral et Conservateur, qui disposaient de fonds particuliers, de ressources nombreuses drainées, selon les besoins du moment, d'une extrémité à l'autre du pays, eussent la possibilité d'affronter la lutte avec une chance de succès. Si, d'autre part, les travailleurs, non plus en tant que syndiqués, mais à titre privé, consentaient à alimenter une caisse électorale, le lien, parfois séculaire, de l'Union était rompu dans des circonstances où sa nécessité se faisait le plus sentir ; il n'existait plus dès lors qu'un contrat d'homme à homme ; celui-ci pouvait consacrer la victoire de telle ou telle idée, mais il détruisait tout ce qu'il y avait d'instinctif dans l'éveil à la vie sociale du prolétariat anglais. Un parti abstraitement et farouchement socialiste aurait pu, à la rigueur, se réjouir du jugement Osborne ; mais le Labour Party, s'il avait continué à vivre, se serait vu priver de la nourriture substantielle que lui transmettaient les Unions, ainsi que des tendances concrètes qui lui donnaient à la fois sa force et son originalité ; et un véritable Unioniste, à quelque type de Syndicat qu'il appartînt, quelque opinion qu'il eût sur la plupart des problèmes sociaux, ne pouvait comme tel que déplorer la décision des Lords.

Mais, au fond, ce n'était pas à l'idée représentative elle-même que s'attaquaient Osborne et ceux dont il recevait l'appui. S'ils l'avaient fait, ils auraient eu contre eux la tradition du Labour-Libéralisme de 1875. Une représentation purement professionnelle n'avait rien qui les choquât ; une politique du travail pas davantage, pourvu qu'elle n'anticipât jamais sur les désirs des membres de chaque Syndicat, qu'elle ne rayonnât sur aucun problème moral ou intellectuel, qu'elle ne poussât vers l'avenir aucune pointe hardie. Si l'on attaquait le Labour Party, c'était en raison de sa politique

[1] En première instance une décision favorable aux Unions était intervenue, mais elle fut annulée par la Cour d'Appel, à l'avis de laquelle la Chambre des Lords se rangea.

nationale,[1] c'était parce que, malgré son souci constant des intérêts immédiats des Unions, il était l'émanation supérieure, l'âme du Trade Unionisme. Tous voulaient bien en faire l'agent de transmission, fidèle et ponctuel, entre le métier ou le groupement de métiers et le Parlement ; mais certains ne lui pardonnaient pas d'avoir des ailes, et de s'en servir pour son propre compte. Or, ceux-ci étaient aveugles à la leçon du passé, qui enseignait l'impraticabilité d'une représentation purement professionnelle, sauf pour les Unions riches et massées sur une étendue restreinte de territoire, à celle du présent, qui témoignait de la dépendance étroite du problème ouvrier et du problème économique.

L'attaque venait, d'ailleurs, trop tard. Elle eût pu réussir si elle avait coïncidé avec l'époque où le Labour Party, à peine constitué, cherchait encore sa voie. Elle eût pu alors se présenter comme une répudiation violente des principes socialistes de l'I. L. P. Elle restait vaine à présent que le parti ouvrier avait eu l'occasion de développer toutes ses possibilités d'action ; le Trade Disputes Bill de 1906, les amendements au Compensation Bill, au Bill des retraites pour la vieillesse, le vote de la loi limitant à huit heures la durée du travail dans les mines, celui de la loi instituant des repas gratuits dans les écoles pour les enfants pauvres, le souci constant d'apporter une solution à la question du chômage fournissaient à l'Unionisme une somme sans précédent de résultats tangibles. Ces résultats, il ne pouvait feindre d'ignorer qu'il les devait à l'activité politique du Labour Party, et ne les devait qu'à elle. Il les avait acceptés avec gratitude, mais il ne pouvait les abstraire du système de pensée dont ils n'étaient que les premières manifestations concrètes ; il ne

[1] Mr. Osborne, après avoir mentionné dans son livre *My Case* une opinion de Sir Robert Reid et de Sir Edward Clarke sur l'emploi des fonds syndicaux : " The Society can raise money for purposes which fall within the declared objects for which it exists. The first of these objects is to improve the condition and protect the interests of its members. The test is whether or not, as a matter of fact, the contribution is for a purpose which can be said to involve improving the condition and protecting the interests of members of the Society. It would not be enough if the purpose was to benefit the country as a whole. There must be some purpose which is for the special benefit of members of the Society, such as securing the presence in Parliament of men specially qualified or specially commissioned to represent their views or interests ", la fait suivre du commentaire suivant : " It will be seen from the above that Counsel plainly indicated that, even if such payments were legal, it would have to be for the purposes of the Union. But the Labour Party candidly admitted that their policy was a national one " pp. 16-18.

pouvait s'assimiler la matière et rejeter l'idée. Sans doute la discipline à laquelle il s'était astreint depuis qu'il avait réalisé son unité organique n'allait-elle pas sans quelques sacrifices. En matière de réforme fiscale, de Home Rule, d'Education, [1] il ne pouvait y avoir d'opinion universelle au sein d'une même Union. Mais, puisque unanimement on était tombé d'accord sur l'inefficacité des anciennes méthodes de "Self Help" et aussi sur la nécessité de déléguer au Parlement un groupe compact de représentants, ne fallait-il pas en même temps admettre que ce groupe devait prendre position, avant comme après l'élection, vis-à-vis de la plupart des problèmes en face desquels il avait chance de se trouver. La neutralité lui était interdite. En admettant même que le Labour Party n'eût pas été indépendant, il aurait bien été forcé d'opter, sur toutes les questions qui n'auraient pas été purement professionnelles, entre la politique des Libéraux et celle des Conservateurs. Dans l'état présent, son attitude ne pouvait être que celle de la majorité de ses mandants. Qu'au dedans de chaque Syndicat une lutte s'engage pour faire prévaloir telle ou telle conception, rien n'est plus juste; mais, la discussion épuisée, qu'il s'agisse d'un point de politique industrielle ou de politique nationale, la décision de la majorité doit faire loi. Il peut y avoir ainsi un renoncement de la part des partisans du Socialisme comme de celle de ses adversaires. Les premiers, par exemple, seraient-ils en droit de s'opposer à ce que l'Union consacrât une partie de ses fonds à des œuvres de secours mutuels, sous prétexte que l'Etat seul doit être, selon eux, investi des fonctions d'assurance ? Et, néanmoins, ce qui est à leurs yeux un intervertissement des rôles a sur leurs intérêts propres une répercussion autrement soudaine et tangible que l'élaboration d'un

[1] C'était évidemment sur ce point que les divergences étaient les plus profondes. Mais Mr. Osborne déforme grossièrement les faits quand il écrit que, dans le Labour Party, l'opinion prévaut "that there can be no true advancement of the worker so long as he is held down by what they prefer to call the superstition of religion. To them a majority in a Union would be competent to use its funds to teach atheism." *My Case*, p. 50. Il est, certes, hors de doute que le Labour Party s'est prononcé, au cours de la discussion de l'Education Bill, pour la sécularisation complète de l'enseignement. Il a peut-être ainsi fait violence à certaines habitudes, mais quand on sait l'appui que lui prêtent tant de membres de la Haute et de la Basse Eglises (parmi lesquels Dean Kitchin, Canon Scott Holland, Canon Moore Ede, Archdeacon Escreet) et des sectes dissidentes (tels le Dr. Clifford et le Rev. J. Rattenbury), on ne peut que refuser d'admettre que le Labour Party ait obéi à une véritable pensée d'émancipation religieuse. Le tract récemment paru : *The Secular Solution* remet, d'ailleurs, les choses au point.

vœu, au sujet de la reprise par la Société des instruments de production et d'échange, n'en peut avoir sur ceux d'un ouvrier qui, par tradition, reste attaché au laissez-faire.

Si donc le Jugement Osborne était sanctionné, c'en serait fait du Trade Unionisme et de son unification, œuvre de la première décade du XXe siècle ; c'en serait même fait des Unions particulières, considérées comme autant d'organes complexes et vivants, doués d'énergies réalistes et spirituelles. Il est légitime que le Libéralisme, qui ne s'est pas encore complètement dégagé de sa conception atomique de la démocratie, ne voie rien de troublant dans cette éventualité, et qu'il se félicite d'avoir trouvé la seule solution empirique à la difficulté soulevée par la décision des Lords en instituant le payement des membres de la Chambre des Communes. Mais le Labour Party, et avec lui tous ceux qui ont le sens de l'évolution présente de l'Unionisme anglais, doivent faire porter leurs efforts dans une autre direction. [1]

X

Le Socialisme sera ce que nous le ferons, ce que nous le voudrons ; et c'est là surtout pourquoi nous pouvons tous mettre en lui notre espoir. Il ne sera pas un système abstrait dominant et limitant notre volonté. Il sera la prise de notre volonté sur les faits. Il variera donc d'individu à individu, de groupement à groupement. Il s'élargira à mesure que deviendront plus vastes et plus nombreuses nos perceptions du monde extérieur, à mesure que nous deviendrons capables de superposer au souci de nos intérêts concrets et immédiats le souci des intérêts qui sont en dehors de nous, qui nous dépassent, à mesure en somme que l'homme cessera d'être mû par cette tendance unique sur laquelle s'appesantit l'école libérale, pour devenir législateur. Mais, durant la marche de cette évolution, nos besoins physiques ou mentaux coloreront notre socialisme, et avec eux notre hérédité, les occasions qui nous sont

[1] Le Labour Party, pour parer aux effets du jugement Osborne, a proposé que la définition de l'Union fût légalement étendue, de telle sorte qu'elle pût consacrer ses fonds à une œuvre politique, pourvu qu'une majorité suffisante en eût ainsi décidé. Le 13 Avril 1910 Mr. Johnson présentait aux Communes un amendement dans ce sens (v. Circulaire Août 1910), cela comme suite aux résolutions de la Conference spéciale tenue à Newport le 8 Février (v. notamment le texte de Keir Hardie, Rapport, p. 103.)

offertes, l'idée que nous nous faisons de ce qui est possible, de ce qui est désirable. Serons-nous particulièrement frappés par l'insuffisance de la vie matérielle d'une classe, par la dégradation du travail, le Socialisme prendra aussitôt pour nous la forme d'un ordre meilleur, établi en vue d'améliorer la situation des salariés. Autour des notions d'intérêt et de profit pivotera cet essai de reconstruction. Les autres aspects du problème s'estomperont à l'arrière-plan. Notre sens de l'ordre, de la coordination sera-t-il, au contraire, blessé par les dépenses inutiles d'énergie, par la contradiction des efforts, dès lors notre désir de clarifier, de grouper, fera du Socialisme une attitude intellectuelle, défectueuse à l'occasion si elle veut dominer les faits de trop haut. A moins donc de considérer le monde comme un système d'intérêts identiques, à moins de refuser de tenir compte de l'infinie complexité, du dosage infiniment variable des forces émotionnelles et volitives de chacun, comment pourrait-on songer à faire du Socialisme une sorte de canon infaillible, permettant de juger sur-le-champ de l'orthodoxie de tel organe économique ou politique ? Seul le désir, conscient ou inconscient, d'organisation et d'efficacité, le désir de réagir contre les nécessités vitales ou prétendues telles, peut créer au Socialisme une âme commune. Mais la multiplicité des intérêts reste entière, et chacun conserve l'espoir de refaire le monde à son avantage. Ces intérêts, nous les avons, pour le besoin de notre étude, assez grossièrement divisés : intérêt des producteurs à obtenir la rémunération la plus haute ; intérêt de consommer à meilleur compte ; intérêt de participer à la vie collective et d'étendre le champ de cette dernière. Ils se heurtent dans les rapports des classes et des catégories sociales, mais, ce qui est d'un bien plus grand poids, ils se rencontrent dans un même individu, luttent en lui pour s'assurer la prédominance. Ainsi le problème du Socialisme apparaît comme quantitatif et la volonté organisatrice, réagissant sur l'évolution et la dirigeant, est elle-même conditionnée par l'importance et la gradation de ces intérêts, parfois nettement perceptibles, parfois fuyants, troubles, indécis, faits de préjugés, de peurs inavouées, ou dépendant des grands courants spirituels sur lesquels l'âme, en quelque sorte, se laisse porter.

C'est d'une telle conception que, nous semble-t-il, l'on doit partir pour émettre un jugement sur la condition présente et le développement éventuel du Labour Party. Il est vraiment facile d'opposer le Socialisme constructif et intellectuel des chefs de ce parti et les fins

concrètes que poursuit le gros de leurs troupes ; trop facile aussi d'opposer le réalisme de leur rôle parlementaire à l'élévation de leur parole et de leurs écrits quand ils cessent d'être des représentants et quand, redevenant eux-mêmes, ils donnent libre cours à toutes leurs forces de persuasion. " Les partis politiques " — la phrase de Mr. Wells nous revient, inquiétante — " représentent des intérêts et non des théories. " Mais, répétons-le, qu'est-ce que la théorie elle-même, sinon une sorte d'émanation spirituelle des intérêts, qui s'en dégage dès qu'à la croissance spontanée, inconsciente, a succédé une localisation expérimentale, un sens de la relativité, fruit d'un premier contact, d'une collaboration nécessaire avec des intérêts divergents ou adverses ? Sans doute le Labour Party apparaît-il comme la synthèse de forces qui ne sont pas individuellement constructives ; sans doute, considéré sous le verre grossissant d'une critique purement objective, peut-il sembler un composé de tendances égoïstes, minuscules, hachées, contradictoires ; en tant qu'agrégat d'unités humaines, il a toutes les faiblesses et toutes les limitations de l'unité humaine, ses élans passagers, ses jalousies mesquines. Mais que l'on jouisse d'un recul suffisant, et déjà une forme nouvelle est perçue, une âme inconnue transparaît, positive et progressive, avec une dose suffisante d'idéalisme et d'enthousiasme. Et, par ce double aspect, le Labour Party revit la vie de tous les partis : celle de l'ancien Libéralisme, qui trouvait une expression dans la philosophie d'un Bentham et dans l'économie d'un Ricardo, mais dont le tissu cellulaire était peut-être fait d'une infinité de Gradgrinds et de Bounderbys ; celle du Conservatisme, chez qui la vision organique d'un Burke ou l'interventionnisme généreux d'un Beaconsfield recouvrait une charpente d'appétits vigoureux et de pensées au champ resserré.

Ainsi le Labour Party, qui doit peut-être moins à lui-même qu'aux hommes qui ont dirigé son évolution sa conscience collective, doit aussi à des circonstances récentes d'être constructif par nécessité plus encore que par volonté. Le fait qu'il est à lui seul numériquement impuissant à diriger ou même à inspirer une politique, joint à celui qu'il représente, depuis les élections suscitées par le conflit constitutionnel des Communes et des Lords, l'appoint sans lequel le Libéralisme ne saurait se maintenir au pouvoir, est pour nous une indication qui se double d'une garantie. Du Socialisme, il fera prévaloir tout ce que l'organisme anglais est présentement capable d'absorber sans réaction profonde ; mais il sera en même temps

tenu, pour que son action soit durable, d'évaluer avec précision et sincérité les possibilités d'absorption et de résistance. Minorité agissante, tirant d'un équilibre parlementaire qui ne peut s'éterniser, en même temps que d'une conception personnelle, suggestive et hardie du sens de l'évolution démocratique, une influence beaucoup plus que proportionnelle à son nombre, il restera quelque temps encore constructif, non en tant qu'il cherchera à modeler la Société selon ses vues, si larges soient-elles, qu'en tant qu'il saura jouer avec habilité de toutes les tendances des partis avec lesquels il collabore, et qui en sont encore, dans leurs flottements et leurs incertitudes, à se chercher une âme et une volonté. Ces tendances, il en fera les matériaux de l'édifice dont ses esprits directeurs ont déjà perçu les grandes lignes. Les partis Libéral et Conservateur traversent, si l'on ose dire, une période de mue ; seul le parti ouvrier semble poursuivre un but certain avec une pensée définie. Au dedans comme au dehors du Parlement, les esprits restent songeurs devant cette allure juvénile et résolue.

Et pourtant ? Comment ce parti, qui, en dehors du prestige qu'aux yeux de ses commettants il tire de son activité concrète, cherche maintenant à se justifier vis-à-vis de soi-même et d'autrui par une vue plus coordonnée des possibilités du présent et de l'agencement éventuel des forces sociales, échapperait-il aux doutes et aux inquiétudes de ceux qui, obsédés par " la passion blanche de la politique, " ont compris que l'avenir n'est pas une substance docile et pétrissable, et qu'avant d'être il porte en lui les résistances des temps où nous vivons ? Tout d'abord, le Labour Party, dont le socialisme fut au début instinctif, sorte de couronnement spirituel du syndicalisme, sent peut-être [1] qu'à l'élargissement de ses conceptions, à la fois plus désintéressées et plus réfléchies, doit correspondre un élargissement de ses cadres. Il a conscience du phénomène de désintégration qui se manifeste au sein du parti Libéral. A travers les cloisons encore étanches des groupements politiques, les volontés constructives se cherchent et bientôt se

[1] Ce " peut-être " est-il même justifié ? J'ai rapporté de mes dernières conversations (Janvier 1911) avec quelques-uns des membres du parti l'impression bien nette que nous sommes à la veille d'un changement profond dans sa physionomie interne. Je crois ne trahir aucun secret en annonçant qu'une révision complète des statuts, faite en vue d'assurer une place dans ses rangs aux hommes de la classe moyenne qu'animent des tendances collectivistes (au sens anglais du terme), est proche.

joindront. Et il est permis de prévoir qu'à mesure que le Libéralisme, pour rassurer les éléments modérés et anti-collectivistes sur lesquels il est encore obligé de s'appuyer, se verra dans des circonstances pressantes, telles que la dernière grève des transports, contraint d'adopter des mesures qui le feront dévier de la ligne qu'il semble s'être tracée depuis 1906, l'antagonisme de ses parties constituantes apparaîtra de plus en plus clairement : l'accord ou plutôt le compromis sur lequel il se maintient prendra fin ; une scission des forces qui instinctivement sont mues, quelle que soit leur conception politique, par un profond conservatisme économique en même temps que par un individualisme intransigeant et de celles qu'au contraire inspirent des tendances consciemment collectivistes et progressives, se produira. Un équilibre différent, dont le Labour Party, par suite de l'attraction qu'il exercera, en raison de sa situation déja ancienne et de son socialisme chaque jour plus compréhensif, est appelé à bénéficier, règlera les rapports et la répartition des groupes parlementaires.

Cet afflux de sang nouveau, loin de nuire au développement futur du Labour Party, lui permettra d'affirmer avec plus de vigueur sa personnalité. Son ralliement à une législation du travail hardie et continue ne saurait suffire à lui assurer longtemps une existence indépendante. La force des choses a voulu que le Libéralisme entrât, à partir de 1906, dans la voie de l'interventionnisme radical. Et, grâce à la vitesse acquise, abordant de front, même en dehors de toute doctrine sociale, la plupart des problèmes ouvriers, il pourra parvenir à rendre bien réduite toute tâche de correction de ses projets dans un sens plus favorable aux travailleurs, telle que celle qui échoit encore au Labour Party. Si ce dernier ne considère pas maintenant comme essentielle à sa survivance sa vision du problème social lui-même, son aperçu organique de la société qui s'est faite et de la société qui se crée, il sera imperceptiblement entraîné à jouer vis-à-vis du Néo-Libéralisme, et pour l'ensemble du Trade Unionisme, le rôle limité que joua le Labour-Libéralisme de 1875 pour un nombre restreint d'Unions, incitant par une pression constante le parti Libéral à l'action, et se déchargeant sur lui du soin de penser.[1]

[1] On peut se demander si, au jour de la scission inéluctable, quoique peut-être encore lointaine, dont aura à souffrir le parti Libéral, ce sera le Labour Party qui subira l'attirance du Néo-Libéralisme, ou si, au contraire, ce sera ce dernier qui sera sensible à celle du Labour Party. J'ai obtenu de l'un des membres les plus en vue de l'aile collectiviste du parti Libéral, de l'un de ceux dont la volonté pourra

Il semble cependant que le Labour Party, pour assurer la croissance et l'épanouissement de tout ce qu'il y a en lui d'instincts et d'énergies constructifs, ait besoin de l'appoint d'une conception identique, certes, à la sienne, mais qui n'émane pas des intérêts qu'il synthétise et qu'il sera toujours tenté de favoriser au détriment des autres, malgré sa volonté de considérer la question économique comme dépassant de beaucoup les nécessités de l'heure présente, malgré son désir réel de tenir compte, dans la solution qu'il croit pouvoir y apporter, de toutes les tendances, progressives ou conservatrices, qui sillonnent ou colorent l'âme collective. Le Radicalisme de 1830 était assez abstrait, assez systématique, assez dépourvu de substance pour recevoir, sans être déformé, l'appui de toutes les classes qui avaient cru trouver en lui la vérité. Le socialisme parlementaire de 1910, tel que l'incarne le Labour Party, quels que soient la liberté d'expression, le désintéressement auxquels il atteigne dans ses régions les plus élevées, là où l'air est le plus limpide, où les calmes spéculations sont le plus aisées, s'alimente

le plus efficacement contribuer à la solution de ce problème si troublant, les deux réponses que voici :

1° *Do you think there is to be in an early future a scission in the Liberal party, the more advanced Liberals forming then a kind of middle-class socialistic party closely allied to the Labour Party?*

" In the last few years the Liberal Party has been committed, largely through the influence of Mr. Lloyd George, to an exceedingly advanced programme, and a number of Liberal writers, of whom I may perhaps claim to be one, have influenced many Liberals in the direction of Collectivist thought. A surprisingly large part of the Liberal Party has accepted the most forward and advanced doctrines, and as you know, there has been no " cave " formed against the most advanced measures which the Liberal Government has proposed. Obviously, if this were carried much further, the " raison d'être " of the Labour Party would disappear, but the action of the Liberal Government in its use of military in regard to the railway strike has, in the last two months, created a new antogonism between the Liberal and Labour Parties. This may grow and prevent the further advance of the Liberal Party in a Socialistic direction. It may also lead to the gain of the Labour Party at the expense of the Liberals, amongst the rank and file of the country. I think the probability is rather that men would leave the Liberal and join the Labour Party as an expression of their difference, than that a new middle class Socialistic Party would be formed."

2° *Do you think that, on the contrary, the Labour Party will cease to be a mere labour organisation and become a broader and broader socialistic Party?*

" I agree with the Labour members who have answered this question in the affirmative. It seems to me the Labour Party must come to be recognised as the Socialist party, and be that consistently and avowedly. "

par ses racines de la chair et du sang de la classe ouvrière. Il n'a que la vie que celle-ci peut et veut lui prêter. Il est ainsi tenu de se soumettre à ses impulsions les plus inconsidérées, d'absoudre ses excès. Nous avons vu dans un chapitre précédent que le Socialisme devait, dans certaines circonstances où le progrès économique se trouvait menacé, se présenter en réaction contre les empiétements possibles du Trade Unionisme. Mais cette position ne peut être celle du Labour Party. Il peut tempérer certaines ardeurs, il ne peut exercer ni appuyer une politique répressive. Son impuissance sur ce point est la rançon de la fusion habile qu'il a, dès ses débuts, opérée entre le Socialisme et le Trade Unionisme. Aussi le socialisme du Labour Party, croissance organique, ne peut-il trouver en lui-même, ni dans le terrain d'où il tire sa sève, tout le pouvoir de rayonnement dont il rêve. Par la base, il reste un mouvement de classe. Mais si l'on s'élève, on constate que ses hautes frondaisons se rencontrent avec d'autres, issues d'un sol qui n'est pas le sien, s'unissent avec elles, se perdent en elles. Et ce que l'impossible unification des intérêts ne peut opérer, la jonction des volontés constructives l'opère. Sans cesser d'être lui-même par ses origines, par ses manifestations concrètes, le Labour Party pourra, grâce à la forme qu'a prise son socialisme, collaborer au Parlement avec ceux qui, par un effort de réflexion, non plus d'instinct, mais consciemment, seront venus au Socialisme, et qui, avec plus d'indépendance, pourront marquer l'étendue et les limites du problème ouvrier. Toute conclusion sur le rôle éventuel du Labour Party est donc implicitement différée jusqu'à ce que nous ayons évalué l'importance et déterminé les effets de la crise interne dont souffre le Libéralisme.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION DES CONSOMMATEURS

CHAPITRE IV

LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET LA NOTION DE PROFIT [1]

Nous avons étudié jusqu'ici l'action des producteurs et cette étude nous a conduit entre autres conclusions à celle-ci, que, sous l'action du Trade Unionisme, l'industrie anglaise tend vers une répartition plus large du profit. Nous avons vu que le Trade Unionisme cherche à assurer à ses membres la pleine valeur sociale de leur travail et à faire profiter la classe ouvrière de toutes les améliorations apportées à la production ; nous avons enfin remarqué que cette action n'a comme limite que la force de résistance volontaire de l'employeur ou le point au-delà duquel ce dernier n'aurait plus intérêt à produire.

Mais nous avons également constaté que l'unique ambition des Trade Unions n'est pas de généraliser l'institution des échelles mobiles de salaires et de faire participer l'ouvrier aux fluctuations du profit dans le métier qui l'occupe ; chaque jour marque un progrès de la théorie du "living-wage", cette loi d'airain renversée, qui décide que les conditions de vie normale de l'ouvrier constituent dans l'estimation du salaire un élément fixe, dont l'entrepreneur devra tenir compte au même titre que de l'intérêt du capital, lorsqu'il supputera ses chances de profit. Or dès l'instant où la puissance des Unions se manifestera si clairement que les employeurs

[1] Nous n'avons nullement songé à refaire dans ce chapitre une étude historique sur les Sociétés Coopératives anglaises : ce que nous nous efforçons de dégager, ce sont leurs tendances, leur portée sociale, les espérances et les craintes qu'elles peuvent faire naître. Il s'agit donc d'un problème tout à fait *interne* qui, bien entendu, présuppose chez le lecteur une connaissance suffisante des données historiques. Pour ce qui concerne les faits, nous renvoyons à l'ouvrage fort bien documenté de Mr. J. Cernesson : *Les Sociétés Coopératives Anglaises*, Rousseau, édit., 1905. Sur le mouvement coopératif en général, on pourra consulter : Ch. Gide : *Les Sociétés Coopératives de Consommation*. A Colin, édit., 1905 et *La Coopération*, Larose, édit. (3e édition, 1910).

préféreront se soumettre à la doctrine du " living-wage " plutôt que de s'épuiser dans une lutte stérile, le problème économique se présentera sous une tout autre forme, et les conflits passés et actuels du capital et du salariat feront place à un conflit d'un ordre nouveau : celui des producteurs, sans distinction de classe, contre les consommateurs ; alors ces derniers, dont l'unique mobile semble avoir été jusqu'ici la recherche du moindre prix, devront résoudre un certain nombre de questions devenues inquiétantes. Devant un Syndicalisme puissant et parfois agressif, dont ils ne veulent comprendre et, par là même, ne peuvent maîtriser l'action, certains réformateurs cherchent en vain à rétablir l'équilibre entre ceux qu'ils croient être les seuls combattants : entrepreneurs et salariés ; mais, derrière ce conflit des deux classes de producteurs, commence à se dessiner une bataille plus large, où les spectateurs impartiaux d'aujourd'hui devront jouer le premier rôle.

Cette éducation économique que l'on réclame en vain pour le consommateur isolé, irresponsable, imposant sa volonté tyrannique au producteur, à moins que ce dernier ne lui impose la sienne, devient possible lorsque le même individu, associé à d'autres " pour apprendre à consommer ", remonte un à un tous les degrés de l'échelle économique, s'aperçoit que la consommation n'est pas un acte mais une fonction, avec des droits et des devoirs, prend contact avec des forces économiques qu'il ignorait et qui l'ignoraient, ébauche des solutions..... A ce point de vue, nulle école ne l'a encore emporté sur les Coopératives anglaises de Consommation ; leur principe fondamental, l'élimination ou la répartition sociale du profit, nous oblige, certes, à les faire figurer dans cette étude du socialisme anglais, mais c'est aussi parce qu'elles initient le consommateur à une fonction nouvelle, celle-là même qui lui serait dévolue dans l'État Socialiste, qu'elles méritent de retenir assez longuement notre attention.

Comment définir à l'heure actuelle la position du consommateur dans le monde économique ? En un chapitre de leur *Démocratie Industrielle* intitulé " Le Barguignage du Marché, " les Webb cherchent, avec cette pénétration psychologique qui semblait avoir été jusqu'alors le privilège de l'école autrichienne, à montrer quelle est à la fois sa toute-puissance et sa faiblesse. " La part du produit total de la production nationale qui échoit aux salariés, en tant que classe, ou à tel salarié isolé — c'est-à-dire la répartition de cette portion que l'on peut considérer comme " terre contestée " — ne dépend pas

seulement de la force ou de la faiblesse de la position de l'ouvrier vis-à-vis de l'employeur capitaliste, mais aussi de la position stratégique de l'employeur vis-à-vis du marchand en gros, de celle du marchand en gros vis-à-vis du boutiquier, et de celle du boutiquier vis-à-vis de l'acheteur." [1]

Il semble donc, au premier abord, que c'est de la volonté de l'acheteur que dépendra l'importance de la masse du profit partageable : ouvriers, entrepreneurs, marchands en gros, boutiquiers pourront chacun chercher à s'approprier la part la plus importante, mais l'ensemble de ces parts ne pourra monter au delà de ce que le consommateur voudra bien accorder ; il ne descendra pas non plus au-dessous de la somme des frais de production.

Dans cette pièce en quatre actes, le premier place face à face l'employeur et le salarié ; nous avons déjà vu que si ce dernier se présente isolé, la situation des contractants n'est pas égale; l'ouvrier ignore en général l'art du marchandage et, en outre, l'accord des volontés se fait uniquement sur le montant du salaire ; la durée et les conditions du travail, l'heure des repas, l'observation des règles les plus élémentaires de l'hygiène ne peuvent être matières à discussion ; l'ouvrier trouve en arrivant un règlement d'atelier qu'il ne peut qu'observer. De plus, la concurrence que les salariés non groupés se font entre eux tend à faire tomber les salaires jusqu'à un minimum de subsistance. Enfin, ce qui est plus grave encore, le travailleur isolé est incapable de suivre, en vue de la détermination du prix auquel il se loue, les fluctuations du marché ; ou, plutôt, celles-ci s'exerceront toujours dans le sens de la baisse, car, en cas d'accroissement de la plus-value, l'entrepreneur se gardera bien d'en faire part à ceux qu'il emploie. C'est seulement lorsque l'industrie florissante cherchera à s'étendre (et encore ne pourra-t-elle le plus souvent le faire que très lentement) que la demande plus intense de main-d'œuvre mettra sur leurs gardes les anciens ouvriers ; mais, bien souvent, les conditions matérielles, la disposition des locaux ne permettront pas cette extension, et l'entrepreneur ou ceux qui le commanditent pourront, s'ils le veulent, absorber en silence la plus-value.

Donc, à moins que le Trade Unionisme, à l'aide du Contrat Collectif ou de ses autres armes, ne vienne rétablir l'équilibre, l'employeur sera certainement avantagé dans cette première opération.

[1] *Ind. Democ.*, p. 654.

Tirera-t-il toujours parti de son avantage? Considéré en tant qu'individu, peut-être non. " Le capitaliste manufacturier de la génération actuelle, de plus en plus raffiné et éduqué, aura un réel plaisir, tant que son revenu habituel ne sera pas touché, à augmenter les gages et à améliorer la condition de ses ouvriers [1] " Mais l'entrepreneur isolé est aussi impuissant que le salarié. Il est infiniment moins libre que le marchand en gros. Alors que ce dernier peut, aux époques de dépression, conserver en magasin les marchandises manufacturées dont il dispose, en vue de temps meilleurs, quitte à placer ses fonds en dépôt dans quelque banque, l'industriel ne peut sans péricliter interrompre sa production ; son capital, il l'a transformé en machines, en outillage de toute sorte ; chaque jour d'arrêt représente pour lui la perte brute de l'intérêt de ce capital. Le marchand en gros possède, en outre, une connaissance beaucoup plus étendue du marché ; c'est lui seul qui est au courant, d'une part, des besoins des boutiquiers, et, d'autre part, de l'offre des manufacturiers rivaux. Sa position stratégique sera donc la meilleure et il pourra, en opposant adroitement ses vendeurs les uns aux autres, en jouant de chacun d'eux afin d'impressionner ses concurrents, obtenir des conditions infiniment avantageuses, car même les plus droits et les plus généreux envers leurs salariés craignent de se voir distancer par des rivaux moins scrupuleux ; or, cette baisse des prix de vente du manufacturier a forcément sa répercussion sur les salaires.

En outre, tout industriel, qui normalement travaille en vue du profit, a tendance dans les années défavorables à accepter des commandes à un prix qui couvre ce que le professeur Marshall appelle " les frais élémentaires ", c'est-à-dire le coût des salaires et de la matière première, par opposition avec les " frais supplémentaires ", c'est-à-dire les dépenses permanentes de l'usine ; tout, nous l'avons vu, est préférable à l'arrêt complet des machines. Mais un jour vient où l'entrepreneur ne peut se résigner à travailler à perte et, tôt ou tard, les salaires doivent baisser. Cette situation ne peut toucher les marchands en gros, qui sont, d'ailleurs, en droit de se considérer " comme les représentants du monde des consommateurs, dont l'avantage évident est une baisse des prix [2] ". Donc, à moins que les producteurs ne s'unissent sous forme de " rings ", cette première phase de la distribution a pour résultat certain

[1] *Ind. Democ.*, p. 662.

[2] *Ibid.*, p. 666.

d'inciter le manufacturier à tirer tout l'avantage possible de sa supériorité économique sur l'ouvrier isolé.

Descendons encore d'un degré et considérons, à présent, les rapports du marchand en gros et du détaillant. Cette fois, la position des parties en ce qui concerne la *nécessité* de contracter est à peu près égale, mais le boutiquier a une connaissance, sinon plus étendue, du moins plus intime du marché. " *Il peut même, jusqu'à un certain point, diriger la demande en plaçant devant le grand corps ignorant des consommateurs tel article plutôt que tel autre.* Le marchand en gros a donc à le courtiser et même à 'pousser' telle ou telle catégorie qui l'intéresse en particulier ". Il y a cependant une autre cause encore plus active de la faiblesse stratégique du marchand en gros. Sa principale fonction économique est à présent " d'alimenter " le petit boutiquier. Le détaillant, avec sa clientèle peu étendue, ne peut acheter suffisamment d'un article pour traiter directement avec le fabricant ; il ne peut communiquer avec le grand nombre de manufacturiers isolés dont il vend les produits ; il ne peut, en outre, disposer d'assez de capitaux pour payer comptant ses approvisionnements ; le marchand en gros lui sert donc d'intermédiaire: dans l'entrepôt des grandes villes, le boutiquier trouve réunis les produits de tous les industriels qui manufacturent les différents articles de son commerce ; il peut s'approvisionner d'une quantité aussi petite qu'il lui plaît et on lui accorde autant de crédit que l'exige son fonds de roulement [1]. Or, ce rôle du marchand en gros tend présentement à perdre beaucoup de son importance, car le petit détaillant cède la place devant le grand magasin, lequel est capable de se fournir directement chez les différents producteurs. Si donc le marchand en gros veut subsister dans l'avenir, il lui faudra obtenir des producteurs *des conditions encore plus avantageuses que celles qu'ils consentiraient aux grands commerçants, afin de pouvoir accorder à ces derniers l'escompte qui lui assurera leur clientèle.* En conséquence, nouvelle tendance à la baisse des prix de fabrication, faisant sentir son influence sur les salaires.

Enfin le consommateur se trouve en présence du détaillant, et l'inégalité des rapports, en apparence tout au moins, est flagrante: le consommateur, libre comme l'air, peut acheter ce qui lui plaît, peut même ne pas acheter du tout, alors que le marchand est obligé,

[1] *Ind. Democ.*, p. 668.

pour éviter la ruine, d'écouler chaque année une certaine quantité de produits.

Mais ce consommateur, dont l'esquisse qui précède semble avoir mis en lumière la volonté souveraine, à quelles raisons obéit-il lorsqu'il choisit parmi la masse des produits qui lui sont offerts ? Il faut bien avouer que dans l'état présent de nos mœurs, " tout ce qu'il est capable de faire —, et cela est suffisant pour mettre la machine entière en mouvement — c'est d'hésiter à payer une demi-couronne un article qui lui est offert ailleurs pour deux shellings [1] ". C'est donc presque toujours dans le sens du bon marché que son action se fait sentir dans le monde économique, et c'est, du reste, à peu près la seule fonction que lui reconnaisse l'économie orthodoxe ; il est vrai qu'à ses yeux cette fonction revêt un caractère sacré.

Remarquons, d'ailleurs, que pour les économistes libéraux comme pour les socialistes, le but poursuivi est la suppression de la Rente Économique des producteurs ; mais, alors que les premiers prétendent que ce résultat tend à être atteint par le libre jeu de la volonté des acheteurs, les seconds soutiennent que, presque toujours, le consommateur isolé est parfaitement incapable, même quand il est poussé par son désir du moindre prix, de contribuer à la suppression du profit ou de la rente économique. Comment, en effet, se réglerait la consommation dans une société d'où le profit serait théoriquement éliminé ? Il n'y a qu'une réponse possible : les marchandises seraient vendues au prix de revient, c'est-à-dire à un prix qui serait l'équivalent des frais moyens de fabrication, auxquels s'ajouterait une rémunération équitable pour les agents de toute nature qui auraient contribué à la production et aux opérations d'échange indispensables. En un mot, *chaque article serait vendu ce qu'il vaut.* Or, actuellement, le consommateur n'est pas à même de savoir ce que *vaut* réellement le produit qu'il achète. Il pourra se réjouir de l'avoir payé moins cher que chez le boutiquier voisin, mais quant à connaître la valeur exacte de son acquisition, il n'y doit pas songer. Entre la production et lui, il y a un rideau de tiré. Guidé par le dieu " Bon Marché, " il ne possède aucune des connaissances techniques qui lui permettraient de faire porter son attention sur la qualité ; et s'il cherche à y parvenir, il n'aura qu'une ressource, ce sera d'adopter la " grande marque, " c'est-à-dire d'entrer en communication directe avec le

[1] *Ind. Democ.*, p. 671.

producteur. Cependant, là encore, il ne sera pas dirigé par son expérience personnelle, mais par la tradition ou par une réclame souvent hallucinante et mensongère. En outre, son désir du moindre prix l'abandonnant pour un instant, le producteur, devenu, par le fait, détenteur d'un véritable monopole, pourra tirer de lui le profit qu'il voudra.

Si, cependant, pris de scrupules, l'acheteur refusait dans tous les cas de se laisser conduire par son désir du bon marché, il pourrait se tromper tout aussi lourdement sur la qualité et, surtout, sur la valeur morale de son achat (nous voulons parler de la répercussion du prix sur le salaire de l'ouvrier). Il ne peut savoir si le supplément demandé par tel détaillant remontera jusqu'au salarié ou si, au contraire, il ne sera pas absorbé, durant le long processus économique que nous avons décrit, par un des intermédiaires ou par le capitaliste producteur. Par exemple, les beaux draps si coûteux fabriqués dans l'ouest de l'Angleterre sont le produit d'un travail beaucoup moins bien payé que les draps grossiers de Dewsbury ou de Batley. Les dentelles les plus riches sont faites par des ouvrières qui ne reçoivent qu'un salaire de famine pour des journées démesurément longues, alors que celles de Nottingham sont produites par des ouvrières bien payées, bien logées, travaillant peu.

Le consommateur, incapable de juger de la qualité et de la valeur matérielle et morale des objets qui sont offerts en réponse à ses désirs, n'est souvent pas maître de ces désirs eux-mêmes. Le producteur ne fait-il pas naître le besoin plus souvent qu'il ne le satisfait ? " Chaque fois qu'une entreprise se fonde dans le monde, déclare avec un bon sens plein d'humour Mr. Charles Gide, celui qui la fonde ne se préoccupe jamais de savoir si cette entreprise répond à un besoin social (quoiqu'il ne manque pas de le dire sur ses prospectus), mais seulement si elle lui fait gagner de l'argent. Ne dites pas : " Cela revient au même, car si l'entreprise ne répondait pas à un besoin quelconque, elle ne donnerait pas de profit. "... Allons donc ! tout l'art de l'industrie c'est au contraire de faire naître le besoin. Croyez-vous donc que ce soit parce que les consommateurs ont besoin d'absinthe et d'apéritifs qu'on les ait inventés et prodigieusement multipliés ? Non ! c'est parce que fabricants et marchands ont couvert les murs d'affiches juxtaposées répétant mille fois : *Byrrh ! Byrrh ! Byrrh !* ou *Kina ! Kina ! Kina !* jusqu'à ce que le consommateur soit hyp-

notisé....... Le fait est que le consommateur est d'une risible ignorance. Et le plus drôle c'est que lorsque par hasard il se méfie c'est alors qu'il se trompe ! C'est un fait bien connu que la population ouvrière de Paris, habituée au vin de Bercy, fait la grimace quand on lui présente du vin naturel et le déclare hardiment falsifié. Et les sociétés de consommation qui veulent entrer dans cette voie rencontrent les plus vives résistances. Dans l'ouest de la France les populations avaient l'habitude de consommer un sel qui, en raison de l'humidité du climat, restait toujours gris. Quand la Compagnie des Salins du Midi qui, grâce au soleil, peut produire du sel d'une blancheur aveuglante, a voulu en vendre dans l'Ouest, les consommateurs ont dit que puisqu'il était blanc il était sûrement falsifié. Sur quoi la Compagnie a dit : Qu'à cela ne tienne ! et l'ayant fait arroser d'un peu d'eau salée et de boue, tout le monde l'a trouvé excellent ! " [1]

Nous avons supposé jusqu'ici que l'action du consommateur se faisait sentir dans un milieu de libre concurrence, et notre première conclusion a été que, guidé par son seul désir du bon marché, l'acheteur ne peut juger de l'équivalence du prix et de la valeur du produit, car il est séparé du manufacturier par une succession d'intermédiaires qui, nous l'avons vu, cherchent à réduire leurs profits réciproques mais n'en subsistent pas moins ; leur vie est souvent misérable, mais ils s'obstinent à vivre ; ignorés pour la plupart du consommateur qui ne connaît le plus souvent que celui qui le sert directement, ils tirent de cette ignorance une quasi immunité ; ils ne savent, d'ailleurs, que fort peu de chose sur la condition de l'agent qui les précède et sur celle de l'agent qui les suit dans la chaîne de la distribution. On pourrait dire d'eux comme du consommateur : qu'ils ignorent la valeur des produits qu'ils détiennent ; ce qui leur importe uniquement, c'est de vendre plus cher qu'ils n'achètent. Ils ne font donc que transmettre la pression qui s'exerce du consommateur au producteur, en y ajoutant la leur, sous forme de profit. Mais c'est dans la détermination de cette pression supplémentaire que se manifeste le talent de l'intermédiaire ; il est certain que si le consommateur paye extrêmement bon marché un produit dont la qualité peut être vérifiée par le premier venu (sauf, bien entendu, si ce produit est fabriqué en quantités si considérables que la diminution des frais de production compense largement la

[1] Ch. Gide : " *Le Règne du Consommateur,*" leçon donneé à l'Université de Lausanne en janvier 1898 et publiée dans " *La Coopération.*"

faiblesse du prix de vente), et si le nombre des intermédiaires reste étendu, le profit de ces derniers sera réduit à son minimum ; nous aurons alors une série d'agents qui ne subsisteront que parce que tout organisme a horreur de la mort, et nous aboutirons nécessairement au "sweating-system". Mais, par son art de "présenter" les marchandises, par son ascendant personnel, par ses réclames, voire même par son adresse à falsifier ce qu'il vend, l'intermédiaire peut accroître son profit, je ne dis pas indéfiniment, mais *dans une proportion que nulle loi économique ne peut déterminer*. Il y a là une capacité individuelle qui, quoi qu'en disent les économistes libéraux, peut agir en secret, et sur laquelle une concurrence loyale ne peut avoir de prise.

Le producteur est donc séparé du consommateur par toute cette gamme de profits variables, s'ignorant les uns les autres, et, de plus, incontrôlables, car le manufacturier, esclave de l'intermédiaire, ne pourrait sans s'aliéner ce dernier dévoiler au public son prix de fabrication.

Il n'y a dans tout ceci qu'une première résistance à la pression du consommateur, résistance individuelle, cynique ou honteuse, mais jamais déclarée. Celle du producteur ne pourrait avoir cette forme, car il serait vite dénoncé par ses concurrents et il ne pourrait induire en erreur le marchand en gros, qui est presque toujours un expert ; d'autre part, l'entrepreneur possède trop de moyens d'action et de contrôle sur ses ouvriers pour leur permettre de compenser par un travail défectueux la faiblesse de leurs gages. Dans un état de parfaite concurrence, il est donc probable que c'est aux producteurs de toute nature que seraient réservés les profits les plus bas.

Nous savons, d'ailleurs, qu'un pareil état est tout imaginaire, et que l'industrie contemporaine tend de plus en plus à s'en écarter. Il ne s'étendrait d'abord pas à ceux à qui la situation privilégiée des lieux occupés, une avance considérable ou un pouvoir d'organisation spécial, assurent une rente économique intangible ; mais, même si nous considérons les producteurs *normaux*, nous voyons qu'ils ont tendance à s'organiser, à se grouper pour détruire entre eux la concurrence et pour vendre leurs produits à un prix suffisamment rémunérateur, au-dessous duquel ils refusent de traiter. Ainsi tous les rapports économiques que nous avons étudiés précédemment se trouvent être renversés.

Dans un premier chapitre nous avons insisté sur la concentration

du capital et de l'industrie ; dans les suivants nous avons examiné les groupements ouvriers ; mais, dans les deux cas, le but poursuivi était identique : chercher à démontrer qu'à l'ordre naturel, si vanté par l'école orthodoxe, tend à se substituer un ordre économique où les volontés organisatrices joueront le premier rôle. Or, il faut bien l'avouer, jusqu'à présent les seules volontés des producteurs se sont manifestées, et peut-être de façon excessive ; les Trusts ont tendance à abuser de leur monopole ; les Trade Unions (et combien davantage les Syndicats en France) sont portés à considérer le "living wage" comme indéfiniment extensible, au fur et à mesure que croît la force de l'Association ouvrière et que décroît celle de l'entrepreneur. Le consommateur, hypothétiquement souverain, sent avec une secrète inquiétude qu'au-dessus de lui, dans le monde de la production, se joue une série de drames dont il ne possède aucune des données, mais dont les dénouements ont toujours une répercussion désastreuse sur ses propres intérêts ; les intermédiaires, en la circonstance, forment un prisme à travers lequel se réfractent toutes les phases de la lutte économique. Le producteur, d'autre part, rarement en contact avec le consommateur, ignore le point où commence la résistance de ce dernier, et, dans le doute, enfle démesurément sa demande, quitte, s'il y a eu erreur, à battre légèrement en retraite. Mais les intermédiaires qui, autrefois, faisaient remonter jusqu'aux sources la pression du bon marché en l'altérant quelque peu, transmettent maintenant en la décuplant celle qui leur vient des producteurs ; d'où, chaque jour plus menaçantes, des crises de consommation ou de "la vie chère", plus redoutables, parce que plus malignes et plus persistantes, que les crises de la production.

Une fois encore, l'acheteur isolé semble n'avoir aucun remède à sa portée et s'épuise en plaintes vaines. Comment saurait-il ce qu'il est juste d'accorder aux producteurs, ouvriers ou industriels, alors qu'il ignore complètement ce qui revient à chacun de ces agents sur le prix du produit qu'il consomme ? Telle augmentation de salaire que, en tant que partie constituante de cette masse amorphe qu'est l'opinion publique, il verrait volontiers concédée, peut rendre impossible la fabrication d'un produit de première nécessité, alors qu'une hausse considérable, et qui lui paraît injustifiée, peut laisser sur un article une marge de profit plus que suffisante à l'entrepreneur, au capitaliste et même aux intermédiaires.

A l'anarchie qui semble avoir régné jusqu'ici et dont nous

entrevoyons à peine le terme, il n'est qu'un remède : mettre le consommateur en contact avec le producteur [1] : leurs intérêts, certes, ne peuvent coïncider et, même sous un régime de collectivisme intégral, on ne pourrait empêcher tout consommateur qui serait aussi producteur de vouloir recevoir plus qu'il ne donnerait ; la sauvegarde des intérêts de chacun serait dans cette dualité, qui souvent n'existe pas à l'heure actuelle : mais la difficulté existerait, et, même résolue par voie d'autorité, se représenterait sans cesse.

Or, à présent, sous un régime économique libre et contractuel, l'accord ne peut s'établir que si les parties, se connaissant réciproquement, posent les conditions extrêmes au-delà et en-deçà desquelles elles préféreront ne pas traiter ; il restera ainsi un assez large terrain d'entente sur lequel, après bien des hésitations, mais avec prudence et équité, on tracera la ligne de démarcation. En échange de l'équilibre ainsi obtenu, le consommateur renoncera à son désir du moindre prix, et le producteur à celui du plus grand profit ou du plus haut salaire ; à ces notions, devenues caduques, succéderont celles du juste prix, du profit et du salaire équitables. Dans certains cas, que nous envisagerons bientôt, le consommateur pourra trouver plus avantageux d'éliminer complètement le producteur capitaliste, faisant aussi disparaître la notion du profit individuel ; mais, même dans cette hypothèse, la question du salaire restera entière. Quant aux intermédiaires, on les évincera sans pitié s'ils sont inutiles ; si au contraire, on ne peut se passer de leurs offices, on les fera rentrer au service des consommateurs et ils reprendront le rôle qu'ils n'auraient jamais dû quitter : à leurs profits mal définis, rançon de l'ignorance ou de la crédulité de leurs anciens maîtres, succéderont les gages équitables et nets que l'on doit aux loyaux serviteurs.

Ce n'est pas tout : en se rapprochant du producteur, en acquérant de concert avec lui la science salutaire des compromis, en supprimant ou en contrôlant les intermédiaires, l'individu ne remplira pas

[1] Remarquons que depuis quelques années, tous deux semblent se chercher à tatons : qu'il nous suffise de mentionner ces " Appels à l'Opinion " qui précèdent ou suivent chaque grève importante, ou encore les Ligues Sociales d'Acheteurs, assez florissantes en Amérique et même en France, dont les membres s'engagent à n'acquérir que des produits marqués du " label " syndical : il y a là, évidemment, une tentative louable, mais non un moyen réel d'information : ce n'est pas parce que le Syndicat se déclare satisfait que l'acheteur est renseigné sur la valeur de ses exigences ; celles-ci peuvent être ou trop modestes ou démesurées.

seulement mieux son devoir de consommateur : il saisira, pour la première fois, l'importance de la fonction économique que tend à devenir le devoir de citoyen. Pour avoir lui-même, dans un certain nombre d'affaires, traité, transigé, dirigé, appris à concilier des intérêts jusqu'alors irréductiblement hostiles, il deviendra l'arbitre idéal dans tous les conflits à venir du capital, du travail et de la consommation ; et, au fur et à mesure que la nation ou les Municipalités étendront leur domaine industriel, elles trouveront à leur disposition un corps d'administrateurs conscients de l'intérêt général, et, de ceux qu'elles n'emploieront pas, le bulletin de vote fera un corps de contrôle qui n'existe pas aujourd'hui.

A ce rôle nouveau, les Sociétés Coopératives anglaises semblent vouloir préparer chaque jour davantage le consommateur. Ont-elles réussi, pourtant, comme certains le prétendent, à résoudre, en ce qui les concerne, le problème économique ? Existe-t-il au contraire à leur action certaines limites qu'elles ne pourront jamais franchir ? Et cette action n'a-t-elle pas donné naissance à des problèmes tout aussi inquiétants que ceux qu'elle avait résolus ?

II

On ne saurait songer, dans une étude de ce genre, à retracer les origines et la marche ascendante des Coopératives anglaises de Consommation. Ce travail historique appartient déjà au passé : qu'il nous suffise de rappeler le développement éphémère des " Union-Shops " de 1828-1832, dont les unes avaient un programme nettement communiste et visaient à former des milieux autonomes, alors que d'autres constituaient de véritables petites sociétés financières, dont les profits étaient répartis proportionnellement aux mises de capitaux, et cela alors même que les actionnaires n'avaient rien consommé ; donnons un souvenir à la mémorable soirée de 1843 où les vingt-huit tisserands de Rochdale, les uns socialistes, c'est-à-dire disciples d'Owen, les autres " teatotallers " ou Chartistes, dressèrent les statuts — vente au comptant et aux prix courants de la localité, répartition des bénéfices au prorata des achats, liberté pour tous de faire partie de la Société moyennant la souscription de cinq actions d'une livre, fonds spécial destiné à l'éducation, etc. — qui servent encore de modèle aux Coopératives qui n'ont pas dégénéré ; rappelons pour finir l'ouverture furtive de la petite

boutique de la Ruelle du Crapaud.[1] Puis viennent les premiers succès, la création de cent sociétés du type rochdalien de 1844 à 1852 et de trois cents autres de 1860 à 1862, la fondation de la Wholesale de Manchester en 1864, de la Wholesale Écossaise en 1868, et de l'Union Coopérative en 1873.[2]

Si, délaissant toute considération historique, nous nous plaçons brusquement au sein du monde coopératif d'aujourd'hui, nous distinguons de suite trois organes principaux : les Coopératives de Consommation proprement dites, les Wholesales, chargées de pourvoir aux besoins des Sociétés isolées et même d'organiser la production quand cela est possible, enfin l'Union Coopérative, organe de liaison et de propagande.

Les Coopératives de Consommation peuvent être définies : " des associations ouvertes à tous, créées par la libre volonté des consommateurs en vue de remonter jusqu'aux sources de la production,

[1] Ceux qu'intéresse l'histoire de ces premiers Coopérateurs pourront consulter : Holyoake : *History of the Rochdale Pioneers* et le charmant petit livre d'Ida Nicholson : *Our Story*, publié par l'Union Coopérative.

[2] Je crois utile de donner quelques chiffres, tels qu'ils sont fournis par l'Annuaire des Wholesales pour 1910, sur l'état des Coopératives de Consommation en 1907 — le livre de Mr. Cernesson s'arrêtant en 1904.

A. Coopératives du Royaume-Uni en 1907.

	1897	1907	%
Sociétés	2.065	2.846	38
Membres	1.627.135	2.615.321	61
Capital	£28.647.084	51.011.063	78
Vente	£64.956.049	111.239.503	71
Profits	£6.535.861	11.247.303	72
Profits consacrés à l'Education	£50.302	89.848	79

Nous ajoutons à ce tableau le bilan de la Wholesale de Manchester pour 1908 et celui de la Wholesale Écossaise, tel qu'il nous est adressé par le Secrétaire, pour le *premier semestre* de 1910.

B. Wholesale de Manchester	Vente	£24.902.842
	Profit	£371.497
	Répartition	4d. par £
	Fonds de réserve	£2.481
C. Wholesale Ecossaise (Bilan au 25 Juin 1910)	Vente	£3.754.111 16s. 9d.
	Production	£1.196.955 7s.
	Profit	£150.378 7s. 5d.
	Somme répartie	£116.723 13s.
	Fonds de réserve	£7.821. 1s. 3d.
	Fonds spécial	£1.566 17s.
	Verséaux employés	£7.040 12s. 4d.

afin d'éliminer le profit des intermédiaires et, s'il se peut, celui des producteurs, et d'en faire bénéficier les adhérents ou telles œuvres sociales qu'ils auront jugé utile de fonder. "

Cette définition peut s'appliquer à la totalité des Sociétés distributives anglaises, car celles qui, comme la " Civil Service Cooperative Society, " n'en acceptent pas tous les termes, ne font pas, nous le verrons plus tard, réellement partie de la Coopération.

La Société est d'abord *ouverte*, c'est-à-dire que n'importe qui peut en faire partie s'il est disposé à souscrire cinq actions d'une livre, dont, en général, le dixième seulement est exigible immédiatement ; à la société de Rochdale, l'actionnaire verse 3 shellings 3 pence par semaine jusqu'à concurrence de cinq livres. Mais si les Coopératives s'étaient contentées de cette souscription obligatoire, il est probable qu'elles n'auraient guère pris d'extension : aussi décident-elles que tout membre peut prendre jusqu'à deux cents actions, soit cinq mille francs (ce statut avait été dressé par les Pionniers de 1843 qui témoignaient ainsi d'une magnifique confiance) ; en outre, chaque Société peut émettre des obligations et recevoir des dépôts de fonds. Pour les actions, les obligations et les dépôts, l'intérêt est fixe et dépasse rarement 4 %. Mais le capital n'a aucune part dans la direction, ni dans l'attribution des bonis : chaque Coopérateur, quel que soit le nombre de ses actions, n'a qu'une voix aux assemblées, et c'est le montant de ses achats qui détermine sa part dans la somme annuelle à répartir.

Il y a là un premier caractère d'un intérêt très grand pour notre étude : chose toute nouvelle, le capital est le serviteur et non le maître d'une entreprise ; les Coopérateurs savent, et en cela ils se séparent des socialistes intransigeants qui confondent trop volontiers les notions d'intérêt et de profit, que, sauf dans un état hypothétique où la Collectivité aurait effectué la reprise totale des moyens de production, on ne peut attirer à soi une force productive quelconque que par l'appât d'une juste rétribution, et ils consentent à payer au capital emprunté son salaire, c'est-à-dire l'intérêt courant ; mais, et en cela ils se séparent encore plus nettement des partisans de l'ordre économique actuel, ils refusent de faire participer le même capital aux chances bonnes ou mauvaises de l'entreprise, encore moins à sa direction ; ils lui rendent sa place d'auxiliaire, et ne songent nullement à lui attribuer une parcelle, si minime soit-elle, du profit ou de la Rente Économique, produits des circonstances ou de la volonté organisatrice de la Collectivité.

Une question se pose immédiatement : comment les Coopératives bénéficient-elles de leur action ? Est-ce par la suppression ou par une répartition plus équitable du profit ? Nous savons que les consommateurs sont associés pour absorber un à un les différents intermédiaires qui les séparent des sources de la production. Or, chacun de ces derniers réalisait précédemment des bénéfices, c'est-à-dire encaissait chaque année une somme d'argent qui ne représentait ni le prix de la matière première, ni celui du salaire de ses employés, ni l'intérêt et l'amortissement du capital engagé, ni la juste rémunération d'un travail de direction, mais bien le fruit d'un monopole, infiniment plus avantageux que le monopole industriel, parce que plus secret et fondé, comme nous l'avons vu, sur l'ignorance même du public. Chaque fois donc que les consommateurs suppriment un intermédiaire et le remplaçent par un ou plusieurs agents à rétribution fixe, l'ancien profit devrait disparaître et le prix du produit diminuer d'autant ; et si un jour la Coopération embrassait le domaine entier de la production et de l'échange, la notion de profit elle-même disparaîtrait. Nous aurions de véritables groupements socialistes payant leurs produits au prix de revient, et, comme ces groupements seraient par définition ouverts à tous, nous arriverions lentement mais infailliblement à la constitution d'une sorte d'Etat Collectiviste, où le gouvernement économique n'appartiendrait pas à un organe central, mais à des associations libres de consommateurs, fédérées pour l'achat en gros et la production. C'est là une éventualité qui ne semble pas avoir effrayé les chefs de la Coopération.[1] Dans un État pourvoyant aux besoins de l'individu par l'entremise des Coopératives, le rôle de ces dernières serait surtout un rôle d'information ; les Wholesales centraliseraient, comme elles le font à présent, les commandes des Sociétés et organiseraient en conséquence la production. La demande, au lieu

[1] M. Th. Tweddell, vice-président de la Cooperative Wholesale Society, parlant en Août 1907 à Leicester devant la *British Association*, s'exprimait en ces termes : " La grande manufacture ou le grand magasin appartiendront-ils à un certain nombre d'hommes appelés capitalistes, qui les exploiteront exclusivement en vue du profit individuel, ou au nombre relativement faible d'hommes qui y sont employés, ou enfin à la grande masse des consommateurs aux besoins desquels ils pourvoient : c'est là une question que nous pouvons résoudre ; et, si les faits ont quelque valeur et quelque signification, le mouvement Coopératif l'a résolue en faveur du groupe le plus large — nos industries appartiendront au grand corps des consommateurs dont les besoins constituent les fondations sur lesquelles elles reposent. "

d'agir comme elle le fait à l'heure actuelle sur cette même production en pesant sur les prix, ferait sentir directement son influence ; seule l'attribution des fonctions et des salaires présenterait quelque difficulté, mais les Coopératives posséderaient de vieille date une expérience particulière, que leurs rapports chaque jour plus cordiaux avec les Trade Unions ne feraient que développer......

Nous verrons pourtant bientôt qu'il y a loin de ce rêve à la réalité. Tout d'abord, les Coopératives de Consommation et les Wholesales ne cherchent pas à éliminer *directement* le profit. Elles supposent que les intermédiaires n'ont été supprimés que fictivement, et font payer à leurs membres le prix que le boutiquier, ou aux Sociétés celui que le marchand en gros, aurait exigé. Mais comment déterminer ce prix, à présent que ni l'un ni l'autre ne subsistent ? Simplement en jetant un coup d'œil dans le monde non-coopératif et en adoptant les prix qui y ont cours. Ainsi l'action des Coopérateurs semble se régler sur celle de leurs propres adversaires et les prix de détail, incontrôlables et arbitraires, contre lesquels ils se sont élevés vont avoir droit de cité dans la nouvelle organisation. N'y a-t-il pas là une flagrante contradiction ? Nous répondrons avec les Coopérateurs et leurs historiens que le bon-sens ne se confond pas toujours avec la logique et que c'est l'honneur des Pionniers de Rochdale de s'être aperçu — profitant en cela de l'échec des petites colonies autonomes fondées par Owen et ses disciples — que toute entreprise de rénovation sociale qui ne tient pas compte des conditions économiques du milieu dans lequel elle cherche à se développer est appelée à disparaître rapidement. Or, nous ne possédons dans le libre domaine industriel ou commercial aucun organe qui cherche à répartir les produits au prix de revient ; sur quelle base les Coopératives auraient-elles établi leurs prix, alors surtout qu'elles débutaient par la vente au détail où toute appréciation préalable des frais est presque impossible [1] ? En outre, c'est seulement par la vente au prix

[1] " Certains lecteurs remarqueront peut-être que si les Pionniers de Rochdale avaient été les disciples sincères d'Owen, ils auraient vendu leurs marchandises au prix de revient, plus les frais de direction, réalisant ainsi l'idéal d'Owen : l'élimination du profit dans les rapports économiques. Cette méthode de fixation des prix est toutefois impossible dans le commerce de détail. La vente au détail exige que des marchandises achetées en grandes quantités, au prix du gros, soient divisées en petites parties. La vente de ces petites quantités au prix de revient nécessiterait l'emploi de fractions qui ne sont pas représentées en monnaie courante. Considérons ce problème sous sa forme la plus simple. Sup-

courant que les Coopératives pouvaient réaliser leur idéal d'extension indéfinie ; elles avaient compris, témoignant ainsi d'une réelle pénétration psychologique, que l'ouvrier habitué depuis longtemps à dépenser annuellement une certaine somme ne considérerait pas, dans les premiers temps du moins, son boni comme un dû, et le laisserait volontiers à la disposition de la Société, surtout si un intérêt un peu élevé lui était versé [1] ; en outre, avec ce procédé, l'industriel ne peut se prévaloir d'une baisse générale des moyens de subsitance pour diminuer les salaires : il y a donc un gain net pour l'ouvrier, qui parfois, d'ailleurs, consacre ses bonis à l'achat d'un meuble de prix, voire à la construction d'une maison. Enfin, et de cette considération dépendait la vie même des Coopératives, l'ouvrier n'est pas tenté d'acheter uniquement au "store" les produits qu'il y pourrait trouver à de meilleures conditions que chez les commerçants, lui laissant pour compte tous ceux qui, par imprévoyance ou erreur d'évaluation, auront été payés au-dessus du prix normal. [2]

posons que le directeur d'un " store " achète à une maison de gros du thé à raison de 1s. 10 1/4d. la livre, à quel prix devra-t-il revendre trois onces ? Un demi-penny ou même un farthing en plus ou en moins du prix de quelques onces de thé représente un profit considérable ou une forte perte sur les ventes de thé d'un " store " de quelque importance. Et si nous ajoutons aux prix de gros les dépenses d'administration, faisant entrer en ligne de compte tous les calculs si délicats du fonds de réserve (que nécessite l'extension future de l'entreprise), de la dépréciation des bâtiments et du matériel, du coulage et de l'assurance, toute tentative de fixer les prix de telle sorte que l'inventaire trimestriel n'accuse ni profit ni perte est absolument impraticable." Beatrice Potter, *Cooperative Movement in England*, p. 64.

[1] C'est l'honneur de l'ouvrier anglais comme de l'ouvrier belge — on sait pourtant que le Vooruit de Gand vend son pain plus cher qu'aucune des boulangeries de la ville — de savoir renoncer à une satisfaction présente en vue de contribuer à l'extension de la Coopérative à laquelle il appartient ; l'ouvrier français, au contraire, perçoit toujours ses bonis et les dépense souvent en une soirée.

[2] Remarquons que s'il est presque impossible de vendre au prix de revient, il est assez facile de vendre meilleur marché que les commerçants locaux et de réaliser encore de beaux bénéfices. Par exemple la Civil Service Supply Association, avec ses frais généraux considérables, se contente d'un bénéfice de 2,5 % sur le chiffre des ventes, c'est-à-dire que les fonctionnaires qui s'y fournissent payent moins cher que partout ailleurs. Mais on sait que chez elle le capital, qui est des plus limités, participe seul aux bénéfices et reçoit de ce fait 13 %. Inutile d'ajouter que ces sociétés ont dû affronter au début la colère des commerçants, mais ces derniers se sont apaisés sachant qu'ils n'ont pas affaire à une véritable Coopérative, mais à un concurrent qui cherche plutôt à faire valoir son capital qu'à transformer l'ordre économique du présent.

Devons-nous conclure de tout ceci que les Coopératives réalisent un profit qu'elles répartissent entre leurs membres selon une conception nouvelle ? Une discussion très intéressante est ouverte sur ce point entre Coopérateurs. Si l'on consulte les bilans des Sociétés, on voit que la somme à distribuer selon le procédé que nous indiquons plus loin, reçoit le nom de profit. Or, les historiens les plus qualifiés du Coopératisme n'acceptent pas cette appellation : s'il y a profit ce ne peut être que sur les achats du public, qui ne participe pas à l'attribution des bonis ; en ce qui concerne les *membres*, il n'y a qu'une restitution. [1]

Il ne faut pas s'imaginer que cette discussion n'ait qu'un intérêt purement théorique : de la solution proposée dépend, en effet, celle de deux problèmes importants, l'un de caractère financier, l'autre de caractère social.

On sait que la Cédule D de l'Income Tax soumet à l'impôt les bénéfices commerciaux, mais les actionnaires dont le revenu annuel est inférieur à 160 livres sont remboursés par le Trésor des sommes versées par eux. Il est clair que la plupart des membres des Coopératives (environ 95 %) rentrent dans cette catégorie ; aussi a-t-on décidé, pour atteindre les quelques privilégiés qui font exception, de les taxer individuellement et non par l'intermédiaire des Sociétés ; mais, ce qui est infiniment plus

[1] Pour Mr. Ch. Gide "l'excédent du prix de vente sur le prix de revient, au lieu d'être prélevé par le marchand, est prélevé par la société et restitué par elle, sous le nom de boni, à ses membres. *Ainsi le profit est restitué à l'acheteur sur qui il avait été pris.*" (L'Abolition du Profit, p. 317). Miss Potter ne résout pas très nettement le problème, mais son argumentation est des plus intéressantes : pour elle, le profit ne peut résulter que de deux opérations consécutives : la vente et l'achat, *mais il ne saurait y avoir de profit dans un acte de consommation :* " Si j'engage un artiste pour faire mon portrait, un architecte pour construire ma maison, un fermier pour faire pousser mon blé, un meunier pour le moudre, un cuisinier pour le cuire, tandis que ma maisonnée et moi jouissons du produit ou le consommons, je ne réalise pas de " Profits ". Donc, l'action d'un corps de consommateurs associés, agissant par ses représentants, se substituant au chef de famille qui pourvoit à ses besoins et à ceux de ses enfants, laisse intacte cette vérité fondamentale qu'il y a production en vue de la consommation et non en vue de la vente. Car le membre qui achète un article au comptoir du " store ", ou le directeur qui commande et paye à la Wholesale Society une " ligne " de chaussures de Leicester, dépose simplement entre les mains de l'agent de l'Association une somme suffisante pour couvrir le coût des opérations industrielles ou commerciales qu'a rendues ou que rendra nécessaires la fabrication de ces marchandises. Les prix du marché sont généralement considérés comme l'évaluation approximative des frais de production. " (*Coop. Movem.* p. 96).

intéressant pour notre étude, seuls sont soumis à l'impôt *les revenus des capitaux* engagés dans les Coopératives ; *les sommes distribuées annuellement sous forme de bonis ne sont pas atteintes.* C'est en vain que les commerçants se sont élevés contre cette disposition : le " Board of Inland Revenue " persiste à déclarer que les Coopératives de Consommation, sauf bien entendu en ce qui concerne les articles vendus au public, *ne réalisent pas de profits.* [1]

La seconde question est celle de la participation des employés et ouvriers aux bénéfices : il est clair que s'il n'y pas de profits, il ne peut y avoir de répartition de ce genre ; il ne s'agit plus, cette fois, de discuter sur les avantages et les dangers, mais sur la possibilité de la participation. Or, il faut l'avouer, rien n'est plus indécis et plus fuyant que la réponse des Coopérateurs. Il semble pourtant que les théoriciens soient nettement hostiles [2]. Quant aux Sociétés, après avoir acclamé au Congrès de Dewsbury le principe de la participation, elles se sont bien gardées de l'appliquer, et c'est à peine si, sur 1503 Coopératives représentées, cinq cherchèrent à résoudre sérieusement la question. Seuls les employés et ouvriers de la Wholesale Écossaise touchent, par rapport à leur salaire, le même dividende que les Sociétés par rapport à leurs achats.

Que déduire de ces faits ? Nous croyons que pour aboutir il est nécessaire de faire une distinction nouvelle entre les deux notions de Profit et de Rente Économique. Dans toutes les opérations de production ou de distribution considérées jusqu'ici, l'agent, *détenteur provisoire du produit*, cherchait à transformer sa Rente Économique — c'est-à-dire l'avantage que sa science des affaires, les circonstances, ou la crédulité de l'acheteur lui donnaient sur ses concurrents moins privilégiés — en une quantité de numéraire que nous appelions " profit " ; il est certain que ce but n'est pas celui que poursuit le Coopérateur ; son action a sa fin en elle-même, et en cela nous sommes pleinement d'accord avec Miss Potter ; mais cette action consiste, au fond, à augmenter la Rente Economique de son ancienne situation de consommateur. En éliminant

[1] Décision de Juin 1901. Consulter la brochure publiée par l'Union Coopérative : *Cooperative Societies and the Income Tax* (1909), p. 9.

[2] L'attitude de Miss Potter nous semble être plutôt dictée par son antipathie contre la participation en général que par des considérations particulières aux Coopératives. Mr. Gide, au contraire, aborde la question de front et la résout par la négative. (*Les Coopératives de Consommation*, p. 142). Seul, Mr. Cernesson soutient la thèse opposée (*op. cit.* pp. 467-68).

tous les intermédiaires, en envahissant même le domaine de la production, il élargit le fossé qui le sépare du consommateur le moins favorisé, c'est-à-dire du non-Coopérateur : en un mot, sa rente s'est accrue, et l'on peut dire que jusqu'au jour où la Coopération aura fait rentrer dans le champ de son activité le monde économique tout entier (ce qui d'ailleurs est assez peu vraisemblable), SES PROGRÈS SERONT MARQUÉS PAR L'EXTENSION DE LA RENTE DES CONSOMMATEURS.

On ne peut donc affirmer que le boni soit une restitution, car qui dit restitution dit avance, et le fruit que récolte le Coopérateur n'est nullement l'équivalent d'une richesse prêtée par lui avant que se manifeste l'activité de l'association dont il fait partie (ce qui est le cas pour l'intérêt fixe des actions), mais bien la récompense de cette activité elle-même, proportionnelle à son intensité. Lorsqu'il paye trois francs (prix du commerce local) la marchandise qu'il sait ne coûter que 2 fr. 50 à sa Société, le Coopérateur ne verse pas une somme qui n'est pas due ; il renonce seulement à percevoir tout de suite la plus-value que lui assurent son action et celle de ses associés : mais qui dit délai ne dit pas restitution, et l'industriel qui attend l'inventaire de fin d'année pour toucher son profit sent bien qu'il ne rentre pas dans une avance, mais qu'il se trouve mis en possession d'une richesse nouvelle.

La meilleure preuve que le boni constitue une acquisition et non le remboursement d'un trop perçu, c'est, à notre avis, la façon dont il est réparti. Tout d'abord une portion assez large est attribuée aux fonds d'éducation et de propagande. Qui donc soutiendrait qu'en agissant de la sorte les Coopérateurs sacrifient un dû ? Non, ce faisant, ils renoncent à s'approprier individuellement — et ce geste est d'autant plus admirable qu'il vient d'hommes chez qui le superflu est ignoré — la récompense d'un lent travail d'organisation.[1] Enfin, et ce dernier argument nous semble décisif, les bonis sont répartis non pas, comme on pourrait le croire, au prorata du trop perçu sur

[1] Notons qu'il existe entre certaines Sociétés une véritable concurrence, caractérisée par des tentatives d'empiétement sur leurs clientèles réciproques (d'où le nom d' "Overlapping"). Les Coopératives qui cherchent à s'étendre de la sorte agissent absolument comme l'industriel ou le commerçant qui, en augmentant ses affaires, diminue ses frais de production et accroît son profit. Si les Coopérateurs poursuivaient une simple restitution, l'existence de l' "overlapping" ne s'expliquerait pas. Il y a simplement erreur de la part des Sociétés coupables, nous répond-on. (*Overlapping* par D. M. Innes, p. 13 et *Competing Cooperators* par J. C. Gray, p. 2. Publications de l'Union Coopérative). Nous constatons simplement que cette pratique, si elle ne se justifie pas, n'en existe pas moins.

chacun des articles consommés, mais proportionnellement à la somme totale des achats de chaque Coopérateur. Qu'en résulte-t-il ? C'est que parmi les membres de la Société, les uns réalisent un bénéfice, les autres, au contraire, éprouvent une perte. Supposons que Primus achète au " store " un objet de luxe, un piano par exemple : l'instrument sera facturé au prix du commerce : 1000 francs ; mais le piano ne coûte que 600 francs à la Coopérative. Secundus achète, au contraire, pendant l'année 1000 francs d'épicerie, revenant au " store " à 900 francs. A la fin de l'exercice, après inventaire, on décide que le dividende à répartir sera de 16 % sur le montant total des achats. Primus et Secundus recevront, de ce fait, chacun 160 francs, c'est-à-dire que le premier abandonnera aux autres Coopérateurs 240 francs, alors que le second aura payé ses marchandises 60 francs au-dessous du prix de revient : qui donc, dans ces conditions, pourrait appeler le boni une restitution ?

Peut-être pouvait-il porter ce nom dans les toutes premières années de la Coopération, alors que les Sociétés se contentaient de vendre à leurs membres la farine, le sel et quelques épices. Mais à présent que les Wholesales envahissent de nombreuses branches de la consommation, les bénéfices réalisés sur les différents articles varient de plus en plus, et les dividendes ne représentent presque jamais pour chaque Coopérateur la différence entre le prix de revient et le prix de vente des objets qu'il a achetés pendant l'année. Il faut donc reconnaître que la Coopération tend à attribuer la Rente Économique, non pas au consommateur isolé, mais à une unité nouvelle qui est le groupement de consommateurs : et c'est dans l'intérêt de cette unité que la répartition *interne* de la Rente a lieu. Il est, en effet, certain que cette distribution, théoriquement inégale, des bonis crée entre tous les membres une véritable solidarité ; ce que chaque consommateur désirera, c'est voir augmenter le chiffre total des affaires de sa propre Société ; son intérêt sera donc de s'y pourvoir de tout ce qu'il consomme. Supposons, au contraire, que les dividendes soient répartis au prorata des bénéfices réalisés sur chaque achat : il est certain que le " store " ne fournirait bientôt plus que des objets de luxe, sur lesquels le profit commercial est considérable ; mais l'ouvrier s'approvisionnerait des articles de première nécessité chez les commerçants ; il est vrai qu'il renoncerait à la garantie de qualité que fournit la Coopération, mais, en échange, il retrouverait une vieille connaissance qu'il avait laissée à la porte : le Crédit.

III

Nous voici donc arrivés au point où les consommateurs associés se trouvent être mis en possession de l'ensemble des Rentes Économiques des intermédiaires ou des producteurs éliminés. Auront-ils rempli toutes leurs fonctions sociales lorsqu'ils les auront absorbées selon le mode décrit plus haut ? Si notre réponse était affirmative, il nous faudrait conclure que l'avenir des Coopératives réside dans la subordination de tous les intérêts économiques à ceux du consommateur, que ce dernier est en droit de peser de toute la puissance que lui donne la vertu merveilleuse de l'association pour pressurer les agents de production qu'il emploie, afin d'augmenter indéfiniment ses bonis, que toutes les forces de résistance organisées doivent se dissoudre pour lui plaire ; bref, nous renierions dans ce chapitre tout ce que nous avons avancé dans les précédents, et notre point d'aboutissement serait une sorte de " sweating system " généralisé, dont la circonférence serait partout et le centre nulle part.

L'un des résultats les plus remarquables de la Coopération est d'avoir fait tomber peu à peu toutes les cloisons étanches qui séparaient les différentes phases de la production et de la consommation, d'avoir mis l'ordre et la clarté là où il n'y avait que ruse et méfiance, d'avoir étalé au grand jour, dans leur misère et leur laideur, les profits secrets des intermédiaires, d'avoir emboîté les uns dans les autres des rouages qui tournaient dans le vide, d'avoir transformé le chemin sinueux, où, à chaque détour, l'escopette au poing, se tenait le monopole, en une route large, sûre, ouverte à tous.

Mais l'action organisatrice des consommateurs a laissé intacte celle des travailleurs que nous avons peut-être un peu trop oubliée. Nous avons vu, au début de ce chapitre, que le progrès était dans le sens d'une collaboration plus intime des uns et des autres, non pas dans celui d'une subordination plus complète des derniers aux premiers. Le temps est loin où les pionniers de Rochdale servaient eux-mêmes, le soir venu, les quelques acheteurs de la boutique de Toad Lane et confiaient la gestion des fonds à un Coopérateur dévoué, moyennant une rétribution de quelques shellings par mois. L'extension des Sociétés et surtout la création des Wholesales ont rendu nécessaire l'enrôlement d'un grand nombre d'employés et

d'ouvriers (ils étaient 18.620 en octobre 1909 à la Wholesale de Manchester et 5.792 à la Wholesale Ecossaise) qui ne vivent que des salaires reçus de ces patrons d'un nouveau genre. Il ne faut donc pas croire que c'est parce que les Coopératives ont remplacé un grand nombre d'intermédiaires qu'elles ont, par cela même, résolu tous les conflits qui divisaient ces derniers et leurs salariés. Que les Coopérateurs bénéficient de l'économie réalisée par leur action rationnelle et organisatrice, rien de plus juste ; mais n'oublions pas que les profits des employeurs n'étaient pas seulement constitués par la Rente Économique, fruit des circonstances ou de leur adresse ; ils comprenaient aussi cette différence indéfinissable entre ce qui reviendrait aux salariés s'ils étaient suffisamment organisés et ce qui leur revient réellement. Toutes ces positions économiques sont transmises aux Coopérateurs en même temps que les entreprises qu'ils absorbent et ne peuvent être modifiées que par un effort de réflexion et de volonté. Pour la première fois, ils vont jouer le rôle d'arbitres dans la répartition des salaires, mais, pour la première fois aussi, ils possèdent toutes les données du problème. Alors que jadis ils ignoraient le montant de ce qui était dévolu aux salariés sur le prix du produit, à présent, frais de fabrication, d'administration, d'amortissement et d'assurance, tout leur est connu. Ils pourront donc rendre meilleure ou pire la situation des employés anciens ou nouveaux. Ils se décideront pour la première solution s'ils sont assez éduqués économiquement pour comprendre que les hauts salaires contribuent le plus souvent à la bonne qualité du travail ; ils se détermineront, au contraire, pour la seconde s'ils recherchent avant tout dans la Coopération un surcroît de revenu. Déjà, dans toutes les réunions, les deux tendances se font jour : " D'une part, déclarent les Webb, les consommateurs désireux de voir réduire les dépenses d'exploitation et augmenter les dividendes, de l'autre, les directeurs anxieux de pouvoir augmenter les salaires et fermer de meilleure heure." Et les mêmes auteurs ajoutent : " Au fur et à mesure que l'industrie manufacturière passe de la direction de l'individu sous celle de la Collectivité — qu'il s'agisse de l'Etat, de la Municipalité ou du " Store " — ne devient-il pas évident que ce transfert, tout bon et désirable qu'il est, laisse intacte la divergence fondamentale des intérêts pécuniaires entre celui qui fabrique et celui qui consomme. Cette divergence d'intérêts n'a pas besoin, dans une industrie complètement démocratisée, de prendre la forme d'un conflit. Ce qui est et sera toujours nécessaire, c'est une représenta-

15

tion équitable des intérêts particuliers de chaque classe de travailleurs. "[1]

Or, cette représentation n'existe pas dans la Coopérative de Consommation. Alors que l'on pourrait, à la rigueur, soutenir que dans l'État ou la Municipalité industriels les intérêts en présence ont une influence égale, puisque chacun possède la même arme : le bulletin de vote, et qu'il est possible, après une série d'oscillations, d'atteindre chez eux à un état d'équilibre relatif entre producteurs et consommateurs, dans la Coopération les individus sont *groupés uniquement en vue d'un acte déterminé : la consommation ;* leur but est de consommer mieux et à meilleur compte, et non d'accroître leur salaire. Certains, il est vrai, prétendent que la meilleure garantie des employés des Coopératives réside dans la qualité de ceux qui les emploient. Les Coopérateurs ne sont-ils pas des travailleurs eux-mêmes et pourraient-ils, lorsque pour la première fois ils sont détenteurs du pouvoir, ne pas mettre en pratique leurs propres conceptions sur le salaire et la durée du travail ? C'est là une hypothèse qui est peut-être choquante, mais non invraisemblable. Ne savons-nous pas que les Coopératives de Production, lorsqu'elles cherchent à s'étendre et qu'elles deviennent de véritables petites Sociétés par Actions, se montrent particulièrement dures envers les nouveaux ouvriers qu'elles sont obligées d'embaucher ? Il est certain qu'un souffle plus large, plus généreux passe sans cesse sur les Sociétés de Consommation, ouvertes à toutes les classes et à toutes les idées, et qu'en fait elles cherchent à se montrer bienveillantes envers leurs salariés [2]. Mais nous n'avons aucune espèce de garantie permanente ; les chasseurs de dividendes (divi hunters), battus aujourd'hui, peuvent l'emporter demain.

Comment, en effet, se manifesterait à l'intérieur de la Coopérative la volonté de l'ouvrier ou de l'employé ? Sans doute, s'il est lui-même Coopérateur, il pourra, par son bulletin de vote, exprimer son opinion dans les réunions ou les Congrès : mais nous devons aussitôt ajouter qu'il sera noyé dans le flot des simples consomma-

[1] Cooperation and Trade Unionism. *Problems of Modern Industry*, p. 200.

[2] La journée de travail est en moyenne de neuf heures. Les employés ont une semaine de congé par an. Dans beaucoup de grandes Coopératives ils font, chaque été, une excursion champêtre et un dîner aux frais de la Société. Mais il est impossible de savoir quels sont, parmi ces avantages, ceux qui ont été concédés bénévolement et ceux qui ont, au contraire, leur source dans l'intervention des Trade Unions auprès des Comités Directeurs.

teurs. Pour qu'il y eût équilibre, pour que les intérêts des salariés ne fussent jamais lésés, il faudrait que les Coopératives employassent tous leurs membres dans leurs "stores" ou leurs ateliers; alors chacun sentirait naître en soi-même la dualité d'intérêts dont nous parlions plus haut : comme consommateur, il serait favorable aux économies, comme producteur, aux salaires élevés.[1] Mais pour que cette condition fût réalisée, il faudrait que le mouvement coopératif s'étendît dans une proportion que rien ne fait encore prévoir.

Il ne faut, du reste, pas croire que les employés et ouvriers se trouvent sur un pied d'égalité parfaite avec les autres Coopérateurs. Dans presque aucune Société ils ne jouissent de ce que nous pourrions appeler " la plénitude de leurs droits civiques. " Une des règles de Rochdale pose, en effet, ce principe " qu'aucun agent ne pourra remplir de fonction dans le Comité de Direction, ni n'aura le droit de voter pour aucun candidat à ce Comité ou au poste de Contrôleur ". Il est certain qu'en agissant ainsi les Coopératives veulent rendre impossibles la complaisance des chefs et la rancune des subordonnés [2]. Mais le résultat de cette mesure est de priver les salariés du seul moyen qu'ils avaient, étant plus rapprochés des organes de direction et mieux au courant des conditions générales du travail que les Coopérateurs ordinaires, de contre-balancer leur infériorité numérique par rapport aux consommateurs.

Seule la force associée des producteurs peut leur assurer les conditions équitables qui résultent, dans le contrat de travail, de la situation égale des parties. Cette force, nous la connaissons déjà : c'est le Trade Unionisme. Son action complètera celle de la Coopération, dont l'œuvre la plus durable sera ainsi *d'avoir placé face à face les producteurs et les consommateurs organisés.*

Nous avons vu dans un des chapitres précédents que l'action des Trade Unions était limitée non seulement par la force de résistance de l'employeur, mais aussi par les conditions dans lesquelles ce dernier n'aurait plus intérêt à produire. Or, quelle expérience ne

[1] On doit toutefois observer *qu'à moins que les Coopératives ne pourvussent à tous les besoins de leurs membres*, l'élément producteur tendrait à l'emporter.

[2] Miss Potter compare avec beaucoup d'à-propos la situation de ces employés et celle des employés de l'État, qui n'ont pas le droit de siéger au Parlement. " La loi et la coutume anglaises veulent que le fonctionnaire soit le serviteur de la communauté et non le soutien reconnaissant de la personne ou du parti auquel il doit sa position. "

faut-il pas aux agents des Unions pour déterminer ces conditions ! Comment évaluer toutes les résistances, sincères ou simulées, du monde économique qui les enveloppe? D'autre part, au début de cette rapide étude, nous avons montré dans quelle ignorance le consommateur isolé se trouvait de la répercussion de chacun de ses actes sur la situation des ouvriers. A présent toutes les barrières sont tombées ; chacun sait qu'en accordant ou en réclamant tel salaire il devra porter toute la responsabilité de sa décision ; il n'y aura plus de tiers sur lesquels, de part et d'autre, on puisse se décharger du poids de la faute commise ; si le consommateur a trop donné, son boni sera diminué d'autant, si l'employé a trop demandé, le nombre des postes sera réduit et l'année qui suivra amènera avec elle une vague de réaction.

Le Trade Unionisme et la Coopération s'équilibrent et se complètent, et ce serait par une illusion profonde que la classe ouvrière négligerait l'un pour favoriser l'autre. " On nous parle toujours de ce que nous pourrions appeler la valeur monétaire de la consommation coopérative, des centaines de millions de livres distribuées chaque année sous forme de dividendes, des millions économisés par l'accumulation de ces derniers ; quelles que soient la grandeur et l'excellence de cette face de la Coopération, je crois que l'on en fait beaucoup trop de cas. Ce serait une erreur fatale de la part des millions de membres des Sociétés Coopératives que de souffrir que leur intérêt relativement minime " de receveurs de dividendes " detournât leur attention de leurs intérêts bien plus vastes de salariés et de citoyens. [1] " Le dividende maximum que peut toucher un bon Coopérateur est de 6 livres, c'est à dire d'environ un demi-penny par heure de travail, ce qui est bien peu de chose à côté de la réduction de salaire dont peut avoir à souffrir l'ouvrier qui n'est pas soutenu par une Union. Par exemple, les briquetiers gagnent en moyenne 9 ½ d. par heure à Londres, 9 à Newcastle, 8 ½ à Sunderland et 7 ½ à York. Pourquoi ? Parce que les Trade Unions sont beaucoup moins puissantes dans ces deux dernières villes que dans les premières. Les mécaniciens de Keighley, Coopérateurs fervents, gagnent dix shellings par semaine de moins que ceux de Manchester ; Londres, enfin, le " Désert du Coopératisme ", est la ville de toute l'Angleterre où les salaires sont le plus élevés.

La Coopération, par contre, permet à l'ouvrier de récolter

[1] Webb. *Coop. and Trade Un.*, p. 197.

d'autres fruits que ceux que le Trade Unionisme met à sa portée. Ce dernier, nous l'avons vu, tend à assurer à ses membres *un salaire identique* dans toutes les entreprises sur lesquelles il étend son action ; il contribue ainsi à faire bénéficier les salariés d'une part de plus en plus large du profit *normal*, c'est-à-dire de la marge de bénéfices causée par l'amélioration progressive des conditions de la production. Mais la " Règle Commune " est sa loi. Il ne connaît que deux catégories d'employeurs : ceux qui appliquent les tarifs syndicaux et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'y soumettre. Or, parmi les premiers, il ne fait aucune distinction. Que leurs profits soient bas ou élevés, peu lui importe. En un mot, " le principe essentiel sur lequel est fondé le taux normal des salaires l'empêche de participer aux profits comme aux pertes. Contre le rocher de là Rente Économique, soit du capital, soit du sol, tous les orages du Trade Unionisme se brisent en vain. " [1]

Nous avons déjà vu que dans toutes les questions intéressant les progrès techniques d'une industrie, c'est la Collectivité, et non l'Union, qui doit avoir le dernier mot. De même, le rêve que caressent certains de confier aux Associations ouvrières la direction de leurs industries respectives semble d'une réalisation peu désirable. Ainsi que le déclarent excellemment les Webb, " en tant qu'ouvrier, le citoyen est le serviteur de la Communauté, non son maître. Il est possesseur légitime des moyens de production et co-directeur du Domaine Industriel de la nation, mais c'est en qualité de citoyen et non en qualité d'ouvrier d'usine. Nous pouvons nous révolter contre la propriété privée de la terre ou du capital, mais personne ne se soucierait d'évincer Lord Londonderry pour mettre à sa place plusieurs milliers de Lords Londonderry. " [2]

La Rente Économique ne peut donc être absorbée que par la Collectivité ou une fraction étendue de celle-ci ; or, n'est-ce pas là le cas de la Coopération, qui, en supprimant les intermédiaires et en les remplaçant par des agents payés d'après un même tarif, quelque soit le rendement de l'entreprise dans laquelle on les occupe, fait sienne la somme de tous les privilèges économiques dont jouissaient ou jouiront les différents magasins ou usines rachetés ou créés par elle ? En un mot, l'ouvrier qui doit renoncer, en tant que travailleur, à s'approprier une part de la rente spécialement attachée à chaque entreprise, atteindra le même but en tant que Coopéra-

[1] Webb. *Coop. and Trade Un.*, p. 202.

[2] *Ibid.*, p. 203.

teur, en attendant qu'il puisse le faire comme membre de ces collectivités plus étendues que sont la Municipalité et l'État.

Dans chaque cité, l'Union et la Coopérative sont donc liées par des obligations réciproques. La première devra donner le bon exemple à tous les employeurs ; elle devra faire travailler ses commis et ouvriers au tarif et dans les conditions adoptés par les Syndicats ; elle devra surtout ne jamais passer de commandes à des maisons qui pratiquent le " sweating. " En échange, l'Union devra pousser tous ses membres à s'approvisionner au "store" et ne devra pas oublier, quand elle traitera avec la Coopérative, que cette dernière, quelle que soit sa bonne volonté, ne peut accorder beaucoup plus que l'entrepreneur capitaliste avec qui elle est en concurrence. L'Union devra exiger le respect de la " Règle Commune ", mais rien de plus. En un mot, les relations des deux Associations doivent être celles " d'un ménage idéal dans lequel chaque conjoint respecte la personnalité de l'autre et l'aide dans sa tâche, tandis que tous deux unissent cordialement leurs forces pour atteindre leur but commun : l'État Coopératif. " [1]

IV

Nous avons envisagé quelques-uns des problèmes que soulève le mouvement coopératif ; il nous reste maintenant à accomplir un travail de mise au point. Placé, au cours de cette étude, au sein même du monde des consommateurs associés, il nous faut à présent changer notre centre d'observation, rentrer dans la réalité, et rendre aux hommes et aux choses leurs justes proportions.

Sans doute, lorsqu'on feuillette le bel Annuaire des deux Wholesales et que l'on voit défiler tout ce qui fait leur orgueil — les magasins somptueux et les usines qui rendraient jaloux l'industriel le plus exigeant, les pittoresques plantations de Nugawala avec leur armée de coolies hindous, les grands navires sur lesquels elles vont chercher aux quatre coins du monde les marchandises qu'elles revendront aux Sociétés — il est assez difficile de blâmer les apôtres de la Coopération qui voient dans ces richesses acquises le gage d'une extension indéfinie. Rarement la force associée des classes ouvrières avait récolté de plus magnifique moisson, et c'est

[1] Webb. *Coop. and Trade Un.*, p. 258.

bien à regret que l'économiste impartial est obligé de démontrer que le champ d'action des Coopératives, même dans le pays où elles se sont le mieux développées, est et sera toujours borné.

La Coopération, semble-t-il, est limitée dans son extension *horizontale* — c'est-à-dire qu'elle ne peut couvrir qu'une assez faible étendue du sol anglais — et dans son extension *verticale*, c'est-à-dire que le nombre d'objets de consommation qu'elle peut fournir à ses adeptes est essentiellement restreint.

Le nombre des Coopérateurs était au 1er janvier 1908 de 2.615.321. En supposant que chacun d'eux fût marié et père de deux enfants, le chiffre total des habitants du Royaume-Uni aux besoins desquels subviennent les Sociétés de consommation serait de 10.500.000, c'est-à-dire que les quatre-cinquièmes de la population totale resteraient en dehors du mouvement. Peut-être pourrait-on répondre que de 1887 à 1907 le nombre des chefs de famille coopérateurs s'est accru de 1.500.000, et que si la même progression était suivie dans les années à venir, la Grande Bretagne entière serait convertie au Coopératisme vers 1920. Mais pareille affirmation serait au moins hasardeuse. Tout d'abord, une immense portion du territoire britannique ignore la Coopération. L'Irlande, en effet, n'avait en 1907 que 76.950 Coopérateurs ; Londres et le Sud de l'Angleterre ne possèdent pas d'Associations de Consommateurs ; toute la population coopérative semble concentrée dans les régions manufacturières ou minières du Nord et du Nord-Ouest, et c'est là que s'est fait sentir la progression des dernières années.

La Coopération exige en effet certaines conditions et certaines qualités que ne remplissent et que ne possèdent pas toutes les classes. Elle fait appel, avant tout, aux vertus sociales et organisatrices : tous les progrès réalisés l'ont été dans le sens d'une collaboration plus intime des Sociétés entre elles, collaboration qui a abouti à la création de ces deux puissants rouages : les Wholesales et l'Union Coopérative ; mais chaque conquête nouvelle demandera plus de discipline et de cohésion. C'est à dire que les populations qui vivent dans un état d'isolement ou d'instabilité ne seront jamais converties au Coopératisme ; ainsi que le fait observer Miss Potter, " l'existence au jour le jour des travailleurs accidentels, l'inertie physique de la victime du " sweater ", les habitudes vagabondes et les besoins irréguliers du camelot ou de l'habitant abâtardi du logement en commun, rendent impossible chez l'individu ou la classe entière le développement des qualités requises pour l'association et

le 'self government' démocratique."[1] La situation de cette catégorie d'individus peut et doit être améliorée, mais c'est par d'autres organes que l'association volontaire.

Les riches et les oisifs sont également rebelles à toute propagande coopérative ; ce qu'ils attendent du vendeur, c'est une complaisance excessive pour leurs fantaisies ; bien plus, incapables de distinguer parmi leurs besoins ceux qui ont un caractère permanent et ceux qui, au contraire, sont engendrés par la mode ou les caprices de leur imagination, ils éprouvent une sorte de volupté à se laisser faire violence par le producteur ; le "store", avec ses produits purs, non apprêtés, n'aurait aucun attrait pour eux ; la rondeur toute commerciale des agents des Sociétés les révolterait ; l'effort de direction et d'organisation qu'entraîne la qualité de Coopérateur répugnerait à leur paresse invincible. Cette classe de consommateurs semble devoir rester la victime volontaire des intermédiaires sans scrupules.

Ajoutons, enfin, que tous ceux qui possèdent les qualités requises, mais que leur genre de vie condamne à un isolement relatif : voyageurs, marins, petits fermiers, ne pourraient s'approvisionner à une Société locale de Consommation, encore moins l'administrer.[2]

En outre, malgré leur audace, les Coopératives n'ont encore envahi qu'une infime partie du domaine de la production. Les Wholesales ne fabriquent dans leurs magnifiques ateliers que

[1] *Hist. of the Coop. Mov.*, p. 225.

[2] Une réforme très intéressante, qui supprimerait quelques-unes des limites présentes de l'action coopérative a été suggérée par Mr. J. Gray, Secrétaire Général de l'Union Coopérative, au Congrès de Birmingham (Juin 1906). Toutes les Sociétés existant à l'heure actuelle s'amalgameraient et ne seraient plus que les branches d'une Société Coopérative Nationale. Chacun de leurs membres ferait de droit partie du nouveau groupement, dont les Wholesales pourraient naturellement devenir les organes administratifs. Le territoire britannique serait divisé en un certain nombre de circonscriptions qui enverraient des députés au Parlement Coopératif, lequel imposerait ses décisions aux Branches. Chaque Coopérateur pourrait acheter dans tous les "stores" du Royaume, et à la fin de chaque année, les Wholesales jouant le rôle de Clearing Houses, la Société locale dont il ferait partie inscrirait à son compte les bonis provenant de ses divers achats ; mais il n'en percevrait qu'une moitié en espèces, la seconde serait représentée par des actions transférables rapportant 5 %. Le capital de la N. C. S. s'accroîtrait ainsi rapidement. Mr. Kilner propose, de plus, que les Wholesales créent des Coopératives de Consommation dans les districts rebelles (*Kilner : A National Cooperative Society ; is it possible ?* p. 7). Nous savons pourtant qu'une tentative de ce genre faite à Londres a été tout à fait infructueuse.

des produits d'épicerie (biscuits, sucreries, conserves, chocolat, cigares, savon, bougies), des vêtements et des meubles ; leur capital n'est, d'ailleurs, que de cinq millions de livres, ce qui est bien peu de chose à côté des onze milliards auquel est évalué le capital national : de plus, chaque chef de famille coopérateur ne consomme en moyenne annuellement que 50 livres de produits fournis par le "store" : c'est dire qu'une moitié de son salaire va grossir la part du commerçant.

Quelques Sociétés, il est vrai, construisent des maisons pour leurs membres et se chargent de travaux d'impression, mais la vente des produits frais : viande, fruits, légumes, laiterie (sauf le beurre) leur échappe. Seule, la Société de Leeds, le colosse du monde coopératif, possède une ferme, des abattoirs et des boucheries ; toutes les autres ont dû renoncer à leurs entreprises agricoles.[1]

En admettant même que les Coopératives puissent un jour développer leur action verticale, il existe des limites que la Collectivité ne pourra leur permettre de franchir. Les grandes entreprises, celles de bateaux, de chemins de fer, ne sauraient, si on les retire aux concessionnaires capitalistes, être administrées que par la nation. On ne voit pas les voyageurs qui font habituellement la traversée de Douvres à Calais en possession de la ligne de steamers : trop de personnes, qu'elles voyagent ou non, sont intéressées au bon fonctionnement des services. Mais c'est surtout dans le cas où l'on se trouve en présence d'un véritable monopole, artificiel ou national, que le consommateur ne peut être considéré comme le représentant de la Communauté : ainsi la terre et les mines, richesses essentiellement limitées, ne sauraient être transférées à des Sociétés Coopératives. De plus, quand la consommation du produit du monopole est en quelque sorte obligatoire, la coopération libre ne saurait exister. On ne peut admettre que dans une Municipalité, un groupe de consommateurs se charge de la production du gaz et de l'électricité : nous aurions bientôt affaire à un

[1] Les chefs de la Coopération semblent, dans ces toutes dernières années, avoir préconisé non pas tant un nouvel effort dans le domaine de la production agricole qu'une alliance étroite avec les petits cultivateurs pour permettre à ces derniers l'écoulement facile de leurs produits. Mr. J. Nugent Harris demande à la C.W.S. de mettre en communication sa clientèle urbaine et les agriculteurs groupés en syndicats de vente (V. *Agricult. Coop. and its Relat. to Coop. Distrib. Societ.* par J. Nugent Harris, et, dans le même ordre d'idées, *The Small Hold. and Allotm. Act, 1907, and its Relat. to Distrib. Coop. Soc.* par W. Charleton.)

corps de petits capitalistes se partageant les dépouilles des non Coopérateurs.

En dernier lieu, remarquons que tout le commerce d'exportation échappe aux Coopératives, à moins qu'elles ne veuillent renier leurs principes. Si le mouvement coopératif s'est magnifiquement développé en Angleterre et semble vouloir s'étendre en Allemagne et en Belgique, par contre certains pays, tels que la France et les Etats-Unis, sont hostiles ou indifférents ; quant à l'Australasie, toute son attention semble retenue par le Socialisme d'Etat. Si donc les Coopérateurs anglais voulaient traiter avec ces derniers pays, ce ne pourrait être que dans les conditions ordinaires du commerce. Mais alors " les Coopératives goûteraient au fruit défendu, le profit sur les prix, et si ce profit devenait une portion considérable de leur revenu total, les associations volontaires de consommation, toujours capables de limiter le nombre de leurs membres, seraient tentées de fermer leur porte aux nouveaux venus. "[1]

V

Le sens de l'exiguité de son champ d'action ne diminuera en rien la confiance du Coopérateur : bien plus, ce dernier n'aura pris pleinement conscience de son rôle que lorsqu'il aura mesuré la relativité de son effort. Alors même que la Société dont il fait partie ne lui aurait fourni que le dixième de ce qu'il consomme, il aura résolu dans la petite sphère qui lui est assignée quelques-unes des questions sociales qui agitent l'Angleterre contemporaine : il aura surtout fait une ample moisson d'expérience, se préparant ainsi à un labeur plus vaste.

Pour nous qui cherchons à rattacher les différentes manifestations de la vie économique de l'Angleterre aux grands courants par lesquels se traduit son évolution, nous voyons dans le mouvement coopératif, comme dans le mouvement Trade Unioniste, le triomphe des tendances instinctives de la race. Sans doute, l'édifice coopératif est couronné d'une guirlande d'idéalisme, mais les colonnes en sont rudes et solides, taillées avant tout pour résister à l'usage. Ce qu'ont voulu les Pionniers de Rochdale et leurs successeurs, c'est assurer à l'ouvrier l'équivalence du salaire et des produits qu'il reçoit en échange ; par un simple effort d'économie, ils ont bouleversé toutes les notions économiques courantes. Et c'est

[1] *Hist. of the Coop. Mov.*, p. 231.

peut-être parce que leur point de départ est individualiste, et leur point d'arrivée socialiste, que les Coopérateurs ont trouvé grâce devant les deux écoles ; l'une est en droit de dire : " Leur triomphe est celui de la volonté libre, la démonstration que sans intervention des pouvoirs publics, la classe ouvrière peut améliorer indéfiniment son sort " ; l'autre répondra : " Que nous importe ! Le Capital est privé de toute participation aux bénéfices ; la Rente Économique est répartie sur une collectivité, moins large sans doute que celle dont nous rêvons, mais ouverte à tout venant ; à chacun des degrés de la production et de la distribution, des salaires fixes; n'est-ce pas là, à l'état embryonnaire, la Société idéale d'où le profit sera éliminé, et où chacun sera rétribué selon sa capacité ? "

Entre les deux théories, la masse des Coopérateurs ne prend guère parti. L'instinct explique la naissance du mouvement et dirige son évolution. Ce que la Coopération veut avant tout, c'est vivre et s'étendre. Dans la fixation des prix de vente, dans le mode de répartition des bonis, la logique, nous l'avons vu, tient assez peu de place. Tout est sacrifié au triomphe de l'organisme, et ce que la Coopération exige de ses membres, ce sont plutôt des vertus sociales que des vertus individuelles : le caractère, la vaillance, l'ordre, la cohésion, la résignation y sont plus estimés que la hardiesse et l'intelligence critique. C'est donc parmi les races anglo-saxonnes, où l'énergie personnelle s'allie à la soumission à l'ensemble, que la Coopération devait nécessairement s'implanter. Les races latines, au contraire, indiciplinées et idéalistes, semblent avoir négligé cette forme d'action sociale, soit pour le Syndicalisme, qui permet à leur humeur batailleuse de se donner libre cours, soit pour le Socialisme d'État, qui s'adapte aux vastes expériences et répartit trop largement les responsabilités pour qu'elles soient nettement perçues par chacun. D'ailleurs, ces deux dernières manifestations de l'activité collective semblent prendre, même en Angleterre, une place de plus en plus marquée, et la Coopération ne saurait songer à les entraver à son profit. Son rôle vis-à-vis d'elles est un rôle de contrôle et de modération ; seule la force des consommateurs organisés pourrait parer à une hypertrophie du Trade Unionisme ; seule la Coopération, en éduquant économiquement l'élite des travailleurs, peut contribuer à limiter l'étendue de ces deux fléaux, qui sont, à des degrés différents, la rançon des bienfaits du Socialisme d'État et du Socialisme Municipal : la tyrannie et l'irresponsabilité administratives.

Nous irons plus loin, et nous déclarerons que la Coopération, en plus de ses vertus présentes, nous semble avoir une valeur permanente. L'action de l'État et des Municipalités que nous allons étudier à présent, ne saurait, à cause de l'importance et de la pesanteur des rouages qu'elle met en mouvement, s'exercer dans les mille replis de la vie économique que sont les actes individuels de consommation. Devant une, telle tâche, un pouvoir centralisé reculerait. Certains théoriciens socialistes n'ont pourtant pas hésité à préconiser la généralisation d'une bureaucratie distributive, qui aurait pour fonction d'enregistrer et de transmettre en haut lieu les variations de la demande. C'est, à notre avis, sacrifier à nous ne savons quelle conception de logique abstraite le sens des réalités vivantes. Il est un point où la force du pouvoir central, représentant de la Collectivité, ne peut plus s'exercer, et où l'action individuelle reprend ses droits ; l'impulsion d'en haut se heurte à celle d'en bas. En admettant même que l'État Socialiste puisse se charger de la fabrication de tous les produits et de leur répartition en gros, il nous semble impossible que, pour la distribution de la plupart d'entre eux, il puisse se mettre en contact direct avec le consommateur ; c'est aux Coopératives que reviendrait ce dernier rôle : sans doute, elles ne font pas bénéficier leurs membres de la vente au prix de revient absolu, mais leur mode de répartition est suffisamment équitable pour satisfaire ceux qui comprennent qu'on ne peut demander à un organisme économique de fonctionner avec la précision d'un mouvement d'horlogerie.

Si le caractère instinctif du mouvement coopératif explique sa vitalité et sa rapide extension, il est aussi l'une des causes de son impuissance à résoudre à lui seul la question sociale. N'étant pas dirigé par une volonté d'adaptation consciente, il ne sait se limiter, et sa force même pourrait nous causer quelque crainte si elle ne venait se heurter à une poussée contraire : celle du Trade Unionisme. Un autre danger menace le développement futur de la Coopération : nous voulons parler du recrutement de ses administrateurs. Les Coopérateurs comprennent-ils qu'à côté des diverses rentes économiques absorbées, il en est une à laquelle ils doivent bien se garder de toucher : cette prime à la capacité personnelle que les Anglais appellent " Rent of Ability ? " Sans doute, le succès commercial ou industriel n'est pas toujours la récompense des plus aptes, mais aussi celle des plus astucieux, des plus loquaces ou de ceux qui savent le mieux pressurer

leurs salariés. Pourtant, au milieu de cette gangue, on peut trouver le métal précieux : la volonté organisatrice. C'est cette dernière que toute entreprise, individuelle ou socialiste, doit chercher à attirer à soi par l'appât d'une juste rémunération. Malheureusement, il est à craindre que les Coopératives, composées en majeure partie d'ouvriers, pour qui tout travail intellectuel est suspect et qui subissent avec quelque impatience la tutelle des classes libérales, se refusent à consentir les sacrifices nécessités par l'adjonction d'administrateurs émérites. Les qualités exigées de ces derniers ne sont pas, nous l'avons vu, absolument celles que prise l'industrie privée ; elles doivent avoir avant tout un caractère social ; mais l'âge héroïque de la Coopération est clos, et les dévouements désintéressés se feront de plus en plus rares : c'est pourquoi nous sommes en droit d'éprouver quelque inquiétude.

Enfin, le défaut capital de la Coopération, c'est de n'occuper que bien imparfaitement l'activité de tous ceux que hante la question sociale et qui sont capables d'un effort systématique et réfléchi. Les Économistes et les hommes d'État de tous les partis ont, certes, prodigué aux jeunes Sociétés les encouragements et les témoignages d'admiration. Pourtant, aucun d'eux n'aurait pu se résigner à n'être que Coopérateur. Il fallait à leur esprit un champ d'action plus large : c'est ce domaine, ouvert à toutes les classes et à toutes les bonnes volontés, que nous allons maintenant explorer.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION DE LA COLLECTIVITÉ

CHAPITRE V

LE SOCIALISME D'ÉTAT ET L'ÉVOLUTION DU PARTI LIBÉRAL

I

Le Socialisme d'État part d'une conception différente de celle dont s'inspire le Collectivisme, au sens continental du mot ; le second veut créer de toutes pièces un mécanisme nouveau de la production, de la distribution et de l'échange ; il nécessite pour être intégral l'institution de rouages complexes et multiples, dont la réalité n'offre spontanément aucun exemple ; il bouleverse non pas tant nos notions courantes sur la nature de la valeur — car, à vrai dire, il n'y a sur ce point ni unanimité, ni même netteté bien réelle d'opinion — que nos perceptions coutumières des aspects quantitatifs, des fluctuations vivantes, mystérieuses, par lesquelles la valeur s'exprime. Qu'il tienne compte, pour la détermination et la rétribution des tâches, de l'élément durée, ou qu'il opère un mélange habilement gradué de ce dernier et de l'élément utilité, qu'il concentre ou décentralise le gouvernement des choses, [1] il a contre lui de n'être que la généralisation d'un principe abstrait, de ne pousser aucune racine vers la vie économique du présent, de ne recevoir d'elle aucun suc nourrissant. Quoiqu'il puisse satisfaire mathématiquement aux aspirations d'une justice idéale, il heurte toutes les forces instinctives, non seulement de croissance aveugle, mais même de développement coordonné et harmonieux. Et dans un pays comme l'Angleterre, où les progrès du Socialisme découlent d'une évolution instinctive en même temps que consciente, ou plutôt

[1] Par exemple Mr. Jaurès (*Organisation Socialiste*, Revue Socialiste, Mars 1895 et Août 1895) laisse, dans une organisation décentralisée, une certaine autonomie aux corporations professionnelles et leur accorde la propriété de leur outillage. Mr. Georges Renard, tout en conservant dans son système les bons de travail, fait néanmoins une certaine place au jeu de l'offre et de la demande. MM. Gronlund et Sulzer en généralisent au contraire l'application. Pour l'étude détaillée de ces systèmes, voir le livre déjà cité de Mr. Bourguin. (Chap. I, II III, IV et VII).

instinctive avant d'être consciente, d'une disposition plus cohérente des faits, parfois aussi d'un équilibre fortuit de groupements humains représentant des coalitions d'intérêts, les chances du Collectivisme n'apparaissent que minimes. Sans doute peut-on trouver à l'occasion un énoncé laudatif de ses principes dans l'œuvre de socialistes anglais qui, économiquement, ont subi telle influence étrangère et n'ont pu dissocier chez elle l'élément critique de l'élément abstraitement constructif. Chez les plus réalistes apparaissent, de temps à autre, certaines suggestions sur la nécessité " de donner à la Communauté la pleine possession des instruments de production, afin que celle-ci puisse en faire un usage véritablement social. " Mais de tels vœux ou plutôt de tels échos, par leur indétermination même, par leur oubli des moyens, ne reçoivent pas droit de cité en Angleterre. Ils ne dirigent en rien l'activité de ceux qui les expriment, lesquels restent soumis à la leçon des faits, réagissent sur eux seuls, réclament d'eux seuls un appui. Nous verrons par la suite que si le terme Collectivisme est parvenu à caractériser certaines tendances de la politique anglaise contemporaine, c'est par une déformation radicale du sens doctrinal qu'on lui prête encore sur le Continent.

Le Socialisme d'État, au contraire, n'est que le développement, sinon normal, du moins continu d'une fonction. Ses rudiments existent dès que les individus groupés en Société ont reconnu expressément ou tacitement la nécessité d'un pouvoir supérieur à leur volonté. Peu à peu, à mesure que l'évolution économique et morale du peuple considéré se poursuit, les attributions de ce pouvoir se multiplient en se différenciant, et finalement l'idée se fait jour qu'un domaine propre lui revient, dans lequel ses activités doivent être non négatives et abstraites, mais positives et concrètes. Ainsi la mission purement préservatrice et policière de l'État, à l'époque où les forces sociales sont encore suffisamment autonomes et morcelées pour que le seul danger à redouter, la seule rupture possible de l'équilibre interne, soit l'empiétement violent de ces forces les unes sur les autres, se transforme en une mission entreprenante dès que le développement économique de la nation a atteint un degré où la liberté des individus est menacée, non plus tant par l'excessive expansion des libertés personnelles contraires ou hostiles, que par une disposition et une répartition nouvelles des forces productives, telles que l'action des volontés humaines se trouve soumise à l'action des choses. Alors la protection des individus

n'apparaît plus possible que dans une prise directe ou indirecte de l'État sur les choses elles-mêmes, soit par une sélection et une appropriation de celles dont l'usage lui paraît indispensable au bien-être collectif, soit par une série de limitations apportées aux droits de chacun dans leur mise en œuvre. Dans le premier cas, nous sommes en présence du Socialisme d'État sous sa forme absolue, dans le second en présence d'une de ses modalités, à laquelle on pourrait donner le nom de Concessionnisme, toute fonction ne pouvant être occupée qu'après l'acceptation des charges sociales dont elle se trouve grevée. Mais, dans les deux cas, il semble qu'il y ait non apparition d'un phénomène nouveau, mais croissance de toutes les possibilités contenues dans la notion même de l'État et adaptation de celles-ci aux conditions de la vie économique contemporaine. C'est ce qu'un critique anglais du Socialisme a vu et exprimé avec clarté : " Avec les progrès de la Société, de nouveaux périls surgissent et de nouveaux moyens de protection doivent être imaginés ; le vieux droit légal doit être reconstruit pour s'adapter à la nouvelle situation, ou un droit nouveau doit être créé, peut-être inconnu jusqu'alors de la loi, sinon par analogie. Mais, même dans ce cas, la nouveauté réside non dans le principe — car tout droit est une protection pour le pauvre ou devrait être tel — mais dans la situation seule ; dans la naissance du système manufacturier qui appelait les "Factory Laws" ; dans la croissance des grandes villes qui appelait les actes d'Hygiène et d'Habitation ; dans l'extension des Compagnies par Actions qui appelait les Actes sur la Responsabilité Limitée ; dans l'expansion de l'agriculture scientifique qui exigeait la constitution d'une nouvelle sorte de propriété, celle du Fermier-Tenancier quant aux améliorations réalisées par lui et dont l'effet se fait encore sentir. " [1]

Mais, néanmoins, il est un point, nous l'avons dit, où, sans rien abandonner de la continuité de son action, l'État se trouve à une sorte de bifurcation et doit opter entre l'appropriation et l'exploitation immédiate et personnelle de certaines entreprises, et l'élaboration d'une sorte de statut visant ceux aux mains desquels il consent à en laisser la garde. D'ailleurs, cette option n'est elle-même pas laissée au hasard ; ses résultats dépendent des traditions du pouvoir central, de la nature des expériences passées, au cours desquelles il a manifesté son autorité et en a pris lui-même

[1] John Rae : *Contemporary Socialism*, Ch. XI, p. 350.

conscience, des limitations que peut apporter à cette dernière l'existence de pouvoirs locaux, individuellement inférieurs en puissance, mais qui, dans leur ensemble, sont capables de la contrebalancer, de la patience que mettent ceux sur lesquels elle s'exerce à se laisser guider, de l'habitude qu'a prise l'État de répartir ou de simplement canaliser les initiatives privées. Il est certain qu'il y a dans la reprise des instruments de production et dans la gestion des chemins de fer, des mines, des banques, etc., l'affirmation d'une volonté plus énergique, plus accoutumée à ne compter que sur elle-même, plus étatiste en un mot, que dans la détermination des conditions du travail, voire même dans le contrôle financier de telle industrie. Dans le second cas, l'État se contente de tracer les cadres dans lesquels les individus sont autorisés à se mouvoir ; dans le premier, il est au contraire tenu de créer, d'organiser la vie à l'intérieur de ces mêmes cadres ; il doit ou pouvoir imposer sa gestion, ou convaincre ceux qui sont intéressés à ses résultats de la supériorité de cette dernière sur les gestions de même espèce qui sont demeurées libres. Cette preuve étant parfois difficile à faire, on comprend que ce soit parmi les nations qui ont conservé intacte la tradition d'un gouvernement autoritaire, s'abstrayant en quelque sorte du milieu social ambiant, que le Socialisme d'État ait pu porter les fruits les plus remarquables. Pour l'Angleterre, au contraire, jusqu'aux temps rapprochés dont s'occupe notre étude, le rôle de l'État a été moins de suppléer aux activités des citoyens que de les coordonner. Chez elle, l'âme collective était faite du rayonnement total de ces activités partielles. D'instinct, dès qu'à ces dernières voulait se substituer l'action du pouvoir central, le pays faisait appel au laissez-faire comme à la meilleure sauvegarde de son avenir : " L'Angleterre a vendu la plupart des terres de la Couronne, et se sépare lentement du reste plutôt qu'elle n'y ajoute. Elle a aboli les monopoles d'État au temps des Stuarts, comme instruments d'oppression politique, et elle a abandonné plus récemment les primes d'État, comme développant l'incompétence commerciale." [1]

Mais, d'instinct aussi, par la prédominance des facultés d'imagination et de sensibilité, de même que par la conscience d'une vie organique, d'une responsabilité nationale collective, distinctes de la vie atomique, de la responsabilité individuelle qui étaient les fonde-

[1] John Rae, *Op. cit.*, p. 345.

ments de sa prospérité matérielle et la base de sa morale, elle était entraînée vers l'interventionnisme social. Et les deux tendances n'étaient pas contradictoires, mais se manifestaient, au contraire, parallèlement. L'époque où prospère dans les idées l'interventionnisme tory est aussi celle où prospère dans les faits l'individualisme radical. Sans doute, le Torysme et le Radicalisme réalisent leur unité en donnant à l'une de ces tendances la prépondérance sur l'autre ; mais nous aurions tort d'oublier que toutes deux étaient vivaces dans chaque école. Nous devons aux recherches patientes de Mr John Rae, il vaut la peine de le signaler, la suggestion que les fondateurs et les représentants les plus autorisés de l'ancien Radicalisme Économique n'avaient contre l'interventionnisme nulle hostilité préconçue, mais que leurs opinions ne tranchaient sur celles de leurs adversaires que dans la mesure de son champ d'application et qu'enfin l'on ne découvre, en parcourant l'œuvre d'Adam Smith, de Ricardo et de Mc Culloch, nulle trace d'un prétendu appel en faveur du " nihilisme administratif. "

Dans sa crainte de voir identifier les premières manifestations de l'interventionnisme avec autant de victoires précoces du Socialisme d'État, et pour désabuser ceux qui, comme M. Léon Say, M. de Laveleye ou Mr Goschen, s'imaginent " que le sol et le climat anglais ont changé " [1] et que l'Angleterre " a rompu ses anciennes amarres " [2], Mr John Rae est incité à démontrer que, de même que l'on exagère dans le présent la faveur de la nation pour l'autorité, de même l'on ignore les concessions qu'elle lui a faites dans le passé. " Les économistes et les hommes d'État anglais, quelque profonde que fût leur croyance dans la liberté individuelle, ont toujours réservé au gouvernement une sphère concurrente d'activités économiques et sociales — ce que l'on pourrait même désigner comme une mission économique et sociale spécifique ? " [3]

Voici tout d'abord Adam Smith, qui a enseigné au pays " le système simple et évident de la liberté naturelle. " Mais entre liberté naturelle et laissez-faire aucune confusion n'est possible. Sans doute, le père de l'Individualisme affirme, dans la *Richesse des Nations*, que le contrôle de l'industrie privée et la répartition des tâches forment une œuvre pour laquelle les capacités ordinaires du

[1] John Rae, *op. cit.*, p. 346.

[2] *Ibid.*, p. 351.

[3] *Ibid.*, p. 351.

souverain se trouvent insuffisantes,[1] mais il ne faut point conclure que ce dernier se trouve par là déchargé de toute responsabilité, même industrielle ; il doit d'abord protéger la Société contre les attaques des autres sociétés indépendantes ; il doit ensuite protéger chacun de ses membres contre l'injustice et l'oppression des autres membres ; il doit enfin créer et entretenir certaines institutions publiques, dont les individus isolés ou réunis en groupes se désintéresseraient parce qu'elles ne seraient pour eux qu'une source trop mince de profits, alors qu'au contraire le profit social peut être considérable.[2] L'énoncé dont Smith fait suivre l'exposé de ce dernier principe comprend, et des avantages purement matériels, et des avantages moraux et intellectuels. L'État doit se charger de la construction des routes, des ports, des canaux, organiser la poste, battre monnaie ; il doit également veiller à l'éducation physique et mentale de la nation, instituer un service militaire bien compris, ouvrir des écoles, cela non tant pour mettre la Société dans la possibilité de se défendre contre les attaques du dehors que pour chasser la peur et l'ignorance, pour empêcher la mutilation d'une fraction du peuple. En se ralliant à de telles mesures, Adam Smith reste, selon Mr John Rae, fidèle au fond de sa doctrine, à savoir " que les hommes ont un droit originel — aussi originel que le droit à la sécurité de leur vie et de leur propriété — à toutes les conditions

[1] " Every man, as long as he does not violate the laws of justice, is left perfectly free to pursue his own interest his own way, and to bring both his industry and capital into competition with those of any other man or order of men. The Sovereign is completely discharged from a duty, in the attempting to perform which he must always be exposed to innumerable delusions, and for the proper performance of which no human wisdom or knowledge could ever be sufficient : the duty of superintending the industry of private people and of directing it towards the employments most suitable to the interests of the society." *Wealth of Nations*, Book IV, Chap. IX.

[2] " According to the system of natural liberty, the Sovereign has only three duties to attend to—three duties of great importance, indeed, but plain and intelligible to common understandings : first, the duty of protecting the society from the violence or invasion of other independent societies ; second, the duty of protecting, as far as possible, every member of the society from the injustice or oppression of every other member of it, or the duty of establishing an exact administration of justice ; and thirdly, the duty of erecting and maintaining certain works and certain public institutions which it can never be for the interest of any individual or small number of individuals to erect or maintain ; because the profit could never repay the expense to any individual or small number of individuals, though it may frequently do much more than repay it to a great society." *Ibid.*, Book IV, Chap. IX.

essentielles pour que leur humanité ne soit ni déformée, ni mutilée aux sécurités indispensables pour la juste réalisation de notre destinée commune en tant qu'êtres humains. "[1] Il est toujours prêt à sacrifier la liberté individuelle et la liberté des contrats lorsque cela est requis par la grande fin morale que doit poursuivre tout gouvernement. Par exemple, il condamne le " truck system " et l'usure, affirmant que de telles pratiques sont la négation des relations équitables qui doivent exister d'homme à homme, et qu'il est nécessaire d'empêcher l'exploitation par des trafiquants sans scrupules de clients nécessiteux. Donc, aucun trait commun entre la liberté d'Adam Smith et le " fantôme " de liberté d'Herbert Spencer. La liberté que Smith désire est une liberté substantielle, elle revêt un corps [2].L'État doit fournir à tous les individus un certain nombre de sûretés matérielles, nécessaires pour le complet exercice de leurs droits moraux.

Si nous passons aux successeurs de Smith, nous pouvons constater que Ricardo, bien qu'il n'ait qu'accidentellement traité des fonctions de l'État, défendit néanmoins avec vigueur certaines interventions, notamment celles qui consistent " à monnayer les métaux précieux, à poinçonner l'argenterie, à vérifier la composition des produits pharmaceutiques, à faire subir des examens aux candidats médecins", et alla même jusqu'à préconiser l'institution d'une Banque d'État, ayant certains privilèges en matière d'émission, et d'un système d'annuités gouvernementales pour l'établissement des travailleurs. Mais c'est surtout sur l'œuvre de John Ramsay Mc Culloch, dont la tradition a fait le plus rigide, le plus endurci des défenseurs de l'Economie Politique orthodoxe, que Mr. Rae s'appuie pour démontrer que l'Individualisme classique a offert une politique sociale aussi large que celle de Mr Sedgwick, par exemple, ou du John Stuart Mill de la seconde manière. Les " Principes " de Mc Culloch contiennent, depuis l'édition de 1830 jusqu'à la dernière, publiée par l'auteur en 1849, un chapitre spécial sur les limites de l'intervention gouvernementale. Il y est reconnu que la détermination des devoirs de l'Etat est infiniment plus complexe qu'on ne le croit communément. La liberté n'est pas, comme certains le pensent, le but du gouvernement ; ce but, c'est l'avancement de la prospérité et du bonheur publics : la liberté n'a de valeur qu'autant qu'elle y

[1] John Rae, *op. cit.*, p. 356.

[2] *Ibid.*, p. 359.

contribue.[1] Donc non seulement l'Etat doit veiller à ce qu'aucun individu ne s'engage dans une entreprise ou une profession qui soit dangereuse pour autrui,mais il doit aussi définir la nature des contrats qu'il est prêt à sanctionner, limiter de mainte façon la liberté de l'industrie, du commerce, de la propriété, ainsi que la liberté de tester. Il aura ses exploitations propres,contrôlera la gestion des Compagnies de Chemins de Fer dans l'intérêt public et, surtout, aura conscience que, s'il lui est possible de délimiter le champ de son action à un moment donné, il ne saurait songer à le faire pour l'avenir, car qui oserait affirmer que le développement de la Société ne fera pas surgir des problèmes auxquels nous ne pouvons songer encore, exigeant du gouvernement une action d'un caractère entièrement nouveau ? Mc Culloch ne s'illusionne pas sur l'excellence du système industriel ; il est sensible aux dangers qui peuvent résulter de ses excès. Il se demande avec inquiétude s'il n'a pas été déraisonnable de lui laisser prendre l'ascendant qu'il a pris en Angleterre, et si des mesures n'auraient pas dû être appliquées au début pour entraver et pour modérer sa croissance.[2] Et, dans son trouble, il conclut qu'à cette question décisive, seuls les économistes de la génération prochaine pourront répondre. Tout comme Ruskin devait le faire plus tard, il déplore la rupture du lien social entre employeurs et employés,[3] l'instabilité et l'éternelle dépendance qui, désormais, caractériseront le sort des seconds.[4] Du remède il n'a qu'une idée atténuée ; mais s'il ne peut se résigner à voir réglementer le travail des adultes, du moins appuie-t-il la politique de Lord Shaftesbury jusqu'à l'Acte des dix heures de 1847 et insiste-t-il sur la limitation de la journée des femmes et des enfants.[5] Il veut rendre effective

[1] " Freedom is not, as some appear to think, the end of government ; the advancement of the public prosperity and happiness is its end, and freedom is valuable in so far only as it contributes to bring it about." *Principles of Economics*, p. 262.

[2] " May it not in the end be found that it was unwise to allow the manufacturing system to gain so great an ascendancy as it has done in this country, and that measures should have been early adopted to check and moderate its growth." *Ibid.*, p. 191.

[3] " But we doubt whether any country, how wealthy soever, should be looked upon as in a healthy, sound state, where the leading interest consists of a small number of great capitalists, and of vast numbers of workpeople in their employment, but unconnected with them by any ties of gratitude, sympathy, or affection, etc." *Ibid.*, p. 193.

[4] *Ibid.*, p. 192.

[5] " The former are naturally, and the latter have been rendered, through custom and the institutions of society, unable to protect themselves." *Ibid.*, p. 426.

et rigoureuse l'inspection des logis insalubres, parle quelque part, à propos des habitations souterraines de Liverpool et de Manchester, " de l'inattention coupable des autorités ", et prend soin de marquer qu'on ne doit pas tenir compte du fait que le locataire a choisi la demeure malsaine parce qu'il la trouvait avantageuse. Enfin, en demandant que l'État prenne des dispositions pour l'emploi des pauvres valides, il semble reconnaître implicitement, selon Mr John Rae, le droit au travail, " lequel résonne comme un bruit de terreurs révolutionnaires à nos oreilles anglaises. " [1]

Mr John Rae a voulu ainsi démontrer que le Manchestérisme n'est point la doctrine à laquelle s'attache " l'anathème populaire " et qu'il ne s'identifie pas avec le " Manchesterismus " des écoles allemandes. Il a cru prouver que l'esprit qui inspire économiquement l'Angleterre d'aujourd'hui n'est ni plus nouveau, ni plus inquiétant que celui qui animait, non seulement le Torysme social, mais le Libéralisme Radical. Et, jusqu'à un certain point, on peut dire que nous sommes redevables à Mr John Rae d'une découverte. Seulement, et cela apparaît contraire au but qu'il poursuit, c'est dans la tentative qu'il fait pour relier deux formes du passé entre lesquelles existait pour nous une cloison étanche, et non dans son essai de rapprocher le passé du présent et de porter la modération du premier garante de la modération du second, que réside tout le mérite de son effort. Mr Rae n'éclaire pas une situation neuve, mais il renverse une tradition. Il ne peut nous convaincre, et pour cause, que les manifestations contemporaines en lesquelles nous voyons autant de victoires du Socialisme d'État ne sont que des ramifications de l'idée interventionniste, mais il nous convainc à demi qu'une politique bientôt séculaire, que nous ne considérions que comme une revanche des instincts sur le mécanisme des faits, a pu trouver un appui parmi les théoriciens qui, dans l'édification de leur système, donnaient le premier rôle à la raison. Il a marqué chez tous ces hommes, dont nous nous plaisons à résumer la pensée en quelques formules algébriques, ou plutôt en une formule, celle de Ricardo, la part des tempéraments. Il y a pour lui la légende du Manchestérisme, avec son hostilité violente et théâtrale contre l'État, et, à côté, les Manchestériens, hommes aux opinions infiniment nuancées, qui ne s'étaient ligués que par haine du protectionnisme, mais qui, malgré leur croyance " que l'État n'avait pas de mission

[1] John Rae, *op. cit.*, p. 368.

civilisatrice envers les peuples des autres pays", étaient loin d'admettre "qu'il n'en eût pas envers le sien." [1] Cobden, par exemple, le plus intransigeant apôtre du Libre-Échangisme, était, avec tant d'autres, partisan des Factory Laws, et, dans l'un de ses discours, il enseignait que les indigents ont les premiers droits sur les produits de la terre et que ces droits sont imprescriptibles. Notre erreur en ce qui concerne le Libéralime est une erreur d'optique. En l'identifiant avec la doctrine du laissez-faire, nous lui faisons subir une réfraction ; la cause de cette dernière réside dans le fait que, lorsque nous l'étudions à l'époque de son plein épanouissement, c'est non sur lui-même, mais sur la classe aux intérêts brutaux et impérieux qui cherchait à l'accaparer, que notre attention se porte tout d'abord. Nous voyons le Libéralisme à travers l'Industrialisme, et nous lui prêtons la jalousie d'indépendance, la robustesse d'appétits qui sont en ce dernier. Et comme l'Industrialisme a eu l'habileté de trouver dans certains aspects de la théorie libérale une justification de ses activités, nous concluons à tort que le Libéralisme économique a été créé pour justifier l'Industrialisme. [2] Mais ayons la loyauté de reconnaître que le premier ne se prête pas à une telle interversion des rôles. Il a pour cela une raison importante, que Mr John Rae n'exprime pas, mais qui peut-être nous donne la clé de son attitude vis-à-vis de l'interventionnisme. Il croit à l'excellence des lois naturelles ; le jeu de ces dernières ne peut qu'assurer l'équilibre et l'harmonie des forces sociales ; or, les enquêtes qui se multiplient à cette époque sur la situation des travailleurs d'une certaine catégorie montrent jusqu'à l'évidence qu'à la place de ces vertus règnent la misère et le chaos. Comment le Libéralisme ne serait-il pas amené à conclure que la liberté des contrats et l'apathie du pouvoir ne sont pas à tous les degrés inspirateurs de l'ordre, et que si l'interventionnisme étatiste peut, dans certains cas, rétablir équilibre et harmonie, c'est en lui, et non dans le régime de la concurrence, que s'exprime le vœu de la Nature ?

La vérité est aussi que Mr John Rae, en refusant aux Tories le monopole de l'Interventionnisme, jette simplement, sans le vouloir,

[1] John Rae, *op. cit.*, p. 372.

[2] "And as for that theory itself, the theory of *laissez-faire*, it has never been in England really anything more than it is now, the plea of alarmed vested interests stealing an unwarranted, and I believe an unwelcome shelter under the aegis of economic science." *Op. cit.*, p. 373.

un pont très étroit entre le petit groupe Radical de la première moitié du XIX[e] siècle et le vaste agrégat d'intérêts hétérogènes qu'est le parti Néo-Libéral dont la vie se développe sous nos yeux ; tout au plus ferait-il admettre, qu'en dehors de toute conception bien nette, le Libéralisme d'aujourd'hui peut poursuivre, sans renier complètement ses origines, une politique sociale active : celui-ci retrouverait dans son passé un riche filon insoupçonné qu'il n'aurait plus qu'à exploiter. J'avoue, il est vrai, que si tel est le point de vue de Mr John Rae, tel n'est pas celui des hommes que leurs fonctions pourraient faire présider à cette exploitation. Alors que j'interrogeais Mr Lloyd George sur ce qu'il croyait être l'hérédité de son parti, il eut, d'une part, vite fait de déterminer les points de contact qui subsistaient entre le Néo-Libéralisme de 1910 et l'ancien Radicalisme : libre-échange, égalitarisme religieux, limitation des dépenses militaires, extension de la franchise électorale, et restriction des pouvoirs de la Chambre des Lords ; mais quand nous en vînmes aux divergences, ou plutôt à la divergence essentielle, le Chancelier formula cette opinion avec effort : "*C'est qu'ILS reculaient devant l'intervention et que NOUS ne reculons pas.*" Et je doute fort que Mr Rae, malgré son choix judicieux de citations tirées d'Adam Smith, de Ricardo et de Mc Culloch, fût parvenu à convaincre Mr Lloyd George du contraire. Ce dernier aurait senti — je ne dis pas qu'il l'eût exprimé — que son parti et lui-même n'étaient pas portés par le même courant que celui sur lequel se laissaient entraîner les Radicaux Philosophiques de 1830. Sans doute, comme ceux-ci, et contrairement au vieil idéal tory, les Libéraux contemporains attendent le progrès social de l'affirmation de plus en plus claire de la volonté démocratique. Mais entre les deux époques, un changement complet s'est produit. Selon l'expression de Sidney Webb, les hommes de la première "pensaient en tant qu'individus", ceux de la seconde "pensent en tant que communauté." [1] L'affirmation du Socialisme d'État devient l'affirmation de l'idée collective, et la crise du parti Libéral provient de la difficulté ou de la répugnance de certains de ses éléments à se rendre maîtres de cette idée.

Le parti Libéral veut — et en cela il est fidèle à sa tradition — être le parti de l'Angleterre démocratique ; mais cette Angleterre n'est-elle pas aujourd'hui un assemblage de forces coordonnées ?

[1] Sidney Webb, *Twentieth Century Politics.* (Fabian Tract No 108), p. 4.

Partout l'unité cède devant le groupe. Le travailleur se subordonne à l'Union, et l'ouvrier " sweated ", à qui l'organisation est encore interdite, sent bien que son sort dépend, non de lui-même, non de celui qui l'emploie, mais de l'existence d'un autre ouvrier inconnu qui, parce qu'il attend d'être payé avec une impatience plus grande encore que la sienne, aura fait baisser son salaire de la veille. Dans d'autres sphères, dont le Libéralisme politique, à cause de sa composition actuelle, ne peut ni ne doit se désintéresser, fleurissent les ententes et les coalitions ; de ces sphères surgit depuis quelques années un appel monotone et inlassable qui lassera peut-être bientôt les résistances purement théoriques, qui demande à l'État, à l'Empire de venir au secours des siens, de protéger les uns dans leur misère, de défendre les autres dans leur prospérité. Ce ne sont plus les instincts qui luttent comme autrefois contre la rigueur des faits, ni les faits qui s'insurgent contre la tutelle des instincts ; c'est le faisceau des instincts et des faits, c'est le désir de survivance, c'est la vie anglaise tout entière qui, subissant l'invincible attirance du pôle efficacité, demande, exige les solutions collectives, celles qui tiennent compte au premier chef des *rapports* sociaux. " L'historien de l'avenir, écrivent les Webb, reconnaîtra dans le dernier quart du dix-neuvième siècle la naissance d'une Angleterre nouvelle. L'Angleterre d'Elisabeth se transforma parce que le peuple anglais prit conscience de nouvelles relations. Il se trouva relié presque soudainement avec le passé par l'antiquité classique, et avec l'avenir par l'Amérique. L'Angleterre de la présente génération se transforme parce qu'un nouveau monde de rapports sociaux, dont ils n'avaient pas eu précédemment conscience, a été révélé aux Anglais. " [1]

Et c'est, parmi la multiplicité des tendances, la perception et la reconnaissance de cette vie collective qui constituent, en quelque sorte, la ligne de partage des eaux entre la législation socialisante du Libéralisme contemporain et l'ancienne conception Tory, d'une part, l'ancien esprit Radical, de l'autre. Sans doute, le Torysme se ralliait à une conception organique, proclamait la solidarité des intérêts nationaux. Mais pour lui cette solidarité n'était point objective. Elle ne provenait pas d'un agencement spontané, d'une liaison des formes de la vie sociale. En elle s'exprimait plutôt une force coordinatrice, dominant les faits, pesant sur leurs causes, responsable

[1] Webb, *op. cit.* p. 3.

de leurs conséquences. C'était la volonté du Pouvoir " unissant en lui la force morale et la force physique " [1] et sous-entendant le droit pour celui-ci de pénétrer partout où les activités individuelles avaient détruit, par leur violence, les relations personnelles qui doivent exister d'homme à homme. Le Socialisme d'État apparaissait donc au parti tory comme la tutelle devant être exercée sur les unités et les groupes ; il tirait son autorité, et de la consécration mystique qui était attachée à l'exercice du pouvoir lui-même, et du sentiment que, planant pour ainsi dire au-dessus des intérêts en présence, il était le meilleur juge de leur légitimité ; il s'affirmait ainsi dans une intervention plus correctrice qu'organisatrice. Il réadaptait les faits plutôt qu'il ne dégageait les possibilités qui sommeillaient en eux ; et comme toute intervention protectrice présuppose chez le protecteur la conscience de sa supériorité sur le protégé — car sinon comment aurait-il le droit d'agir ? — le Torysme social groupait nécessairement des esprits pénétrés de notions hiérarchiques ; il synthétisait l'aristocratie traditionnelle et politique de ceux qui jusqu'à présent avaient détenu l'autorité, et aussi l'aristocratie de sentiment " des âmes tendres, des consciences pieuses, des imaginations blessées par l'âpre réalité du siècle " [2] qui se persuadaient tout bas de l'infinie valeur de leur constitution morale et psychologique par rapport à celle des apôtres de la raison.

Pour le Radicalisme, d'autre part, même si l'on attribue aux textes dont se sert Mr. John Rae une place importante dans l'ensemble de ses doctrines, même si l'on admet que son hostilité contre l'action de l'État ne fut pas aussi profonde qu'il est d'usage de l'affirmer, même si les instincts prirent chez lui une revanche modeste, la démarcation semble encore plus nette. Lorsqu'il détermine la part de l'État, il procède par la méthode des résidus. Il accorde à l'individu toutes les activités vers lesquelles celui-ci se sent appelé, toutes celles dont il peut tirer un bénéfice ; les autres, celles qui ne présentent pas ce caractère, et dont la Collectivité ne peut néanmoins se passer, reviennent à l'État. Et si parfois ce dernier intervient dans les contrats, se reconnaît un domaine propre, ouvre des écoles, organise l'Assistance, c'est que dans ce cas les êtres qu'il protège ne sont pas encore ou ne sont plus des individus, ne sont de l'individu que le rudiment ou le déchet. L'État n'est plus, comme avec l'interventionnisme tory, l'œil vigilant dont le

[1] Cazamian, *Angleterre Moderne*, p. 124.

[2] *Ibid.*, p. 125.

regard descend jusqu'au fond des consciences ; il n'est plus que le préparateur à la vie normale, laquelle dans son égoïste intensité n'a pas même le temps de se renouveler ; il recueille aussi ceux qu'elle a meurtris et qui, dorénavant inutiles, ne pourraient que fausser le jeu de son délicat et silencieux mécanisme. Mais entre cette ombre d'intervention et le Socialisme d'État, tel que la législation anglaise nous en a récemment fourni des exemples, il existe une incompatibilité fondamentale. Et l'erreur de beaucoup de ceux qui s'intéressent à l'Angleterre d'aujourd'hui, comme d'ailleurs celle de Mr. John Rae, provient de ce qu'ils considèrent uniquement l'interventionnisme comme une notion primaire, élastique, spontanément issue du tempérament anglais ; dès lors, ne trouvant chez la plupart des instigateurs contemporains d'une politique efficace et hardie aucune hardiesse parallèle de pensée, ils restent convaincus que nous n'assistons qu'au développement normal des idées qu'ils percevaient en germe, il y a trois quarts de siècle, chez des hommes dont l'intellectualité était aux antipodes du Socialisme. Erreur d'autant plus excusable qu'elle est entretenue avec complaisance par toute une fraction du parti Libéral qui, si elle était obligée de traduire en pensée les mesures auxquelles elle souscrit en action, provoquerait sans délai la désagrégation des forces gouvernementales ; erreur qui est le fruit de l'ingéniosité avec laquelle l'âme anglaise sait s'adapter aux conditions les plus changeantes, sans chercher à savoir si elle a changé elle-même, mais erreur cependant. Sans doute, en ramassant tout le problème autour du terme intervention, on peut extérieurement noter, de 1830 à 1910, un progrès *quantitatif* dans la marche de la législation interventionniste. Sauf dans les milieux ouvertement ralliés au Socialisme, il est impossible de percevoir durant cette période aucune saute brusque de conception ; mais pourtant, si nous nous plaçons aux deux extrêmes, n'avouerons-nous pas qu'il est un point où la différence quantitative est telle, qu'on ne reconnaît plus les formes précédentes, et qu'elle devient vraiment qualitative. Mettons face à face le programme de Smith, de Mc Culloch et de Bright, et celui que Mr Lloyd George a partiellement réalisé ; les dissemblances nous frapperont plus vivement que les analogies. Certes, Mr Lloyd George et son parti ne répudieront pas Mc Culloch et Bright ; certes, comme le Chancelier l'a fait devant moi, ils pourront faire remonter jusqu'à Gladstone leur hérédité politique ; néanmoins, nous sentons que, subtil et narquois, invisible pour la plupart mais faisant sentir son action sur tous, un esprit s'est peu à

peu dégagé de la vie ambiante, de cette vie collective dont chaque jour s'affirme la priorité sur la vie individuelle. Cet esprit a touché le Libéralisme, comme il touchera dorénavant les partis rivaux que tentera le pouvoir. D'une part, les Factory Acts de 1800-1850, l'État monnayeur, constructeur de routes et de canaux; de l'autre, le Budget de 1909, avec sa reconnaissance du principe de l' "Unearned Increment", le Bill d'Assurances de 1911 sur le Chômage et la Maladie, avec l'obligation des versements. Tous sont une victoire, petite ou grande, de l'étatisme; mais tous ne sont pas de même race.

II

Tout d'abord l'organe. Le Socialisme d'État peut être, nous l'avons dit, la manifestation d'une volonté souveraine. Il peut être aussi la réflexion sur les masses d'une lumière partie d'elles-mêmes, mais purifiée, rendue convergente par un corps qui tient son pouvoir de la décision ou tout au moins de l'acceptation collective, et qui est chargé de percevoir son intensité et sa direction. Il est indéniable que ce second point de vue a été le point de vue anglais pendant les années qu'embrasse notre étude, et surtout pendant celles qui ont suivi le retour au pouvoir du parti Libéral en 1906.

Il n'existe à l'heure présente dans les partis politiques aucune hostilité ni même aucune prévention théorique contre l'interventionnisme. Par contre, ni chez les Libéraux, ni chez les Unionistes, ni dans le parti du Travail, une conception voisine de celle du Torysme ne trouve place. Il n'y a plus de Despotisme Éclairé. Chacun prétend traduire à sa manière les tendances qu'il juge essentielles dans l'état présent de la vie et du caractère nationaux. L'un insiste sur les tendances collectives, l'autre sur les tendances individuelles. L'un voit, par exemple, un remède à la crise agraire dans le rachat de la grande propriété foncière par les organisations locales, l'autre dans son morcellement au profit des petits fermiers. L'un soutient que la liberté des échanges, l'autre que l'érection d'une barrière douanière est la plus sûre sauvegarde de la prospérité ouvrière. Mais chaque parti se garde de représenter sa politique comme la suite d'un système de pensée, conçu par une élite, et dont il veut vérifier dans les faits la justesse. Il compromettrait ses chances de succès en adoptant l'attitude intransigeante qui était permise vers le milieu du XIXme siècle au petit noyau radical, tout

comme au groupe d'esprits généreux auquel appartenait Disraeli. Et même quand le parti possède dans son sein quelques chefs véritables, la prudence veut que, conduisant le pays, il ait l'air de se laisser conduire par lui, d'être non créateur mais interprète. Quand enfin la législation qu'il préconise semble servir trop ouvertement les intérêts d'une classe, il s'empresse d'insister sur le caractère social de ses motifs.

C'est là le trait essentiel de la profonde modification qu'a subie la politique anglaise à partir de la fin du XIX[e] siècle. Il n'y a plus, comme à l'époque précédente ou au XVIII[e] siècle, de domination franche, déclarée, parfois même cynique, d'une caste industrielle ou rurale. Il n'y a plus en apparence au Parlement anglais que des porte-parole de la démocratie. De ce fait celle-ci peut tirer la certitude que rien d'actif ne se tramera contre elle ; mais, par contre, cette bonne volonté générale qui s'affirme sous des formes si diverses, si opposées, peut engendrer à la longue un trouble étrange en elle ; devant la chaleur et la conviction avec lesquelles sont exposés ses désirs les plus contradictoires, elle peut se demander dans quel sens se produit son évolution, ou même si elle évolue vraiment. Ainsi que l'écrivait avec ironie Mr Hilaire Belloc au lendemain des dernières élections : " De tous les côtés nous avons entendu proclamer que la volonté du peuple doit prévaloir, avec de légères variantes quant à la direction dans laquelle la volonté du peuple peut se trouver. [1] " Parallèlement, la seule manœuvre à laquelle les partis puissent recourir sans danger, lorsqu'il est de leur intérêt de faire échouer une mesure, c'est de la dépeindre, au dedans comme au dehors du Parlement, comme faisant échec à la volonté populaire.

Or, cette volonté populaire s'exprime-t-elle réellement au Parlement anglais ? Et, en admettant qu'elle ait soumis celui-ci, vient-elle indirectement influencer les décisions du Gouvernement ? On sait que, dès 1861, en pleine période de ce que l'on est convenu d'appeler " le nihilisme administratif ", la question avait inquiété John Stuart Mill ; avec lucidité, il l'avait, dans une analyse qui nous paraît froide aujourd'hui, envisagée sous toutes ses faces : Seconde Chambre, durée des sessions, Représentation Personnelle, extension du suffrage, tous ces problèmes sur lesquels l'accord n'est pas encore fait avaient tour à tour retenu son attention, et les solutions

[1] Belloc et Chesterton : *The Party System*, pref., p. 5.

auxquelles il se ralliait étaient parmi celles que certains qualifieraient d'avancées. Mais sa position était toujours théorique ; il soumettait à une critique rationnelle cette chose qui est la moins rationnelle de toutes et qui doit être telle pour être viable : une Constitution. Notre point de vue s'est déplacé, et un examen critique de la valeur intrinsèque des rouages parlementaires se trouvera désormais reporté au second plan. Ce qui nous importe c'est la nature de l'impulsion qu'ils reçoivent, puis la docilité qu'ils montrent dans sa transmission. Et si c'est autour d'un conflit constitutionnel que semblent avoir convergé récemment toutes les activités politiques de l'Angleterre, ce n'est pas dans le désir de l'un des grands partis de voir consacrer ses principes traditionnels qu'il faut chercher la cause de ce fait, mais dans la résistance volontaire de l'un des organes sollicités de collaborer à une législation socialisante. Et c'est parce que le progrès du Socialisme d'État concorde avec la marche même de l'évolution économique que la réforme parlementaire n'a pas été poussée au-delà des mesures qui permettent au nouvel interventionnisme de s'étendre sans être infailliblement entravé dans son développement, que l'on n'a pas été tenté de refondre du même coup tout le système parlementaire et gouvernemental et de mettre celui-ci en correspondance parfaite avec la faculté de contrôle que la démocratie anglaise possède en droit depuis la loi électorale de 1884. Ainsi, quoique pouvant être revendiqué par les Libéraux à tendances radicales qui l'ont énergiquement soutenu, le Veto Bill de 1911 n'est point inspiré par un renouveau soudain de l'ancien esprit radical et égalitaire. Il n'a été introduit que pour permettre la réalisation d'un programme au caractère socialiste, depuis longtemps formulé, mais arrivé seulement alors à maturité. Si l'esprit des Radicaux philosophiques s'était transmis intact au parti Libéral, tout porte à croire que ce dernier, en même temps qu'il limitait le pouvoir des Lords, aurait réagi contre l'autorité du gouvernement de Cabinet, contre la discipline des groupes, contre la forme donnée aux débats parlementaires, contre l'existence du "caucus" et contre l'organisation présente des élections. Mais à cet esprit de logique a succédé un esprit de réalisme et de réalisation ; et la critique s'arrête, l'illusion du contrôle populaire peut suffire, dès que l'œuvre jugée désirable ne connaît plus d'entraves.

C'est sous ce jour que doit être envisagé le récent conflit parlementaire. Le Veto Bill supprime le dernier obstacle qui interdisait à une législation hardiment collectiviste de s'affirmer, mais il ne résout

pas intégralement le problème de la représentation. Il n'a pas cherché à le résoudre. C'est sur la nature de la fonction, non sur la qualité de l'organe que le combat s'est livré. Le parti Libéral n'avait point pour mission d'affirmer la suprématie théorique d'une Assemblée sur l'autre, d'opposer la volonté nationale à celle d'une caste. Certes, il avait procédé jadis de la sorte, et, ce faisant, obéissait à une conviction intime. Si nous feuilletons le recueil des lettres publiques de John Bright, nous découvrons par exemple dans une épître du 18 juillet 1884, adressée à un certain Mr John P. Hartley à la suite du rejet par les Lords du Bill qui étendait aux Comtés le bénéfice de la franchise, le passage suivant : " Il ne s'agit pas seulement du Franchise Bill — ce bill ne sera pas anéanti ni bien longtemps différé. Une autre question plus haute se trouve soulevée. La Chambre des Lords se soumettra-t-elle à la volonté du ministère qui représente la Couronne, et à celle de la Chambre des Communes qui représente la nation ? Sera-t-il fait échec à la politique d'un grand pays libre par des hommes qui siègent dans leur Chambre héréditaire, qui ne tirent d'aucun vote le droit d'y siéger et par lesquels la voix des millions d'habitants du Royaume Uni ne se fait pas entendre ? Leur veto est une insulte constante à la Chambre des Communes, et, si la liberté de notre peuple n'est pas un semblant et une feinte, une limite doit être imposée à un pouvoir qui se manifeste principalement par son hostilité aux vrais intérêts de la nation. Un Parlement qui est dominé par des pairs héréditaires n'est pas meilleur, peut-être est-il pire qu'un Parlement influencé par un monarque despotique ou placé sous l'autorité de ce dernier." [1] Mais quoique certains Libéraux actuels et Mr Lloyd George lui-même aient prétendu au cours de la dernière campagne avoir simplement suivi les traditions du parti en cherchant à réduire le rôle de la Chambre des Lords, le conflit n'était plus comme en 1884 un conflit de droits, mais d'intérêts. Il n'y avait pas à choisir entre deux souverainetés : celle du peuple, l'impulsion d'en bas, celle des nobles, la mission d'en haut, mais entre deux politiques elles-mêmes irréconciliables. Il fallait que, des intérêts particuliers ou des intérêts collectifs, les uns ou les autres l'emportassent, et c'est parce que, des deux, les seconds paraissaient les plus essentiels, les plus caractéristiques de l'évolution contemporaine, que la solution du conflit leur fut favorable. L'idée démocratique et égalitaire ne faisait qu'étayer la nouvelle

[1] *The Public Letters of John Bright*, p. 303.

conception, et c'est, on ne peut le nier, à l'occasion d'une mesure où les premiers symptômes collectivistes devenaient apparents, où la notion de la valeur socialement créée était pour la première fois admise, le Budget de 1909, que l'incompatibilité de tendances des Communes et des Lords éclata. Les Libéraux, dont le langage se colorait maintenant de vocables socialistes, partaient en guerre non contre l'oppression, mais contre les privilèges des brasseurs et des propriétaires fonciers. Et la Chambre des Lords, malgré ses appels à la liberté, malgré son habile dénonciation de la tyrannie du gouvernement de Cabinet, de l'intervention sans réplique de celui-ci dans les débats législatifs, de sa suppression constante de l'usage individuel de la parole aux Communes,[1] succomba, non parce qu'elle était la Chambre des Lords, non parce qu'elle était une simple survivance d'un passé aboli, une anomalie dans le mécanisme de la Constitution, non parce que, tolérée par les masses pendant le cours du XIXe siècle, elle leur était soudain devenue intolérable à l'aube du XXe, mais parce que des courants invincibles s'étaient constitués sous l'action des idées et des faits, et qu'à ceux-ci l'aristocratie anglaise ne pouvait se soumettre sans renier ses origines, sans mettre en péril son existence. Tant que la politique intérieure n'avait placé que des intérêts privés en face d'autres intérêts privés, on avait pu soutenir que la Chambre Héréditaire, plus stable, moins sensible que l'autre aux variations de l'opinion, défendait, aux heures de trouble et d'hésitation de la conscience anglaise, le permanent contre l'accidentel, l'harmonie du développement national contre les entreprises des groupes ou des partis. Mais une telle illusion ne pouvait être à présent conservée. Ainsi que l'écrit avec vivacité un des premiers historiens du Néo-Libéralisme : " La Chambre des Lords se montre maintenant sous son véritable aspect. Sous le prétexte ténu et tout à fait ridicule de lire dans la pensée nationale, elle a substitué l'intérêt économique et social de sa propre classe au bien-être général, qu'elle fait profession de servir. Toutes les mesures qui lui ont été renvoyées par les Com-

[1] " The English system seems to be approximating more and more to a condition where the cabinet initiates everything, frames its own policy, submits that policy to a searching criticism in the House, and adopts such suggestions as it deems best ; but where the House, after all this has been done, must accept the acts and proposals of the government as they stand, or pass a vote of censure, and take the chances of a change of ministry or a dissolution." Lowell : *The Government of England*, Vol. I, Chap. XVIII, p. 327.

munes et qui affectaient directement la propriété ou le contrôle de la propriété, spécialement en ce qui concerne la terre, les habitations, les " licences ", c'est-à-dire les formes de propriété qui sont le plus puissamment réprésentées dans cette assemblée, ont été détruites ou mutilées par elle ; et, encouragée par le succès, elle a même osé, dans la défense de ce qu'elle possède, envahir cette région de la législation financière qu'un long usage constitutionnel avait réservée au contrôle unique de la Chambre des Communes. "[1]

Si le pouvoir de cette dernière s'est trouvé considérablement accru, grâce aux efforts du cabinet Libéral secondé par le Labour Party, et si celui des Lords a été diminué d'antant, c'est donc parce qu'une certaine politique avait besoin de s'affirmer ; et, comme cette politique avait à subir les attaques d'un parti qui *a priori* n'était nullement hostile à l'interventionnisme, c'était parce qu'elle différait de l'interventionnisme pur et simple. Mais il reste entendu que jamais il n'a été question pour les Libéraux, dans les trois dernières années, de rendre plus souple et plus sensible le mécanisme parlementaire ; la réforme constitutionnelle n'a pas été une œuvre désintéressée ; elle a été un moyen, non un but. " Le Libéralisme britannique, déclarait en 1908 le Chancelier de l'Echiquier, ne va pas renouveler les erreurs du Libéralisme continental. Le sort de ce dernier devrait l'avertir du danger...... Le Libéralisme du continent ne s'occupait exclusivement que d'entretenir et de perfectionner la machine qui devait moudre le blé pour le peuple. Il oubliait que le peuple devait vivre tandis que l'opération se poursuivait. "[2]

Ayant jeté par dessus bord ses traditions de nihilisme administratif, n'étant plus borné, comme à l'époque industrielle, à la défense des intérêts d'une seule classe, le Libéralisme anglais s'est rallié depuis 1906 à une politique substantielle, *interprétation* et non simple reflet de la volonté collective ; c'est pourquoi il a pu conserver, après l'abrogation du veto des Lords, sans péril pour lui-même et sans autres critiques que celles qui furent formulées par quelques indépendants, l'ossature parlementaire dans son état primitif, c'est-à-dire encore partiellement réfractaire aux courants du dehors. Or, la volonté populaire se soumettait à cette interprétation parce qu'elle se sentait incapable de se définir et de se formuler. Elle demandait seulement que la décision de l'interprète ne fût pas

[1] Hobson : *The Crisis of Liberalism*, p. 5.

[2] Lloyd George : *Better Times* (Recueil de Discours), p. 55.

viciée et que ce dernier ne fût pas à la fois juge et partie. En cela, la réforme de 1911 lui donnait satisfaction. Il ne résultait pas de celle-ci que l'organe législatif lui serait dorénavant soumis, mais le Veto Bill lui apportait presque la certitude que les lois, quelles qu'elles fussent, ne seraient pas dirigées contre elle. Ainsi la conception webbiste du Représentant-Mandataire, contrôleur de l'exécutif, reculait. C'est qu'il ne s'agissait pas, qu'il ne pouvait s'agir pendant longtemps encore de problèmes d'espèce, au sujet desquels les opinions s'affirment et se différencient, nettes et impératives. C'était toute la vie nationale qui demandait à être élucidée. Pour la première fois, le parti chargé de son organisation ne pouvait se réfugier ni dans une tradition ni dans un système de pensée. Il lui fallait comprendre, évaluer, tirer parti de cette masse amorphe de tendances et d'intérêts qui cherchaient obscurément leur voie. Ainsi que Wells, lorsqu'il déchire dans son *Nouveau Machiavel* tous les voiles de la politique anglaise contemporaine, le fait observer avec âpreté, parler d'un "mandat" national dans de telles conditions, c'est presque une hypocrisie. " Nous ne respectons pas le pays comme nous avions l'habitude de le faire, déclare un des personnages du roman, député aux Communes, nous n'avons pas la même croyance qu'autrefois dans la volonté du peuple. Nous autres Libéraux savons pertinemment — tout le monde le sait aujourd'hui — que le monstre qui nous a portés au pouvoir a parmi d'autres imperfections celle de n'avoir pas de tête. C'est à nous de lui en donner une, si possible avec une cervelle et une volonté ; telle est l'œuvre de l'avenir. Pour le moment, si le pays est avec nous, cela signifie simplement que nous avons la chance de le tenir par la longe. " [1] Ainsi l'Angleterre moderne demande au pouvoir d'être efficace et organisateur, et de l'être de la façon qu'il l'entendra, pourvu que cette efficacité ne vienne pas contrarier ses intérêts quotidiens, ni limiter son expansion totale et celle de ses parties constitutives. Le Socialisme d'Etat, qui n'est chez elle ni une doctrine d'autorité, ni un moyen d'expression démocratique, apparaît donc comme une sorte de compromis. L'inspiration et les initiatives viennent d'en haut, la sanction d'en bas. Il en résulte une exaltation de l'exécutif, une abdication relative de la conscience publique et des représentants du peuple.

De cet état, que le vote du " Parliament Bill " n'a fait qu'accen-

[1] p. 296.

tuer, les uns s'inquiètent par principe, les autres par anticipation de ses effets. MM. Hilaire Belloc et Chesterton sont parmi les premiers. Sans chercher à découvrir la raison pour laquelle le Gouvernement de Cabinet ne rencontre à l'heure actuelle qu'une hostilité de surface, ils s'acharnent dans une critique objective du système des partis. Ce système est pour eux absurde et tyrannique; il a stéréotypé la politique anglaise ; il a permis une simplification puérile des opinions ; il dispense le corps électoral de toute réflexion, de toute interrogation vraie sur les besoins du pays. On est Conservateur ou Libéral la plupart du temps comme on est pour Oxford ou pour Cambridge aux régates annuelles, par une fantaisie qui se transforme en habitude. [1] Et, grâce à ce classement fallacieux des opinions, les gens voient " des lois qu'ils abhorrent votées, votées aisément par le consentement des deux partis, et ils se trouvent impuissants à leur faire échec ou même à protester contre elles. Des mesures qu'ils désirent ardemment, et qu'ils savent que la plupart de leurs voisins désirent de même, il n'est jamais fait mention. Tels actes du Gouvernement, qui sembleraient pour le moins être des sujets de critique ou d'enquête, sont subis sans commentaire. Des scandales et des bévues, dont ils n'ont pu saisir qu'une lueur, sont couverts et enterrés en silence. " [2]

Et, passant en revue tous les rouages du mécanisme parlementaire, MM. Belloc et Chesterton montrent comment, avec la pratique du Gouvernement de Cabinet et avec l'organisation rigide des partis, les Communes, jadis toutes-puissantes, en sont venues à n'être plus qu'un simple instrument d'enregistrement. A qui leur pouvoir a-t-il donc passé ? A un comité politique pour lequel aucun nom

[1] " Perhaps the best parallel to the attitude of the general public towards politics is to be found in the Oxford and Cambridge Boat Race. Of the crowds that line the towing path every year from Putney to Mortlake there are few that have ever been to either University, have ever known anyone who has been to either, have even the remotest or most shadowy connection with either. Yet they take sides enthusiastically, and would almost be prepared to shed blood for their " fancy ". Note that this is not a mere question of backing your judgment on the merits of the two crews. Not one man in ten knows anything about that, and many are proud of always sticking to the same side year after year, of being always " Oxford " or " Cambridge ", whether their favourite colour wins or loses. And just as they vehemently take sides with a University to which they have never been, so they take sides as vehemently with a party which they do not control and from which they can never hope for the smallest benefit. " Belloc & Chesterton, *The Party System*, p. 22.

[2] *Ibid.*, p. 23.

officiel n'existe, car il opère en secret : le " front bench ". Ce Comité n'est élu ni par un vote, ni par acclamations, ni même par une acceptation unanime. Ses membres ne doivent pas leur position à la volonté de la Chambre, pas plus qu'à la volonté du peuple. Il est choisi parmi les riches politiciens et leurs protégés, grâce à un acte de cooptation pur et sans restriction. [1]

Ainsi le Cabinet n'est composé, ni selon les indications des Communes, ni selon celles du Roi, dont il tient pourtant théoriquement son autorité. C'est une corporation oligarchique et fermée, où seul un lien de parenté avec les membres en place permet de pénétrer. Et ce qui est encore plus étrange, c'est que les deux clans sont solidaires. A travers l'étroit espace qui sépare le Banc du Gouvernement du Premier Banc de l'Opposition, les fils s'entrecroisent, relient les maîtres de l'heure aux héritiers présomptifs. [2] Une politique que dominent de telles affinités n'est pour Mr. Belloc qu'un véritable trompe-l'œil. Il ne peut y avoir entre les partis qu'une hostilité de surface ; tout finit par des arrangements de famille. Sans doute on peut se réjouir que les hommes du Gouvernement et leurs futurs successeurs entretiennent des relations extra-parlementaires qui ne soient pas aigres-douces, et la démocratie n'aurait pas de sérieux sujet d'alarme si des sympathies personnelles subsistaient malgré l'opposition des intérêts représentés. " Nous ne sommes pas surpris que Roméo aimât Juliette, quoiqu'il fût un Montaigu et elle une Capulet. Mais si nous découvrions par surcroît que Lady Capulet était par naissance une Montaigu, que Lady Montaigu était la cousine germaine du vieux Capulet, que Mercutio était à la fois le neveu d'un Capulet et le beau-frère d'un Montaigu, que le Comte Paris était allié, du côté de son

[1] *Ibid.*, p. 33.

[2] " For instance, to quote again chance connections that occur to one, the present talented and versatile (" Liberal ") Under Secretary for Home Affairs, Mr. Masterman, is the nephew by marriage of the late (" Conservative ") Colonial Secretary, Mr. Lyttelton ; who, in his turn, is closely connected with Mr. Asquith, for they married sisters. The present (" Liberal ") President of the Council, Lord Beauchamp, is brother-in-law of a former Conservative Governor of Madras, Lord Ampthill ; a " Liberal " and a " Unionist " Whip, the two Peases, are cousins (the latter of Ministerial rank, though not of course yet in enjoyment of office) ; and, as all the world knows, Mr. Winston Churchill is not only the cousin of a former Conservative Minister, the Duke of Marlborough, but directly succeeded the head of his own family in the post he held, that of Under Secretary for the Colonies. " *Ibid*, p. 40.

père, à une Maison et, du côté de sa mère, à une autre, que Tybalt était le beau-fils de l'oncle de Roméo, et que le Frère qui marie Roméo et Juliette était l'oncle de Juliette et le cousin issu-de-germain de Roméo, nous conclurions probablement que l'inimitié entre les deux familles était surtout prolongée pour l'amusement dramatique du peuple de Vérone. "[1] Les Montaigu-Capulet des Communes et des Lords, s'ils ne s'entendent pas encore sur tous les points, sont du moins unanimes à convenir qu'aux assemblées eux seuls auront la parole. Si un citoyen d'une famille étrangère se lève pour développer un plan qui lui soit personnel, un règlement savamment élaboré lui fera comprendre l'inanité de son effort. La "Règle des Dix Minutes" le guérira de l'envie de recommencer. Aux élections, même jeu ; jamais les électeurs ne choisissent leurs candidats ; c'est le parti qui, par l'intervention du "caucus", leur donne l'investiture. Ils doivent dès le début formuler leur serment d'allégeance : ils voteront comme le parti, penseront comme le parti ; pendant la campagne, ils feindront de considérer comme la question essentielle, comme la question dont dépend l'avenir du pays, celle sur laquelle s'est faite la dissolution. Et, ce qui est plus grave encore, ils doivent être prêts à défendre, non seulement un programme existant, mais toutes les décisions ultérieures de leurs chefs.[2] A ces conditions, les fonds du parti, les fonds de famille dont personne ne sait exactement la provenance,[3] sauf quand la liste annuelle des "Honneurs" apporte quelque trait de lumière, sont mis libéralement à leur disposition.

Il faut faire la part de l'humour dans la critique de Mr. Belloc ; il faut faire aussi celle d'un esprit naturellement indocile. Le Cabinet est peut-être un clan, mais dans celui-ci il y a encore place pour les capacités, de même que pour l'intrigue. L'exemple des Lloyd George et des Burns vient atténuer celui des Churchill, des Chamberlain, et du cousinage Masterman-Lyttelton-Asquith. Sans doute la raideur des discours, les enthousiasmes démocratiques, les protestations virulentes voilent-elles des tractations bénévoles et souriantes. L'impression la plus marquée que j'aie rapportée de mon entretien avec le Chancelier de l'Echiquier, c'est que la politique anglaise est, dans l'esprit de ceux qui la dirigent, infiniment prosaïque, sans grands dangers et sans horizons spacieux. Tout le

[1] *The Party System*, pp. 41-42.

[2] *Ibid.*, p. 127.

[3] *Ibid.*, p. 103.

drame, tout le rêve n'existent que dans la pensée des spectateurs, de l'opinion publique, de la presse, qui échauffe cette dernière et ne peut vivre que de ses inquiétudes et de ses sursauts. Les acteurs, que ce soit la troupe qui est en scène ou celle qui est sur le point d'y rentrer, ne participent point à l'illusion. Mais l'auditoire, du moins, peut exiger que la pièce soit sérieuse et il est tels compromis qu'il se refuse à admettre. Or, quels que soient les vices du système parlementaire anglais, il semble que le parti Libéral n'ait depuis 1906 souffert ni entrave, ni délai dans l'exécution de son programme. Combien se plaisaient à proclamer — Mr. Hilaire Belloc est de ceux-là — que le texte du Veto Bill sera tel qu'il mettrait d'accord Libéraux et Conservateurs au moment du vote ! Pourtant, le Gouvernement a maintenu ses positions intactes, et le Veto Bill est devenu loi sans qu'aucune modification y eût été apportée. L'Insurance Bill a été voté en quelques mois, et aucun recul ne semble possible sur la question du Home Rule irlandais. Cet ensemble de faits provient de ce que, dans l'éveil incertain de sa force nouvelle, le Libéralisme, encore impuissant à dégager ses éléments constitutifs et à s'imposer, victorieux ou vaincu, à l'attention du peuple, ne peut vivre présentement qu'en se soumettant à l'impulsion générale que lui transmet ce dernier et en la traduisant. Il doit être, nous l'avons dit, efficace ; mais il ne peut l'être que sans tradition et aussi sans idée. Il n'est pas, comme le Conservatisme ou même comme l'ancien Radicalisme, soutenu par la notion d'une profonde relation organique ou par une philosophie rationnelle. Il doit simplement agir vite et bien, s'attaquer à des problèmes déterminés, et, pour cette action rapide, le système des partis lui est d'un secours certain. Celui-ci supprime tous les moyens dilatoires et permet aux responsabilités gouvernementales de s'affirmer. Il permet, certes, aussi à une politique de triompher contre le gré du peuple ; mais lorsque le pouvoir a l'intuition du sens du courant populaire, cette dictature à peine déguisée aboutit, comme aucun autre régime parlementaire ne pourrait le faire, à des résultats surprenants et féconds. Sans doute, les initiatives privées sont découragées ; l'organe parlementaire, après comme avant la suppression du veto des Lords, demeure insensible ; mais, ainsi que les Webb le faisaient observer non sans justesse à propos du Referendum, le rôle du corps électoral n'est-il pas de sanctionner les lois dans leur application plus que dans leurs principes, sauf dans le cas où il s'agit d'intérêts précis, définis à l'avance ? Ce corps ne vit

que de sensations, il passe par des alternatives de bien-être et de malaise. Il donne sa faveur au parti qui, par les moyens qu'il lui plaît d'adopter, augmente le bien-être, écarte le malaise. Peu lui importe que la solution soit rationnelle ou empirique, pourvu qu'elle apporte un soulagement. L'œuvre de reconstruction et d'interprétation est hors de sa sphère : il l'abandonne aux hommes qui le dirigent. Dans la phase actuelle de la politique anglaise, on peut donc affirmer que, tant que le parti Libéral ne perdra pas tout contact avec la majorité populaire et ne ralentira pas son activité, le Gouvernement de Cabinet présentera son minimum d'inconvénients. Mais rien ne dit que le Néo-Libéralisme pourra longtemps pratiquer avec succès, fort de la vitesse acquise, son empirisme autoritaire. Il a appliqué, ne l'oublions pas, depuis 1906, des mesures longuement et mûrement considérées, sur lesquelles l'accord avait pu se faire entre les électeurs et lui-même, et qui n'avaient été différées que par suite de l'obstination intéressée des Lords. Mais, dès que son programme se renouvellera, et il devra le renouveler s'il ne veut périr, il lui faudra, la liste des simples palliatifs ayant été épuisée, conformer sa ligne de conduite en même temps que ses actes au sens général de l'évolution, tenir compte de l'acceptation plus large des conceptions collectivistes. C'est alors que sa position pourra devenir périlleuse, car c'est à sa seule intelligence constructive qu'il pourra se fier. Il a annihilé le contre-poids de la seconde Chambre, non, remarquons-le bien, pour que le système des partis ne connût plus d'obstacle, mais pour qu'il cessât de jouer au seul profit de ses adversaires. Et, ne recevant bientôt aucune inspiration de la part d'un électorat qui juge les lois, non sur leur valeur intrinsèque, mais sur leur répercussion, restant en fin de compte en présence de *l'idée*, ne pourra-t-il pas, spéculant sur la docilité d'un Parlement sans moyens de contrôle, se perdre dans la voie des expériences ? [1]

[1] "It may well be held that a Liberal Government, with its fuller trust in the people, will be disposed to maintain a more genuinely representative spirit in its legislative action. But in considering an enduring basis of reform we must take under our survey all sorts of Governments—a Government raised to a long spell of power in a moment of artfully stimulated passion as well as one elected to carry out a series of carefully discussed and widely demanded reforms. In other words, are the conditions under which the popular will expresses itself in legislation through the House of Commons so satisfactory as to justify the conviction that we may safely bestow a plenary power of law-making upon a single Chamber so elected and so controlled for periods of seven years?" Hobson, *The Crisis of Liberalism*, p. 26.

Déjà nous sentons qu'à propos de l'Insurance Bill, première mesure réelle d'interventionnisme organisateur, il se heurte à des résistances insoupçonnées de lui. Le Libéralisme ne devra-t-il donc pas renoncer à certains projets jusqu'à ce qu'il ait procédé à des sondages, et cela souvent au cours d'une session parlementaire, sous peine de voir son plan d'action lui-même ruiné par une révolte aveugle des intérêts et des instincts ? Or, le système des partis rend de tels sondages impraticables, sinon à de longs intervalles, lors d'une élection générale.

La pratique du Referendum pourra donc se concevoir comme le remède à une politique, non pas anti-sociale, mais coupable d'une erreur d'interprétation sur un point particulier. Il va de soi qu'il se ferait non sur des principes, mais sur des projets limités et concrets affectant des intérêts de classe, au sujet desquels les informations de l'organe législatif sont presque toujours insuffisantes. Il compléterait la sanction d'ensemble que le peuple donne aux résultats passés ou anticipés d'une politique lors de chaque renouvellement des Communes. C'est dire qu'il n'aurait rien de la mesure à laquelle le parti Conservateur s'était hâtivement rallié pour faire échec aux projets dirigés contre la Chambre des Lords. Une consultation nationale sur l'opportunité d'une loi, exposée en dehors de ses modalités et de ses détails d'application, aurait presque le caractère d'une supercherie. Ce parti l'emporterait qui saurait le mieux mettre en valeur tel ou tel de ses effets, persuaderait au pays avec le plus d'adresse que les bénéfices que cet effet entraînerait seraient moins sensibles que la contrainte à laquelle il le soumettrait. Il y aurait donc une perpétuelle équivoque, la discussion portant sur la répercussion de la loi dans le champ des intérêts privés, le vote sur sa nature. Mais ce n'est pas sans effort que le Libéralisme comprendra que le contrôle populaire peut être universel, tandis qu'au contraire l'initiative populaire demeure restreinte, en même temps que soumise à des conditions rigoureuses. Sans doute, il *agit* comme si, pour lui, une telle vérité était évidente ; il cherche à élargir sans cesse le droit de suffrage, [1] et, cependant, les initiatives gouvernementales se font plus nombreuses, plus hardies et plus autoritaires ; pourtant il n'a pas encore renié l'égali-

[1] On sait que le Cabinet Asquith a annoncé, pendant la seconde session de 1911, sa décision de remanier le régime électoral en se rapprochant encore davantage du suffrage universel et que, d'autre part, un fort courant s'est dessiné au sein du Gouvernement en faveur du droit de vote pour les femmes.

tarisme théorique qui était dans ses traditions. Il berce le pays, il se berce lui-même d'une illusion qui a cessé d'être féconde. Et c'est parce qu'il n'a pas encore la vision complète du corps social comme d'un vaste organisme aux fonctions spécialisées — les fonctions gouvernementales comme les autres — qu'il donne au vieil adage de l'époque radicale " un homme, un vote " un sens qu'il n'a plus. Il continue à confondre le contrôle et l'initiative. Il ne perçoit pas qu'il est aussi absurde " de demander à chacun de contribuer également à la sagesse collective de la nation que de lui demander de contribuer également à la bourse commune. " [1] Le Libéralisme n'aura donc politiquement achevé son évolution que lorsqu'il aura reconnu en théorie ce qu'il pratique déjà en fait, lorsqu'il aura admis la supériorité d'un gouvernement d'experts pour déterminer le sens d'une politique organique, et la nécessité pour le même gouvernement de tenir compte, dans la détermination de cette politique, des informations que peuvent lui transmettre les unités ou les groupements sociaux auxquels il appartiendra finalement de juger l'œuvre accomplie. Ainsi, en même temps que l'efficacité serait accrue, la liberté et l'égalité pourraient se trouver sauvegardées. Il est, en effet, peu raisonnable de supposer " que toutes les classes et tous les individus sont également bons et sages, et, par conséquent, qualifiés pour contribuer par leur vote ou par leur voix à un gouvernement bon et sage ; mais il n'est pas déraisonnable de supposer que chaque classe et chaque individu savent plus de choses sur les faits de leur propre condition que toute autre classe et tout autre individu. " [2]

III

Initiative et interprétation de la volonté collective, telle semble donc devoir être la position du parti Libéral dans tous les problèmes que soulève la marche ascendante du Socialisme d'Etat. Elle est aussi éloignée de celle du Radicalisme philosophique que de celle du Torysme social. Nous avons dit qu'il n'y avait plus place pour un despotisme éclairé, mais il n'y en a pas davantage pour la passivité du pouvoir ; c'est vers celui-ci qu'en temps de crise se tourne l'opinion publique ; son intervention est constante, et se manifeste dans tous les domaines. Moins exclusivement tenu que le

[1] Hobson, *Op cit.*, p. 80.

[2] *Ibid.*, p. 83.

parti Conservateur à la défense des intérêts acquis, moins soucieux que le Labour Party de la défense des intérêts professionnels, le parti Libéral peut être, en raison de sa neutralité, de son hétérogénéité, le plus capable de jouer un rôle d'arbitre. Il doit donc être à la fois clairvoyant, constructif, et avant tout responsable, car il a sans cesse à opter entre telle ou telle politique, sans qu'il puisse trouver refuge dans une formule abstraite. Pourtant, appelé à agir, il doit le faire au nom d'un principe qui rayonnera lui-même en une série d'activités secondaires. Sans ce principe, il ne possède point la maîtrise de soi, et ses décisions sont contradictoires, difficilement imposables, toujours remises en question. C'est la recherche de ce principe qui constitue la crise du parti Libéral.

Quel esprit guide donc son interventionnisme ? Mais peut-être sera-t-il plus simple, et en somme point inutile, de caractériser extérieurement celui-ci par un coup d'œil jeté sur les résultats acquis. Il semble que, multiple, un peu confus, il ne connaisse plus aucune réserve théorique. Il ne tient plus compte de la distinction classique entre adultes d'une part, femmes et enfants de l'autre. Il a donné aux mineurs la journée de huit heures, et le Compensation Bill de 1906 (loi sur les accidents du travail) s'applique à tous les ouvriers employés dans l'industrie. Il n'établit pas non plus de différence entre le temps et les salaires, puisque la loi de 1909 décide que dorénavant des comités spéciaux auront le pouvoir de fixer le montant minimum des gages qui devront être payés dans les industries dites "sweated". Parfois il fait venir l'État au secours d'individus qui, sans lui, supporteraient les conséquences de leur misère ou de leur imprévoyance, ou de celles des gens dont ils dépendent. Dans cet ordre d'idées, on peut citer la loi d'Assistance aux vieillards, et celle qui institue des repas gratuits pour les enfants pauvres des écoles. Mais parfois aussi il impose aux individus sains et actifs un effort d'abstinence, comme dans l'Insurance Bill de 1911. Parfois, comme dans l'Education Bill, il cherche à détruire une inégalité. Parfois, comme avec le Budget de 1909 et le Licensing Bill, il entame vigoureusement la situation acquise d'une seule classe. De toutes parts, il semble donc que le laissez-faire soit battu en brèche, que les subtilités doctrinales s'évanouissent. Contrairement à ce que suggère Mr. John Rae, il est évident que l'axe du gouvernement des choses s'est modifié en ces dernières années. Ce qui ne veut point dire que rien, dans le parti Libéral, ne s'oppose à l'envahissement, même progressif et déguisé, du Socialisme. Les

intérêts ont construit une digue qui remplace celle des idées, devenue inefficace. Il y a un " centre " Libéral au Parlement, comme dans la nation. Et celui-ci n'a point participé à la grande révolution qui s'est faite depuis peu dans l'esprit des hommes qu'anime en Angleterre la passion réformatrice, de ceux qui croient, comme John Stuart Mill, " que de petits remèdes pour de grands maux ne produisent pas de petits résultats, mais n'en produisent aucun. " Ce centre est, certes, on le voit par l'énoncé des mesures auxquelles il a souscrit, plus avancé qu'il ne le fut jamais, " mais, dans les phases critiques de la réforme sociale, il manque de passion et de principes, il est sans cesse porté aux compromis énervants. Au Parlement, il se compose principalement d'hommes fortunés, dont la politique sociale est affaiblie par la crainte d'une élévation des taxes et d'atteintes contre les entreprises privées rémunératrices ; dans le pays, cette même classe, favorablement mais non vigoureusement disposée vis-à-vis des réformes sociales, demeure flottante en ses opinions, effrayée par le mouvement socialiste, non à cause d'un Individualisme défini ou d'une théorie abstraite relative aux limites de l'État, mais à cause de certains "spectres" ou de certaines expressions qui ont ébranlé ses nerfs. Occupant pour la plupart une situation difficile et glissante, dans quelque affaire ou dans quelque profession, les gens qu'elle comprend se sentent nerveux lorsqu'ils entendent parler d'attaques contre la Propriété, de perturbation du commerce, de bureaucratie, de corruption, de domination des foules ; quoiqu'ils ne soient pas opposés aux expériences sociales, ils ne sont préparés ni aux efforts ni aux risques. " [1] L'avenir du parti Libéral dépend donc de l'attitude future de ce centre, non pas tant modéré qu'incapable de tracer une ligne ferme d'action, de remplacer par une nouvelle forme de construction les formules usées du Radicalisme, auxquelles il a cessé de croire depuis longtemps. Du Socialisme continental, du Marxisme et de son affirmation tranchante des droits et des fonctions du travail, de la condamnation globale de l'Intérêt et du Profit, des hardiesses de la doctrine qui veut charger l'État de l'exploitation de toutes les industries, il n'est certes point nécessaire qu'il ait cure. Il est souhaitable qu'il reste en contact avec les faits, et ses doutes et ses craintes qui ne font que traduire la réaction de certaines notions et de certains intérêts encore primordiaux dans la structure présente

[1] Hobson : *Op. cit.*, p. 135.

de l'organisme social, pourraient, s'ils n'étaient qu'un des facteurs de sa politique, rectifier, assouplir, maintenir dans les limites de l'évolution normale de la Société une évolution législative devenue consciente. Le parti Libéral souffre, dans sa masse, non de l'insuffisance de son action, mais plutôt de son incapacité à en éclairer la nature à ses propres yeux. Il n'y a aucun danger pour lui à procéder avec lenteur, mais il risquera son existence s'il se montre inapte à distinguer le champ des activités individuelles de celui des activités collectives, à déterminer jusqu'à quel point le travail contribue à la création de la richesse, jusqu'à quel point la liberté des entreprises est nécessaire pour que le nombre et la puissance des capacités directrices ne soient pas diminués, à fixer la règle selon laquelle l'impôt sera perçu. Tout dépend donc de la décision que prendra le centre libéral, et, en fin de compte, de la force de sa conviction en l'urgence et en la nécessité des solutions collectives. Mais qui peut affirmer qu'il sera convaincu dans son ensemble, et qu'une scission, semblable à celle qui fit jadis passer au conservatisme les Libéraux-Unionistes tels que Mr. Chamberlain, ne se produira pas ? Remarquons qu'il y a aujourd'hui au sein même du parti Libéral une fraction résolument socialiste, en ce sens que pour elle la seule politique progressive est celle qui assurera à toutes les classes un minimum de subsistance et d'opportunité.[1] Et, certes, cette fraction a eu prise, par suite de la netteté de ses vues, sur le bloc amorphe dans lequel elle était encastrée, mais rien ne dit qu'une affinité intellectuelle ne l'attirera pas dorénavant vers le Labour Party, entraînant à sa suite un certain nombre d'hésitants. Soutenue et encadrée par les forces ouvrières, elle serait le noyau d'un groupement politique merveilleusement efficace, mais elle cesserait

[1] Mr. Chiozza Money, qui est à la tête de cette fraction, a bien voulu nous indiquer quelle était, pour sa part, la conception qu'il avait du Socialisme ; il nous écrit : "I am avowedly a Collectivist who believes that it is economically necessary to organise the great trades of necessity in order to provide, by the Socialistic use of capital and proper employment of labour, a high minimum standard of subsistence for the whole of the people. I believe that when that is done it may not be necessary to proceed further, and that all sorts of minor occupations will be embroidered upon the framework of Society. To put it in another way, I believe that it will come to be realised that the organised socialised work properly done upon economic appliances owned by the State, will, although producing a more liberal supply of the necessities of life and thus furnishing a high minimum standard of subsistence, employ each able adult for but a few hours a day, thus giving men and women a degree of leisure for the pursuit of personal and individual voluntary occupations such as is not now dreamed of."

d'être pour le parti Libéral une force éducative. Et alors la seule chance de salut serait pour ce dernier le rappel de l'une de ses traditions. Il a été et prétend rester le parti du peuple ; hostile aux mesures rétrogrades, il devra donc tenir compte des exigences de celui-ci. Empiriquement, après avoir fait l'essai des diverses solutions acceptables qui s'offrent à lui, il sera amené à choisir la plus efficace, et il arrivera que celle-ci sera le plus souvent la solution collectiviste. Il nationalisera, non parce qu'il sera convaincu de la supériorité des gestions nationales sur les gestions privées, mais parce qu'en dehors des premières il ne verra que la possibilité d'une politique de réaction. Il adoptera un système de taxation socialiste parce que la seule alternative serait l'établissement d'impôts protecteurs dont l'incidence se ferait sentir sur les classes laborieuses. Toujours effrayé à l'idée de ne point répondre aux besoins de l'évolution, il sera sur un perpétuel qui-vive, il précipitera les réformes, risquant de trébucher à la première d'entre elles qui causera quelque gêne aux foules qu'à aucun moment il n'aura dominées par la fierté de ses conceptions. [1]

Ainsi, trois tendances semblent se manifester dans le Libéralisme contemporain, et il est bien difficile de prévoir si l'une d'elles l'emportera, ou si, au contraire, elles continueront à s'équilibrer : la tendance conservatrice, la tendance collectiviste, et, entre elles, la tendance activement, empiriquement et instinctivement progressive, celle qui s'exprime par un interventionnisme souvent novateur, prêt à remédier à tous les maux par tous les moyens, mais qui, sauf sous la pression de circonstances exceptionnelles, et aussi, bien entendu, quand il s'agit de compléter le programme négatif du Radicalisme, ne se laisse diriger que par un principe extrêmement lâche et flottant : " l'esprit de réforme."

Mais ces tendances qui coexistent depuis 1906 ont réagi les unes sur les autres et, en se combinant, ont donné à l'œuvre des deux derniers cabinets Libéraux un caractère composite, presque indéfinissable. C'est une œuvre de transition, qu'on ne peut ramener même à la plus artificielle des unités. Elle est une liquidation, un essai d'adaptation, un pressentiment de l'œuvre à venir. Elle montre, juxtaposés, des fruits tardifs de l'Interventionnisme tory, comme l'institution des minima de salaires pour les industries

[1] C'est ce qui semble se passer à l'heure même où nous écrivons ces lignes. Le parti Libéral est battu dans presque toutes les élections partielles, en raison de l'hostilité des masses pour les versements obligatoires de l'Insurance Bill.

" sweated " ; des manifestations posthumes du Radicalisme, comme la Réforme des Lords, l'Education Bill, rejeté d'ailleurs par la Chambre Haute, les projets de Home Rule et de séparation des Eglises et de l'Etat pour le Pays de Galles ; enfin des mesures plutôt agressives et socialisantes contre la propriété privée, comme les taxes sur la plus-value foncière, ou la réglementation nouvelle des débits de boissons que voulait inaugurer le Licensing Bill. A côté, l'on trouve des dispositions mixtes, où se perçoivent les traces de l'instinct interventionniste, mais où l'élaboration pour les travailleurs d'un statut économique personnel, indépendant de l'âge et du sexe, commence à se manifester. De cette nature sont le Compensation Bill, la loi d'Assistance pour les vieillards, le Bill, tout récent, d'Assistance contre la Maladie, enfin les tentatives timides faites en vue de remédier aux pires effets du chômage. Mais, entre les mesures de la première et celles de la seconde catégorie, les frontières restent incertaines et notre classification est surtout subjective. Elle dépasse la lettre des textes, elle dépasse aussi l'esprit dans lequel le parti Libéral a conçu ces mesures. Et nous aurons à montrer nous-même comment, ça et là, se joue parmi elles, les colorant d'un même reflet et rendant partiellement vaines leurs différences d'origine, la flamme subtile du Socialisme.

IV

Mais, nous l'avons dit, si l'Etatisme a déjà resserré et semble destiné à resserrer encore davantage en Angleterre le champ des activités privées, s'il obéit à de nouveaux concepts, il n'a du moins point encore procédé, même là où la concentration est le plus avancée, à une reprise et à une exploitation directe des instruments de production. On sait que jusqu'à ces toutes dernières années un service de nature aussi essentiellement publique que celui des Téléphones était confié à une entreprise privée. Et jusqu'à la grève récente des employés de chemins de fer, le rachat des entreprises de transport ne comptait point pour le Gouvernement parmi les éventualités qu'il était de son devoir d'envisager. Pourtant, on peut conclure d'un rapide examen que la situation des Compagnies n'est point telle en Angleterre qu'elle puisse justifier pareil désintéressement. Non seulement des rangs du Labour Party, mais de ceux d'organisations

aux tendances infiniment plus conservatrices [1] se sont élevés des appels en faveur de la Nationalisation ; les pouvoirs publics ont été invités à faire usage des droits que les lois du Royaume leur confèrent. [2] Invitations et appels expriment un réel besoin d'unification et de simplification. On sait quelle fut la croissance inquiétante du nombre des Compagnies vers le milieu du dernier siècle. Rien qu'en 1845, 815 furent formées, et, quoiqu'un tel élan se soit à présent calmé, les 51 Compagnies dont les trains sillonnent le territoire anglais ne nécessitent pas moins de 250 Comités de Directeurs comprenant plus de 3.000 noms (alors qu'en Allemagne les Chemins de Fer de l'État sont dirigés par un seul homme, responsable vis-à-vis du Gouvernement). Si tous les services pouvaient être groupés, on voit quelle économie en résulterait. On ajoutera à cette dépense d'efforts inutiles celle que nécessite la défense des intérêts des Compagnies devant le Parlement. Chaque concession est, en effet, subordonnée au vote d'un Bill ; et à la discussion en Comité ne prennent part que les hommes de loi qui sont à la solde des Compagnies. [3] Ceux-ci forment une corporation fermée, et

[1] " At the Commercial Travellers' yearly meeting, held at Norwich in 1900, a unanimous resolution was passed in favour of Railway Nationalisation. The Chairman of the British Ironmasters' Association (Sir John Jenkins, M. P.) induced that body to support a proposal for Railway Nationalisation, and he also put a notice of motion on the notice paper of the House of Commons to get a Select Committee to inquire into the same subject. At the annual meeting of the co-operators of Great Britain, held in Middlesbro' in 1901, over 1000 delegates, representing over one and a half million shareholders, passed a unanimous resolution in favour of nationalising the railways. The associated Chambers of Commerce in Manchester, September 1904, carried a resolution to ask and press the Government to nationalise the canals by 61 for to 40 against. The Chamber of Trade has about 100 affiliated societies, consisting of about 13.000 members. In Blackpool in March 1905, it passed a unanimous resolution to ask the Government to appoint a Royal Commission to inquire into the economic working of our railways. " Cunningham, *Railway Nationalisation*, p. 15.

[2] " By the Act 7 and 8 Victoria, cap. 85, it is enacted that the Government should have the right to purchase the railways constructed after the date of the passing of this Act (1844) at 25 years' purchase, upon giving in writing three months' notice of their intention to do so. The purchase value to be calculated on the amount earned by the companies in the three preceding years. " *Ibid.*, p. 16.

[3] " Each Railway Company has its own Act of Parliament. The most of our Railways have been originated and promoted by clubs or combines of lawyers. They get or take the right of pushing their Bills through Parliament. Then they become the lawyers for the Company at so many thousands a year, enter Parliament, become Parliamentary agents, or members of the Parliamentary Bar, etc.......... " *Ibid.*, p. 81.

leurs émoluments atteignent des sommes considérables (3.000 livres au total par mille d'exploitation pour le " London and Brighton "). La concurrence que se font les lignes entre elles est cause que les trains roulent presque à vide. En 1888 le London et North Western Railway, en faisant le compte de ses recettes, s'aperçut que, sur les 630.040.320 places que comprenaient les voitures mises en marche dans l'année, 56.629.440 seulement avaient été occupées. Chaque voyageur payait pour neuf sièges en dehors du sien. La dépense d'exploitation par mille s'élève sur les chemins de fer anglais à 54.000 livres, contre 12.000 en Allemagne et 29.000 en Belgique.[1] La dette des chemins de fer de l'État Prussien est, en tout et pour tout, de 430.000.000 livres, le capital des Compagnies anglaises de 1.200.000.000 ; les recettes des premiers étaient, en 1904, de 71.349.736 livres, celles des secondes de 111.828.000, pour 21.751 milles et 22.600 milles exploités respectivement ; mais les profits étaient de £25.496.877, soit 7,28 % d'une part, de £42.639.000, soit 3,1/4 % de l'autre, par rapport au capital.[2] Les tarifs pour le transport des marchandises sont élevés[3] et complexes sur les Chemins anglais, et s'ils sont intelligibles pour l'expert professionnel, ils déconcertent l'expéditeur ordinaire ; ils se répartissent sur huit classes et deux cent mille articles ; ils sont, en outre, établis de telle sorte que les produits importés (beurre, œufs, volaille) sont infiniment mieux traités que les produits nationaux ; les livraisons sont multipliées en dehors de toute raison ; car la pluralité des Compagnies entraîne celle des services de factage. Dans un autre ordre de faits, on se convainc aisément de la situation privilégiée que, tant pour le taux des salaires que pour la durée du travail, occupent les employés allemands par rapport à leurs collègues anglais. Ceci tient, et à la productivité de l'exploitation des lignes d'Empire, et aussi à l'écart relativement modéré qui existe entre les traitements des fonctionnaires supérieurs et ceux des agents subalternes. Les plus élevés de

[1] *Ibid.*, p. 18 : " The Great Central from Sheffield to London cost about £130.000 per mile, and its preferred stock stands at 54 and its deferred at 17 ½. The Waterford and Tramore Railway cost £10.000 per mile, and devotes £52 out of every £100 it earns to pay five per cent. The North London costs £330.000 per mile, and only devotes £42 out of every £100 it earns to dividends and pays 6¾ per cent."

[2] *Ibid.*, pp. 210-215. Ces chiffres, en ce qui concerne l'Allemagne, sont empruntés au Livre Bleu N° 574, compilé par l'Hon. Robert Collier, Attaché à l'ambassade anglaise de Berlin. Ils furent présentés au Parlement, sur l'ordre du roi Edouard VII, en Février 1902.

[3] *Ibid.*, p. 219.

ces traitements sont de £550 (alors que tel Directeur anglais touche £12.000 par an) ; au contraire, les plus mal payés des ouvriers voient leurs salaires osciller entre 13s 6 et 19s 6 par semaine avec, de plus, l'usage gratuit d'une maison. (Un rapport du Board of Trade pour 1893 montre que près de 150.000 employés anglais touchaient alors moins de 20 s.) En 1891 le travail d'un chauffeur sur le North British Railway était de 15 heures 1/2 par jour en moyenne ;[1] à la même date il n'était que de dix heures sur les lignes allemandes.

Mais de l'efficacité supérieure d'une gestion coordonnée, le Libéralisme n'a pas compris l'avantage, pas plus qu'il n'a cherché à évaluer le bénéfice qui pourrait résulter pour la Communauté de l'appropriation collective de la plus-value dérivée d'un tel monopole. Il n'avait contre la nationalisation aucune hostilité systématique ; les expériences des Municipalités dans un domaine similaire étaient là pour le convaincre, quoique plus restreintes, que des tentatives du même genre n'étaient nullement vouées à un échec. Mais, nous l'avons dit, ses traditions ne l'y portaient pas. Il fallut la rude poussée des événements d'août 1911, la désorganisation passagère de la vie nationale, l'échec complet du système d'arbitrage conçu par Mr. Lloyd George, le refus de certaines Compagnies de traiter avec les agents officiels des Unions, et les signes de détresse qu'elles donnèrent à l'idée d'une augmentation possible de leurs charges, pour que le Cabinet Asquith en vînt à considérer, pressé d'ailleurs de plus en plus vivement par le Labour Party, l'éventualité d'une solution radicale. Le rachat, dont notre enquête parmi les milieux libéraux nous permet de croire la date assez proche, et que les Compagnies du sud désirent ardemment, sera donc, semble-t-il, effectué, non parce que cette opération pourra paraître au Libéralisme la plus conforme à une politique progressive, mais parce qu'elle sera le seul moyen pratique de faire respecter les grands intérêts en présence. Ainsi, une fois encore, sans ligne de conduite bien nette, détaché des principes anciens sans s'en être constitué de nouveaux, le parti Libéral attendra pour agir que les antagonismes sociaux se soient précisés et aggravés au point que toute passivité de sa part semblerait une abdication. Une fois encore, docile aux leçons de l'évolution, il se laisse cependant devancer par elle.

Rien n'est en apparence plus surprenant que le contraste entre l'inaction de l'État lui-même et l'activité sans cesse croissante des Municipalités et des autres

[1] Rapport du Select Committee de la Chambre des Communes. V. détails complémentaires dans Wardle : *Railway Nationalisation*, p. 11.

pouvoirs locaux en matière de gestion directe. Or, les raisons dont on peut se servir pour justifier en droit la municipalisation des services publics d'intérêt local sont également valables lorsqu'il s'agit de l'étatisation des services d'intérêt national. Elles pourraient être ainsi groupées. L'action coordinatrice du Socialisme a pour but l'équilibre des intérêts sociaux ; une neutralité relative, tempérée par certaines restrictions, peut sembler la politique la plus opportune quand ces intérêts parviennent spontanément à un accord, quand chacun d'eux possède en soi la force et les moyens de réagir contre les tentatives d'empiétement dont il peut être l'objet. Telle nous paraît devoir être son attitude en face des mouvements Trade Unioniste et Coopératif. Mais quand, dans un milieu donné, les conditions économiques et le sens de l'évolution sont tels que l'ensemble des intérêts opposés est tombé sous le contrôle d'un seul d'entre eux, qui a la possibilité de les négliger s'il lui plaît, qui peut poursuivre, sans risque pour lui-même, ses fins isolées, la vraie politique progressive est celle qui substitue à cet intérêt unique, égoïste et irresponsable *une puissance qui soit la synthèse de tous les intérêts en présence.*

Cette considération doit, selon nous, présider à toute étude critique des tentatives de gestion effectuées par la Collectivité, que nous les fassions rentrer, selon leur champ et selon l'étendue de leurs répercussions, dans le cadre du Socialisme d'État, ou dans celui, plus réduit, du Socialisme Municipal.

Le point de vue critique a été presque toujours jusqu'ici le point de vue commercial. On a confondu l'élément efficacité avec l'élément économie ; on a oublié que le premier était à lui seul synthétique dès qu'on lui donne une signification, non plus individuelle, mais sociale. On a traité séparément des faits qui n'ont de réalité que dans leur accord. C'est autour de la notion profit que les attaques contre les entreprises collectives se sont centralisées; et c'est autour d'elle également que la défensive s'est organisée. Adversaires et partisans des régies directes se sont livré bataille sur des bilans, sur des excédents et des déficits. Les derniers apôtres du laissez-faire laissent volontiers à la charge de l'État ou des Municipalités les formes d'activité dites improductives, c'est-à-dire celles qui, tout en concourant au bien-être et à la santé communs, ne se soldent pas, en fin de compte, par une recette que les initiatives privées puissent juger suffisante ; ils exigent des organes administratifs un désintéressement, un esprit civique qu'ils savent ne pas rencontrer chez des particuliers ; ils leur demandent d'obéir à des mobiles qui n'auraient point prise sur ceux-ci. Puis, quand des résultats tangibles apparaissent, quand l'œuvre utile à tous est aussi devenue œuvre fructueuse, ils émettent la prétention de juger de l'efficacité desdits organes en leur appliquant un critère analogue à celui qui servirait pour l'inventaire d'une Société par Actions.

L'industrie privée, dans un État moderne, vit pour le profit ; elle le veut aussi haut que possible ; elle meurt ou progresse en même temps qu'il progresse ou qu'il meurt. L'ennemi est pour elle tout ce qui s'oppose à la marche ascendante du profit ; c'est à ce titre qu'elle est hostile au désordre, que le Socialisme hait pour lui-même ; c'est à ce titre qu'elle est ménagère de ses propres efforts — efficace. Les forces, concurrence et syndicalisme, qui contribuent à la baisse des prix ou à la hausse des salaires, agissent contre elle ou, tout au moins, en dehors d'elle. Elle les subit et s'en accommode tout en cherchant à les réduire ; elle ne formule pas contre elles de condamnation absolue, parce qu'elle ne croit voir en elles qu'une expression de l'idée de liberté, sans laquelle elle-même ne peut se

maintenir, mais elle ne leur octroie pas une place définitive dans un ordre durable et bienfaisant. Elle progresse, nous l'avons vu, par la concentration, laquelle poursuit la suppression de la concurrence et désarme les Associations ouvrières, laquelle, en tant que génératrice d'action, n'est point en désaccord avec l'idéal socialiste, mais détruit pourtant l'harmonie collective dont s'inspire ce dernier, à moins qu'elle ne trouve un contre-poids dans le jeu de forces rivales ou dans l'affirmation de la volonté commune. La concurrence a pour effet d'annihiler, le Syndicalisme de répartir plus largement, cette sorte de profit qui n'est point la véritable rente individuelle, mais l'expression concrète d'une avance récente dans la technique de la production ou d'une aptitude spéciale à se prévaloir de certaines circonstances, avance et aptitude qui ne sont pas hors de toute atteinte. La concentration consolide au contraire le profit, fait quelque chose d'absolu de ce qui n'était que relatif, et opère, ainsi que nous l'avons indiqué, une fusion du profit et de la rente elle-même. Désormais aucune fraction de la communauté, si ce n'est celle des producteurs capitalistes, n'a prise sur le profit. Les consommateurs et les salariés, c'est-à-dire toutes les classses de l'Etat en dehors de celle des entrepreneurs, n'exercent plus aucun contrôle sur le mécanisme de la répartition. Ils n'ont plus d'arme que l'abstention, et encore celle-ci est-elle rarement maniable, puisque la concentration n'atteint que les produits de première nécessité. Il se peut que les salariés soient traités avec clémence par les détenteurs de monopoles. Il se peut que, en diminuant les prix et en relevant les salaires, ceux-ci accroissent la demande des consommateurs et aussi l'efficacité des hommes qu'ils emploient. Mais ils peuvent choisir leur politique, et cette dernière variera selon les entreprises. Le profit dans une industrie monopolisée, privilégiée de droit ou de fait, n'a donc plus aucun caractère spécifique ; on ne peut déterminer jusqu'à quel point il représente la rétribution équitable d'activités spécialisées, ou le tribut perçu sur les catégories sociales dont l'évolution industrielle a brisé la résistance. Le Socialisme, lorsqu'il opère la reprise de l'industrie considérée, cela non pour obéir à des considérations théoriques, mais pour faire respecter des intérêts multiples qui tous concourent à son plan d'organisation, est, par conséquent, en droit de regarder le taux des profits réalisés durant la gestion privée qui aura précédé la sienne comme un élément parfaitement étranger, qu'il n'aura pas à faire entrer en ligne de compte lorsqu'il exposera les résultats de son administration, dont le premier souci aura dû être la sauvegarde des intérêts généraux.

Mais ce n'est pas seulement par cette dualité de conception au sujet du profit que le point de vue commercial et le point de vue collectif paraissent irréconciliables. En admettant même que dans l'entreprise privée et dans l'entreprise municipale les salaires fussent égaux et la plus-value annuelle identique, en admettant que les bilans fussent juxtaposables, tout un aspect de la question resterait dans l'ombre. La somme globale des bénéfices, pas plus que l'évaluation du montant total des transactions, ne nous indiquent à quel mode de distribution du produit l'entreprise s'est arrêtée. Le Consommateur peut avoir reçu une marchandise dont la valeur intrinsèque soit très voisine de celle qu'exprime son prix, le gage de l'ouvrier peut être supérieur à celui qu'édicte le tarif syndical et pourtant l'agencement interne du mécanisme de la production est capable de présenter encore de telles variations qu'on pourra difficilement décider in abstracto s'il concourt à des fins véritablement sociales. Une analyse fine et convaincante

de Mr. Bernard Shaw a mis en lumière cette vérité essentielle. Mr. Shaw envisage le cas d'une invention nouvelle, d'une machine volante pour un seul passager. Un brevet a été pris. L'inventeur est donc libre d'offrir son premier appareil au prix qui lui semble le plus rémunérateur ; ce sera, si l'on veut, £500.000. Six acheteurs se présenteront ; il encaissera de la sorte £3.000.000. Notre expérience des débuts de l'automobile rend de telles hypothèses admissibles. Quand il n'y aura plus d'acheteur à £500.000, notre inventeur lancera sur le marché "l'aréoplane populaire" à £100.000. Puis, a mesure que la demande décroîtra, il descendra jusqu'à £1000. A ce prix, le rôle de sa publicité ne sera plus de flatter une classe privilégiée, mais de familiariser les foules avec son invention, d'insister sur son caractère pratique.[1] Remarquons qu'au cours de ces différentes opérations les résultats ont été pour lui les mêmes. Qu'il ait vendu 3.000 aréoplanes à £1.000 ou 6 à £500.000, son profit est demeuré constant. Il n'a donc aucun intérêt à adopter dès le début le prix qui favorisera la plus large diffusion du produit, et, en fait, rien ne garantit que ce prix soit jamais adopté. Par contre, s'il s'agit d'un article nuisible, nous ne pouvons avoir aucune certitude que le prix sera assez élevé pour que la consommation en soit aussi réduite que possible. Il faut perdre l'espoir que, même après une longue série d'essais, l'équilibre de l'offre et de la demande se fasse sur le prix qui permettrait l'usage le plus bienfaisant socialement de l'invention considérée. Ce prix sera tantôt trop bas, comme pour le gin ; tantôt trop haut, comme pour nos maisons. "Comme dans le cas de l'automobile, toute l'industrie du monde peut être privée pendant des années d'un bienfait réel, tandis que les producteurs lutteront pour obtenir la clientèle de jeunes sportsmen ploutocrates, dépensant dans leurs machines de course une force ridiculement superflue de chevaux-vapeurs."[2] Il en est de même quand nous avons affaire, non plus à une industrie de luxe, mais à un service indispensable à la vie publique : câbles sous-marins, telégraphes, téléphones, etc.[3] La Compagnie concessionnaire n'aura aucun intérêt à réduire ses tarifs ou à perfectionner son

[1] "He would then come down to £1000, and make a stand at that, probably, for some years, meanwhile paying artisans £2 a week to fly about in aeroplanes and familiarize the public with their existence and practicability, just as until quite recently the most expensive auto-cars were seen running on our main roads, crowded, not with dukes and millionaires, but with people whose average family income was clearly not much above thirty shillings." Bernard Shaw : *The Common sense of Municipal Trading*, p. 45.

[2] *Ibid.*, p. 46.

[3] "At present, accordingly, cabling to the United States is an expensive luxury. The charge is a shilling a word ; and a couple of tiny offices in Northumberland Avenue in which one never finds as many as two customers at the same time, suffice for all the people in that populous centre who wish to avoid the crowding in the postal telegraph offices. It is difficult to believe that a sweeping reduction in this heavy charge would reduce profits, however much it might multiply cables, offices, plant and staff. But it is not certain that it would increase profits ; and if it did not, the company would have reduced their charges and magnified their operations for nothing. The huge benefit to both nations from the development of their intercourse would not go into the company's pocket." *Ibid.*, p. 47.

outillage, si finalement il n'en résulte pas pour elle une augmentation absolue de profit, c'est-à-dire si elle ne reçoit pas une récompense *plus que proportionnelle à son effort ;* l'extension de la consommation la laisse indifférente, parce que cette extension est un enrichissement social et qu'elle n'a en vue qu'un enrichissement particulier. La nation, les Municipalités peuvent gagner immensément à ce que les communications soient plus rapides et plus nombreuses. Et, en fait, si elles détiennent les lignes de chemins de fer et de tramways, elles sont sûres de récolter intégralement, en tant que collectivités, la valeur qu'elles créent par un redoublement d'activité. Mais les Compagnies ne bénéficient que d'une fraction de la valeur sociale de leurs services, car leurs dividendes ne sont prélevés que sur les voyageurs effectifs — alors qu'un nombre incalculable d'individus dont elles ne peuvent exiger aucune redevance tirent de leur gestion un avantage qui varie avec chacun d'entre eux.[1] En un mot et en langage technique, une entreprise publique obtient comme gain *la valeur d'usage ou l'utilité totale* de son activité industrielle, tandis qu'une entreprise privée peut compter seulement sur *la valeur d'échange ou l'utilité marginale.* Les bénéfices de la seconde sont accidentels et ne peuvent jamais atteindre à un maximum ; ceux de la première n'ont, au contraire, aucune autre limite "que les défauts indéniables du mécanisme politique, et ces infirmités humaines qui sont communes aux intérêts privés et aux intérêts publics." [2]

Mais les raisons que nous venons d'exposer, quoique faisant l'objet d'une analyse assez complète, peuvent aussi, en dehors de la théorie, surgir spontanément des circonstances. Elles peuvent se présenter a l'esprit du législateur quand il songe à créer le ou les organes qui seront chargés de défendre les intérêts collectifs dans le sens que nous avons marqué. Elles peuvent aussi, quand l'organe existe depuis longtemps et que son action est pratiquement illimitée, s'adapter à une politique non plus systématique, mais tout simplement d'économie et de

[1] " Take an extreme case : that of a rich invalid in the country whose life depends on the arrival of a London surgeon to operate within, say, two hours. He will pay anything, " skin for skin, yea, all that a man hath will he give for his life "—much less the necessary hundred guineas or so—to bring the surgeon to his bedside : and the railway company will do it for him ; but the railway company will not get the hundred guineas. It will get no more than if the surgeon were starting on a pleasure trip, and were paying for the fun of the journey instead of being heavily paid to endure its fatigues. In the same way every body who buys a pound of tea or a ton of coal derives from the commercial enterprise which has established communication between China and Newcastle a benefit which is out of proportion to the charge for freight and for commercial travellers' tickets which is all that the railway and steamship company get. Suppose these charges were abolished ! Suppose, even, that people became so sensitive to the discomforts of railway travelling and of seasickness that they had to be paid so much per mile at the ticket office to induce them to travel. Private enterprise in locomotion, as at present organized, would be ruined at once ; but it would still pay the ratepayer and the taxpayer handsomely to keep the railways and shipping lines—in other words, to maintain civilization—on these terms." Bernard Shaw : *Op. cit.*, p. 36.

[2] *Ibid.*, p. 53.

sens commun. Tel est le cas du Socialisme Municipal en Angleterre. Le courant d'idées qu'a suscité la Société Fabienne a pu précipiter le mouvement, il ne l'a point fait naître. S'il y avait eu une révolution parmi les conceptions économiques courantes, nous aurions assisté à une progression simultanée et dans un même sens du Socialisme d'Etat et du Socialisme Municipal. Or, nous voyons que la tendance présente de l'Etatisme anglais est dans un resserrement des activités individuelles, en même temps que dans une absorption pure et simple, sans compensation et sans charges corrélatives, des revenus socialement créés ; jamais dans une main-mise sur le gouvernement des choses, analogue à celle qu'opèrent sans relâche les Villes et les Conseils Locaux. Il semble qu'une répartition instinctive des tâches ait eu lieu entre le Pouvoir Central et les Pouvoirs Régionaux, et que chacun, pour s'adapter à la vie moderne, n'ait eu qu'à suivre ses traditions, n'ait eu qu'à se laisser spontanément diriger par ses forces internes de croissance. L'interventionnisme vague du dernier siècle s'est mué en cette politique précise, coordonnée, bien qu'encore insuffisamment consciente, à laquelle nous avons donné le nom de concessionnisme. L'action concrète, méticuleuse, pénétrante, réaliste et pratiquement illimitée des autorités locales depuis la fin du XVIII[e] siècle paraît aboutir, sans heurt et sans transformations profondes, à la gestion directe des services publics. Bien entendu, les deux organismes ne sont point restés insensibles à l'appel des circonstances, mais leurs fonctions sont demeurées qualitativement les mêmes ; elles sont aussi nettement différenciées que jamais. L'Etat modifie son système de taxation, crée des systèmes nouveaux d'Assurances, parce que nous n'avons pas la même conception qu'autrefois sur la nature de la protection qui doit être accordée à l'individu, et que la propriété ne nous apparaît plus comme une entité intangible et absolue ; les Municipalités possèdent leurs réseaux de tramways, fournissent à leurs habitants le gaz, l'eau et l'électricité, parce que l'évolution industrielle a transformé à tel point les besoins et les habitudes que l'ancienne classification des richesses communes n'est plus aujourd'hui acceptable, parce que leur énumération s'allonge et s'allongera sans cesse, et qu'une cité ne fait pas plus pour ses habitants en leur assurant à bon compte le transport et l'éclairage que ne faisait jadis une Paroisse en se chargeant de l'entretien de la voirie ou de l'hospitalisation des nécessiteux. Mais, en agissant ainsi l'Etat et les Municipalités ne cherchent pas à mettre leurs traditions en harmonie, à faire chacun séparément une politique qui soit le complément de celle de l'autre.[1] La tâche des Corps Locaux est, d'ailleurs, de

[1] C'est en cela que le Socialisme Municipal anglais pourrait dérouter certains économistes collectivistes continentaux, surtout ceux qui, théoriciens purs du Socialisme d'Etat, se rallient à la conception que nous appellerons déductive. Ceux-ci semblent moins obéir au désir de voir absorber par le pouvoir central telle ou telle branche isolée de la production nationale, qu'une concentration suffisante a rendue mûre pour la socialisation, qu'à celui de réaliser intégralement un programme qui, certes, découle plutôt de notions préconçues que d'une impartiale observation des faits. C'est pourquoi chaque auteur élargit ou rétrécit le champ d'action des Municipalités selon qu'il accorde plus ou moins de pouvoir à l'Etat. Par exemple, Benoit Malon attribue à celui-ci la propriété des chemins de fer, mines, carrières, canaux, grands monopoles industriels et grandes industries métallurgiques, banque nationale ; à la commune revient le service des

beaucoup la plus aisée ; alors que l'État doit parvenir à une sorte de personnalité morale, doit incarner l'âme du présent, doit, parmi les aspirations confuses d'une démocratie en mouvement, dégager l'essentiel et le permanent, doit innover et créer, les Municipalités anglaises n'ont qu'à s'appuyer sur leurs premières expériences pour poursuivre leur œuvre, n'ont qu'à se prévaloir des occasions que l'évolution industrielle place chaque jour devant elles, n'ont qu'à s'enquiéter de questions d'espèce, n'ont en un mot qu'à administrer. Du premier coup, elles ont contourné l'obstacle, la pierre d'achoppement de toute entreprise collective ; elles ignorent la division par partis, ne sont point tentées de fausser la solution de problèmes qui nécessitent avant tout des capacités économiques en y introduisant des considérations personnelles, étrangères. Toutes les bonnes volontés qu'elles sollicitent et dont elles obtiennent le concours ne visent qu'à l'efficacité. Dans

eaux, de l'éclairage, des transports en commun, des logements, des approvisionnements (meuneries, boulangeries, boucheries). Mais Mr. Anton Menger ne laisse à l'Etat que les pouvoirs politiques et certains services très étendus, et donne aux Municipalités la propriété des instruments de production et même de certains objets de consommation (maisons d'habitation, objets d'art, etc.). On voit que l'erreur de ces théoriciens est de considérer la première partie de leur programme comme un fait accompli et non comme une simple aspiration, et de procéder ensuite par déductions pour la rédaction de la seconde, alors que dans les deux cas une méthode d'observation concrète s'impose. Ils ont, en outre, une idée moins nette de ce que les Municipalités sont capables d'accomplir, que de ce que l'État est impuissant à réaliser. Chez eux, le Socialisme d'État prend seul une valeur positive, le Socialisme Municipal n'ayant que celle d'un complément. Si bien que leur programme semble être mi-scientifique, mi-utopique. Alors que pour délimiter le domaine de l'État, ils tiennent compte jusqu'à un certain point de la marche suivie par l'évolution économique, dans leur ébauche de Municipalisation ils perdent tout contact avec la réalité. " Dans la commune idéale de Mr. Menger, écrit Mr. Bourguin (*Les Systèmes Socialistes*, p. 92), tout individu a droit à l'existence, nul ne peut prétendre à un droit particulier sur le produit de son travail tant que les besoins primordiaux de tous les individus ne sont pas satisfaits. En revanche, tout individu valide est obligé de travailler dans une mesure déterminée sur l'ordre de l'autorité publique et tout réfractaire subit des peines disciplinaires. L'autorité municipale désigne à chaque travailleur le groupe professionnel dans lequel il doit être employé, de même il assigne à chaque groupe ses moyens de production et ses chefs. " Il semble donc que Mr. Anton Menger et son école se soient ralliés à un système bâtard, réaliste et imaginatif à la fois. Ils ne peuvent se faire à l'idée d'un socialisme partiel, étendant ses conquêtes dans la direction marquée par l'évolution économique, mais ils sont assez avisés pour percevoir que l'État est incapable de mettre à lui seul leur programme en pratique. Leur argumentation est à peu près la suivante : " Si nous regardons autour de nous, nous nous apercevons que telle ou telle catégorie d'entreprises ou telle ou telle fonction économique revient de droit à l'État centralisé. Conclusion : toutes les autres sont du ressort des Municipalités. " Et, comme ils ne possèdent à l'heure actuelle aucun indice qui leur permette de soupçonner l'usage que ces dernières feront d'un tel présent, inattendu et vraiment trop magnifique, ils ont la complaisance de tracer à leur intention un plan si idéal qu'un Cabet ne l'aurait pas désavoué.

les Conseils, le groupement des voix se fait en "Progressistes" et en "Modérés," c'est-à-dire que les divergences ne se manifestent qu'au sujet de l'accélération ou du ralentissement du mouvement. Chacun peut voter pour ou contre une mesure, selon qu'il la juge ou non efficace ; dans aucun cas la pression gouvernementale ne se fait sentir ; les initiatives restent libres ; un Rapport, une Résolution peuvent être repoussés ou adoptés sans que les Présidents de Comités dont l'avis n'a point prévalu aient à se retirer ; les votes d'un conseiller peuvent même différer quand il passe d'un Comité dans un autre, sans qu'il soit accusé de s'être déjugé.

Et c'est parce que le Socialisme Municipal anglais n'est point en lui-même un mouvement d'idées, ne revêt point l'aspect d'un système, qu'il ne se heurte qu'à une hostilité de surface. Il n'est, à tout prendre, que l'adaptation fonctionnelle d'un organe qui n'avait été créé ni pour, ni par le Socialisme. Au même titre que le Trade Unionisme ou que la Coopération, il traduit l'une des multiples aspirations du tempérament concret-positif anglais ; au même titre que ces derniers, il doit subir la réaction, et des intérêts qu'il menace directement, c'est-à-dire des entreprises privées dont il opère le rachat, et de ceux qu'il peut compromettre lorsque, par inexpérience ou en cédant à certaines impulsions, il ne maintient pas intacte la synthèse qu'il a charge de défendre. Le contribuable s'élève contre des dépenses inutiles, entraînant une élévation des taxes; l'agent contre la longueur excessive de la journée de travail et contre le taux insuffisant des salaires, tout comme le Syndicaliste proteste parfois contre la politique de son Union et contre l'emploi qu'elle fait des fonds, tout comme le Coopérateur s'insurge à l'occasion contre le mode de répartition des bonis. Et le mécontentement du contribuable et de l'agent peut même être plus vif et de plus longue durée que celui de ces derniers, car ceux-ci récoltent, en tant que Coopérateur ou que Syndicaliste, le bénéfice total de l'action de l'Union ou de la Société de Consommation ; tandis que l'habitant des villes où les grands services sont gérés publiquement, ne confondant que rarement en soi-même la qualité de contribuable, de consommateur et de fonctionnaire, pouvant donc avoir à supporter une fraction des pertes encourues au cours de l'exploitation d'une industrie dont l'importance est primordiale, certes, pour la Collectivité, mais dont personnellement il ne tire aucun profit, a besoin de se hausser à une vue d'ensemble de la chose publique, a besoin de vaincre certaines tendances individualistes, pour comprendre la nature de l'œuvre à laquelle il concourt, en même temps que pour évaluer le bénéfice éventuel de sa participation. Par là même qu'il est spontané et empirique, le mouvement municipal anglais est et sera longtemps encore soumis, comme le Trade Unionisme et la Coopération le furent à leur période de début, à des difficultés intérieures, et ce n'est qu'après une série d'oscillations qu'il atteindra à l'harmonie de structure à laquelle il vise ; il connaîtra même des arrêts et des régressions, mais il vaincra finalement parce qu'il est efficace par nature, et qu'il repose, non sur une doctrine qui peut être battue en brèche par une doctrine nouvelle, mais sur le sens commun. Aussi les attaques de certains individualistes impénitents, tels que Lord Avebury, [1] ou de groupements rétrogrades, tels que la London Municipal Society, qui ne défendent qu'avec des armes de hasard des intérêts qui ne peuvent être que passagers, s'évanouiront-elles

[1] *Les Villes et l'État contre l'Industrie Privée*, trad. franç. de Robert Ellissen.

d'elles-mêmes, pour paraître un jour aussi vaines que celles des économistes orthodoxes, d'un Nassau Senior par exemple, contre les premières associations ouvrières. Une fois encore, l'organisme survivra et ses fonctions se développeront, parce qu'organisme et fonctions ne tendent que vers l'efficacité. Ses attaches avec le Socialisme sont d'ailleurs elles-mêmes trop ténues pour que ceux qui ne se sont pas encore rendus maîtres de la conception socialiste puissent en ressentir quelque inquiétude. Le Socialisme Municipal n'est pas, en Angleterre, nous l'avons vu, le complément du Socialisme d'Etat — tout simplement parce que le terme Socialisme d'État n'a point dans ce dernier pays l'acception qu'il a sur le continent. Le ferment du Fabianisme n'a point suffi à l'intellectualiser ; il reste concret et autonome, parvient empiriquement à cet agencement des faits dont le véritable Socialisme démontre la nécessité rationnelle. Il peut vivre et progresser quand bien même l'idée socialiste ne gagnerait point les cellules profondes, vitales de la nation. Il est un phénomène de la périphérie, une matérialisation subite de l'une des ramifications de l'idée socialiste, et non la dernière phase d'une vaste entreprise d'organisation générale, ni l'ondulation dernière d'un flot puissant qui aurait d'abord baigné les esprits et les âmes. Il est capable pour l'heure de ne vivre qu'en soi et pour soi. C'est là ce qui lui donne sa force actuelle. C'est là aussi ce qui nous fait nous demander avec inquiétude s'il pourra plus tard, quand l'évolution que nous avons signalée à travers ce livre se sera accentuée, reprendre sa place dans un mouvement qui aura été à la fois coordonné, généreux et émotif. C'est là enfin pourquoi il ne peut trouver, dans une étude des *tendances* qui dirigent l'Angleterre en matière économique et politique, qu'une place relativement restreinte. Il est une chose intéressante, complète, parfaite en soi, mais dont la valeur suggestive est pour ainsi dire nulle. Il est un microcosme du Socialisme ; or, ce dernier ne progresse que parce qu'il est sans cesse plus large et plus humain ; il a besoin d'espace ; de moins en moins il se laissera comprimer dans une formule ou dans un cadre administratif, et ses vertus n'apparaîtront que lorsque ses lignes auront pris une certaine ampleur. Sans doute le mouvement municipal est plus socialiste qu'aucun autre pour ceux qui ne voient dans le Socialisme que la reprise par la Collectivité des instruments de production. Mais il est loin de nous ouvrir les mêmes horizons, sereins ou chargés d'orages, que des mouvements pourtant isolés eux aussi, tels que le Trade Unionisme et, à un moindre degré, la Coopération.

Quoiqu'il en soit, à cause justement de son autonomie fonctionnelle, et aussi parce qu'il est maintenu, conditionné par des organes qui, quoique assouplis et, depuis 1888, rendus plus sensibles aux impulsions de la démocratie, restent néanmoins attachés à une œuvre séculaire, [1] il a trouvé dans un pays qui garde

[1] Peut-être n'est-il pas inutile de donner une rapide description des organes dont l'ensemble constitue ce que les Anglais appellent le Gouvernement Local. Les trois lois fondamentales en cette matière sont le Public Health Act de 1875, le Local Government Act de 1888 qui a créé des Conseils de Comté et leur a attribué la plupart des fonctions exercées précédemment par les Juges de Paix dans les "quarter sessions", et l'Acte de 1894, qui a créé les Conseils de Paroisse et les Conseils de District et a modifié le mode d'élection et le rôle des autorités sanitaires. Ces lois ne s'appliquent pas intégralement à la ville de Londres, qui est régie par des dispositions spéciales. Les trois organes principaux existant

le respect de toutes les forces individuelles ou collectives jaillies spontanément de son sol, toutes les facilités d'expansion désirables ; et si ce n'était à cause des associations d'idées que le vocable dont on l'a revêtu suggère à quelques-uns, il n'aurait rien en lui-même qui puisse troubler cette partie de la nation qui incline vers le Conservatisme.

Le Municipalisme est d'ailleurs fortifié par le jeu normal des lois du pays qui ont, indépendamment de toute politique et de tout parti, un caractère social. Les Municipalités et les Conseils Locaux jouent dans l'administration anglaise, si décentralisée, si imparfaitement unifiée, le rôle de cellules sensorielles. Aux attributions spécifiques dérivées de la connaissance plus intime des faits se joignent pour elles toutes celles que leur délègue un pouvoir central qui n'a en propre

à l'heure actuelle sont : 1° La Paroisse. 2° Le District Urbain ou Rural. 3° Le Comté Administratif ; sauf exception, la Paroisse fait partie du District et le District du Comté. La Paroisse, en tant qu'unité de gouvernement local, est distincte de la paroisse ecclésiastique ; si elle est située dans un district rural, elle est gouvernée, selon son importance, par une Assemblée de Paroissiens ou par un Conseil de Paroisse. La loi de 1894 décide que pour toute paroisse de plus de 300 habitants l'organisation d'un Conseil est obligatoire. Sont électeurs tous les habitants qui acquittent la taxe des pauvres. Le nombre des conseillers varie de 5 à 15 ; les femmes sont éligibles ; le mandat est d'un an. Les Conseillers nomment les inspecteurs des pauvres, gèrent le domaine de la paroisse (promenades, édifices, etc.) et peuvent acquérir des terres en vertu du Small Holdings and Allotments Act, pour les sous-louer ensuite à leurs administrés. Les Conseils de Paroisse ne peuvent lever de taxes que jusqu'à concurrence de 6d. par livre du revenu des immeubles ou, si les électeurs réunis en assemblée ne sont pas consultés, jusqu'à concurrence de 3d. Ils peuvent emprunter avec l'autorisation du Parish Meeting, du Conseil de Comté et du Ministère. Les comptes sont vérifiés deux fois l'an par l' "Auditor" du District. Les Districts Urbains sont, soit des Bourgs, parfois d'origine très lointaine, parfois créés par charte royale, soit des Districts proprement dits, créés, en vertu d'une législation spéciale, par le Local Government Board ou par le Conseil de Comté quand une agglomération rurale a pris le caractère d'une petite ville. Les Districts Ruraux coïncident avec la fraction rurale des anciens groupements de paroisses ou Unions, établis pour l'exercice de l'assistance publique. Mais, tandis que pour les Districts Urbains, la loi de 1894, en créant les Conseils de District, a simplement donné une appellation nouvelle à des corps qui existaient depuis longtemps, elle a donné aux Districts Ruraux un conseil spécial, le Conseil de District Rural, dont les membres ne se confondent pas avec les "guardians" des Unions de Paroisses, lesquels sont élus par les paroisses urbaines. Les membres des Conseils de District sont, dans tous les Districts autres que les Bourgs, élus pour trois ans par tous les électeurs des Paroisses, y compris les femmes. Le président est, en vertu de sa charge, Juge de Paix. Tandis que l'assemblée du District Urbain réglemente et administre tout ce qui concerne les rues, égoûts, marchés, foires, abattoirs, logements insalubres, etc., les assemblées de Districts Ruraux s'occupent seulement des travaux de voirie et de la suppression des "nuisances". Dans les Bourgs, le Conseil de District prend le nom de Town Council, et comprend un maire, des conseillers et des échevins ; cette assemblée peut emprunter avec l'autorisa-

aucun moyen d'expression. Elles expérimentent et exécutent. Des courants incessants s'établissent entre elles et les zones de la volition. S'agit-il d'hygiène publique, d'éducation primaire, d'assurance, d'assistance, d'habitations ouvrières ou de nationalisation du sol, la Paroisse, le Bourg, le Comté surgissent au premier plan ; ils ont toute liberté d'action, engagent les dépenses utiles, lèvent les taxes nécessaires, contrôlent, organisent. Tout au plus ont-ils à rendre des comptes annuels au Local Government Board. De quel droit alors cette activité régionale, qui donne toute son originalité au mécanisme administratif de l'Angleterre, serait-elle entravée lorsque les corps locaux poursuivent des fins personnelles ? Comment décider, par exemple, qu'un Conseil de Comté ou qu'un Conseil de District Urbain pourra imposer de vive force à des proprié-

tion du Local Government Board, lever des taxes et édicter des règlements. Les attributions de chaque Town Council sont réglées par une série d'Actes du Parlement et varient par conséquent d'un Bourg à l'autre, mais, privilège précieux, sur les trois " Auditors " chargés de vérifier ses comptes, deux sont élus par les bourgeois et le troisième est choisi par le maire. Les Comtés administratifs ne coïncident pas nécessairement avec les Comtés historiques : par exemple, l'Ile de Wight forme à elle seule un Comté administratif. Enfin 64 Bourgs importants d'Angleterre constituent des Bourgs de Comté. Le Conseil de Comté est élu par tous les électeurs des " non county boroughs " et par les habitants des campagnes. Les femmes jouissent de la franchise. Tous les électeurs sont éligibles ainsi que quelques privilégiés (grands propriétaires et membres du clergé anglican). Le conseil s'adjoint des aldermen. Son président est, pendant la durée de son mandat, Juge de Paix du Comté. Le Conseil de Comté a hérité de toutes les attributions administratives des anciens Juges de Paix. Il peut vendre, acheter, emprunter, avec l'autorisation ministérielle. Il peut lever des impôts. Il a depuis 1902 la direction de l'enseignement primaire et secondaire, etc. Pour la ville de Londres, l'organisation est entièrement différente. La loi de 1888 a créé, d'une part, le nouveau Comté de Londres, et, de l'autre, un Comté administratif qui seul nous intéresse ici. Son Conseil comprend un président, 19 aldermen, 118 conseillers. Ses fonctions sont multiples ; il a d'abord hérité de celles du " Metropolitan Board of Works ", créé en 1855 ; en outre, des Actes successifs lui ont conféré toute une série de droits, dans le détail desquels il nous est impossible d'entrer, droits d'inspection (théâtres, champs de courses, abattoirs, laiteries, poids et mesures), droits d'exploitation de lignes de tramways et de bateaux sur la Tamise (nous reviendrons plus loin sur ce point), direction des écoles primaires, etc. Les organes administratifs locaux sont les Conseils des 28 Bourgs Métropolitains qui ont remplacé en 1899 les " vestries " des paroisses et les " district boards " : chacun d'eux comprend un maire, des aldermen et des conseillers et a pour mission de veiller à l'application du London Public Health Act (éclairage et nettoyage des rues, curage des égoûts, réglementation de la circulation), des Allotments Acts, du London Building Act et des Electric Lighting Acts, de procéder à la perception des impôts et à l'entretien des pauvres. Seule la Cité, qui a une indépendance presque complète en matière judiciaire, mais qui dépend administrativement du Comté de Londres, possède quelques attributions supplémentaires : inspection des asiles d'aliénés, des écoles industrielles, entretien des quatre principaux ponts et administration d'un certain nombre de marchés.

taires fonciers la vente de leurs terrains ou la démolition de logements jugés insalubres, et lui dénier en même temps le droit d'acheter et d'exploiter pour son compte un réseau de tramways, la canalisation et les usines génératrices du gaz et de l'électricité ? Comment mettre en tutelle, pour les actes qui la concernent, une personne dont on augmente chaque jour les pouvoirs et la responsabilité lorsqu'elle agit pour autrui ?

Le Socialisme municipal, la gestion collective des industries dont la concentration a fait des monopoles, et aussi la production d'acticles qu'il importe de voir livrer aux consommateurs dans un état d'absolue pureté, ne sont donc plus, lorsqu'on les considère parmi l'énorme accroissement d'efficacité d'un peuple qui est demeuré fidèle à ses anciens cadres, qu'une besogne technique, une œuvre presque machinale, simple corollaire d'une tâche plus haute, pour laquelle non plus un entraînement progressif, mais un dévouement et une hardiesse sans précédents sont requis. A supposer que l'évolution de l'Angleterre se poursuive dans le sens que nous avons indiqué, et que la réforme administrative continue à être opérée selon des tendances décentralisatrices, dire que le Socialisme Municipal ne peut dans un avenir rapproché résoudre à la satisfaction de tous les intéressés le problème spécial en face duquel il se trouve, c'est dire que, dans un autre ordre, il faut perdre l'espoir de voir disparaître les " slums ", c'est remettre en doute la validité des principes qui ont inspiré le Small Allotments Act de 1907 et le Budget de 1909, c'est penser que l'on pourra, en matière d'éducation, revenir à la situation antérieure a la loi de 1904, c'est croire à un mouvement total de réaction de la politique anglaise dont les symptômes ne sont perçus nulle part.

D'ailleurs, le temps est déjà loin où la Société Fabienne livrait ses premiers combats au sujet de la municipalisation des services monopolisés d'intérêt public. Pour Londres, les dernières barrières sont tombées avec la suppression des " vestries " en 1889, et la création des Conseils de Bourgs Métropolitains. [1] Le County Council s'est toujours prévalu, parmi les clauses des concessions octroyées aux Compagnies, de celles qui prévoyaient, à l'expiration du contrat, la faculté de rachat pour les autorités municipales. Le service des eaux a passé des mains des huit Compagnies dont Sidney Webb déplorait en 1891, dans son *London Programme*, l'inertie et l'incapacité, [2] dans celles du Metropolitan Water Board, qui satisfait aujourd'hui 7.000.000 de consommateurs, qui a un tarif unique, de beaucoup inférieur à l'ancien, et qui depuis 1904 a doublé la quantité d'eau mise en réservoir (ce qui influe sur la qualité du liquide). [3] Les tramways, qui étaient

[1] V. note précédente.

[2] " It costs under £700.000 a year to supply London with water ; but London has to pay more than £1 700.000 a year for the water so supplied. The surplus serves to pay, on an average, over seven per cent on the nominal capital of the eight water companies (some shareholders receive over twelve per cent). " Webb, *London Programme*, pp. 31.

[3] Voir tous les détails du rachat (évaluation, émission d'obligations) dans *The Municipal Year Book* pour 1911, pp. 245-249. On lit notamment " Since 1st april 1908, the Board's charges for water have been governed by the Metropolitan Water Board (Charges) Act, 1907. This provides that the rate for domestic purposes shall not exceed 5 per cent. per annum on the rateable value of the

exploités autrefois par onze Compagnies et dont la gestion permettait l'attribution d'un dividende variant entre 6 et 10 $^0/_0$, ont été acquis en totalité par le London County Council lui-même, soit de gré à gré, soit en vertu des pouvoirs qu'il tirait de l'Acte de 1870. [1] La traction électrique a été substituée à la traction animale, le prix des places a été abaissé, [2] les salaires des employés ont été sensiblement relevés, et, pourtant, à la fin de 1909, une somme de £105.801 pouvait être versée au fonds de réserve. Pour l'électricité, le droit de rachat du County Council ne pourra, il est vrai, s'exercer qu'à partir de 1931, mais ce retard sera contrebalancé par le fait que le rachat devra être total (les Bourgs Métropolitains pouvant, d'ailleurs, fournir d'ici là, en vertu de l'Acte de 1908, la lumière et la force motrice à leurs chemins de fer souterrains, tramways et canaux). [3] Quant au port de la ville de Londres, qui était, antérieurement à 1908, régi par diverses Sociétés par Actions, il est maintenant sous la dépendance d'un corps élu par les contribuables ayant un intérêt dans la navigation. [4] L'expérience malheureuse des services de vapeurs

premises supplied, etc., " p. 247. Voir aussi *London Statistics*, vol. XX, 1909-1910, p. 421. Webb nous apprenait en 1891 que le tarif alors en cours atteignait £2 s 12 pour les maisons taxées sur £30 (Compagnie de Lambeth). *Op. Cit.*, p. 37.

[1] Il y a pourtant une subtilité dans l'interprétation de l'Acte de 1870. La loi confère aux pouvoirs locaux le droit de racheter les exploitations concédées après un délai de 21 ans, mais pour qu'ils puissent eux-mêmes gérer les entreprises ainsi rachetées il faut une décision spéciale du Parlement (provisional order). C'est à la ville de Glasgow que le premier " provisional order " a été concédé. Depuis, une telle procédure a été fréquemment appliquée. Pour plus de détails, voir l'introduction à la section 9 du *Municipal Year Book*, p. 489.

[2] On trouvera toutes les informations désirables sur le nombre de voyageurs transportés, la longueur des lignes, les tarifs, les dépenses de toute nature, les capitaux engagés, dans les *London Statistics* du County Council, vol. XX, 1909-1910, pp. 379-385.

[3] " The date at which purchase by the Council may first take place is 26th of August 1931, and, failing purchase at that date, at recurring periods of 10 years. The Council is required to give three years' notice of intention to purchase, with the further condition that the undertaking of any one company may not be purchased unless all are purchased at one and the same time. The terms upon which the undertakings are to be purchased are those referred to above, etc. " *London Statistics, Op. Cit.*, p. 429. " The metropolitan borough councils and the London companies are authorised to supply current to any railway, tramway, canal, etc., situate within or partly within their respective areas of supply." *Ibid.*, p. 430.

[4] V. *London Statistics, Op. Cit.*, pp. 407-410, ainsi que *The Municipal Year Book*, pp. 250-252: " The Government's measure, [which] came into operation on the 31st of March 1909, established an authority, by the name of the Port of London Authority, to take into consideration the state of the River and the accommodation and facilities afforded in the Port of London, and to take steps for the improvement thereof. The Authority consists of a chairman, vice-chairman, 18 elected members, 10 appointed members..... (suit une description du mécanisme des élections qui sont faites au suffrage plural et auxquelles prennent part les riverains, entrepositaires et bateliers.).... The Port Authority has taken over as from the 31st March 1909, the powers and properties of the Thames Conser-

sur la Tamise, si elle a pour un temps abouti au renversement de la majorité au sein du County Council, n'a donc été suivie, ainsi qu'on l'a prétendu à tort, par aucune politique de réaction contre les entreprises municipales.

Dans les provinces, sauf en ce qui concerne le gaz, pour lequel les Actes de 1870 et de 1875 ont établi un monopole absolu et inattaquable au profit des Compagnies, l'avance, tant au point de vue législatif qu'à celui de l'étendue des exploitations, est indéniable.[1] C'est pour les tramways surtout que la progression est manifeste. Il n'est pour ainsi dire plus de grande ville qui n'ait municipalisé les siens, ou dont les Conseils n'aient créé de nouvelles lignes. Aberdeen (1899), Belfast (1905), Birmingham (1904), Bradford (1898), Cardiff (1902), Croydon (1906), Derby (1904), Dundee (1900), Glasgow (1898), Halifax (1898), Leeds (1897), Leicester (1904), Liverpool (1898), Manchester (1901), Newcastle (1901), Nottingham (1901), Portsmouth (1901), Sheffield (1899), Southampton (1899), Wigan (1901), etc., ont vu leurs voitures transporter (durant l'exercice 1909-1910) un nombre total de voyageurs qui atteint 2.102.438.010 (nombre correspondant pour les compagnies: 640.751.429). Le montant global net des recettes a été de £3.600.191 (Compagnies : £1.345.596), et le tarif moyen par voyageur de 1,05d. (Compagnies : 1,24d.).[2] Aucun cas de déficit n'a été signalé, et la plupart des cités que nous venons de mentionner ont même consacré une large part de leurs profits à une réduction des taxes locales ; par exemple, le dégrèvement était en 1910 de 4 1/2d. à la livre pour Manchester et de 6 1/4 pour Leeds.[3] D'autre part, tant pour les conducteurs que pour les contrôleurs, la journée de travail ne dépassait nulle part 10 heures et s'abaissait même jusqu'à 8 heures 1/2, tandis que les salaires oscillaient entre 4 1/2 d. (sauf de très rares exceptions) et 7 3/4 d. par heure.[4] Les entreprises étaient, d'ailleurs, acquises par les Municipalités dans les conditions qui sauvegardaient au mieux leurs intérêts, puisque l'Acte de 1870 décidait que les Compagnies n'auraient droit qu'à une compensation égale à la valeur *originelle* de leur matériel, après déduction des dépréciations, et qu'il ne serait tenu aucun compte dans le règlement de l'opération de la plus-value passée ou présente.[5]

vancy below Teddington, of the London and India, the Surrey Commercial and the Millwall Dock Companies, and as from the 1st July 1909, those of the Watermen's Company, except certain property and funds."

[1] Il peut néanmoins y avoir des ventes à l'amiable consenties par les Compagnies aux Municipalités, et en 1909-1910, 293 municipalités fabriquaient et distribuaient leur gaz (contre 501 compagnies), avec un capital de £30.478.862 et une consommation de 65.352.790 pieds. V. *Municipal Year Book*, p. 478.

[2] *Ibid.*, p. 490.

[3] *Ibid.*, p. 492.

[4] *Ibid.*, p. 925-936.

[5] "This interpretation of the clause was at first disputed by the tramway companies, but the first cases which came under it—between the London County Council and the London Street Tramways Company, and between the Edinburgh Tramway Company and the Edinburgh Corporation—settled the matter. The London Streets Company claimed £604.090 for about four and a half miles of line and for depots, but the arbitrator decided that "the then value" was £101.798." *Ibid.*, p. 489.

Pour l'électricité, les Actes de 1882, 1888, 1889 et 1909 confèrent aux autorités locales le pouvoir de racheter, sans que les Compagnies puissent arguer de leurs profits pour exiger une somme supérieure à celle qui représente la valeur intrinsèque du matériel. En ce qui concerne les entreprises exploitées par des particuliers en vertu d'un "Ordre" du Parlement, le rachat est de droit 42 ans après le début de la concession, mais il peut être opéré à l'amiable au cours de cette dernière.[1] C'est ainsi que les Corporations d'Exeter, Liverpool, Southampton, Bath, Leeds, Sheffield, Glasgow, Birmingham, Eastbourne pourvoient déjà elles-mêmes à l'éclairage de leur cité. Pour l'eau enfin, on compte à l'heure présente 1.142 entreprises municipales contre 231 privées.[2]

Rien ne semble donc vouloir s'opposer au succès de cette première phase du Socialisme Municipal, la phase purement administrative, celle durant laquelle des industries préalablement créées et équipées sont gérées sans que rien soit changé à leur destination, durant laquelle les autorités locales n'ont en quelque sorte qu'à maintenir l'impulsion donnée par l'évolution économique, sans rien innover,[3] en faisant seulement appel à des concours qu'en raison de la sécurité

[1] Section 2 de l'Electric Lighting Act de 1888, v. texte *Municipal Year Book*, p. 545. Pour Londres, ce sont les Actes de 1908 et 1910 qui règlent le rachat.

[2] "It has been for many years the settled policy of Parliament not to withhold its sanction to applications from urban authorities seeking to obtain control of the water supply in their districts" *Municipal Year Book*, p. 459. Voir à la suite les détails d'exploitation pour chaque Municipalité.

[3] Elles semblent devoir entrer maintenant dans une voie plus expérimentale et aussi plus grosse d'aléas de toute nature. Ce n'est plus seulement lorsqu'il y aura monopole absolu que les Municipalités interviendront mais aussi lorsque, dans un but de santé et d'hygiène publiques, il sera nécessaire d'insister sur la *qualité* d'une marchandise encore distribuée par l'industrie ou le commerce privés, la concurrence ne protégeant le consommateur qu'au point de vue du prix. Ainsi une campagne très active se fait en faveur de la création de dépôts de lait municipaux. (V. *Municipal Milk and Public Health*, Fabian Tract. N° 122 ; *Infant Mortality* par Margaret MacMillan, *The Wastage of Child Life* par J. Johnston, pp. 30-44). Mais c'est surtout en ce qui concerne la démolition des logements insalubres et l'édification d'habitations ouvrières que les toutes récentes années sont pleines d'intérêt. Mettant à profit les Housing of the Working Classes Acts (1890-1903) et surtout le Housing and Town Planning Act (1909), qui leur permettent d'acheter de vive force, soit des espaces déjà bâtis, pour les débarrasser de leurs constructions insalubres, soit des terrains nus (cela avec l'autorisation du Local Government Board et après l'émission d'obligations ou après un emprunt qui est consenti par les Public Works Loan Commissioners), les différentes Corporations d'un très grand nombre de villes du Royaume-Uni ont élevé des constructions de différents types : 1° De simples logements, où moyennant une somme qui varie de 3d. à 6d. par nuit chacun peut trouver asile. (Il y a place pour 2.404 personnes dans les abris de Glasgow, pour 467 dans ceux de Manchester, etc., *Municipal Year Book*, pp. 661-662). 2° Des "blocs" de 1, 2, 3 ou 4 étages, qui contiennent des appartements à 1, 2, 3 ou 4 pièces. (Il y en a 2.423 à Glasgow, 420 à Manchester, 500 à Liverpool. *Op. Cit.*, pp. 662-663). 3° Des maisons simples à deux ou trois étages où trouvent à se loger de deux à six familles (128 appartements

et des garanties qu'elles donnent à ceux qu'elles emploient, elles obtiennent — du moins en ce qui concerne les dirigeants — à bien meilleur compte que l'industrie privée. Les mêmes autorités doivent, bien entendu, s'inspirer pour la répartition des bénéfices de principes diamétralement opposés à ceux qui guident les entreprises libres, à savoir notamment que dès qu'une forme de la production s'est incorporée en quelque sorte dans la vie nationale ou régionale, elle doit subir le contre-coup des idées qui y ont cours et ne peut continuer d'exister que si elle respecte certains intérêts considérés comme essentiels par la Collectivité, que si elle devient publique dans son esprit aussi bien que dans son caractère objectif, que si elle renonce à avoir une fin indépendante des intérêts qu'elle doit servir. Mais, dans ces limites, et en tenant compte de ces modalités, la position du Socialisme Municipal anglais est inattaquable. Il reçoit, sans qu'il y ait heurt ni interruption, l'héritage du passé: un capital, un outillage, dont le mode d'usage est à l'avance déterminé, et dont il a plus de raisons que les Compagnies privées de hâter le perfectionnement technique, par là même que les consommateurs peuvent, autrement que par l'abstention, faire connaître leur mécontentement et imposer leur volonté. Libéré de toute influence politique, il est soumis à des influences économiques si profondes et si variées que sa gestion se trouve maintenue dans un cadre rigide, et se voit contrainte d'être efficace, au sens le plus complet de ce terme. Les Municipalités sont, en vérité, soumises à un contrôle tel qu'il ne s'en exerce sur aucune entreprise privée. Alors qu'une Compagnie ne risque de voir critiquer son exploitation que par une assemblée annuelle que l'annonce d'un dividende substantiel suffit à satisfaire, la Municipalité vit, pour ainsi dire, dans une atmosphère de défiance. Une opposition se manifeste presque toujours au sein de ses Conseils. Si elle commet quelque erreur, sa politique générale est aussitôt mise en cause. Réalise-t-elle un bénéfice sur un service, immédiatement ceux des habitants qui l'ont utilisé prétendent que le tarif a été trop élevé, et qu'ils ont à eux seuls fait les frais de la réduction des taxes dont le dit bénéfice est souvent la cause. Cherche-t-elle, au contraire, à livrer ses produits au prix coûtant, et, n'ayant pu proportionner à l'avance avec une parfaite exactitude les tarifs aux dépenses, est-elle obligée de faire supporter une partie de ces dernières au budget de la commune, immédiatement elle s'attire l'animosité de ceux qui sont contribuables avant d'être consommateurs. Abaisse-t-elle les salaires de ses employés, elle se heurte aux Unions. Les élève-t-elle outre mesure ou cherche-t-elle simplement à imposer, comme le fait le London County Council,

à Aberdeen, 783 à Liverpool, 242 à Manchester. (*Ibid.*, pp. 664-666). 4° Des petits appartements séparés à deux étages, dont chacun n'est occupé que par une seule famille, mais dont plusieurs se trouvent contenus dans la même maison. (*Ibid.*, p. 665). 5° Des petits chalets isolés, à raison d'un par famille (3.678 en totalité avec 17.199 pièces : v. le détail, pp. 666-667). Pour Londres même, le County Council logeait au 31 Mars 1910, 31.167 personnes (v. le détail et les comptes financiers, *Op. Cit.*, pp. 653-655. Consulter aussi sur la même question : *Fabian Tracts* Nos 109, 68, 71, 76). L'autre effort récent des partisans des services municipaux est un effort de coordination et d'unification : il tend à grouper et à élargir les circonscriptions administratives, en vue de placer les entreprises sous une même direction. (Consulter *Municipalization by Provinces*, Fabian Tract N° 125 et Wells : Appendice à *Mankind in the Making*).

la clause du " fair wage " dans tous les contrats qu'elle passe avec les entrepreneurs, elle indispose, et la classe des petits commerçants qui ne sont encore disposés à rien accorder aux travailleurs, " à moins que la chose n'ait été mendiée comme une faveur ou extorquée de vive force par le Trade Unionisme," [1] et qui, dans l'instabilité de leur fortune, ont une haine instinctive pour ceux qui peuvent regarder l'avenir avec confiance, et la classe des grands et moyens employeurs, qui redoutent l'effet de cette consécration officielle apportée à une théorie dont les conséquences leur paraissent encore contraires à la bonne marche de leurs affaires.

Pris entre ces courants opposés, soumis à des réactions immediates dès qu'il rompt l'équilibre des intérêts, le Socialisme Municipal est donc obligé de progresser dans une direction satisfaisant la majorité, laquelle d'ailleurs se déplace sans cesse et englobe selon les cas les éléments les plus divers. Il n'y a donc pas à redouter chez lui une souplesse insuffisante vis-à-vis de sa volonté, mais au contraire une docilité excessive à son égard. Il ne doit point oublier qu'il n'existe qu'en vue d'une synthèse, et que la voix de la majorité n'est point en elle-même nécessairement synthétique. Le danger pour le Collectivisme administratif est donc un danger interne, celui du sacrifice instinctif d'une classe à l'autre, quand dans la Cité les classes ne sont pas numériquement équilibrées. Dans une ville industrielle, la tendance pourra être à l'exagération des salaires et à l'excessif abaissement des tarifs, au maintien de l'autonomie jalouse de chaque budget quand il se soldera par un excédent, à une confusion plus ou moins voilée du budget général et des budgets industriels quand il y aura déficit. [2] Dans les villes au contraire où l'élément ouvrier compte peu, où la population est sédentaire et n'use que modérément des transports locaux, la Municipalité croira que la politique la plus sage est de conserver des tarifs suffisamment élevés — ceux des Compagnies chargées précédemment de la gestion, par exemple — afin de faire miroiter une plus-value qui sera consacrée au dégrèvement des taxes. En agissant ainsi, les Conseils feront peut-être preuve d'habileté, et esquiveront les attaques les plus redoutables, mais ils ne feront point œuvre constructive ; ils administreront, non plus dans l'intérêt public, mais dans l'intérêt d'une catégorie capable d'imposer silence par ses votes aux catégories adverses. Leur politique ne sera plus une politique d'accord et d'harmonie, mais de dépendance absolue vis-à-vis d'une fraction de la démocratie. Or, quand il s'agit d'assurer la prédominance de certains principes ou de les sanctionner, l'opinion majoritaire peut suffire, car leur application pratique est susceptible de tempéraments, et souvent les libertés de fait se trouvent sauvegardées ; mais dans un domaine aussi étroit, aussi délimité que celui du Socialisme Municipal, le moindre excès peut entraîner la suppression complète d'un droit économique primordial. Sans doute, il y a même alors progrès sur la gestion privée, puisque dans le cas de cette dernière c'était une minorité qui possédait les moyens de régenter la majorité. [3] Mais le Socialisme se verrait obligé de renier toutes les tentatives de municipalisation faites en son nom, si les organes locaux se

[1] Shaw : *The Commonsense of Municipal trading*, etc., p. 111.

[2] Mr. Mater ne voit à cela aucun inconvénient et trouve qu'il suffit d'assurer la règle de la majorité. (*Le Socialisme Conservateur ou Municipal :* p. 551.)

[3] Shaw : *The Commonsense of Municipal trading*, p. 100.

trouvaient à la remorque, soit des salariés, soit des consommateurs, soit des contribuables qui ne sont pas salariés et qui sont à peine consommateurs. Le mouvement Municipal ne doit pas être le prolongement du mouvement syndical ou du mouvement coopératif, mais un moyen terme entre ces derniers. Pour que le Socialisme soit réalisé, les salaires ne doivent pas être obtenus au détriment de l'efficacité et du bon marché, pas plus que le bon marché et l'efficacité au détriment des salaires. Il faut donc que les Municipalités soient non des témoins impassibles, ni des exécuteurs dociles, mais des arbitres responsables entre les prétentions des producteurs, celles des consommateurs, et celles des contribuables : et l'on pourrait dire qu'elles ont rempli leur tâche quand, en respectant les règlements généraux édictés par les Unions, (à la condition qu'ils le soient non seulement pour leurs agents mais pour tous les ouvriers qui occupent dans la région une position similaire), elles livrent leurs produits au prix le plus voisin du coût de production. Bien entendu, il doit leur être accordé une certaine marge dans les deux sens. Elles ont, en effet, à rémunérer un capital qu'il est souvent désirable de voir s'accroître ; rien n'est plus absurde que la conception d'après laquelle ce qui serait considéré comme un avoir pour une Compagnie l'est comme une dette pour un Conseil Local. Ce dernier, lorsqu'il élève le capital nécessaire au fonctionnement de ses entreprises, met à la disposition du public des fonds qui représentent le plus sûr des placements, et pour lesquels, en raison même de cette sécurité, l'intérêt est aussi bas que possible. Une augmentation des taxes dans de pareilles circonstances, est, au contraire, une opération peu désirable. Quand une Municipalité peut emprunter facilement à 4 %, ce serait folie que de vouloir frapper le commerçant qui ne peut obtenir de l'argent qu'à des taux variant entre 10 et 40 %.[1] Un léger prélèvement sur les recettes se trouvera donc tout indiqué pour le service des intérêts. Il faudra aussi faire la part des différents fonds de réserve, tout en se souvenant qu'une collectivité étant immortelle par nature, il y aurait quelque exagération à vouloir lui faire supporter dans les premières années de l'entreprise des frais d'amortissement équivalents à ceux auxquels aurait à faire face une compagnie

[1] Il ne peut y avoir aucune objection, du point de vue socialiste, contre l'intérêt ainsi compris. L'intérêt est une simple contribution versée par les entrepreneurs pour l'usage de richesses déjà appropriées. C'est le droit d'entrée que le présent paye au passé. Mais, à la différence du profit, ce droit n'engage pas l'avenir ; il ne contient rien d'imprévu, ni d'aléatoire ; il est quelque chose de fixe à un moment donné, il n'anticipe pas sur les résultats de chaque entreprise. De plus, il n'est en rien le fruit de monopoles partiels, puisque son montant est déterminé dans la concurrence presque parfaite de valeurs strictement identiques. Il tend, en outre, continuellement à la baisse. En raison même de son caractère de fixité et de franchise, il n'a, nous semble-t-il, rien qui doive effrayer le Socialisme dans son essai d'organisation collective, car le Socialisme ne combat que les forces de hasard et de privilège. Une entreprise d'État ou Municipale aura le plus souvent un avantage économique à conserver l'intérêt dans ses rouages, car si elle voulait reconstituer elle-même son capital, elle ne pourrait le faire qu'en réduisant les salaires ou en haussant les tarifs. En tout cas, il y a là une question d'opportunité à laquelle la théorie doit rester complètement étrangère.

dont l'existence est essentiellement limitée. Par contre, il ne paraît pas injuste qu'une fraction des frais d'exploitation retombe sur les différents budgets. Lord Avebury tire argument contre les tramways municipaux du fait que les villes ne placent pas toujours au compte de ces derniers, mais à celui de la voirie, les dépenses nécessitées par la réparation et l'entretien des routes et la pose des rails, alors que les Compagnies doivent pourvoir elles-mêmes à ces frais accessoires. Mais les deux situations ne sont pas identiques. Les Compagnies prétendent absorber une part de l'utilité sociale qu'elles ont créée ; leur contribution n'est que la contre-partie de leurs bénéfices et de leur privilège, tandis que l'entreprise municipale, si elle a vraiment répondu au besoin qui l'a fait naître, a, au contraire, renoncé par avance à rien prélever sur les avantages qu'elle confère à la Communauté ; aussi est-il équitable que cette dernière prenne à sa charge, en ce qui la concerne, les dépenses encourues. Cette sorte de virement doit, d'ailleurs, être pratiquée avec modération, et ne doit pas cacher d'autres tractations. Ceci étant admis, l'organe administratif devra sans cesse se souvenir que "l'absence de profit est, en fait, la preuve d'une bonne direction de l'entreprise,"[1] et que l'idée, si attrayante qu'elle soit pour la masse des électeurs, que la gestion collective constitue le moyen le plus efficace pour réduire les impôts, n'est qu'une survivance de la période commerciale.[2]

Si le Libéralisme ne s'est pas encore senti suffisamment préparé pour revendiquer purement et simplement la gestion des entreprises monopolisées, il n'a point hésité à atteindre le monopole par une voie détournée dès que ses conséquences lui ont paru particulièrement nuisibles au bon ordre et au développement du pays. Son action a été alors ou a cherché à être radicale, non point tant parce qu'il croyait avoir atteint les sources profondes du mal que parce que ce mal lui semblait d'une acuité particulière. Il était encore guidé par son habituel empirisme, mais, instinctivement réformateur, son bras atteignait des régions qui pour sa pensée demeuraient obscures. Nous étudierons dans un chapitre spécial le Budget de 1909, cette œuvre qui est grande en elle-même, mais qu'un simple effort de volonté consciente de la part de ses auteurs aurait pu rendre plus grande encore. Mais nous pouvons mentionner ici la seule mesure qui nous paraisse inspirée par les mêmes tendances, quoiqu'en fait elle ait échoué devant l'opposition de la seconde Chambre : le " Licensing Bill ", mesure socialisante, imparfaitement conçue d'ailleurs, et qui n'apportait même pas au problème de l'alcoolisme la solution la plus rationnelle ni la plus efficace.

La première parmi celles qui pouvaient être envisagées était l'Option Locale. En 1895, Sir William Harcourt, au nom du gou-

[1] Shaw : *Op. Cit.*, p. 87.

[2] *Ibid.*, p. 86.

vernement Libéral d'alors, avait présenté aux Communes un Bill qui autorisait les habitants de chaque localité à interdire, pourvu que la majorité fût des deux tiers, la vente des boissons alcooliques et à réduire, (la majorité absolue suffisant alors) le nombre des licences dans la proportion d'un quart. Le gouvernement ayant été battu peu de temps après, le Bill n'atteignit pas sa seconde lecture.[1] Doit-on le regretter ? Il faut observer que l'Option Locale n'est pas une prohibition. Par elle l'habitant est simplement obligé de se déplacer pour aller consommer le liquide qu'il convoite. Sans doute elle n'est pas tyrannique, puisque la gêne que la majorité peut éprouver de l'existence d'un débit est souvent plus difficile à supporter que celle qui résulterait pour la minorité du déplacement rendu nécessaire par le Veto. Mais là n'est point la question. Il ne s'agit pas de savoir si l'Option Locale est théoriquement acceptable, mais si elle aura pour effet d'enrayer la consommation des spiritueux. Or, sur ce point le doute est permis. Si, en effet, une majorité des 2/3 se prononce dans une localité en faveur du Veto, c'est que celle-ci est déjà convertie aux idées de tempérance. Si, au contraire, un district est contaminé par l'alcoolisme, il est certain que jamais il ne s'y trouvera une majorité pour décréter le Veto. Dans les quartiers ouvriers des grandes villes, l'ivrognerie continuerait à s'étaler impunie, et ses contingents se grossiraient même de tous les éléments peu désirables que l'action du Veto aurait chassés d'ailleurs.[2] Dans les " West Ends ", par contre, là où les classes moyennes et fortunées peuvent se procurer à domicile, au restaurant ou au club, les spiritueux qu'elles désirent, se passant ainsi aisément de débits, le Veto serait certes appliqué, mais il y aurait quelque

[1] Le Parlement élu en 1906 sembla pourtant favorablement disposé au début pour l'Option Locale. Le 10 avril 1906, la résolution suivante de Mr. Leif Jones fut adoptée par 273 voix contre 46 ; " That this House notes with satisfaction the successful working of the local option laws in the colonies, and approves the principle on which these laws are based, namely, that the people ought to possess through a vote of the local electors, the power to protect themselves against the admitted evils of the Liquor Traffic. "

[2] " Local Option would make our slums still slummier , would drive the criminal classes into the already crowded courts and lanes of the licensing areas. It would operate, if at all, in the direction of concentrating what all social experts desire to scatter. It would render specially attractive to the submerged tenth those very districts which every municipal Health and Housing Committee desire to depopulate and to destroy. Local Veto, instead of remedying, would intensify the evils of drink where these evils are most acute, and their social effects most distrastrous. " Pease : *The Case for Municipal Drink*, p. 36.

immoralité dans le spectacle de l'abstinence forcée des seuls individus des classes laborieuses, pour qui la taverne est l'unique lieu de réunion. Enfin, dans les districts ruraux, la volonté du propriétaire foncier ferait loi, et celui-ci est rarement " teatotaler. " Il semble donc que les effets de l'Option Locale seraient des plus restreints. Dans les campagnes et dans les quartiers habités par l'aristocratie, le contrôle populaire serait pratiquement nul. Dans les zones ouvrières, les débits se multiplieraient.[1] L'Option Locale correspond à l'abdication de l'État là où son action moralisatrice devrait se faire le plus impérieusement sentir. Elle organise le "self-government", non des volontés, mais des appétits. Elle favorise la fraude, oblige le vice à se cacher. Enfin elle laisse en des mains privées toute la valeur de monopole des licences.[2]

Le Veto et l'Option Locale laisseraient dans la plupart des cas l'État désarmé, incapable de faire respecter ses droits, incapable d'exercer ses devoirs ; les détenteurs de licences pourraient, sauf dans l'hypothèse de leur élimination, tirer du monopole que leur confère déjà la loi, un avantage indéfini, dont l'importance croîtrait avec le chiffre même de la population. Et, une fois encore, nous revenons à la question de l'appropriation de la valeur créée socialement, compliquée du fait que l'intérêt collectif veut, dans ce cas particulier, que cette même valeur soit aussi réduite que possible. Le Libéralisme eut le sens de la difficulté, et, quinze ans après le projet Harcourt, il avait profondément modifié sa position. Les mêmes tendances qui devaient se faire jour dans le Budget de 1909 inspirèrent le Licensing Bill de 1908, lequel tenait compte des deux nécessités que nous venons de mentionner, et était en même temps la première application du concept de l' " Unearned Increment " ; avec lui le parti Libéral s'orientait vers la politique fiscale que préconisait le Socialisme. L'État revendiquait son droit supérieur de participer aux bénéfices dérivés des entreprises monopolisées dont il n'était pas encore prêt à assumer la gestion. Le Licensing Bill décidait que dans un délai de 21 ans la valeur de monopole de toutes les licences retournerait à la Communauté ; en outre, dans un délai de 14 ans, leur nombre devait être

[1] C'est ce que l'on constate en Amérique, au Canada et en Nouvelle Zélande où l'Option Locale est pratiquée. La consommation totale de l'alcool de 1899 à 1905 s'y est considérablement accrue. Voir les chiffres dans Snowden : *Socialism and the Drink Question*, pp. 124-133.

[2] Pease : *Op. Cit.*, p. 60.

réduit de telle sorte qu'il fût dans une proportion déterminée par rapport au chiffre de la population ;[1] ces 14 ans écoulés, il n'y aurait plus jamais lieu à compensation.[2] Mais quels que fussent les mérites de ce projet, il ne faisait que reculer la solution définitive du problème, lequel, si l'hostilité des Lords avait pu être brisée, se serait posé à nouveau au bout de vingt et un ou même de quatorze ans. On aurait alors fait table rase des intérêts acquis, et une occasion unique aurait été fournie à l'État d'exercer son contrôle. Des progrès de l'alcoolisme, il aurait eu à porter l'entiere responsabilité si, sans raison, il avait laissé les entreprises privées libres de décider des conditions dans lesquelles seraient consommés les spiritueux, de leur prix et de leur qualité. Il lui aurait fallu faire un choix entre le Monopole, dont la Russie et la Suisse lui offrent un exemple, la Régie Intéressée avec surveillance de la part des communes, qui est le régime suédois, et la Municipalisation pure et simple, en faveur de laquelle existe déjà en Angleterre un fort courant. Ce dernier mode de gestion aurait certainement pour résultat, non point peut-être de restreindre, mais tout au moins

[1] Au cas où cette proportion ne serait pas atteinte et où de nouvelles licences seraient demandées, mais dans ce cas seulement, l'Option Locale pourrait jouer. A l'expiration du délai du 21 ans toutes les licences seraient considérées comme *licences nouvelles*, et soumises comme telles à la loi de 1904, c'est-à-dire que le Juge de Paix serait en droit de les accorder ou de les refuser, mais devrait toujours assurer à la Communauté le bénéfice de la valeur de monopole, soit au moyen d'une redevance fixe, soit par un prélèvement sur les profits. La différence entre le texte Conservateur et le projet Libéral résulte de ce que le second seul touche à une situation acquise. Mais, en fait, comme nous l'indiquons ci-dessus, le projet de 1908 aurait eu pour résultat, s'il avait été adopté, de poser à nouveau en 1929 le problème des boissons.

[2] L'Acte de 1904 décide qu'au cas où le renouvellement d'une licence serait refusé, une compensation serait due à son propriétaire ; les autres débitants auraient à en faire les frais. (V. les détails dans le Tract Fabien N⁰ 86 : *Municipal Drink Traffic*). Remarquons que, d'après le système anglais, la licence n'est pas accordée moyennant le versement d'un droit à *tout* brasseur ou à *tout* débitant qui désire ouvrir un établissement. Elle peut être accordée ou refusée, selon les circonstances, par le Juge de Paix et, en fait, confère un monopole absolu à ceux qui en sont investis. La licence des boissons ne ressemble donc en rien à celle des tabacs, simple taxe que chacun peut acquitter. Mais le fait le plus grave, c'est que la licence des boissons n'est point soumise à un droit proportionnel à la valeur présente ou éventuelle de l'établissement. Au système anglais s'oppose le système américain des " hautes licences ", qui tient compte des différences de lieu et de population. Le système anglais n'a pas subi d'altérations profondes depuis Édouard VI, car la loi de 1904 ne s'applique qu'aux licences récemment créées et non pas à celles qui sont simplement renouvelées.

de ne point forcer la consommation ; la commune, n'étant pas mue par l'espoir du profit, n'aurait pas de raisons de multiplier les débits[1] et se verrait, d'autre part, contrainte de réprimer elle-même les désordres qu'entraînerait tout excès ; elle serait à même de ne livrer que des produits parfaitement purs, et renoncerait aux alcools bon marché, les plus nocifs. S'il y avait des bénéfices, et les exemples des tramways et de l'électricité sont là pour nous démontrer que cette considération est presque toujours secondaire, ils pourraient être employés à dégrever les taxes locales. Enfin, une puissance malsaine qui pèse en Angleterre plus que partout ailleurs sur le mécanisme des élections, serait, du coup, ruinée. Bien entendu, l'on devrait veiller comme avant à faire pénétrer les notions de tempérance, et l'on ne devrait pas perdre de vue que l'alcoolisme n'est que la rançon des conditions économiques du moment ; mais on obtiendrait ainsi tout ce qui peut l'être sans inutile contrainte. De toute façon, la politique fiscale du Libéralisme en matière de Boissons, quelque bien intentionnée qu'elle soit, ne répond qu'à une situation passagère ; et le moment viendra où, s'il veut continuer à agir, il se trouvera en face de moyens d'actions qui sous-entendent l'adoption de principes plus substantiellement socialistes.

V

Mais ces pointes contre l'intangibilité de la propriété privée ne sont qu'exceptionnelles chez le nouveau parti Libéral. Ce n'est pas en elles qu'il faut chercher le centre de ses activités, si toutefois il est possible de grouper, d'harmoniser ces dernières. Ce qui, à notre avis, les coordonne, c'est son intention d'ébaucher pour l'individu une sorte de statut économique qui lui permette de dégager sa personnalité au milieu des contingences vitales. Certes, il ne nous offre qu'une silhouette de défense sociale ; il ne trace que quelques digues, tout juste capables de s'opposer aux flots envahisseurs, là où le Socialisme voudrait dresser le plus fier des édifices. Les rapports des classes, les effets de la concentration industrielle, la possibilité pour les groupements de consommateurs d'éliminer le profit, les limites de l'action légitime du Trade Unionisme, sont toutes choses dont il se désintéresse politiquement.

[1] Pease : *Op. Cit.*, p. 123.

Il n'entre en scène que lorsqu'un groupe est assez fort et assez puissamment représenté pour se faire rendre justice, par exemple dans le cas de la loi de huit heures pour les mineurs, ou lorsqu'il est doté d'armes assez redoutables pour mettre en péril la vie nationale. On a vu dans la dernière grève des chemins de fer que le gouvernement Libéral ne reculait devant aucun moyen coercitif d'intervention ; et si des solutions socialistes, telles que l'arbitrage obligatoire ou l'établissement d'un minimum de salaire, apparaissent, par contre, comme les seules capables de conjurer une crise, il s'y ralliera sans surseoir. Capable de rétablir l'équilibre lorsque tels ou tels éléments sociaux refusent de tenir compte des intérêts collectifs, il semble néanmoins impuissant à prévoir et à faire avorter les conflits. Il attend que l'évolution ait produit ses effets extrêmes pour entrer en mouvement. Il réadapte plus qu'il ne construit. Il est le guérisseur des maux présents et franchement déclarés.

Pourtant, nous l'avons dit, la certitude s'est fait jour en lui que l'individu doit être mis en possession d'une ceinture de droits positifs qui lui permette de se maintenir en état d'efficacité parmi les fluctuations d'une destinée sur laquelle il n'a que très imparfaitement prise : droit à la sécurité, droit à une rétribution suffisante, droit à une vieillesse dépourvue d'inquiétude, droit de traverser, sans que la ruine soit définitive, les phases de chômage et de maladie. Il a le sentiment que contre tous ces droits, les contrats, les accords bilatéraux, et même les égarements ou l'insouciance des intéressés, restent sans valeur. Malheureusement, le Libéralisme possède une vue d'ensemble trop incomplète du champ industriel, et s'est trop longtemps fié à ce qu'il croyait être le jeu normal des activités spontanées, pour être, dès maintenant, en état de graduer et de diversifier son action selon la position qu'occupent les travailleurs vis-à-vis de ceux qui les emploient. Il ne voit pas, par exemple, qu'une intervention à propos des salaires peut être, lorsque la concentration est poussée au delà d'un certain degré, tout aussi indiquée pour l'ouvrier qui gagne dix shellings par jour que pour l'ouvrière en chambre des industries "sweated", et que, d'autre part, le sacrifice à exiger du premier pour la constitution d'une retraite ou d'une assurance devrait, pour que ses résultats fussent vraiment efficaces, être proportionnel à son gain. Mais, en l'absence de toute donnée réfléchie, le Libéralisme en est réduit à se fier à ses instincts de pitié pour la masse amorphe des déshérités. Son

intervention assure donc aux classes laborieuses, non point ce minimum d'opportunités qui, nous l'avons montré, varie avec chaque catégorie, tient compte des habitudes, des espérances moyennes, mais un minimum *absolu*, au dessous duquel il n'est place que pour la dégradation complète de l'âme et du corps. L'interventionnisme libéral, qui se distingue de l'interventionnisme tory en ce qu'il cristallise en quelque sorte autour de l'individu, dont il proclame le droit imprescriptible à une vie tolérable, en ce qu'il cherche non pas tant à humaniser les rapports entre employeurs et salariés qu'à mettre ces derniers à l'abri de toutes les atteintes et de toutes les réactions, peut néanmoins être à la fois considéré comme l'enveloppe d'une future législation socialiste et comme une nouvelle floraison des instincts idéalistes.

Le premier article du statut ouvrier concédé par le Libéralisme est constitué par le Compensation Act de 1906,[1] qui étend les dispositions des Actes précédents de 1897 et de 1900 en ce qu'il s'applique à toutes les industries, qu'il comprend tous les accidents survenus même en dehors des locaux de l'employeur, en même temps qu'un grand nombre de maladies professionnelles, et qu'en cas de décès ou d'infirmité permanente la faute volontaire du salarié n'empêche point le versement de l'indemnité ou de la pension. On peut donc dire que le texte de l'Acte pose, dans toute sa rigueur, le principe de la responsabilité patronale. C'est à l'industriel qu'incombe dans tous les cas la réparation du préjudice causé à l'ouvrier, et les risques qu'il encourt de la sorte sont considérés comme la contre-partie des bénéfices qu'il peut tirer de sa gestion. A ce principe s'oppose celui de la responsabilité sociale, auquel le Gouvernement s'est rallié quelques années plus tard, lorsqu'il a institué des retraites pour la vieillesse, et qu'il a de nouveau abandonné en 1911, lorsqu'il a tracé son projet d'Assurances contre la maladie et contre le chômage. Y a-t-il une raison profonde à ces oscillations entre deux pôles différents, ou a-t-on obéi à un simple souci d'opportunité ? A-t-on voulu, avant tout, créer un mécanisme d'un maniement facile, ou, en modifiant selon les cas la répercussion des textes législatifs sur les intérêts en cause, a-t-on cherché à concilier la justice et l'efficacité ?

Il est certain qu'en matière d'accidents — nous verrons dans les

[1] Voir le texte complet dans le Tract Fabien N° 81 " The Workman's Compensation Act., 1906) et dans la brochure de l'I.L.P. : *The New Workman's Compensation Act made plain.*

pages qui suivent quelle réponse peut être donnée en ce qui concerne les différentes formes d'assurances — le point de vue collectif s'accorde jusqu'à un certain degré avec le point de vue ouvrier. Ce que le travailleur souhaite, c'est qu'au cas où l'accident se produit il ait à souffrir le moins possible de ses suites. Et c'est là ce que veut aussi la Communauté. La question de la responsabilité est pour elle secondaire. Les idées sociales ont si bien évolué, que, d'instinct, l'on se refuse à admettre qu'un homme ou ceux aux besoins desquels il subvient puissent voir leurs moyens d'existence taris, leurs espoirs anéantis, du fait d'un événement fortuit survenu au cours de l'accomplissement d'un devoir. Le secours, la réparation viennent d'abord, la recherche de la faute ne fait que suivre. C'est à ce sentiment, désormais invétéré, qu'obéit la masse du public quand, par exemple, après une catastrophe minière, les souscriptions affluent. [1] Malgré tout, les conceptions sur lesquelles le Socialisme édifie son programme économique ont progressé secrètement dans les cœurs. On ne s'incline plus devant les décrets du hasard, et le *fatum* n'a de prix pour nous qu'à cause des réactions qu'il suscite.

Mais, par là même que nous refusons de faire dépendre la réparation de l'accident des responsabilités encourues, nous sommes bien forcés, lorsqu'à cette réparation la Société se croit en droit de refuser de collaborer, de rejeter sur une certaine classe ou sur certains individus le poids, non seulement de leur faute, mais de tous les actes qui peuvent être imputés au hasard. Or, une immense partie des accidents sont, selon l'expression anglaise, "l'acte de Dieu." — "Le plus grand soin possible dans l'achat des matériaux ou de l'outillage laisse inaperçus des défauts cachés d'où, quelque jour, pourra résulter une calamité. Dans d'autres cas, l'accident lui-même détruit toute trace de sa propre cause." [2] De plus, la pénalité encourue par le patron lorsqu'on peut prouver la faute n'est presque jamais proportionnelle à la gravité de cette dernière. Il est rare qu'une même négligence entraîne deux accidents de la même nature, de la même importance. Et il est aussi rare que le même accident ait les mêmes conséquences pour la santé de l'ouvrier. [3] Un "Liability Bill" a donc presque toujours des effets parfaitement arbitraires. Il a, en outre, l'inconvénient de ne point

[1] Webb : *Industrial Democracy*, p. 379.
[2] *Ibid.*, p. 380.
[3] *Ibid.*, p. 381.

tenir compte du fait que la Société, à défaut de l'ouvrier, considère la prévention de l'accident comme d'une importance égale à sa réparation. L'industriel, dans les conditions actuelles, n'est guère tenté de prendre, nous ne disons pas quelques, mais toutes les mesures de sécurité ; car ses efforts en ce sens ne porteraient pas toujours en eux-mêmes leur récompense. Le plus souvent il traitera avec une Compagnie, qui se chargera à forfait de tous les risques. A partir de ce moment, sauf quand les lois d'hygiène interviendront, le bon et le mauvais employeur se trouveront placés sur le même pied : leur fortune privée ne sera nullement atteinte en proportion du nombre d'hommes qu'ils auront mutilés. Remarquons, en outre, que le Compensation Bill fait aux diverses industries une situation des plus inégales, car leurs profits sont parfaitement indépendants des dangers qu'elles présentent. Et, par répercussion, la même inégalité de traitement s'applique aux classes respectives de consommateurs sur qui porte l'incidence des frais d'assurance.

On peut alors se demander s'il n'y aurait pas avantage à considérer la question sous un autre jour, et si cette solution ne serait pas, en fin de compte, la plus large, la plus efficace et la plus socialiste de tendances, qui verrait dans l'ensemble des accidents " une part inévitable du coût de l'industrie moderne, " [1] la rançon de tous les avantages que tire la Collectivité du perfectionnement de l'outillage industriel, et qui mettrait à la charge de cette dernière les frais occasionnés par leur réparation. Mais la Société garderait un recours contre l'employeur au cas où sa faute serait prouvée. Ainsi que le suggèrent les Webb, tout accident serait soumis à une enquête, et, en cas de violation des lois d'hygiène ou de négligence clairement démontrée, une poursuite criminelle serait intentée contre le délinquant. Si l'ouvrier était personnellement coupable, il pourrait être frappé d'une amende ou de la privation d'une partie de son indemnité, sauf si les siens devaient être affectés par une pareille mesure. [2]

Cette procédure exigerait des pouvoirs publics un effort financier et administratif infiniment plus étendu que celui que demande d'eux l'application du Compensation Bill. Pour l'ouvrier blessé ou frappé d'incapacité, elle aurait le plus souvent des résultats identiques à ceux du texte Libéral, mais elle témoignerait d'une volonté

[1] *Ind. Democ.*, p. 383.
[2] *Ibid.*, p. 384.

gouvernementale plus constructive, plus fine, plus pénétrante et plus apte à déméler l'enchaînement des effets et des causes.

Si, des circonstances qui accompagnent l'exécution du contrat de travail, on passe à ce contrat lui-même, on s'aperçoit que le Libéralisme a légiféré sur un point que l'interventionnisme le plus hardi considérait précédemment comme devant être réglé uniquement par l'accord libre des parties. La campagne vigoureusement poussée des Ligues contre le "Sweating", l'exemple donné par l'État de Victoria[1] et la Nouvelle Zélande,[2] enfin le rapport du Home Work Committee, auquel une forte proportion d'employeurs avait pourtant participé,[3] amenèrent le Gouvernement à faire adopter en 1909 un projet de loi[4] instituant des "Conseils Industriels", composés mi-partie d'employeurs, mi-partie d'ouvriers, et ayant plein pouvoir pour établir des listes de salaires minima applicables à un certain nombre de professions : confection, cartonnages, reprisage de rideaux et dentelles, fabrication de chainettes, etc., dont l'énumération pouvait être, d'ailleurs, allongée.[5] Malgré toutes les difficultés de détail qui s'offraient pour la rédaction des listes, il semble que des résultats notables ont été atteints. Déjà les Conseils sont parvenus à établir pour les ouvriers en chaînettes un tarif minimum de 2 1/2 d. par heure,[6] "net de toute déduction." La résistance la plus vive est venue, comme il fallait s'y attendre, des intermédiaires, dont le rôle est, on le sait, prépondérant dans le mécanisme du "sweating". La décision du Conseil porte, en effet, que dans le cas où l'ouvrier utilise sa propre forge et ses propres outils, le taux est porté de 2 1/2 à 3 1/2 d. L'intermédiaire qui groupe les travailleurs dans son atelier ne peut donc compter que sur un bénéfice des plus restreints. S'il donne l'ouvrage à domicile, la marge de profit est nulle. Aussi

[1] Voir l'analyse de l'Acte de 1896 dans Webb, préface d'*Industrial Democracy* et dans Cadbury et Shann : *Sweating*, p. 113, et aussi le rapport (1905) de Mr. Reeves, Inspecteur en Chef du Travail, qui proclame les excellents résultats du système de Victoria.

[2] Rappelons que dans ce pays les conseils d'arbitrage peuvent rendre leurs décisions applicables à toute une industrie ; on arrive donc aux mêmes résultats qu'avec les "wage-boards".

[3] Voir l'analyse du rapport dans Constance Smith : *The Case for Wages Boards*, p. 87.

[4] Un projet instituant des Conseils facultatifs avait été déposé précédemment par Sir Charles Dilke. V. le texte dans Cadbury, *Op. Cit.*, p. 114.

[5] V. pour plus de détails, *The I. L. P. Year Book* (1911), p. 108.

[6] L'augmentation est de 100 % en moyenne.

a-t-il en général cherché à profiter du délai de six mois que donne la loi pour pousser les ouvriers à accepter durant ce temps, moyennant un surcroît de commandes, les conditions anciennes. Mais la vigilance de la National Anti-Sweating League a suffi pour déjouer ces tentatives. La lutte sera donc dorénavant circonscrite entre l'intermédiaire et l'industriel. Pour les autres professions visées par le texte de 1909, on n'en est encore qu'à la période d'organisation. Mais l'un des effets les plus curieux de la nouvelle loi est peut-être la formation de groupements de salariés là où règnait jadis le plus stérile isolement. Déjà à Nottingham, on a jeté les bases d'une Union de finisseuses de dentelles ; les faits sont pourtant encore trop récents pour que l'on puisse savoir si un appendice à l'histoire du Trade Unionisme est en train de se constituer.

Pourtant, quelle que soit la nouveauté de son caractère, la loi de 1909, qui sous-entend l'abandon complet des doctrines de laissez-faire par le parti Libéral, porte encore, non sans doute dans son esprit, mais dans la mesure de son champ d'application, des traces assez nettes de l'ancien interventionnisme. Elle n'a sa source que dans un sentiment instinctif de la dignité humaine. Elle n'opère que dans les bas-fonds, et, loin de vouloir porter un coup définitif aux industries "sweated", elle se meut dans leur cadre, et prend garde de ne point exiger d'elles plus qu'elles ne peuvent accorder sans périr. Sans doute est-il de quelque intérêt que l'ouvrière à domicile, qui jadis gagnait un penny par heure, voie son salaire porté à deux pence et demi : mais quelle garantie avons-nous que cette dernière somme représente le plus réduit, le plus élémentaire des salaires vitaux ? Comment savoir si des délibérations des Wage-Boards ne sortira pas une forme nouvelle et inavouée de paupérisme, un paupérisme consacré par la loi. C'est là qu'apparaît le danger. Les Wage-Boards, malgré leur désir d'améliorer la condition des travailleurs, n'auront pour guides que les possibilités du métier dont leurs membres seront les délégués. Or, ceux-ci n'adopteront jamais une échelle de prix qui équivaudrait pour l'industrie en cause à un suicide. Mais le point de vue social est autre. Il délaisse les intérêts particuliers pour les intérêts généraux quand ceux-ci et ceux-là sont inconciliables. La santé et l'efficacité de l'ouvrier ont, pour une Collectivité consciente de ses devoirs, une valeur absolue, tandis que la survivance d'une industrie parasitaire n'a qu'une importance relative. A des maux radicaux elle veut des remèdes radicaux. Elle proscrit le "sweating system" en soi ;

elle ne cherche pas à créer une oasis en son cœur même. Or, l'interventionnisme instinctif, qui n'a toujours été qu'un palliatif, ne peut atteindre qu'au second de ces résultats. Il est toujours trop prêt à s'adapter aux organismes, comme aux institutions, qu'il rencontre sur sa route, même si le remède qu'il apporte s'épuise durant cet effort d'adaptation. Mais la notion claire, impérieuse, du minimum de salaire et de vie n'est point soumise aux contingences de l'industrialisme. Elle provient d'un calcul, de l'évaluation de ce dont le travailleur a besoin pour sa santé physique et son efficacité, et non de ce que le métier peut supporter. [1] Un parti qui a pris conscience de la nature exacte des rapports du capital et du travail, des réactions qu'entraîne la situation d'une catégorie de salariés sur celle de tous les autres, sera moins touché par les maux qu'engendre le "sweating system" chez ceux qui en sont les victimes directes, que par les répercussions qu'il exerce sur les parties de l'organisme demeurées saines. Il tend à la dégradation des gages dans toutes les industries, car, fournissant seulement un salaire d'appoint, contribution de la femme et des enfants aux dépenses communes, il aboutit à ce résultat que le père, en raison même de l'aide qu'il reçoit, défend avec moins d'ardeur ses justes revendications ; l'Union à laquelle il appartient en est affaiblie d'autant ; une fois encore, elle ne pourra maintenir le taux normal qu'avec d'extrêmes difficultés. Et contre cet inconvénient, l'objection tirée du cas de la veuve ou du célibataire ne tient pas ; il n'y a aucun mal à ce que le second reçoive un peu plus qu'il n'a besoin, et, par contre, il est inadmissible que la première "soit à la fois père et mère dans une famille, et n'obtienne cependant que le salaire d'une seule personne, du reste insuffisamment payée." [2] Il se pourrait fort bien qu'une loi intégrale, nationale, de salaire minimum augmentât le chômage, et entrainât, avec l'arrêt de certaines industries, des déplacements d'emploi. Mais de ce fait l'État ne doit point s'effrayer. Il existe, nous le savons, toute une classe qui, sans être absolument inemployable, ne peut être avantageusement employée, si l'on veut tirer quelque profit de ses activités dérisoires, qu'à des salaires de famine. Si une partie de l'édifice industriel est établie sur cette base chancelante, il y a économie à la mettre par terre; à traiter, sans jouer sur les mots, comme indigents, ceux qui ne s'échappent

[1] Webb, *Socialism and National Minimum*, p. 75.
[2] *Ibid.*, p. 77.

qu'accidentellement et pour peu de temps des rangs de l'indigence. Les Lois des Pauvres, et non celle du Salaire Minimum, leur sont applicables.[1]

Mais la conception Libérale n'est point seulement faible par son empirisme excessif. Elle a aussi contre elle de manquer d'élasticité. Même si elle était étendue, elle ne toucherait qu'aux cas extrêmes. Elle ignore qu'au-dessus du minimum absolu, physiologique, s'étage toute une série de minima variant de classe en classe, et dans l'évaluation desquels entrent des éléments physiologiques, des traditions et des habitudes. Ces minima, il est certes du ressort du Trade Unionisme de les faire connaître et obtenir, et, comptant peut-être trop sur l'action autonome de ce dernier, le Libéralisme a longtemps cru que, dans tous les cas, il était dispensé d'agir et de prendre position vis-à-vis des employeurs et des travailleurs. Nous savons que le réveil vient d'être brutal pour lui ; la crise charbonnière qui se déroule au moment où ces lignes sont écrites l'a trouvé désemparé, tenté presque, à mi-chemin d'une œuvre qui peut être belle, d'abandonner le pouvoir. Défenseur des intérêts collectifs par ses fonctions et par ses tendances, en même temps que par la répartition présente des forces politiques aux Communes, favorablement disposé, certes, pour le monde du travail, tout désigné, de plus, pour le rôle d'arbitre, nous le trouvons néanmoins incapable d'improviser une sentence. Il souffre, il périra peut-être de son manque de lucidité économique, de son indifférence pour l'énorme mouvement de concentration qui, tant dans le Trade Unionisme que dans certaines industries, s'est opéré en ces dernières années. On sent qu'il se trouve en face d'un état de choses qu'il n'avait pas attendu et qu'il considère avec surprise. Il manie l'arme de l'Étatisme avec une gaucherie significative, telle que ses adversaires, qui ont au moins pour eux une tradition, le regardent avec ironie, et vont même jusqu'à prétendre qu'ils pourraient, sur ce point, agir avec plus

[1] " And it is far cheaper for the nation to deal with the unemployable as destitute persons by wisely adapted poor law methods than to allow them to drag down decent workers to their level by the competition in the labour market. Besides, it must be remembered that whereas under the present system there is a constant supply of unemployables produced by abject poverty and the physical and moral deterioration it creates, a minimum wage would abolish this poverty and so cut off the supply. We should have only one generation of ordinary unemployables to deal with. When they died out, we should only have the casual imbeciles and criminals ; and even these would be enormously reduced in number, as they too are poverty products. " *Ibid.*, p. 80.

d'habileté que lui.[1] Il ne conteste pas la justesse de la notion d'un salaire minimum pour chaque corps de métier, mais il a hésité à s'apercevoir que, lorsque ce salaire ne peut être obtenu que par une politique syndicale dangereuse pour la Collectivité désarmée, l'intervention du pouvoir est aussi indiquée que lorsqu'il s'agit, comme dans le cas du "sweating", d'une catégorie de producteurs sans défense.

Le dernier effort tenté par le Libéralisme depuis 1906, dans son plan de protection économique des individus, a trait aux Assurances. Nous nous trouvons ici en présence de deux systèmes : celui de la loi de 1908, qui institue, sous certaines réserves, des retraites pour les vieillards, et celui du Bill Lloyd George de 1911, qui n'est pas encore entré en application, et qui établit l'Assurance obligatoire contre la maladie et contre le chômage. Le premier met tous les frais à la charge de l'État ; le second, au contraire, impose, tant aux salariés qu'aux employeurs, une contribution dont le montant est majoré par l'État. Pour quiconque a cherché à pénétrer la nature et le but de l'assurance ouvrière, le progrès apparaît indéniable entre 1908 et 1911. Le gouvernement a su créer dans l'Acte de 1911 une cloison étanche entre l'Assurance et la simple Assistance. Il a donné à la masse des travailleurs la conscience de ses responsabilités, et, ce faisant, il a marqué les siennes. Il a préféré faire œuvre sociale plutôt qu'œuvre populaire. Sans souci des sympathies qu'il pourrait s'aliéner, des pertes qu'il pourrait subir lors des élections, il a persévéré dans une ligne de conduite qui était d'autant plus difficile à suivre qu'une autre, toute proche et dénuée d'embûches, s'offrait à lui. Il a juxtaposé la notion de l'Etat protecteur et celle de l'État organisateur. Il a fait, plus encore que lors du Budget, acte de courage et de hardiesse, puisque c'était à un puissant élément de sa majorité, et non à ses adversaires politiques, qu'il demandait de consentir un sacrifice.

L'Assurance ne peut être conçue que comme une tentative de la part de chaque individu, faite en vue d'éliminer fictivement, moyennant une privation présente et restreinte, toutes les circonstances sur lesquelles sa volonté n'a point de prise, et qui tendraient à altérer la situation dont il jouirait si elles ne se présentaient pas. L'Assurance apparaît donc comme une arme défensive, à laquelle nous ne tiendrons que si nous sommes en possession d'une situation

[1] Voir le discours de Mr. Arthur Balfour aux Communes durant la grève des mineurs (21 mars 1912).

acquise à défendre, que si nous avons l'espoir de voir cette situation se perpétuer, que si, enfin, dans l'ordre de nos mobiles, nous donnons plus de valeur à sa conservation éventuelle qu'au sacrifice immédiatement consenti. Il entrera donc des facteurs numériques, objectifs, en même temps que des facteurs subjectifs et purement psychologiques, dans la décision que prendra chacun en cette matière. Les uns opteront pour le présent, les autres pour l'avenir. Remarquons, en outre, que si nous voulons que l'idée de permanence, de stabilité vitale — idée essentielle pour le Socialisme qui, nous le savons, vise à réduire à sa plus faible expression la part des risques et du hasard dans l'organisation collective de l'avenir — conserve tout son prix, il faut que l'Assurance soit proportionnelle dans son montant à la condition de chaque individu, non seulement au moment où elle est contractée, mais au moment où l'événement fortuit auquel elle veut parer vient à se produire. L'ouvrier qui reçoit un salaire quotidien de 10s. et que la loi assurerait ou forcerait à s'assurer pour une somme annuelle de 20 livres verrait, s'il n'avait pas effectué de versements supplémentaires, sa vieillesse contraster aussi douloureusement avec son âge mûr que l'ouvrier qui, ayant gagné durant sa vie d'activité 2s. par jour, tomberait en fin de compte à la charge des autorités paroissiales. C'est là un fait sur lequel on n'insiste que rarement : nous oublions trop souvent que nos Assurances Sociales actuellement en vigueur ne sont presque toutes que des minima et ne devraient représenter que le début d'un effort personnel qui varierait, par la suite, dans chaque cas. C'est, du reste, ce que l'État a compris quand, pour les agents de tous grades qu'il emploie, il proportionne au traitement le prélèvement fait en vue de la retraite. Sans doute, il lui serait difficile de procéder de la sorte pour les industries privées, sur lesquelles il ne possède aucun contrôle. Déjà quand il s'agit d'une prime fixe — on le sait par l'exemple de la loi française de 1909 et par celui plus récent du Bill Lloyd George — les résistances s'accumulent. Mais le principe que nous venons d'énoncer reste néanmoins intact, et, à mesure que de nouvelles nationalisations seront effectuées, son application s'étendra. L'assurance doit, pour justifier son nom, être un fait personnel, ce qui ne veut point dire qu'elle doive être libre. Mais l'État ne peut intervenir que pour la provoquer. Il le fait parce que, personnalité durable, embrassant d'un même coup d'œil le présent et l'avenir, il n'est pas affligé de cette déformation d'optique qui atteint trop souvent l'individu, et qui l'empêche de

comparer la valeur relative du sacrifice actuel et de la sécurité future. Il le fait aussi parce qu'il sait que c'est lui qui, finalement, portera la responsabilité et subira les conséquences d'un mauvais choix. Et, pour que son acte de coercition ne soit pas trop nu, ne soulève pas de trop vives réactions, il le tempère, l'édulcore par l'adjonction d'un stimulant, qui est la majoration de la prime. Mais, en agissant ainsi, il ne supplée en rien à l'initiative individuelle. Il ne le pourrait sans faire de l'Assurance une chose rigide, alors qu'elle doit demeurer parfaitement souple et élastique. En prélevant, d'ailleurs, sur les fonds de la Collectivité tous les frais d'une Assurance graduée, on ferait supporter à celle-ci le contre-coup de toutes les inégalités sociales qui se sont créées bien souvent en dehors de sa volonté. Et si, au contraire, l'État allouait à chacun une somme invariable, il y aurait, non plus Assurance, mais Assistance, car une égalité parfaite des retraites ne se comprendrait que sous un régime qui aurait consacré une égalité parfaite des salaires, régime qui est du ressort non de l'idée constructive mais de l'Utopie, et qui n'a rien de commun avec notre régime de transition. Mais là où l'Assurance peut cesser, où l'Assistance doit entrer en jeu, c'est lorsque l'action de prévoyance des individus est rendue impossible, soit par suite de certaines déformations physiques ou morales, soit parce que le salaire est trop faible pour que l'ouvrier puisse en détourner le montant de ses primes, tout en continuant à se maintenir en état d'efficacité. Dès lors, il s'agit non plus d'un problème intéressant la politique du travail, mais d'une question liée à celle du paupérisme.

C'est cette distinction que la loi anglaise de 1908 avait oublié de faire. On comprend que cette loi ait été allégrement acceptée. Elle n'exigeait des intéressés aucun sens des responsabilités, tandis qu'elle flattait les instincts protecteurs de l'État. On sait le parti qu'en tira le Gouvernement Libéral aux élections de 1910. Mais, examinée de plus près, elle ne nous apparaît plus que comme une simplification hâtive. Pour avoir voulu tenter de soulager des misères et des infortunes involontaires, elle court le risque d'interrompre l'effort d'abstinence auquel le prolétariat anglais était, plus qu'aucun autre, accoutumé. Elle confond la pitié et la mansuétude avec l'organisation virile. Elle n'est que la généralisation d'une pratique déjà observée dans l'application de la Loi des Pauvres. Aussi occupe-t-elle à juste titre une place importante dans le rapport monumental de la Commission Royale d'Enquête de 1909. Ouvrons, par exemple, le Rapport de la Minorité, de beaucoup le plus suggestif. Nous y voyons qu'en

ce qui concerne les vieillards et les infirmes, trois politiques sont, selon la région et selon le district, suivies présentement. En Irlande et dans le Pays de Galles, les autorités accordent indistinctement à ces deux classes d'assistés des secours hebdomadaires, notoirement insuffisants d'ailleurs, sans condition, et en laissant à chacun la faculté d'entrer au workhouse s'il ne peut subsister de ceux-ci.[1] Le résultat est que les individus qui ne peuvent surmonter la répulsion que leur inspire la maison commune sont obligés de se contenter d'une existence qui n'est que honte et privation,[2] et que ceux qui se résignent à la promiscuité du workhouse y trouvent un admirable terrain de culture pour la paresse et pour les vices qu'ils portent en eux.[3] Cette méthode est, selon la juste expression de la Minorité, " trop mauvaise pour les bons et trop bonne pour les mauvais. " La seconde politique est celle de " l'épreuve du workhouse. " A celle-ci sont soumis les vieillards dans quelques paroisses d'Ecosse, et dans un nombre, semble-t-il, toujours croissant de paroisses anglaises. On suppose que seuls les individus vraiment nécessiteux acceptent la prolongation de l'épreuve. Dans ce cas tous les secours extérieurs peuvent être supprimés. Mais l'épreuve, on le prévoit, va souvent à l'encontre de son but. Ce sont, non les plus nécessiteux, mais les plus souples qui consentent à la subir, et souvent des âmes demeurées fières dans leur détresse se voient priver de toute subsistance.[4] La troisième politique — la plus

[1] *The Minority Report of the Poor Law Commission.* Part I (The Break-up of the Poor Law), p. 320.

[2] " We have ourselves seen cases of aged and obviously respectable persons, lingering out an existence in the most squalid surroundings, on a dole of Outdoor Relief insufficient to provide even the barest food, clothing and shelter; not merely unprovided with any of the comforts, indulgences, or amenities of life, but actually without fire or necessary covering. " *Ibid.*, p. 321.

[3] " On the other hand, this policy of indiscriminate and unconditional weekly doles, hower inadequate in amount, combined with optional sojourns in the promiscuous General Mixed Workhouse, with its ample food, sleep and warmth, and its unlimited idleness and low gossip, is exactly what suits the inclinations of the dirty, dissolute and vicious old man or woman, who can, by bringing petty pilfering and assiduous begging to the aid of the Guardians' dole, manage to make out a not disagreeable life. " *Ibid.*, p. 323,

[4] Déposition de Mr. Alderman Macdougall, de Manchester : " Having been self-supporting up to old age, they have the most intense desire to keep from even Outdoor Relief, and an utter repugnance to entering the workhouse. Yet they have the daily fear that the Workhouse must be the final refuge, and this fear is harder to bear than the pinch of hunger, the cold of insufficient clothing, or the poverty of their surroundings. " *Ibid.*, p. 326.

sage — celle qu'adopta le Local Government Board en 1895-96, consiste à assurer à tout vieillard méritant et sans ressources un secours extérieur suffisant pour lui permettre de mener une existence décente, en mettant même à sa disposition, si le besoin s'en fait sentir, une demeure distincte du workhouse, où, parmi des objets familiers, il peut passer ses derniers jours.[1]

Or, il n'y a pas de doute que la loi de 1908 n'a fait qu'étendre considérablement la première disposition du troisième système. L'avis de la Commission sur ce point est des plus clair. " L'adoption par le Local Government Board depuis 1895-96 de ce que nous avons appelé la troisième politique, celle qui établit une distinction entre les différentes classes de vieillards et accorde un traitement généreux à ceux qui sont jugés méritants, vient d'aboutir à la création, durant l'année 1908, d'un plan de Retraites Nationales. "[2] — Et plus loin : " Il y aurait dorénavant une nouvelle classe de vieillards, celle des retraités nationaux, qui, lorsqu'ils requerront l'assistance publique, ne dépendront plus, quoiqu'ils puissent se trouver sans ressources, des autorités chargées de veiller sur les indigents. "[3] La loi, on le sait, décide que tout Anglais ayant vingt ans de résidence dans le Royaume-Uni et 70 ans d'âge a droit à une retraite, pourvu que : 1° son revenu ne dépasse pas £31 s. 10 par an ; 2° qu'il ait fait son possible, sa vie durant, pour subvenir " selon les circonstances, ses capacités et ses besoins, à son entretien et à celui des personnes qui dépendaient de lui légalement " ; 3° qu'il ne soit pas aliéné, et 4° (cette clause était applicable jusqu'au 31 Décembre 1910 et a été abrogée à cette date) qu'il n'ait point reçu depuis le 1er Janvier 1908, en vertu de la loi des pauvres, de secours autres que des médicaments. Le montant de la pension est de 5s. par semaine si la personne a un revenu inférieur à £ 21, et de 1 à 4s. si son revenu varie entre £21 et £31 10s. C'est aux Comités de retraites des Conseils de Bourg et de Comté, ainsi qu'à ceux des Districts Urbains, que la liquidation des pensions est confiée.

Ainsi l'effort de prévoyance des retraités est nul ; on leur demande seulement de n'avoir pas complètement démérité, leur vie durant ; on conçoit d'ailleurs combien il est difficile de déterminer après coup si l'individu a été victime de son apathie ou des " circonstances. " Le plus souvent, on devra se contenter d'un

[1] *The Minority Report*, p. 329.
[2] *Ibid.*, p. 332.
[3] *Ibid.*, p. 334.

simple certificat de moralité présente. Toutes les énergies du passé, demeurées infructueuses, s'évanouiront, sans même laisser de souvenir, au seuil de cette vieillesse qu'on aura voulu éclairer d'un pâle rayon doré. Confondus dans un même sort, recevant la même rétribution qui sera, de quelque nom qu'on l'appelle, une charité, jamais un dû, l'ouvrier jadis expert oubliera qu'il fut fièrement indépendant, et que quelque chose le séparait alors de l'homme dont la vie ne fut traversée par aucun souffle, et qui, souvent innocent pourtant, fut, dès l'heure de sa naissance, un parasite social.

Il est encore impossible d'apprécier la valeur de l'Insurance Bill de 1911 d'après ses résultats. Les symptômes qui ont immédiatement suivi son vote pourraient indiquer qu'il n'est pas une mesure populaire. Il a, certes, l'appui officiel du Labour Party, dont la politique domine les intérêts sur lesquels il s'appuie, mais il éveille trop évidemment, parmi la masse des travailleurs, certaines méfiances et certaines inquiétudes. Spontanément les salariés comparent ses dispositions, qui exigent d'eux un sacrifice minime mais constant, à celles de la loi de 1908, qui ne leur demandaient rien. Percevant mal la différence qui existe entre les conceptions dont s'inspire chaque système, ils ne les apprécient que dans la répercussion qu'elles ont sur leur vie de tous les jours. Et le Bill d'Assurance n'étant pas encore entré en opération, ses effets bienfaisants n'étant pas encore concrètement perçus, ils n'ont d'yeux que pour la privation que, dans quelques mois, il va leur imposer. C'est surtout chez cette catégorie de travailleurs qui n'ont pas l'habitude de contribuer collectivement à une même œuvre, qui n'ont jamais été soumis à la discipline d'une Union, chez les serviteurs par exemple, que la résistance s'organise, résistance des instincts, non pas d'individualisme jaloux, mais de simple passivité économique.

C'est l'honneur du Libéralisme d'avoir maintenu sa position, de n'avoir pas glissé une fois encore, comme on le lui suggérait, vers l'Assistance, d'avoir donné à l'État un rôle de coordination des énergies privées. La loi de 1911 est une loi faite pour des hommes libres, conscients que leur liberté n'est garantie que par une véritable stabilité de leur vie matérielle. Son mérite est double. Elle suscite et soutient l'effort des travailleurs ; elle le fait porter sur un point essentiel, mais où le plus souvent il n'aurait pas tendance à se produire de lui-même. La vieillesse est un fait certain ; la maladie, le chômage sont des faits douteux. Ils atteignent l'ouvrier en pleine vigueur, hors de toute prévision. Ce sont des

facteurs qu'il aime même à écarter lorsqu'il envisage avec calme l'éventualité d'un temps où ses énergies, décroissant normalement, ne le soutiendront plus. L'Etat a donc à lui faire connaître, dans ce cas, quels sont ses devoirs vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des siens. Et, par un appui discret, pour montrer tout le prix qu'il y attache, pour le consacrer en quelque sorte, il soulignera cet effort. Il y a, d'ailleurs, dans tous les maux dont l'ouvrier peut avoir à souffrir, une part de responsabilité sociale, et une part aussi de responsabilité patronale, puisque c'est le plus souvent l'employeur qui fixe les conditions du travail, et qu'à ce titre, il peut retarder ou accélérer l'usure dans la vie du salarié ; c'est la mauvaise organisation industrielle et la concurrence excessive qui causent le chômage ; certes, cette dernière responsabilité ne peut être très exactement évaluée, mais il n'y a aucun inconvénient d'ordre général — la situation n'est plus la même que lorsqu'il s'agissait des accidents — à la fixer arbitrairement de façon uniforme.[1]

Le Bill est divisé en deux parties : la première a trait à l'Assurance-Maladie, la seconde à l'Assurance-Chômage. L'une concerne la totalité des travailleurs dont le revenu est inférieur à £160 ; l'autre les ouvriers mécaniciens, les ouvriers constructeurs de navires, les ouvriers chargés de travaux publics, les constructeurs de véhicules, les fondeurs, les ouvriers employés dans l'industrie du bâtiment (ces corps de métier étant ceux où le chômage sévit avec le plus d'intensité). La contribution ouvrière est, dans le cas de l'Assurance-Maladie, de 4d pour les hommes et de 3d pour les femmes par semaine, de 3d pour l'employeur, et pour l'État de 2d par 9d répartis en secours. Si le salaire est inférieur à 2s 6d, la contribution de l'employeur peut être élevée jusqu'à 6d et celle de l'État de 1d. Pour l'Assurance-Chômage l'ouvrier verse 2 1/2d, le patron 2 1/2d par semaine d'emploi et l'État le tiers de la somme versée par l'ouvrier et le patron réunis. On estime que, pendant la première année, une somme de 24.000.000 pourra être levée de la sorte. Les secours seront ainsi répartis : en cas de

[1] Les accidents se multiplient à mesure que des machines nouvelles sont introduites dans l'industrie : la Société en tire donc, en quelque sorte, profit ; mais l'accroissement du nombre des malades n'a rien à voir avec les progrès du machinisme, et la Société a tout à y perdre. En outre, dès que les prescriptions d'hygiène les plus élémentaires seraient observées, elle n'aurait aucun recours contre le patron. C'est le contrat de travail lui-même, dans son équité, dans toutes ses conditions de durée, etc., qui devrait être jugé, et pour cela nous ne possédons pas le plus souvent d'éléments d'information.

maladie, l'ouvrier aura droit au service médical gratuit, recevra une indemnité hebdomadaire de 10s (7s 6d pour les femmes) pendant les 26 premières semaines, et une pension viagère de 5s par semaine en cas d'infirmité permanente. L'indemnité en cas de chômage sera de 7s par semaine quand l'ouvrier n'aura pas perdu son emploi par sa faute. La mise en œuvre de la première partie du Bill est confiée aux Sociétés de Secours Mutuels, celle de la seconde aux Bureaux d'Echange du Travail.[1] Ajoutons que le Bill de 1911, qui crée une situation neuve pour l'Assurance-Maladie, vient compléter, par ses dispositions concernant le Chômage, l'Acte de 1905. Cette dernière loi, due aux efforts de Mr. Walter Long et de Mr. Gerald Balfour, avait très habilement tracé la ligne de démarcation nécessaire entre Inemployés et Inemployables, entre ceux qui pâtissent d'un rétrécissement de la demande et ceux dont les capacités sont si restreintes, que ce n'est qu'accidentellement que l'on peut trouver pour eux une tâche qu'ils soient capables d'accomplir décemment. Le remède le plus indiqué, dans le premier cas, est évidemment l'établissement de communications faciles d'un bout à l'autre du pays pour les ouvriers sans travail, en même temps que la multiplication des renseignements sur la situation industrielle de chaque district et de chaque ville, de façon qu'il n'y ait pas pénurie en un lieu et pléthore en un autre. L'Acte de 1905 créait donc des Comités de Détresse[2] qui avaient le droit de prélever une quote-part du produit des impôts locaux, laquelle servait à transporter les sans-travail et leur famille là où un emploi leur était offert,[3] à fonder des Colonies Agricoles,[4] à établir des registres dans lesquels devaient être inscrites les demandes et les offres, et enfin à faire fonctionner des Bureaux d'Echange, chargés d'enquêter dans leur zone et de transmettre leurs observations à tous les autres Bureaux.[5] Un tel Acte peut faciliter les transactions. Il permet de mesurer l'étendue du mal, mais il n'a pas d'effet décisif sur ce dernier. Une fois que les vides de l'industrie privée ont été comblés, grâce aux

[1] On trouvera les plus amples détails sur l'Acte du 1911 dans la brochure publiée par le Liberal Insurance Committee : *The People's Guide to the Insurance Act.*

[2] *Minority Report*, pp. 136-138.

[3] *Ibid.*, pp. 153-155.

[4] *Ibid.*, pp. 138-149.

[5] *Ibid.*, pp. 149-153.

renseignements fournis, il reste une proportion considérable de chômeurs, tout aussi méritants et tout aussi habiles que leurs camarades absorbés. Or, l'Acte de 1905 n'a point pourvu à leur sort. Les Colonies Agricoles qui auraient pu permettre leur rééducation et leur placement dans une autre profession (celle de Hollesday Bay, notamment, avait donné, à ce point de vue, des résultats surprenants), tendent depuis peu à ne plus être considérées par le Local Government Board que comme une source de secours passagers. D'autre part, l'emploi des sans-travail par les Municipalités n'est aucunement recommandable : celles-ci doivent, ou se décider à leur confier des travaux superflus, ou, si elles les occupent utilement, se résoudre à les voir peser sur les salaires de leurs agents normaux.[1] Il est donc certain que l'Insurance Bill de 1911 apportera à ceux qui doivent rester dans l'inaction un soulagement notable. Mais il faut remarquer, par contre, qu'en raison même des sacrifices qu'il impose à l'ouvrier, il ne peut s'appliquer qu'à celui dont le chômage n'est pas continuel et dont le salaire est relativement élevé. Pour les autres, le problème reste entier, angoissant, et l'on ne peut en vouloir au Libéralisme de ne lui avoir donné qu'une solution incomplète. Il faut attendre beaucoup de l'action trade unioniste qui, en réduisant la durée du travail, crée nécessairement de nouveaux débouchés. Mais, à moins que des formes de production encore insoupçonnées ne soient découvertes, il est probable que nous resterons toujours en présence d'un résidu, qui se grossira de toute la somme des inemployables. Le Socialisme aura à faire face à cette difficulté tout comme le Libéralisme. Elle est la rançon même du progrès.

[1] Il est intéressant de comparer à la loi de 1905 le "New Unemployment Bill" du Labour Party (1907). Ce projet exige non seulement des pouvoirs locaux des enquêtes minutieuses sur la situation du marché du travail, mais il les oblige à prendre une part active au placement des ouvriers, tout en veillant à ce que le taux normal des salaires soit respecté.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME AGRAIRE ET LE BUDGET LLOYD GEORGE

Le problème agraire, considéré du point de vue socialiste, a pour et contre lui d'être un problème anglais. Il prolonge jusqu'à notre époque l'histoire politique et économique des deux derniers siècles. A sa solution, d'autre part, semblent être résolus à collaborer tous les esprits, tous les partis qui ont le souci et l'inquiétude de l'avenir national. Il est né des faits, mais on le sent supérieur aux faits — immensément. Et en cela il se distingue peut-être du problème industriel. Celui-ci, les Socialistes ont pu le revendiquer, parfois même l'accaparer,et il leur était d'autant plus aisé d'agir de la sorte que leurs adversaires en niaient l'existence. Mais l'Angleterre du XIXme siècle n'a pas connu de Laissez-Faire en matière de propriété foncière ; et, depuis le début du XXme siècle, les tendances actives en cette matière n'ont fait que s'accentuer, si bien que la discussion ne porte plus sur la nécessité, mais sur la forme de l'intervention. Le Socialisme est donc sur ce point en présence d'une pensée déjà constituée. Détenteur lui-même d'une solution, il trouve à sa disposition un terrain favorable, puisque chacun, dans le passé ou dans le présent, proclame qu'*une* solution doit être découverte. Il ne se heurte ni à une satisfaction ni à une apathie unanimes ou partielles. Il n'a pas à refaire l'âme anglaise, ni à s'imposer à elle. Mais il n'est point non plus favorisé par une neutralité d'expectative. Il n'est plus ici la seule volonté d'organisation. Même réaliste et positif, il ne dispose pas d'une matière souple. Il rencontre, trait nouveau, chez certains partis, un désir d'efficacité aboutissant à ce résultat que *l'individualisme devient principe d'intervention.* Ces derniers ne sont, du reste, pas demeurés dans la théorie. Ils ont créé pour l'Irlande une législation qui contraste profondément avec la législation anglaise, si essentielle, de 1907 ; et ils ont toute prête pour l'Angleterre une législation similaire. Non sans quelque

apparence de vérité, ils prétendent être les seuls à avoir profité de l'enseignement de l'histoire, à avoir su corriger les effets fâcheux et anti-nationaux d'une évolution de la propriété foncière aujourd'hui terminée. Ce peut donc être pour le Socialisme une dure besogne que de faire prévaloir en un tel domaine sa conception générale organique et collective.

Mais le problème, sous sa forme la plus moderne et la plus pressante, ne s'est posé ni brusquement ni tout-à-fait objectivement. Il a surgi sous la poussée des événements. Et ses différentes faces s'éclairaient en même temps que s'accentuait, dans le sens que nous avons indiqué au cours de cet ouvrage, le développement de la pensée anglaise. De ce seul fait, le Socialisme pouvait tirer un sensible avantage. Il ne s'agissait pas de juger de la supériorité d'un mode de culture sur l'autre; la question n'était pas purement agraire, elle était morale, nationale, fiscale ; et, sous ces trois aspects, elle subissait tous les contre-coups de l'opinion ambiante sur ce qui était le meilleur mode de vie, la politique générale la plus conforme aux intérêts de l'Angleterre, la base la plus équitable de taxation. Elle ne comportait pas une critique purement utilitaire. Le pays ne se contentait pas de réclamer une répartition plus économique et plus productive de son sol. Contre le système présent, l'idée de justice aussi pouvait s'insurger ; elle s'irritait de dépossessions violentes et non motivées, d'enrichissements sans cause......................

La question était morale tout d'abord. Il y avait chez certains le sentiment d'une rupture d'équilibre : le grand vide, d'une part ; la congestion, de l'autre ; aux champs, la routine ; dans les villes, les nerfs trop tendus. Dans cet état, l'industrialisme tentaculaire avait sa part de responsabilité. Mais ce qui avait surtout causé la mort des campagnes, c'était les lois agraires du XVIIIeme siècle, la clôture progressive de tous les terrains communaux, l'éviction, favorisée par un parlement de Landlords, de tous ces humbles "yeomen", force et honneur de l'Angleterre élisabéthaine, qui vivaient en marge de la pâture seigneuriale et demandaient au petit métier un complément de ressources.[1] En revenant à l'état ancien, on rendrait, semble-t-il, à l'Angleterre sa santé et sa vigueur ; un sang riche coulerait désormais dans toutes les veines de cet organisme dont une partie s'est desséchée. Le problème social perdrait de son

[1] On trouvera toute l'historique des "Bills of Enclosure" dans Boutmy : *Le Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre.*

acuité ; les conflits ouvriers, certes, ne disparaîtraient point, pas plus que la misère des villes, mais ils ne seraient plus le foyer surexcitant et unique vers lequel convergent toutes les inquiétudes du pays. Il y aurait, à côté du peuple des manufactures et des slums, un autre peuple qui regarderait le présent avec calme, l'avenir avec confiance.

Mais bien peu osent croire à un renouveau *spontané* de la vie agraire. C'est dans l'avenir et non dans le passé qu'il faut essayer de lire, et, s'il est un cas où l'avenir emprunte peu de chose au passé, c'est bien celui-là. Les uns assistent avec mélancolie, les autres impassibles, à l'œuvre de mort. Tous reconnaissent que l'âme ancienne des campagnes s'est à jamais évanouie. Sans doute, l'imagination de certains se complaît encore dans le souvenir des temps où toute autorité résidait dans la paroisse, où le squire était ignoré, où les artistes locaux peignaient sur les murs de l'église des fresques innocentes, où les processions se déroulaient parmi les sentiers ensoleillés, où l'on ne savait trop ce qu'il fallait admirer le plus " des cloches et des chandeliers, des croix et des orgues, des tapisseries, des bannières ou des vêtements qui, par leur substance et leur couleur, par l'incomparable fini artistique du travail à l'aiguille, étaient des miracles de splendeur, sans parler des linges fins et des voiles, des tapis et des tentures. "[1] Mais seul notre enthousiasme peut rendre un instant la vie à ces lumineux tableaux. La déchéance est indéniable. Ce n'est pas de ses cendres, mais de l'effort patient d'un pouvoir ignoré de la plupart des intéressés que l'Angleterre rurale pourra renaître. " Un village qui autrefois se nourrissait, s'habillait, entretenait une police et s'administrait lui-même, " écrit avec tristesse un clergyman écossais, " ne peut maintenant creuser ses propres puits ou bâtir ses propres granges ; encore moins peut-il jouer ses propres drames, construire sa propre église ou organiser son travail et ses jeux. Il est, en tout, pathétiquement impuissant. "[2] Mr. George Bourne, dans ses *Memoirs of a Surrey Labourer*, nous montre quel engourdissement s'est emparé du cœur et de l'esprit du travailleur agricole, à quels préjugés il est encore soumis, quelle infranchissable barrière de terreurs, d'ignorance et d'orgueil le sépare du reste de l'Angleterre, palpitante et agissante. Sur son existence, les événements les plus saillants, la Guerre Sud-Africaine, la mort de la Reine, une élection générale,

[1] Dr. Jessopp : *Before the Great Pillage.*

[2] C. L. Marson, dans la " *Commonwealth.* "

ne laissent qu'une imperceptible ride. Il soutient encore " que le blé ne devrait jamais être à moins d'un shelling par gallon, " mais quand il entend parler de " la Réforme Fiscale, " il s'écrie en tremblant : " Oh ! Seigneur ! nous ne voulons pas de taxes sur la nourriture ! " Sans confiance, revêche et obstiné, sans un élan vers l'au-delà, il s'agrippe à la vie avec une sorte de rage farouche.[1] Et il meurt, ajoute l'auteur, "sans soupçonner que quelqu'un puisse penser à lui avec respect et admiration. " Il meurt, et sa race avec lui : " Il a pu lutter contre la pénurie et la faim, mais le Progrès a détruit, là où la faim et la misère ont échoué. Il reste aujourd'hui sans successeur, occupant la région que ses ancêtres avaient peuplée depuis les temps où l'Angleterre était née, et qu'ils avaient conservée, par une vie non dénuée de noblesse, à travers les siècles fugitifs. " Devant l'esprit nouveau, devant le perpétuel et fébrile reclassement des idées qui distingue notre civilisation contemporaine, cèdent aussi " sa sagesse secrète, ses fragments de philosophie mi-payenne, mi-chrétienne, " [2] tout ce dont autrefois avait été faite l'âme d'un grand peuple. D'ailleurs, la décadence de ces choses sera discrète, silencieuse. Si un secours ne vient pas du dehors, si le remède n'est pas énergique et prompt, " aucune voix ne fera entendre sa protestation, et bien peu, parmi ceux qui ne peuvent voir au-dessous de la surface, comprendront ce qui se sera passé. La vie sereine de l'Angleterre rurale, telle qu'on la perçoit de la villa ou de l'observatoire de la cité, suivra, impassible, son cours. Il n'y aura pas de révolutions, de drapeaux rouges, de rixes déclarées, de meules incendiées. Mais le peuple se dissoudra tranquillement dans les villes — au-delà des mers. Le dernier des Livres sibyllins aura été jeté aux flammes. " [3]

Entres ces paysans, détenteurs précaires du sol, et les maîtres de ce dernier, aucun lien moral n'existe plus. Jadis, malgré leur horizon borné, ils faisaient partie d'un ordre social. Une place leur était réservée dans un monde minuscule et cristallisé. A eux était

[1] Il est sceptique en ce qui concerne la vie future : " Nobody don't know nothin' about it. 'Tain't as if they come back to tell ye. There's my father what bin dead this forty year, what a crool man he must be not to've come back in all that time, if he was able, an' tell me about it. That's what I said to Colonel Sadler. 'Oh', he says, 'you had better talk to the Vicar'. 'Vicar ?' I says ; 'he won't talk to me. Besides, what do he know about it more'n anybody else ?" Cit. Masterman, *The Condition of England*, p. 197.

[2] *Ibid.*, p. 199.

[3] *Ibid.*, p. 195.

dévolue la dernière d'une série de circonférences concentriques qui s'espaçaient autour du château, de ses possesseurs et de leurs hôtes. C'était, dans tous les Comtés que l'Industrialisme n'avait pas envahis, une répétition du " Système de Bladesover ", dont Wells, dans son roman de *Tono Bungay*, nous a donné une description tout imprégnée de psychologie. Dans ce système, chaque être humain figurait, non selon ses qualités, non selon son énergie, mais selon son rang ; ce rang " vous appartenait de naissance comme la couleur de vos yeux ; il était votre inextricable destinée. " Il y avait, gravitant autour des deux dames "loquaces et recroquevillées", détentrices du " Hall ", une hiérarchie de domestiques et d'artisans. [1] Et le fermier, l'ouvrier agricole, pouvaient d'autant mieux se sentir maintenus, justifiés en quelque sorte par leur humble statut, que " deux cents ans plus tôt l'Angleterre n'était tout entière qu'un Bladesover, " et que, bien que des Reform Acts eussent été votés et que bon nombre de formules novatrices eussent été émises depuis lors, rien n'avait pu ruiner la formule primitive. Mais à présent le charme est rompu; la vieille dépendance n'existe plus. Les Lichtenstein, noblesse d'argent, occupent la demeure où, pâle, errait l'ombre de Lady Drew. Dans le salon le Pianola s'affirme et la harpe est délaissée ; la maîtresse du logis s'occupe de Renaissance celtique et collectionne les chats de porcelaine. Il n'y a d'ailleurs pas eu progrès. Des gens actifs et intelligents n'ont pas remplacé des gens passifs et d'esprit étroit. Les Lichtenstein n'ont rien en eux " qu'un instinct désordonne d'acquisition. " [2] Ils veulent de la jouissance là où la gentry voulait du respect. [3] Ils ne créeront ni ne régénèreront. Ils sont en pays conquis. Ils s'installent au cœur même de la race qui s'en va. Les villas que les individus de leur sorte construisent quand ils n'en trouvent pas à acheter semblent pour le paysan " être tombées des nuages dans un autre monde. " Le laboureur ne comprend pas, ne cherche pas à comprendre. Et, parmi les cris stridents des machines qui dévorent ses routes, qui, le Dimanche après-midi, s'entassent à la porte des nouvelles auberges populaires, tandis que leurs occu-

[1] Wells : *Tono Bungay*, p. 12.

[2] *Ibid.*, p. 60.

[3] " They have purchased an estate, as they would purchase food or raiment, for the purpose of enjoyment. They convert the house into a tiny piece of the city, transplanted to the healthier air of the fields. They entertain themselves and their friends in the heart of an England, for whose vanishing traditions and enthusiasms they care not at all. " Masterman : *Op. cit.*, p. 204.

pants se régalent à l'intérieur,[1] il se sent tout seul, oublié, étranger au milieu d'aspects familiers. Son existence est sordide, brutale, lamentable ; il sait la vanité de ses efforts ; et, si l'idée du départ le hante, c'est peut-être parce que son âme n'est pas toujours résignée à périr. A la ville, quel que soit son sort, il redeviendra un homme, il reprendra le rang qu'il a perdu, mais cette fois dans une foule vibrante. C'est là sans doute actuellement sa seule chance de salut. Ainsi le veut Mr. Wells : " On entend une quantité effroyable d'absurdités sur l'Exode Rural et sur la dégénérescence que la vie urbaine fait subir à notre population. A mon avis, le citadin anglais, même dans un taudis, jouit d'une condition spirituelle infiniment meilleure que son cousin agricole ; il est plus courageux, plus imaginatif et plus propre......... Dans la campagne anglaise il n'y a pas de livres, pas de chansons, pas de drames, pas même de péchés hardis......... C'est parce que je sais cela que je ne m'associe pas aux plaintes courantes sur la dépopulation des campagnes, sur le passage de notre peuple à travers la fournaise des villes. Il souffre de faim, il souffre sans doute, mais il en sort endurci, il en sort avec une âme........... "[2]

Mais il y a pourtant des hommes qui s'obstinent et qui demeurent ; et pour ceux-là, il faut se hâter ; il faut leur rendre la terre accessible et habitable. Il faut qu'ils cessent d'être des créatures apathiques et isolées ; il faut que la vie ait pour eux une part des attraits qu'elle a pour l'ouvrier des villes. " Nous ne désirons pas seulement un accroissement de la population agricole, écrit la Société Fabienne, nous désirons aussi que l'ouvrier agricole de l'avenir soit très différent, intellectuellement et moralement, de l'ouvrier agricole du présent. "[3] Pourtant le dépeuplement se poursuit, si rapide[4] que certains se demandent si nous n'envisageons pas la solution du problème agraire au moment où celui-ci a cessé de se poser. " En vérité ", constate Mr. Masterman, " toute chose semble arriver trop tard en Angleterre. Les hommes ne s'éveillent à la nécessité de faire quelque-

[1] Masterman : *Op. cit.*, p. 207.

[2] Wells : *Tono Bungay*, p. 66.

[3] *The Revival of Agriculture* (Fabian Series : *Socialism and Agriculture*), p. 71.

[4] " Between 1851 and 1901 the number of adult males engaged in agriculture has fallen from 1,140,898 to 749,805, although one would have expected that the practical elimination of female labour (where there was a fall from 436,174 to 52,459) and the great decline in the employment of males under twenty (from 327,615 to 186,076)—both of these being healthy developments—would have to be compensated by an increase in the number of men. " *Ibid.*, p. 70.

chose qu'après que l'occasion d'agir a déjà disparu. Aujourd'hui on offre la terre au peuple, peu à peu et au prix de beaucoup d'efforts, mais on le fait une génération après que le peuple, qui attendait une telle offre en languissant, s'est rejeté dans les villes ou au-delà des mers. " [1] Si donc une politique agraire doit être instituée, il faudra que ses promoteurs aient de la cause rurale une vision plus nette, plus intense, plus passionnée que ceux-là mêmes qui doivent en bénéficier. En raison de leur dissémination, les paysans anglais ne sont capables que d'efforts spasmodiques. Parfois, malgré l'hostilité des propriétaires fonciers, malgré celle du clergé, ils ont pu d'eux-mêmes, ou plutôt sous la direction d'un chef habile, contribuer au redressement d'un tort déterminé. Tel fut le cas de l'Union des Ouvriers Agricoles, qui, sous l'impulsion de Joseph Arch, obtint, d'un bout à l'autre du territoire, une augmentation générale des salaires. Or, sitôt ce résultat concret assuré, les volontés se détendirent. La condition matérielle des ouvriers se trouvait améliorée, mais individuellement ils restaient " aussi soumis, aussi incapables d'affirmer leurs droits personnels, qu'ils l'avaient été au cours de longues générations de servitude effective. " [2] Et l'on ne pouvait dire non plus que d'eux partait un appel à la loi. Celle-ci, le Small Allotments Act de 1907 notamment, leur apparaissait comme un présent mystérieux et quelque peu inquiétant, venant d'un pouvoir qu'ils ignoraient. " Le paysan, encore plein de doutes, s'aperçoit lentement aujourd'hui qu'une loi a été votée, que l'on a dessein de faire fonctionner à son avantage. C'est là une conception toute nouvelle pour lui. La " Loi " a jusqu'à présent été considérée par lui comme quelque chose de lointain et d'hostile, symbolisé par le policeman du village, ou par les magistrats qui punissent le braconnage ou les simples larcins. Ceux qui se sont faits les missionnaires du nouvel Acte dans les villages ont trouvé partout au début cette incrédulité. Ils annonçaient que le Gouvernement avait décrété que dorénavant la première des servitudes qui pèseraient sur la terre serait celle du Lotissement ou de la Petite Tenure, que rien ne pourrait s'opposer à ce que ceux qui désireraient obtenir de telles tenures reçussent satisfaction ; que, dût-on même recourir à la force, les prétentions de la chasse et du plaisir, les ambitions du grand fermier qui veut augmenter le nombre de ses champs, les préjugés ou les caprices de ceux à qui répugne la création de ces

[1] Masterman, *Op. cit.*, p. 204.

[2] *The Secret of Rural Depopulation* (même Fabian Series), p. 24.

petites pièces de terre et de ces petits jardins, tout cela devrait céder devant la nécessité principale, qui est de trouver de la terre pour ceux qui n'en possèdent pas. Le paysan était silencieux, étonné, plein de doutes ; il se demandait si ce n'était pas là un nouveau tour imaginé pour le frustrer. Il y eut des réunions de nuit auxquelles les hommes venaient furtivement, où on laissait entendre qu'Un Tel était un "espion", et où l'on observait un silence de mort jusqu'à ce qu'il fût parti ; où l'on se demandait ce que Mr. A. (le Landlord) pensait de tout cela, ou si Mr. B. (le fermier) chasserait tous ceux qui réclameraient de la terre ; ou si Mr. C. (le Curé) serait enclin à considérer l'affaire d'un œil favorable. L'agitation et le mouvement semblèrent réels pour un temps, bien plus réels que beaucoup n'osaient l'espérer quand l'Acte avait été soumis au Parlement. Mais un aussi lourd mécanisme est difficile à mettre en mouvement, et l'avenir est encore incertain. "[1]

C'était donc une tragédie muette qui se déroulait. Du sol lui-même, aucune demande d'intervention ne s'élevait, aucune suggestion d'un plan plus rationnel de répartition et d'organisation n'émanait. Et ceux qu'un tel spectacle n'avait pas laissés insensibles étaient moins sollicités par son injustice que par sa calme tristesse. Il n'y avait point de leur part la protestation véhémente que suscite la vue de forces vives inutilisées, mutilées, sacrifiées à l'égoïsme d'une classe, comme cela avait été le cas chez les hommes qui, après 1830, dirigèrent la réaction idéaliste. Il n'y avait place, en face de cette vie qui s'éteignait, que pour une immense mélancolie, un raidissement de l'âme chez certains, chez d'autres l'intime regret que l'Angleterre ne pût poursuivre son évolution qu'en sacrifiant à son efficacité l'harmonie et l'unité de son passé. On pouvait songer à des mesures qui retarderaient l'œuvre de mort, on pouvait même songer à réagir artificiellement contre ce déclin, mais peu, il y a quelques années, eussent osé affirmer qu'une Renaissance agraire, si désirable qu'elle fût, pût devenir un des aspects de l'évolution elle-même. Le problème n'eût-il été que moral, tout nous porte à croire que tant de prédications émouvantes n'eussent pas eu plus d'influence immédiate sur le législateur du XXe siècle, que celles d'un Goldsmith, dans son *Village Abandonné*, n'en avaient eu sur le législateur du XVIIIe.

Mais un concours spécial de circonstances devait rendre ce

[1] Masterman, *Op. cit.*, p. 104.

problème national. Non plus par instinct, ni par sentiment, mais par un éveil conscient aux conditions présentes de sa vie politique, l'Angleterre commençait à se convaincre de l'avantage qu'il y aurait pour elle à être un pays complet, sinon autonome. Sa spécialisation industrielle, d'ailleurs battue elle-même en brèche par de jeunes rivalités, cessait d'être, comme durant le cours du XIXe siècle, la garantie nécessaire et suffisante de sa prospérité. La maîtrise incontestée des mers ne lui échappait pas encore, mais c'était par un effort qu'elle maintenait sa supériorité. Et cet effort suffisait à lui seul pour engendrer en elle un obscur malaise. Sans doute, l'idée d'un isolement possible ne surgissait pas encore impérieuse; mais, vague, inavouée, elle s'insinuait à certaines heures dans la conscience nationale; elle n'était plus de celles que l'on écarte avec mépris. Un système complet de défense tant extérieure qu'interne commençait à se constituer. D'une part, l'Angleterre cherchait à maintenir intacte la proportion de sa puissance navale avec celle des autres nations dont l'attitude lui semblait menaçante. De l'autre, elle voulait faire corps avec les peuples qu'une affinité de langage et de traditions, en même temps qu'un sentiment de gratitude pour des libertés spontanément octroyées, rapprochaient de la Métropole. Mais elle tenait aussi à faire corps avec elle-même. Et la question agraire ne se présentait plus comme la résurrection possible de l'esprit poétique, de la santé, de l'exubérance des campagnes endormies, mais comme un problème d'avenir, grave, prosaïque, alimentaire. Il s'agissait de savoir si dans le cas extrême où l'Angleterre serait coupée de ses communications avec le continent, elle pourrait vivre sur son fonds, remplir seule ses greniers. Et si la réponse était négative, il fallait, non ranimer des cendres sous lesquelles couvait une apparence de feu, mais refaire de toutes pièces une vie neuve avec des moyens neufs.

Ce n'était pas tout. Le problème national avait sa contre-partie dans un problème fiscal. Il importait qu'au surcroît d'activité manifesté par l'État anglais, dans sa politique extérieure comme dans sa politique sociale, correspondît un surcroît de ressources. Et, du moment que le pays reculait devant un bouleversement du régime douanier, la seule alternative semblait être, non un accroissement arbitraire du taux des impôts existants, mais une refonte générale de leur système. Les pouvoirs publics sentaient que l'on ne pouvait sans risques exagérer le fait du prince. L'impôt, sacrifice consenti ou contribution imposée aux individus en raison de leurs

capacités ou de leurs moyens, n'a qu'une élasticité des plus relatives. L'on pouvait, en outre, objecter que capacités et moyens croissaient en raison inverse du besoin social, que la part contributive de l'industrie privée aux réformes ouvrières était déjà considérable, et que l'État ne pouvait songer, en désespoir de cause, à faire porter l'incidence des frais qui lui incombaient en propre dans l'application de sa législation protectrice, sur les classes mêmes que cette législation avait, dans ses effets directs et immédiats, précédemment atteintes. Pour s'opposer avec quelque chance de réussite à la marche de l'idée protectionniste, il fallait démontrer que la solution inverse n'exigerait, de la part de la masse du peuple anglais, aucun effort d'abstinence identique à celui qu'aurait nécessité l'augmentation du coût de la vie, conséquence des tarifs. La base de l'impôt, pour les taxes à venir, avait donc à être modifiée ; sa perception devait apparaître comme un acte de simple justice, une sorte de *reprise* sociale dont la Collectivité bénéficierait tout entière sans avoir à en supporter les contre-coups. Ainsi aucun sacrifice nouveau ne serait demandé au pays ; celui-ci ne ferait que rentrer en possession de richesses dont une minorité inactive l'avait dépossédé, de richesses qu'il créait encore chaque jour, et dont cette minorité continuait à détourner la meilleure part. Par nécessité, par simple réaction contre le protectionnisme, la théorie de l' " unearned increment " sortait du domaine de la doctrine, et trouvait une expression dans les lois financières du royaume, là où son application présentait le moins d'obstacles, c'est-à-dire en matière foncière. Indirectement, car c'était la propriété des villes autant et plus peut-être que celle des campagnes que visaient les partisans de la nouvelle politique, la vie agraire devait être influencée par l'évolution économique de l'ensemble du pays ; et, dès lors, elle devait subir la répercussion des idées socialistes ; elle rentrait dans le cadre d'un développement progressif et conscient ; elle cessait d'être en marge ; elle était désormais soumise aux décisions de l'esprit moderne d'efficacité et d'organisation, qui sur tous les autres domaines de la vie nationale avait apposé sa marque.

II

Mais les tendances constructives elles-mêmes cristallisaient autour de trois conceptions définies, s'appuyant chacune sur des raisons à la fois théoriques et pratiques. C'étaient la Nationalisation, la

Taxation de la Plus-Value, le Morcellisme avec son accompagnement, la Petite Tenure. Aux deux premières s'étaient ralliés les Socialistes et le parti Libéral, à la troisième le parti Conservateur. Pourtant ces attitudes des deux grandes forces politiques n'avaient pas toujours été aussi nettement caractérisées. La Nationalisation, notamment, avait connu la faveur d'hommes de mentalité conservatrice. Pendant un temps s'était même faite sur elle une sorte d'unité de la pensée anglaise. La Land Nationalization Society publie dans un de ses "tracts" une anthologie où figurent une série de jugements, relatifs à la légitimité de la propriété foncière individuelle, émis par quelques Anglais particulièrement représentatifs et de tempéraments souvent opposés ; le Cardinal Manning y voisine avec John Locke et avec John S. Mill, Mr. Gladstone avec Thomas Carlyle, Richard Cobden avec Newman et Ruskin, Mr. John Morley avec Samuel Taylor Coleridge.[1] Au Parlement, même faveur. La L. N. S. recrute des adhérents dans tous les groupes ; il semble aux yeux de l'étranger que si les Communes traduisaient leurs convictions en actes, la propriété privée du sol aurait vécu. Si bien que l'idée nationalisatrice semble avoir presque répondu à une expectative. Ne la voyons-nous pas acceptée avec une facilité, une allégresse qui déconcertent, et par des hommes qui vivent dans leurs pensées, et par d'autres qu'une longue pratique du pouvoir aurait pu rendre cependant soupçonneux des dangers qu'offrirait son application intégrale. Elle est, du reste, vraiment moins une théorie qu'un sentiment. Elle est, chez certains, enthousiasme religieux ; chez d'autres, elle retentit comme un chant de guerre. " La Terre ! C'est Dieu qui nous a donné la Terre, le sol sur lequel nous nous tenons, c'est Dieu qui a donné la Terre à l'homme ! " Tel était le refrain de

[1] Voir les extraits donnés dans le tract N° 85 de la L. N. S., p. 1 à 8. Reproduisons comme les plus caractéristiques ceux de Carlyle : " The notion of selling for certain bits of metal the Iliad of Homer, how much more the land of the world Creator, is a ridiculous impossibility..... The widow is gathering nettles for her children's dinner : a perfumed seigneur, delicately lounging in the Œil de Bœuf, hath an alchemy whereby he will extract from her the third nettle and call it rent. " *Past and Present*—; de Ruskin : " Bodies of men, Land, water and air are the principal of those things which are not, and which it is criminal to consider as personal or exchangeable property. " *Time and Tide*—; de Coleridge: " The very idea of individual or private property in our present acceptation of the term, and according to the current notion of the right of it, was originally confined to movable things and the more movable, the more susceptible of the nature of property." *Second Lay Sermon.*

l'hymne qui planait sur toutes les réunions Libérales et Socialistes lors des élections de Janvier 1910. Devant une telle foi, peu importent les moyens et les détails. Quant au principe d'une taxation plus rigoureuse du sol, il n'était pas pour effrayer certains éléments du parti Unioniste. En 1903 et en 1904, treize, puis trente-six députés Conservateurs votent en faveur de la seconde lecture du Land Values Assessment and Rating Bill. Mr. Balfour, en Novembre 1909, Lord Robert Cecil, à la même date, Mr. F. E. Smith, en avril 1910, reconnaissent que la terre est un bien différent des autres, et qu'elle peut par conséquent supporter des charges particulières.

Au premier abord, il paraît donc y avoir eu au sujet du problème agraire, non certes unanimité de vues, mais du moins communauté de tendances, et la protestation véhémente, passionnée que souleva chez le parti Conservateur le dépôt du Budget de 1909 était jusqu'à un certain point faite pour surprendre ceux qui n'écoutaient que la leçon du passé. Mais nous verrons bientôt que si, sur le problème agraire, il pouvait y avoir un accord instinctif, un désir universel de sortir de l'état présent, les clauses du Budget sanctionnaient un principe qui n'avait, lui, rien d'instinctif, dont on ne pouvait même se rendre maître qu'avec quelque peine, et qui, dans son application, venait contrarier directement, irrémédiablement certains intérêts. Nous constaterons que le Budget instituait non pas la taxation des produits du sol ou des bénéfices dérivés de son usage, mais celle de l'ACCROISSEMENT DE VALEUR de la terre en capital. Or, cette différence d'apparence bénigne avait, en fait, toute la portée d'une révolution. Pour la première fois, l'idée de la valeur créée collectivement, à l'insu de l'individu détenteur, et revendiquée comme telle par la société, prenait corps dans une loi. Et, sauf pour un petit nombre, cette idée était nouvelle et profondément inquiétante, inquiétante par le trouble qu'elle apportait à la jouissance de quelques-uns, inquiétante surtout par ses possibilités indéfinies d'extension. D'autre part, ce n'était pas cela que les instincts avaient exigé. Ils rêvaient d'une répartition nouvelle; la terre, trésor limité, nourrice commune, injustement possédée par un petit nombre de privilégiés, serait mise, grâce à la Nationalisation, à la portée de tous, comme au premier jour ; si même on taxait plus durement son revenu que celui des autres biens, ne ferait-on pas simplement et en toute équité payer aux détenteurs leur privilège ? Mais que penser de ce mécanisme froid, impitoyable, qui, automatiquement,

à intervalles presque réguliers, frappait la terre, *non parce qu'elle était terre, mais parce qu'elle était une chose dont la valeur s'était accrue, et que l'accroissement était plus facilement déterminable dans son cas que dans celui des autres choses ?* L'État ne jouait ainsi aucun rôle social. Il n'organisait pas. La Nationalisation avait sa noblesse; tout d'abord, elle n'était jamais une spoliation, puisque le propriétaire était indemnisé et n'abandonnait que ses chances d'avenir. Le Landlord cédait devant l'État, parce que celui-ci était l'expression organique de la Communauté, et que, n'ayant aucun intérêt opposé à ceux de cette dernière, il répartirait et exploiterait le sol pour son seul avantage. Par la Nationalisation, un grand devoir incombait à l'État. Il devenait comptable de l'usage fait du sol. Il créait entre ses occupants et lui-même toute une série de liens à la fois moraux et matériels. Par la taxation simple et progressive des revenus du sol, son rôle diminuait de noblesse, mais enfin, nous l'avons dit, il rétablissait l'équilibre entre les possesseurs d'une richesse limitée, impérissable, essentielle à la vie, et ceux de richesses reproductibles, soumises aux lois de la concurrence et aux forces de destruction. Si l'impôt foncier était et devait être plus élevé que les impôts qui étaient perçus sur les revenus du capital et sur les bénéfices industriels, c'était parce qu'il englobait une sorte de prime, ayant sa cause dans le monopole et la sécurité. L'idée très simple, très spontanée de justice était dans les deux cas satisfaite. Mais le Budget de 1909 inaugurait une situation tout autre. Les propriétaires fonciers étaient laissés en possession du sol ; ce n'était qu'accidentellement, ou plutôt par une justification subséquente de la loi, que l'on comptait sur les effets rigoureux de celle-ci pour déterminer les détenteurs de terrains non bâtis et non cultivés à s'en dessaisir au profit d'individus capables d'en tirer un bénéfice plus élevé. Il n'était pas, sans doute, impossible que le Budget produisît de tels effets, mais ses adversaires soutenaient, non sans raison, que là n'était point le motif qui l'avait inspiré. Il s'agissait, selon eux, d'une expérience, de la première expérience socialiste, tentée sur les propriétaires fonciers, uniquement parce qu'ils étaient les plus faciles à atteindre. Et ils s'opposaient moins à la taxation elle-même qu'au principe dont elle s'inspirait, et dont le principal danger était justement son extensibilité. La rente du sol une fois revendiquée par l'État, c'étaient toutes les rentes, celle de capacité comme les autres, qui pouvaient se trouver mises en question. La seule protection des autres formes de la propriété privée était l'impossibilité pour l'État

de procéder avec la même sécurité et la même décision, car, sauf dans le cas de la terre, la richesse est fluide, mobile, instable, se divisant sans cesse pour se reformer plus tard et plus loin. Mais rien ne garantissait que l'État ne découvrirait pas à l'avenir des moyens encore insoupçonnés d'évaluation et de contrôle. Il suffisait que la distinction entre plus-values gagnées et non gagnées eût pris place dans le Livre des Staturts d'Angleterre, pour qu'une nouvelle phase sociale s'ouvrît, grosse de menaces pour les uns, d'espoir pour les autres. Sans doute, les promoteurs du Budget de 1909 ne voyaient pas si loin ; ils préconisaient surtout une mesure qui, dans la situation financière présente du pays, leur semblait opportune. Et, d'ailleurs, leurs prétentions étaient encore des plus modérées. Mais pour ceux qui se souciaient moins de l'action immédiate du gouvernement que du sens de l'évolution politique, le Budget de 1909, tout comme pour Karl Marx la loi des dix heures de 1847, marquait la victoire d'un principe. Le Législateur de 1847 ne savait pas qu'il avait ouvert la voie à l'interventionnisme moderne, qu'un jour les adultes demanderaient et obtiendraient qu'on leur appliquât des dispositions primitivement destinées aux femmes et aux enfants seuls. Le Législateur de 1909 pouvait de même ne pas comprendre qu'il avait fait pénétrer dans une procédure fiscale éminemment réaliste et limitée l'esprit du Socialisme.

Rien donc de plus naturel qu'une scission se soit produite à propos du Budget entre ceux que la Nationalisation ou même une certaine forme de taxation avait rapprochés. C'est qu'il ne s'agissait plus d'une solution de la question agraire, mais d'une solution d'ensemble de la question sociale, applicable en premier lieu à la propriété foncière. Et, à l'occasion de cette dernière, le reclassement des idées et des tendances s'opérait : une fois encore, c'était la conception collectiviste qui marquait la ligne de partage. De plus, le Budget ne pouvait se concilier ceux qui, parmi les Conservateurs, avaient conservé toute leur foi dans la mission protectrice de l'État, car les clauses foncières accentuaient encore l'irresponsabilité des pouvoirs publics. L'attitude de ces derniers était, nous l'avons dit, toute d'expectative. Ils laissaient les Landlords gérer leur bien comme bon leur semblait. Ils laissaient, d'autre part, la civilisation poursuivre son avance. Puis, brusquement, à chaque mutation, à chaque renouvellement de bail, ils sortaient de leur passivité et réclamaient leur part de la plus-value. Sans doute, avec la Nationalisation, la Collectivité bénéficiait aussi de l'accrois-

sement de la valeur foncière, mais du moins cet avantage était-il compensé par des obligations. Le Socialisme, se réalisant par un effort d'organisation, pouvait se rendre coupable d'erreurs, mais il avait une volonté, ou tout au moins des intentions. Le Socialisme, se réalisant par la taxation, était amoral et passif. En outre, et c'est là que les intérêts se réveillaient, il écrasait une classe qui n'avait peut-être de nos jours qu'une conscience affaiblie de son rôle social, mais à laquelle l'Angleterre devait une partie de sa gloire et de son renom. Sous prétexte qu'elle était détentrice d'un monopole de fait, il la soumettait à un régime si rigoureux que la possession du sol n'était plus pour elle qu'un fardeau. Alors qu'il permettait au capital, à l'industrie, de tirer parti de toutes les circonstances, de tous les hasards, il déniait au propriétaire foncier toute chance d'enrichissement fortuit. Celui-ci devait rendre régulièrement ses comptes, et abandonner une fraction de tout ce qui n'était pas le fruit d'un labeur personnel. Devant cette inégalité de traitements, la noblesse terrienne ne s'aigrirait-elle pas, le déclin des campagnes n'irait-il pas en se précipitant ? [1]

A ces objections, les promoteurs du Budget auraient pu apporter une réponse facile, s'ils n'avaient pas été uniquement guidés par le souci de son opportunité, s'ils s'étaient appuyés sur un semblant de doctrine. Il leur aurait suffi d'affirmer que l'absorption par la Collectivité de la Rente Économique devait dorénavant être le principe directeur d'une politique progressive, et que, dans le cas de la propriété foncière, et dans la situation actuelle, cette absorption ne pouvait être réalisée que par l'impôt. Ils auraient pu laisser entendre que l'on ne s'attaquait pas à la plus-value terrienne parce qu'elle était un fait exceptionnel, mais parce qu'en la circonstance, le jeu de la concurrence ne s'exerçant pas puisqu'il y avait monopole, aucune élimination spontanée de la Rente n'était possible ; que celle-ci, à l'opposé de ce qui se passait pour l'industrie, subsistait intégrale ; qu'en outre, le propriétaire foncier ne trouvait en face de lui aucun groupement pareil à ceux que les entrepreneurs rencontrent en la personne des Trade Unions, lesquelles, certes, ne représentent pas la Collectivité elle-même, mais, du moins, en prétendant participer à l'accroissement général des profits, morcellent, socialisent la Rente. Sans doute, chaque industriel continuait

[1] C'est l'argument très suggestif que fait valoir Remington, le héros de Mr. Wells dans *The New Machiavelli*. Mais il ne faut pas oublier que le Budget Lloyd George vise autant la propriété urbaine que la propriété rurale.

à jouir, malgré l'action des Syndicats, de la rente *différentielle*, de celle qui résulte de la diversité de situation des entreprises, et l'appropriation de cette forme de rente, le Budget la refusait au propriétaire foncier. Mais ce dernier, en revanche, ne connaissait pas le risque industriel. Le progrès ne se présentait jamais pour lui comme un danger ; jamais un déplacement de son capital et de son activité n'en était la conséquence. A coup sûr et sans le moindre effort, il en tirait parti. S'enrichissant presque automatiquement — et cela avec d'autant plus de continuité que les mutations étaient rares en Angleterre en même temps qu'entravées par une législation séculaire — il n'y avait rien de choquant à ce qu'automatiquement aussi il cédât une partie de son gain. Tout compte fait, il jouirait d'un traitement équitable, pourvu que la Rente de Capacité lui fût réservée ; or, les précautions du Budget, nous le verrons plus loin, étaient sur ce point minutieuses. Ainsi défendue, la politique financière du Gouvernement Libéral aurait pu paraître systématique, cohérente, véritable embryon d'une politique sociale. Certains auraient pu lui reprocher d'être agressive, personne n'aurait pu lui reprocher d'être à courte vue. A ceux que l'avenir inquiétait, elle ne se serait pas contentée de répondre par des arguments empruntés au passé et au présent.

Mais, malgré son inconscience, elle était assez efficace pour que les Socialistes lui donnassent leur appui, et assez prononcée pour que tous ceux qu'effrayaient les tendances collectivistes la dénonçassent avec vigueur. Un mouvement de réaction se dessina dès lors en matière agraire dans le camp Conservateur. Il semble même que la Nationalisation, jadis caressée, perdit toute faveur ; et, une fois encore, le parti Unioniste se trouva rejeté vers une politique individualiste. Reniant toutes ses traditions, par crainte du Collectivisme, il se prononça pour la petite propriété rurale, pour le découpage des grands domaines. Nous aurons à montrer, au cours d'une étude plus approfondie des doctrines nationalisatrices et de leurs premiers résultats, les avantages pratiques et théoriques des deux conceptions.

III

Qui dit Nationalisation dit rachat. C'est sur l'opportunité d'une compensation que la scission s'est opérée entre nationalisateurs du sol et taxateurs de la valeur foncière, entre les disciples d'Alfred

Russell Wallace et ceux de Henry George. Cette scission était fatale et nécessaire, car il s'agissait, dans le second cas, de la reprise par la Société d'un revenu spécial tiré par les propriétaires de l'usage de la terre ; dans le premier, de la reprise du capital lui-même ; la Collectivité ne pouvait se servir de la même procédure pour rentrer en possession de ce qu'elle avait créé, que pour augmenter son domaine aux dépens d'individus détenteurs d'un bien légitimement acquis ou jouissant d'un droit de prescription. Mais pour que la scission s'opérât, il avait fallu que certains jugeassent insuffisant ou partiellement inefficace le prélèvement pouvant être opéré par l'État sur la plus-value foncière, et que des raisons graves militassent à leurs yeux pour que ledit État entreprît de gérer directement une richesse essentiellement limitée. Les Nationalisateurs ne sont pas hostiles à la Taxation, mais pour eux celle-ci n'est qu'une œuvre préparatoire. Nous saurons bientôt jusqu'à quel point l'évolution a tenu compte de l'ordre qu'ils veulent faire suivre à la réforme agraire.

Il ne nous est pas loisible d'examiner en détail l'ouvrage d'Alfred Wallace, du moins dans sa partie historique. Nous y voyons défiler, dans une série de chapitres richement illustrés d'exemples caractéristiques, empruntés tant à l'Ecosse qu'à l'Angleterre, tous les griefs qui pouvaient être formulés contre les abus des Landlords. L'étude de Wallace n'est donc pas, comme celle de Henry George, faite de déductions théoriques, d'exposés économiques habilement agencés; elle est plus suggestive que doctrinale. L'auteur ne cherche pas à démontrer, par une analyse complète du rôle du capital et de celui du travail, que les possesseurs de la terre profitent en dernier lieu de tous les progrès réalisés dans la communauté, et dépouillent fatalement ceux qui y ont personnellement contribué. Il s'insurge contre l'état de fait parce qu'il le juge immoral. La propriété individuelle du sol est mauvaise parce qu'elle interdit *l'accès à la terre*, droit naturel, dont aucune loi, aucune institution ne peut priver l'être humain ; elle est mauvaise parce qu'elle rend impossible cette occupation réelle du sol, qui seule donne aux campagnes la vie, et aux nations le courage et la santé. Tantôt, c'est le Landlord qui, pour chasser le daim, fait raser des fermes et des chaumières sur deux millions d'acres, c'est-à-dire sur une surface plus étendue que les comtés de Kent et de Surrey juxtaposés.[1] Ailleurs, c'est

[1] Wallace, *Land Nationalisation*, p. 83.

son intervention vexatoire dans la religion, dans les convictions politiques, dans les jeux mêmes du tenancier. En 1879, un ministre wesleyen du Lancashire, Samuel McAulay, est évincé pour avoir simplement demandé à son nouveau propriétaire l'autorisation de célébrer, comme il l'avait fait depuis trente ans, les services religieux de sa secte.[1] Quelques années plus tard, à Fenton Barns, un agriculteur renommé, George Hope, se voit donner congé pour avoir voté contre le parti auquel appartient le Landlord. Souvent c'est un village entier dont les habitants doivent fuir. Comment, d'ailleurs, le fermier serait-il incité à enrichir la terre qu'il détient, alors qu'il n'est presque jamais protégé par un bail à long terme, qu'il jouit tout au plus d'une tenure annuelle, laquelle pour les trois quarts de l'Angleterre se trouve réduite à six mois ? Mais, même en cas de bail, son indépendance est limitée par une série de clauses dont l'effet est de le faire reculer devant toute initiative. Son fermage doit être payé chaque année, et la somme en est fixe ; il ne peut donc comprendre aucune opération qui diminuerait temporairement ses profits, quand bien même elle devrait les accroître de beaucoup dans l'avenir. Et, comme il n'est jamais sûr qu'un renouvellement lui sera consenti, ou que le prix n'en sera pas exagérément enflé, il a intérêt à épuiser le sol avant l'expiration du bail.[2] On ne peut, par contre, parler des résultats bienfaisants qu'implique la résidence personnelle du Landlord, puisque le *New Doomsday Book* nous enseigne que 525 membres de la noblesse anglaise possèdent 1593 propriétés séparées, ayant une étendue de plus de 15.000.000 acres, et que, pour certains d'entre eux, le nombre des domaines atteint quatorze.[3]

Quant à l'ouvrier agricole, on peut affirmer que sa situation n'a jamais été plus précaire. Les "Bills of Enclosure" l'ont privé de son abri, de la pâture où sa vache et ses quelques volailles trouvaient leur nourriture. "Il en est réduit à vivre de pain et de thé léger, d'un peu de fromage, de beurre bon marché et artificiel, et de lard, tandis que ses enfants sont élevés sans presque connaître le goût du lait."[4] Et cela est une conséquence du fermage. Le Landlord, s'il

[1] On lisait ces mots dans la lettre du landlord : "I wish to have *as tenants none* but thorough Church people, and consider myself quite at liberty to choose such as I like, without being dictated to by anybody." *Land National.*, p. 101.

[2] *Ibid.*, p. 106.

[3] *Ibid.*, p. 107.

[4] *Ibid.*, p. 112.

avait directement affaire aux ouvriers agricoles, consacrerait sans doute une partie de ses revenus à l'érection de chaumières qu'il laisserait gratuitement à leur disposition ; mais le fermier, en raison de la précarité de son bail, se voit contraint de ne rien distraire du maigre intérêt qu'il peut tirer du capital engagé par lui. [1]

Les effets funestes du landlordisme ne se font pas uniquement sentir sur la classe agricole ; ils rejaillissent sur la société tout entière. Par suite du monopole foncier, chacun a perdu le droit de choisir le lieu où il voudrait établir sa demeure ; les seuls terrains qui soient à sa disposition sont ceux où s'exerce une spéculation immodérée ; il doit renoncer à l'air, à la verdure, à l'espace. En dehors donc d'un système de nationalisation, il faut perdre l'espoir de voir les villes interrompre leur croissance. [2] Il faut perdre aussi celui de les voir gagner en santé et en beauté. Les propriétaires savent, en effet, exiger, chaque fois qu'il y a nécessité d'élargir une artère, de construire des docks ou des chemins de fer, des compensations telles que les autorités hésitent et que quelques-unes reculent. On peut ainsi estimer que les détenteurs du sol ont reçu des compagnies de chemins de fer seules une somme qui excède le revenu national, et cela en plus du prix de marché de la terre vendue.

La conclusion de Wallace est donc que le peuple doit posséder la terre, s'il ne veut périr. Pour toutes les autres richesses, l'offre et la demande suffisent à créer un équilibre favorable au bien-être social. Mais ici, l'offre est constante alors que la demande s'accroît sans cesse. L'État en est donc réduit, s'il veut agir, à régler lui-même, comme il l'a fait pour l'Irlande, le prix de la marchandise. Mais pourquoi, si la propriété privée du sol reste admise, cette intervention se produirait-elle plutôt que lorsqu'il s'agit de pain ou de drap ? Le seul remède moderne, c'est que l'État détienne la terre pour le libre usage et le bénéfice général de la communauté. [3]

Certains, il est vrai, parmi lesquels Bright, Fawcett, Mr. Thornton et Mr. Kay, se sont ralliés à une solution entièrement différente. Ils voudraient rendre la terre plus mobile, plus aisément transmissible. Ils préconisent le Free Trade du sol. Celui-ci passerait ainsi aux mains d'hommes qui pourraient affecter leur capital à son amélioration. En outre, une nouvelle classe de petits paysans-propriétaires

[1] *Land National.*, p. 117.
[2] *Ibid.*, p. 125.
[3] *Ibid.*, p. 179.

se formerait rapidement.[1] Mais une telle panacée ne saurait remédier, selon Wallace, aux vices du Landlordisme. Les partisans du Libre-Échange foncier, Mr. Kay notamment, ont tort, dit-il, de voir dans la liberté de disposer la cause de la prospérité relative dont jouit le petit fermier continental. Il y a coïncidence, mais non corrélation, entre les deux faits. En France, avant que la Révolution n'eût aboli les lois et les coutumes féodales, il y avait déjà un million de paysans propriétaires, et seule la vente des biens nationaux permit que leur nombre fût porté, d'après Arthur Young, à 2.200.000. En Angleterre, au contraire, les biens d'Eglise ont été distribués à des favoris de Cour, et ont été grossir les grands domaines ; et, présentement, le nombre d'individus fortunés cherchant à acquérir des terrains dans un but spéculatif est si élevé, que pas une acre ne serait probablement attribuée aux travailleurs agricoles si les ventes étaient entièrement libres. Il faut ajouter que la tendance qui inspire presque toutes les grandes familles est d'arrondir indéfiniment leurs possessions; leur amour-propre est en jeu, et si des terres se trouvaient vacantes, elles feraient monter si haut les enchères que le petit cultivateur serait évincé dans tous les cas. En outre, des Sociétés de Construction accapareraient les meilleurs sites. Il n'y aurait pas un yeoman de plus, mais l'Angleterre verrait s'évanouir quelques-uns de ses plus nobles aspects.[2]

Seule, la Nationalisation peut satisfaire à toutes les exigences du problème agraire. Elle est une solution complète, car elle répond à tous les articles de la nouvelle charte que la classe rurale et la nation tout entière, dépossédée, limitée dans ses activités, présentent aux pouvoirs publics : 1° Occupation et Possession doivent être confondues. 2° L'occupant doit jouir d'une sécurité et d'une permanence complètes dans sa tenure ; il doit être certain de récolter tous les fruits de son labeur. 3° Des dispositions doivent être prises pour que chaque sujet britannique puisse se procurer une portion de terre. 4° Tous les terrains non enclos ou déserts doivent être ouverts à la culture. 5° L'intérêt que tout occupant possède dans la terre doit être facilement transférable. 6° Afin que ces conditions puissent être rendues elles-mêmes permanentes, la sous-location doit être absolument prohibée, et les hypothèques strictement limitées.[3]

Remarquons que le système de Wallace s'inspire de deux néces-

[1] *Land National.*, p. 185.
[2] *Ibid.*, p. 189.
[3] *Ibid.*, p. 192.

sités. Il obéit à une considération utilitaire : la terre ne peut être bien exploitée que par l'individu qui a intérêt à le faire ; et à une considération abstraite et morale : il faut, puisque la terre est un bien commun, que chacun ait la possibilité d'en jouir. A ces considérations, Wallace semble donner une valeur égale, et son esprit, réaliste pourtant, n'a point marqué la limite où s'arrête la tâche de construction proprement dite et où l'imagination entre en jeu. Nous montrerons plus tard que, seule, la première partie de sa doctrine a continué à recevoir l'appui des réformateurs qui se disent ses disciples, et a été sanctionnée par l'action législative. Contentons-nous d'exposer pour l'instant l'économie générale du système.

Il va de soi qu'il y aura sous le régime de la Nationalisation — c'est du reste là une réapparition de l'ancien principe féodal — tenure simple et non propriété. Dès l'instant qu'une occupation personnelle est requise, la propriété, qui sous-entend le droit de disposer d'un bien, devient un non-sens. L'État sera donc le maître de la terre, mais il n'interviendra pas dans son administration. Il se contentera d'édicter des règlements *généraux* auxquels les occupants devront se soumettre.[1] Il devra, en outre, avoir bien soin de séparer la valeur nue du sol — celle que l'occupant ne peut ni accroître ni détruire — de cette valeur qui découle de toutes les améliorations, travaux d'épandage et de drainage, clôtures, plantations, constructions, etc., qui sont le fait du locataire. Il conservera intact le *droit éminent*, et recevra à ce titre une redevance *perpétuelle.* Il respectera, au contraire, le *droit du tenancier* à la propriété pleine et entière du fruit de ses efforts. Sitôt après le vote de l'Acte de Nationalisation, on procédera à une évaluation générale de la propriété foncière, et, pour déterminer la part du nouveau Landlord, l'État, et celle de ses locataires, on se laissera guider par un certain nombre de principes déjà reconnus aussi bien que par la coutume.[2] On présumera, par exemple, dans la plupart des régions, que les constructions, les grillages sont dus au propriétaire, les clôtures aux occupants. On tiendra compte de l'état d'entretien et de la valeur locative.[3] Quand, au contraire, on se trouvera en

[1] " The State must in no way deal with the individual landowners, except through the medium of special Courts which will have to apply the laws in individual cases. Thus no state *management* will be required, with its inevitable evils of patronage, waste and favouritism." *Land National.*, p. 193.

[2] *Ibid.*, p. 195.

[3] *Ibid.*, p. 196.

présence d'un terrain nu, l'accroissement de valeur du sol durant des siècles de culture profitera, bien entendu, à l'État, et le " Tenant Right " sera pour ainsi dire nul.

Pour la compensation à accorder aux propriétaires actuels et à leurs héritiers immédiats, Wallace se rallie à un projet d'annuités terminables. Aucun sacrifice trop intense ne serait ainsi imposé à une génération, comme ce serait le cas pour le rachat en capital. Le principe de la Nationalisation serait immédiatement consacré, et pourtant les détenteurs du sol conserveraient leur revenu pendant un temps qui serait à calculer. L'idée de justice serait sauvegardée, selon Wallace, si l'annuité était versée par l'État " à tous les héritiers du propriétaire terrien qui seraient en vie au moment du vote de l'Acte ou qui seraient nés avant la mort du dit propriétaire. "[1] Eux seuls, en effet, ont des droits ou tout au moins des espérances. Bien entendu, tous les " Tenant Rights " dus à leur travail ou à celui de leurs prédécesseurs leur resteraient acquis. Ils pourraient les vendre, les léguer, les mettre aux enchères. On objectera que la valeur négociable de la terre baisserait peut-être après le vote de la loi ; mais que leur importerait, puisque leur revenu demeurerait intact et serait garanti par l'État ?

En supposant le sol acquis de la sorte par la Communauté, il faut maintenant qu'il se trouve mis entre les mains de ceux qui pourront en tirer le meilleur parti. Mais nous savons que pour Wallace, ce n'est pas seulement l'idée d'efficacité, mais aussi la possibilité d'exercer sous le nouveau régime un droit naturel, qui justifie la Nationalisation. Il faut que l'occupant soit toujours le détenteur du sol, mais il faut que chacun puisse être, s'il le désire, occupant. Or les emplacements disponibles étant souvent des plus restreints, surtout dans les pays de civilisation ancienne, on se rend compte de l'ingéniosité qu'il va falloir à Wallace pour traduire pratiquement ses deux postulats. Tout d'abord, la sous-location sera formellement interdite. Par elle, en effet, une nouvelle classe de Landlords se reconstituerait. L'occupant présent ou éventuel fera part à l'Etat de sa décision de verser ou de continuer à verser entre ses mains le montant du " Quit-Rent " ; mais, bien entendu, l'État ne l'acceptera comme locataire qu'autant qu'il pourra lui fournir la preuve qu'il a acquis le " Tenant-Right " ; s'il n'est pas assez riche pour le faire, rien n'empêchera que des Sociétés de Prêt ou les Municipalités ne lui

[1] *Land National.*, p. 159.

avancent les fonds nécessaires. [1] Le nombre et les termes des hypothèques que les tenanciers pourront consentir seront, nous l'avons dit, réglés par l'État.

Jusqu'ici, point d'objections de principe. On conçoit sans répugnance ce dédoublement de la propriété : valeur permanente d'une part, améliorations de l'autre. Que le "Tenant-Right" soit aisément transmissible, cela se peut fort bien. Ce n'est pas dans sa description du processus même de la Nationalisation que Wallace se heurte à des difficultés réelles. Celles-ci n'apparaissent que lorsqu'il veut traduire en mesures effectives sa deuxième conception, à savoir que chacun doit pouvoir exercer son droit à la possession du sol. Remarquons que la position de Wallace est, sur ce point, toute théorique. Il ne semble tenir nul compte du spectacle qu'offrent, même à l'observateur le plus superficiel, les campagnes anglaises. Il admet a priori *qu'il y a surabondance de la demande*, alors qu'au contraire, la plupart de ceux qu'a passionnés le problème agraire se demandent avec angoisse comment l'on pourra ramener la vie en des lieux déserts, comment l'on pourra faire renaître une classe active et laborieuse là où n'existent plus que des individus isolés, qui semblent ne porter en eux-mêmes aucun désir ni aucune force de relèvement. Et Wallace, qui, dans son exposé critique, s'inspirait d'un sain réalisme, bifurque soudain dans son essai de construction. Il part d'une situation tout imaginaire pour préconiser des moyens qui ne le sont pas moins. Sans doute il hésite à limiter l'étendue de la fraction de territoire que chacun sera autorisé à habiter. Il s'oppose au morcellement, d'abord parce qu'il n'est pas convaincu des avantages de la petite culture, et aussi parce qu'il croit que si la législation nouvelle insiste sur l'occupation personnelle, ceux-là seuls, parmi les riches, qui se sentent attirés par les plaisirs agrestes revendiqueront les grands domaines ; or, le désir de ces derniers sera tout aussi respectable que le désir de ceux qui cherchent dans l'usage de la terre un enrichissement matériel. "Quand la terre sera réellement libre et pourra être détenue et cultivée sans restrictions, il y aura assez de place pour une production accrue sans qu'il soit besoin de toucher à ces charmantes oasis de décors champêtres que l'on trouvera au milieu des champs cultivés." [2] Ainsi seraient servis et les occupants actuels, et ceux qui demanderaient en

[1] *Land National.*, p. 202.

[2] *Ibid.*, p. 206.

premier à l'Etat de les accepter comme locataires. Cela est bien. Mais comment, lorsque le sol sera approprié, la masse du public anglais pourra-t-elle acquérir l'emplacement nécessaire à l'érection d'un logis sain encadré d'un enclos? Voici la solution assez simpliste qu'imagine Wallace. " Tout Anglais serait autorisé, *mais une seule fois sa vie durant*, à choisir un terrain pour son occupation personnelle. Son droit serait, bien entendu, limité aux terres incultes ou à celles qui sont consacrées à l'agriculture ; il serait aussi limité aux terres situées en bordure des routes publiques qui en permettent l'accès ; il porterait sur une quantité qui ne serait ni de moins d'une acre ni de plus de cinq, et ne frapperait ni les domaines dont une proportion déterminée, par exemple 10 %, aurait déjà été enlevée au cours de la vie de l'occupant, ni les très petites tenures ; et, finalement, il devrait respecter les portions voisines de l'habitation de l'occupant, de manière que ce dernier ne soit pas soumis à des vexations inutiles."[1] Ainsi donc, presque toutes les tenures seraient soumises, au profit des demandeurs éventuels du sol, à une sorte de servitude qui n'excéderait pas un dixième de la surface totale.

IV

L'évolution législative de l'Angleterre contemporaine en matière agraire a, sans contredit, consacré le principe général dont s'inspire l'œuvre de Wallace. Elle a, à plusieurs reprises, affirmé la volonté des pouvoirs publics d'assurer la continuité et la sécurité de la tenure d'une part, l'occupation personnelle de l'autre. Mais cette même législation, à l'opposé de celle dont rêve Wallace, n'a point eu la hantise d'un droit naturel, et n'a point procédé par tours d'adresse. Peu préoccupée de rechercher un procédé qui permît à *tout* individu d'avoir la jouissance d'une partie du sol, elle a seulement voulu satisfaire le plus pratiquement et le plus expéditivement possible les désirs que *des* individus manifesteraient en fait. Le problème de la Nationalisation a donc été une question d'opportunité, et nous verrons que, selon les lieux et selon les époques, époques fort rapprochées d'ailleurs, les solutions ont varié. Il n'y a eu d'unanimité que dans la condamnation du laissez-faire. Dans le cas du Bill Irlandais, comme dans celui du Small Allotments Bill

[1] *Land National.*, p. 217.

de 1907, l'un dû aux efforts du gouvernement Conservateur, l'autre à ceux du gouvernement Libéral, la même idée *d'obligation* se trouve énoncée. Le propriétaire foncier doit se dessaisir dans certains cas d'une portion de ses terres, soit directement au profit de petits cultivateurs, soit au profit des autorités locales, qui en opèrent ensuite la répartition. On peut dire que dans cette affirmation de la supériorité des intérêts généraux sur les intérêts particuliers, dans cette limitation hardie du droit de propriété par des partis qui se piquent d'être réfractaires aux tendances socialistes, nous retrouvons un phénomène aussi complexe que celui que nous avions noté à diverses reprises dans notre étude de l'évolution industrielle : une fois encore, des mouvements autonomes, dirigés vers des fins exclusivement concrètes, insouciants de toute théorie, viennent se placer dans un cadre qui semble avoir été tracé par la seule pensée. Dans l'application du Bill Irlandais, comme dans celle du Bill Anglais, l'idée nationalisatrice remporte la victoire ; mais celle-ci est éphémère dans le premier cas, durable dans le second. Dans le premier, la Société délègue tacitement ses pouvoirs à des individus qu'elle juge plus dignes de les exercer que ceux qu'elle a dépossédés ; dans le second, elle se résout à les exercer elle-même. Elle n'obéit donc pas à des tendances opposées, mais son action varie selon qu'elle a plus ou moins conscience de son rôle, selon aussi qu'elle dispose d'instruments plus ou moins perfectionnés. Si l'Irlande a vu un progrès dans l'augmentation du nombre des petites tenures, c'est sans doute moins parce qu'elle est convaincue de leur excellence, qu'à cause de son isolement relatif, de sa non-participation au magnifique développement social qui s'est manifesté en Angleterre dans ces dernières années, de son incapacité à forger des organes robustes et efficaces pour la gestion de sa richesse foncière ; en cela comme dans le reste, elle a cédé au principe du moindre effort. En Angleterre, au contraire, l'idée nationalisatrice a pu se traduire sous une forme législative, non parce qu'elle a brusquement désarmé les dernières hostilités, mais parce qu'elle a pu s'assurer le service de corps nouvellement créés et largement ouverts aux souffles du dehors, à savoir les Conseils de Paroisse [1], institués par l'Acte de 1894, et

[1] Le Tract Fabien N° 137, qui met à contribution plus de cent rapports, montre quelle a été en 15 ans l'activité des Conseils de Paroisse : construction de chaumières, d'écoles, de cimetières, création de terrains de jeu, mesures sanitaires de toute sorte, éclairage, service des eaux, marchés, routes et ponts, bibliothèques, bains, etc.

les Conseils de Comté qui datent de l'Acte de 1888, et dont l'acquisition des terres n'est qu'une des nombreuses attributions. Le socialisme de ces assemblées a été tout utilitaire et ne s'est manifesté qu'avec d'infinies précautions. Elles n'ont point vu comme Wallace, dans la pratique de la Nationalisation, la solution définitive du problème agraire, mais une très sérieuse atténuation de misères particulières, en même temps qu'une contribution à l'œuvre sociale d'ordre et de stabilité. Elles ont eu le bon sens de ne point s'exagérer la portée de l'Acte de 1907. Alors que les disciples de Wallace voient en cet Acte un premier pas vers le rachat intégral, et ne lui donnent de prix qu'en tant qu'il est un gage de cette dernière opération, les Conseils locaux le considèrent comme une mesure qui doit être plutôt consolidée qu'étendue, qui doit gagner en profondeur plus qu'en superficie. L'Acte ne confère pas, en effet, seulement, comme le fait le projet de Wallace, une propriété théorique à la Collectivité ; celle-ci ne demeure pas impassible ; elle garde des fonctions multiples ; elle reste tutélaire et organisatrice. Et c'est parce qu'elle ne veut faire porter son effort que là où il sera récompensé, qu'elle a laissé les grands domaines, qui sont surtout des résidences, en dehors du champ de son activité. Pour ceux-ci la taxation pourra suffire ; la Société est en droit d'acquérir passivement une valeur qui se crée elle-même de façon passive. D'autre part, la taxation simple des terrains non bâtis, telle que l'institue le Budget Lloyd George, est, dans ce cas, un moyen aussi sûr que la Nationalisation d'obtenir une résidence effective de la part du propriétaire, car celui-ci ne se résoudra à payer l'impôt que si la jouissance qu'il tire de l'occupation du lieu est plus grande pour lui que le sacrifice consenti.

C'est donc à ceux qui expriment le désir de pourvoir, au moyen d'une culture restreinte, à une partie de leurs besoins quotidiens, ou à ceux qui se sentent la force de mettre eux-mêmes en valeur une portion moyenne de terre agricole, que s'applique la loi de 1907. On sait quelle est son économie. Elle établit une distinction entre les lotissements (allotments), les petites tenures et les pâtures communes. Quand il s'agit des premiers, c'est le Conseil de Bourg, le Conseil de District Urbain, ou le Conseil de Paroisse qui est chargé de l'acquisition du sol. Il peut le faire par entente directe avec le Landlord, mais si les exigences de celui-ci lui paraissent excessives, il peut demander au Département de l'Agriculture de faire procéder à une expertise par un de ses agents ; le prix

indiqué par ce dernier doit alors être accepté par le propriétaire. Ayant acquis la terre, le Conseil peut l'adapter à l'usage qui lui convient (routes, constructions, etc.), et aussi la louer, sous forme de lots de cinq acres au maximum, à des individus appartenant à la population laborieuse ou à des groupes de personnes travaillant en colonies coopératives. Le loyer doit être suffisamment élevé pour rembourser au Conseil tous les frais qu'il aura faits pour la mise en état ou pour l'entretien de la terre, de telle sorte que les taxes locales ne soient jamais accrues de ce chef. Dans ces limites, le Conseil est libre de louer aussi bon marché qu'il lui plaît, et dans les conditions qu'il juge les meilleures. Le tenancier peut, lors de son départ, enlever tous les arbustes ou arbres fruitiers pour lesquels il n'a pas obtenu de compensation. En ce qui concerne les petites tenures, la procédure d'acquisition est à peu près identique. Mais, cette fois, les Conseils de Comté qui sont chargés de l'opération peuvent louer ou revendre la terre en parcelles de une à cinquante acres, ou même d'une superficie plus grande, pourvu que leur valeur annuelle ne dépasse pas £50. Les dépenses effectuées ne peuvent grever les impôts du Comté de plus d'un penny par livre. Si, en outre, le locataire désire obtenir la propriété de sa tenure, il pourra le faire par versements semestriels pendant une période n'excédant pas cinquante années. Enfin, sur les pâtures communes rachetées par les différents Conseils, des droits de pacage sont consentis aux fermiers comme aux ouvriers agricoles.

Mais le rôle du Conseil de Comté ne s'arrête pas là. Il ne suffit pas qu'il établisse les nouveaux possesseurs du sol. Il leur doit, pendant leur période d'occupation, une aide plus active. Il doit leur apprendre à faire fructifier leur domaine. Or, l'expérience des dernières années a montré que, pour l'agriculture comme pour l'industrie, l'association et la coopération sont les grandes forces de progrès. Certes, les Syndicats Agricoles ne sont encore en Angleterre que des organes rudimentaires, et l'Etat n'a pour ainsi dire rien fait pour développer l'éducation technique des classes rurales. Il n'a ni provoqué les initiatives, ni coordonné les premiers résultats.[1] Pourtant, çà et là, on peut observer quelques timides ébauches. Peut-être prendront-elles corps, grâce à la clause de l'Acte de 1907

[1] Cf. l'étude où Mr. Dymond met en opposition l'admirable activité du gouvernement hongrois et l'inertie du gouvernement britannique (State aid to Agriculture. A lecture to the Fabian Society, Mai 1903). Cf. aussi Carpenter : *The Village and the Landlord*, p. 10.

qui permet aux Conseils de Comté de consentir des prêts aux Coopératives agricoles formées par les fermiers.

V

On voit par ce rapide exposé que si le législateur de 1907 n'a éprouvé aucune crainte à consacrer dans certains dispositifs le principe de la Nationalisation, il ne lui a pas non plus permis de triompher en bloc. Ce qui ressort avant tout du texte de la loi, c'est le pouvoir donné aux assemblées locales de régler les modes de transmission de la propriété foncière. Ici encore, c'est la Collectivité qui, dans sa spécialisation fonctionnelle, détermine les conditions d'usage des différentes formes de richesses. Ici encore, ses décisions sont complexes et multiples. Parfois elle revendique pour elle-même la gestion de tel bien, parfois elle la laisse conditionnellement entre les mains des individus. Né des faits et des circonstances, le Small Allotments Bill a voulu garder cette souplesse de structure qui doit caractériser toute législation à tendance socialiste. Il pose comme postulat que si de nouvelles formes de propriété sont créées par un renversement, par un démembrement de la notion aujourd'hui désuète de la propriété considérée comme catégorie absolue et insensible aux modifications de la conscience sociale, ces formes devront autant que possible se modeler sur l'idée qui les aura fait naître, et demeurer parmi les acquisitions collectives. Mais rien n'interdit que, si l'usage en est rendu par là plus efficace, elles soient soumises à une appropriation personnelle. Il semble qu'ainsi peut être expliqué le dualisme de la loi de 1907, la distinction qu'elle établit entre les lotissements, pour lesquels la Nationalisation ou plutôt la Municipalisation présente un caractère obligatoire, et les tenures, pour lesquelles les pouvoirs locaux peuvent choisir entre la vente et la concession. Les raisons morales qui militent pour l'occupation personnelle lorsqu'il s'agit de l'érection d'une demeure et de son enclos s'affaiblissent lorsqu'il s'agit de pratiquer la culture sur une échelle relativement vaste. Dans ce dernier cas, le fermier et sa famille devront presque nécessairement faire appel au concours de bras étrangers ; entre ceux-ci et leurs employeurs, des rapports se créeront qui, certes, ne seront point similaires à ceux qu'avait engendrés le Landlordisme, mais qui seront pourtant la négation du droit *à l'usage commun* du sol ; or, ce droit est à la base de la

doctrine nationalisatrice. Que cette catégorie de cultivateurs reste tributaire du Conseil de Comté ou soit mise en possession de la terre, le problème du salariat agricole reste entier, et la Nationalisation n'est plus qu'un bienfait mitigé. Il n'est donc pas étonnant que la loi ait établi pour de tels tenanciers une voie d'échappement vers la propriété privée. Mais remarquons bien vite qu'à peine 2 % d'entre eux ont profité de cette latitude. La loi est faite en effet, nous l'avons vu, pour les classes laborieuses, et elle ne met à leur disposition que des fractions de terrain inférieures à 5 acres. C'est dire qu'elle n'offre aucune tentation aux spéculateurs, et que l'absentéisme est impossible dans ces limites. Dès lors, le fermier a tout intérêt à demeurer locataire du Conseil de Comté, puisqu'il n'a aucun capital à débourser,[1] que tous ses bénéfices et ses économies personnelles peuvent être engagés dans son entreprise, qu'il jouit d'une sécurité parfaite de tenure, et qu'enfin, son loyer étant toujours proportionnel à la valeur du sol, il n'a pas à supporter les conséquences fâcheuses d'un appauvrissement qui serait dû à des faits extérieurs à sa volonté. Mis dans l'impossibilité d'hypothéquer, il est protégé contre toutes les formes possibles de l'usure. Ainsi la Nationalisation se trouve réalisée, même lorsqu'elle n'est pas obligatoire, par suite des avantages qu'elle confère. Elle est en même temps une mesure sociale d'ordre et d'efficacité. Une législation interventionniste qui ne tend qu'à morceler les grands domaines est, au contraire, régressive, malgré son apparente hardiesse. Elle ne donne à la Société aucune garantie sur la façon dont la terre sera exploitée si le nouveau possesseur reste l'occupant ; elle livre, *irrévocablement* cette fois, à une classe qui n'a pas fait ses preuves, qui n'a encore que des appétits, le plus indispensable des biens. A la prodigalité et à l'insouciance du Landlord, elle substitue l'âpreté, l'esprit de routine et de parcimonie du petit cultivateur, qui, en Grande-Bretagne, n'a pas même cet amour séculaire pour la terre qui le distingue sur le continent. Elle doit, dans tous les cas, sanctionner ses maladresses et ses erreurs. Elle abdique là où l'abdication est le moins permise. Ainsi, du point de vue de

[1] Remarquons que si, comme le proposent certains Conservateurs, les pouvoirs locaux faisaient des avances pour *l'achat* d'une partie des grands domaines, tout le risque d'une telle opération retomberait sur la Communauté. Avec le système de 1907 au contraire, ce risque est pour ainsi dire nul, puisque la terre reste la propriété du County Council et, dans le cas de vente subséquente, ne cesse de lui appartenir qu'après payement complet du prix.

l'efficacité, les intérêts sociaux se trouvent sacrifiés. En outre, sous un régime tel que celui qu'établit le Bill Irlandais — régime que le parti Conservateur voudrait étendre à l'Angleterre — la Collectivité ne peut songer à atténuer ses pertes par un système de taxation progressive. Tout projet de main-mise sur une partie de la plus-value, déjà difficilement applicable lorsqu'il s'agit d'une aristocratie foncière, se heurterait cette fois à la résistance pratiquement invincible d'une majorité de possédants. L'avenir lui-même ne pourrait être réservé. Il y a même tout lieu de croire que l'occupation personnelle ne serait que passagère. On peut présumer que bientôt le fermier irlandais, désabusé, las d'un effort sans récompense, cèdera, dans des conditions plus dures que celles qui lui étaient faites jadis par le Landlord, une partie de ses droits à ceux de ses aides qui se laisseront tenter par un mirage d'indépendance, à moins qu'il ne rencontre sur son chemin des étrangers avisés qui verront dans sa terre un instrument de spéculation. Il n'y aura donc qu'un triomphe de plus des forces de servitude et de hasard. [1]

[1] Mr Bernard Shaw, dans sa pièce *L'Autre Ile de John Bull*, a noté impitoyablement les signes avant-coureurs de cette œuvre de décomposition. Voir notamment le dialogue entre Larry, l'Irlandais anglicisé, et le petit fermier Matthew Haffigan qui, par la suite, revendra ses terres à Broadbent, l'homme d'affaires Libéral. LARRY : I'll tell you, Mat. I always thought it was a stupid, lazy, good-for-nothing sort of thing to leave the land in the hands of the old landlords without calling them to a strict account for the use they made of it, and the condition of the people on it. I could see for myself that they thought of nothing but what they could get out of it to spend in England ; and that they mortgaged and mortgaged until hardly one of them owned his own property or could have afforded to keep it up decently if he'd wanted to. But I tell you plump and plain, Mat, that if anybody thinks things will be any better now that the land is handed over to a lot of little men like you, without calling you to account either, theyre mistaken. MATTHEW (*sullenly*) : What call have you to look down on me ? I suppose you think youre everybody because your father was a land agent. LARRY : What call have you to look down on Patsy Farrell (l'ouvrier agricole) ? I suppose you think youre everybody because you own a few fields. MATTHEW : Was Patsy Farrell ever ill used as I was ill used ? tell me that. LARRY : He will be, if ever he gets into your power as you were in the power of the old landlord. Do you think, because youre poor and ignorant and half crazy with toiling and moiling morning noon and night, that youll be any less greedy and oppressive to them that have no land at all than old Nick Lestrange, who was an educated travelled gentleman that would not have been tempted as hard by a hundred pounds as youd be by five shillings ? Nick was too high above Patsy Farrell to be jealous of him ; but you, that are only one little step above him, would die sooner than let him come up that step ; and well you know it... If I get into parliament, I'll try to get an Act to prevent any of you from giving Patsy less than a pound

Mais si la nationalisation du sol paraît plus conforme à l'évolution économique que la création de petites propriétés autonomes, obtenues par le morcellement des grands domaines, il n'en faut point conclure qu'elle soit la solution définitive, ni même peut-être la solution la meilleure du problème foncier. Elle a contre elle de nécessiter un effort considérable, sans précédent, des organes par lesquels la société manifeste ses volontés. Que serait-ce si l'on voulait la rendre intégrale ? Auprès d'une telle opération, la reprise des autres monopoles : chemins de fer, mines, etc. n'apparaît plus que comme un jeu, et l'on sait pourtant à quelles hostilités passionnées elle se heurte encore. Pratiquée sur une vaste échelle, la nationalisation du sol bouleverserait des habitudes, saperait l'une des notions fondamentales dont l'ensemble constitue l'idée de propriété, à savoir la notion de continuité. Wallace a beau prétendre que son système ne fait qu'écarter des droits qui ne sont pas encore nés, il ne peut faire qu'aux yeux des possesseurs actuels la spoliation ne soit évidente, quand bien même elle ne serait que théorique, quand bien même ils n'auraient pas à en souffrir. La Société, dans la Nationalisation, ne revendique pas son dû, ni même la meilleure part de ce qu'elle a créé ; elle s'attribue, avec des raisons très fortes il est vrai, des biens qui étaient précédemment appropriés. Cette politique ne peut donc être pratiquée qu'avec mesure, et si l'on se borne à alléguer qu'elle fournit un moyen de donner satisfaction à d'impérieux besoins sociaux. Elle s'inspire de l'idéal collectiviste, mais elle ne doit pas doubler les étapes et croire qu'elle possède des vertus magiques, alors qu'ailleurs le mouvement socialiste ne se manifeste que progressivement, et sous des formes d'une infinie variété. C'est une chose que de mettre à la disposition des travailleurs actifs et laborieux des parcelles de terrain, c'en est un autre que de décider

a week (*they all start, hardly able to believe their ears*) or working him harder than youd work a horse that cost you fifty guineas. " Et sur l'observation indignée d'un des assistants, qui déclare qu'aucun fermier ne saurait accorder de telles conditions à ses hommes, attendu que nul parmi les nouveaux possesseurs de la terre n'est lui-même aussi favorablement traité, Larry s'écrie : " Then let them make room for those who can. Is Ireland never to have a chance ? First she was given to the rich; and now that they have gorged on her flesh, her bones are to be flung to the poor, that can do nothing but suck the marrow out of her. If we cant have men of honour own the land, lets have men of ability. If we cant have men with ability, let us at least have men with capital. Anybody's better than Mat, who has neither honor, nor ability, nor capital, nor anything, but mere brute labor and greed in him, Heaven help him ! " Acte III, pp. 63-65.

d'un trait de plume que tout le territoire anglais sera propriété commune. Remarquons, d'ailleurs, que la Nationalisation, sous sa forme intégrale, offre encore prise à la critique sur d'autres points. Ses adeptes la justifient, les uns comme Wallace en insistant sur le fait qu'elle est le seul moyen de faire consacrer le droit de tout homme à la jouissance du sol ; les autres, c'est le cas de la Land Nationalisation Society au cours de ces dernières années, en faisant valoir que, grâce à elle, la Collectivité se trouve automatiquement mise en possession de la plus-value, puisqu'elle est libre de modifier, lors du renouvellement de chaque bail, le taux des loyers. [1] Mais n'est-il pas évident que les deux positions sont parfaitement distinctes ? Et si nous examinons la première de plus près, nous voyons qu'elles s'accordent assez mal. Ce que désire Wallace, c'est avant tout qu'il y ait occupation personnelle. Or, ou le nombre des demandes de terrains sera inférieur à la quantité disponible, et alors pour quelle raison, sinon une raison fiscale, nationaliserait-on le reste ? Ou bien ce nombre se trouvera supérieur, et alors le prétendu droit naturel sera méconnu. Il y aura encore des individus évincés, des victimes selon Wallace. Pour que l'intérêt collectif fût respecté, ne faudrait-il pas que l'équilibre de l'offre et de la demande fût absolu ? Tous les systèmes ingénieux d'option unique ne chan-

[1] Mr Hyder, Secrétaire de la Land Nationalisation Society, propose que l'on procède à une évaluation quinquennale de la valeur du sol. L'Etat, qui aurait émis au début du rachat des obligations dont l'intérêt serait garanti par les loyers pourrait graduellement les rembourser en tirant parti du phénomène de la Rente. (V. Hyder : *State Land Purchase*, pp. 16-19.) La L. N. S. semble donc favorable à l'estimation et à la taxation de la valeur *nue* du sol, comme mesure préparatoire à la Nationalisation. Mais c'est aux propriétaires qu'elle confierait le soin de procéder à cette évaluation. Ils déclareraient pour chaque site le prix qu'il atteindrait à leur avis si " un acheteur et un vendeur volontaires se trouvaient en présence ". Puis l'autorité aurait la faculté de lever une taxe d'un penny à la livre sur la valeur ainsi déclarée. Quand elle procéderait plus tard au rachat, elle n'aurait donc qu'à consulter les registres des Contributions ; il n'y aurait ni surprises, ni délais. Ces diverses propositions sont englobées dans un projet. " The Tax & Buy Land Bill " que les Nationalisateurs présentent, sans succès d'ailleurs, depuis 1904 à chaque session parlementaire ; projet en somme assez ingénieux, puisque le propriétaire, se sachant menacé par le rachat, aurait tendance à exagérer la valeur de ses domaines, tandis qu'au contraire, en tant que contribuable, il aurait tendance à les déprécier. Sans compulsion d'aucune sorte, on pourrait ainsi espérer que, sauf dans les cas où il prévoirait ou inspirerait la décision des pouvoirs locaux, il indiquerait la valeur exacte. Inutile d'ajouter que, dès qu'il s'agit de taxation non suivie de Nationalisation, cette déclaration spontanée n'a plus aucune valeur. (Consulter Tracts de la L. N. S., N°s 87 et 90.)

geront rien à ce fait. Et c'est parce que l'Angleterre n'a pu se résigner à sacrifier aucun de ses intérêts primordiaux, qu'elle a trouvé un remède autre que la Nationalisation aux effets anti-sociaux du monopole foncier. Sans illusion sur le nombre réel des demandes, elle suivra et se contentera de suivre l'indication que celles-ci lui fourniront pour accentuer sa législation nationalisatrice. [1] Reste le second prétexte : l'absorption possible de la plus-value. Certes, la Nationalisation contribue à cette œuvre ; mais socialement, elle n'est pas le procédé le plus économique, et si elle ne vise qu'à ce but la taxation lui est de beaucoup supérieure. En effet, cette dernière a un mécanisme des plus simples, et elle ne fait que développer une fonction déjà ancienne de l'Etat. Elle laisse intactes les situations acquises, lorsqu'il n'y a aucun motif pressant d'intervention. Elle évite les contacts directs et répétés entre les Pouvoirs Publics et des individus envers qui ils ne sont liés par aucun devoir de protection. Elle rend inutile une gestion onéreuse. Elle met fatalement, si les variétés d'impôts sont habilement combinées, les terres incultes à la disposition de ceux qui pourront en tirer le meilleur parti. Et elle a enfin pour elle d'être universellement applicable. Elle résout la question foncière tout entière, la question urbaine aussi bien que la question agraire. Comment, en effet, les Conseils procéderaient-ils, dans les villes, à leurs opérations de rachat et de location, s'il leur fallait tenir compte de l'emplacement, de la commodité, des variations de la mode, des préférences personnelles, alors que l'évaluation de produits homogènes et fractionnables, comme l'eau, le gaz, les transports, a souvent été une source de déboires ? Ne semble-t-il pas que, dans ce cas, la Collectivité n'a qu'à laisser la valeur se créer, sauf quand la santé publique se trouve menacée, et à obliger les bénificiaires de la plus-value à procéder ensuite avec elle à une reddition de comptes ?

VI

L'idée qui est à la base de tous les systèmes de Nationalisation est que seule la reprise du sol peut en assurer un usage meilleur et plus complet. L'idée qui inspire, au contraire, les taxateurs de la propriété foncière, oscille autour de la notion de valeur. Les détenteurs de cette forme de propriété prélèvent-ils, en raison d'une

[1] Il faut du reste reconnaître que les premiers effets de l'Acte de 1907 ont été des plus encourageants. Près de 60.000 acres ont été acquises et louées en deux ans.

situation privilégiée, une quote-part sur le produit d'activités sociales auxquelles ils restent étrangers ? Quel est le montant de cette quote-part ? Par quels moyens, en vertu de quels principes, et aussi jusqu'à quel point, la Collectivité pourra-t-elle en effectuer la reprise ? Telles sont pour eux les limites du problème agraire. Le reste n'est qu'accessoire.

Mais, comme les nationalisateurs, les taxateurs subordonnent leur programme à une théorie; et ce programme est limité en même temps qu'absolu, parce que la théorie sur laquelle il se fonde est elle-même aisément réductible à quelques considérations primaires. Or, ne sentons-nous pas tout de suite que l'évolution qui est dirigée, à l'insu même de ceux qui croient peser sur elle, par une multiplicité de forces mystérieuses et convergentes, refuse d'entrer dans les cadres que l'on a tracés pour elle, même si l'on s'est appuyé sur les expériences passées. La théorie va du complexe au simple, l'évolution du complexe au complexe, et si par moments elle offre à l'observateur un semblant de simplification, c'est pour développer aussitôt de nouvelles antinomies, de nouvelles complexités. Ce n'est point à dire qu'elle se joue complètement de nos prévisions. Nous pouvons démêler ses tendances, juger de la proximité de ses tournants. Nous pouvons même décrire à l'avance tel ou tel phénomène économique ou social ; mais ce que nous ne pouvons prévoir, c'est la nature et l'intensité des motifs qui le feront surgir, et celles des réactions qu'il suscitera. Ainsi la ligne irrégulière de l'évolution coupe parfois le tracé harmonieux de la théorie ; mais, qu'elle s'en éloigne ensuite ou qu'elle continue de la côtoyer pendant un temps, le résultat reste le même : il ne peut y avoir superposition d'éléments uniquement conscients et personnels, et d'éléments qui s'ignorent, qui diffèrent d'origine, et qui poursuivent des fins séparées. Le dommage est que la théorie refuse de se considérer elle-même autrement que dans son intégralité ; et, s'il arrive que l'évolution justifie partiellement ses conclusions, quoique opérant dans un esprit qui n'est pas le sien, elle prétendra se la soumettre, après avoir pris acte de ce qu'elle croit être une première capitulation de sa part. Ainsi celui qui suit une méthode réaliste se voit souvent contraint de sacrifier le fil directeur que lui donne la théorie, prise de l'intelligence sur les faits, et de se fier à leur empirisme désordonné.

Cette rencontre fugitive, cette coïncidence imparfaite de l'évolution et de la doctrine, nous avons vu ce qu'elle peut être, à propos de la Nationalisation, mesure d'application illimitée et remède toujours

efficace aux yeux de ceux qui l'ont érigée en système ; mesure au contraire restreinte, mais féconde en résultats spécifiques, pour tous ceux qui voient en elle l'une des formes multiples par lesquelles s'exprime le progrès de l'idée collectiviste. Et la même vérification est permise quand on veut établir, à propos de la taxation, un rapport de causalité entre les théories agraires de ceux qui gardent intactes les conceptions georgistes, et certains actes profondément novateurs tels que le Budget Lloyd George. Il semble à la lecture des documents dont on dispose qu'on vive sur un malentendu. Les disciples de Henry George voient dans le Budget la première des mesures de rigueur dont seront tôt ou tard frappés les propriétaires fonciers ; pour eux la loi financière de 1909 n'a de prix qu'autant que les impôts qu'elle institue sont indéfiniment extensibles. Pour ses auteurs, au contraire, le Budget n'est qu'une mesure opportune, une alternative à la réforme douanière. C'est sur la terre que porte le poids des taxes nouvelles, parce que c'est chez ses détenteurs que les enrichissements sans cause sont le plus aisément perceptibles, et que nulle part l'œuvre fiscale n'apparaît plus aisée à mener à bonne fin. D'un côté l'exagération d'un principe, de l'autre le dédain presque complet de tout principe. D'un côté l'affirmation, vraiment surannée, que les propriétaires fonciers bénéficient seuls en fin de compte de toutes les améliorations collectives, et en dépouillent automatiquement les autres classes, rendant même leur situation pire ; de l'autre, une volonté réformatrice et vigilante, mais incapable de parvenir à une pensée d'ensemble sur les droits de la communauté en face des plus-values de toute nature ; une hardiesse d'action évidente, une timidité non moins évidente de conception. Il nous faut donc montrer quelles sont les tendances sociales plus fortes, à la fois, que la théorie et que l'action isolée.

VII

Il n'est point nécessaire pour l'intelligence des faits contemporains d'entrer par le menu dans l'exposé et dans la critique de la doctrine d'Henry George. On comprend qu'à une époque où rien n'avait été tenté sous le rapport de la taxation de la plus-value foncière, elle ait soulevé, tant par son intransigeance que par le souffle généreux qui l'inspirait, l'enthousiasme de tous ceux qu'avaient lassés les formules négatives des Libéraux, et qui rêvaient de voir le Socialisme pénétrer dans la politique anglaise. Elle trouvait un

appui dans les classes ouvrières [1] plus encore que dans les classes rurales. Et c'était justice, puisqu'aux premières elle promettait, en même temps que l'élévation des salaires, l'abolition de toutes les charges qui jusqu'alors les avaient accablées. Elle triomphait là où le Marxisme avait succombé, bien qu'elle fût aussi dogmatique, aussi rigide que celui-ci dans ses conclusions, aussi virulente dans sa dénonciation de la plus-value foncière qu'il l'était dans sa dénonciation de la plus-value capitaliste. Mais le déterminisme marxiste n'avait eu, nous l'avons vu, qu'une prise médiocre sur des hommes qui avaient l'intuition, et qui à diverses reprises avaient fait l'expérience, de la puissance de leurs groupements. Le déterminisme georgiste était, lui, quelque chose de neuf ; il rendait responsable du mal social une classe qui s'était tenue depuis un demi-siècle en dehors de l'évolution, une classe passive ou languissante pour laquelle les sympathies étaient médiocres, tant chez les salariés que dans la bourgeoisie, et dont les intérêts étaient si peu complexes qu'en les défendant elle permettait à tous de mettre à jour son égoïsme. On était donc prêt à reconnaître que s'il y avait une forte disproportion entre l'avance générale de la richesse sociale et la progression des salaires, cela n'était point dû à l'inefficacité des Associations ouvrières, pas plus qu'aux prétentions excessives du Capital, mais à la voracité des possesseurs de la terre. Contre les détenteurs du sol, toutes les catégories sociales se sentaient solidaires. Le Georgisme reformait sur le terrain économique l'union que le Reform Bill de 1832 avait effectuée pendant quelques années sur le terrain politique. Il réveillait des instincts mal endormis. Aux préceptes vieillis du Radicalisme, il substituait une forme tout aussi systématique d'interventionnisme ; il renouvelait l'histoire ; il devenait une chose très anglaise.

Mais de 1880 à 1910, l'Angleterre elle-même a subi une transformation profonde ; ses traditions se sont oblitérées, et elle ne vit plus dans un rapport simple et permanent de classes. En outre, la démocratie s'est affirmée en elle par une telle diversité de mesures, par une si merveilleuse multiplicité d'entreprises, qu'un remède qui vise à être le remède unique d'un mal même particulier, est immédiatement frappé de suspicion. Le Georgisme est donc contredit par tout ce qui s'est fait sur le terrain de la réforme depuis lui et autour de lui, par toutes les œuvres que nous savons bonnes, utiles, progressives. Du point de vue socialiste, il ne peut plus maintenir

[1] V. Webb : *History of Trade Unionism*, p. 376.

ses prétentions premières d'universel guérisseur. Mais, même sur son propre terrain, il a dû reculer, et ses victoires ne sont pas complètes, puisqu'elles ont été inspirées par un esprit qui est à l'opposé du sien.

On sait quelle est la marche suivie par Henry George dans son œuvre principale, et comment il aboutit à cette conclusion que, la terre absorbant toutes les plus-values, la seule politique rationnelle est celle qui établira une taxe unique sur la totalité de la plus-value foncière, en vue de la restituer à la Collectivité qui l'emploiera à des usages sociaux. Henry George se propose d'abord " de chercher la loi qui associe la pauvreté au progrès et augmente le besoin à mesure que la richesse s'accroît. " [1] D'un simple état de simultanéité, cet auteur fait donc sans vérification un rapport de causalité. Il obéit, d'ailleurs, à un sentiment purement subjectif et ne s'en cache pas. [2] Il ne lui suffit pas d'affirmer que richesse et pauvreté coexistent. Il croit que la répartition elle-même est soumise à une sorte d'influence fatale qui pénètre comme un coin dans le système social, le séparant en deux tranches. [3] Brasseurs, banquiers, filateurs se trouvent rejetés pêle-mêle dans la masse de ceux que guette la paupérisme. Les salaires tendent à la baisse, [4] non pas à une baisse relative, comme pour Ricardo et son école, mais à une baisse absolue. Ils n'oscillent plus autour du chiffre qui représente pour chaque classe d'ouvriers une condition de vie moyenne, mais autour de celui qui équivaut aux strictes nécessités vitales. Or, si les salaires baissent ce ne peut être, selon Henry George, parce que le nombre des travailleurs augmente. [5] Ceux-ci en effet produisent, en raison même de leur accroissement, une quantité de richesses plus que proportionnelle à ce dernier. [6] Les

[1] Henry George, *Progress and Poverty*, p. 8.

[2] " When I first realized the squalid misery of a great city, it appalled and tormented me, and would not let me rest for thinking of what caused it and how it could be cured. " *Op. Cit.*, p. 395.

[3] *Ibid.*, p. 5. Il fallait évidemment, avant d'entrer dans toute discussion, examiner si *en fait* le paupérisme s'étendait en Angleterre. La remarquable critique de Mr John Rae (*Contemporary Socialism*, pp. 445-461) nous convainc que c'est la proposition contraire qui est la vraie.

[4] *Progress and Poverty*, p. 10.

[5] *Ibid.*, p. 62.

[6] " Mr George's mistake arises from ignoring the fact that subsistence depends on the productive capacity of land as well as on the productive capacity of labour, and the productive capacity of land is not indefinitely progressive ". John Rae, *Op. Cit.*, p. 468.

salaires ne baissent pas davantage par suite d'une diminution du capital, car ce sont les travailleurs eux-mêmes qui créent le capital, et celui-ci se reproduit avec plus ou moins de rapidité selon que leur labeur est plus ou moins intensif. Jamais l'employeur ne consent d'avances à l'ouvrier ; c'est au contraire l'ouvrier qui, pendant le temps que dure son travail, fait à l'employeur l'avance de son capital. Henry George se rend ainsi coupable d'une erreur diamétralement opposée à celle qui viciait la théorie du fonds de salaires. Les hommes qui s'étaient ralliés à cette théorie avaient supposé en fait qu'une part des capitaux tenus en réserve était destinée à être distribuée sous forme de salaires ; H. George a tort d'oublier qu'une fraction importante des salaires peut être avancée sur les sommes produites par les travaux précédents, et que cette fraction est nécessairement élevée dans une société qui ne vit pas au jour le jour. [1]

Procédant ainsi par éliminations, H. George est amené à conclure que si les salaires baissent, tout en restant indépendants, et des mouvements du capital, et de ceux de la population, c'est parce que la rente du sol absorbe une quantité sans cesse plus forte du revenu national. [2] Et bientôt il fait un pas de plus en déclarant que la Rente absorbe *toute* la plus-value sociale. [3] La notion de profit n'a donc plus de sens pour lui. Le profit n'est que le salaire de l'employeur, car même si dans des cas individuels il comprend une compensation pour les risques, ces derniers n'existent plus dès que l'on considère l'ensemble du corps social. L'hostilité entre employeurs et salariés n'est donc qu'une illusion. Les uns et les autres sont solidaires, et sont victimes d'une destinée également cruelle ; ils n'ont qu'un ennemi : le propriétaire foncier ; ils sont impuissants contre la marée ascendante de la Rente. Et par ce vocable, remarquons-le bien, H. George désigne non un phénomène d'ordre général, mais un privilège spécial aux possesseurs de la terre : celui de s'approprier, outre les sommes provenant de l'exploitation simultanée des sites supérieurs et des sites moins fertiles

[1] Henry George remarque en outre que les salaires ne peuvent être payés sur le capital, puisqu'ils sont souvent très bas au moment où les capitaux sont très abondants, c'est-à-dire quand l'intérêt est des plus réduits. Mais il oublie que la baisse de l'intérêt correspond à une surabondance de capitaux *non employés*, c'est-à-dire dont le travail ne peut profiter. Il y a donc un rapport très simple dans ce que Henry George croit être une anomalie.

[2] *Progress and Poverty*, p. 199.

[3] *Ibid.*, p. 158.

dont un accroissement de la population a rendu le défrichement nécessaire, la plus-value que, par suite du même accroissement, acquièrent toutes les terres dans les contrées où il n'en reste aucune de vacante.[1] Ainsi la théorie de Ricardo se trouve corrigée, remise au point ; mais Henry George la soumet à des usages que son auteur n'avait pas entrevus. Pour Ricardo, dans le mécanisme de la distribution, l'intérêt et le salaire prélevaient tout d'abord leur part, la Rente recevait le surplus. Chez George, c'est la Rente qui est la première servie, et comme ses appétits sont illimités, le salaire et l'intérêt se voient réduits à la portion congrue. Toutes les causes qui font progresser l'ordre social : l'accroissement de la population, le perfectionnement de la technique, l'éducation, les dépenses publiques, font hausser la Rente.

Certes, la tendance qu'indique Henry George n'est pas imaginaire. La rente du sol est dotée de pouvoirs d'absorption considérables, incomparables ; mais l'erreur est de croire qu'aucune résistance ne s'oppose à ses prétentions. Elle peut prélever son tribut sur le progrès, mais comment admettre que ce dernier continuerait à poursuivre des fins plus hautes, s'il ne tirait aucune récompense de ses activités passées ou présentes ? La Rente n'est pas une conception abstraite, elle demande une nourriture substantielle. Ainsi que le fait remarquer avec à propos Mr John Rae, le prix payé pour l'usage d'une machine productive ne peut monter qu'autant que le produit monte lui-même. Pour que la Rente s'élève, il faut que la Collectivité s'enrichisse, et celle-ci aurait vite renoncé à tout effort si, d'avance, elle se savait dépouillée du résultat. Mais la Rente n'est jamais, en somme, que sur l'expectative, en quête de bonnes occasions ; à être trop exigeante, elle n'obtiendrait rien. Elle ne joue que quand la Société a progressé, mais à ce moment la Société jouit déjà d'un état de fait plus favorable que l'état précèdent. Or, des demandes premières du capital et du travail, H. George n'a pas tenu compte. La rente du sol absorbe, selon lui, jusqu'à la dernière parcelle de plus-value. La Rente, avec son caractère double, s'accroît verticalement et horizontalement, verticalement pour les terrains qui n'ont aucune valeur propre, qui sont parfaitement stériles, mais sur lesquels s'établit une population de plus en plus dense, aux moyens de vie sans cesse perfectionnés; horizontalement, lorsque, sur la demande de cette même population, on entreprend de

[1] *Progress and Poverty* (édit. Kegan Paul), p. 172.

nouvelles cultures. H. George reconnaît que le montant du produit de la terre la moins fertile — la marge de culture — fixera, et le taux de la Rente,[1] et celui des salaires.[2] Si donc la marge diminue, tous les revenus baissent en proportion. C'est l'ouvrier agricole qui est le premier atteint, mais tous ceux dont la fortune est liée à la fécondité du sol souffriront comme lui. S'il perd 10 livres par an sur les 50 qu'il gagnait, le marchand dont le revenu était de £50.000 verra celui-ci ramené à £49.990. Et cette perte représentera le profit du propriétaire foncier. Ainsi, considérée de l'une ou de l'autre façon, la Rente est une ligne qui divise la richesse produite par toute la Communauté, et la position de cette ligne est déterminée par la marge de culture. Tout ce qui est au-dessous est distribué en salaires et intérêts, tout ce qui est au-dessus va aux propriétaires fonciers.[3]

L'arme par laquelle la Société peut parer à une telle spoliation est tout indiquée.[4] Cette valeur socialement créée, cette Rente, qui n'est à aucun degré le fruit du labeur de ceux qui la perçoivent, mais qui, bien au contraire, représente la rançon que leur paye la civilisation pour avoir le droit de continuer sa marche en avant, cette Rente, ou si l'on veut cette plus-value, que la Société, par l'impôt, la récupère intégralement! Nul besoin de faire appel, comme ce serait le cas pour la Nationalisation, au mécanisme gouvernemental; nul besoin de dépouiller les propriétaires actuels. Que ceux-ci gardent leur terre, qu'ils la vendent ou la lèguent ! Il n'est pas nécessaire de confisquer la terre; il est seulement nécessaire de confisquer la Rente,[5] et il suffit pour cela de modifier l'incidence de notre système de taxation. Les producteurs ressentiront aussitôt un immense

[1] *Progress and Poverty*, p. 155.

[2] *Ibid.* Henry George, dans un chapitre de *Social Problems* (What we must do), reconnaît que certaines classes peuvent s'enrichir, indépendamment de celle des propriétaires fonciers ; mais ces enrichissements ne sont que passagers : " The ultimate benefit of all improvements in production must go to the landowners. To say that if a man continues to play roulette the table will ultimately get his money, is not to say that in the mean time he may not have his pocket picked." p. 187.

[3] *Ibid.*, p. 121.

[4] Sur l'inutilité de toute autre réforme, v. *The Crime of Poverty*. " Reform government — get taxes down to the minimum — build railways ; institute co-operative stores ; divide profits, if you choose, between employers and employed — and what will be the result ? The result will be that the land will increase in value — that will be the result — that and nothing else." p. 20.

[5] *Progress and Poverty*, p. 288.

soulagement ; ils seront désormais intangibles, puisque l'on ne taxera plus qu'un monopole auprès duquel les monopoles industriels ne sont rien.[1] Les terrains retenus dans un but purement spéculatif seront rendus à la circulation et de nouvelles opportunités seront offertes à l'esprit d'entreprise.[2] La taxe sera payée directement par les individus sur qui elle tombera, et ceux-ci ne pourront pas s'en décharger sur autrui. La terre n'est pas, en effet, un produit humain, dont on peut restreindre volontairement la fabrication. La taxe sur la Rente, au contraire, obligera le propriétaire à mettre de

[1] *Progress and Poverty*, p. 292 et aussi *Land and the People*. Dans cette brochure, H. George montre que la taxation unique du sol ne sera qu'un retour à l'ancien système : " National debt, pauperism, and the grinding poverty of the poorer classes came in as the landholders gradually shook off the obligations on which they had received their land, an operation culminating in the abolition of the feudal tenures, for which were substituted indirect taxes that still weigh upon the whole people. " p. 16. Pourtant, en d'autres ouvrages, George semble laisser entendre que l'Etat est, dans tous les cas où il y a monopole, en droit d'intervenir. Son argumentation est d'ailleurs interessante : " A question of the ownership of a coat, a tool, a house, a bale of goods, is a question of the ownership of the concrete results of past labor. We know from the nature of the thing that it must be owned by somebody, but after lapse of time we cannot from the weakness of human powers undertake in case of dispute to determine who that may be ; and hence, refusing to inquire so far back, we assume the right to be in the possessor, of which we have at least presumptive evidence. But a question of the maintenance or abolition of slavery or private property in land, of the continuance or non-continuance of a trade monopoly, a hereditary pension, or a protective duty, is a question whether the state shall or shall not in the future lend its power for the wrongful appropriation of the results of labor yet to be performed ". *A Perplexed Philosopher*, p. 267. En outre, dans le chapitre : The Functions of Government, de *Social Problems*, H. George se déclare partisan de la nationalisation des chemins de fer et adopte tout le programme du Socialisme Municipal.

[2] " How speculative rent checks production may be seen not only in the valuable land withheld from use, but in the paroxysms of industrial depression which, originating in the speculative advance in land values, propagate themselves over the whole civilized world, everywhere paralysing industry, and causing more waste and probably more suffering than would a general war. Taxation which would take rent for public uses would prevent all this ! while if land were taxed to anything near its rental value, no one could afford to hold land that he was not using ; and, consequently, land not in use would be thrown open to those who would use it. " *Progress and Poverty*, p. 293. Cf. même ouvrage, p. 310 : " The owner of a vacant city lot would have to pay as much for the privilege of keeping other people off of it until he wanted to use it, as his neighbour who has a fine house upon his lot ", et *Thou shalt not steal*, p. 165. On retrouve très exactement ces arguments trente ans plus tard dans la bouche des promoteurs du Budget.

nouvelles terres en circulation : le locataire sera donc de plus en plus maître des prix. Si le propriétaire se refuse à louer, l'impôt frappera ses terrains inoccupés.[1] La perception de la taxe serait automatique, déjouerait toutes les fraudes ; enfin la somme versée serait proportionnelle à l'avantage que chacun tirerait de l'usage de la terre.

VIII

L'œuvre de Henry George est riche de gemmes précieuses encastrées dans la gangue de son système. Souvent incohérente et contradictoire, s'appuyant sur une série de mouvements sociaux entre lesquels elle n'a pu établir que les plus artificiels des rapports, elle illumine néanmoins par certaines de ses suggestions toute la législation fiscale de l'Angleterre contemporaine. Rien n'est plus troublant que la lecture consécutive des derniers chapitres de *Progrès et Pauvreté*, et des arguments exposés, à la veille du vote du Budget Lloyd George, par les chefs du parti Libéral. On pourrait retrouver dans certaines pages du livre le programme intégral de réforme foncière du cabinet Asquith. Malheureusement, pour nous qui considérons l'œuvre de Henry George dans son ensemble, et qui l'opposons aux faits dans leur complexité, certaines réserves s'imposent à présent, plus rigoureuses encore que celles qui ont été déjà formulées incidemment. Le Georgisme est aussi intelligible et acceptable sous son aspect qualitatif qu'il est indéfendable sous son aspect quantitatif. Jamais, certes, le phénomène de la rente du sol n'avait été aussi subtilement analysé qu'il l'est par Henry George. C'est à ce dernier aussi que, pour une bonne part, nous devons d'avoir pu détourner notre attention de la discussion célèbre sur l'antériorité de la mise en culture des terrains les plus féconds par rapport aux

[1] "Land is not subject to a labour cost which fixes its price. Not being made by labour, its supply cannot be limited by curtailment of production, and the artificial limitation of supply which it is now possible for owners to effect by holding land out of use, or out of full use, will become impossible when they are taxed sufficiently to make full use of all land imperative in order to meet the requirements of the tax. The price of land is what men will consent to pay. When the supply is artificially limited, their competition with one another for land will induce them to pay more than when the supply is enlarged and competition thereby rendered less keen. Owing to these facts the owner of land values must meet the tax upon them out of his own pocket, being unable to recoup himself from land-users by charging higher rents or prices." Chomley et Outhwaite, *Land Values Taxation*, p. 30.

moins productifs — discussion dans laquelle certains espéraient voir sombrer la théorie de Ricardo — pour la reporter sur ce fait essentiel que la Rente, dans une société moderne dont les terres sont presque toutes appropriées, montera bien moins en raison de l'utilisation de terres neuves qu'en raison du surcroît d'utilité que chaque progrès de la vie sociale donnera aux terres sur lesquelles s'exerce depuis longtemps un droit de propriété individuelle. La rente du sol cesse ainsi d'être un phénomène mécanique, fatal, inconscient ; elle est humanisée ; elle dépend de l'intelligence, de l'activité de chacune des fractions de la Collectivité. Le facteur culture devient secondaire. On comprend dès lors fort bien que les terres purement agraires voient leur prix monter si lentement que c'est à peine si cette plus-value pourra être mesurée au cours d'une génération. C'est qu'en effet la population, et par là même les besoins physiologiques de cette dernière, restent maintenant presque stationnaires. Au contraire, sur un même point, les forces d'organisation se multiplient, des désirs inconnus prennent corps, des horizons s'ouvrent, illimités. La terre n'est plus la pourvoyeuse de froment, elle est le miroir où se réfléchissent les activités de tout un peuple, et sa valeur s'accroît d'une partie des espérances qu'elles font naître. Mais, tandis que les activités se renouvellent sans cesse, qu'elles se dissolvent pour renaître plus efficaces et plus complexes, le miroir a le don de garder, atténués, les nuages qu'il a un instant réfléchis. Or, partageant l'erreur de George, sans recours, certes, à la théorie, mais à la suite d'une observation familière, les mieux intentionnés pensent que le miroir est doué d'un charme magique, charme qu'il est seul à posséder. La Rente ou la plus-value leur semble une manifestation spéciale à la terre. Comment, d'ailleurs, les apparences ne suggéreraient-elles pas une telle opinion ? Le capital se déplace, la terre demeure. Le capital se multiplie, s'étend ou se morcelle ; la terre concentre en elle-même, conserve jalousement toutes les richesses acquises. Le capital se dissimule sous l'anonymat, garde ses secrets ; la terre affirme orgueilleusement, à intervalles réguliers, ses triomphes passés, ses prétentions d'avenir. Elle est la chose visible, qui en certains lieux s'humilie jusqu'à nous, que partout on convoite. Elle est la proche parente, jadis notre égale, à laquelle a échu un magnifique héritage. Qu'une valeur industrielle voie en quelques années ses cours décuplés, que le déplacement d'une artère, le tracé d'une nouvelle voie de communication ruine telle entreprise privée, fasse au contraire la fortune de telle autre, c'est

là aux yeux de la plupart d'entre nous une affaire de chance. Cela n'éveille pas notre sens de l'injustice. Cela fait partie de cet ordre aveugle et tyrannique auquel la vie est encore docile et que nous confondons avec la vie elle-même. Il faut s'élever bien au-dessus des observations superficielles pour comprendre que, là aussi, des forces opèrent dont la Société pourrait exiger le redressement. Mais pour la terre, la Rente est visible à sa source. On peut retracer sa généalogie. On assiste à des prouesses qui frappent l'imagination. Feuilletons plutôt les brochures agressives et convaincantes mises en circulation par le Comité pour la Taxation des Valeurs Foncières,[1] parcourons, parmi les discours du Chancelier de l'Echiquier, ceux qui précédèrent ou qui accompagnèrent aux Communes et dans le pays le dépôt du Budget.[2] Nous y apprenons que, par exemple, à Woolwich, la terre était louée, alors qu'elle servait à la culture, £3 par acre. En 1845 on louait 250 acres, dont la valeur en capital était estimée £11.500, pour £750 par an. L'arsenal fut construit, et le même lot donne aujourd'hui un revenu annuel de £14250. Dans vingt ans, le propriétaire ou sa famille reprendra terrain et constructions sans indemnité, et tirera de cette opération un bénéfice de plus de £1000000.[3] A Golder's Green, un terrain valait, il y a quelques années, £160. Un chemin de fer souterrain a été ouvert, et le même terrain a depuis été vendu £2.100. Il est certain que de tels exemples, qui pourraient être multipliés à l'infini, nous incitent à conclure que rarement l'injustice de l'enrichissement sans cause est plus aisément perceptible que dans le cas de la terre. Mais ne nous abusons pas. Ne relevons pas comme un fait unique celui qui n'a que le mérite de dépasser les autres en évidence. C'est l'erreur d'Henry George d'avoir cru que l'enrichissement sans cause des propriétaires fonciers était le seul de son espèce, et qu'en admettant même qu'il s'en rencontrât un, cet autre ne pouvait être que passager. C'est la faiblesse des conceptions économiques du Gouvernement Libéral qui a amené celui-ci à attaquer pratiquement une certaine forme de rente, sans se demander si la Rente était un phénomène de nature générale et sociale.

[1] V. principalement les Tracts N°s 13, 21, 17, 39, 41, 40, 32.

[2] Lloyd George, *Better Times* (Recueil de discours) The People's Budget, p. 129.

[3] *Op. cit.* The Land and the People, p. 148.

IX

Rappelons brièvement quelles étaient les dispositions du Budget. Trois sortes de droits sont établis sur la terre : le premier sur la plus-value (Increment Value Duty), le second sur les Réversions, le troisième sur les terrains demeurés sans usage. Examinons-les par ordre.

A. Une évaluation de tout le sol du Royaume-Uni doit être faite par les Commissaires du Revenu Intérieur. Ceux-ci ont à déterminer la valeur globale de chaque pièce de terre (c'est-à-dire celle du sol, des constructions et des améliorations de toute nature) et aussi la *valeur de site*, c'est-à-dire la valeur qui reste pour le sol, après que l'on a déduit celle des bâtiments et des travaux effectués par le propriétaire ou l'occupant. La *valeur de site* sert de base pour la fixation de l'impôt. Celui-ci n'est pas perçu de façon régulière, mais seulement dans les cas de décès, de mutation et de renouvellement de bail pour une durée de plus de 14 ans. Si l'un de ces événements survient, le Budget dit que l'on doit procéder à une nouvelle évaluation de la terre, et si la plus-value par rapport au dernier cadastre n'est pas inférieure à 10 %, l'État en perçoit le cinquième (après déduction des premiers 10 %). Par exemple, plaçons-nous dans la situation du propriétaire d'un terrain à bâtir de 50 acres sur lequel aucune construction ne s'élève encore, mais pour lequel il a dépensé £5000 en faisant tracer des routes, creuser des égouts, etc. Supposons que, l'année de l'évaluation, la terre se trouve valoir globalement £400 l'acre, soit en tout £20,000. La valeur originale du sol sera donc de £20,000 — £5000 = £15.000. Admettons que, dans les trois ans qui suivent, le propriétaire vende ses 50 acres à £700 l'une, mais que, en raison de travaux nouveaux, il ait encore augmenté de £5000 la valeur du terrain. Du prix total de la vente on déduira £5000 (premières améliorations) + £5000 (secondes améliorations). Il restera pour la *valeur de site* £25,000. La plus-value (unearned increment) sera donc de £10,000. On déduira encore 10 %. Il restera finalement £9000 de plus-value imposable, et la taxe du cinquième sera de £1800. On peut imaginer le cas où la terre baisse de valeur pour remonter ensuite. La loi veut qu'alors on ne tienne pas compte du double mouvement. Si en outre il peut être prouvé que, dans les vingt ans qui ont précédé le vote du

Budget, la terre a été évaluée, au cours d'un acte de transfert ou de constitution d'hypothèque, à un prix plus haut que celui qu'elle atteint à présent, le propriétaire pourra se prévaloir du prix ancien et la plus-value ne sera comptée qu'au delà de celui-ci. Toutes les variétés de terre ne sont, d'ailleurs, pas soumises à cette taxe. *Les terres agricoles en sont exemptes.* Au sujet de ces dernières, le cabinet Libéral a compris — Henry George le pressentait déjà — que la Rente avait fini de jouer, ou ne le faisait qu'avec une lenteur infinie. Les frapper d'un impôt serait d'ailleurs aller à l'encontre de tout plan tendant à régénérer la vie agraire. L'exemption porte sur les prairies et pâtures, vergers, oseraies, jardins maraîchers, pépinières, et aussi sur les terrains de jeu qui sont assimilés aux terrains agricoles. Mais elle est soumise à une condition formelle : *il faut que la valeur nue de la terre ne soit pas supérieure à la valeur que celle-ci tire de son usage pour la culture.* De plus, les occupants d'une habitation dont la valeur annuelle est de moins de £40 à Londres, de moins de £26 dans les centres de 50,000 habitants et au-dessus, et de moins de £16 partout ailleurs, ainsi que les possesseurs de petites tenures, ne sont pas atteints par l'impôt.

B. Puis vient le Droit de Réversion. Il s'agit cette fois d'atténuer les effets des enrichissements scandaleux qui résultent du droit pour le propriétaire de reprendre sans indemnité à la fin d'un bail toutes les constructions érigées par le locataire pour le besoin de son commerce, ou de profiter des efforts personnels de celui-ci, du développement de ses affaires, de l'accroissement de sa clientèle, pour élever démesurément le taux des loyers lors du renouvellement du bail. Il suffira de citer un exemple typique d'un tel procédé : celui de la Compagnie Gorringe, auquel le Chancelier de l'Echiquier fait allusion dans son discours de Lime House. Jusqu'en 1903 le Duc de Westminster avait reçu de Gorringe, pour le simple usage du sol, un loyer annuel de £350. En 1903 les clauses du nouveau bail portèrent que Gorringe devrait verser : 1° un loyer foncier annuel de £4000 pour l'usage des anciens établissements ; 2° un loyer annuel de £1200 pour l'usage de quatre bâtiments additionnels; 3° une somme de £50,000, pour compenser le "sacrifice" que le propriétaire prétendait consentir ; 4° une autre indemnité de £50,000 pour pouvoir retoucher certaines parties des constructions. "Le locataire avait construit sur ces lieux une vaste et coûteuse entreprise ; il ne pouvait la déplacer ; il ne pouvait non plus se déplacer lui-même, car c'était là que se trouvaient son commerce

et sa clientèle. Il n'avait d'autre alternative que d'accepter ces conditions léonines."[1] Mais, grâce aux dispositions du Budget Lloyd George, l'Etat peut maintenant pénaliser le propriétaire du sol, en attendant que la loi soit changée. Il prélève une taxe de 10 % sur le bénéfice que ce dernier réalise à la fin de chaque bail (on ne tient pas compte des baux dont la durée est de moins de 21 ans et, bien entendu, on défalque la valeur de tous les travaux effectués par le propriétaire au cours du bail). Comme pour l'Increment Duty, les terres agricoles ne sont pas soumises à la taxe. De plus, tout bail conclu avant 1909 et expirant dans les 40 ans qui suivent sa conclusion s'en trouve exempté. Enfin, pour tous les terrains qui se trouveraient soumis à la fois à l'Increment Duty et au Reversion Duty, les deux impôts se confondent.

C. L'impôt sur les terrains demeurés sans usage est peut-être des trois, sinon le plus intéressant théoriquement, du moins le plus efficace. On sait que l'Income Tax ne frappe que les *revenus* dérivés du sol.[2] On arrivait ainsi à ce résultat souverainement injuste et anti-social qu'un propriétaire était pénalisé pour avoir fait ériger un bâtiment sur son terrain, alors qu'un autre qui, dans un but spéculatif,[3] entourait pendant plusieurs années le sien de palissades n'était frappé d'aucun impôt. L'individu qui avait pris une responsabilité était plus durement traité que celui qui restait prudemment dans l'expectative. Celui qui avait fait quelque chose pour sa cité, qui avait eu à supporter des frais, était le seul à contribuer aux taxes des pauvres et aux taxes d'Empire. Celui qui — alors que le besoin de logements salubres se faisait de plus en plus sentir dans les grandes villes — refusait de construire autre chose que des *slums*, dans l'espoir que la Municipalité offrirait un jour un plus haut prix ou que le sol dont il était possesseur acquerrait, du fait de l'accroissement de la population, une plus-value encore insoupçonnée, celui-là demeurait indemne, invulnérable. Mais, même parmi les propriétaires qui se décidaient à construire, c'était celui qui était parcimonieux, qui reculait devant l'édification de logis spacieux et bien aérés, qui était le moins atteint par l'Income Tax. Il y avait donc une sorte

[1] Voir d'autres exemples pour Kensington, Piccadilly (où les loyers d'une entreprise sont portés de £800 à £1800), et Finsbury Circus dans : *The Budget, the Land and the People*, p. 31.

[2] Cédule A.

[3] Voir quelques exemples de ces spéculations dans: *The Budget, the Land and the People*, pp. 45-46.

de prime "à la négligence, à la stupidité, et au manque d'esprit d'entreprise." [1] Grâce au Budget, cette prime se trouve renversée. Dorénavant tout possesseur de terre demeurée sans emploi [2] devra payer chaque année 1/2 d. par livre sur la valeur nue du sol. Tous les cinq ans on procédera à une nouvelle estimation. Quand l'Increment Duty aura déjà été perçu sur la même terre, une réduction égale à cinq fois le montant de ce dernier sera opérée sur la troisième taxe, qui d'ailleurs ne s'applique pas aux terrains dont la *valeur de site* est inférieure à £50 par acre.[3] Une fois encore la terre agricole est exemptée, mais ici une faveur spéciale est accordée à ceux qui cultivent personnellement la terre qu'ils détiennent. Alors qu'au cas où la *valeur de site* est supérieure à £50, le propriétaire doit, lorsqu'il s'agit de l'Increment Duty, faire la preuve que celle-ci ne dépasse pas la valeur dérivée d'un usage agricole, le petit fermier ou le petit propriétaire est, en ce qui concerne le troisième impôt, déchargé de cette preuve, pourvu que la valeur totale de ses biens fonciers ne soit pas supérieure à £500. Le même privilège s'applique aux maisons d'habitation qu'entoure un jardin ou un terrain de jeu d'une contenance d'une acre [4] ; y participent aussi les parcs et jardins publics, et en général toutes les terres sur lesquelles un bail était en cours lors du vote du Budget. [5]

X

Une telle série de mesures était, à la fois, commode, d'une sûre popularité, conforme à la justice la plus élémentaire. Mais ses auteurs ne sentaient pas — absorbés qu'ils étaient par l'examen de ses causes et de ses effets, de sa répercussion sur la vie agraire aussi bien que sur la vie urbaine — qu'elle sous-entendait l'adoption d'un principe nouveau, qui, à leur insu, s'était introduit dans la politique Libérale. Seuls les Socialistes, et avec eux les hommes du parti Conservateur dont les intérêts s'effrayaient, avaient compris que la division toute claire, toute simpliste que faisaient les Libéraux entre

[1] Discours de Mr Watson Rutherford aux Communes, le 11 mars 1904.

[2] *The Budget, the Land and the People*, p. 37 (explication des termes "owner" et "undeveloped land").

[3] *Ibid.*, pp. 37-38.

[4] *Ibid.*, p. 39.

[5] *Ibid.*, p. 38. "But the tenancy is not to be deemed to continue after the earliest date at which the landlord has power to determine the tenancy".

les richesses qui sont dérivées d'un travail personnel et les richesses qui sont le fruit d'un travail social, pourrait être un jour le levier dont userait un parti progressiste, agissant cette fois en pleine conscience, pour soulever l'édifice des intérêts acquis. Toutes bénignes qu'elles voulussent être, les taxes foncières du Budget provenaient d'une observation des choses sous une lumière que le passé n'avait pas connue. Elles coïncidaient avec une première infiltration d'idées que le Libéralisme n'avait point osé adopter franchement, mais qu'il n'avait point non plus osé rejeter, car elles dominaient l'évolution contemporaine, avec laquelle il voulait — dans sa foi démocratique — rester en contact. Et pour les plus avertis parmi leurs adversaires, l'attitude des Libéraux semblait d'autant plus dangereuse qu'elle ne faisait pas porter l'attaque d'un seul côté. S'il n'y avait eu dans le Budget qu'un procédé pour dégrever les autres formes de revenu, peut-être le mal aurait-il été limité aux yeux de l'ensemble des Conservateurs. Après tout, une minorité — capable certes d'élever la voix — mais une minorité seulement parmi les possédants aurait eu à pâtir de cette conversion implicite du gouvernement de l'Angleterre aux théories que Henry George avait soutenues trente ans auparavant. Mais le Budget, en même temps qu'il suivait les voies indiquées par George, rétablissait, d'un rude coup de balancier, l'équilibre entre l'impôt sur la plus-value et les autres impôts fonciers. En outre, les "land clauses", si passionnément discutées, étaient soumises au vote du Parlement en même temps que différents autres projets budgétaires, portant, l'un sur l'augmentation progressive du taux de l'Income Tax, le second sur les taxes de succession, le troisième sur les licences des débits de boissons. Considéré dans son ensemble, le Budget était donc une œuvre habile et composite, touchant à toutes les catégories de propriété, n'impliquant nullement l'acceptation sans conditions des postulats du Georgisme. Le Libéralisme se vantait d'avoir mis le doigt sur l'une des sources de la plus-value, et de pouvoir la capter aisément pour le bénéfice de la Collectivité. Mais il n'agissait pas comme si cette source eût été la seule, bien que ses prospections sur les autres domaines fussent des plus timides. Il reconnaissait en fait par ailleurs des enrichissements sans cause, et il les traitait comme tels, bien qu'il ne fût pas encore prêt à les frapper au nom du principe qui lui servait à atteindre la propriété foncière. La Société continuait à prélever une part de certains bénéfices et de certaines mutations, mais le Libéralisme ne voulait pas encore

admettre qu'il y eût là chez elle, comme dans le cas de la terre, reprise de ce qu'elle avait créé. La vieille conception fiscale du sacrifice consenti par chacun, selon ses capacités, en raison de la protection offerte par l'État, était encore vivace.

Mais, nous l'avons dit, si le Socialisme a donné à cette ébauche de législation plus de prix qu'elle n'en comporte sans doute objectivement, c'est en raison des promesses qu'elle contient, c'est parce qu'elle est la première victoire d'une théorie générale de la Rente à laquelle il s'est rallié. Sans doute, il se réjouit des résultats sociaux immédiats qui découleront du Budget, sans doute il applaudit à cette solution large du problème agraire qui a le mérite de ne point seulement viser à ranimer des activités éteintes, mais de donner en d'autres lieux une place équitable, une liberté d'allure légitime, et une récompense adéquate, à des classes dont les activités sont trépidantes et ne demandent qu'une occasion pour se manifester. Il n'a pas l'étroitesse de vues du Georgisme. Il a confiance dans la fécondité des énergies ; il sait que contre elles aucun parasitisme ne peut prévaloir, et que si nous le voulons, si nos muscles sont forts, nos intelligences lucides, nous pourrons posséder la terre autant qu'elle nous possèdera et même davantage. La jouissance de cette dernière constitue un monopole, mais, nous l'avons montré à diverses reprises, il n'est point de monopole qui prévale contre les volontés liguées de ceux qu'il voudrait rançonner. Si donc le Socialisme voit dans le Budget Lloyd George un fait historique, c'est parce qu'il inaugure selon lui une période nouvelle dans l'action étatiste, c'est parce qu'il trace la ligne de démarcation entre l'individuel et le collectif, c'est parce qu'il est l'affirmation de cette personnalité économique de la communauté, qui s'incarne dans l'État, et qui s'est si lentement, si péniblement constituée. Il existe un interventionnisme qui vise à faire consacrer les droits de l'individu à plus de liberté et à plus de bien-être. Nous avons fait voir dans un chapitre précédent comment cet interventionnisme s'est développé, s'est dégagé des entraves et des subtilités premières, et comment, refusant aujourd'hui de tenir compte des distinctions classiques entre adultes et incapables, il légifere souverainement en matière de travail, d'assurances, et de salaire. Le législateur timoré de 1830 désavouerait certes, s'il vivait encore, l'impérieuse intrusion dans la vie privée des travailleurs qu'est l'Insurance Bill de 1911, et pourtant c'est le même courant, pour lui mince filet d'eau, pour les hommes d'aujourd'hui nappe puissante, qui poursuit sa route. Dans le Budget

Lloyd George, par contre, le Socialisme découvre les rudiments d'un ordre collectif encore insoupçonné, d'un reclassement des valeurs économiques sans lequel le progrès ne pourra plus procéder que par tâtonnements. Ce partage des activités, cette épuration finale des comptes, cette délicate évaluation de ce qui revient aux forces isolées et aux forces associées, tant dans la fixation des tâches que dans l'attribution des bénéfices, n'est-ce pas là pour lui le problème de l'avenir ? Mais quelle illusion serait la nôtre, si nous nous imaginions que la taxation de la plus-value foncière peut en épuiser l'intérêt ! Elle n'en est qu'un aspect, et la découverte de cette première solution n'est qu'un apprentissage. Elle a la simplicité qu'il faut pour une démonstration. Nous sommes en présence du monopole type, dont le détenteur est parfaitement passif [1]; en outre, les lois et les coutumes de l'Angleterre ont voulu que ce détenteur restât longtemps le même. Il n'y a ici ni de ces morcellements, ni de ces transmissions multiples qui obscurcissent les phénomènes et qui brouillent les cartes de l'économiste. On fait avec une facilité sans pareille la part du Capital, celle du Travail, celle de la Collectivité. Mais ne voit-on pas comment, en dehors de ces cas extrêmes, le monopole, avec la Rente son accessoire, se gradue, se nuance, s'étale parfois sans crainte, parfois demeure insaisissable, s'allie dans des proportions variables au mérite personnel ? Il naît aussi bien de la concentration industrielle que de la possession du sol. Il naît de toutes les modes et de tous les hasards. Parfois il est détruit, sitôt paru, par les rivalités qu'il suscite. Parfois, au contraire, les conditions que lui offre la structure économique des temps où il a surgi lui permettent de prospérer. La Rente est donc le fait universel, et la terre n'est, après tout, que le piédestal qui la supporte, si bien que le tribut que cette dernière exige est infime à côté de ceux qui sont perçus à sa surface par les monopoles de toute nature sur les individus groupés en société. [2] Le rôle de l'Etat en face de la Rente est donc infiniment complexe. Il est d'observation et d'expectative dans certaines circonstances, d'action radicale dans d'autres. Il nécessite dans la période d'évaluation

[1] Voir les deux premiers chapitres de *Land Values and Taxation*, par C. H. Chomley et L. R. Outhwaite, ainsi que le discours de Mr Winston Churchill à Edimbourg le 17 juillet 1909.

[2] Mr Pease, Secrétaire de la Fabian Society, a cherché à montrer dans le Tract N° 147 (Capital and Compensation) combien étaient superficielles la plupart des distinctions courantes sur la nature du Capital.

des appareils d'une sensibilité parfaite,[1] dans la période d'activité des instruments dociles et pénétrants, dont la taxation et le rachat semblent être jusqu'ici — en dehors des libres initiatives telles que la Coopération — les plus maniables. Mais, malgré ces réserves, le Budget reste une belle œuvre d'audace et d'efficacité politique, une réponse souveraine du Libéralisme au retour offensif des idées protectionnistes, une solution du problème agraire qui, complétée par celle de la Nationalisation, pourrait bien être définitive. Jamais parti ne s'était plus fièrement dégagé des difficultés qui l'enserraient; jamais texte législatif n'avait eu sur des intérêts plus variés une répercussion plus profonde. Du seul point de vue de la question qui nous occupe ici, il est hors de doute que, grâce à lui, la terre sera maintenant, chaque jour, abondamment offerte. Les classes rurales auront-elles la volonté de saisir cette chance, y a-t-il en elles assez de sève pour en tirer profit ? L'avenir seul nous dira si leur torpeur était passagère, si elle était causée par les dures conditions qui leur étaient faites, ou si, au contraire, le silence des campagnes anglaises ne doit pas connaître de réveil.

[1] Mais en raison même des difficultés de l'évaluation, la reprise collective ne pourra le plus souvent être que partielle. Ce n'est pas l'une des moindres illusions de Henry George que d'avoir cru que les propriétaires fonciers pouvaient déterminer scrupuleusement le montant de toutes les rentes industrielles ou sociales qui se créaient sur leurs terrains. Il faudrait pourtant bien qu'ils soient capables de procéder à une telle opération s'ils voulaient absorber la totalité de ces rentes au moyen de l'élévation du prix des loyers. Il y a en fait entre propriétaires et industriels, bien qu'il s'agisse d'une richesse limitée, un véritable marchandage, chaque partie étant préalablement ignorante de ce que l'autre pourra exactement concéder. L'industriel n'a, en outre, le plus souvent, que l'espérance d'un bénéfice.

CHAPITRE VII

LA LEÇON DES FAITS

Nous avons voulu montrer à quelles tendances obéissait la vie économique et politique de l'Angleterre contemporaine ; mais nous n'avons pu échapper à la confusion des apparences qu'en isolant ses énergies, en notant les réactions que chacune suscite et les déviations qu'elle subit dès qu'elle vient à se rencontrer avec d'autres. Il nous semble que, faute de recourir à un tel procédé, l'observateur n'a comme ressource que d'opposer, dramatiquement et dans une lumière crue, l'inquiétude du présent, l'âpreté des conflits du travail, la nouveauté et la hardiesse de certaines initiatives gouvernementales, à la prudence traditionnelle, au goût des solutions moyennes et empiriques, au respect des intérêts acquis, à tout ce qui, pour certains critiques, constituait jusqu'à une heure très voisine de nous, la vie anglaise, distincte de la vie tout court. Pareille opposition est et sera toujours d'un effet sûr. Elle laisse croire qu'un pays est capable de transformations complètes et décevantes. Pour la joie de notre imagination, elle fait chatoyer les foules et les idées. Elle fait du mystérieux, qui devrait être notre dernier refuge, le grand agent de transformation ; elle sépare les effets passagers, tragiques ou simplement troublants, des causes profondes et silencieuses, qu'elle laisse dans l'ombre, ayant peur des demi-teintes.

Certes, nous sommes en présence d'une Angleterre nouvelle, mais la baguette d'un enchanteur n'a pas frappé l'ancienne. Nous sommes simplement entrés dans une période de floraison. Il est bon de marquer son parfum et sa couleur ; mais il est peut-être meilleur encore de suivre le travail de la sève, depuis l'instant où elle a quitté la terre fécondante pour s'engager dans l'organisme de la plante. Or, négligeant l'accidentel, considérant le présent, non pas tant comme un point d'aboutissement que comme le point où l'analyse peut tenir compte à la fois des observations et des hypothèses, nous sommes, nous l'espérons, parvenu à montrer que ce travail a

été ininterrompu durant les trente dernières années, ses ralentissements et ses régressions mêmes devant entrer dans le calcul de son intensité.

Sans doute nous n'avons pu apporter que quelques coupes et quelques diagrammes. Les grandes activités et les grands intérêts économiques que nous avons soumis à l'épreuve du Socialisme, même groupés, même juxtaposés, ne reconstituent pas la physionomie concrète du peuple anglais à l'heure où nous vivons. L'action mixte et rivale des producteurs, c'est-à-dire la concentration industrielle et le Trade Unionisme, l'action unique des consommateurs, c'est-à-dire la Coopération, l'action multiple et diversifiée de la Collectivité, c'est-à-dire l'Étatisme, la Taxation, la Municipalisation des Services Publics n'épuisent ni les ressources, ni les résistances de l'organisme anglais. Celui-ci reste, en dehors de ces manifestations, sujet à de purs réflexes, aux frissons du préjugé. Il y a au fond de lui des régions où tout est inévaluable, incommensurable ; sans quoi la vie cesserait d'être en lui. Mais si de telles régions peuvent tenter, à juste titre, le psychologue ou le romancier, nous croyons qu'au point de vue de l'économie sociale on n'a que bien peu à gagner à les explorer. Si, d'ailleurs, nous avons mis en relief des intérêts directeurs, si nous avons voulu canaliser des activités essentielles, si nous avons tracé une sorte de carte économique et sociale de l'Angleterre à la fin de la première décade du XXe siècle, en la dégageant des courbures accidentelles, des plis secondaires de terrain, c'est qu'une raison très forte nous inspirait. On s'apercevra bientôt qu'il n'y a plus, qu'il ne peut y avoir dorénavant une psychologie politique ou économique autonome du peuple anglais. Il n'y a plus que des intérêts qui, chez des groupes ou chez le même individu, luttent pour la prédominance. L'histoire de l'Angleterre en ces derniers temps est faite de l'émergence de tel ou tel de ces intérêts au-dessus du flot de la vie quotidienne : c'est parfois l'intérêt conservateur des classes possédantes, parfois l'intérêt novateur des classes dépossédées, parfois l'intérêt stabilisateur des classes qui, tout en ayant à gagner à un changement, sont encore insuffisamment renseignées sur ses suites possibles, et désirent tout au moins être laissées libres dans le choix du moment et des circonstances où il pourrait être effectué. Mais jamais plus, comme au XVIIIe siècle ou au début du XIXe, l'*équilibre social* ne s'établira autour des intérêts d'une seule classe. Si cet équilibre doit se créer, ce sera

désormais lorsque des forces hostiles se sentiront égales. Jusqu'alors nous ne connaîtrons que des oscillations. Mais ce sont ces dernières qui donneront à chaque époque son caractère, et non leurs réactions sur les individus qui sont demeurés neutres, ou qui sont trop isolés et trop ignorants, trop à l'écart de l'évolution pour prendre parti.

Or, la première conclusion qui puisse être tirée de notre étude, c'est qu'à l'appel du Socialisme, tel que nous l'avons défini — un essai d'organisation de la production et de la vie en général en vue d'en accroître l'efficacité et d'éliminer ou de répartir le plus largement possible le profit — intérêts et activités ont répondu par un écho sympathique, parfois d'une sonorité riche et pleine, parfois lointain et étouffé, jamais parfaitement identique. Le facteur efficacité, nous l'avons retrouvé dans la concentration industrielle, représenté ici par l'économie dans les frais de production et par la coordination des services ; dans le Trade Unionisme, par suite du classement automatique des capacités qu'il opère ; dans la taxation de la plus-value foncière, par suite du nombre de terres aujourd'hui sans emploi dont cette forme d'impôt entraînera la mise en valeur ; dans la Coopération, qui écarte les intermédiaires dont l'existence injustifiée implique une majoration des prix ; dans le Socialisme d'État et dans le Socialisme Municipal, qui permettent à la Collectivité d'agir comme arbitre dans l'exploitation d'industries qui, ne trouvant lorsqu'elles sont libres aucun frein dans une concurrence extérieure, ne peuvent être gérées que par la société ou contre elle. L'élimination du profit ou sa répartition plus large, dans tous les cas où il n'est pas la récompense d'une habileté particulière, mais simplement l'expression momentanée d'une situation de fait privilégiée, nous la voyons réalisée dans le Trade Unionisme, qui, sans toucher à la Rente, tend à rendre le partage moins léonin entre l'employeur et le salarié, et permet à ce dernier de fonder ses exigences sur ses besoins psychologiques et physiologiques ; dans la Coopération, qui, sans anéantir la Rente, la retient en captivité ; dans la Taxation, qui procède par une reprise directe et constante de cette dernière, tout en laissant intact le mécanisme qui lui donne naissance ; dans la Municipalisation, qui, selon les circonstances, la tarit à sa source ou la capte pour son usage propre. Ainsi, si nous embrassons d'un coup d'œil le champ des activités économiques du peuple anglais, nous voyons que partout le Socialisme est en voie de

réalisation. Et sa lente progression nous suffit, puisque nous ne le considérons pas comme un état final, mais comme l'avance même d'une civilisation qui découvre peu à peu son rythme et sa puissance, comme une victoire sans cesse répétée des forces d'ordre, de justice et de prévision sur les forces de hasard et de désarroi qui, dans une société à l'état dynamique, surgissent chaque jour à nouveau. Mais cette vue *doit* être d'ensemble ; sinon le charme est détruit et nous n'avons plus que des pièces isolées, étranges, démesurées, inquiétantes. Cela est juste et inévitable. Le Socialisme n'est que mesure et équilibre, il ne vaut que par sa perpétuelle réadaptation des rapports sociaux, il est le lien puissant qui unit l'homme à l'homme, les groupements aux autres groupements. A chacun il demande des concessions, à chacun par contre il offre un appui ; selon les cas, il limite, seconde ou suggère les initiatives. Il est, en un mot, la force totale d'évolution. Les intérêts privés ou corporatifs, si impérieux qu'ils soient, si capables d'abuser, par la violence de leurs manifestations, le pays tout entier sur leur nature et sur leur portée, ne sont que des forces partielles. Ils peuvent être touchés par les rayons du Socialisme, ils ne seront jamais à eux seuls le Socialisme. Et s'ils revendiquent parfois comme un attribut propre ce vocable, c'est qu'ils confondent la source de la lumière avec la surface limitée qui la réfléchit. Les intérêts spéciaux ne peuvent être le Socialisme, parce qu'ils ne connaissent rien en dehors d'eux-mêmes, et qu'ils prennent de bonne foi pour un développement normal celui qui ne rencontre pas d'opposition. Ils cherchent et réussissent à accroître leur activité, mais leur courant qui se gonfle et se précipite, non seulement est incapable de se modérer lui-même, mais il supporte chaque jour plus difficilement les digues que le Socialisme peut élever du dehors. Nous avons ainsi fait voir que chacune des formes qu'avait prises en ces dernières années l'activité économique de l'Angleterre était grosse d'une menace qui, si elle se réalisait, aurait des effets aussi nettement anti-sociaux, aussi destructifs de l'idéal socialiste, que le mouvement qui l'aurait engendrée serait lui-même, dans sa tendance essentielle, progressif et bienfaisant. La concentration peut avoir sa contre-partie dans la négation des droits des salariés et des consommateurs ; le Trade Unionisme peut, si aucune barrière ne lui est opposée, rançonner impitoyablement ces derniers, en même temps qu'il peut porter le coup de grâce à des catégories d'industries qui, nationalisées ou non, doivent pour le bien général, non seulement

subsister, mais jouir d'une marche continue. La Coopération, l'État et les Municipalités enfin, même lorsqu'ils ont résolu la question des prix et de la destination à donner au profit, conservent l'entière responsabilité de leur attitude vis-à-vis des agents qu'ils emploient, et peuvent, comme des particuliers, se montrer tyranniques.

Si donc ces intérêts, intérêt des producteurs, intérêt des consommateurs, intérêt de la Collectivité, ne reçoivent pas satisfaction en même temps et dans la même mesure, si la législation, si les circonstances sont favorables au développement des uns et entravent celui des autres, et si, isolément, les uns procèdent avec hardiesse, les autres avec timidité, l'œuvre d'organisation du Socialisme se trouvera compromise et, fait plus grave encore, une fâcheuse équivoque se créera. La masse des citoyens qui verra chaque catégorie d'agents se réclamer de l'idéal socialiste, simplement parce qu'il est telle de ses revendications, à son point de vue essentielle, qui rentre dans cet idéal, demandera compte au Socialisme, et non à la catégorie considérée, des excès qui pourront découler d'une croissance aveugle. C'est ainsi qu'on confondra, à de certains moments, le Syndicalisme ou l'Étatisme avec le Socialisme, uniquement parce qu'Étatisme ou Syndicalisme auront pu parler assez haut pour imposer silence aux intérêts contraires; si bien que ces derniers qui, quoique muets, demeurent souvent primordiaux, rendront le Socialisme responsable d'une politique qui est pourtant bien loin de la sienne, puisque celle-ci ne peut être qu'une politique d'ensemble. On voit, par exemple, le producteur et le consommateur imputer de bonne foi au Socialisme toutes les gênes résultant des grands conflits du travail qui ont agité l'Angleterre en ces derniers temps. Mais le Trade Unionisme, répétons-le, même si l'on estime que la juste rétribution du labeur humain soit l'un des principaux problèmes que le Socialisme ait à résoudre, n'est pas plus le Socialisme que l'oxygène ou l'hydrogène à eux seuls ne sont l'eau, quoiqu'ils entrent chacun dans la composition de ce corps. Et, bien plus, de même que l'oxygène et l'hydrogène doivent, lorsque l'étincelle les traverse, se trouver dans une proportion déterminée pour donner naissance à l'eau, de même le Trade Unionisme doit, pour continuer à être une des forces constitutives du Socialisme, être soumis à certaines limitations. Sinon il n'est plus qu'un triomphe du vieil individualisme anarchique, qui, maintenant, avec le groupement universel des énergies, sera lui-même, dans le domaine économique, non plus atomique mais corporatif.

La question n'est donc pas de savoir s'il y aura survivance et épanouissement des principes socialistes que contient en germe chacun des aspects de l'évolution économique de l'Angleterre ; on peut affirmer que désormais aucun mouvement de régression ne sera constaté dans la marche du Trade Unionisme et de la Coopération ; l'État, d'autre part, multipliera les cas d'intervention à mesure qu'il percevra plus nettement la limite qui sépare la zone du Collectif de celle de l'Individuel; l'avenir appartient enfin, en matière de taxation, au principe de la reprise et de l'appropriation sociale des valeurs socialement créées. Il pourra y avoir des moments de stagnation, de consolidation des positions précédemment occupées, durant lesquels les intérêts acquis particulièrement menacés chercheront à faire partager leurs craintes à la Communauté, à la persuader qu'une solidarité étroite unit tous les possesseurs de richesses, quels que soient l'origine et le mode d'acquisition de celles-ci. Mais bientôt la volonté d'obtenir la récompense la plus élevée possible en échange de l'effort le plus faible se manifestera de nouveau chez les producteurs, celle de consommer le mieux et au plus bas prix chez la catégorie adverse, celle de multiplier ses activités et de découvrir les ressources nécessaires pour cette multiplication chez l'État. Quel que soit alors le Gouvernement, que le Libéralisme parvienne à maintenir intacte sa synthèse présente, qu'il devienne entièrement conscient et constructif, ou que le parti Conservateur soit ramené au pouvoir, les organes isolés voudront accroître leur efficacité, et maintiendront toutes leurs prétentions sur cette masse partageable dont la provenance est incertaine, sur laquelle aucun droit particulier n'existe, qui ne récompense aucun labeur individuel et que nous devons nous contenter d'attribuer en bloc au corps social : le profit ou la Rente. Imparfaitement résolu, ou plutôt résolu par approximation, le problème de la répartition de la Rente, l'un de ceux qui intéressent le plus directement le Socialisme, continuera longtemps à se poser. Lorsque la classe des producteurs industriels ne connaissait aucun contre-poids, lorsque l'Économie Politique et la Législation se gardaient de mettre aucune entrave à son essor, elle avait su créer une confusion habile entre le profit, l'intérêt du capital, et la récompense du travail et de l'initiative. De cette confusion elle ne peut plus maintenant se prévaloir. Celle-ci s'est dissipée au jour de théories nouvelles, sur lesquelles il n'est point besoin de revenir ; elle s'est dissipée surtout parce que les groupements puissants du Trade Unionisme et de la Coopération, dont l'influence

est capable de contrebalancer de nos jours celle des entrepreneurs capitalistes, ont démontré, par l'efficacité même de leur action, que le partage du profit est un problème de fait et non de droit que les individus associés peuvent, en raison de la force supplémentaire qu'ils tirent de leur union, résoudre selon une formule entièrement différente de celle qu'avait connue le XIX[e] siècle, et que la Collectivité, association suprême, pourra traiter selon sa convenance. L'Angleterre a renoncé à tout fatalisme économique ; l'ère des prétendues lois naturelles est close ; l'évolution est soumise aux volontés et aux appétits. C'est dans cette réaction de l'élément humain contre le laissez-faire que réside la première victoire du Socialisme, celle qui marque la *possibilité* de l'œuvre d'organisation. Nous avons montré que les preuves d'une telle victoire abondent. La concentration, si intelligente et si souple, l'action professionnelle ouvrière qui, depuis la création du Labour Party, tend à s'unifier, à couvrir le pays tout entier d'un réseau dont les mailles se resserrent sans cesse, l'action réaliste des Municipalités, les attaques encore timides mais déclarées du pouvoir contre les manifestations les plus choquantes du monopole et du privilège, le contrôle direct que le consommateur veut exercer sur la production, prouvent qu'aucun groupe, aucune puissance ne peut demeurer impassible devant la marche des faits. Mais nous ne sommes pourtant que dans la phase préparatoire du Socialisme. Nous avons à présent la certitude, dérivée d'expériences antérieures, spéciales et limitées, que la tâche totale de reconstruction est réalisable ; mais nous n'avons encore que des pressentiments, des indications vagues quant à la manière dont elle sera effectuée. Nulle part le Socialisme ne nous semble disposer de plus d'éléments qu'en Angleterre ; mais saura-t-il les coordonner, ne les laissera-t-il pas empiéter les uns sur les autres, ne se laissera-t-il pas déborder par eux ? Tout dépend de cet équilibre final.

La coordination dans l'œuvre socialiste est elle-même liée à la progression de certaines tendances spontanées qui, par leur rencontre, voire même par leur choc, réagissent les unes sur les autres, modèrent réciproquement leur impétuosité. Nous avons donc tout à espérer du fait que ces tendances sont multiples et robustes en Angleterre ; nous avons tout à espérer de l'avance simultanée que nous avons constatée dans l'activité des producteurs, des consommateurs et de l'Etat. On dirait qu'à l'insu de chacun de ces agents, un travail souterrain s'opère, qui rectifie, met au point, harmonise les résultats,

annule les conséquences des actes qu'a dictés le seul souci des intérêts égoïstes. Ces réactions immédiates sont pour le Socialisme d'un secours puissant. Elles limitent son intervention, lui permettent d'économiser ses efforts en vue d'un but plus élevé. Mais elles ne suffisent pas. Il faut qu'en dehors d'elles les idées opèrent. Ces dernières seules peuvent maintenir intact entre les volontés, qui deviennent alors des bonnes volontés, le lien que la divergence des intérêts romprait à chaque instant. Sans elles, le Socialisme demeure chaotique, s'étiole, perd sa puissance et sa noblesse. Avec elles, il se renouvelle sans fin, malgré l'épuisement passager de son programme. Par elles, il s'identifie avec toutes les possibilités morales et concrètes d'un peuple. Ces idées, c'est-à-dire la conception d'un ordre plus stable où s'affirment, forces souveraines, la justice et la beauté, puis la notion critique des rapports humains et des institutions qui les consolident et les sanctionnent, enfin l'idée constructive elle-même, laquelle insiste peut-être moins sur la vision de l'avenir que sur celle du chemin qui le rattache à notre état présent, flottent éparses dans l'air ambiant aux époques où le Socialisme se dégage, plante encore gracile, mais d'un jet hardi, des broussailles de l'Individualisme. Elles se prêtent à de multiples combinaisons ; les lois ne peuvent les ignorer ; les mouvements les plus inconsidérés du travail, la politique industrielle la plus rétrograde leur sont soumis en fin de compte. Mais, quelle que soit leur portée, elles échappent encore à notre examen et à notre analyse, sauf quand elles se présentent, concentrées, clarifiées, dans l'œuvre des hommes qui sont le plus représentatifs de l'esprit de l'époque. Il nous a donc semblé que cette étude du mouvement socialiste en Angleterre ne pouvait être close sans que nous eussions fait porter notre enquête sur les trois principaux écrivains qu'ont tentés, tour à tour, l'aspect idéal, l'aspect critique et l'aspect constructif du Socialisme, et qui, en même temps, peuvent être considérés comme ayant, en ces vingt dernières années, tout à la fois reflété et dirigé l'évolution de l'âme et de l'intellectualité anglaises : William Morris, Bernard Shaw et George Herbert Wells.

QUATRIÈME PARTIE

L'ACTION DES IDÉES

CHAPITRE VIII

LE SOCIALISME DE WILLIAM MORRIS

I

La période qui s'étend de 1860 à 1880 semble avoir marqué pour l'Angleterre un temps d'apaisement ; la réaction idéaliste qui avait caractérisé les premières années du règne de Victoria s'était en quelque sorte perdue dans une vague de bien-être ; les maux qu'avait engendrés l'industrialisme à ses débuts s'étaient atténués ; un interventionnisme empirique avait, en limitant le travail des femmes et des enfants, donné un gage suffisant à la sensibilité britannique ; l'abolition des "corn-laws" faisait reculer le spectre de la famine ; l'économie politique elle-même s'était départie de sa rigueur d'autrefois, la seconde édition du traité de John S. Mill témoignant du progrès accompli. Partout prévalent alors les solutions moyennes, les demi-mesures qui calment les inquiétudes lancinantes de la conscience. C'est l'époque où les jeunes couches, dont la place au soleil n'est plus contestée, créent à leur bénéfice un nouvel équilibre, où l'enrichissement matériel indéfini de toutes les classes productrices permet de rejeter à l'arrière-plan le problème de la répartition. Les imprécations de Carlyle perdent déjà une partie de leur sens ; l'activité économique coïncide avec la stagnation sociale. Seule la voix de Ruskin continue à se faire entendre en faveur de la beauté et de l'âme que cet afflux de bien-être risque d'étouffer. Pourtant son ambition est moins de détruire que de réformer, que de développer les facultés de désintéressement et d'admiration qui dorment au fond de chacun, que de donner au maître comme au serviteur la notion de leurs devoirs réciproques. Pour cela il n'est besoin d'aucun bouleversement, d'aucune modification des grandes données spirituelles sur lesquelles l'Angleterre avait vécu avant que l'industrie moderne, en retirant à l'ouvrier toute liberté dans le travail, n'eût tari chez lui la source du plaisir.

Le lien qui unissait les créatures entre elles a été rompu et chacune, désorientée, n'ayant plus d'emploi pour les impulsions généreuses jaillies du plus profond de l'être : respect, foi, obéissance, n'a comme seul guide dans ses rapports avec autrui, que ce mobile desséchant : l'intérêt personnel. L'homme a été séparé, non seulement de l'homme, mais des choses dans lesquelles s'exprime sa propre activité, puisque la valeur de ces dernières ne résulte plus de leur capacité à rendre la vie plus saine et plus heureuse, mais d'une opération abstraite et mécanique : l'offre et la demande. Le remède apparaît donc, non dans une révolution, mais dans un retour de la société sur elle-même, impliquant, avec l'abandon de ces sortes de travaux qui dégradent ceux qu'ils occupent, l'interdiction de consommer les produits qui corrompent l'esprit et le corps, impliquant surtout la restauration d'une véritable hiérarchie fondée, mi-partie sur la naissance, mi-partie sur les vertus et les capacités.

C'est, par conséquent, d'un meilleur usage et non d'une répartition nouvelle de la richesse que dépend pour Ruskin le salut de l'Angleterre ; pour lui, la question sociale se ramène plutôt à un problème moral qu'à un problème économique. Il ne s'agit pas pour la classe ouvrière d'arracher aux détenteurs actuels du capital une portion de plus-value ; il faut seulement qu'elle reprenne le rang auquel elle a droit, dans lequel la dignité de chacun de ses membres sera sauvegardée, pourvu qu'elle conserve pour les classes qui lui resteront supérieures estime et respect.

Le principe d'autorité est immuable chez Ruskin ; l'émancipation des travailleurs est une formule vide de sens à ses yeux ; la liberté lui fait horreur ; une démocratie dans laquelle chaque citoyen n'a pas primitivement trouvé au fond de lui-même une solution équitable pour tous les problèmes douloureux que sont le chômage, l'émigration, la répartition des salaires et des tâches selon les lois de Dieu et de la nature, est inapte à se gouverner. " Vous voulez avoir des voix au Parlement", déclarait-il au London Working Men's College, " vos voix n'auront, au dedans ou au dehors du Parlement, pas plus de valeur que le cri d'un rat, tant qu'elles ne vous serviront pas à exprimer des idées. " [1] Jamais Ruskin n'est effleuré par la pensée que tout rêve de confraternité restera vain tant que les salariés n'auront pas secoué le joug des nécessités économiques,

[1] *Time and Tide*, p. 17. Voir Bardoux : *John Ruskin*, Ch. VII, §§ II et III.

tant qu'un idéal égalitaire n'aura pas prévalu. C'est l'esprit matérialiste, le manque de foi, l'assoupissement de la conscience qui sont cause de la torpeur où vit l'Angleterre ; que les vieilles énergies nationales se réveillent, et la crise sera surmontée. Aussi la philosophie ruskinienne éveille-t-elle un écho dans cette partie de l'âme anglaise qu'effraye tout changement brusque, toute tentative de reconstruction altérant profondément l'équilibre des intérêts acquis.

Dans la cité idéale où se complaît Ruskin, la puissance collective soutiendra et contiendra toutes les catégories de citoyens, veillera à ce qu'ils s'acquittent de leurs fonctions, pénétrera dans leur vie privée de façon qu'il soit impossible pour quiconque, si humble soit-il, de souffrir d'un besoin inconnu ou de vivre dans un crime ignoré.[1] Les agents chargés d'une telle mission devront posséder la dignité sacerdotale. Chaque centaine de familles sera surveillée, inspectée par son évêque, qui rendra compte auprès du pouvoir central des mérites et des démérites, obtiendra des récompenses, requerra des châtiments.[2] Au-dessus existeront des grands officiers ayant mission de corriger les lois et d'en tempérer l'application sur la demande des évêques ; mais aucune miséricorde ne sera permise lorsque le travailleur ou le marchand aura voulu tromper la Collectivité sur la valeur du produit. Il n'est pas de punition assez dure pour une telle scélératesse. Aussi toute falsification, toute erreur volontaire dans le poids ou la mesure entraîneront-elles la confiscation immédiate de l'objet et l'exil du coupable.[3] Pour parer aux abus, les gildes et les corporations seront rétablies, et devront se porter garantes de la fabrication. En outre — sauf exception pour les articles qui exigent de l'artisan des dons qu'il est seul à posséder — l'État fixera chaque année les prix et les salaires.

Les détenteurs actuels de la propriété foncière resteront en possession de leurs biens et ce sont eux qui constitueront pour l'Angleterre une pépinière de généraux, de juges et d'hommes d'État. Pour qu'ils puissent préparer leurs fils à ce rôle futur et en même temps remplir le leur, qui est de gérer une richesse limitée et essentielle au bonheur commun, ils recevront de l'État un salaire annuel, car tirer profit de la terre n'est pas besogne de gentil-

[1] *Time and Tide*, p. 90. Cf. *Sesame and Lilies*, § 22.

[2] Cf. *Munera Pulveris*. (Essay IV).

[3] *Time and Tide*, p. 97.

homme.[1] Les loyers et fermages reviendront à l'Etat : ainsi sera réalisée la nationalisation du sol.

Dans cette ébauche qui est l'aboutissement et la contre-partie de la critique, dans ce tableau où reparaissent étrangement coordonnés l'esprit médiéval, l'inquisition calviniste, le Saint-Simonisme et une forme hypertrophique, monstrueusement exagérée du Socialisme d'État, nous retrouvons la pensée conservatrice qui inspire John Ruskin d'un bout à l'autre de son œuvre. Ce que l'écrivain poursuit, c'est la continuité et, quand il y a eu cessation, le rétablissement de la *fonction* sociale ; cette mesure lui semble urgente dans un milieu inorganique, constitué d'individus mus par l'intérêt personnel, rendus essentiellement instables par la poursuite de la richesse, et portés à briser toutes les barrières qu'un long usage interdisait jusqu'à présent de franchir et grâce auxquelles l'homme, ne pouvant faire plus, faisait mieux. Comment donc l'Angleterre du temps, malgré sa prospérité apparente, pourrait-elle connaître la vie véritable quand chacun passe sans scrupules d'une profession à l'autre, de marchand se fait landlord ; quand seuls les bénéfices que l'on peut tirer d'une charge la rendent attrayante, quand la notion des droits a oblitéré celle des devoirs, quand nulle part dans l'édifice social ne se fait sentir cette mystérieuse ambiance, qui donnait à l'occupant l'impression que sa tâche était quelque chose d'absolu, d'extérieur à lui-même, qu'il continuait en elle le labeur du passé, et que nul accord des volontés présentes, nul contrat, ne pouvait le soustraire aux obligations d'honneur, de loyauté, de justice qu'une longue tradition y avait attachées ? Il faut donc que le métier, quand il ne serait qu'un gagne-pain, s'efface devant la fonction, et cela quelles que soient les circonstances, si grande que soit la certitude de vaincre. L'ouvrier rentrera en possession de sa fonction qui est de faire œuvre utile et belle, l'industrie reprendra la sienne, qui est de diriger ; le prêtre ne sera pas satisfait par un vain formalisme ; il sera le véritable pasteur qui prend soin des âmes et des corps ; la noblesse rurale comprendra que la société lui a confié son bien le plus précieux, et qu'elle se rendrait coupable de félonie en dépouillant, par des redevances excessives, ceux qui ont mis en elle leur foi ; l'Etat enfin multipliera les cas d'intervention.

[1] *Time and Tide*, p. 179.

II

Ce que William Morris nous offre au contraire, vingt ans plus tard, c'est une vision d'absolu, c'est la peinture de ce que l'homme idéalement développé pourrait fournir en beauté et en vitalité; tout lien artificiel économique ou moral, qui rattache les individus les uns aux autres, doit être rompu ; un sentiment inné, la sympathie, qui a lui-même sa source dans l'amour du plaisir, et qui surgit spontanément dès que toute contrainte est effacée, suffit à assurer la continuité des rapports sociaux, et à inciter chacun à produire. Toute idée de fonction, de devoir transcendental disparaît, la hiérarchie cède devant la fraternité ; les institutions qui, pour Burke comme pour Ruskin, avaient été sanctifiées par le temps s'évanouissent, non parce qu'irrationnelles, mais parce que tendant à canaliser ou à dessécher les sources pures de l'émotion. Les croyances métaphysiques elles-mêmes sont oubliées ; elles appartiennent au temps où l'homme cherchait dans l'abstraction et dans l'au-delà un refuge contre la dégradation des formes isolées parmi lesquelles il se mouvait. Dans le rêve de Morris, chacune de ces formes lui apporte une joie sensuelle, et la communion parfaite des créatures entre elles, complétée par celle des créatures avec les choses, tient lieu de foi religieuse.

Par sa critique de la société présente, Morris continue pourtant la réaction idéaliste; et quelque éloigné qu'il nous semble de Ruskin dès qu'il donne libre cours à son imagination, il n'est pas surprenant qu'il ait repris et rajeuni dans son œuvre la critique ruskinienne ; toute critique présuppose, en effet, l'adoption d'un certain nombre de concepts : ceux-ci sont mi-moraux, mi-esthétiques chez Ruskin, plus purement esthétiques chez Morris ; partis, donc, de données que leur tempérament différencie, ces deux auteurs peuvent se rencontrer dans une même condamnation de la laideur, de la vulgarité matérielle de l'époque, du sort qu'elle fait à l'âme et au corps de l'ouvrier ; le conflit brutal des intérêts, l'écrasement du faible par le fort qui sont à la base de l'industrialisme sont aussi incompatibles avec la société patriarcale et grave du premier qu'avec la terre heureuse et souriante du second. Le labeur prolongé, le morcellement de l'être humain qu'entraîne l'excessive division du travail ont également pour résultat de détruire chez le salarié cette unité morale qui est nécessaire pour l'accomplissement des grands

devoirs, et cette joie païenne qui résulte du jeu libre et harmonieux des muscles et de l'exercice d'une intelligence ne percevant dans tout ce qui l'entoure qu'une cause d'enchantement.

Ruskin et Morris se rencontrent donc dans une commune révolte[1]; ils se rencontrent aussi du fait que Morris, en n'écoutant qu'une impulsion naturelle, en traduisant les deux tendances, l'une idéale, l'autre concrète qui allient chez lui la largeur de la conception et la minutie du détail, a mis en pratique, sa vie durant, les théories ruskiniennes, principalement celle qui refuse de séparer la tâche de l'ouvrier de celle de l'artiste. Toujours, il s'efforça d'exécuter lui-même, autant que les circonstances le lui permettaient, ce que lui suggérait son cerveau. Il ne lui suffisait pas d'inventer le dessin qui devait être imprimé sur l'étoffe, il procédait souvent au tissage de cette dernière, et ne dédaignait pas de tremper ses bras dans la cuve à teinture jusqu'à ce qu'il eût obtenu la nuance désirée. Les exigences de sa clientèle et les demandes croissantes l'obligèrent par la suite à s'adjoindre un certain nombre d'ouvriers, mais il garda toujours le souci de développer chez eux le sens artistique, et il était ravi quand l'un d'eux était capable de créer un dessin.

Jamais, d'ailleurs, les similitudes ne sauraient être prises pour des identités. Alors même qu'il ne s'agit ni de reconstruire sur des principes nouveaux le monde d'aujourd'hui, ni même de parvenir à la cause première de la tristesse et de la médiocrité de l'existence anglaise, quand il n'est question que d'évaluer la réaction que l'art peut avoir sur la vie humaine, les divergences transparaissent.

Pour Ruskin l'art ne doit être ni ascétique ni sensuel : ce genre de peinture est condamnable qui emprunte ses éléments, non à la Nature, mais à l'imagination de l'artiste; pourtant, celui-là l'est encore plus qui, pour noter une attitude pittoresque, n'hésite pas à glori-

[1] Morris étudiant à Oxford parle de Ruskin comme d'un "héros et d'un prophète" (Mackail, *The life of William Morris*, I, p. 38) et quarante ans plus tard, éditant à la Kelmscott Press le chapitre sur la *Nature du Gothique*, il écrit : " To my mind, and I believe to some others, it is one of the most important things written by the author, and in future days will be considered as one of the very few necessary and inevitable utterances of the century. To some of us when we just read it, now many years ago, it seemed to point out a new road on which the world should travel. And in spite of all the disappointments of forty years, and although some of us, John Ruskin amongst others, have since learned what the equipment for that journey must be and how many things must be changed before we are equipped, yet we can still see no other way out of the folly and degradation of civilisation. "

fier le vice ou la dépravation. Ruskin n'a que de dures paroles pour le petit vagabond de Murillo dont la gloutonnerie éveille pourtant chez nous un sourire ;[1] et cela parce que l'auteur met en relief le geste passager, le reflexe animal, derrière lequel on ne perçoit aucune de ces émotions permanentes, aucun de ces grands mouvements d'âme, aucune de ces lignes essentielles que le réalisme doit chercher à démêler parmi l'instable et l'accidentel. L'art réagit sur la matière pour l'épurer, pour la ramener à l'unité, à l'ordre universel dans lequel se reflète la volonté divine. Il ne faut donc ni créer, ni copier servilement, mais interpréter. Aussi l'art lui-même, source de toutes les jouissances intérieures, criterium qui nous permet de juger quelle action est bonne et quelle autre mauvaise, quelle forme de production est légitime et quelle autre coupable, moralise la vie en même temps qu'il la colore. Parmi les impulsions des sens l'homme doit savoir choisir : la volupté qui a sa fin en elle-même, qui ne dépasse pas l'individu, se trouve condamnée.

Chez Morris, au contraire, l'art — et la vie n'est que la première et l'ultime œuvre d'art — n'a pas pour but de faire communier l'être humain avec un ordre qui le dépasse, avec une volonté supérieure, que son rôle serait de découvrir à travers toutes ses manifestations. Si l'auteur exige plus de joie et de beauté, c'est uniquement pour apaiser un besoin qui part de lui-même, une sorte d'instinct parfaitement amoral. " En considérant les fins de l'art, écrit-il, c'est-à-dire la raison pour laquelle les hommes chérissent l'art et le pratiquent avec tant d'efforts, je me trouve obligé de généraliser ce que me fournit le seul spécimen d'humanité dont je connaisse quelque chose : à savoir moi-même. Dès lors, quand je songe à ce que je désire, je découvre que je ne peux donner à cette chose un autre nom que : bonheur. Je désire être heureux tandis que je vis. Car, pour la mort, ne l'ayant jamais expérimentée, je ne puis concevoir ce qu'elle signifie, et ainsi je ne puis me résoudre même à y songer. Je sais ce que c'est que de vivre : je ne puis même deviner ce que c'est qu'être mort. "[2] L'art perd donc toute signification transcendantale ; il est à la fois le stimulant et le fruit de l'énergie corpo-

[1] *Stones of Venice*. Vol. II, Ch. VI, p. 190. Sur les idées artistiques de Ruskin voir la riche étude de M. Robert de la Sizeranne : *Ruskin et la Religion de la Beauté*, Chap. II. Pour comprendre comment ces idées découlent du tempérament de l'auteur, nous renvoyons le lecteur au livre magnifiquement synthétique de M. Chevrillon : *La Pensée de Ruskin*.

[2] *Signs of Change* (The aims of Art), p. 117.

relle ; la vie se partage, en effet, entre des périodes d'activité et des périodes de nonchalance. Pendant les secondes, l'esprit ne peut véritablement se reposer s'il n'a le droit d'errer parmi ces images diverses, plaisantes ou terribles, que le passé ou son expérience propre ont façonnées pour lui. Ainsi, ces temps de dépression, où le labeur comme l'inaction absolue causent une égale souffrance, se trouvent harmonieusement remplis par la jouissance artistique. L'une des fonctions de l'art est donc d'identifier le plaisir et le repos. L'autre est d'assurer à l'homme pendant ses périodes d'activité ce que Morris appelle " l'espoir dans le travail ", la satisfaction immédiate de ce qui est fait et l'anticipation joyeuse de ce qui reste à faire. Le but de l'art est d'accroître le bonheur commun.

III

La sensibilité plus aiguë de William Morris, le rêve d'un état social qui, en supprimant toute contrainte, permettrait aux émotions et aux passions de s'exprimer intégralement, la dignité suprême dont était revêtu pour lui le travail manuel, le dédain où il tenait toute hiérarchie fondée sur la naissance ou la science livresque, devaient naturellement l'inciter à faire appuyer sa critique sur des points qu'avait respectés Ruskin. Les maux présents ne proviennent pas pour lui d'une perversion momentanée des individus qui devraient prendre soin du peuple. C'est dans l'organisation même de la production, dans ces rouages qui, mécaniquement, pressurent l'ouvrier au profit des classes privilégiées, que gît la cause du mal. Devant une telle organisation, les bonnes volontés apparaissent dérisoires. Les événements viennent, d'ailleurs, fortifier les tendances que, vers 1880, nous voyons poindre chez William Morris. Vingt ans de prédication ruskinienne n'ont rien modifié, rien corrigé. Les crises que sévissent de 1879 à 1887 rouvrent l'ère du pessimisme. Les résultats stupéfiants des enquêtes de Charles Booth, la misère qui monte, qui submerge les couches des travailleurs non spécialisés et vient atteindre des Unions jadis prospères, font renaître le remords social.[1] Les meilleurs se demandent si l'empirisme réformateur des derniers temps n'a pas fait fausse route, si l'édifice lui-même ne doit pas être abattu. L'heure est au découragement. Mill déclare que le communisme, avec tous ses hasards, vaut mieux que l'organisation présente. Matthew

[1] V. Cazamian. *Angleterre Moderne*, p. 216.

Arnold désespère d'intellectualiser les classes moyennes et se tourne vers le peuple.[1] L'apathie des travailleurs manuels, le jeu de bascule des partis politiques, que seule une étiquette différencie, qui vivent au jour le jour sans programme et sans idéal, font perdre toute confiance dans un progrès graduel, venant d'en haut ou d'en bas. Le Trade-Unionisme subordonne ses méthodes à celle de l'Assurance Mutuelle. Le Socialisme d'Etat, auquel Ruskin aboutissait en dernier lieu, prend une valeur ironique en face du nihilisme administratif des Libéraux d'alors.[2] L'idée d'une révolution se fait jour ; les plus hardis voudraient qu'elle coïncidât avec le centenaire de la Révolution Française.[3] En attendant, les places de Londres voient se dérouler des émeutes incessantes ; les scènes du " Dimanche sanglant " nous ramènent aux plus mauvais jours du Chartisme. Ainsi l'abîme qui sépare les riches des non-possédants apparaît plus que jamais insondable, la régénérescence par l'art semble une impossibilité et un sacrilège, tant que l'on n'a pas procédé à une tentative de nivellement. La définition des droits et des obligations offerte par Ruskin doit demeurer dans l'ombre jusqu'à ce que le problème fondamental d'une plus juste répartition ait été résolu, jusqu'à ce que l'effervescence qui se manifeste dans les masses ait amené un reclassement général des valeurs sociales.

Le prosélytisme esthétique de Morris lui-même se trouve entravé ; l'auteur déclare renoncer à inculquer aux individus la religion du beau. " La répulsion pour le pessimisme qui est, je le crois, naturelle ", écrit-il plus tard, " chez un homme activement adonné aux arts, m'avait autrefois obligé à espérer que la laideur et les souillures de la civilisation pourraient être effacées par la volonté consciente de personnes intelligentes ; cependant, tandis que je luttais pour pousser les gens à cette réforme, j'ai découvert que les causes de la vulgarité de la civilisation étaient plus profondes que je ne l'avais cru, et peu à peu j'ai été amené à la conclusion que toutes ces laideurs ne sont que l'expression extérieure de la bassesse morale innée que nous impose notre forme présente de société, et qu'il est futile d'essayer de les traiter du dehors ".[4]

[1] Voir la conférence faite à l'Ipswich Working Men's College et intitulée : *Ecce convertimur ad gentes.*

[2] V. *How I became a Socialist*, p. 19.

[3] V. Mackail, *op. cit.*, I, p. 81.

[4] *Signs of Change*, pref. p. VII. Pour de plus amples détails sur la conversion de Morris au Socialisme, voir *Mackail, op. cit.*, II, pp. 2, 10, 20, 21, 26, 110, 128, et notre étude : *L'Idée Socialiste chez Wm Morris*, pp. 20 à 54.

Son rêve recule devant lui ; il lui faut s'attaquer à une besogne plus matérielle.

Ainsi les années comprises entre 1880 et 1884, et durant lesquelles William Morris est entraîné vers le Socialisme, présentent un caractère presque unique. Le problème social reparaît plus menaçant que jamais, mais les solutions qu'il comporte restent encore lointaines. Comme au temps du Chartisme, c'est la question politique qui retient, non sans quelque raison, l'attention des masses. L'évolution que nous avons voulu retracer, est encore imprécise, rudimentaire, non coordonnée ; rien n'indique qu'un mouvement d'ensemble, qui altérera la physionomie de l'Angleterre, soit à la veille de se produire. Le remède véritable, le travail lent d'adaptation et de réorganisation auquel nous allons assister, ne se présente qu'à quelques esprits ; mais ceux-ci hésitent pour la plupart devant l'énormité de l'effort à fournir, et demandent à l'imagination le secours que les faits ne peuvent leur apporter. Tel paraît être William Morris, et cette époque d'effervescence qui laisse entre le présent et le passé une solution de continuité est aussi celle qui favorise le mieux son beau génie. Sa sensibilité, la répulsion physique qu'il éprouve pour toute laideur et pour toute injustice, se trouvent surexcitées. Sa protestation se fait d'autant plus passionnée qu'elle se sent plus vaine ; son rêve est d'autant plus magnifique qu'il reste rêve. Au temps où les peuples se refusent à rien entreprendre, l'esprit de l'artiste garde sa liberté ; il façonne l'avenir selon ses goûts. L'asservissement de l'homme à la machine et de l'homme à l'homme, la monotonie et la vulgarité de l'existence moderne, devaient avoir leur contre-partie dans les paysages lumineux, dans l'harmonie des gestes, dans le gai coloris des costumes, dans l'atmosphère d'insouciance et de jeunesse des *Nouvelles de Nulle Part*. Si Morris avait écrit ses meilleures œuvres alors que partout les activités commençaient à rayonner, que le Socialisme s'exprimait dans les faits, peut-être des sources généreuses d'inspiration se seraient-elles chez lui desséchées, peut-être, balancé, comme il le fut à la fin de sa vie, entre la notion de ce qui pourrait être et le soin d'une tâche concrète, immédiate et possible, aurait-il délaissé sa vision d'absolu pour une propagande à laquelle son tempérament combatif l'aurait naturellement porté.

IV

Les tendances personnelles de William Morris se composent à la même époque avec l'influence très réelle exercée sur lui par Karl Marx.[1] Il ne se rend pas maître, certes, de la partie économique du *Capital*. Il transporte simplement dans ses *Signs of Change*, pâlies, atténuées, au point de n'être plus que de simples affirmations, les grandes théories de l'évolution nécessaire des sociétés vers le collectivisme, et de la plus-value capitaliste.[2] Mais l'esprit, plus que la lettre du Marxisme l'inspire. Ce dernier, sous son apparence de rigueur scientifique, fait appel aux facultés émotives et imaginatives; la conception matérialiste de l'histoire, le secours constant que les mœurs et les institutions prêtent aux hypothèses, l'appauvrissement progressif et la rédemption finale du prolétariat, le fatalisme qui prévaut d'un bout à l'autre de l'ouvrage, la colère sourde contre l'injustice commise, la joie d'avoir pu mettre à jour les forces aveugles qui concourent à dépouiller le salarié, et d'avoir montré en même temps que ces forces sont destructives d'elles-mêmes, la magnificence d'une révolution totale qui a quelque chose d'un jugement dernier, l'ère de félicité qui succède, que l'on perçoit sans pouvoir la définir, qui garde le charme et la fraîcheur de l'inconnu, tout cela ne pouvait que toucher chez Morris le poète et l'artiste. Le Marxisme lui fournit une arme d'attaque contre la civilisation présente, il vient fortifier sa générosité instinctive, il lui permet de donner une forme plus systématique à ses impressions fuyantes et douloureuses ; il est le coup de marteau de Donner qui dégage l'atmosphère et laisse apercevoir le nouveau palais de l'humanité ; il met enfin au premier plan le salarié, en fait une sorte de héros dépouillé par les mauvais esprits. Comment Morris serait-il d'ailleurs choqué par la prépondérance que la philosophie marxiste donne à l'élément ouvrier dans le changement qui s'accomplit, alors qu'il proclame lui-même l'égalité des professions, et va jusqu'à donner la prééminence au travailleur manuel ?

[1] V. *Mackail*, II, pp. 80 à 97. Comme la plupart des réformateurs de 1880-1884, alors qu'aucune doctrine socialiste ne s'est développée en Angleterre et que le Socialisme ne s'est pas encore exprimé dans les faits, Morris trouve dans le Marxisme un système complet, se suffisant à lui-même, et il en subit l'invincible attraction.

[2] Elles sont exposées dans *Signs of Change*, pp. 108, 109, 110, 113, 157.

Si donc une révolution apparaît nécessaire, c'est à la classe ouvrière qu'il appartient de l'effectuer. Non seulement elle entraînera une répartition plus équitable des richesses, mais elle rendra à la vie l'éclat dont celle-ci est privée. Le Marxisme s'allie, d'ailleurs, chez Morris à une sorte d'intuition personnelle ; cette marche grondante du prolétariat, il tremblait jadis d'en être effrayé, mais maintenant qu'il la sent, en même temps qu'il la sait nécessaire, il la salue joyeusement. Dans le misérable naufrage de l'art, le peuple seul a conservé l'étincelle sacrée ; au milieu du mercantilisme et du dilettantisme il est, dans sa foi toujours robuste et neuve, demeuré en contact avec tout ce qui nous reste de beauté. Laissons-nous donc submerger par lui : " Là est notre seul espoir ; la cause de l'Art est la cause du peuple. Il fut un temps où la loi de Rome tenait tout l'univers civilisé dans son étreinte empoisonnée. Pour tous les hommes, même pour les meilleurs, ainsi que vous pouvez le voir dans les Evangiles, cette loi semblait destinée à durer éternellement, et tous ceux qui y étaient soumis ne pouvaient concevoir qu'il fût un monde au-delà. Mais les jours passèrent, et bien que personne n'eût vu l'ombre du changement imminent, celui-ci n'en vint pas moins, tel un voleur dans la nuit, et les Barbares — c'est-à-dire le monde qui s'étendait hors de la loi de Rome — fondirent sur elle ; et des hommes, que la terreur aveuglait, se lamentèrent de ce changement : ils crurent que l'univers était bouleversé par la Furie du Nord. Mais cette Furie apportait justement avec elle des choses devenues depuis longtemps étrangères à Rome, mais dont autrefois sa gloire s'était nourrie : la haine du mensonge, le mépris des richesses, le dédain de la mort, la foi dans la bonne renommée acquise avec une patience inébranlable, l'amour honorable des femmes ; toutes ces choses, la Furie du Nord les portait avec elle, comme le torrent de la montagne porte l'or ; et ainsi Rome tomba, et l'Europe se constitua, et l'espoir du monde reprit une nouvelle vie. Pour ceux qui ont des cœurs pour comprendre, ce récit du passé est une parabole des jours à venir, et du changement tout proche que recèle le sein de ces Barbares de la Civilisation : les Prolétaires ; et nous, hommes de la classe moyenne, force de ce puissant mais monstrueux système de concurrence commerciale, il convient que nous libérions nos âmes de toute avidité et de toute lâcheté, que nous fassions face au changement qui de nouveau est en marche, que nous voyions le bien et l'espoir qu'il apporte, au milieu de ses menaces de violence, au milieu de toutes ses laideurs, qui

ne sont pas nées de lui, mais qu'il est au contraire dans son destin de détruire. " [1]

Spiritualisée, perdue dans la splendeur de l'action et du détail, l'idée, si chère à Marx, que l'aspect de chaque époque est déterminé par la victoire d'une classe et l'oppression d'une autre, trouve un écho dans le *Rêve de John Ball ;* mais la sensibilité de Morris réagit contre elle ; il refuse de voir dans cette dualité le lien unique qui relie le présent au passé ; l'esprit de confraternité soutient déjà les gens d'Essex contre les baillis qui les rançonnent et qui voudraient les remettre en servage : la Sainte Eglise, protectrice des faibles, fait un seul corps de tous ces opprimés, fait descendre pour eux sur la terre l'amour et l'abnégation. Ainsi le rêve de félicité future tempère la misère présente. " Le ciel et la terre ", s'écrie John Ball devant la foule des paysans révoltés qui se pressent autour du calvaire érigé sur le grand chemin, " ne sont pas deux choses mais une seule, et cette chose c'est celle que vous connaissez, dont chacun de vous est une partie, à savoir la Sainte Eglise, et en chacun de vous habite la vie de l'Eglise, à moins que vous ne la fassiez périr. En vérité, mes frères, quelqu'un d'entre vous veut-il assassiner l'Eglise et poursuivre son chemin, errant et solitaire, tout comme Caïn lorsqu'il eut tué son frère ? Ah ! mes frères, quelle triste destinée que d'être rejeté de l'Eglise, de n'avoir personne pour vous aimer et pour converser avec vous, de ne plus connaître la confraternité ! En vérité, mes frères, la confraternité, c'est le ciel, le manque de confraternité, l'enfer ; la confraternité, c'est la vie, le manque de confraternité, la mort ; et les bonnes actions que vous faites sur cette terre, c'est pour l'amour de la confraternité que vous les faites, et pour la vie qui est en elle, qui vivra éternellement, à laquelle chacun de vous participera, tandis que la vie de maint homme demeurant sur la terre, de la terre s'évanouira." [2] De même, au temps où l'Eglise se sera faite le soutien des riches et des puissants, le Socialisme créera entre les hommes une solidarité nouvelle.

Ainsi le matérialisme historique de Marx se trouve soumis à une perpétuelle réaction ; le conflit social n'apparaît plus uniquement comme le choc des forces économiques : il se double d'un conflit humain, celui qui met aux prises les puissances de domination, favorisées par l'appropriation individuelle des instruments de production, et les puissances de sympathie et d'association. C'est en ces dernières

[1] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 121.

[2] *A Dream of John Ball*, p. 33.

que Morris met son espoir. Jalousement, parmi les siècles que la civilisation rend différents, il en cherche la trace. Comme ces cours d'eau qui s'enfoncent sous terre et reparaissent un peu plus loin, elles cèdent par moments devant les instincts guerriers, les haines et les rivalités, par moments elles jaillissent larges et spontanées. Et c'est leur victoire définitive qui coïncidera avec l'avènement du "Socialisme triomphant", car le "Socialisme Militant", celui qui est le plus près de nous, celui qui a déjà modifié les institutions en cherchant à rétablir l'équilibre des classes, doit connaître encore la violence et la contrainte. La révolution sociale qui, aux yeux de Marx, devait résulter uniquement de la contradiction existant dans notre société moderne entre la production devenue collective et la propriété demeurée personnelle, hypothèse à laquelle Morris se rallie d'ailleurs plus d'une fois, se présente aussi chez lui comme une révolte des instincts primitifs, parfois refoulés, jamais étouffés, contre le lourd mécanisme qui nous broie et qui a donné naissance à ces passions mauvaises : l'envie, l'égoïsme, la cruauté. Dans notre aveuglement, nous considérons ces passions comme faisant partie de notre nature, mais elles s'évanouiront comme un mauvais songe dès que la concurrence aura disparu de la face du monde et fait place à ce seul mobile d'action : l'amour du plaisir, l'amour sensuel pour les choses belles et harmonieuses, parmi lesquelles l'homme, même dans sa dégradation présente, et combien davantage lorsqu'il sera une créature libérée de tout souci, doit occuper le premier rang.

C'est dans cette double tendance que nous trouvons la clé de l'attitude de Morris toutes les fois qu'il renonce à présenter au lecteur un exposé abrégé du Marxisme, et que, d'autre part, sa critique n'est pas purement esthétique. La conception matérialiste, la thèse catastrophique, reparaissent, il est vrai, dans son œuvre, mais il n'assiste pas au drame en spectateur impartial et muet ; il en accepte les phases et le dénouement, mais il prétend traduire les résistances inexprimées des personnages ; derrière la succession des faits et la variété des civilisations, il perçoit le lien spirituel qui fait que le passé se retrouve dans le présent et se répercute dans l'avenir. Chaque état de civilisation ne développe pas seulement la négation qui engendre l'état suivant ; il est aussi marqué par une révolte, plus ou moins ouverte, du sentiment égalitaire contre la hiérarchie artificielle créée par la répartition des richesses. La classe possédante périt de ses propres excès, de la disproportion qui existe entre ses appétits et ses capacités, mais elle périt aussi

de la lente désintégration de l'organisme social, causée par la méconnaissance des instincts de solidarité, qui sont l'apanage des êtres dépourvus de tout bien, et qui, de siècle en siècle, se perpétuent, apportant, dans un ordre qui varie sans cesse, les mêmes espérances. Ces instincts, d'ailleurs, deviennent plus impérieux et plus combatifs à mesure que le nombre des opprimés augmente, à mesure que leurs rapports avec les oppresseurs deviennent plus abstraits, plus rigoureux, et que la rupture de tout contact personnel entre celui qui commande et celui qui obéit interdit au dernier l'espoir d'une atténuation passagère de ses misères. C'est dans la survivance de cette réaction instinctive et idéaliste que Morris voit le gage d'une société future; étendue, généralisée, dépouillée de tout attribut violent ou douloureux, perdant, en un mot, son caractère de réaction, elle sera le grand ressort grâce auquel se mouvra l'Angleterre des *Nouvelles de Nulle Part*. Mais, telle que le Moyen-Age et les temps modernes nous la font connaître, elle se présente déjà comme la seule force permanente au milieu de l'évolution économique dont le capitalisme est le point d'aboutissement provisoire. Tandis donc qu'un déterminisme fatal voudra que l'appauvrissement du plus grand nombre ait sa cause dans l'accroissement global des richesses, et que chaque état social porte en soi les germes de sa propre destruction, l'esprit de confraternité, la joie que l'homme ressent en présence de l'homme, corrigera les injustices présentes et jettera les bases d'un édifice impérissable. Ainsi la conception marxiste se combine chez Morris avec des tendances constructives.

C'est dans les derniers chapitres du *Rêve de John Ball* que cette synthèse est le mieux perceptible. L'auteur et le prêtre se reposent après la bataille dans une chapelle consacrée à St Christophe. Sur les marches de l'autel, le visage recouvert de linges blancs, sont étendus les corps de quelques jeunes hommes tués au cours de la journée. La lune perce les vitraux et, dans le silence, le compagnon de John Ball évoque aux yeux de celui-ci l'image d'un avenir qu'il est seul à connaître. Les paysans d'Angleterre, ceux qui luttent maintenant contre les baillis et les lords, vaincront, et les hommes libres ne retomberont pas en servage ; les corporations croîtront en nombre et en puissance, le commerce avec l'étranger s'étendra, les salaires s'élèveront et les vilains loueront de leur plein gré leurs services aux seigneurs ; mais ils sauront bien vite ce que signifie cette liberté dont le nom fait tressaillir John Ball, car si

jadis les barons possédaient la terre et avec elle tous ceux qui y séjournaient, et si ces derniers " travaillaient pour eux comme leurs chevaux " et, après qu'ils avaient été logis et nourris, leur abandonnaient tout le reste, " au temps à venir, les seigneurs verront que leurs hommes prospèrent sur la terre et diront de nouveau : ' Ces hommes ont plus qu'ils n'ont besoin, pourquoi n'aurions-nous pas le surplus, puisque nous sommes leurs seigneurs ? ' De plus, il arrivera qu'en ces jours-là un grand trafic de marchandises se fera d'homme à homme et de pays à pays ; et les lords remarqueront que, s'il y avait moins de blé et moins d'hommes sur leurs terres, il y aurait plus de moutons, c'est-à-dire plus de laine pour le négoce… et ils reprendront la terre pour eux-mêmes et pour leurs moutons ; et, sauf ces seigneurs de la terre, peu d'hommes libres pourront occuper un quart d'arpent sans risquer d'être, sur un mot de leur seigneur, évincés incontinent." [1]

Ainsi cette première étape de l'affranchissement politique, qui aux yeux de John Ball et de ses compagnons devrait coïncider avec une ère de félicité parfaite, verra l'homme plus dépouillé, plus nu qu'il ne le fut jamais. Mais le mystère grandit à mesure que le temps s'écoule. Le prêtre demande : " Comment donc l'homme libre pourra-t-il être son maître, s'il n'a rien pour assurer sa subsistance ? Sera-t-il un voleur et s'emparera-t-il du bien d'autrui ? Alors, il sera hors la loi. C'est chose merveilleuse, ce que tu me dis là d'un homme libre qui ne possède rien pour vivre ! — Cependant il en sera ainsi, toutes marchandises seront produites par de tels hommes libres. — Non, cela ne peut être, tu parles sous forme d'énigme, dit-il, car comment un menuisier fera-t-il un coffre s'il n'a le bois et les outils ? — Il lui faudra, répondis-je, acheter le droit de travailler à ceux qui possèdent toutes choses excepté lui-même. — Oui, mais avec quoi l'achètera-t-il ? dit John Ball. Qu'a-t-il à part lui-même ? — Alors il l'achètera avec lui-même, dis-je, avec son corps et la puissance de travail qui réside en lui ; avec le prix de son travail il achètera le droit de travailler. — Enigme encore ! dit-il. Comment peut-il vendre son travail pour autre chose que son pain quotidien ? Il doit gagner par son travail sa nourriture, sa boisson, son vêtement et son logement. Peut-il vendre deux fois son travail ? — Non pas, dis-je, mais voici sans doute ce qu'il fera ; il se vendra lui-même, c'est-à-dire le travail qui est en lui, au

[1] *A Dream of John Ball*, p. 118.

maître qui lui permettra de travailler, et le maître lui donnera, parmi les marchandises qu'il fera, ce qu'il lui faudra pour subsister, pour engendrer des enfants et pour les nourrir jusqu'à ce qu'ils soient assez âgés pour être vendus comme lui-même ; le reste, l'homme riche le gardera pour lui. " John Ball éclata d'un gros rire et dit : " Eh bien ! je m'aperçois que nous ne sommes pas encore sortis de la terre des énigmes. Cet homme pourra peut-être faire ce que tu dis et vivre, mais il ne pourra le faire et vivre en homme libre. — Tu dis la vérité. " [1]

Ainsi — n'est-ce pas là l'évangile marxiste ? — le monde moderne semble à l'ancien inexplicable, contradictoire, car, bien que celui-ci voie ses espérances réalisées, l'état dont il rêvait engendre de lui-même des maux encore plus amers que ceux contre lesquels il s'était insurgé. Mais voici que l'église s'éclaire ; la lueur étrange de la lune s'atténue, l'aube blanchit déjà et, avec sa venue, l'espoir des vaillants se ranime. Le présent rejoint le passé dans un magnifique effort de libération. Et John Ball ressent un grand soulagement ; les larmes de sang que lui et les siens ont versées trouvent leur récompense. " Non, mon labeur ne sera pas perdu, s'écrie-t-il, si dans les temps à venir (et ils seront pires que les nôtres) les hommes cherchent toujours un remède ! " [2] Mais la voix de Morris se fait douloureuse. Il dit combien la révolte de l'ouvrier moderne sera plus périlleuse que celle des paysans d'Essex, combien minuscules sembleront les barons bardés de fer à côté de ces maîtres de l'industrie qui, d'un geste, pourront priver du pain quotidien un peuple de travailleurs. En outre, les premiers demeuraient isolés, alors que les seconds seront unis par un lien plus fort que leur volonté. " Ces seigneurs vous semblent individuellement très puissants, et ils le sont, mais ils ne sont que quelques-uns ; et les maîtres des jours à venir ne sembleront pas isolément très puissants aux hommes de leur temps, mais ils seront très nombreux et ils n'auront qu'un même but en toutes ces choses, sans le savoir, de même que l'on voit les avirons d'une galère, quand les rameurs sont cachés, se lever et s'abaisser, comme si c'était d'un commun vouloir ! " Aussi les serfs modernes hésiteront-ils avant de se redresser, d'autant plus que des esprits éclairés chercheront à leur persuader que c'est librement et de bon gré qu'ils achètent le droit de travailler. Mais pourtant, de même que l'astre gagne sur la nuit dans la chapelle

[1] *A Dream of John Ball*, p. 120.

[2] *Ibid.*, p. 129.

de Saint Christophe, de même leur bon sens, leurs instincts généreux perceront les ténèbres, et le salut se montrera pour eux, et ils reconnaîtront leur dette envers John Ball, comme envers tous ceux qui auront découvert à l'avance le remède.[1]

Ce n'est d'ailleurs pas sans résistance que l'esprit d'autorité cèdera devant l'esprit de confraternité. Tout comme Satan tenta le Christ au Mont des Oliviers, il cherchera à tenter le monde par des prodiges sans cesse renouvelés. " Écoute ! s'écrie l'auteur devant John Ball émerveillé. Alors que tu as dit par deux fois que l'on ne peut tirer d'un homme que le travail d'un homme, dans les jours à venir un homme fera le travail de cent hommes, que dis-je ! de mille ou même davantage. "[2] Et c'en sera fait de l'œuvre minutieuse du tisserand et du potier. Le premier suivra de l'œil une douzaine de métiers en sifflant : " The Hunt's up ", et le second sera dans la position du cocher assis dans la charrette tandis que le cheval tire : il n'aura qu'à surveiller l'engin qui lui sera confié. " Il en sera de même du simple laboureur ; le moissonneur ne se rendra plus le matin aux champs la faucille sur l'épaule, et il ne battra et ne liera plus, pour battre de nouveau, jusqu'à ce que le soleil soit couché et la lune levée; mais il traînera à travers les champs, à l'aide d'un ou de deux chevaux, une chose faite par les hommes, et il dira le mot qu'il faut, et les chevaux iront et reviendront et la chose fauchera, récoltera, liera et fera le travail de plusieurs hommes. " Mais ce ne sera là qu'une des faces du miracle, car toute la terre ne formera plus qu'une vaste paroisse ; les paysans du Pays de Galles mangeront le blé d'Essex et ceux d'Essex porteront la laine du Pays de Galles ; les Indes seront à la porte de l'Angleterre et les marchandises naguère les plus précieuses pourront être achetées pour quelque menue monnaie à l'étalage des revendeurs. Mais qu'importera cette abondance de biens ! Celui qui doit donner son travail en gage pour avoir le droit de travailler peut-il jamais être riche ? Peut-il être jamais libre quand tout le pouvoir réside entre les mains des gens qui possèdent, quand ces derniers font les lois, qu'ils sont

[1] " And yet indeed thou sayest it : they also shall have one will if they but knew it ; but for a long while they shall have but a glimmer of kwowledge of it : yet doubt it not that in the end they shall come to know it clearly, and then shall they bring about the remedy ; and in those days shall it be seen that thou hast not wrought for nothing, because thou hast seen beforehand what the remedy should be, even as those of later days have seen it. " *A Dream of John Ball*, p. 130.

[2] *Ibid.*, p. 137.

"louangés et presque invoqués comme des saints, et que l'homme le plus vénéré du pays est celui qui, par l'accaparement ou l'usure, a acquis le plus d'argent." [1]

Mais l'aurore est devenue plus vive ; les vitraux et les images sacrées suspendues aux murs de la chapelle se colorent. La bataille va recommencer, et la parole du compagnon du prêtre se fait grave et sereine : "John Ball, reprends courage, car une fois de plus tu sais, comme je le sais, que la Confraternité des Hommes subsistera quel que soit le nombre des tribulations qu'elle ait à traverser. Regarde : il n'y a qu'un instant il y avait de la lumière tout autour de nous ; mais c'était à cause de la lune, et la nuit était malgré tout profonde ; et quand le clair de lune a pâli et s'est effacé et qu'il n'est plus resté qu'une petite lueur à la place de la lumière éclatante, le monde s'est pourtant réjoui, parce que toutes les choses savaient que cette lueur était celle du jour, et non plus celle de la nuit. C'est là l'image des temps où se réalisera l'espoir de la Confraternité des Hommes. Et pourtant, en vérité, il se peut très bien que ce jour d'été radieux qui se lève à présent sur nous ne soit pas l'image de l'aube du jour qui doit être ; non, l'aurore en sera plutôt froide, grise et morose, et à sa clarté les hommes verront les choses telles qu'elles sont dans leur réalité, et non plus enchantées par les rayons de la lune et le charme magique des rêves. C'est à cette lumière grise que les sages et les âmes vaillantes verront le remède et qu'ils y auront recours, comme à une chose réelle que l'on peut toucher et manier, et non comme à une gloire des cieux que l'on doit adorer de loin. Et que pourra être ce remède, ainsi que je te l'ai dit précédemment, sinon que les hommes seront résolus à être libres ? Oui, libres comme tu voudrais les voir quand tes espoirs s'élèvent le plus haut, et que tu penses non aux oncles du roi, non aux baillis qui perçoivent la capitation, non au servage qui pèse sur le pays d'Essex, mais à la fin de tout, quand les hommes posséderont les fruits du sol et le fruit de leur labeur sur cette terre qu'ils habitent, sans argent et sans prix. Le temps viendra, John Ball, où ton rêve que tout cela pourrait bien être un jour, sera une chose dont les hommes parleront avec calme, comme d'un fait prochain, tout comme ils causent maintenant avec toi de la possibilité pour les vilains de devenir des occupants payant une redevance à leur seigneur ; tu as donc bien fait d'espérer ; et si cela t'intéresse

[1] *A Dream of John Ball*, p. 142.

également — je suppose que cela t'intéresse un peu — apprends que ton nom demeurera, à cause de ton espoir dans ces jours à venir — et que tu ne seras pas oublié. "[1]

V

Le développement du capitalisme n'a pas seulement creusé entre l'homme et l'homme un fossé que seul un renouveau de l'esprit de confraternité pourra combler, il a aussi séparé l'homme des objets dans lesquels devraient s'exprimer sa force et sa pensée ; il a mis un terme à la jouissance créatrice de l'ouvrier et aussi à celle que procurait la possession d'une œuvre d'art. Tous les objets actuellement produits se répartissent en deux classes : l'une, à l'usage des pauvres, laide et vulgaire, bien que souvent assez prétentieuse, dérisoirement ornée, mais conservant pourtant quelques vestiges du passé ; l'autre, à l'usage des riches et des désœuvrés, ne comprenant que des objets minutieusement façonnés, mais sans tradition, sans caractère social.[2] Parfois pourtant des individus isolés peuvent refuser de regarder autour d'eux et créer des chefs-d'œuvre. Mais de quel secours sont-ils alors à la Collectivité qui les ignore comme ils l'ont ignorée ? Comment toucheraient-ils le cœur de la foule, lorsqu'ils se réfugient dans l'histoire ou dans la contemplation du passé, se font gloire d'ignorer la vie quotidienne, et s'enveloppent dans leurs rêves de Grèce et d'Italie ? " Les jours de Periclès et de Dante sont ceux au milieu desquels ils se meuvent, et l'Angleterre présente, avec ses millions d'êtres engagés dans une lutte ardente, ne leur donne pas plus d'aide qu'elle n'en reçoit d'eux. "[3]

Ainsi, sauf en des cas exceptionnels, toutes les classes se trouvent dépossédées de la consolation, du réconfort que donne la vision du beau. Ce que les unes ont perdu, les autres ne l'ont pas gagné ; les travailleurs manuels, dont la tâche n'a jamais été aussi rude, sont privés par la disparition de l'art de toute occasion d'alléger leurs souffrances et de communier entre eux ; mais les heureux du monde ne sont pas mieux partagés ; ils vivent comme des étrangers dans leurs propres demeures. Jadis celles-ci étaient construites de telle sorte qu'ils se sentaient rattachés à leur temps et à leurs concitoyens ; le style, qui laissait subsister toutes les inégalités,

[1] *A Dream of John Ball*, p. 146.
[2] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 84.
[3] *Ibid.*, p. 85.

marquait pourtant la communauté des aspirations et des instincts. " La chaumière et la cathédrale étaient bâties dans le même style et possédaient les mêmes variétés d'ornements ; la taille et parfois la nature des matériaux étaient la seule différence entre l'humble demeure et le majestueux édifice.[1] " A présent quand on quitte l'Angleterre pour quelques années, on constate à son retour que la capitale s'est accrue " d'un demi-comté de briques et de mortier. " Et cette vulgarité, ce style nouveau, qui n'est d'aucun temps ni d'aucun lieu, étend ses ravages, de la ville gagne les rives de la mer. Voici Bournemouth, avec ses collines de sable et ses grandes allées de pins. Morris s'y est un jour arrêté, séduit par le charme du site. Mais nos architectes modernes n'ont eu pitié ni des pins ni des dunes croulantes, et les villas s'alignent dans leur uniformité grise[2].

De tous les arts, en effet, l'architecture apparaît comme le plus social, et c'est dans sa décadence que devait surtout se refléter la rupture de tout lien humain. Elle fait appel beaucoup moins aux " efforts spasmodiques du plus grand génie individuel... qu'au génie collectif d'un peuple travaillant dans une coopération libre mais harmonieuse[3] ". Occupant un nombre infini d'ouvriers, elle exige que chacun, tout en prenant plaisir, ainsi que le voulait Ruskin, à la tâche qui lui est assignée, s'efface volontairement pour ne songer qu'à l'ensemble de l'œuvre. Le même esprit doit unir l'architecte qui trace les plans et le plus humble tailleur de pierres. Mais cela ne saurait suffire ; il importe, certes, que tous les travailleurs se sentent solidaires, mais il importe encore davantage qu'il y ait entre ceux qui construisent et celui pour qui l'on construit des aspirations communes. Il faut que les uns et les autres soient, dans le sens le plus large, de bons ouvriers, et ne se sentent point séparés par le fossé des classes. " Chacun doit être conscient, pendant son travail, qu'il fait une chose devant servir à un homme dont les besoins sont identiques aux siens. "[4] Mentalement, le producteur et le consommateur doivent pouvoir intervertir leur rôle ; chaque opération perd ainsi son caractère isolé ; elle est le premier acte d'un échange, dont le second est seulement différé. Par exemple, dans un état de civilisation primitif, " le charpentier fait un jour un coffre pour son ami l'orfèvre, et l'orfèvre fait un autre jour une coupe pour le

[1] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 86.
[2] *Ibid.*, p. 87.
[3] *Art and its Producers*, p. 7.
[4] *Ibid.*, pp. 4-5.

charpentier : ils sympathisent au cours de leur travail, c'est-à-dire que le charpentier fait exactement pour son ami le coffre qu'il ferait pour lui-même s'il en avait besoin d'un, et l'orfèvre exactement la coupe qu'il ferait pour lui-même s'il en avait besoin d'une. "[1] Les sources de l'art se trouvent humanisées. Par une sorte de fiction, la joie qui résulte de la création et celle qui résulte de l'usage sont confondues. Le travailleur manuel se retrouve dans les objets qu'ont engendrés son adresse et son imagination, et il anticipe en même temps sur le plaisir qu'éprouveront leurs détenteurs futurs ; il sait que ceux-ci vibreront d'une émotion pareille à celle qu'il a connue, puisque leur nature est identique à la sienne. Il sait aussi que, quand l'heure viendra pour eux de produire, ils donneront autant qu'ils auront reçu. Pour Morris, l'art ainsi compris ne dépend plus de la somme ou de la richesse de l'ornementation ; il ne se superpose pas aux vertus utilitaires. Il est l'esprit même de la création, il est " un échange d'intérêt dans les occupations de la vie " ; il présuppose " la connaissance des nécessités humaines ", et la bonne volonté générale. Par lui le monde retrouve son unité, les hommes leur essence première.

Et si notre société capitaliste est irrévocablement condamnée pour William Morris, c'est bien moins parce qu'elle a introduit des formes nouvelles de production, parce qu'elle a fait de l'homme un auxiliaire de la machine, parce qu'elle a mis la tristesse et la monotonie là où régnaient autrefois le plaisir et la variété, que parce qu'elle a rompu l'unité d'intérêt de l'ouvrier et du consommateur. A peine l'objet manufacturé est-il sorti des mains du premier, qu'il lui devient étranger ; il ne répond plus à ses yeux à aucun besoin urgent, concret ; ses qualités, il les ignore ; elles sont déterminées par d'autres que par lui ; en fait, il n'y a plus de marchandises, mais des pions uniformes, numérotés, lancés sur l'échiquier de la spéculation[2]. Le sort du produit et celui de son auteur ne sont plus associés ou, s'ils le sont, c'est en vertu de lois qui opèrent au-dessus du second, qu'il comprend à peine, et sur lesquelles il ne peut avoir prise ; incité à produire beaucoup, il ne possède plus aucune indication pour produire bien ; les manufacturiers eux-mêmes ne sourient-ils pas à l'idée qu'ils pourraient faire usage des articles qui sortent de chez eux ? [3]

[1] *Art and its Producers*, pp. 4-5.

[2] *Ibid.*, p. 10.

[3] *Ibid.*

La production devient donc quelque chose d'abstrait ; tout est subordonné à cette vague notion : le marché. C'est celui-ci qui possède l'homme. " Le marché est le maître, l'homme l'esclave, ce qui est le renversement de tout ordre raisonnable. " [1] Jamais plus l'ouvrier et l'acheteur ne se retrouvent face à face pour discuter des qualités de l'objet, c'est-à-dire pour déterminer en commun ce qui le rattache à la vie et ce qui l'en éloigne. Entre eux existe maintenant une cloison étanche. Plus de réciprocité de services, mais dépendance complète envers le capital.

Ainsi, à quelque point de vue qu'on le considère, se trouve instauré un état social qui est la négation du travail en même temps que la négation de la vie, et contre cet état le socialisme de William Morris se dresse éloquemment : " J'apporte les revendications du travail que le commerce tient en esclavage, et ces revendications, je les ai examinées à la lumière de l'histoire et de ma propre conscience ; vues de la sorte, elles me semblent justes au plus haut point, et y résister ne signifie rien de moins que mettre entrave à l'espoir de la civilisation." [2] Cet espoir tient dans une phrase : " Il est équitable et nécessaire que tout homme ait à faire un travail qui soit digne d'être fait et qui ne dégrade pas celui qui le fait."

Tout d'abord, le travail doit être digne d'être fait ; et c'est à chacun de nous de rentrer en lui-même, et de se demander quels sont, parmi les objets consommés chaque jour, ceux qui répondent à un désir spontané de l'âme ou du corps ; ou peut-être suffira-t-il de parcourir deux ou trois des principales artères de Londres, et de prendre note, parmi les marchandises qui s'entassent aux devantures des boutiques, de celles qui ne sont ni superflues ni embarrassantes pour la vie quotidienne. Qui donc, s'il a effectué cet examen avec quelque sincérité, pourra douter qu'un nombre immense de créatures semblables à lui-même soient occupées à fabriquer et à échanger " des denrées falsifiées qui nuisent à la santé du peuple, ou des bibelots futiles et vides, véritables parodies de l'Art ", qui énervent les classes dirigeantes, et creusent pour la société " un terrible abîme de perdition, dont elle pourra sortir rajeunie, mais au milieu de la terreur, de la violence et de la misère ? " [3] Le pire, d'ailleurs, est qu'il n'y a aucune demande spontanée de ces articles ; ce sont les capitalistes qui cherchent à halluciner le public, à faire

[1] *Art and its Producers*, p. 12.
[2] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 108.
[3] *Ibid.*, p. 108.

naître chez lui cette excitation malsaine dont la Mode n'est qu'un des aspects. Sans doute, il est bon de s'insurger contre le philistinisme contemporain ; mais il serait dangereux d'oublier que les coupables sont en même temps des victimes, et de toujours s'adresser à la bourgeoisie, comme si elle pouvait par un simple soubresaut moral se libérer de l'obsession qui la hante, et reprendre sa mission civilisatrice ; reconnaissons que nombreux sont, dans ses rangs, les hommes qui, de toutes leurs forces, aspirent vers l'art et voudraient environner de beauté l'existence de leurs semblables ; à leur appel répondent des milliers de voix enthousiastes; mais chefs et disciples dépendent du commerce inexorable. " En dépit de leur culture et de leur génie, ils sont aussi impuissants qu'autant de cordonniers." Nous sommes moins heureux que le Roi Midas, " car nos champs verts et nos eaux claires, bien plus, l'air que nous respirons, sont transformés non en or (ce qui pourrait séduire quelques-uns d'entre nous pour une heure peut-être), mais en boue ; et, pour parler franc, nous savons pertinemment que, sous le présent Evangile du Capital, non seulement il n'y a aucun espoir d'amélioration, mais que les choses empireront d'année en année, de jour en jour. Mangeons et buvons donc, car demain nous mourrons étouffés par la fange. " [1]

Le travail doit ensuite ne pas être dégradant ; mais comment des hommes nés sous notre système commercial pourraient-ils concevoir le travail comme une bénédiction ? Abusés par ceux qui, en leur disant la sainteté de l'effort, versent sur eux " un opiat qui assoupit leur sens du juste et de l'injuste, et les fait tenir en paix sous leur fardeau jusqu'à la consommation des temps " [2], comment pourraient-ils admettre que le labeur quotidien devienne un jour une volupté semblable à ce qu'est, par exemple, à présent le sommeil ? Et pourtant, à leur insu peut-être, la flamme de l'art luit au fond de leurs âmes, et trois siècles — une seconde dans l'éternité — n'ont pas changé leur nature. Ils n'attendent qu'un signal pour se réveiller, et les débuts de la Révolution Sociale marqueront sans doute la renaissance de l'Art du Peuple, c'est-à-dire du Plaisir dans la Vie. De cette renaissance notre commercialisme n'a cure ; il repose sur la guerre; son premier postulat est qu'on ne peut s'enrichir qu'aux dépens d'autrui, et que, dans la poursuite exclusive du profit, on ne saurait prêter d'attention à la valeur réelle du produit ni à la condition

[1] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 113.
[2] *Ibid.*, p. 117.

de ceux qui contribuent à sa confection. De la machine — qui aurait pu libérer l'humanité à jamais en se chargeant à sa place de toutes les tâches monotones ou périlleuses, et en lui permettant de se consacrer aux œuvres nobles ou exquises qu'engendre la main quand elle est guidée par l'âme — il a fait un instrument d'asservissement. Grâce à elle, il peut maintenant se procurer une main-d'œuvre brutale, uniforme et sans aucun prix ; grâce à elle, il peut poursuivre son jeu mortel ; grâce aux communications plus rapides — qui auraient dû faciliter la diffusion de la beauté et de la science — il peut réunir des bataillons nouveaux, et rendre plus misérable encore le sort des premiers travailleurs. Contre une organisation aussi monstrueuse, les palliatifs sont vains ; le remords social et toutes les institutions concrètes qui l'accompagnent : lois des pauvres, hôpitaux, charités, ne sont qu'une des formes de la lâcheté, le refus de considérer de sang-froid les effets les plus choquants de maux dont on est bien décidé à perpétuer les causes. " C'est une vieille histoire que des hommes devenus riches par des moyens tyranniques et déshonnêtes, dépensent libéralement et en prétendues charités, dans la terreur de l'au-delà, leurs biens mal acquis ; mais de telles gens reçoivent peu de louanges, et on voit dans les vieux contes que, malgré tout, ils tombent entre les mains du diable "[1].

Rien ne sert donc de vouloir rendre à l'art la splendeur qu'il a jadis connue, si l'on n'est pas également disposé à en clarifier les sources. L'erreur fondamentale de certains vient de ce qu'ils ont cru que l'art était supérieur à la vie, qu'il pouvait en être retranché sans périr, qu'il avait dans la fantaisie et l'imagination un domaine propre, séparé de l'Utile par une barrière inviolable. Pour Morris, au contraire, art et vie ne font qu'un. Toute œuvre est belle, toute action esthétique, pourvu qu'en elle son auteur exprime librement la double tendance qui l'incite à se reconnaître dans autrui, et qui le pousse à apposer sur la matière l'empreinte de sa personnalité. Si donc nous ne pouvons aisément concevoir ce que sera l'art de demain, du moins pouvons-nous être assurés que cet art *sera*, si nous voulons nous donner la peine de reconstruire la vie. Et Morris qui a pourtant, dans ses vers, fait sourire l'Amour et Psyché, qui a rajeuni les Sagas, reconnaît que les évocations du passé ne pourront longtemps nous satisfaire. Un souffle nouveau a fait

[1] *Architecture, Industry and Wealth*, p. 129.

frémir le peuple, et jamais plus celui-ci n'écartera le suaire des formes oubliées. De même que Morris condamne ceux qui, d'une main sacrilège, ont défiguré les Collèges d'Oxford, de même il stigmatise ceux qui voudraient " restaurer " l'art et faire croire qu'un Nouvel Hellénisme peut vraiment pousser dans l'âme des foules des racines profondes. A l'époque présente, le style ne peut plus être qu'une ombre ; la substance, c'est la vie ; et c'est parce que la vie palpite toujours au cœur de l'ouvrier, le dresse contre le régime oppresseur, le jette dans les bras de ceux que l'industrialisme a meurtris comme lui, que nous pouvons conserver l'espoir, la certitude d'une aube inconnue, loin des " rêves menteurs de l'histoire et du misérable naufrage des musées et des galeries de peinture "[1]. Libérons donc la vie des liens qui l'enserrent, détruisons la malédiction qui pèse sur le travail, et attendons en toute sérénité. " Pour ma part, je crois que si nous essayons de réaliser les fins de l'art sans nous soucier de ce que sera son aspect, nous nous trouverons posséder enfin ce que nous désirons ; que cela doive ou non être appelé art, ce sera du moins de la vie, et, après tout, c'est là ce dont nous avons besoin. Nous serons ainsi conduits vers des splendeurs et des beautés nouvelles d'art visible, vers une architecture aux magnificences multiples, dégagée des curieuses imperfections et des défaillances de celle qu'ont produite des temps plus reculés, vers une peinture qui alliera la beauté à laquelle atteignait l'art médiéval avec le réalisme auquel vise l'art moderne ; vers une sculpture qui aura la beauté de la Grèce, l'expression de la Renaissance et une troisième qualité dont nous n'avons encore aucune connaissance, de façon à nous donner des images d'hommes et de femmes splendidement vivants...[2] ". Déjà la conception d'un art civique, créé par le peuple pour le peuple, se fait jour chez Morris.

Donc, que l'auteur subisse l'influence de Ruskin, celle de Marx, ou qu'il demeure lui-même, le problème social, le problème économique, le problème esthétique se trouvent être pour lui les trois aspects d'un problème unique : celui de la vie. Refaites de l'homme un être impulsif, manifestant librement ses émotions et ses instincts, et la concurrence cèdera devant la confraternité, la production s'organisera d'elle-même, l'art refleurira. Le progrès est donc, non dans le sens d'une meilleure adaptation de l'individu au milieu, non dans une intervention collective de plus en plus large en vue de

[1] *Signs of Change* (The aims of Art), p. 132.

[2] *Ibid.*, p. 133.

déterminer les obligations de chacun, mais dans la suppression de tous les obstacles, de toutes les institutions artificielles, dans l'élargissement progressif du cadre où l'homme peut physiquement et mentalement se mouvoir. Ce que Morris réclame, c'est en conséquence le droit à la santé, le droit pour chaque être de goûter une volupté profonde dans le mouvement même de ses membres, " de jouer pour ainsi dire avec le soleil, le vent et la pluie ; de se délecter dans la satisfaction des ses appétits corporels d'animal humain " [1], sans se sentir pour cela dégradé ; c'est le droit à l'éducation, en n'entendant pas par ce mot, comme le fait l'Anglais d'aujourd'hui, quelque chose de vide et de formel, mais la faculté de puiser parmi les vérités que la science a dévoilées, d'exercer la main en même temps que l'esprit ; c'est le droit de se déplacer rapidement et sans risque, quel que soit le métier pratiqué; le droit de travailler agréablement, pendant un laps de temps raisonnable, dans des locaux environnés de champs et de jardins qui bourdonnent.

VI

" Dans toutes les Utopies, sauf peut-être dans les *Nouvelles de Nulle Part* de William Morris, on voit des édifices qui sont beaux, mais sans caractère, des cultures symétriques et parfaites, et une multitude de gens sains, heureux, superbement vêtus, mais sans aucune marque qui les distingue individuellement." [2] C'est ainsi que Mr Wells perçoit le sens intime de l'œuvre dans laquelle l'auteur du *Rêve de John Ball* nous offre la contre-partie de sa critique. La plupart des auteurs dont l'imagination s'est lancée à la poursuite d'un monde où seraient ignorés les maux actuels n'ont pu trouver refuge que dans un état où nos institutions seraient bouleversées, où les hommes seraient eux-mêmes débarrassés de leurs penchants multiples, où toutes les affections et tous les mobiles d'action graviteraient autour d'une vertu unique et négative, où, en somme, le monde serait ramené à un système de forces identiques, pures abstractions, contribuant par des moyens égaux à un résultat également abstrait : le bien général. Mais William Morris, quoiqu'il nous laisse à peine entrevoir les rouages économiques et politiques d'une Angleterre qui a rompu tous ses liens traditionnels, quoiqu'il fasse d'un seul sentiment, source profonde et naturelle, il est vrai,

[1] *Signs of Change*, p. 22.

[2] Wells, *A Modern Utopia*, p. 20.

d'émotion et d'activité, le grand mobile de la vie, a su créer magiquement une société qui ne tient pas compte de l'évolution à laquelle nous assistons présentement, et qui pourtant, sans arrangements artificiels, sans que se manifeste à aucun moment l'intervention de l'auteur, se meut, riche d'énergies spontanées. Ainsi la plus déraisonnable des Utopies apparaît comme la plus facilement acceptable, et elle satisfait pleînement, dès que la raison cesse d'inspirer notre examen, nos exigences phychologiques. En un mot, s'il est difficile de concevoir comment une société a pu parvenir à l'état qui nous est décrit dans les *Nouvelles de Nulle Part*, et peut dans son ensemble s'y maintenir, du moins reconnaît-on sans répugnance que — un tel état étant admis — chacun puisse y jouer son rôle sans cesser d'être lui-même, sans renoncer à sa condition de créature humaine et impulsive, trouvant en soi des raisons d'agir.

" Je doute, ajoute Mr Wells, que quelqu'un ait jamais été enflammé par la République de Platon au point de désirer devenir l'un de ses citoyens ; je doute que quelqu'un puisse supporter pendant un mois l'implacable étalage de vertus imaginé par More. Personne ne souhaiterait réellement vivre dans un Etat dans lequel règnerait la vie en commun, si ce n'était à cause des individualités qu'on y rencontrerait. Le conflit fécond des individualités constitue l'ultime signification de la vie personnelle, et toutes nos Utopies ne sont que des projets d'amélioration et de multiplication des relations sociales. Du moins, c'est ainsi que la vie se dessine de plus en plus à notre perception moderne. Tant que vous ne créez pas des individualités, vous ne créez rien, et un Univers cesse d'exister quand vous brisez le miroir du moindre des esprits individuels. " C'est à cette survivance de l'individu dans le milieu que l'œuvre de Morris doit d'être demeurée vivante. C'est le triomphe de l'individu — dont, nous l'avons vu, notre organisation commerciale et notre régime de propriété entravent les besoins d'expansion, et auquel ils interdisent ce contact voluptueux, d'où jaillit l'Art, avec les objets dans lesquels il s'exprime — que le Socialisme est chargé d'assurer.

Loin donc de vouloir modeler ses personnages sur un type unique et de tracer pour eux une ligne de conduite dont ils ne pourront s'écarter, Morris gardera toujours le souci du particulier. Il le fera parce que, artiste méticuleux et probe, il juge que les détails concrets, même dans un paysage de rêve, gardent leur prix, et que les défaillances partielles, les gaucheries de la Nature, con-

tribuent, aussi bien que ses aspects impeccables, à la beauté de l'ensemble ; il le fera parce qu'il tient à conserver dans ses peintures le pittoresque, dont l'un des éléments, sinon le principal, est l'accidentel, parce que mille objets, que le présent méprise, retrouveront leur emploi quand l'humanité sera rajeunie, objets familiers, chéris du poète, dont il a caressé les contours, auxquels il rend la vie, auxquels il restitue leur couleur, leur grâce souvent fruste, leurs qualités prosaïques ; mais il le fera surtout parce que l'attraction que les êtres vont dorénavant exercer les uns sur les autres et qui sera le ressort unique des manifestations les plus graves, comme des plus futiles, de l'existence, ne pourrait se manifester si, face à face, se trouvaient des créatures conventionnelles et rigides. Ce sentiment inné, qui n'a rien d'un devoir, que la volonté ne cherche jamais à provoquer, ne peut porter ses fruits que si les traits qui s'offrent à la contemplation de chacun émeuvent ses sens et échauffent son enthousiasme, et, par leur harmonie en même temps que par leur variété, satisfont à la fois ses aspirations permanentes et son désir de changement. Comment le même type, quelles que soient ses perfections, pourrait-il, s'il était reproduit à l'infini, conserver à nos jours leur caractère de perpétuelle découverte, comment cette réponse éternelle de la vie à l'appel de la vie qui est au fond des *Nouvelles de Nulle Part* se ferait-elle jamais entendre, si celle-ci était desséchée près de ses sources, dépouillée de toutes ses particularités ? L'exagération d'une tendance naturelle ne nuit donc pas aux caractères multiples et complexes par lesquels l'individu constitue son unité et se distingue d'autrui.

Une étude complète des *Nouvelles de Nulle Part* mettrait en valeur l'individualité des lieux et des personnages. Les paysages donnent toujours la sensation de quelque chose de vu. Peut-être la raison principale en est-elle dans la substitution presque intégrale de la vie rurale à la vie urbaine. La cité de l'avenir peut difficilement surgir devant notre imagination avec une parfaite vigueur concrète. Mais, grâce à un très faible effort d'abstraction, Morris parvient à effacer toutes les souillures que l'industrie moderne a infligées à la campagne anglaise, si bien que nous retrouvons, simplement rajeunis, ces bords de la Tamise que, pendant toute sa vie, il avait passionnément chéris. [1] Sauf les rares chapitres

[1] Le rapprochement est, d'ailleurs, marqué dans les *Nouvelles de Nulle Part :* " As we slipped between the lovely summer greenery, I almost felt my youth come back to me, and as if I were on one of those water excursions which I used

que l'auteur consacre à la capitale (et encore Trafalgar Square est transformé en un champ d'abricotiers), le livre tout entier n'est qu'un long poème en l'honneur du fleuve et de ses rives. C'est après un dernier coup d'œil donné aux eaux qu'éclaire une lune de janvier, se profilant avec netteté sur un ciel glacé, que Morris s'endort.[1] C'est sur la vision des mêmes eaux qu'échauffe un radieux soleil de juin qu'il s'éveille[2], passant ainsi de l'ancien monde dans le nouveau par la plus douce des transitions. C'est en ramant que les jeunes corps témoignent de leur force et de leur souplesse, et ce sont les flots du fleuve qui réfléchissent encore les frais visages d'Annie et de Clara. Ainsi le cadre de l'œuvre perpétue celui dans lequel s'écoula l'existence du poète, et le même charme intime imprègne l'un et l'autre. Souvent aussi surgissent, solitaires, les monuments légués par les siècles qui précédèrent la Révolution, et à qui la beauté ou l'originalité de leur forme ont fait trouver grâce, bien que leur signification historique ne soit plus perçue que par quelques rares initiés. Voici, dans Londres même, le Musée Britannique,[3] que l'on a conservé moins pour lui-même que pour ce qu'il renferme, la grande tour du Parlement,[4] les jardins de Kensington[5], et l'Abbaye de Westminster, dont l'intérieur a retrouvé sa magnificence première après avoir été purgé " des affreux monuments, élevés à des sots et à des coquins " qui l'obstruaient.[6] Mais voici surtout,

to enjoy so much in days when I was too happy to think that there could be much amiss anywhere. " p. 161.

[1] " It was a beautiful night of early winter, the air just sharp enough to be refreshing after the hot room and the stinking railway carriage. The wind, which had lately turned a point or two north of west, had blown the sky clear of all cloud save a light fleck or two which went swiftly down the heavens. There was a young moon halfway up the sky, and as the homefarer caught sight of it, tangled in the branches of a tall old elm, he could scarce bring to his mind the shabby London suburb where he was... " *News from Nowhere*, p. 2.

[2] " When I was dressed, I felt the place so hot that I made haste to get out of the room and out of the house ; and my first feeling was a delicious relief caused by the fresh air and pleasant breeze ; my second, as I began to gather my wits together, mere measureless wonder ; for it was winter when I went to bed the last night, and now, by witness of the river-side trees, it was summer, a beautiful bright morning seemingly of early June. However, there was still the Thames sparkling under the sun, and near high water, as last night I had seen it gleaming under the moon. " *Ibid.*, p. 4.

[3] *Ibid.*, p. 54.

[4] *Ibid.*, p. 45.

[5] *Ibid.*, p. 28.

[6] *Ibid.*, p. 34.

perdus dans la campagne environnante, Windsor, Eton " où, au lieu d'enseigner aux fils des pauvres gens à savoir quelque chose, on enseignait aux fils des riches à ne rien savoir ", [1] et voici Hampton Court. Cette fois le passage entier est à citer ; rarement la mémoire de tous les sens qui est propre à Morris a produit pareille évocation: " Enfin nous atteignîmes une partie du fleuve où celui-ci cessait de serpenter ; sur la gauche, un très joli petit village, renfermant quelques vieilles maisons, s'étendait en pente jusqu'au bord de l'eau que traversait un bac ; et, au-delà de ces maisons, les prairies semées d'ormes se terminaient par une bordure de grands saules, tandis que sur la droite on voyait le chemin de halage, ainsi qu'un espace libre, par-devant une rangée d'arbres qui se dressaient, vastes et antiques ornements d'un grand parc ; mais ces arbres s'écartaient encore davantage de la rivière, à l'endroit où le cours de celle-ci reprenait ses méandres, pour faire place à une petite ville aux maisons gracieuses et étranges, les unes récemment construites, les autres anciennes, commandée par les longs murs et les pignons effilés d'un grand corps de bâtiment rouge brique, édifié en partie dans le style de la dernière période gothique, en partie dans le Style de Cour de Guillaume le Hollandais, mais auquel le soleil radieux et la beauté environnante, y compris le bleu éclatant de la rivière qu'il dominait, donnaient tant d'unité, que, même parmi les belles constructions de cette nouvelle et heureuse époque, il gardait un charme étrange. Une grande vague de parfums, parmi lesquels on pouvait nettement distinguer celui de la fleur de tilleul, venait vers nous des jardins que nous ne pouvions voir. " [2]

Et lorsque la réalité vivante du présent et celle d'un passé qui, par ses attributs permanents, s'adresse encore à nous comme il s'adressait à ceux qui nous ont précédés, ne peuvent suffire, lorsque Morris est obligé de créer, de remplacer certains produits d'une civilisation qu'il condamne, ce n'est pas dans l'abstraction, ni dans la généralisation d'un modèle jugé esthétiquement satisfaisant qu'il se réfugie. Il amalgame ses réminiscences d'artiste ; il unit les caractères essentiels du Moyen-Age et ceux de la Renaissance : la spontanéité et la fantaisie de l'un s'allient, à des degrés différents, à la splendeur de l'autre. Il y joint cette troisième qualité qu'il entrevoyait dans sa critique, et qui devait naître de la vie en commun d'un peuple ne connaissant plus de rapports de subor-

[1] *News from Nowhere*, p. 180.
[2] *Ibid.*, p. 162.

dination, mais une coopération fraternelle. Il cherche enfin à assurer, qu'il s'agisse d'un monument ou du plus humble outil, la parfaite adaptation des objets aux fins. Utilité et beauté se confondent, ou plutôt ne sont que les deux faces d'une même pensée. Contemplons, par exemple, le pont qui a remplacé, au-dessus d'Hammersmith, la disgracieuse charpente à laquelle le XIXe siècle était accoutumé : " J'avais peut-être rêvé d'un tel pont, mais jamais manuscrit enluminé ne m'en avait fait voir de pareil ; car pas même le Ponte Vecchio de Florence n'en approchait. Les arches étaient de pierre, d'une solidité splendide et aussi gracieuses qu'elles étaient robustes, assez hautes aussi pour permettre au trafic coutumier du fleuve de trouver un passage. Par-dessus, le parapet laissait apercevoir de petites constructions élégantes et pleines de fantaisie que je supposai être des baraques ou des boutiques, ceintes de girouettes et de clochetons peints et dorés. La pierre était quelque peu marquée par les intempéries, mais ne décelait aucune trace de cette noirceur de suie que j'avais l'habitude de voir sur tout monument londonien vieux de plus d'une année. Bref, c'était une merveille de pont. " [1]

C'est, plus loin, la Maison des Hôtes où, légères, passent des ombres de jeunes femmes, voilées de draperies qui font oublier le temps où la mode était d'être " tapissée comme un fauteuil ". Leurs attitudes sont simples, sans hardiesse excessive et sans fausse pudeur ; le repas qu'elles servent n'est ni d'une rusticité affectée, ni d'une somptuosité de mauvais ton ; les mets qu'elles placent devant les voyageurs, les fleurs mêmes dont elles ornent la table ont leurs imperfections charmantes. Voici les bottées de roses, " produit de quelque vieux jardin rustique ". Voici les fraises qui reposent dans une vaste feuille de chou et dont quelques-unes " sont à peine mûres ", à quoi la jeune servante trouve cette naïve et délicieuse excuse : " Je ne suis pas arrivée avant tous les merles ". [2] Plus loin encore, nous découvrons les champs ensoleillés où la fenaison bat son plein et où, vigoureux et appliqués, mais bruyants comme " un bosquet de sansonnets à l'automne, travaillent, en une bande joyeuse, hommes et femmes, les premiers vêtus de flanelle, les secondes d'étoffes de soie aux couleurs éclatantes, ce qui faisait ressembler la prairie à un gigantesque parterre de tulipes ". [3]

Ainsi, des créatures, des demeures et des paysages rayonne une

[1] *News from Nowhere*, p. 7.

[2] *Ibid.*, p. 15.

[3] *Ibid.*, p. 173.

vie intérieure ; et si les rapports sociaux sont fondés dans l'Utopie de Morris sur des principes que notre époque ne pouvait connaître, du moins leur premier effet est-il de rendre la liberté aux impulsions multiples, aux courants, profonds ou superficiels, par lesquels chaque individu se différencie plus nettement de ses semblables, courants qu'avaient glacés les nécessités économiques, d'une part, notre code moral, de l'autre. Rien ne frappe plus, dans les *Nouvelles de Nulle Part*, que l'aisance avec laquelle se meuvent les personnages, et la mobilité d'expression que leur pensée, exprimée librement, donne à leur physionomie. On trouve autour de chacun d'eux une sorte d'atmosphère diaphane qu'imprègne leur personnalité et qui reste réfractaire aux volontés et aux forces extérieures. L'homme est entouré, non, comme dans nos démocraties modernes, d'une ceinture de droits que cherche à faire respecter la puissance publique, mais d'une zone magnétique dans laquelle il se continue, qui lui appartient sans qu'elle ait besoin de lui être concédée. Une société qui a supprimé toute hiérarchie, qui repose sur un égalitarisme méticuleux et unanimement consenti, doit, d'ailleurs, voir disparaître la notion même du droit, laquelle sous-entend la possibilité d'empiétements réciproques, l'exagération éventuelle d'inégalités. Mais on sent que tel n'est pas le cas des héros de Morris. N'ayant rien à craindre du dehors, sûrs de la sympathie d'autrui, ils n'ont qu'à songer à être plus pleinement eux-mêmes, à développer toutes leurs possibilités, à cristalliser en quelque sorte autour d'eux une existence qui n'a plus besoin d'être interne pour être entièrement sincère. Aussi ne connaissent-ils pas de réticences ; leurs pudeurs ne sont jamais des hontes ; ils nous livrent avec confiance leurs émotions et jusqu'à leurs moindres réflexes. Voici le jeu charmant des amours de Dick et de Clara, qui se reprennent après s'être quittés, le regard beau de franchise, la face tremblante du premier, et les rougeurs de la seconde, rougeurs qui viennent de son bonheur et non de sa colère, car " en vérité l'amour a, bien plus que la colère, conscience de soi-même "[1]. Voici le vieil Hammon, " à la face ridée comme une pomme ", et qui " glousse ", avant d'éclater de rire, quand il parle du temps où lui aussi savait conter fleurette[2]. Et voici la beauté étrange d'Ellen, où se reflète son âme sereine et grave, beauté qui tranche un peu sur l'insouciance légère

[1] *News from Nowhere*, p. 59.
[2] *Ibid.*, p. 66.

de ses compagnons, qui synthétise toute la poésie du monde et où réside une parcelle d'éternité.[1]

L'auteur habite, en même temps qu'il l'explore, ce pays de " Nulle Part ". Différent en cela de l'Hythloday de More, que les hasards ont fait aborder dans une île gouvernée selon les règles de la plus rigoureuse vertu, mais où il est bien entendu que nous ne saurions trouver place, Morris rencontre dans sa terre de rêve des aspects familiers et de chaudes sympathies. Sans doute les modes de pensée anciens l'empêchent-ils parfois de jouir pleinement d'un état social dont le plus grand charme est peut-être qu'il s'ignore lui-même. Cette vie nouvelle, il a peine à en dégager l'esprit, enveloppé qu'il est encore " des préjugés, des angoisses, du manque de foi de nos temps de doute et de lutte ".[2] Néanmoins, dès que ses premières curiosités se trouvent satisfaites, et tant que d'autres ne se sont pas éveillées, il participe sans effort à une existence qui ne peut lui être étrangère, puisqu'elle ne fait que développer, que magnifier, au détriment de tout sentiment factice, ce qu'il y a en lui de plus purement humain.

VII

Ces personnages, que caractérise leur splendide individualité, doivent pourtant, s'ils veulent vivre, réagir les uns sur les autres, réagir aussi sur le monde qui les entoure. L'œuvre de William Morris nous offre le spectacle d'êtres se libérant de la plupart des nécessités qui, de tout temps, les avaient opprimés. Certaines demeurent pourtant, inéluctables. En supposant même que tout rapport de dépendance entre les hommes ait disparu et que les institutions aient dépouillé leur caractère artificiel, il n'en reste pas moins vrai, qu'à moins de revenir à cet état hypothétique de nature où chacun pouvait suffire lui-même à ses premiers besoins et où les rapports des sexes n'étaient que promiscuité, certains principes d'action doivent prévaloir si la vie ne se borne pas à être contemplative. Remarquons, d'ailleurs, que jamais Morris n'a l'idée de préconiser un retour en arrière. La civilisation de " Nulle Part " doit

[1] " She led me up close to the house, and laid her shapely sun-browned hand and arm on the lichened wall as if to embrace it, and cried out : " O me ! O me ! How I love the earth, and the seasons, and weather, and all things that deal with it, and all that grows out of it,—as this has done ! " *News from Nowhere*, p. 227.

[2] *Ibid.*, p. 237.

être plus parfaite que la nôtre, ses habitants plus raffinés. Si l'on peut sacrifier certains côtés pratiques, mais moralement condamnables de l'existence actuelle, il faut pourtant que la vie future témoigne d'une avance générale. L'auteur pose comme postulat qu'une Révolution, causée par les méfaits et les contradictions de l'ordre capitaliste, a fait à jamais disparaître la division de la société en classes. Mais son roman n'est pas la description d'un temps d'arrêt dans l'histoire de l'humanité, ni de l'étape qui précède une reconstruction générale, et pendant laquelle la joie qui résulte de la liberté recouvrée fait que l'on oublie de songer à l'usage que l'on en fera. La faiblesse et la force du livre de Morris viennent de ce qu'il nous représente un état définitif. Le monde s'est ressaisi. Un esprit nouveau l'anime. C'est cette transposition, et non pas un progrès matériel et organique, qui apporte la solution de la question sociale. Sans elle tout n'est qu'expédient. Réalisée, elle sous-entend au contraire tout le reste. Et si Morris s'est attardé dans la peinture des couples harmonieux qui frappent en cadence de leurs rames les eaux de la Tamise et se laissent ravir par les sites verdoyants qui se déroulent à leurs yeux, c'est qu'ils symbolisent l'esprit nouveau, que leur activité spontanée, leur émerveillement nous donnent la clé de l'énigme, nous apprennent comment l'homme est incité à produire, qu'il s'agisse des opérations les plus hautes ou des plus humbles.

" L'esprit des jours nouveaux, écrit Morris, c'est le plaisir que l'on prend à la vie du monde, c'est un amour intense et presque présomptueux de l'écorce et de la surface de cette terre sur laquelle l'homme habite, tel que celui de l'amant pour la chair exquise de la femme qu'il aime. "[1] Et ailleurs : " Le bonheur a été obtenu par l'absence de toute coercition artificielle, par la liberté pour chacun de faire ce qu'il peut faire le mieux, et par la connaissance des produits du travail dont nous avions réellement besoin. "[2] Le Socialisme est à la fois, pour Morris, le régime qui découle d'un tel état et celui qui l'assure.

Et pourtant, qu'a-t-il de commun avec celui que, politiquement et économiquement, par une action permanente et graduée du milieu sur la créature, l'évolution à laquelle nous assistons tend à instaurer ? Morris ne rejoint-il pas, dès que de la critique il passe à la construction, ceux-là mêmes contre lesquels il s'était dressé ? Son

[1] *News from Nowhere*, p. 147.
[2] *Ibid.*, p. 102.

socialisme n'est-il pas le revers, plutôt que la négation, de l'individualisme contemporain ? Mais ce dernier terme est lui-même fertile en confusions. L'individualisme a été jusqu'ici considéré comme un moyen, alors qu'il devrait être une fin. Loin de synthétiser les procédés multiples et complexes par lesquels on peut assurer le perfectionnement de l'individu, il a dissocié les mobiles qui animent celui-ci, et sur un élément unique il a construit un système auquel il donne une application universelle, et auquel il soumet l'être même qu'il a précédemment mutilé. On peut aller, il est vrai, jusqu'à soutenir que Morris n'a point procédé différemment. De même que les économistes de l'école libérale font reposer le monde sur l'intérêt, il lui donne comme ressort la sympathie ou l'amour du plaisir. Dans un ordre matériel différent du nôtre, avec une éducation autre, avec un bouleversement ou même simplement une altération sensible de notre conception de l'utilité, rien ne permet d'affirmer que le second sentiment ne l'emporterait pas sur le premier. Morris est donc individualiste, dans le sens présent et étroit du mot, en tant qu'il spécule, non sur une multitude de tendances, incommensurables, contradictoires, mais sur celle d'entre elles qu'il juge prépondérante dans la nature humaine. A ce point de vue, si son œuvre peut être à bon droit critiquée par un écrivain tel que Mr Wells, qui ne procède jamais par des simplifications de même genre, en revanche elle ne saurait être logiquement attaquée par les libéraux. [1]

[1] Voir dans le *Journal des Economistes* (numéro du 15 mai 1909) la critique par M. Yves Guyot de notre travail sur *L'Idée Socialiste chez William Morris*. M. Yves Guyot oublie que les conceptions économiques de William Morris sont subordonnées à sa conception intuitive et imaginative de la vie. En les considérant isolément et en les soumettant à l'épreuve d'un examen inspiré par un robuste bon sens, M. Yves Guyot remporte vraiment une victoire trop facile. Peut-être aussi procède-t-il avec quelque hâte quand il étend sa condamnation un peu dédaigneuse du poète des *Nouvelles de Nulle Part* au Socialisme tout entier. Il sait fort bien que l'on ne retrouve guère, dans le socialisme anglais contemporain, cette insouciance des nécessités immédiates, et qu'une adaptation prudente des doctrines aux faits est de règle pour tous ceux qui n'ont pas de l'avenir une vision aussi directe et aussi absolue que celle de Morris. M. Yves Guyot a, d'ailleurs, certainement conscience qu'il y aurait quelque danger pour une cause à ce que tous ses partisans maintinsent dans un état de pureté parfaite la théorie qui les inspire. Il y a longtemps que "l'individualisme" serait mort en France si des économistes et des hommes politiques libéraux, que M. Yves Guyot n'ose pourtant renier, ne s'étaient, lorsque les intérêts qu'ils servaient se trouvaient menacés, laissé faire une douce violence (notamment lorsqu'il s'est agi de questions douanières et syndicales). C'est, il est vrai, l'honneur de M. Yves Guyot lui-même d'être resté sur ses premières positions. Malheureusement ses théories, en contradiction évidente

Mais la conception de Morris a justement sur l'individualisme, tel qu'il s'est présenté à nous jusqu'ici, l'avantage d'être une fin en même temps qu'un moyen. L'individualisme n'est sous sa forme abstraite qu'un essai de mécanique sociale, qu'un système purement quantitatif qui fait mouvoir, se heurter, se repousser des forces-intérêts d'inégale importance. L'individu contribue, certes, au mouvement de l'ensemble, il y concourt même spontanément, mais cette spontanéité n'existe que dans sa réponse à une demande *extérieure*, elle ne provient jamais d'une impulsion ayant sa source première dans des désirs nombreux. Il ne fait pas ce que ses penchants naturels l'entraîneraient à faire, mais ce que le besoin social exige le plus impérieusement ; et, sans doute, en obéissant à ce dernier, obtient-il la récompense la plus élevée ; mais, néanmoins, une dualité subsiste en lui. Il y a, si son développement moral et son éducation ont été poussés assez loin pour éveiller chez lui une certaine conscience, lutte entre ce que l'école libérale appelle l'intérêt personnel, c'est-à-dire la volonté d'obtenir la rémunération la plus haute de son effort, laquelle est déterminée par l'utilité sociale du produit, et le désir de se consacrer à la tâche qui, pour lui, pourrait constituer une jouissance véritable. Dès que la première triomphe, la continuité et la progression même de la production se trouvent assurées, mais l'activité humaine n'est plus l'émanation d'une force de rayonnement interne ; elle n'est que le résultat d'un calcul dont tous les éléments lui sont fournis par autrui. Sans même tenir compte de la sujétion des plus faibles aux plus forts qu'un régime de concurrence absolue peut entraîner, l'effet de l'individualisme est de détruire l'*unité* parfaite de l'être humain. Contre ce résultat l'on peut réagir en développant parallèlement la notion abstraite de l'intérêt personnel et les penchants altruistes, en rendant consciente, voulue, la contribution au bonheur collectif. Mais cette position n'est point celle qu'adopte William Morris. Il a prétendu réaliser un état d'où non seulement toute contrainte a disparu, mais où chacun ne trouve *qu'en soi-même* des raisons d'agir et où, en même temps, les besoins généraux reçoivent satisfaction. Pour parvenir à ce but, aucun sacrifice ne lui coûte: les institutions, œuvre patiente de vingt siècles de civilisation, ne pèsent que bien peu dans l'autre plateau de la balance.

avec l'évolution présente, ne sont pas assez imaginatives pour paraître tout à fait déraisonnables. Il garde cet avantage, si c'en est un, sur Morris. N'en eût-il pas été ainsi, qu'il nous eût certainement offert un *Roman de l'Individualisme*, aussi attachant et aussi impraticable que les *Nouvelles de Nulle Part*.

Comment l'esprit nouveau a-t-il germé et a-t-il finalement triomphé? Une Révolution, que Morris nous décrit avec une puissante vision dramatique, a fait table rase de ce que l'on est convenu d'appeler "l'ordre capitaliste". Dans le désarroi général qui succède, on perçoit, d'abord difficilement, puis de plus en plus nettement, que la disparition de la tyrannie d'une classe envers l'autre va laisser percer une fleur qui, depuis longtemps, gisait desséchée au cœur des hommes. Quoique les circonstances soient devenues favorables, ce n'est pourtant que timidement qu'elle se fait jour. "Ceux qui avaient été pauvres autrefois ne se faisaient qu'une idée très vague du vrai plaisir de la vie. Ils ne demandaient pas assez et ne savaient comment demander assez au nouvel état de choses."[1] Heureusement la Révolution a détruit presque toutes les richesses matérielles et, tout d'abord, les nécessités de l'existence servent de stimulant. Mais bientôt l'espoir renaît, l'humanité se sent caressée par un souffle printanier ; une jeunesse adorable baigne les corps et les âmes. Pour la première fois, chacun éprouve à la vue de ce qui l'entoure une surprise et un émerveillement. Et comment alors les modes anciens de pensée ne s'évanouiraient-ils pas aussi ? Tous, sauf celui qui maintenant va prévaloir, ont été épuisés. "Une critique incessante, une curiosité sans bornes dans la recherche des coutumes et des pensées des hommes, tel était le tour d'esprit des anciens Grecs, pour lesquels il y avait là non pas tant un moyen qu'une fin ; tout cela avait à tout jamais disparu ; il n'en restait en particulier aucune trace dans la soi-disant science du dix-neuvième siècle, qui était, en somme, un simple accessoire du système commercial."[2] De même perdent leur sens ces principes abstraits qui eurent si longtemps cours : "l'Amour du Prochain", "la Religion de l'Humanité", principes qui permettaient aux gens de bien concilier les leçons d'une morale élevée et la répulsion que leur inspiraient individuellement les êtres que leur devoir était d'aimer. Mais nous plaire au contact de nos semblables dans le monde que nous décrit Morris, c'est simplement satisfaire notre aspiration vers la beauté; travailler pour eux serait peu de chose, mais même ce peu n'est pas exigé des habitants de "Nulle Part". C'est soi-même bien plus qu'autrui qu'on vise à satisfaire dans le travail. Parmi les objets jadis manufacturés, un grand nombre n'ont plus cours, entre autres les marchandises d'esclaves, dont se servaient les pauvres et celles, chères

[1] *News from Nowhere.*, p. 145.

[2] *Ibid.*, p. 147.

aux riches, qui impliquaient un gaspillage inouï de richesse. Toutes celles qui ont été conservées participent de ce que le dix-neuvième siècle intitulait l'art et qui maintenant n'est plus qu'un élément constitutif du travail.[1] " L'art, ou le plaisir dans le travail, comme on devrait l'appeler, déclare le vieil Hammond, a surgi presque spontanément d'une sorte d'instinct vivace dans le peuple, et qui le portait à tirer tout ce qu'il pouvait de l'ouvrage qu'il avait en main, à le faire le meilleur possible de son espèce ; et quand ceci eut duré pendant quelque temps, un désir de beauté sembla s'éveiller dans l'esprit des hommes et ils commencèrent à orner, grossièrement et maladroitement, les objets qu'ils faisaient ; et dès qu'ils se furent mis à ce travail, leur désir commença à gagner en intensité. Ce résultat fut facilité par la cessation du l'état de malpropreté auquel nos ancêtres immédiats s'étaient si froidement résignés et par la naissance d'une vie champêtre, remplie de loisirs, mais exempte de stupidité, qui (comme je vous l'ai dit auparavant) se généralisa parmi nous. Ainsi, à la fin, lentement et par degrés, nous prîmes plaisir à notre travail ; puis nous devîmes conscients de ce plaisir, nous le cultivâmes et nous veillâmes à ce que nous en eussions notre content. "[2]

La conséquence d'une telle conception, c'est que tous les travaux dans l'accomplissement desquels l'homme n'éprouve pas une sorte de volupté se trouvent en fait délaissés. Il est vrai que, par endroits, Morris déclare que dans le pays de " Nulle Part ", aucune tâche ne présente un caractère pénible. Toutes sont plaisantes, " soit parce qu'elles éveillent l'espoir d'un gain en honneur et en richesse, fournissant ainsi un stimulant agréable, même quand le travail lui-même ne l'est pas; ou bien parce qu'elles sont devenues une *habitude* agréable, comme c'est le cas pour ce qu'on peut appeler le travail mécanique ; et enfin (la plupart de nos travaux sont de cette espèce) parce qu'il y a dans le travail lui-même un plaisir sensuel et conscient, ce qui veut dire qu'il est fait par des artistes. "[3] Les besognes de force sont recherchées parce qu'elles fortifient les muscles, et pour preuve Morris nous présente une équipe de cantonniers, robustes disciples de Ruskin, qui, vêtus d'or et d'argent, mettent autant de passion à réparer la route qu'une équipe de canotiers d'Oxford en aurait mis autrefois à s'assurer la victoire dans la course tradition-

[1] Cf. Morris et Bax : *Socialism, its Growth and Outcome*, p. 301.

[2] *News from Nowhere.*, p. 150.

[3] *Ibid.*, p. 102.

nelle. Mais le renoncement à la plupart des résultats matériels de l'époque industrielle n'en est pas moins logique et évident. L'envahissement des villes par les champs et les bois en témoigne. A travers tout le livre, aucune usine ne flamboie dans la campagne, aucun moteur ne fait entendre sa trépidation. A peine signale-t-on sur la rivière quelque bateau qui se meut de lui-même, véritable jouet mécanique. Il semble que cette période d'arrêt *matériel* dans le progrès de l'humanité que John S. Mill avait prévue sans en être effrayé se soit ouverte, et que la Collectivité soit maintenant résolue à poursuivre des fins plus hautes. La disparition du machinisme est la conséquence de la condamnation de la division du travail. Mais il semble aussi qu'elle ait des raisons plus profondes. Si l'homme était jadis l'esclave de la machine, celle-ci devait à son tour subjuguer la nature. Et là était l'erreur fondamentale. Dans la poursuite de la fortune qui dominait la vie d'autrefois, dans l'absence de contact entre le produit et son auteur, chacun avait une tendance invincible à séparer la nature — c'est-à-dire le monde extérieur, animé et inanimé — de l'humanité. Mais dès l'instant où le travail apparaît, non plus comme une nécessité, mais comme la satisfaction d'un instinct, qu'il consiste pour chacun à imprimer sur la matière le sceau de sa fantaisie ou de son imagination, la collaboration intime de l'homme et de la nature devient nécessaire, et l'usage d'une force intermédiaire — en l'espèce la machine — ne peut que détruire notre jouissance.

Cette organisation de la production implique, en outre, un communisme complet d'une part, un quasi-anéantissement de la puissance publique de l'autre. Morris a d'autant moins reculé devant cette conséquence qu'elle est en même temps l'expression directe de son idéal. Pour lui la libération de l'homme n'est complète que quand il s'est définitivement affranchi du jeu de l'offre et de la demande, et que la valeur cesse de s'exprimer dans l'échange, pour incarner en quelque sorte le goût et les sympathies de l'auteur du produit. " La récompense du travail, c'est la récompense de la création. Ce sont les gages qu'obtient Dieu lui-même, comme on aurait pu dire autrefois ". En faut-il d'autres ? Demander à être rémunéré pour un tel labeur serait aussi étrange que d'exiger un salaire pour la procréation d'un enfant.

Cette volupté s'évanouirait si l'on était obligé d'exécuter un ouvrage commandé par un pouvoir supérieur — ce qui exclut la possibilité du Socialisme d'Etat — ou de se plier aux caprices de

cette force impalpable et lointaine : le marché. La vente et l'achat, l'échange lui-même, sont ignorés. Ils présupposent, en effet, l'existence d'une commune mesure ; celle-ci ne peut être l'utilité sociale, car une pareille abstraction n'influe pas sur le processus d'une production qui ne tient compte que des besoins, des désirs multiples et diversement combinés des individus qui en ont volontairement assumé la charge ; elle ne peut être non plus l'unité de travail, dont la fixation et la mise en pratique sous-entendent une décision souveraine ; d'ailleurs, même si cette commune mesure était spontanément découverte, son application ruinerait l'esprit qui prévaut dans " Nulle Part "; elle détournerait, en effet, l'attention des producteurs libres des objets dans lesquels s'exprime leur activité, pour la reporter sur leur *équivalent* monétaire ou matériel. Le problème redeviendrait quantitatif, et, imperceptiblement, l'influence de l'offre et de la demande se ferait de nouveau sentir. Par éliminations successives, on en est donc réduit à décider que chaque homme fera ce qu'il pourra faire le mieux et que lui-même sera juge de sa capacité. Et ne pouvant consommer tout ce qu'il produira, il mettra le surplus à la disposition de ses concitoyens, qui puiseront avec discrétion à cette masse commune; avec discrétion, car, déclare Morris, lorsque nous serons débarrassés de cette " peur de la faim qui hante le sauvage ", nous percevrons que le meilleur moyen d'éviter le gaspillage du travail serait de permettre à chacun de prendre à la réserve collective ce qu'il lui faut, nul n'ayant la tentation ni l'occasion de prendre plus qu'il n'aura besoin.

Mais, malgré tout, le défaut de coordination économique devient de plus en plus obsédant à mesure que l'on avance dans la lecture des *Nouvelles de Nulle Part*. Cette rançon, à laquelle Morris souscrit joyeusement en échange d'une transformation radicale de l'*esprit* du monde, nous sentons que, le voudrions-nous, elle ne peut être payée. A moins de ne voir dans la vie qu'un mirage flottant, il nous faut renoncer à supprimer les rapports qui surgissent pour les hommes dès qu'ils cherchent à sortir d'un état théoriquement autonome. Pourtant, il y aurait quelque injustice à faire porter sur cette partie de l'œuvre une critique rationnelle, à laquelle elle ne résisterait pas, et à différer jusque là notre jugement sur l'ensemble. Le communisme de Morris n'est pas un état lentement et patiemment élaboré, mais le corollaire d'un postulat antérieur qu'il a voulu maintenir dans ses conséquences extrêmes. Sur un principe unique, sans aucune autre ressource, il a voulu construire un monde qui éliminât l'égoïsme,

l'intérêt et la dépendance d'une classe envers l'autre. Son inspiration riche et généreuse se heurte, à mesure qu'il descend dans l'échelle des détails de la vie concrète, à des obstacles irritants d'abord, puis infranchissables. Mais c'est à sa source, et non dans ses ramifications, qu'il faut saisir cette œuvre d'imagination et de sensibilité.

Et pourtant Morris a voulu compléter ce qui aurait pu et aurait dû n'être qu'une ébauche ne faisant appel qu'aux seuls instincts, sans jamais éveiller la raison, que tant d'aspects magiques avaient plongée dans une douce torpeur. Son communisme, qui pourrait vivre comme tendance, est soumis par lui-même, comme s'il était une réalité, à l'épreuve d'une froide discussion. Morris admet bien qu'une prodigalité réelle dans l'usage des énergies pourra résulter de ce régime nouveau. Certains consacreront leurs forces et leurs talents à la réalisation d'une fantaisie d'une heure. Tel, alors que l'ouvrage sera rare et que les plus habiles se chargeront de la décoration des monuments publics, se consacrera à la sculpture des pipes.[1] Pourtant, une certaine harmonie existera entre la production et la consommation ; la cause en sera dans la volonté commune de ne créer aucun article inférieur, " si bien que les hommes produiront pour l'usage de leurs voisins comme s'ils produisaient pour eux-mêmes "[2], ou plutôt ils produiront pour eux-mêmes et abandonneront leurs produits à la Collectivité. Mais pour que cette concordance des goûts et des besoins puisse se produire, ou plutôt pour que leur écart puisse être aussi réduit que possible, pour qu'il n'y ait aucune difficulté à trouver un travail qui convienne au tour d'esprit de chacun, et pour que jamais, lorsque les travaux ne sont plus individuels, ceux qui y participent ne cessent d'y être directement intéressés, le cadre social, ou plutôt le groupement qui remplace ce cadre, doit se trouver infiniment restreint. Le gouvernement central, dont l'existence ne se justifierait d'ailleurs plus, à présent que la propriété privée — qu'il avait jadis pour mission de protéger ou de limiter dans ses excès — a cessé d'être, est donc annihilé. L'unité est la commune, ou paroisse (l'ancienne appellation ayant été conservée) ; l'Angleterre est une vaste fédération, et les seules questions sur lesquelles le " Mote " ou " Assemblée des Voisins " ait à se prononcer sont des questions de fait[3] : construction d'un pont, fixation de la date de la moisson, questions qui ne peuvent diviser les habitants d'une façon perma-

[1] *News from Nowhere*, p. 49.

[2] *Ibid.*, p. 107.

[3] *Ibid.*, p. 96.

nente, mais qui, néanmoins, en raison de leur caractère, exigent un accord des volontés. La majorité décide, si, dans les trois réunions qui précèdent, une discussion amicale et ne portant jamais sur des principes n'a pas mis tout le monde d'accord. La minorité n'est d'ailleurs nullement obligée de prendre part au travail commandé... Telle est la seule atteinte à l'absolue liberté de l'individu. [1]

VIII

Cette rupture du lien économique dans l'Utopie de Morris a sa répercussion sur toutes celles de nos institutions qui reposent sur la reconnaissance du droit de propriété privée, ou qui sont en grande partie conditionnées par elle. Par suite disparaissent tous les contrats que connaît notre droit et que sanctionnent nos lois, et avec eux les juges chargés d'en éclaircir le sens, les agents chargés d'en assurer l'exécution. Quant aux tribunaux criminels, eux aussi sont ignorés, car, d'une part, le vol et la fraude n'ont plus de raison d'être sous un régime communiste ; [2] et, de l'autre, les mobiles passionnels qui expliquaient tant de crimes, s'ils n'ont pas été complètement annihilés [3], ont perdu du moins beaucoup de leur force, à présent qu'une sympathie mutuelle domine les rapports des sexes, et a fait reculer l'ancienne idée que la femme était la propriété de l'homme.

Le mariage, union permanente, ne peut résulter que d'un accord de volontés ; il ne saurait plus être une association d'intérêts et, par là même, toute intervention de l'autorité, soit pour le nouer, soit pour en interrompre les effets, ne se comprendrait plus ; il est difficile de concevoir une cour de justice " faisant exécuter un contrat de passion ou de sentiment. " [4] Mais toute la gamme des émotions amoureuses, qui va de l'amour brûlant de la jeunesse à " l'aspiration raisonnable de l'homme fort et réfléchi à devenir l'ami le plus intime de quelque femme belle et sage, type de la beauté et de la splendeur du monde que nous aimons tant ", [5] permet à deux êtres également sincères de prolonger la joie qu'ils ont éprouvée à s'unir, et, si leur sympathie a cessé d'être réciproque ou de même nature, de tenter un autre essai...

[1] Cf. *Socialism, its Growth and Outcome*, pp. 281-283, 290-291.

[2] *News from Nowhere*, p. 89.

[3] *Ibid.*, p. 92.

[4] *Ibid.*, p. 62.

[5] *Ibid.*, p. 63.

D'ailleurs les désillusions que l'amour peut entraîner sont plus facilement supportées au pays de " Nulle Part " qu'elles ne le sont aujourd'hui. La vie, nous l'avons vu, est un contact permanent, une collaboration de tous les instants avec les forces de la nature, collaboration dans laquelle l'homme exerce toutes ses facultés, multiplie les causes d'intérêt et de plaisir ; l'individu cesse ainsi de se considérer comme le centre de tout, et en vient à trouver qu'il y aurait quelque folie à vouloir exagérer la portée d'une mortification sentimentale ou à prendre le monde entier à témoin de sa déconvenue. En outre, toute douleur conventionnelle, semblable à celles qui étaient jadis dictées par une sorte de code de l'honneur, se trouve bannie. La société a renoncé à juger la conduite de ses membres selon des règles invariables ; " plus de lit de Procuste pour étirer ou comprimer leur esprit et leur vie ; plus de ces excommunications hypocrites, que les gens étaient forcés de prononcer. "[1] Ainsi — étant admis que la Communauté décharge la femme de tous les fardeaux *artificiels* de la maternité — le problème sexuel perd de sa complexité, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'il entraîne des résultats irréparables.[2]

IX

Telles sont, dans leur essence, l'œuvre et la pensée socialistes de Morris. Mais notre étude, ainsi que toute autre plus large consacrée à l'action économique du même auteur, n'aurait qu'une médiocre portée si, faute d'un examen préalable, le lecteur traçait des limites absolues entre l'activité de l'homme public, l'imagination du poète, le tempérament de l'artiste.

Le Socialisme de Morris, qu'il soit critique ou constructif, n'est, nous l'avons vu, qu'une réaction vigoureuse des instincts sur les nécessités, des forces de sympathie sur l'égoïsme desséchant. Il naît de lui-même, conditionné seulement par la violence de sa révolte et la puissance de sa vision. Assez intuitif pour percevoir les tendances que les froides analyses des individualistes avaient laissées dans l'ombre, il manque néanmoins du pouvoir d'adaptation qu'il faudrait pour que leur juste valeur leur fût restituée. On ne peut donc dire qu'il ait prise sur les faits ; il les dépasse magnifiquement ou plutôt il se plaît à les façonner de telle sorte qu'ils ne démentent

[1] *News from Nowhere*, p. 64.
[2] Cf. *Socialism, its Growth and Outcome*, p. 299.

plus ce qu'il croit être la seule expression profonde de la vie : la joie en autrui et en l'œuvre accomplie. Seul le triomphe absolu de cet instinct, par lequel l'individu recouvre son unité, et qui met d'accord son intérêt particulier et l'intérêt général, peut assurer la venue d'un état au-delà duquel l'esprit se repose. Et, d'un bond, sans souci des railleries de ceux qui veulent juger avec l'âme du présent un avenir qu'ils sont trop faibles pour concevoir et dans lequel, quand d'autres l'ont conçu pour eux, ils ne veulent pas pénétrer, il a franchi tous les degrés qui séparent son rêve de notre condition actuelle. Son défaut est sans doute de croire que l'humanité peut ne pas tenir compte du passé, de *tout* le passé, et qu'elle peut reconstruire la vie sur des données nouvelles. Mais qui pourrait affirmer qu'il y ait là faiblesse de sa part ? Lui que le souci de l'œuvre immédiate, le besoin d'activité, tourmentaient au point que, dans les dernières années de sa vie, il fallait qu'il modelât ou pétrît sans cesse quelque chose entre ses doigts puissants, pourquoi aurait-il reculé devant cette besogne de patience, de correction continuelle, n'excluant pas la largeur des vues, qui est celle du Socialisme contemporain, s'il n'avait eu sans cesse devant les yeux le but qui si souvent échappe aux mieux intentionnés, à ceux dont l'attention laborieuse tend à se concentrer sur tel ou tel détail d'administration ? Personne ne méprisait moins que lui ce qu'il appelait le " mécanisme du socialisme ", et, s'il ne pouvait se plier à la discipline d'aucun corps, même quand elle était aussi bénigne que celle de la Société Fabienne, du moins, jusqu'au jour de sa mort, se dépensa-t-il sans compter pour tous les groupements qui faisaient appel à sa parole. Mais, malgré tout, il ne voulait voir dans les mesures qui commençaient à faire de la démocratie anglaise un ensemble plus organique, que de simples adoucissements, que des expédients nécessités par l'oppression présente, ou tout au plus que des moyens imaginés pour nous faire aborder à la terre nouvelle de l'égalité. " Mais le danger serait qu'on les considérât comme des fins en elles-mêmes. "[1] C'est pourquoi il fait flotter devant nous l'image de ces êtres jeunes et beaux, aux gestes souples, dans leur charmant dédain de ce que nous considérons comme d'inéluctables nécessités. La libération de plus en plus complète de l'individu, tel est le but du Socialisme. C'est peut-être à Morris que nous devons de ne pas oublier cette vérité, et, puisqu'il nous a laissé le choix des moyens, pourquoi son œuvre ne garderait-elle pas, en ce temps de

[1] *Communism*, p. 11.

labeur obstiné, tout son prix et toute sa fraîcheur première? Il me souvient qu'un jour, dans son "study", qui, de toute la largeur de ses baies, regarde la Tamise, Mr Bernard Shaw me livrait quelques-uns de ses souvenirs sur celui qu'il avait si bien connu et qu'il avait compris mieux que quiconque, sans doute parce qu'il lui ressemblait si peu ; nos regards, pendant un silence, se portèrent spontanément sur le célèbre portrait de Hollyer où, dans le désordre superbe de la barbe et de la chevelure, l'œil impérieux mais voilé de bonté, rêveur bien qu'affirmatif, l'auteur des *Nouvelles de Nulle Part* semble vouloir faire partager de vive force à chacun les pensées qui se déroulent en lui. Et la voix de Mr Shaw se fit soudain profonde : "C'est l'un des plus grands hommes de ce temps", laissa-t-il tomber.

CHAPITRE IX

LE SOCIALISME DE Mr G. BERNARD SHAW

I

Politique, économique ou littéraire, le Socialisme n'a pu vivre en Angleterre qu'en s'adaptant à l'âme anglaise. Générateur d'action, accaparant à son profit les cadres précédemment tracés, il stimule par ailleurs l'imagination. Il progresse aussi bien en vertu du rêve auquel il incite qu'en raison de l'effort quotidien qu'il préconise, de son habileté à tirer parti des chances de perméabilité que, dans leur croissance spontanée, lui offrent les groupements humains et les institutions. Il est à la fois esprit subtil, volonté grave d'organisation, force d'enthousiasme. Il naît des faits, pénètre les idées pour les diriger sans violence, se répand par mille canaux. Mais, de peur d'assigner à l'avance une limite à ses propres activités, il évite de trop bien se définir lui-même ; il a pour possibilités toutes celles de la vie contemporaine. Toujours en mouvement, grossi sans cesse de courants imprévus, il semble éviter la formule qui fige, et d'un système de pensée il ne garde que ce qu'il faut pour se reconnaître à ses propres yeux. Il part ainsi de l'âme anglaise pour réagir sur elle. Qu'il soit question de Trade Unionisme, de partis parlementaires, de politique fiscale, de services municipaux, il est, nous l'avons vu, coloré, déterminé, et par l'héritage du passé, et par les circonstances spéciales — alternatives de lutte et de développement harmonieux — qu'ont eu à traverser les classes dont l'ensemble constitue la société anglaise. Il n'a jamais été une victoire de l'*a priori*, mais un agencement — auquel certaines impulsions volontaires n'ont du reste pas peu contribué — des énergies nationales dans un certain ordre et dans une certaine direction.

Ceci compris, on s'explique facilement le succès de telles ou telles idées ou de telles ou telles institutions. On conçoit l'accep-

tation simultanée par l'opinion d'un Labour Party, couronnement politique de l'édifice séculaire du Trade-Unionisme, et des visions d'un William Morris, continuateur du mouvement de réaction idéaliste du milieu du XIX[e] siècle. Dans les deux cas, il s'agit de notions, de sentiments, d'instincts anglais. Le caractère britannique sympathise avec tout ce qui est création de l'imagination, mais il a aussi le goût des choses par où se manifeste la volonté tenace et patiente des individus ou des groupes d'affirmer et de maintenir leur personnalité. Jusqu'à un certain point aussi la mentalité anglaise se résigne aujourd'hui, bien plus, se décide, à recourir à la coordination réfléchie, elle qui jadis aimait à se fier, optimiste sans être fataliste, à la libre expansion de la vie. Mais ne faut-il pas toujours que, dans cette œuvre de réadaptation, tous les éléments soient fournis par la réalité, et, qui plus est, par une réalité en mouvement ? Bien que devenue plus consciente, l'âme anglaise ne garde-t-elle pas encore une répugnance invincible pour la critique qui se suffit à elle-même, qui arrête, ne fût-ce qu'un instant, la vie dans sa course ? Ne se refuse-t-elle pas à la dissection de l'organisme social, à l'examen, sur la table de marbre, sous un jour cru, des institutions, des rapports sociaux qu'elle avait jusqu'à présent considérés comme essentiels, mais qu'elle s'était refusée à percevoir dans leur essence, à séparer du tout, à juger en soi, indépendamment de leurs effets et de leurs causes, en dehors des sentiments et des respects traditionnels ?... S'il faut que le Socialisme, essai général de reconstruction, refonde sur un plan et d'après des données nouvelles les rapports économiques et moraux, qu'il se livre, dans sa période préliminaire, à cette calme et cruelle analyse, l'âme anglaise pourra-t-elle sans faiblir, sans se reprendre, supporter l'épreuve ? En un mot, l'Angleterre d'aujourd'hui devra-t-elle, avant de passer au Socialisme, se résigner à se remettre elle-même en question ? Mais tout porte à croire que ce temps de pause restera ignoré d'elle. La vie refusera, souple et fuyante, de suspendre son cours au profit de l'analyse et nulle critique ne pourra profondément émouvoir nos voisins si elle n'apporte pas en même temps une solution.

II

C'est pourquoi l'œuvre de Mr Bernard Shaw, bien qu'elle ait éclairé plus d'un replis du tempérament anglais, ne peut être

considérée comme une émanation *directe et spontanée* du sol britannique. Elle ne provient pas, comme l'œuvre de Carlyle ou de Ruskin, d'un sursaut de conscience, d'une protestation véhémente de certaines idées innées, constitutives de l'esprit national, froissées par la marche des faits. D'autre part, elle n'est pas, comme celle d'un Morris, une revanche du rêve. Par contre, elle n'est pas non plus une étude amusée et désintéressée de l'Angleterre moderne, effectuée du dehors. Elle n'est pas un reflet de la vie anglaise dans un cerveau que ses habitudes et ses tendances auraient fait étranger.

Mais, pour la première fois, elle est de la vie anglaise qui se voit vivre, qui veut chercher une explication d'elle-même, qui cesse de se fier au traditionnel : " It works well ". De là sa nouveauté, de là le malaise qu'elle peut engendrer dans le milieu ambiant, et aussi l'intérêt social qu'elle prend pour nous. Pour la tâche de reconstruction socialiste, elle est le minutieux inventaire de tous les éléments sur lesquels nous pouvons compter, de ceux aussi qui nous échappent. Sans doute, parmi la diversité des procédés auxquels recourt Mr Shaw dans sa production dramatique et économique, en est-il de psychologiquement sujets à caution. Il y a chez lui des hardiesses qui sont moins légitimées par une vision profonde et neuve, que par un désir de brusquer le spectateur ou le lecteur. Dans le défi qu'il lance à la routine et à l'inconscient, l'auteur — là surtout où l'opinion moyenne est demeurée unanime et inébranlable — n'a souvent comme ressource que d'exagérer volontairement les contrastes et les contradictions. Mais, dans l'ensemble, c'est en l'art de faire jouer à nu le mécanisme social anglais, de montrer combien est absurde la confiance qu'un grand peuple met encore en lui, qu'excelle Mr Bernard Shaw. Il y a chez cet auteur un demi-rationalisme qui, par instants, dépasse la phase de la pure critique, mais qui souvent aussi faiblit et se mue en fantaisie lorsque approche l'heure de la solution.

Rendre la vie consciente d'elle-même, la faire se dominer, tel est le fond de la philosophie de Mr Shaw. Ce désir inspire tous ses écrits. Il est clairement exprimé dans l'un d'entre eux. Le Don Juan de *Homme et Surhomme* est le porte-parole de la doctrine shawienne. Le contraste entre la vie, perpétuelle recherche, perpétuel besoin de connaissance, et la simple poursuite du bonheur, composé d'illusions et de sentimentalité, c'est pour Don Juan le contraste entre le ciel et l'enfer. Aussi n'est-il point surprenant que la plupart des âmes que

notre éthique terrestre a classées comme vertueuses se rencontrent dans le second. C'est la demeure qui sied au Commandeur et à Dona Anna, mais non au héros. C'est la maison de l'Irréel, différente du ciel, qui est la maison des maîtres de la réalité, et de la terre qui est celle de ses esclaves. Sur la terre, les hommes et les femmes jouent aux saints et aux pécheurs, aux vaillants et aux forts, mais, du moins, ils dépendent de leur corps, de la faim, de la soif, de l'âge et de la maladie. Ils doivent s'alimenter, mourir et engendrer. La science, la religion n'ont qu'un but : faire de l'homme un animal sain. Mais en enfer ces nécessités disparaissent; on y est incorporel, sans âge, esprit, convention ; on peut y appeler " Beauté les apparences, Amour les émotions, Héroïsme ses sentiments, Vertus ses aspirations ", sans risquer de se voir infliger par les faits un ironique démenti.[1] Certes, ces mêmes joies sont absentes du ciel. Mais là, du moins, on cherche à " aider la vie dans sa lutte pour s'élever. Songez à quel point elle se gâche et s'éparpille, songez au nombre d'obstacles qu'elle dresse devant elle-même, songez à quel point elle se détruit dans son ignorance et son aveuglement. Elle a besoin d'un cerveau, cette force irrésistible, de peur que, dans son ignorance, elle ne se résiste à elle-même. "[2] Par exemple, notre imagination n'est-elle pas résolue à mourir d'inanition plutôt que de contempler en face les réalités qui s'offrent à chacun dans la misère et dans le travail ? Ne la voit-on pas appeler génie l'individu qui fait profession de les ignorer ? Qui donc pourrait douter que c'est seulement dans une compréhension plus large et plus vigoureuse que l'homme trouve sa raison d'être, de continuer à être ? Des choses, des créatures incommensurablement plus puissantes que lui, fossiles, grands animaux antédiluviens, ont péri parce qu'elles étaient " des magnificences sans cerveau ", parce qu'elles étaient incapables de se fixer et de poursuivre un but.[3] Mais ce ne sont là que des échecs

[1] *Man and Superman*, pp. 103-104.

[2] *Ibid.*, p. 105.

[3] THE DEVIL : And a pretty kettle of fish they make of it between them. Did I not say, when I was arranging that affair of Faust's, that all Man's reason has done for him is to make him beastlier than any beast. One splendid body is worth the brains of a hundred dyspeptic, flatulent philosophers.

DON JUAN : You forget the brainless magnificence of body has been tried. Things immeasurably greater than man in every respect but brain have existed and perished. The megatherium, the icthyosaurus have paced the earth with seven-league steps and hidden the day with cloud-vast wings. Where are they now ? Fossils in museums, and so few and imperfect at that, that a knuckle bone

partiels, momentanés de la vie, qui, pour s'organiser elle-même, est en mesure d'effectuer des expériences multiples. En outre, nous devons convenir que la vie "n'a pas mesuré le succès de ses tentatives pour atteindre à la divinité, à l'omnipotence, à l'omniscience et à l'infaillibilité d'après la beauté ou la perfection corporelle des résultats, puisque, sous ces deux rapports, les oiseaux, ainsi que notre ami Aristophane nous l'a depuis longtemps indiqué, sont si extraordinairement supérieurs par leur pouvoir de voler, par leur charmant plumage et, peut-on ajouter, par la poésie touchante de leurs amours et de leurs nids, qu'il est inconcevable que la vie, si elle a vraiment l'amour et la beauté pour but, se soit lancée dans une autre voie après les avoir créés, et ait travaillé à l'éléphant grossier et au singe hideux dont nous sommes les petits-enfants." [1] Non, sa fin suprême, son objet chéri, c'est la création d'un cerveau, d'un organe par lequel elle atteindra non seulement à la conscience, mais à la compréhension d'elle-même. [2] La vie, sous ses formes les plus hautes, et en dehors de toute morale factice, cherche donc à être, non jouissance, mais compréhension. Or, de cela la masse n'a cure; comme la Statue du Commandeur, elle a découvert par expérience que "les plaisirs ne souffrent pas qu'on y pense" [3], qu'il suffit de les goûter pour savoir *pourquoi* on les goûte. Et cependant pour la vie "la force qui est derrière l'homme, l'intellect, est une nécessité, parce que sans cette force elle meurt de ses bévues. Tout comme, après des siècles de lutte, elle a développé ce merveilleux organe corporel qu'est l'œil, afin que l'organisme vivant pût voir où il allait et quelles choses se présentaient à lui comme un secours ou comme une menace, et qu'il pût ainsi éviter les mille dangers qui autrefois le faisaient périr, de même aujourd'hui elle développe un œil de l'esprit qui verra, non pas le monde physique, mais le dessein même de la vie, et qui, par là, rendra l'individu

or a tooth of one of them is prized beyond the lives of a thousand soldiers. These things lived and wanted to live; but for lack of brains they did not know how to carry out their purpose, and so destroyed themselves." *Man and Superman*, Act. III, p. 106.

[1] *Ibid.*, p. 114.

[2] THE DEVIL: You conclude then, that life was driving at clumsiness and ugliness?

DON JUAN: No, perverse devil that you are, a thousand times no. Life was driving at brains—as its darling object: an organ by which it can attain not only self-consciousness but self-understanding." *Ibid.*

[3] *Ibid.*, p. 115.

capable de travailler à ce dessein, au lieu de le contrarier et de le déjouer en s'assignant, comme il le fait à présent, des fins étroites et personnelles. "[1] Ainsi, dans l'évolutionnisme qui est à la base des théories sociales de Mr Bernard Shaw, la sélection naturelle n'opère pas dans le sens d'une adaptation plus parfaite de l'organe aux conditions imposées par le milieu, mais par un éveil progressif de cet organe à une conscience intérieure. Le Surhomme, à la production duquel concourent toutes les forces d'amour, toutes les duperies de l'attraction sexuelle, n'est ni le plus beau, ni le plus fort de son espèce, mais l'incarnation de cette aspiration incessante et douloureuse de la vie "vers une organisation plus élevée, vers une conscience plus vaste, plus profonde, plus intense, vers une compréhension plus claire de soi-même". Et c'est parce que Satan a presque toujours réussi à détourner les humains de ce devoir suprême, parce qu'il a reporté leur attention sur leurs besoins passagers, parce qu'il leur a fait chérir les guérisseurs des âmes et des corps, qu'ils fussent femmes ou médecins, parce qu'il leur a fait accepter des religions qui proclament un Dieu et un Monde parfaits, alors que l'un et l'autre sont simplement en voie de perfectionnement, parce qu'il les a fait croire en la valeur absolue de l'Art et de la Beauté, c'est pour toutes ces raisons que le surnom de "Tentateur"[2] lui a été à juste titre octroyé. Mais Mr Shaw, socialiste et auteur dramatique, a fait vœu d'arracher l'Angleterre contemporaine aux griffes du Malin, en la forçant à reporter sur elle-même sa vision trop sûre du monde extérieur, en l'obligeant à être pensée après avoir été action.

III

Ce désir de perfectionnement intellectuel n'exclut pas, d'ailleurs, une sympathie réelle pour les instincts. Leur donner une satisfaction convenable, c'est permettre à la première phase de l'expansion légitime de l'être humain de s'accomplir. Il faudra donc, lorsque nous nous trouverons en présence d'une institution, et quel que soit le respect qui l'entoure, discerner jusqu'à quel point elle répond à une demande instinctive, jusqu'à quel point aussi elle peut être une perversion artificielle, tyrannique ou sentimentale de l'instinct. Cet effort d'analyse ou plutôt d'évaluation marquera le départ du

[1] *Man and Superman.*

[2] *Ibid.*, p. 130.

progrès vers la connaissance finale. Une société n'est moralement et économiquement susceptible de guérison qu'autant qu'elle sait considérer les maux dont souffrent ses membres, non pas sous une forme abstraite, non pas comme ayant leur origine dans une constitution défectueuse des mentalités ou des caractères, mais, au contraire, comme découlant d'une adaptation erronée, fortuite ou voulue, de ces derniers à des circonstances qui exigent d'eux trop ou trop peu.[1] Le pathétique en même temps que l'humour du drame shawien semblent justement provenir de la méprise constante où tombe la civilisation dans son essai de répartition des forces sociales, de la disproportion qui existe, non pas tant entre ses exigences et les capacités de l'ensemble, qu'entre les exigences et les capacités intimes et particulières qu'elle met face à face. C'est l'erreur dont se rend coupable le Pasteur Morell qui, au besoin de réalité de Candida, besoin muet mais passionné, ne donne comme aliment que des images ou des paroles qui sont, dans son existence conjugale, un reflet et une transposition de celles dont se sert en public son zèle de Socialiste Chrétien. C'est aussi, dans *L'autre Ile de John Bull*, l'erreur de Broadbent qui, au lieu de se consacrer à l'étude minutieuse, réaliste et patiente du malaise dont souffre l'Irlande, apporte avec lui la panacée de son Libéralisme gladstonien.

L'œuvre la plus urgente pour le réformateur est donc d'estimer ce que chaque homme peut socialement donner, et ce qu'il est aussi disposé à prendre. Or, se réclamant de Samuel Butler et prêchant à son tour l'évangile de Laodicée, Mr Bernard Shaw demande à ses contemporains d'être modérés dans la vertu comme dans le reste. Toute morale, toute économie qui, dans ses plans d'avenir, ne table pas sur une vertu moyenne, peut constituer le pire des périls. Ce n'est pas impunément que l'on tenterait de vivre au sommet de certaines montagnes. " Une vie passée en prières et en aumônes est aussi insensée qu'une vie passée à jurer et à détrousser autrui... Nous n'avons pas besoin d'hommes bons et d'hommes mauvais, pas plus que nous n'avons besoin de géants et de nains. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une haute qualité pour notre moyenne. "[2]

[1] " Every practicable man (and woman) is a potential scoundrel and a potential good citizen. What a man is depends on his character ; but what he does, and what we think of what he does, depends on his circumstances. The characteristics that ruin a man in one class make him eminent in another. " *Major Barbara*, Pref., p. 174.

[2] *Getting Married*, Pref., p. 127.

Il faut d'abord admettre la légitimité pour l'être humain du " vouloir-vivre " ; celui-ci est le fondement d'une saine conception économique ; il exprime non seulement la volonté qu'a l'individu de se maintenir, mais le dessein que chacun nourrit d'accroître sa puissance, en un mot de s'enrichir. S'enrichir ! Telle est l'aspiration générale qui alimente toutes les doctrines. Elle est à la base du vigoureux individualisme de 1830 ; elle contient le secret de la force de rayonnement du socialisme contemporain. Et c'est pourquoi des hommes fortunés ou des aristocrates — comme Ruskin, Morris ou Kropotkine — qui n'ont pas su découvrir cette vérité simple et robuste, n'ont pas eu une influence proportionnelle à leur talent. Leurs appétits sociaux étaient énormes, et leurs appétits personnels particulièrement délicats. " De belles maisons ne les satisfont pas, il leur faut de belles cités. Il ne leur suffit point d'avoir des femmes couvertes de diamants et des filles pleines de santé ; ils se plaignent de ce que la femme de ménage est mal habillée, de ce que la blanchisseuse sent le gin, de ce que la couturière est anémique, de ce que tout homme qu'ils rencontrent n'est pas un ami, toute femme une créature de roman. " Les modèles commerciaux dont se contente le vulgaire, l'architecture, l'ameublement dont il fait cas, les rebutent. Ils demandent aux pauvres de se révolter et, devant leur apathie en face des aspects qu'eux-mêmes condamnent, ils n'ont pour la condition actuelle du prolétariat que des paroles d'amertume et de dérision. [1] Mais ils devraient s'apercevoir que leurs attaques contre la Société manquent de simplicité. " Les pauvres ne partagent pas leurs goûts, ni ne comprennent leurs critiques d'art. Ils ne désirent ni une vie simple, ni une vie esthétique ; bien au contraire, ils désirent très vivement se rouler parmi toutes les vulgarités coûteuses, dont les âmes d'élite, parmi les riches, se détournent avec dégoût. C'est par la satiété et non par l'abstinence qu'ils seront guéris de leur appétit pour toutes ces douceurs malsaines. Ce qu'ils détestent, ce qu'ils méprisent, ce dont ils ont honte, c'est la pauvreté. Il est sot de leur demander de prendre parti pour le Chaucer de la Kelmscott Press contre le Numéro de Noël des *Nouvelles de Londres Illustrées ;* des deux, ils préfèrent les *Nouvelles.* Le contraste entre la chemise et le col empesés, sales et bon marché d'un courtier de Bourse, et la chemise bleue, relativement coûteuse et soigneusement teinte, que portait William Morris, est un contraste si déshonorant à

[1] *Major Barbara*, Pref., p. 159.

leurs yeux pour Morris que, s'ils avaient à combattre pour l'une ou l'autre cause, ils prendraient la défense de l'empois. "[1] Le peuple n'a nulle envie de mener l'existence des hommes de génie. Mais il a besoin d'argent. En art, en politique, ses opinions peuvent être flottantes, mais il est sûr " de préférer toujours cinq cents livres à cinq cents shellings. "[2] Et cet instinct profond est aussi pour Mr Shaw un instinct juste, que dis-je ! il est le seul juste. La considération universelle que les hommes ont pour l'argent est l'unique fait de notre civilisation qui puisse nous donner quelque espoir, l'unique partie saine de la conscience sociale. C'est que l'argent représente l'honneur, la générosité et la beauté, aussi visiblement que l'absence de tout bien représente la maladie, la faiblesse, la honte, la bassesse et la laideur. La moindre de ses vertus n'est-elle pas d'ailleurs qu'il détruit les individus qui le possèdent quand ils sont méprisables, et qu'il fait ressortir au contraire les caractères vraiment nobles ? " Le premier devoir d'un citoyen est donc d'insister pour obtenir de l'argent dans des conditions raisonnables ; et cette demande n'est pas exaucée lorsqu'on donne à quatre hommes trois shellings par homme pour une corvée de dix ou douze heures, et à un autre mille livres pour ne rien faire. Ce dont une nation a besoin avant tout, ce n'est pas d'une morale meilleure, de pain moins cher, de tempérance; de liberté, de culture, de rédemption pour nos sœurs tombées et pour nos frères égarés... mais simplement de plus d'argent. Et le mal qu'il faut attaquer, ce n'est ni le péché, ni l'avidité, ni la prêtrise, ni la royauté, ni la démagogie, ni le monopole, ni l'ignorance, ni la boisson, ni la peste, ni aucun de ces boucs émissaires que les réformateurs sacrifient, mais simplement la pauvreté. "[3]

La pauvreté, telle est donc la racine du mal social. Elle est nuisible en elle-même, parce qu'elle implique la suppression violente, implacable, de l'instinct primordial qui pousse la vie à s'épanouir, à étendre ses prises sur l'univers extérieur, nuisible aussi dans ses fruits, dans les organismes débiles qu'elle engendre en même temps que les vices sociaux : la lâcheté, la cruauté, l'hypocrisie, l'imbécillité politique, la dégradation du travail national et l'abaissement de ses prix.[4]

[1] *Major Barbara*, Pref., p. 159.

[2] *Ibid.*, p. 160.

[3] *Ibid.*, p. 161.

[4] *Ibid.*, p. 156. Cf. la scène entre Barbara, Undershaft, le constructeur millionnaire d'engins de guerre et Shirley, l'ouvrier sans travail. BARBARA : Sorry,

C'est elle que les Pouvoirs Publics doivent traquer avec une énergie plus grande que le crime, car ne saisit-on pas qu'il y a infiniment plus de danger à laisser survivre le pauvre, avec son droit de se multiplier, qu'à laisser échapper le bandit et l'incendiaire qui, de toute façon, qu'ils restent ou non en liberté, seront placés après leur crime dans un état d'isolement complet? Ne croit-on pas, ajoute Mr Shaw, que notre civilisation gagnerait à ce que toutes les prisons s'ouvrissent et à ce que simultanément on mît à mort, sans souffrances mais inexorablement, tout adulte ne jouissant pas d'un revenu suffisant, tandis que tout enfant négligé par ceux qui en ont la charge serait nourri et habillé de vive force par la Collectivité? Déjà la législation semble s'être, d'une part en instituant un Salaire Minimum pour certaines industries, de l'autre en créant des retraites pour la vieillesse, ralliée à une telle conception. Mais Mr Shaw proclame l'insuffisance de ces mesures et, avec une pointe d'humour, déclare que l'idée suggérée par Mr Cobden Sanderson d'instituer des "Pensions Universelles pour la Vie", avec obligation pour l'individu de faire rentrer l'Etat dans ses débours, n'est point complètement dépourvue de bon sens.

Ainsi la théorie du droit au travail -- dans laquelle revit un peu, quoiqu'elle n'ait pas influencé Mr Shaw, celle de Victor Considérant sur le garantisme social — ou plutôt la théorie du droit à la richesse, est la base solide sur laquelle l'écrivain anglais fait reposer sa doctrine socialiste. Le Socialisme n'est pas pour lui la correction d'une injustice, l'établissement d'un régime qui permettrait au travailleur de récupérer la plus-value dont le capital l'a dépouillé. Il n'est ni un concept ni un système. Il est simplement le milieu favorable aux légitimes expansions de la vitalité humaine ; il reconnaît et laisse s'affirmer des tendances à la fois psychologiques et physiologiques ; mais, à l'opposé de celui qu'avait imaginé Morris, c'est un milieu actif et à la rigueur tyrannique, où l'on ne s'illusionne pas sur la valeur des instincts altruistes et esthétiques, où l'on tient

I am sure. By the way, papa, what is your religion—in case I have to introduce you again?—UNDERSHAFT : My religion? Well ; my dear ; I am a Millionaire. That is my religion.—BARBARA : Then I'm afraid you and Mr Shirley wont be able to comfort one another after all. You are not a Millionaire, are you, Peter? —SHIRLEY : No and proud of it.—UNDERSHAFT : (*gravely*) Poverty, my friend, is not a thing to be proud of.—SHIRLEY (*Angrily*) : Who made your millions for you? Me and my like. Whats kep us poor? Keepin you rich. I wouldnt have your conscience, not for all your income.—UNDERSHAFT : I wouldnt have your income, not for all your conscience, Mr Shirley." p. 227.

compte au contraire des instincts d'accroissement et, après que ceux-ci ont été partiellement satisfaits, de la volonté de perfectionnement corporel et mental latente en chaque individu ; mais où l'on est peu disposé à croire, ainsi que le Libéralisme y était porté, que du libre jeu des intérêts et des volontés puisse naître une harmonie parfaite.

Notre Société, toute chaotique qu'elle apparaisse à qui l'envisage avec une calme ironie, est d'ailleurs unanime à reconnaître le bien-fondé du désir général d'enrichissement ; elle accueille le succès et elle lui rend hommage ; la vertu à laquelle elle a cru pouvoir atteindre, les systèmes de morale qu'elle a péniblement engendrés, s'humilient devant lui. Elle lui demande seulement d'être définitif et indéniable. Elle sourit, et elle a raison, aux millionnaires qui, sans scrupules et sans pitié, " dispensent la mort et l'esclavage à leurs concurrents et à leurs employés " [1] et ont certainement surpassé, dans leurs débuts, en crimes et en forfaits, les pirates de haute mer d'autrefois. Il y a, de sa part, non seulement pardon, mais idolâtrie. Et, résultat merveilleux, le coupable de jadis " commence à s'idolâtrer lui-même, à se respecter, à mener une vie digne du traitement qu'il reçoit. Il prêche des sermons, il écrit des livres pleins des conseils les plus édifiants à l'usage des jeunes gens, et il se persuade réellement qu'il a réussi en suivant ses propres conseils ; il dote des œuvres d'éducation ; il vient en aide aux fondations charitables ; il meurt finalement en odeur de sainteté, laissant un testament qui est un monument d'esprit civique et de générosité. Et tout ceci sans aucun changement dans son caractère. " [2] D'ailleurs ne nous offusquons pas ; c'est lorsqu'elle loue le succès que la Société est sincère ; c'est lorsqu'elle le blâme ou qu'elle se méfie de lui qu'elle est hypocrite. De même ses religions sont sages lorsqu'elles s'alimentent d'offrandes sur l'origine desquelles un doute pourrait pourtant peser. Un prêtre ne peut se résigner à refuser l'argent de tout le monde, sauf celui de vieilles dames aux douces manières, vivant de leur revenu ; encore faudrait-il suivre ledit revenu jusqu'à ses sources, et ces dernières seraient souvent rien moins que limpides. L'homme d'Eglise a beau faire, il faut " qu'il prenne sa part des péchés du monde, ou qu'il s'en aille dans une autre planète, ou qu'il sauve l'honneur du monde

[1] *Major Barbara*. Pref., p. 173.
[2] *Ibid*. Pref., p. 173.

s'il veut sauver son propre honneur. "[1] L'hypocrisie de l'Angleterre moderne vient donc, non de ce que, à tous les degrés, elle accepte de faire participer ses œuvres de réforme à l'attribution de tant de richesses illicites, mais de ce qu'elle ferme les yeux à l'infamie des conditions sociales qui permettent que de telles richesses soient créées. Dans l'état présent, on peut dire qu'il n'y a pas un penny dans la masse de rentes, d'intérêts et de profits composant la fortune nationale " qui ne soit aussi inexorablement lié au crime, à la boisson, à la prostitution et à la maladie, qu'à l'esprit d'entreprise et à la probité commerciale. L'idée que l'on peut marquer certaines pièces comme contaminées n'est qu'une superstition individualiste."[2] Mr Shaw n'approuve donc pas Barbara, la jeune néophyte de l'armée du Salut, qui refuse l'obole de Bodger, le distillateur, et celle d'Undershaft, son propre père, le fabricant d'explosifs, mais bien Mrs Baines, lorsque celle-ci tend la main en louant la Sagesse Infinie qui permet à des choses, en elles-mêmes condamnables, de connaître une destination bénie.[3] Coupable, le monde ne l'est pas non plus quand il donne son respect et son admiration aux Bodger et aux Undershaft ; il est normal qu'il aille aux vainqueurs, et notre organisation économique est telle que la victoire ne peut appartenir qu'à des hommes du calibre de ceux que nous venons de nommer. Ce n'est donc pas à ces derniers qu'il faut nous attaquer, mais à l'organisation qui prive le plus grand nombre d'une part légitime de la richesse publique, et qui décrète que la palme du succès ne peut être conquise que par l'exercice de capacités anti-sociales.

Le Socialisme de Mr Shaw n'a, par conséquent, aucune colère, aucune protestation généreuse et indignée contre les empiétements des individus. Il proclame que ces derniers n'ont fait que profiter de ce que les circonstances leur ont offert. Ils ne sont ni des criminels, ni des spoliateurs, mais simplement des gens actifs qui, très honnêtement et de bonne foi, se sont laissé séduire par les seules chances de réussite que renferme la vie anglaise contemporaine. Et les personnages du drame shawien apparaissent presque toujours comme les victimes de notre civilisation, de son manque de franchise et de sang-froid, de sa sentimentalité creuse, de sa peur de lire dans l'avenir, de l'effroi qu'elle ressent devant tout projet de réforme radicale. Aussi Mr Shaw consent-il à ce que ses person-

[1] *Major Barbara*. Pref., p. 165.
[2] *Ibid.*, Pref., p. 164.
[3] *Ibid.*, p. 247.

nages soient brutaux, sournois ou lamentables, en tant qu'un reflet de cette civilisation les colore, mais il se refuse à leur prêter — pour que son public ait la consolation de les croire hors nature — un supplément de vices rares et monstrueux. Tel est le cas de Mrs Warren. Mr Shaw veut considérer celle-ci comme un produit social. Il ne lui donne pas les fascinations de la courtisane que l'amour du plaisir, le mépris d'une vie effacée ont fait dévier de la ligne droite. Il n'en veut pas davantage faire une créature perverse. Il croit que, dans les deux cas, la conscience publique ne sentirait ni trouble ni responsabilité. [1] Or, il n'y a d'œuvre féconde que celle qui donne naissance au malaise social. Il est vrai qu'il n'est pas toujours aisé de faire admettre le bien-fondé d'une pareille entreprise. Le spectateur anglais, et l'autorité chargée de veiller à ce que l'on ne fasse pas violence à sa mentalité moyenne, en l'occurence le " Lecteur du Roi ", sont infiniment moins inquiets des séductions qu'une pièce pourra offrir aux vertus les plus fermes, des visions trompeuses qu'elle suggèrera à des âmes jusqu'alors candides, que du fait qu'un auteur pourra solidariser une certaine forme de vice avec la vie anglaise tout entière. Mais ce qui doit nous frapper, ce n'est pas tant la profession de Mrs Warren, propriétaire de maisons de prostitution et commanditée par un membre de la noblesse anglaise après avoir été la maîtresse d'un prêtre de l'Eglise Etablie, que la fatalité économique qui a fait opter Mrs Warren pour le déshonneur et la sécurité, plutôt que pour l'indépendance et la misère. C'est non sur l'immoralité d'un tel choix, mais sur celle de la civilisation qui le rend possible, que Mr Shaw veut ouvrir les yeux de son auditoire. Il faut donc que Mrs Warren ait obéi plus aux circonstances qu'à son impulsion, qu'elle soit dotée d'un esprit assez pratique pour peser et pour nous faire saisir les avantages et les inconvénients de son genre de vie. Elle doit avoir une mentalité de femme d'affaires. Elle ne doit pas plus nous illusionner que s'illusionner elle-même. C'est à cette condition seule que le même auditoire, lorsqu'il aura quitté le théâtre, veillera peut-être à ce que des mesures soient prises pour que, dans l'avenir, des femmes du peuple puissent, sans se sacrifier, sans renoncer à toutes les jouissances légitimes de la vie, être autre chose que des Mrs Warren. Mais si l'on fait de celle-ci une enchanteresse ou une criminelle, si son aventure sociale n'est plus qu'une aventure

[1] *Mrs Warren's profession*, Pref., p. 10.

romanesque, comment le public pourrait-il dégager une telle leçon? Supposons qu'un décret de la censure pose comme principe que " les femmes qui exerceront la profession de Mrs Warren ne seront tolérées sur la scène qu'à condition d'être belles, exquisement habillées et somptueusement logées et nourries ; et aussi qu'à la fin de la pièce elles mourront de phtisie, parmi les larmes de sympathie de la salle tout entière, ou passeront dans la chambre voisine pour se suicider, ou seront évincées par leurs protecteurs, et seront " rachetées " par un vieil et fidèle amoureux qui les aura adorées en dépit de toute leur légèreté ; naturellement les pauvres filles des galeries supérieures croiront à la beauté, aux toilettes exquises, à la vie de luxe, et se persuaderont que la phtisie, le suicide et le congé n'ont aucun caractère de nécessité. "[1] Prêter au contraire à Mrs Warren des instincts spécialement pervers, faire d'elle et de ses pareilles la cause initiale de la corruption des mœurs, isoler en quelque sorte la mère de Vivie dans la réprobation, nous détourner d'elle comme d'une anomalie, admettre à priori que, de même qu'il est " naturel " pour le prêtre d'être saint, pour le soldat d'être héroïque, pour l'homme de loi d'avoir le cœur dur, pour le docteur " d'accomplir des miracles avec des petites bouteilles ", il est naturel pour Mrs Warren d'être " une brute et un démon "[2], n'est-ce pas nous bercer d'une illusion fatale ? Reconnaissons d'ailleurs que cette illusion est chère à l'Angleterre et qu'elle rend présentement impossible toute tentative de réforme radicale ; elle tend à cristalliser autour d'un type ou d'une classe certains attributs qui pourraient seulement se trouver réunis chez ses spécimens les plus forts, mais qui n'existent le plus souvent que dans l'imagination nationale. L'Anglais moyen est enclin à croire que la vie n'engendre que des types, lesquels tirent par la suite leur substance de leurs habitudes, de leurs aspirations et de leurs préjugés ; à ces types il accorde une véritable autonomie psychologique et morale. Il satisfait ainsi, selon Mr Shaw, sa paresse intellectuelle, sa répulsion à démonter pièce à pièce le lourd mécanisme social dont il dépend, et à faire porter son effort là où les ressorts sont le plus fatigués. Il n'est pas anti-novateur par principe, mais vous le troublez dans ses essais de réforme morale dès que vous lui montrez, par exemple, l'ombre de Mrs Warren se prolongeant jusque sur le terrain de celles de ses activités qu'en toute conscience il juge

[1] *Mrs Warren's profession*, Pref., p. XI.
[2] *Ibid.*, p. XXXI.

saines et légitimes ; vous le troublez dans ses essais de réforme politique quand vous lui laissez entendre que l'Irlande n'est qu'une autre Angleterre, à qui la sienne n'a pas donné la possibilité de réussir. Il est capable de solutions héroïques, mais pas de solutions intelligentes. Il se refuse à admettre que les dissemblances entre individus et entre nations proviennent d'un *dosage* différent de leurs composants, et non de la présence en chacun de qualités ou de défauts qui ne se rencontrent pas ailleurs. Avec les meilleures intentions du monde, il préconise une " Législation Irlandaise " ; il croit assurer le salut de l'Irlande en lui concédant le Home Rule, parce qu'il est convaincu que l'Irlande étant en dehors de la vie anglaise, ayant un tempérament distinct du " tempérament anglais " et incompatible avec celui-ci, la politique la plus sage sera de la charger du soin de créer elle-même des institutions adaptées à ses tendances ; de même il peut préconiser une " Législation Sociale " à l'usage des Mrs Warren, parce qu'il reste admis que Mrs Warren n'a rien à voir avec la vie de tous les jours, et qu'entre l'une et l'autre les responsabilités ne sont pas réciproques. Il pardonne mal qu'on insiste sur cette réciprocité, [1] et seules des

[1] V. la scène où Mrs Warren essaye de se disculper aux yeux de sa fille Vivie. " VIVIE : No ; but why did you choose that business ? Saving money and good management will succeed in any business.—Mrs WARREN : Yes, saving money. But where can a woman get the money to save in any other business ? Could you save out of four shillings a week and keep yourself dressed as well ? Not you. Of course, if you're a plain woman and cant earn anything more, or if you have a turn for music, or the stage, or newspaper-writing, thats different. But neither Liz or I had any turn for such things ; all we had was our appearance and our turn for pleasing men. Do you think we were such fools as to let other people trade in our good looks by employing us as shopgirls, or barmaids or waitresses, when we could trade in them ourselves and get all the profits instead of starvation wages ? Not likely." Act. II, p. 195 ; et plus loin : " VIVIE : Mother ; suppose we were both as poor as you were in those wretched days, are you quite sure that you wouldnt advise me to try the Waterloo bar, or marry a labourer or even go into the factory ?—Mrs WARREN : Of course not. What sort of mother do you take me for ? How could you keep your self-respect in such starvation and slavery ? And whats a Woman worth ? Whats life worth ? without self respect ! Why am I independent and able to give my daughter a first-rate education, when other women that had just as good opportunities are in the gutter ? Because I always knew how to respect myself and control myself. Why is Liz looked up to in a cathedral town ? The same reason. Where would we be now if we'd minded the clegyman's foolishness ? Scrubbing floors for one and sixpence a day and nothing to look forward to but the workhouse infirmary. Dont you be led astray by people who dont know the world, my

âmes qu'un combat incessant contre le mal a noblement trempées peuvent sans effroi se permettre de le braver. [1]

IV

Mr Shaw voit, d'une part, dans la possibilité d'accession de toutes les classes à la propriété, et, de l'autre, dans la détermination par une volonté sociale intelligente des conditions dans lesquelles cette accession sera autorisée, les deux caractères essentiels du Socialisme. Par le second, sa doctrine se sépare nettement de l'Anarchisme. Certes, Mr Shaw n'est qu'exceptionnellement constructif ; il suggère bien de-ci de-là une solution partielle, mais il n'est sérieux que quand il raille ; il n'a d'influence sur nous que quand il nous montre les contradictions dont nous sommes environnés ; il nous tient en éveil, mais il n'est pas notre guide vers le mieux ; il nous abandonne au milieu du chemin. Prouvant l'absurdité de ce qui a été fait, ne nous donnant qu'une notion incertaine de ce qui est à faire, indiquant parfois les fins, mais témoignant de quelque impatience dans l'exposé des moyens, peut-être laisse-t-il le lecteur qui n'a eu avec lui qu'un commerce superficiel, qui n'est familiarisé qu'avec les plus saillantes de ses œuvres dramatiques, dans l'idée que tout effort d'organisation sociale est stéril, et que l'Anarchisme, c'est-à-dire le jeu sans restriction des activités individuelles, est le dernier refuge d'une société qui a pris conscience de sa propre indignité. Mais Mr Shaw évite sans grand peine cet écueil. Il n'a pour cela qu'à conserver sa position première. D'abord, l'Anarchisme n'est que notre présent à peine

girl. The only way for a woman to provide for herself decently is for her to be good to some man that can afford to be good to her. If she is in his own station of life, let her make him marry her; but if she is far beneath him, she cant expect it—why should she ? It wouldnt be for her own happiness. Ask any lady in London society that has daughters ; and she'll tell you the same, except that I tell you straight and that she'll tell you crooked. Thats all the difference." p. 197.

[1] "Play Mrs Warren's Profession to an audience of clerical members of the Christian Social Union and of women well experienced in Rescue, Temperance, and Girl's Club Work, and no moral panic will arise ; every man and woman present will know that as long as poverty makes virtue hideous and the spare pocket-money of rich bachelordom makes vice dazzling, their daily hand-to-hand fight against prostitution with prayer and persuasion, shelters and scanty alms, will be a losing one." Pref., p. VIII.

modifié, et Mr Shaw déteste ce présent ;[1] ensuite sous un régime anarchique, sans lois et sans institutions, notre auteur en serait réduit à s'attaquer uniquement aux individus, seuls dorénavant responsables de tous les maux ; or, cela est, nous venons de le voir, tout à fait contraire à son tempérament. Mais il y a à son hostilité des raisons plus profondes. Jamais Mr Shaw n'a préconisé dans son œuvre un accroissement de notre somme de libertés. S'il voit pour ses compatriotes des chances de progrès, ce n'est certainement pas dans le sens d'un affranchissement plus complet. La vie nous domine de toutes parts ; la sagesse suprême est de modeler sur elle, sans fausse honte et sans sentimentalité, nos institutions, de les harmoniser avec ses exigences. Quand on songe à cette tâche, le mot de liberté sonne creux. Dans *L'Autre Ile de John Bull*, Mr Shaw n'a pas trop de sarcasmes pour Broadbent et pour la philosophie radicale; l'enfant terrible d'*Homme et Surhomme*. Jack Tanner, le destructeur de préjugés, n'est révolutionnaire qu'autant qu'il veut faire reconnaître la toute-puissance de la Force Vitale, dont finalement, malgré ses révoltes, il est lui-même la victime. Certes, la plupart des règles sociales sont inefficaces, cela par suite de la crainte qu'a l'Angleterre, malgré son réalisme politique et économique, de tout ce qui est fait et vérité ; mais croire que le remède est dans la suppression de toute règle, c'est céder définitivement devant l'incohérence, c'est demander à l'esprit responsable de capituler devant l'irresponsabilité de la matière. Si Mr Shaw rejette l'Individualisme, ce ne peut être pour se rallier à l'Anarchisme, qui en est la forme exagérée. Il va donc au Socialisme, comme au régime de l'ordre, non parce qu'il promet un règne " de Justice, de Vérité, de Vertu et de Confraternité ", ce que promettent également les Tories, les Whigs, les Radicaux, et probablement aussi les Dynamiteurs, mais parce qu'il est la seule conception acceptable pour une Collectivité qui se comprend elle-même et qui sait ensuite imposer ses décisions. D'ailleurs, Mr Shaw ne s'attarde pas à discuter les avantages comparés du

[1] " The old Whigs and new Tories of the school of Cobden and Bright, the " Philosophic Radicals ", the economists of whom Bastiat is the type, Lord Wemyss and Lord Bramwell, Mr Herbert Spencer and Mr Auberton Herbert, Mr Gladstone, Mr Arthur Balfour, Mr John Morley, Mr Leonard Courtney, any of these is in England a more typical Anarchist than Bakounin. They distrust State action, and are jealous advocates of the prerogatives of the individual, proposing to restrict the one and to extend the other as far as is humanly possible ". *The Impossibilities of Anarchism*, p. 4.

Socialisme et de l'Anarchisme ; une fois encore, il a recours à la critique négative : ce sont les *Impossibilités de l'Anarchie* qu'il veut mettre en lumière.

Economiquement, l'Anarchisme est hostile à tous les monopoles, à celui de l'argent comme à celui de la terre. Qu'on permette à chacun de ne posséder que la portion du sol ou que le capital qu'il peut exploiter personnellement, et, automatiquement selon lui, chacun se trouvera nanti du produit de son propre travail. Politiquement, l'Anarchisme s'oppose à la survivance de l'Etat, que ce dernier soit représenté par un homme au pouvoir souverain ou que, comme c'est le cas dans une démocratie, il soit l'agent de transmission des désirs de la majorité.

Or, nous avons vu dans un chapitre précédent, à propos de la valeur-travail, combien Mr Shaw raillait agréablement ceux qui sont persuadés que la possession intégrale des moyens de production par chaque catégorie de travailleurs, combinée avec l'abrogation des redevances, intérêts, loyers, fermages, versés de nos jours aux individus qui détiennent des biens dont ils n'usent pas, contribuerait à une amélioration générale des situations économiques, et qu'ainsi le principe qui présiderait à la répartition serait d'une justice rigoureuse. Les armes dont Mr Shaw se servait alors contre le Marxisme sont également efficaces contre l'Anarchisme. Sans doute, la première doctrine aboutit à une appropriation collective, la seconde à une appropriation individuelle des instruments de production, mais le point de départ est le même. Il est pour Mr Shaw d'une fausseté radicale. Supprimons toutes les taxes, tous les brevets, permettons à tout le monde de battre monnaie ; décidons que nous aurons la liberté de débuter dans la vie " comme balayeur de carrefour, comme boutiquier, comme marchand de charbon, comme fermier, comme meunier ou comme banquier...... quel que soit notre choix, la première chose dont nous nous apercevrons sera que la récompense de notre travail dépend bien plus des conditions dans lesquelles nous l'exerçons que de nous-mêmes. " [1] La pierre d'achoppement de l'Anarchisme, c'est qu'il n'y a pas deux fois place pour le même homme au même endroit. Tel commerçant peut mourir de faim, dont le concurrent fait fortune un demi-mille plus loin, simplement parce que ce dernier a eu la chance de s'établir dans une artère passagère, alors que lui a dû se contenter d'une ruelle écartée;

[1] *Op. Cit.*, p. 6.

tel meunier que sa bonne fortune a placé au bord d'une rivière, à l'endroit où la force de l'eau serait suffisante pour actionner six roues à la fois, regarde d'un œil narquois le voisin qui, à l'autre bout du pré, là où l'eau est étale, se sert de machines à vapeur et de rouleaux d'acier sans autre résultat que " de mettre son blé en poussière au lieu de le réduire en farine ". Dans telle mine on trouvera à fleur de terre les charbons les plus riches de Walhend et de Silkstone, alors que dans telle autre, après avoir foré des puits pendant vingt ans, on ne trouvera que de l'ardoise ou du combustible à machines. " Est-ce que Mr Tucker, s'il avait à vendre, produit d'une mine riche, du Silkstone qui aurait coûté la moitié moins de travail que du charbon à machines, produit d'une mine relativement pauvre, annoncerait hardiment : — Cours du jour : Silkstone extra, la tonne 25 s. ; charbon à machines, ditto 50 s. — Conditions : au comptant. Principes : ceux d'Adam Smith — voyez *Richesse des Nations*, passim." De même pour les terres. Si l'occupant est en même temps le possesseur, la Rente, certes, n'ira pas grossir le revenu du landlord, mais elle continuera à être appropriée comme par le passé. Elle ne se présentera plus sous la forme d'une redevance, mais elle sera toujours l'excès du prix d'un article sur les dépenses de la production, et permettra aux possesseurs des terres supérieures d'obtenir plus pour leurs produits que le prix coûtant." [1] La société, à mesure que la population et les facilités de transport s'accroîtront, ferait sous un régime anarchiste les affaires de ses petits cultivateurs, aussi sûrement qu'elle fait présentement celles des Astor et des Ducs de Bedford. L'Appropriationnisme auquel l'Anarchisme est obligé de se rallier, s'il ne veut sombrer dans l'Utopie du Communisme, non seulement laisse intact, mais multiplie le monopole. Ce dernier est avec lui, non plus de droit, mais de fait ; rien ne peut le déraciner, puisque notre planète est limitée et que la vie fait étrangement varier les chances de succès. Admettons des échanges fréquents de situation, admettons même que chacun ait la faculté de déposséder par la violence autrui de son privilège ; le monopole subsiste encore, ne fût-ce que pendant le temps d'un éclair. Economiquement, l'Anarchisme laisse donc exactement au même point la question sociale.

Il la laisse aussi telle politiquement. Car, non satisfait de combattre ce que Mr Shaw appelle le Despotisme Social, " c'est-à-dire

[1] *Op. Cit.*, p. 9.

le Socialisme de Bismarck, celui du parti, maintenant éteint, de la Jeune-Angleterre, celui des avocats du Féodalisme moralisateur et des contempteurs des foules en général," [1] il proclame que la liberté et l'État Démocratique lui-même ne peuvent s'accorder, car ce dernier ne reconnaît qu'un droit : le droit de la majorité. Il n'y a donc qu'un moyen d'être libre, c'est d'abolir l'État ; par conséquent, s'empresse d'ajouter Mr Shaw, l'Anarchisme devra, soit supprimer les individus qui, dans leur ensemble, constituent une société — mais peut-être feront-ils quelque objection à un tel procédé — soit les disperser sur la surface du globe, " en des ermitages indépendants, au taux de vingt-cinq par mille carré. " Pourtant, il faudra bien avouer " qu'il y aura alors une inégalité considérable de conditions et d'occasions entre les ermites de la Terre de Feu et des régions arctiques et ceux de la Floride ou de la Riviera. " [2] De telle sorte que, mécontentes, les unités dispersées se réassocieraient sans doute bien vite, et alors, adieu la souveraineté de l'individu ! Une fois encore, la majorité imposerait à la minorité le culte de ses Dieux, ses idées sur l'éducation, l'hygiène et les rapports des sexes. Evidemment, Robinson Crusoe était théoriquement plus libre dans son île que nous aûtres, mais il aurait été prêt à troquer toute sa liberté contre une parcelle de notre esclavage. Et Robinson aurait eu pour lui le bon sens, car il est certain qu'aux gens qui se sont ralliés à une conception moyenne de ce qui est désirable, notre société d'esclaves offre à bon compte et à quelques pas de leurs demeures les habits, la nourriture, l'instruction et les soins médicaux.

Il est vrai qu'il reste l' " Excentrique ", celui qui veut épouser la sœur de sa femme défunte, [3] qui est persuadé que la médecine n'est qu'une survivance de la sorcellerie, qui ne peut se résigner à porter des chapeaux de soie ou du linge empesé, qui refuse de croire en Dieu, qui réclame comme nourriture du pain et des fruits et qui se plaint de n'obtenir que des vaches et des porcs, qui refuse avec horreur de contribuer aux frais d'entretien d'une armée, et qui, pressé de toutes parts, doit faire le sacrifice de sa personnalité aux médiocres et aux serviles. [4] Et sans doute l' " Excentrique " (ne reconnaît-t-on pas d'ailleurs en lui Mr Shaw, quand

[1] *Op. Cit.*, p. 17.

[2] *Ibid.*, p. 18.

[3] Ce qui est interdit par la loi anglaise.

[4] *Op. Cit.*, p. 19.

ce dernier cesse d'être critique de l'anarchie pour redevenir homme de théâtre ?) n'a pas tort à son point de vue. Mais le géant Winkelmeier, pas plus que les Anglais de Quatre Pieds, ne peuvent prétendre à ce qu'on règle à leur taille les portes des habitations ou l'inclinaison des salles de spectacle. S'il faut que, de la majorité ou de la minorité, l'une soit incommodée, il vaut mieux que ce soit la seconde. Il est même puéril de dire : il vaut mieux, car la majorité ne peut renoncer à faire prévaloir sa volonté sans cesser d'être la majorité.[1] Consolons-nous, du reste, en nous disant qu'elle ne sera pas nécessairement tyrannique. Il lui en coûtera parfois moins, au point de vue de l'effort à fournir, de consentir quelques concessions à la minorité que de l'annihiler socialement. Si bien que le parti le plus faible sera, non pas celui qui, numériquement, comptera le moins, mais celui qui ne possèdera aucun moyen de se faire craindre. En outre, il arrive que des minorités, comme c'est le cas du parti Irlandais, peuvent tenir la balance entre deux majorités. Finalement, nous pouvons modérer l'impétuosité de la Démocratie, et en lui inculquant la notion de la tolérance, et en prenant certaines mesures pratiques, telles que la Décentralisation, pour limiter ses excès. Mais si ces palliatifs demeurent inefficaces, il faut nous résigner à subir la volonté de l'État Démocratique, et continuer à lui faire crédit. En dehors de lui, il n'y a ni mieux, ni pire, il n'y a rien. Et l'Anarchisme se trouve condamné, non parce qu'il est excès, violence, bouleversement, mais parce qu'il est le néant — la chose qu'on peut exprimer, mais qu'on ne peut concevoir.

V

Cependant si, politiquement, aucune solution raisonnable ne peut être envisagée que la solution démocratique, solution vers laquelle l'Angleterre s'achemine, économiquement le problème reste entier, ou, du moins, ce n'est que timidement, en ayant peur des mots,

[1] " For since either the majority or the minority must be incommoded, evidently the more powerful must have its way. There may be no indisputable reason why it ought ; and any clever Tory can give excellent reasons why it ought not ; but the fact remains that it will, whether it ought or not. And this is what really settles the question as between democratic majorities and minorities. Where their interests conflict, the weaker side must go to the wall, because, as the evil involved is no greater than that of the stronger going to the wall, the majority is not restrained by any scruple from compelling the weaker to give way. " *Ibid.*, p. 20.

qu'il a été abordé au cours de ces dernières années. Et c'est parce que l'Anarchisme est encore moins disposé que l'Individualisme à s'y consacrer que, malgré toutes les faiblesses de ce dernier système, il lui reste pourtant inférieur. Le problème vital, c'est l'absorption de la Rente, de toutes les rentes sauf celle de capacité, et en particulier de celle qui est la plus facile à déterminer : la rente du sol. La Nature est capricieuse dans l'attribution de ses dons ; en permettant à un homme d'extraire sans peine du sol, à un endroit, des diamants, et en obligeant un autre homme à produire avec effort, en un endroit différent, des choux, elle a l'air de convier l'humanité à un vaste jeu, à une immense spéculation. Or, la réponse de l'humanité à l'invitation de la Nature est et sera longtemps encore double. Elle peut d'abord manifester " le désir que ces dons capricieux soient interceptés par quelque intermédiaire ayant le pouvoir et la volonté de les distribuer justement, d'après le travail accompli par chacun dans l'œuvre de recherche collective " ; [1] cette réponse, c'est celle du Socialisme, non seulement de nos jours, mais même aux temps où son esprit faisait surgir " des communes, des royaumes, des principautés, des églises et des manoirs ". L'autre réponse possible, c'est celle qui considère comme la félicité suprême le droit pour chacun de s'approprier et d'enclore quelques acres de terrain, et de se fier ensuite à sa chance pour y récolter des diamants plutôt que des choux : c'est celle de la Propriété Privée, de l'Individualisme, ou plus exactement du Non-Socialisme (unsocialism). Entre les deux, Mr Shaw a vite fait d'opter. Il exploite habilement le phénomène de la Rente. Il n'a pas besoin d'aborder de front — et par là même de réfuter — la théorie marxiste de la valeur-travail. Il n'a pas non plus besoin, pour expliquer l'existence et la situation présente du prolétariat, de se rallier à une conception historique de la lutte des classes. Grâce à quelques emprunts faits à la Théorie de l'Utilité Finale, et surtout grâce à la facilité qui lui est propre de présenter les faits avec une simplicité décevante — facilité qui est en elle-même une source d'humour, puisque l'humour naît d'un contraste entre le ton et la matière, dont le second élément nous est ici fourni par des choses que nous savons et que nous sentons fuyantes et complexes — il a vite fait de nous convaincre que l'inégalité des conditions, le prélèvement, par un petit nombre d'oisifs, de la plus grande partie du produit des travailleurs, que le mauvais usage de la richesse, proviennent de ce fait si simple, si

[1] *Fabian Essays*, Economic, p. 4.

évident qu'est la Rente : fait social, qui découle de la vie en Société, et contre lequel un remède social peut seul prévaloir.

Voici le vieil Adam qui s'établit sur le coin de terre le plus fertile, là, par exemple, où le produit annuel est de £1000. Tentés par son succès, par le charme de sa conversation, et aussi par les avantages dérivés de la vie en société, d'autres Adams viennent s'adjuger des terrains voisins du sien, mais, bien entendu, moins fertiles. Ils en tirent bon an mal an £500. La rente d'Adam est par conséquent de £500. Mais un beau jour, ce dernier qui se sent fatigué et dont l'esprit est astucieux, se dit qu'il aurait avantage à faire cultiver, moyennant une redevance de £500, sa propre terre par un des nouveaux venus, qui n'aura à fournir aucun effort supplémentaire et qui aura l'avantage d'occuper un lieu d'élection. Et voilà comment naît le premier Landlord. Remarquons que celui-ci perçoit la même rente qu'autrefois, que sa situation ne change pas, si ce n'est en ce qu'il ne travaille pas...

Mais nous admettrons que la condition générale du pays s'améliore ; les communications deviennent plus aisées, les débouchés plus nombreux. Les colons fourmillent et les derniers d'entre eux sont obligés de se contenter de terrains dont le revenu annuel n'est plus que de £100. Il est clair que la rente de la terre d'Adam est maintenant de £900. Par conséquent, le tenancier d'Adam trouvera naturel de sous-louer, moyennant £900, la terre qu'il avait louée pour son propre compte, afin de jouir à son tour d'une complète indépendance. Si bien qu'en fait la propriété privée de la terre d'Adam est maintenant divisée entre trois hommes : le premier ne faisant aucun travail et obtenant la moitié du produit, le second ne faisant aucun travail et obtenant les deux cinquièmes du produit, le troisième faisant tout le travail et n'obtenant que le dixième du produit. " Et, pendant ce temps, le moraliste disserte sur les avantages de la propriété privée, ce stimulant du travail, et sur la distribution de la richesse proportionnellement à l'effort. Mais nous ne sommes encore en présence que de la consécration de l'immoralité de la Nature. " L'individu le plus mal traité reçoit tout ce qui lui serait revenu si les premiers occupants n'avaient pas décidé de s'adonner à l'oisiveté. " Comparé au monde que nous connaissons, un tel état de choses, c'est la liberté et le bonheur. " [1]

Car voici que nous en sommes arrivés à un point où la dernière

[1] *Op. Cit.*, p. 9.

parcelle de terre se trouve appropriée, et pourtant dans la campagne apparaît, " errant de la ligne des neiges aux rivages de la mer ", un fils déshérité d'Adam. Il a une cervelle et des muscles, il est capable de concevoir et d'exécuter, il est peut-être aussi vaillant que tous ceux qui l'ont précédé, mais il n'a point accès à la terre. Il sent l'impossibilité où il est de faire dorénavant surgir des profondeurs de celle-ci un produit qui soit sien. Ou plutôt, il n'y aurait pour cela qu'un moyen : il faudrait que, par une faculté spéciale, il pût faire fructifier le sol de telle sorte que le champ qui rapporte aujourd'hui £1000 en rapportât 1500. Il paierait alors £1000 de fermage, et le surplus — c'est-à-dire une rente d'une catégorie nouvelle, rente de " capacité " — lui reviendrait. Mais il faudrait que l'homme fût exceptionnellement doué. Supposons qu'il n'ait qu'une capacité moyenne. Admettons aussi que, depuis l'époque précédente, les besoins sociaux se soient encore accrus, si bien que le fermier qui payait £900 de redevance et qui gardait £100 pour lui-même obtiendra maintenant un produit de £2000 dont — les fermages restant égaux — il conservera £1100. Notre prolétaire pourra s'offrir à cultiver l'une des terres de cette catégorie, mais il devra, bien entendu, verser une redevance annuelle, £1600 par exemple, gardant seulement £400. Ainsi le dernier tenancier pourra se reposer et se trouvera posséder un revenu de £1600-£900 soit £700. Mais ces 700 livres représentent quelque chose que nous n'avions pas rencontré jusqu'ici. Elles n'ont rien à faire avec la différence entre les meilleures et les plus mauvaises terres. ELLES REPRÉSENTENT LA SOMME PAYÉE POUR OBTENIR LE PRIVILÈGE DE SE SERVIR DE LA TERRE — A PRÉSENT MONOPOLE. Et le montant de la dite somme est fixé par le jeu de l'offre et de la demande, si bien qu'à mesure que le nombre des prolétaires s'accroîtra, ils devront se soumettre à des conditions de plus en plus rigoureuses, et le temps viendra où le cultivateur effectif obtiendra tout juste du produit ce dont il aura besoin pour sa subsistance.[1] Nous n'avons plus alors qu'à franchir le dernier

[1] " Tenant rights, instead of being granted in perpetuity, and so securing for ever to the tenant the increase due to unforseen improvements in production, are granted on leases for finite terms, at the expiration of which the landlord can revise the terms or eject the tenant. The payments rise until the original head rents and quit rents appear insignificant in comparison with the incomes reaped by the intermediate tenant-right holders or middlemen. Sooner or later the price of tenant right will rise so high that the actual cultivator will get no more of the produce than suffices him for subsistence." *Op. Cit.*, p. 11.

pas. Plus déshérité encore que les déshérités précédents, faisant déborder la coupe, le dernier prolétaire, ayant les mêmes besoins que ses devanciers, mais sans aucun moyen de les satisfaire, en est réduit à se vendre lui-même. Et cette idée, toute désespérée qu'elle paraisse, est d'une facilité merveilleuse à exécuter. Les possesseurs du sol, qui n'ont pas encore épuisé les capacités productives de celui-ci, considèreront comme la plus fructueuse des opérations celle qui consiste à acheter le travail des hommes à un prix inférieur à celui auquel ils vendront leurs produits. A côté d'une telle affaire, "l'offre que faisait l'oncle d'Aladin d'échanger des lampes neuves pour des vieilles n'était qu'un attrape-nigaud". Et bientôt le trafic des hommes remplace sur le marché celui des droits d'occupation. Mais dans ce même marché (Mr Shaw se borne ici à reproduire la théorie autrichienne de la valeur-utilité finale), c'est la dernière unité, celle dont on a le moins besoin, qui détermine le prix de toutes les autres. Et l'offre de main-d'œuvre est si abondante que la valeur de la dernière unité devient pratiquement égale à zéro. Le salaire de l'ouvrier non spécialisé et non organisé n'a absolument rien à faire avec sa valeur d'échange. "Supposez que les chevaux se multiplient de telle sorte en Angleterre qu'on n'ait qu'à en demander pour en avoir, comme des petits chats condamnés au baquet, vous auriez pourtant à nourrir votre cheval, à le nourrir et à le loger convenablement si vous vous en serviez pour la chasse, à le nourrir et à le loger misérablement si vous vous en serviez comme de bête de peine. Mais les frais de son entretien ne signifieraient pas du tout qu'il ait une valeur d'échange."[1] Tel est le cas du prolétariat moderne, dont chaque membre peut être remplacé sur-le-champ par un autre membre sans emploi.

Mr Shaw arrive ainsi, par un processus ingénieux, à des conclusions qui sont vraies. En contournant l'écueil de la valeur-travail, il arrive à une notion suffisamment claire de la plus-value capitaliste, fruit d'une opération économique des moins complexes, simple avantage que confère la détention par quelques-uns d'un bien indispensable à tous. Il n'est nullement besoin de prouver que l'ouvrier est frustré d'une partie du produit; il est du reste indémontrable qu'en bonne justice économique son salaire devrait coïncider avec le prix que le produit obtient sur le marché, car c'est l'offre et la demande — dont le jeu met en relief l'utilité finale, et sur

[1] *Op. Cit.*, p. 19.

lesquelles il n'a aucune prise — qui y font loi. Mais le *fait* de la plus-value, comme d'ailleurs celui de la Rente, est indéniable. Tous les deux font partie de notre expérience quotidienne. Personne ne peut savoir si les choses se sont passées comme l'indique Mr Shaw, et surtout dans le même ordre ; mais tout le monde est d'accord avec lui pour constater l'appropriation individuelle de la Rente et de la plus-value, appropriation qui découle de l'existence de la propriété privée de la terre et des capitaux. Et ceux qui auront, comme Mr Shaw, adopté le point de vue socialiste, souscriront à sa distinction intelligente entre la Rente, produit social que la communauté est en droit de réclamer pour l'appliquer à des fins collectives, et cette part de la plus-value qui n'est que le prélèvement du capital sur le produit du travail, prélèvement de fait, que les salariés peuvent revendiquer en s'unissant, ou que la Société, s'ils en sont incapables, doit revendiquer pour eux. [1] Le Socialisme, force d'analyse, corrige ainsi la tyrannie de l'homme et les caprices de la nature ; il fait de la légitime aspiration de tous les êtres vers la richesse autre chose qu'une affaire de poings ; il enseigne que le droit du premier occupant est souvent primé par d'autres.

VI

Mais nous n'avons pas oublié que Mr Shaw proclamait l'excellence, la nécessité de l'esprit. C'est par lui que toute société progresse en devenant consciente ; c'est lui qui met de la cohérence dans les rapports sociaux. Or, lui aussi peut subir la légitime attraction de la puissance et de la richesse ; du moins peut-il prétendre tirer profit de ce qu'il a créé. Mr Bernard Shaw n'est point animé de sentiments égalitaires. En haut comme en bas de l'échelle sociale, ses personnages voient d'un œil peu favorable un nivellement éventuel des conditions. Chacun veut demeurer là où il a réussi, et, retranché dans son succès, défie le monde entier. Il n'y a que les incapables et les déchus qui aient honte de leur rang et de leur condition. Voyez Straker, le Chauffeur de *Homme et Surhomme*, voyez William, le Garçon de *On ne Peut Jamais Dire*. Ils ont sur ceux qui les emploient toute la supériorité de gens qui se savent experts dans leur besogne ; leurs maîtres n'ont à leurs yeux que des talents d'amateurs. Straker est convaincu que son éducation ne le cède en

[1] *Op. Cit.*, p. 26.

rien à celle de Tanner, le riche et inutile révolutionnaire. Il se sait un très bon mécanicien, tandis qu'il sait son employeur inapte à toute besogne sérieuse. Il ne peut être démocrate, car il possède un orgueil de classe. " Il se donne plus de mal pour laisser tomber ses H que son père pour les relever." Il met son Ecole Professionnelle bien au-dessus des grandes " Public Schools " du Royaume. " Ecoutez-le prononcer ce nom : Sherbrook Road ! s'écrie Tanner, Sherbrook Road ! Aucun de nous dirait-il Rugby, Eton, Harrow sur un pareil ton de snobisme intellectuel ? Sherbrook Road est un endroit où les garçons apprennent quelque chose. Eton est une ferme pour garçons où l'on nous envoie parce que nous sommes une gêne à la maison, et parce que dans notre vie ultérieure, chaque fois qu'on fait mention d'un duc, nous pouvons le revendiquer comme un ancien camarade de classe." Sur quoi Straker daigne reconnaître qu'il ne méprise pas complètement les Universités : " Oxford ! Un lieu charmant pour les gens qui aiment ces sortes d'endroits. On vous y apprend à être un gentleman ; à l'Institut Polytechnique on vous apprend à être un mécanicien. — Si vous pouviez seulement voir dans l'âme d'Henry, conclut Tanner, la profondeur de son mépris pour ce qu'on nomme un gentleman, l'arrogance de l'orgueil qu'il ressent à être mécanicien vous épouvanterait. Positivement, il aime que la voiture ait une panne, car celle-ci permet à mon incapacité de gentleman et à son adresse et à son ingéniosité d'ouvrier de se manifester. " [1]

De même pour William, confident des plus jeunes personnages de *On ne Peut Jamais Dire*, moins loquace pourtant que Tanner, car sa fonction veut qu'il sache se taire, et il appartient encore à l'ancien monde, alors que le Chauffeur est représentatif de l'homme nouveau selon Mr Wells. Boon a pour les fantaisies des convives auxquels il verse l'Irish Whisky ou l'Apollinaris une indulgence souriante. Il met d'accord son office et sa pensée intime en faisant usage d'une ironie qui n'appuie pas. " Nous ne devons pas prendre ce qu'ils nous disent trop au sérieux " : tel est le fond de sa philosophie. Mais combien cette dernière prend corps, s'accentue, lorsqu'au lieu de choisir comme second terme, dans la comparaison de sa situation et de celle d'autrui, les personnages présents, il s'empare du cas de son propre fils, de cet extraordinaire Bohun qui, contrairement à lui-même, a conservé l'orthographe originale

[1] *Man and Superman.* Act. II, p. 50.

du nom familial, ce qui est équitable, puisqu'il est avocat, que le nom est de source normande, " et que le sang normand n'est pas une bonne recommandation pour un Garçon". Il sait très bien que ce n'est pas une force magique qui a fait passer son fils dans une classe qui n'est pas la sienne à lui, Boon. Il sait très bien que les circonstances contribuent la plupart du temps à faire d'un homme ce qu'il est : " C'est la Démocratie, la Démocratie moderne!" s'écrie un des hôtes en apprenant cette étrange filiation. — " Non, monsieur, répond le Garçon avec calme, l'instruction seule, monsieur ; des bourses, monsieur ; Cambridge Local, monsieur; Sydney Sussex College, monsieur; tout juste ce qu'il lui fallait, monsieur; il n'a jamais eu de dispositions pour le vrai travail, monsieur." [1] Et William n'ignore pas que, vues du dehors, avec sang-froid, sans préjugés, les professions perdent beaucoup de leur dignité relative. Leurs attributs sont identiques, bien que nous fermions les yeux à cette vérité, et que nous confondions volontiers les vêtements avec la chair vivante. " J'espère que votre fils est plein de gratitude pour vous, et reconnaît ce qu'il vous doit ", déclare plus loin Crampton à William. — " Nous nous entendons très bien, oui, vraiment très bien, monsieur, répond Boon, si l'on tient compte de la différence de nos positions... Mais comme je le lui dis, où est cette différence après tout ? Si je dois mettre un frac pour montrer qui je suis, il doit mettre une perruque et une robe pour montrer qui il est. Si mon revenu est fait surtout de pourboires, et si je dois faire semblant de n'en pas toucher, hé quoi ! son revenu à lui est fait surtout d'honoraires, monsieur ; et je sais qu'il doit faire semblant de n'en point recevoir. S'il aime le monde, et si sa profession le met en contact avec des gens de tous les rangs, la mienne a le même résultat, monsieur ; et si cela peut nuire quelque peu à un avocat d'avoir un Garçon pour père, cela peut nuire aussi quelque peu à un Garçon d'avoir un avocat pour fils; c'est considéré par beaucoup de gens comme une grande liberté, monsieur, je vous l'assure. " [2] Il y a du Figaro dans le personnage, mais Figaro, conscient de ses mérites, pouvait dire : Pourquoi Almaviva plutôt que moi ? Au contraire, les caractères ancillaires de Mr Shaw pensent et disent : Pourquoi ne pas demeurer où je suis, puisque la vie se charge de rendre grotesques toutes les fonctions, et qu'après tout je fais, à la satisfaction du monde et à la mienne propre, des choses à peu près semblables à celles que nos maîtres

[1] *You Never Can Tell*, Act II, p. 255.

[2] *Ibid.*, p. 262.

font en éveillant autour d'eux et parfois en eux-mêmes un sourire difficilement réprimé ?

Il n'y a donc chez les humbles, dans le théâtre de Mr Shaw, ni imagination, ni résignation sentimentale à la Dickens, ni rien de cette considération, déférente en même temps que jalouse, pour le rang et pour la classe des individus, qui constitue le snobisme social, pas plus qu'il n'y a dans la pensée de Mr Shaw lui-même quoi que ce soit d'un snobisme intellectuel, d'une hiérarchisation des idées préalablement à toute analyse. Il y aurait plutôt chez l'auteur un snobisme à rebours, un effacement trop complet des pouvoirs d'admiration devant ceux d'introspection et de libre critique... Mais c'est justement parce qu'en ce qui concerne le mérite, Mr Shaw semble avoir réussi à soulever le voile des apparences, parce qu'il croit avoir prouvé combien est déraisonnable notre échelle courante des valeurs morales et sociales, et combien est vain aussi tout effort pour la corriger dans un sens égalitaire, qu'il est tenu d'assurer aux capacités véritables — lorsqu'il cesse d'être homme de théâtre pour devenir économiste — une rétribution suffisante pour les inciter à se manifester. Une Société ne peut vivre et se développer que si son évolution est dirigée par des intelligences qui comprennent ses tendances, et qui peu à peu l'aident à se comprendre elle-même. Cette vérité est, nous l'avons vu, le fondement de la doctrine d'*Homme et Surhomme*. Mais, d'autre part, l'analyse qui précède montre que pour Mr Shaw le problème fondamental et pratique que doit résoudre le Socialisme est l'absorption de la Rente. Or, la Rente, fait social, est aussi fait individuel. Elle est aussi bien la récompense de dons exceptionnels et précieux, d'énergies fécondes et rayonnantes, que la traduction de l'avance mécanique de la civilisation. La communauté peut-elle parvenir à la revendiquer sous cette dernière forme, tout en refusant d'y porter atteinte sous la première ? Quelle finesse d'évaluation, quel tact ne faudrait-il pas au pouvoir central pour qu'il puisse faire la part de l'invention, de la patience, de toutes les vertus créatrices, après avoir fait celle de ce qu'on doit appeler l'enrichissement sans cause ? Finalement, le Socialisme, qui devrait être la victoire de l'Esprit sur des lois prétendues naturelles, n'en serait-il pas réduit à détruire, pour parvenir à ses fins concrètes, le courant généreux qui l'alimente ?

Nous ne savons pas si Mr Shaw s'est jamais posé cette question avec inquiétude, mais il l'a du moins résolue avec verve, en réponse

à un appel venu du dehors ; c'est sans doute, du reste, parce que le défi était présenté sous une forme particulièrement déraisonnable que Mr Shaw — comme cela lui arrive en général en de telles occurrences — a nourri son article de ces vérités élémentaires qui rendent timides les vérités complexes auxquelles nous pourrions nous attendre ; l'effet produit est néanmoins sûr, souvent définitif. Un certain Mr Mallock avait, en Juin 1909, à la suite d'un discours de Keir Hardie, dans lequel le leader travailliste prétendait que les classes ouvrières n'avaient point participé à l'accroissement général du revenu national, émis, dans une lettre au *Times*, l'opinion que la capacité personnelle est le principal facteur dans la production de la richesse, que le rôle du travail avait été fort exagéré par les écrivains et les politiciens socialistes, et que si on se bornait à lui donner son dû, il n'aurait droit qu'à que ce qu'il aurait produit si des capacités particulières n'avaient pas existé. Sur quoi Mr Shaw écrivit son essai sur *Le Socialisme et les Cerveaux Supérieurs.*[1]

Tout d'abord, insinue Mr Shaw, il faudrait nous débarrasser de l'idée que les plus habiles *pourraient* s'assimiler la totalité du bénéfice que la société récolte de leur action. Ils doivent bon gré mal gré en abandonner une partie. " Nous entretenons et nous encourageons les capacités afin que nous puissions tirer d'elles, et non afin qu'elles puissent tirer de nous, le plus possible. " Cela est peut-être malheureux, mais c'est la seule sauvegarde que les hommes capables aient pour leur existence. " Qu'on leur donne, à eux et à leurs héritiers, tout le produit de leur talent, de telle sorte qu'ils deviennent formidablement riches, tandis que le reste d'entre nous restera aussi pauvre que s'ils n'avaient jamais été, et ce deviendra un devoir public de les tuer, puisque personne, sauf eux-mêmes, ne s'en trouvera plus mal, et qu'il y aura un grand avantage pour nous à ne plus être induits par la suite dans le péché d'envie. "[2] Il faut ensuite remarquer qu'une faible portion du revenu national va à ceux qui l'ont réellement créé. Et, cette fois, il ne s'agit pas du " terrain contesté " entre les deux espèces de rentes, mais de richesses réparties chaque année entre des hommes qui, selon l'expression du Prince de Bismarck, n'ont d'autre peine que celle de prendre une paire de ciseaux et de détacher des coupons, ou d'écrire un reçu pour l'individu qui leur paye un loyer. Sans

[1] Reproduit dans le Fabian Tract n° 146.

[2] *Socialism and Superior Brains*, p. 8.

doute, la plupart des économistes, Cairnes entre autres, ont montré la différence qu'il y a entre l'intérêt et le profit, mais l'opinion ne se soucie pas de telles subtilités. Mr Shaw et les autres essayistes Fabiens ont pourtant fait tout leur possible " pour convaincre Mr Mallock que si le Duc de Westminster se fait cinq cent fois plus comme propriétaire que Mr Mallock comme auteur, ce n'est pas parce que le Duc est cinq cent fois plus capable que Mr Mallock. Mais ce dernier est modeste et veut qu'il en soit ainsi ; ne le tourmentons pas davantage sur ce point. "[1]

Reste, combien réduite après cette première élimination, la masse d'où, à tort ou à raison, proportionnellement ou hors de toute proportion, serait tirée la récompense du mérite et de l'effort. Mais quelles sont les exigences de ces derniers ? Demandent-ils pour se manifester, pour porter tous leurs fruits, que la Société mette rigoureusement d'accord la valeur de leurs services et le montant de la somme qu'elle leur attribue, directement lorsqu'il s'agit d'une entreprise publique, ou par le jeu de l'offre et de la demande lorsqu'il s'agit d'activités privées ? En un mot, l'élément pécuniaire est-il le seul, voire même le premier, qui entre en ligne de compte dans l'attraction que les métiers ou les occupations peuvent exercer sur les hommes doués de facultés spéciales ? Il n'est pas besoin de répondre sous une forme abstraite à une telle question. Regardons simplement autour de nous, et laissons d'abord parler cette forme de la raison si spontanée qu'elle en est presque de l'instinct. Admettons que nous ayons en même temps les connaissances qu'il faut pour être directeur d'entreprise, et la force musculaire requise pour être simple travailleur manuel. Admettons encore que, sous un régime collectiviste, la première occupation devienne à la longue moins lucrative que la seconde, qui resterait dangereuse, malsaine, désagréable. " Évidemment, si Mr Mallock ou moi avions à choisir entre la direction d'une fonderie, à raison de £250 par an, et un travail de puddlage, à raison de £500, nous sauterions sur les £250. Si donc même le Socialisme devait restreindre les salaires de ceux qui, dans l'ordre présent, jouent le rôle de chefs, dans une proportion telle qu'ils se trouveraient dans une situation financièrement inférieure à celle de bon nombre de leurs subordonnés, une brève analyse psychologique suffirait pour nous convaincre que l'Etat ne serait privé d'aucun service indispensable."

[1] *Socialism and Superior Brains*, p. 19.

Que Mr Mallock, ajoute Mr Bernard Shaw, s'attende à ce que tous les chefs demandent à grands cris à devenir des subordonnés, c'est là un trait qui me semble inconciliable avec son intelligence bien connue. En fait, il n'y aurait aucune nouveauté dans un arrangement qui n'équilibrerait pas les salaires et les capacités. On rencontre à présent, dans les limites des classes, des salaires égaux pour des personnes aux talents les plus variés. Certains chefs reçoivent moins que des individus qui n'exercent aucun pouvoir de direction: par exemple, le salaire d'un capitaine de vaisseau est moins élevé que celui de beaucoup d'hommes qui occupent une situation commerciale subalterne et relativement sans dignité.

C'est que notre société actuelle, dans son évaluation des capacités, est affligée d'une singulière déformation d'optique. Et quand nous parlons de "la Rente de Capacité" comme d'une catégorie absolue, nous nous laissons égarer. Le mérite n'a pas de valeur intrinsèque, il n'a que celle que l'opinion courante veut bien lui concéder; son prix, comme celui de toute autre marchandise, dépend en fin de compte de l'offre et de la demande. "Platon était, après tout, un plus grand auteur que le Vieux Moore, le faiseur d'almanachs, mais s'il vivait maintenant, il ne gagnerait pas tant d'argent avec ses livres que ce dernier."[1] L'acteur ou le couturier à la mode fait une fortune, alors que l'agent ou le pompier, dont on ne saurait se passer, gagne 24 shellings par semaine. En somme, un individu n'est pas rétribué généreusement parce qu'il est capable, mais parce qu'il est populaire. Et Mr Shaw ajoute : "Ce n'est pas l'homme, c'est la position qui est unique. L'imagination publique demande partout un homme qui soit le meilleur. Et si la Nature ne le lui fournit pas, elle l'invente. L'art du *humbug* consiste à se faire inventer de cette façon. Chaque génération invente des grands hommes dont la postérité se moque quand quelque hasard les lui fait découvrir."[2] Un médecin se fait une réputation, non parce qu'il guérit plus souvent, mais parce qu'il a ouvert plus d'abdomens que ses confrères ; un avocat est célèbre, non parce qu'il met en avant dans ses plaidoiries l'argument qui convainc, mais parce que l'esprit des meurtriers qu'il défend "est puissamment impressionné par le nombre de ses clients qui ont éte pendus. Aussi s'assurent-ils toujours ses services, et ajoutent-ils à sa gloire en se faisant eux-mêmes pendre comme il sied."[3]

[1] *Socialism and Superior Brains*, p. 11.

[2] *Ibid.*, p. 12.

[3] *Ibid.*, p. 12.

Ajoutons à cela les rentes *artificielles* de capacité, d'abord celle qui est dérivée de l'éducation, et qui disparaîtrait si l'instruction était offerte à tous ; ensuite celle qui est attribuée à des gens qui n'ont qu'à un degré médiocre la science des affaires, mais qui savent imiter "les manières et le ton" d'autres gens possédant un revenu non gagné égal ou supérieur à £10.000. Supprimons les revenus non gagnés, et une telle rente s'évanouit. Tenons aussi compte de la rente qui provient, non de la supériorité de l'individu, mais de celle du statut. N'appelons-nous pas souvent élite "des hommes qui sont nécessaires à une organisation sociale tout comme une clé de voûte l'est à une arche ? Mais la clé de voûte n'est pas faite de meilleurs matériaux que beaucoup d'autres parties du pont : son importance lui est attribuée par suite de sa position, non sa position par suite de son importance."[1] Dans une barque à la dérive, il faut un capitaine, mais cinq minutes plus tôt celui-ci était l'égal des autres marins, auxquels il commande maintenant. Il se peut, d'ailleurs, que l'exercice de la fonction engendre bientôt chez l'homme désigné pour la remplir des qualités spécifiques. Le seigneur, le roi sont ainsi des produits aussi artificiels que la reine-abeille ; "mais le revenu qui est l'apanage de leur statut n'est pas une rente de capacité. C'est le payement fait à un individu pour exercer un talent normal dans une situation anormale. La rente de capacité est au contraire ce qu'un individu obtient en exerçant un talent anormal dans une situation normale."[2]

Cette nouvelle série de déductions opérée, nous constatons avec surprise que la plupart des hommes de talent incontestable et de valeur permanente sont loin de vouloir monnayer leur activité, et se contentent des conditions que le Socialisme cherche à généraliser. Ils contribuent chaque jour à l'amélioration, à la coordination de la vie collective, et ils demandent en échange que leur vie soit harmonieuse et complète, fière et libre ; si bien que, dans le calcul de la récompense à laquelle ils s'attendent, figurent une foule d'éléments vivants. Si des hommes de haute éducation et de haute culture entrent dans la seule profession socialiste qui existe déjà, c'est-à-dire dans l'Administration, et laissent se disputer pour le profit, dans les métiers où règne la concurrence, des personnes qui, en tant que classe, ne leur sont en rien supérieures, c'est qu'ils trouvent dans l'Administration des garanties, un traitement qui leur

[1] *Socialism and Superior Brains*, p. 14.

[2] *Ibid.*, p. 15.

est payé dès l'instant où ils commencent à travailler, des heures de travail restreintes, et la possibilité d'une bonne santé. L'Administration leur offre la sécurité, une retraite, la latitude de se marier jeunes sans imprudence et sans mésalliance ; tandis que dans les professions privées les nerfs s'épuisent, les débuts sont souvent dégradants, les brefs intervalles de repos sont troublés par une sensation générale d'insécurité, les possibilités d'échec sont infinies.[1] Mais, même dans les industries ou dans les occupations non socialisées, l'existence de salaires élevés n'est souvent qu'un leurre. Certains ouvriers reçoivent, certes, huit livres par semaine, alors qu'ils sont dans toute la force de la jeunesse, mais il faut savoir si l'effort qu'ils ont à fournir ne les épuise pas, et s'il n'aurait pas mieux valu pour eux qu'ils ne reçussent que cinq livres, et qu'ils pussent continuer à travailler jusqu'à un âge avancé. Par contre, un jeune médecin qui veut se créer une clientèle élégante dans le centre de Londres n'économisera pas un farthing sur un gain annuel de £1000, tandis que s'il était fonctionnaire et ne gagnait que £400, il pourrait sans privations en économiser 200.

Le problème de la "Rente de Capacité" est donc, selon Mr Shaw, très différent de ce que nous le croyons ; et les illusions dont il se voile se trouvant dissipées, nous voyons qu'il ne fait nullement obstacle à une politique socialiste. Sans doute, il est indispensable de donner à tous les individus, qu'ils soient exceptionnels ou ordinaires, toutes les possibilités d'accession à la richesse ; mais la richesse est faite de loisirs, de considération, de stabilité aussi bien que d'argent. Et c'est l'intérêt de la Société, aussi bien que celui de ses véritables serviteurs, que ce soit cette richesse-là, et non l'autre, qui soit attribuée aux plus dignes. Il est même des cas où une telle solution s'impose, où l'individu ne doit pas avoir le droit de choisir entre les deux sortes de récompense. Le plus indiqué de ces cas, c'est, aux yeux de Mr Shaw, celui du médecin. Il l'a examiné sous toutes ses faces dans la préface de sa pièce : *Le Dilemme du Docteur*. Il nous montre le praticien privé obligé, s'il veut éviter la ruine, surtout à ses débuts, de consacrer de son autorité les superstitions de ses malades. Lorsqu'il y avait dans certaines classes une hostilité générale contre l'eau, la tempérance et le grand air, on voyait de vieux médecins prétendre que le tub matinal était une pratique épuisante, et qu'un verre de Porto était plus efficace

[1] *Socialism and Superior Brains*, p. 16.

contre l'anémie qu'une fenêtre ouverte. Maintenant au contraire (la pièce est de 1903) que certains clients distingués et désirables considèrent comme leur premier devoir de se lever à six heures et de commencer la journée en se promenant pieds nus sur le gazon humide, un médecin qui montrerait le plus léger scepticisme vis-à-vis de ce régime serait immédiatement congédié comme " vieux jeu ". [1] Mais la mode n'est pas toujours aussi anodine ; elle peut être de couper, de greffer et d'inoculer. Et Mr Shaw nous montre dans son drame quels sont les dangers relatifs de ces différentes conceptions. Nous voyons face à face Colenso Ridgeon, baronnet, devant qui tous les talents s'inclinent, confiant, jusqu'à l'homicide, dans une dernière invention de sa raison chancelante, un sérum dont l'efficacité dépend d'un prétendu rythme microbien et qui, selon l'instant, tue ou guérit, [2] et Blenkinsorf, le médecin des pauvres, qui, ne pouvant envoyer ses tuberculeux en Egypte ou à St Moritz, leur prescrit des cures de reines-claudes. [3] Dépendant des caprices d'en haut, des préjugés d'en bas, le médecin privé a donc un rôle anti-social. De plus, quel que soit son renom, il est harassé, tiraillé par tous, égoïstement, impudemment. On ne demanderait pas au boucher de fournir sa viande gratuitement, mais le médecin qui permet à l'un de ses semblables de périr ou même simplement de souffrir sans secours est considéré comme un monstre. En outre, le boucher exige de chaque acheteur un même prix pour un même quartier de viande. Mais le médecin doit " graduer ses honoraires à la manière de l'income-tax ", [4] selon la situation du client. Sauf dans les cas bénins, il est regardé comme une sorte de sauveur, c'est-à-dire " qu'il peut avoir faim, avoir soif, être exténué, déprimé par plusieurs nuits au cours desquelles il a été dérangé par cet instrument de torture : la sonnette de nuit ; mais qui pense jamais à cela en présence d'une maladie ou d'un accident soudain ? " [5]

Un seul remède pourrait prévaloir contre un tel état de choses ; le présent nous le suggère du reste : " Nous possédons déjà dans l'Officier Médical de Santé une sorte de docteur qui est exempt des pires misères, et, par conséquent, des pires vices du praticien privé. Sa position dépend, non du nombre de gens qui sont malades et

[1] *The Doctor's Dilemma*, Préf., p. LXXV.

[2] *Ibid.*, Acte I, p. 11.

[3] *Ibid.*, pp. 22-23.

[4] *Ibid.*, Pref., p. LXXVII.

[5] *Ibid.*, p. LXXVII.

qu'il peut maintenir en état de maladie, mais du nombre de gens qui sont bien portants. Il est jugé comme tous les docteurs et tous les traitements devraient l'être, par les statistiques de longévité du district. Quand le taux des décès monte, son crédit baisse. Comme chaque augmentation de son salaire dépend d'un débat public sur la santé de la circonscription dont il a charge, il est incité de toutes les manières à s'efforcer d'obtenir un Bulletin immaculé."[1] Sans doute, on pourrait aussi tenir compte des diverses capacités, et surtout créer une spécialisation des fonctions.[2] L'opérateur dont l'adresse est merveilleuse ne devrait point, comme cela arrive trop souvent aujourd'hui, être obligé d'accomplir des besognes accessoires. Le juge qui rend la sentence de mort ne pend point de sa main le criminel qu'il a condamné ; on ne s'attend pas à ce que l'évêque actionne le soufflet des orgues ou lave le bébé qu'il baptise, ni à ce que le général trace le plan d'une bataille à midi et joue du tambour à deux heures et demie. Mais le médecin privé, le médecin de campagne surtout, doit, sauf quand il cède la place au dentiste ou quand "il a un spécialiste au bout de son téléphone", être capable d'ouvrir un abdomen, de mettre un cataplasme sur un panaris, de vacciner, et de changer un pansement. Il le fait parce qu'il est l'esclave d'une clientèle qu'il doit monopoliser pour vivre et dont en aucun cas il ne peut se dessaisir.[3] Seule l'autorité publique

[1] *The Doctor's Dilemma*, Pref., p. LXXIX. "When one of the first-rate posts becomes vacant in one of the great cities, and all the leading M. O. H.s compete for it, they must appeal to the good health of the cities of which they have been in charge, and not to the size of the incomes the local private doctors are making out of the ill-health of their patients. If a competitor can prove that he has utterly ruined every sort of medical private practice in a large city except obstetric practice and the surgery of accidents, his claims are irresistible : and this is the ideal at which every M. O. H. should aim." p. LXXXII.

[2] Les difficultés qui semblent devoir accompagner l'application de l'Insurance Bill de 1911, en ce qui concerne les soins médicaux, donnent à la présente discussion un intérêt tout particulier. Il s'agit bien de la première tentative de socialisation d'une profession libre. Le corps médical anglais s'y prêtera-t-il ?

[3] "No doubt this develops the resourcefulness of the country doctor, and makes him a more capable man than his suburban colleague ; but it cannot develop the second-class man into a first-class one. If the practice of law not only led to a judge having to hang, but the hangman to judge, or if in the army matters were so arranged that it would be possible for the drummer boy to be in command at Waterloo whilst the Duke of Wellington was playing the drum at Brussels, we should not be consoled by the reflection that our hangmen were thereby made a little more judicial-minded, and our drummers more responsible, than in foreign countries where the legal and military professions recognized the advantages of division of labor." *Op. cit.*, Pref., p. LXXXI.

qui le rémunèrerait pourrait le décharger des besognes accessoires, et lui rendre la compétence avec l'indépendance. Que les Anglais comprennent donc qu'un temps viendra où une vaste armée de l'Hygiène Publique recueillera l'honneur et la considération que nous accordons a nos forces militaires et navales. " Il est stupide qu'un Anglais ait plus peur d'un soldat allemand que d'un germe de maladie britannique, et qu'à grands cris il demande plus de casernes dans les journaux mêmes qui protestent contre l'augmentation des cliniques scolaires, et qui s'écrient que si l'État combat la maladie il fait de nous des pauvres, quoiqu'ils ne disent jamais que si l'État combat les Allemands il fait de nous des poltrons. "[1]

C'est peut-être seulement quand il traite de la condition du médecin que le socialisme de Mr Shaw se fait nettement constructif.[2] Car si nous puisons, comme nous l'avons fait, et dans son œuvre économique, et dans la partie de son œuvre dramatique qui touche le plus directement aux problèmes économiques, nous voyons que, bien que le Socialisme soit son point d'aboutissement, il a fait servir sa logique et son ironie à détruire la plupart des concepts sur lesquels les théories socialistes s'étaient jusqu'à présent appuyées, en même temps d'ailleurs que celles dont l'Individualisme croyait pouvoir se servir pour tourner en dérision les plans de son jeune adversaire. Mr Shaw a ruiné pas mal de notions courantes ; je ne sais s'il a été beaucoup plus loin. Il nous a montré que la lutte des classes n'est pas du tout ce que nous la croyons, que l'idée de justice que nous retrouvons au fond de toute doctrine socialiste cache de robustes appétits, et que c'est tant mieux, car ces appétits sont notre seul espoir ; qu'enfin notre classement des capacités individuelles n'est qu'une perpétuelle fantasmagorie. Aux explications, fondées mi-partie sur la tradition, mi-partie sur le sentiment,

[1] *Op. Cit.*, Pref., p. LXXXIII.

[2] Mr Shaw a pourtant essayé dans un second Essai Fabien (*Transition*) de montrer comment pourrait se faire progressivement l'absorption sociale de la Rente. Il se rallie à un projet d'Income-Tax sur les revenus non gagnés. Mais il a très habilement prouvé que l'État, à mesure qu'il entrera en possession des richesses qui lui échappaient jusqu'alors, devra parallèlement développer son activité ; sinon il priverait de tous moyens d'existence des gens qui consacraient leur travail à l'entretien des classes parasitaires. Les municipalités, spécialement, trouveront dans l'impôt socialiste le capital nécessaire au rachat des terres, de même qu'à la création des industries les plus variées. L'Essai est en somme un excellent exposé de la politique Fabienne ; malheureusement on ne peut dire jusqu'à quel point il est représentatif des idées et de la manière de Mr Shaw.

que le caractère anglais croit pouvoir donner de certaines coutumes et de certaines institutions, il oppose la force et la nudité de l'instinct. Il refuse de poétiser la misère et de glorifier le Prolétariat dépouillé, parce que la misère est laide, malsaine, et que le désir de jouissance, quand il est convenablement canalisé par un pouvoir intelligent, est la vraie source du progrès. Et, par contre, quand le même caractère anglais se vante de ses victoires instinctives, de son discernement, de son classement infaillible, inné, des hommes et des choses, de son adaptation spontanée des unes aux autres, il lui montre, au jour de la raison, la vanité, l'énormité de sa prétention. Nous ne voulons point dire que Mr Shaw n'ait atteint aucun résultat positif. Si l'Angleterre commence à douter d'elle-même, c'est parce qu'un cerveau lui est né, qu'elle a passé de la phase du diplodocus à celle de l'être humain, qu'elle a cessé d'être préhistorique. Seulement, si le passé et le présent lui-même s'effondrent, impossibles à défendre, irrationnels, si l'âme anglaise n'est plus qu'une conscience qui s'étudie, où donc découvrirons-nous la promesse et le gage d'une nouvelle et magnifique floraison ? N'importe ! Le mérite de Mr Shaw sera, nous l'avons dit, d'avoir agi comme stimulant sur le tempérament britannique. En suggérant que tout est à refaire, il arrive à le convaincre qu'il y a quelque chose à faire. Mais l'œuvre elle-même, la coordination de toutes les énergies, le choix minutieux, puis l'agencement lucide des faits et des tendances — bref, tout ce qui est au fond du Socialisme — c'est chez un autre que Mr Shaw qu'il nous les faut maintenant chercher.

CHAPITRE X

LE SOCIALISME DE Mr H. G. WELLS

I

William Morris n'avait trouvé refuge contre la laideur et la misère de notre société capitaliste que dans une vision sereine. Il avait joui d'une heure unique de calme et de détente, durant laquelle l'humanité, après avoir renoncé d'un cœur léger aux avantages qu'avait mis à sa portée l'évolution scientifique des deux derniers siècles, se complaisait dans un état d'harmonie facile, où l'appel des sentiments altruistes, le désir du beau étaient perpétuellement exaucés. Mr Bernard Shaw, d'autre part, croit avoir assez fait pour le Socialisme en montrant à l'Angleterre la vanité de ses croyances, l'hypocrisie de ses institutions, en la forçant à sortir de l'ornière de ses habitudes et de ses préjugés, mais sans lui indiquer toutefois la route à suivre. Mr H. G. Wells, lui, n'a foi ni dans l'idéalisme qui refuse de tenir compte des faits présents, ni dans la critique pure qui s'exaspère au contact de ces faits, faute d'une porte ouverte sur l'idéal. Il profite chaque jour de la leçon des choses. Son œuvre est d'expérience et de méditation. Pour lui notre monde concret, si décevant par certains de ses aspects, contient néanmoins en germe toutes les espérances futures. Il est gros de promesses ; mais pour que celles-ci se réalisent, il faut une volonté qui se joue parmi les tendances isolées, qui ramène à l'unité d'une belle et ferme structure les matériaux épars... Mr Wells plonge, sans crainte comme sans illusions, dans l'océan ou plutôt dans le chaos des faits ; il y découvre d'ailleurs des tentatives d'une infinie noblesse. Puis, remonté à la surface, il rêve du parti que l'on pourrait tirer de tous ces efforts, si, au lieu d'être disséminés et ignorants de toute discipline, ils obéissaient à un pouvoir souverain, hanté par le souci de leur coordination. Ainsi Mr Wells nous fait lui-même quelque peu songer à son Machiavel, qui " après avoir vaqué à ses affaires person-

nelles, visité ses voisins rustiques, après s'être occupé de sa famille et avoir donné libre cours aux passions de chaque jour ", s'asseyait dans la boutique de Donato del Corno pour y bavarder, plein de curiosité, au milieu de gens pervers, " ou qui, à pas lents, parcourait, un livre à la main, les bois solitaires de sa propriété, rempli de méditations amères ", et, finálement, le soir venu, s'enfermait dans son cabinet, dépouillait ses vêtements de paysan, " se lavait, revêtait sa noble robe de cour, oubliait ce monde de labeur, de gain, d'amour et de haine privés et, deux chandeliers d'argent posés devant lui, une plume grise dans sa main fine et nette, se laissait aller avec un soupir de satisfaction à ses rêves plus vastes. "[1] L'esprit nourri des expériences infructueuses, des déploiements d'activité inutiles qui forment la trame d'une journée humaine, il songe à " une terre mieux ordonnée, plus heureuse, plus belle, plus sûre." Il se sent envahir par " la passion blanche de la politique ", aussi troublante que celle qu'éveillent " les douces lignes et la tendre beauté des femmes". Il évoque l'image " de cités devenues plus puissantes, de peuples que leurs efforts ont fait plus riches et plus nombreux, de ports, de marines étincelantes, de grandes routes merveilleusement tracées, de jungles défrichées et de déserts conquis ; " il songe aux actions qui mettraient un terme " au désordre, aux maladies, à la misère et à la saleté, à la confusion qui gâche les possibilités humaines. "[2] Mr Wells veut, lui aussi, indiquer ses devoirs au Prince, lui faire toucher du doigt ses responsabilités. Mais les temps ont changé depuis Machiavel. Le Prince n'est plus un individu isolé. Le sort de la République ne dépend plus " d'un Laurent pensif et magnifique ". Chacun de nous est Prince, ou sur le point de le devenir. Chacun de nous peut être un monarque indolent, ou au contraire fièrement agissant. " Il est merveilleux de voir comment, à un point de vue, le pouvoir s'est évanoui, comment, à un autre, il s'est accru. Je suis assis en ce lieu, sans armes, décrédité, devant un petit bureau, dans une petite maison sans défense, parmi les vignes, et aucun être humain ne peut arrêter ma plume si ce n'est en m'assassinant, mais alors il s'immole délibérément, ni détruire les fruits de cette plume autrement que par le vol et par le crime. Nul Roi, nul Conseil ne peut me saisir ni me torturer, nulle Eglise, nulle nation ne peut me réduire au silence...... Ce n'est pas parce que le pouvoir a diminué, mais bien parce qu'il s'est étendu et multiplié,

[1] *The New Machiavelli*, pp. 5-6.

[2] *Ibid.*, p. 5.

parce qu'il s'est dispersé et s'est spécialisé. Ce n'est plus un pouvoir négatif que nous avons, mais un pouvoir positif : nous ne pouvons empêcher, mais nous pouvons faire. Cet âge, bien au-delà de tous les âges précédents, est plein d'hommes puissants, d'hommes qui pourraient, s'ils avaient assez de volonté, accomplir des choses prodigieuses. "[1] Ce n'est donc plus au Prince, ni à l'Etat, ni aux êtres que la naissance ou les circonstances ont placés dans une situation princière, que le vieil appel " à l'unification des efforts humains " doit s'adresser, mais à tous ceux qui peuvent et qui veulent : appel ardent, enthousiaste, et non plus déférence et flatterie. " Du fond de son cœur un homme crie vers la communauté invisible qui l'entoure !...... Quelles choses pourraient être faites de nos jours ! Quelles choses, en vérité, sont en train de se faire ! Ce sont les secondes qui nous donnent un sens si étendu des premières. Quand je songe aux progrès des sciences physiques et mécaniques, de la médecine et de l'hygiène, au cours du dernier siècle, quand je mesure l'avancement de l'éducation générale et de l'efficacité moyenne, le pouvoir dont on dispose maintenant pour le service de l'humanité, la simple augmentation d'énergie physique ; et quand je compare ces choses à tout ce qui a jamais été mis auparavant à la disposition de l'homme, quand je songe combien restreinte, éparpillée, accidentelle, indisciplinée et non coordonnée, a été la minorité d'inventeurs, d'expérimentateurs, d'éducateurs, d'écrivains et d'organisateurs qui a développé ainsi ces possibilités humaines, qui l'a fait en dépit de l'inattention d'une majorité énorme et sans but, en dépit de la résistance passionnée d'individus obtus mais agissants, mon imagination est prise de vertige, pleine de l'éblouissante suggestion des splendeurs humaines auxquelles un Etat justement organisé pourrait atteindre. "[2]

II

Désordre et irresponsabilité, ajustement imparfait et hâtif des forces de production, distribution irréfléchie des richesses sociales, incapacité de discerner les fins essentielles de la vie, abandon des destinées de la race, de sa santé, de son éducation aux plus limités, aux plus égoïstes des appétits privés, telles sont pour Mr Wells les manifestations les plus caractéristiques du mal dont souffre

[1] *The New Machiavelli*, p. 8.
[2] *Ibid.*, p. 8.

l'Angleterre contemporaine. Le remède, c'est la création d'un esprit collectif, parfaitement efficace, conscient et permanent, capable de réagir sur toutes les entreprises individuelles, capable de déblayer certains terrains et d'en féconder d'autres, Il renouvellera la tentative infructueuse de l'Eglise Catholique, il dégagera " du mélange de traditions sociales apprises au foyer ou à l'école, des indices que lui offrent les coutumes et les affaires contemporaines " un certain nombre d'idées fondamentales. Il pénètrera dans les masses, lesquelles n'agissaient autrefois que comme une couche d'argile, étouffant la voix des meilleurs, mais qui, maintenant, répondront sourdement, " en une vaste impulsion émotionnelle à l'appel qui leur viendra d'en haut." [1] Mais un tel esprit n'est-il pas la condition même du Socialisme, qui, à son tour, le féconde et le nourrit ? " Dès que l'on a rendu certaines conceptions claires et universelles, le Socialisme devient une simple question de science, d'invention et d'intelligence appliquée. " [2]

L'époque Victorienne, celle de la grande industrie, des prétendues victoires de la volonté humaine sur la nature aveugle, nous paraît singulièrement diminuée, dès que nous considérons l'esprit constructif et coordinateur comme l'agent principal du progrès. Elle n'est plus l'aube d'une vie nouvelle, elle n'est plus un ordre en elle-même. Elle n'est que le nom sous lequel nous englobons une multitude de changements, " chacun plus impétueux et plus destructif que le dernier en date, mais jamais poussé jusqu'à un degré satisfaisant d'achèvement et de maturité. " [3] Elle n'est pas un progrès réfléchi, mais " une sorte de progrès qui a pris le mors aux dents ", un progrès improvisé, marchant à une allure sans précédent vers un lieu indéterminé. " L'ère Victorienne fut une expérience hâtive, une épreuve gigantesque, de l'espèce la plus négligente et la plus ruineuse. Je suppose qu'elle fut nécessaire ; je suppose que toutes choses sont nécessaires. Je suppose qu'avant que les hommes se soient suffisamment disciplinés pour apprendre à agir selon un plan préconçu, ils doivent d'abord voir, sous cent formes convaincantes, la folie et le gâchis engendrés par des méthodes inconsidérées, sans but, hasardeuses. Le dix-neuvième siècle a été une époque de démonstrations — dont certaines très impressionnantes — des

[1] *New Worlds for Old*, p. 285.

[2] *Ibid.*, p. 282.

[3] *The New Machiavelli*, p. 45.

pouvoirs qui sont survenus à l'humanité."[1] Mais on peut douter qu'il ait produit une seule œuvre durable, de celles que nos descendants admireront et estimeront. Qui, dans cent ans, consentira à habiter dans nos demeures, à voyager sur nos routes et sur nos chemins de fer ? Qui donnera à notre art et à notre littérature une valeur autre qu'une valeur historique ? Nous avons devant nous un monde qui a été surpris par un énorme accroissement de puissance, de richesse et de liberté, et qui est encore incapable de faire de toutes ces choses un usage social, qui est frappé tantôt par une idée, tantôt par une autre. Son image, c'est une maison non finie et commencée de tous les côtés à la fois, une maison où les ouvriers ont délaissé les fondations pour s'occuper subitement des futilités de la façade, un réseau de routes qui n'aboutissent nulle part, qui se perdent dans les champs.[2]

L'ennemi que le Socialisme a donc à vaincre n'est pas une classe particulière, ce n'est pas une catégorie d'intérêts spécialement menaçants ; c'est, pour Mr Wells, le désordre lui-même, désordre des idées et des institutions, désordre administratif, auquel l'Angleterre doit les désastres et les humiliations de la dernière guerre, désordre des cités, désordre des campagnes, désordre du chômage, désordre des Universités. Le pays n'en sortira que par un éveil de son âme aux nécessités de la vie moderne ; cet éveil sera intelligent, voulu et progressif si l'Angleterre en vient à adopter le point de vue essentiel du Socialisme ; il sera brutal et dramatique, si elle attend de s'être heurtée aux autres peuples à l'esprit plus robuste, à l'éducation intellectuelle plus hardie et plus scientifique, et dont la supériorité, reconnue par le reste de l'Europe, deviendra pour elle une souffrance si intolérable qu'elle devra les provoquer si elle ne veut se résigner à prendre le second rang.[3] A l'heure actuelle, le pays n'a de choix, s'il veut conserver la place qu'il a occupée jusqu'ici, qu'entre un effort immense de tous ses muscles et de tous ses nerfs, qui le tire de sa léthargie et lui fasse sentir l'inanité de ses chères méthodes empiriques, et le châtiment d'une guerre qui, mettant en pièces le vieil édifice, serait le prélude bienfaisant de l'œuvre de reconstruction. " Peu m'importerait que son drapeau tombât dans la boue, si seulement son âme pouvait en sortir."[4]

1 *Ibid.*, p. 45.
2 *Ibid.*, p. 46.
3 *Ibid.*, p. 355.
4 *Ibid.*

Mais celui qui connaît le tempérament anglais admettra qu'il ne faut pas trop se fier à ce second mode de salut. La prochaine guerre européenne sera tout simplement humiliante pour l'Angleterre ; elle ne sera probablement pas catastrophique. " Il n'y a pas assez de qualités héroïques dans notre classe gouvernante pour cela... L'esprit qui prévaut dans la vie anglaise — et c'est là un des secrets essentiels de notre durée en tant qu'empire — est fait d'agressivité grossière aux époques de prospérité et de compromis diplomatiques dans les moments de danger ; nous menaçons avec hauteur là où nous le pouvons, et nous nous adaptons là où nous le devons. Ce n'est pas en vain que notre jeunesse des classes supérieures et des classes moyennes a été éduquée par des maîtres de la plus haute distinction, érudits et gens du monde, qui sont capables de soutenir très honnêtement que le Darwinisme n'a point bouleversé la notion de la chute historique de l'homme, que le cricket constitue un entraînement moral, et que le Socialisme outrage les enseignements du Christ. Une sorte de dextérité dans l'art de fuir, empreinte de dignité, telle est la récompense nationale... La guerre de préparatifs qui s'est déroulée depuis vingt ans se terminera peut-être comme un combat simulé, sur la décision d'un arbitre. Nous prendrons fièrement, mais très fermement la seconde place. " [1] De même pour les colonies, l'Inde en particulier. Le jour où une politique d'espionnage, de contrainte futile et cruelle sera moins forte que l'esprit d'insurrection, si légitime chez un peuple intelligent " qui doit rester assis au banquet des possibilités contemporaines, la bouche bâillonnée et les mains liées derrière le dos, " l'Angleterre saura se retirer, après un habile compromis. Elle n'est pas assez orgueilleuse pour se laisser ruiner par l'Inde, comme l'Espagne par son empire. " En outre, ajoute Mr Wells, comme on apprend dans nos écoles publiques à nos futurs gouvernants à avoir un sain respect pour la force..., nous serons capables d'abandonner l'Inde, tout en ayant l'air d'y rester. C'est là notre nouvelle méthode. " [2] On assistera à une répétition de l'action diplomatique Sud-Africaine. Les vainqueurs *de facto* deviendront des " Bretons loyaux ", et la démocratie anglaise célèbrera triomphalement cette retraite. [3]

Mais, même dans le domaine des activités concrètes, dès que l'on considère les problèmes les plus réalistes, les plus mécaniques en

[1] *The New Machiavelli*, p. 354.
[2] *Ibid.*, p. 357.
[3] *Ibid.*

apparence, de la distribution et de l'échange, la tâche d'organisation du Socialisme apparaît urgente et complexe. Remarquons bien qu'il ne s'agit pas de sacrifier les activités individuelles aux activités collectives. Dans une Société en voie d'évolution, où les innovations, les expériences de toute nature, fertiles en échecs ou couronnées de succès, sont plus que jamais nécessaires, il importe de laisser à l'individu certains profits qui contrebalancent certains risques. L'Etat doit parer aux abus comme au désordre ; il doit adopter, pour maintenir une harmonie relative dans les rapports humains, certaines formules générales. Il doit avoir le souci du permanent, mais il doit en même temps chercher à maintenir à la Société dont il est le suprême organe son caractère dynamique. Il ne peut le faire qu'en autorisant les expériences privées, et en leur donnant son appui. Il doit comprendre que chaque homme ou chaque femme qui veut contribuer au progrès est obligé de violer la loi du précédent, de transgresser les règles courantes, et de faire une nouvelle expérience pour marquer la direction de la force vitale.[1] L'Etat incarne la moyenne, l'espèce, qui est elle-même " l'accumulation des expériences de tous ceux de ses individus qui ont réussi depuis ses commencements ". Il est le plateau uni, en voie d'ascension, sur lequel se tiennent les individualités.[2] Mais il importe que celles-ci émergent sans cesse des rangs de l'espèce pour tenter quelque chose de neuf, et, ensuite, échouer, périr ou triompher, laissant en fin de compte sur le monde la marque intellectuelle, matérielle ou morale de leur tentative. La querelle déjà vieille de l'Individualisme et du Socialisme est épuisée. Autour de nous l'Individualisme est teint de Socialisme, le Socialisme d'Individualisme. En tant que terme pur, absolu, chacun d'eux n'est qu'une absurdité, une étiquette qui tient encore à une bouteille vide : " L'un ferait des hommes les esclaves des violents et des riches, l'autre en ferait les esclaves des fonctionnaires d'Etat ; le chemin de la raison court, sinueux peut-être, dans la vallée intermédiaire."[3] C'est donc quantitativement, et non qualitativement, qu'il faut juger des mérites relatifs des deux doctrines, car à mesure que notre ordre politique et économique se fait plus socialisant, notre idéal moral tend à la reconnaissance de plus en plus pleine des revendications de l'individu.

[1] *A Modern Utopia*, p. 93.

[2] *Ibid.*, p. 93.

[3] *Ibid.*, p. 92.

Un Socialisme d'initiatives hardies n'est donc pas incompatible avec la liberté. Mais l'Individualisme auquel Mr Wells s'oppose, c'est celui qui allie un but étroit à des moyens mesquins, celui qui spécule sur l'ignorance, la peur et la crédulité, l'Individualisme " d'une foule de petites gens qui font avec obstination et ignorance, chacun à la façon dont il l'entend, des choses discordantes, chacun grognant et montrant les dents devant son petit morceau de propriété comme un chien attaché à la queue d'une charrette. " [1] C'est l'Individualisme étriqué de *Kipps*, l'Individualisme cynique de *Tono Bungay*.

Mr Wells nous montre dans le premier de ces romans quelques-unes des formes attardées de la petite propriété, et il nous dépeint les âmes qui ont été façonnées dans un tel milieu. Vanité et médiocrité, voilà ce qu'on rencontre chez la mère de Kipps, qui préfère pour son fils à l'instruction solide et honnête de la " Board School " celle que fournit une " Académie pour Jeunes Gens du Monde ", où l'on persuade à des veuves crédules que leurs fils pourront acquérir, moyennant une rétribution minime, des notions suffisantes pour faire une " carrière commerciale ". En réalité, tous les instruments de travail dont disposent les élèves se réduisent à deux cartes — l'une d'Afrique, l'autre du Wiltshire — ramassées à bon compte dans une vente publique, à " quelques éprouvettes, à un trépied, à une cornue de verre, et à un brûleur Bunsen endommagé, enfermés d'ailleurs dans une armoire vitrée ", qui sont là pour prouver " que le laboratoire scientifique mentionné dans le prospectus n'était pas pure vantardise ". [2] Tout l'enseignement du Français se trouve réduit à quelques dialogues " sur le blanchissage du linge d'un voyageur ou sur les différentes parties d'une salle d'Opéra ", agrémentés par les réflexions personnelles d'un maître qui a lui-même appris ce qu'il sait de notre langue dans une école privée d'Angleterre et qui, de temps à autre, rafraîchit ces connaissances sommaires par quelques semaines passées à Dieppe en flâneries et en basses aventures [3]. Le tout accompagné pour les pensionnaires du port d'un " mortar board ", signe apparent et indéniable de la plus haute distinction sociale. Le culte exclusif et étroit d'un savoir-vivre de surface, une peur invincible de tout abandon, voilà ce qui caractérise l'oncle et la tante de Kipps qui, dans leur petite boutique de New Romney,

[1] *The New Machiavelli*, p. 144.

[2] *Kipps*, p. 14.

[3] *Ibid.*

pleins de méfiance pour leurs voisins et pour le monde en général, ne voient passer que l'ombre de la vie. Une parodie d'efficacité, qui n'est d'ailleurs qu'une exploitation sans scrupules de ceux qu'il emploie et de ceux qu'il sert, voilà ce qu'on trouve chez Shalford, propriétaire du " Folkestone Drapery Bazaar ", auquel Kipps est confié pour être guidé par lui durant ses premières années d'apprentissage, et qui a su ériger en " système " les expédients et les fraudes auxquels d'autres hommes de sa classe se contenteraient d'avoir recours au fur et à mesure de leurs besoins. C'est le numérotage " 3 à 7 " de ses magasins sur les en-têtes de factures, alors qu'en réalité ceux-ci occupent dans la rue les numéros 3, 5, et 7 ; c'est une erreur constante et voulue de quelques pence dans l'escompte des relevés de ses fournisseurs, et c'est l'omission de la même somme dans les chèques qu'il écrit. Le personnage est complété par l'importance administrative qu'il donne à sa correspondance la plus futile, par la recherche des termes techniques qu'il accumule " comme la punaise rouge accumule la saleté ", par le culte des abréviations inutiles, par le sacrifice des règles de la grammaire et de la syntaxe anglaises à cette efficacité de mauvais aloi.[1] Enfin le caractère de Kipps lui-même est fait de naïveté, d'admirations enfantines, d'engouements inconsidérés. Kipps est incapable de modifier sa propre structure mentale et de jouer un rôle social quand, par un brusque coup de dé, sa situation de fortune vient à être changée. Il dépense les biens dont il dispose d'une façon aussi irréfléchie qu'il dilapide la tendresse naïve et discrète qui sommeille dans son âme d'adolescent. On sent que, pour Mr Wells, cette Société porte une lourde responsabilité qui, sous prétexte de non-intervention dans les rapports individuels, permet un pareil rétrécissement, un pareil naufrage des âmes. A la vue du milieu où Kipps évolue et de Kipps lui-même, Mr Wells n'est pas saisi, comme l'aurait été Dickens, d'une sympathie

[1] " He was the sort of man who is not only ignorant but absolutely incapable of English. When he wanted to say he had a sixpenny-ha'penny longcloth to sell, he put it thus to startled customers : " Can DO you one, six-half, if y'like." He always omitted pronouns and articles and so forth; it seemed to him the very essence of the efficiently business-like. His only preposition was " as " or the compound " as per ". He abbreviated every word he could ; he would have considered himself the laughing-stock of Wood Street if he had chanced to spell *socks* in any way but " sox ". But, on the other hand, if he saved words here he wasted them there ; he never acknowledged an order that was not an esteemed favour, nor sent a pattern without begging to submit it." *Kipps*, p. 38.

instinctive, d'un attendrissement sans mélange. Sa pitié est teintée d'ironie, parfois de colère. Il songe à la misère de ce qui est, à la beauté de ce qui pourrait être, au parti qu'une Angleterre plus une et mieux coordonnée tirerait de toutes ces bonnes volontés, de tous ces dévouements aujourd'hui sans emploi, ou qui ne se trouvent stimulés que par de puériles illusions. Ces choses ne font pas pour lui partie d'un ordre nécessaire, bienfaisant. Leur valeur pittoresque n'absout pas leur infamie morale. Dans un monde stable et hiérarchisé, elles pouvaient constituer une petite terre à part, où fleurissaient certaines vertus, dont la résignation n'était pas la moindre. Dans un monde en mouvement, ouvert à tous, où chacun peut prétendre jouer un rôle, elles ne constituent plus qu'un bas-fond.

A l'autre extrémité de l'échelle, nous trouvons l'activité du lanceur d'affaires, l'individualisme qui a su détourner à son profit, faire servir à ses fins anti-sociales le vaste et puissant mécanisme financier qu'a créé le XIX[e] siècle. Le crédit, la mobilité parfaite du capital, tout ce qui devrait contribuer à augmenter la sécurité et le bien-être, tout cela est mis à la disposition du premier aventurier venu. L'enchanteur, jadis condamné au bûcher, devient le maître d'un pays, de son art, de sa presse, édifie des fortunes en un jour, accumule les ruines. Nous voyons dans *Tono Bungay* comment le charme opère. Une bouteille d'eau distillée teintée d'un vague stimulant (la quantité d'eau croissant d'ailleurs proportionnellement au succès), un produit plutôt nocif proclamé d'une application universelle, une sorte de trust des accessoires d'ameublement, et voilà Londres aux pieds d'un homme, lui laissant le libre usage de trente millions de livres sterlings. C'est à ce taux que la communauté paye l'ancien pharmacien de Wimblehurst, failli et dilapidateur des biens de son neveu mineur, " pour être assis dans une pièce, à concevoir et à lui débiter des mensonges. Car il ne créait rien, n'inventait rien, n'économisait rien. Je ne puis alléguer qu'une seule des grandes affaires que nous organisâmes ait ajouté quelque valeur réelle à la vie humaine. Plusieurs de ces affaires, comme celle de Tono Bungay, étaient, pour quiconque juge honnêtement, de pures escroqueries, le don contre de l'argent d'une chose inexistante revêtue de réclame... Je songe à la longue procession de gens qui venaient s'asseoir devant nous et nous soumettaient tel ou tel projet. Tantôt c'était un procédé pour vendre du pain sous un nom de fantaisie et pour échapper de la sorte aux lois

sur les poids, tantôt c'était l'histoire d'un gisement insoupçonné de minerai, tantôt un succédané bon marché et immonde de tel ou tel article de nécessité commune, tantôt la trahison d'un employé trop bien informé, soucieux de devenir notre associé. "[1] Ainsi, malgré le labeur de tout un peuple, malgré les lignes de chemins de fer qui s'allongent, malgré les cités qui montent vers le ciel, malgré les usines qui bourdonnent, les fonderies qui rugissent, les vaisseaux qui sillonnent la mer, un groupe de riches possesseurs dirige, jouit, fait naître à son gré, et selon ses intérêts du moment, la confiance ou le doute des individus dans l'essor de la civilisation, fausse les calculs, enfle les dividendes, et transforme en désastres nationaux ses misérables échecs.[2]

Mais ce n'est encore là qu'un désordre de surface, un désordre qui n'affecte que certaines unités humaines, et pour lequel le remède pourrait être prompt. C'est surtout par son indifférence pour l'avenir de la race, par son refus de considérer franchement et sainement ce que devraient être les rapports des sexes, par son manque presque total d'idées sur la façon dont devraient être façonnés l'esprit et le corps des futurs citoyens, que l'État moderne se montre au-dessous de sa tâche. Il réglemente le travail, il réglemente les services publics, mais il permet à la génération qui vient de se former à sa guise, ou plutôt il en abandonne la formation, selon le hasard des naissances, à des êtres dont il n'a pas éprouvé les capacités, et que, par contre, il n'encourage pas quand ils se montrent dignes du rôle qui leur est confié. De la maternité il ne fait jamais, ainsi qu'il le devrait, une fonction ;[3] et quant à la paternité,

[1] *Tono Bungay*, p. 212.

[2] *Ibid.*, p. 214.

[3] "Motherhood, which we still in a muddle-headed way seem to regard as partly self-indulgence and partly a service paid to a man by a woman, is regarded by the Socialist as a benefit to society, a public duty done. It may be in many cases a duty full of pride and happiness—that is beside the mark. The State will pay for children born legitimately in the marriage it will sanction. A woman with healthy and successful offspring will draw a wage for each one of them from the State, so long as they go on well. It will be her wage. Under the State she will control her child's upbringing. How far her husband will share in the power of direction is a matter of detail upon which opinion may vary—and does vary widely among Socialists. I suppose for the most part they incline to the conception of a joint control. So the monstrous injustice of the present time which makes a mother dependent upon the economic accidents of her man, which plunges the best of wives and the most admirable of children into abject poverty if he happens to die, which visits his sins of waste and carelessness upon

il ne cherche pas à savoir dans quels cas elle doit être favorisée, dans quels cas entravée. Sans doute il est dangereux de déclarer *à priori* que des individus atteints de certaines tares ou ayant encouru certaines peines doivent être mis dans l'impossibilité de se reproduire ; l'hérédité, les résultats des croisements ne sont encore pour nous que matières à hypothèses ;[1] mais, du moins, nous pouvons dès à présent augmenter la qualité des naissances moyennes en supprimant dans nos lois ce qui sert d'abri au monopole et à la stupidité et ce qui s'oppose à l'effort de l'homme issu des couches les plus pauvres, qui, bien que possédant des dons très nobles, est obligé d'acheter au prix de toute descendance son développement personnel. Il faut abandonner cette lamentable superstition que " le génie se manifeste en dépit de tous les obstacles ". Le savant a besoin, tout comme l'homme du commun, " de nourriture, de vêtements, d'honneur et d'attention ". Il a besoin, pour ne pas être découragé, d'une partie des égards qui "sont répandus à profusion sur des charcutiers ou sur des brasseurs" ; il en a besoin, non comme récompense, mais comme stimulant.[2]

Après la naissance, l'éducation de l'enfant doit être une œuvre grave, presque sacrée, nécessitant une dépense énorme de science et d'amour, et pour laquelle il ne faut se fier ni à l'instinct ni à la nature, forces chères à l'Individualisme. Nous avons affaire à un être aussi tendre que la cire et qui sera ce que nous saurons le faire. C'est de notre vigilance que dépend l'équilibre de son imagination, de sa sensibilité et de son intellect, c'est nous qui ferons surgir ses premières associations. Nous devrons, à l'heure où sa langue se délie, être ménagers de ses peines, lui montrer tout de suite la voie qu'il cherche obscurément, et cela malgré le charme que peuvent avoir pour nous ses tentatives infructueuses et ses hésitations.[3] Plus tard, enfin, sur les bancs de l'école, nous devrons graduer notre enseignement de telle sorte qu'il ait toujours un sens complet pour le maître comme pour l'élève, et qu'il soit en même

them far more than upon himself, will disappear. So too the still more monstrous absurdity of women discharging their supreme social function, bearing and rearing children in their spare time, as it were, while they " earn their living" by contributing some half mechanical element to some trivial industrial product, will disappear." *Socialism and the Family*, pp. 58-59.

[1] V. *Mankind in the Making*, pp. 25-27.

[2] *Ibid.*, p. 33.

[3] Voir notamment les deux beaux chapitres de *Mankind in the Making* : "The Problem of the Birth Supply" et "The Beginnings of the Mind and Language".

temps une préparation à une culture plus haute.[1] Bref, l'Etat s'insurgera contre le gaspillage, contre le mauvais emploi des forces vitales ; il imposera à l'individu le respect de ces forces. Il prendra la défense de la race contre ceux qui ne voient dans l'existence "qu'une succession de plaisirs, d'émotions et d'intérêts".[2] Il ne se résignera pas à mettre au compte de la fatalité les défaillances, les erreurs de l'espèce. Sa philosophie ne s'accommodera jamais, comme celle d'un Marc-Aurèle, de voir la mort triompher de la vie.[3] Il sera en perpétuelle réaction contre "les masses qui s'embarquent collectivement dans des entreprises n'ayant aucun rapport définissable avec la vraie besogne de ce monde". Il sait que chez presque tous les individus, il ne trouvera ni souci profond, ni hostilité déclarée pour ce qui devrait être l'œuvre essentielle de l'humanité, mais la plupart du temps une collaboration inconsciente ou une ignorance naïve. Il aura donc à exercer un choix, et dans ce choix il sera guidé par l'idéal nouveau qui, peu à peu, se substitue à celui de l'Humanitarisme des Droits de l'Homme et de l'Egalité Humaine. Il jugera "toute institution, tout mouvement, tout parti, selon qu'il sera la cause plus ou moins réelle de naissances saines et pleines d'espoir, et selon les progrès quantitatifs et qualitatifs, attribuables à son influence, qu'aura accomplis chaque génération de citoyens nés sous cette dernière, vers un modèle de vie plus élevé et plus vaste".[4]

Ainsi, dans tous les cas, le Socialisme est pour Mr Wells une révolte de l'esprit contre le laissez-faire et le laissez-aller, une révolte des forces progressives contre ce qui, dans notre organisation manufacturière, dans l'agencement de nos demeures, dans la procréation, dans la nutrition et dans l'éducation de nos enfants, produit ici l'excès et la dégénérescence, là la privation et la mort. Il exige que l'humanité "cesse de présenter les apparences et de suivre les méthodes d'une foule, alors qu'elle devrait suivre les méthodes d'une armée." Tandis que l'homme de science cherche à tracer une carte régulière du "désert à demi exploré des faits", le Socialisme cherche à tracer le plan méthodique "du désert à demi conçu de l'effort humain",[5] plan qui n'aura ni la rigueur ni la belle ligne de

[1] V. le chapitre "Schooling".
[2] *Mankind in the Making*, p. 11.
[3] *Ibid.*, p. 12.
[4] *Ibid.*, p. 14.
[5] *New Worlds for Old*, p. 26.

celui de l'architecte, car ce dernier n'a prise que sur la pierre morte et sur le bois, tandis que le socialiste dispose d'éléments qui résistent et qui luttent ; mais qui fera plutôt songer à celui du jardinier qui taille et émonde, ouvre de larges et splendides points de vue, prépare la terre pour que d'elle jaillissent les plantes gracieuses et odorantes, plan vivant et persistant fait pour des choses qui vivent et qui croissent, plan qui se développe et qui se renouvelle à mesure que de nouvelles possibilités sont perçues. [1]

III

Mr Wells croit en un pouvoir qui ne se fie point aveuglément à la Nature, pas plus qu'il ne dispose d'elle librement. Il n'attend rien d'un épanouissement complet des instincts ; mais en revanche, il n'a que dédain pour ceux qui veulent établir une symétrie parfaite parmi toutes les forces de croissance spontanées ou réfléchies et qui s'imaginent qu'il est *une* organisation économique et sociale qui puisse, par un acte unique, les soumettre et les rendre du coup bienfaisantes.

Par le premier de ces traits, Mr Wells se présente en opposition avec la classe d'Utopistes dont William Morris fut le plus illustre représentant. Il ne voit aucun mal à ce que l'homme ait cessé d'être " un produit naturel ", et il découvre, au contraire, de grands inconvénients à ce qu'il en redevienne un. Il croit, certes, aux vertus de désintéressement et de sympathie, au désir inné d'harmonie et de beauté, mais il ne croit pas que l'absence de toute contrainte et de toute règle soit nécessaire à leur éclosion. Pour lui, la civilisation va du simple au complexe, et non du complexe au simple. Ce n'est que par d'infinis labeurs que l'homme obtient sa liberté, qu'il la préserve et qu'il l'accroît. Ce n'est que par un effort constant qu'il rend supportable pour lui-même le contact de ses semblables et des lieux qui l'environnent. Nous nous leurrons si nous nous figurons que la disposition plus saine et moins coûteuse de nos demeures, la souplesse de nos vêtements, l'aisance de nos manières, le sourire de nos enfants, la sécurité et la rapidité de nos courses à travers la campagne, sont autre chose qu'une conquête de l'esprit scientifique, de l'esprit de coordination et d'organisation. Une civilisation ne se maintient pas grâce à la sympathie des créatures les unes pour les

[1] *New Worlds for Old*, pp. 26-27.

autres, mais grâce à un vaste dessein commun d'améliorer et de purifier, grâce à des lois justes, grâce à un gouvernement sage. L'être humain, en dehors des cas d'attraction sexuelle, n'est irrésistiblement poussé vers un de ses pareils que si celui-ci a été préalablement préparé, discipliné physiquement et moralement. En dehors de ces conditions, il n'y a que promiscuité. " L'homme naturel, grand, nu, vertueux, au teint de rose, buvant de la claire eau de source, mangeant les fruits de la terre, et vivant en plein air jusqu'à quatre-vingt-dix ans, est une fantaisie. Le vrai sauvage est un nid pour les parasites du dedans et du dehors ; il pue, il pourrit, il meurt de faim. Quarante ans sont pour lui un âge avancé. Il est aussi plein d'artifices que son frère civilisé, mais il n'est pas aussi sage. "[1] Il ne prend pas spontanément la route la plus courte, ne s'habille pas avec modestie et distinction, n'adopte pas la nourriture que supporteraient le mieux ses organes, ne construit pas la maison la mieux aérée et de l'entretien le plus aisé. Il va au hasard, trébuche, porte des ornements puérils et chargés, regarde avec défiance tout nouveau venu, se terre pour avoir chaud. Les êtres charmants et libres de Morris ne sont d'ailleurs pas des êtres naturels. Ils sont les derniers et exquis produits d'une civilisation millénaire ; ils portent dans leurs veines tous ses raffinements ; ils ont profité de toutes ses expériences ; ils en sont si maîtres qu'ils jouent en quelque sorte avec elle, l'arrêtent et la remettent en mouvement selon leur caprice. Ils goûtent, après une longue fatigue, une heure de calme loisir durant laquelle les métiers cessent leur bourdonnement. Mais seule l'imagination peut faire de cette heure une éternité ; seule elle peut se permettre d'ignorer, de voiler le mécanisme complexe qui a fait des habitants de " Nulle Part " un peuple de demi-dieux satisfaits, s'harmonisant avec un paysage de rêve où chacun de leurs gestes se reflète.

Mais Mr Wells voit autant d'harmonie dans l'effort que dans le repos, dans le gonflement des muscles que dans leur relâchement ; il voit autant de dignité virile dans le regard qui se fixe attentivement sur chacune des pièces de la machine, que dans celui qui flotte mollement sur des rives ensoleillées. Il sait que la prétendue simplicité de la Nature n'est au fond que la synthèse de forces innombrables dont le sens nous échappe, mais il ne sait pas moins que nous créons et que nous dirigeons les forces dont l'accord réalisera peut-

[1] *Mankind in the Making*, p. 36.

être la simple harmonie des rapports humains. Nous sommes sujets dans le premier cas, législateurs dans le second. Nous ne ferions que perpétuer le désordre présent en confondant ces deux attitudes. Nous pouvons aimer le grand mystère de la Nature, l'infini qui retrempe les âmes, qui a sur elles l'influence d'un bain salutaire dans les périodes de détente ; [1] mais, dans celles où l'activité s'impose, où nous devons être en réaction agressive contre le désarroi ambiant, seuls les individus " relâchés ou d'esprit paresseux ", ceux qui veulent " fuir toute peine et toute austérité " [2], continuent à s'abandonner au courant de l'instinct. La Nature a son domaine, nous le nôtre ; elle a ses destinées, nous les nôtres. Pour accomplir les siennes, elle est formidablement équipée, elle possède un système complet, robuste, efficace et délicat ; pour accomplir les nôtres, nous n'avons rien qu'une ébauche d'organisation, que des lois hâtivement tracées, contre lesquelles la plupart de nous sont perpétuellement en révolte. Avons-nous donc droit à ce repos que la Nature, sûre pourtant d'elle-même, ne connaît pas ? Notre seul motif d'orgueil, en même temps que notre espoir, n'est-ce pas justement l'empreinte marquée par nous sur cette terre qui nous ignore, n'est-ce pas tout ce qui rapproche l'homme de l'homme, tout ce qui est l'expression concrète de l'âme de l'humanité : nos ponts et nos viaducs hardis qui enjambent les vallées, nos tramways qui glissent aux flancs des montagnes, nos prairies bien irriguées, nos machines légères qui " semblent dévorer l'herbage " [3], nos habitations chauffées à la vapeur, nettoyées par le vide, aux angles arrondis pour empêcher la poussière de s'accumuler, et où, dans les moindres objets, on note " cette simplicité finale, cette finesse exquise de contours qui sont le fruit d'un effort artistique soutenu " ? [4] Les partisans du retour à la Nature, " créatures de pose et de vanité ", n'auront ainsi pas même l'excuse de préconiser un retour vers la beauté. Il n'y a de beauté que dans la victoire, ou que dans une adaptation consciente des moyens aux fins. Couvrir son corps de peaux, se nourrir d'herbes ou de baies, c'est plier devant un pouvoir que l'on ignore, c'est se laisser adapter, c'est accepter le pire et s'en vanter. Au contraire, " il n'y a rien dans nos machines, il n'y a rien

[1] Mr Wells rend d'ailleurs obligatoires ces périodes d'isolement dans *A Modern Utopia*, Ch. IX, § 7.

[2] *Mankind in the Making*, p. 36.

[3] *A Modern Utopia*, p. 127.

[4] *Ibid.*, pp. 107-109 et *Anticipations*, pp. 106-112.

dans nos voies ferrées, dans nos ponts de fer et dans les projets de nos ingénieurs qui les oblige à être laids. La laideur est la mesure de l'imperfection ; une chose faite par l'homme est surtout laide en proportion de la pauvreté de la pensée qui l'a engendrée, de l'impuissance de son auteur à saisir pleinement le dessein qui est en elle." C'est l'atmosphère qui fait l'art : si l'atmosphère est bonne, l'art croît partout ; si elle est mauvaise, il ne croît nulle part. Si nous réduisions en miettes et si nous enterrions nos hauts fourneaux, nos machines, nos usines, et si nous nous livrions de nouveau au travail manuel, à l'élevage des moutons et des porcs, restant enveloppés comme nous le sommes à présent de fraudes et d'incertitude, nous ne produirions toujours que gêne et que malpropreté ; la société serait encore l'image "gauche et décharnée" de notre désordre intellectuel et moral. [1]

Mais si le Socialisme doit éviter le piège du retour à la Nature, il doit aussi, selon Mr. Wells, se tenir en garde contre son propre idéal, lutter contre la tentation de créer pour l'homme une seconde nature. Il peut demander certains sacrifices aux individus, il peut leur demander de renoncer à cette "prodigalité de liberté" qui est la négation de la liberté générale. Mais il ne peut oublier que la vie n'a de signification — la vie qui est amour et haine, attraction et répulsion — qu'autant qu'elle oppose ou rapproche des êtres différents, aux mobiles et aux tendances infiniment variés. Le point de vue moderne est le point de vue pragmatiste. L'Unique seul a une signification et une réalité. "Il n'y a pas de bien ni de mal absolu, il n'y a pas de questions qualitatives, mais seulement des ajustements quantitatifs." [2] Et quand même notre loi, notre plan seraient les plus sages de tous, il ne faudrait pas espérer les voir adopter par chacun, car il n'y a "que des choses mortes, des choses incapables d'exercer un choix, pour vivre dans une obéissance absolue à la loi". A l'heure où l'ancien ordre social est partout rompu, où partout les groupements artificiels tombent en déliquescence, où les rites de conduite, de préséance, et jusqu'à ceux d'amusement, se trouvent surannés, c'est folie que de songer à une orthodoxie socialiste. C'est folie de croire que tous les intérêts privés capituleront dans un souci unanime du bien public. Quoi qu'on fasse, l'homme restera "une créature de concurrence" ; l'Etat pourra varier et élargir ses conceptions, il ne pourra lui épargner "le drame émotionnel de la

[1] *A Modern Utopia*, p. 114.
[2] *Ibid.*, p. 45.

lutte", les joies et les humiliations, car il vit "au milieu du succès et des échecs, de même qu'il vit dans l'espace et dans le temps." [1] L'Utopie moderne aura donc ses égoïstes, ses vicieux et ses incapables, de même que ses criminels, et chacune de ces classes devra être traitée isolément. Elle aura aussi ses indifférents, ceux qui mettront, tel le personnage du Botaniste, leur sentimentalité puérile et leurs aventures passagères au centre de l'évolution. Mais même ses citoyens les plus ardents, ses intelligences les plus constructives, ne lui appartiendront pas exclusivement. Ils seront les esclaves de leur passé, des accidents de leur passé, d'institutions qui, "irrationnelles ou absurdes, auront, en vertu de leur contact avec les individualités, une apparence de réalité et de justesse que ne peut posséder aucune des choses qui n'ont pas encore été expérimentées." Ces institutions ont été baptisées dans le sang, adoucies, arrondies en quelque sorte par l'usage, et à côté d'elles la réforme qui a été "simplement proposée, simplement suggérée", toute logique et toute nécessaire qu'elle soit, semble "étrange et inhumaine dans ses contours clairs, durs, inflexibles." [2] Partout des individus, des êtres en voie de devenir. Partout l'Unique. Rien ne dure, rien n'est ferme, rien n'est certain. Partout l'impossibilité de déterminer l'aspect fondamental de la société, celui que le prochain changement ne modifiera pas.

IV

Le Socialisme, avons-nous dit, est pour Mr Wells une volonté d'organisation ; mais cette volonté n'est pas une chose abstraite, une simple figure de langage ; son œuvre, d'autre part, doit être beaucoup trop précise et étendue pour qu'elle puisse être appelée une tendance obscure ; il faut qu'elle surgisse de certaines cellules sociales ; il faut que certaines classes, certains individus, possèdent déjà une notion de ce qui est à faire, et aient pris leurs responsabilités. Il faut, en un mot, que nous sachions quels éléments ont effectué à l'heure présente une coordination partielle des rapports humains, et quels éléments se trouveront prêts à contribuer plus tard à leur coordination totale.

Or, selon Mr Wells, l'erreur fondamentale serait de croire que c'est de l'ensemble des atomes sociaux, agissant unanimement et paral-

[1] *A Modern Utopia*, p. 139.

[2] *Ibid.*, p. 21.

lèlement, que dépend la solution du problème que le Socialisme doit résoudre. L'organique ne naît pas de l'inorganique, le conscient de l'inconscient ; le progrès ne peut résulter que de l'apparition d'une série d'agents sociaux qui préciseront leurs contours, qui accentueront leur relief, qui verront plus clair en eux et autour d'eux. Le Socialisme est donc aux antipodes de la forme actuelle de gouvernement que nous intitulons démocratique. Ce n'est pas de la Démocratie elle-même, état préliminaire, " leurre verbal ", que sortira l'avenir, mais des éléments variés qu'elle recouvre de son manteau et aux voix nuancées desquels sa clameur discordante impose le silence.

Nous vivons sur une équivoque. " L'époque actuelle est constamment qualifiée de démocratique ; la Démocratie, prétend-on, a influencé tout à la fois l'art, la littérature, le commerce et la religion ; " non seulement la pensée contemporaine accorde à la Démocratie, dans l'agencement des lois, dans l'évolution des peuples civilisés, une influence prédominante, mais elle admet même de bonne foi que sa prédominance deviendra de plus en plus écrasante.[1] Elle la considère, non comme une image commode qui dispense d'une réflexion plus profonde, mais comme une sorte d'être substantiel ayant sa vie propre, sachant vouloir et commander.

C'est là la conception courante ; elle ne peut résister à l'analyse. " Je ne connais, écrit Mr Wells, dans nos Etats modernes, aucun gouvernement démocratique électif que l'on ne puisse en cinq minutes réduire en poussière par le raisonnement. "[2] L'idée démocratique, c'est l'idée d'une liberté sans entraves ; c'est la revanche de l'individu sur toutes les restrictions et sur tous les privilèges spéciaux. " Politiquement, c'est la négation du droit pour une personne ou un groupe de personnes déterminées d'agir, en vertu d'un pouvoir ou d'une capacité intrinsèque, dans l'intérêt de la communauté tout entière. "[3] Elle est donc associée à l'idée de représentation. Le gouvernement issu d'elle est fondé sur l'élection ; le gouvernant est, en théorie du moins, " le délégué et le serviteur de la volonté populaire. " Elle n'est donc défendable que s'il y a une volonté populaire et que si celle-ci " est la somme nette des volontés de tous les citoyens de l'Etat. "[4]

Mais ce postulat n'est lui-même que la plus téméraire des hypo-

[1] *Anticipations*, p. 145.
[2] *Ibid.*, p. 147.
[3] *Ibid.*, p. 146.
[4] *Ibid.*

thèses. La Démocratie porte la marque de ses origines. Elle n'est pas le résultat " d'une conviction intellectuelle ", mais le produit encore vivace d'une période de décomposition ; elle n'est qu'un compromis. Elle date, pour l'Angleterre, d'un temps où des facteurs sociaux nouveaux et d'une influence puissante : le manufacturier organisateur, l'ouvrier intelligent, le fermier habile, apparaissent et se heurtent à d'anciennes classes et à d'anciens systèmes, alors déliquescents, incapables d'accaparer et de guider le mouvement industriel, mais trop obstinés pour se résigner à abandonner aux promoteurs de ce dernier la direction des affaires du pays. Nous n'avons ainsi, à la fin du XVIIIe siècle, qu'une juxtaposition de puissances informes ; l'affaiblissement d'un ordre de choses suranné se produit simultanément avec le développement de la masse embryonnaire d'un ordre nouveau. " Aucune formule définie de reconstruction ne fut dégagée, ni ne l'a été depuis cent ans. "[1] Les classes qui, en fait, étaient maîtresses de l'évolution, mais qui ne pouvaient déplacer à leur profit l'axe du gouvernement, qui refusaient de subir la loi des rois, des nobles et des privilégiés de toute nature, mais qui ne pouvaient se substituer à eux, trouvèrent un refuge ainsi qu'une revanche dans la doctrine qui proclamait à la fois l'inaptitude de l'individu isolé à traduire les aspirations de ses contemporains sans qu'il eût reçu d'eux un mandat, et l'infaillibilité de l'humanité considérée dans son ensemble. Dans tout ce processus, le peuple souverain, " assumant consciemment et définitivement le pouvoir ", n'avait eu aucun rôle.[2]

La formule démocratique n'est donc qu'un symbole de négation, que l'on peut faire servir à tous les usages, et qui n'est spécialement destiné à aucun ; traduite concrètement, elle nous offre l'image d'une masse grise, uniforme ; mais — et ceci est essentiel — cette uniformité grise est due, non à la monotonie des éléments constitutifs, mais à leur bizarre accouplement, à leur fusion artificielle, qui cesse d'ailleurs dès que ces éléments se retransforment, pour la vie de tous les jours, en autant de facteurs agissants.[3]

Pourtant, même dans la sphère du gouvernement, il faudra bien que, tôt ou tard, les capacités s'affirment, que l'influence politique soit proportionnelle à la science et à l'éducation. Il faudra bien qu'une couleur redevienne prépondérante, que ceux qui ont été ou

[1] *Anticipations*, p. 149.
[2] *Ibid.*, p. 150.
[3] *Ibid.*

qui se sont préparés au rôle de pilote soient mis au gouvernail. Jusqu'alors, aucune organisation ne sera possible, le Socialisme ne sera qu'un vœu, formulé dans un rêve. Nous parlons d'organisation, mais nous ignorons les organisateurs. " La démocratie moderne ou la quasi-monarchie démocratique conduit ses affaires comme s'il n'existait rien qui fût connaissances spéciales où éducation pratique. " Elle consulte, à la rigueur, l'homme de science, " mais il n'a pas voix au chapitre quand il s'agit de décider de l'usage des choses qu'il a créées. Le spécialiste est toujours traité comme une sorte d'animal savant. " Les gens de la classe gouvernante anglaise ne comprennent pas qu'il puisse exister de faits inexorables dans le monde. Ils ont été éduqués dans des écoles dirigées par des maîtres amateurs, pour qui le but réel de la vie — si l'on peut dire de tels gens qu'ils aient un but dans la vie — est l'obtention d'un siège épiscopal, et ils ont appris peu de chose ou même rien, si ce n'est l'extraordinaire pouvoir qu'ont les apparences à l'heure présente. Avoir l'air comme il faut et posséder une bonne réputation, cela est suffisant pour parvenir.[1] Notre système politique opère comme si les hommes qui occupent à leurs risques et périls les plus nobles et les plus dangereuses charges sociales étaient des facteurs négligeables, comme si rien n'existait " en dehors des riches, des manipulateurs irresponsables de richesses ", et du grand troupeau des indifférents. Les lois régissent les rapports de la classe charlatanesque des gouvernants avec la masse pâle des gouvernés.[2] Ou, si l'on veut, l'on peut comparer le gouvernement démocratique à une sorte de machine mue par un balancier : à l'un des bouts est la puissance, à l'autre le travail, à l'un des bouts ceux qui payent l'entretien de la machine, distribuent les salaires et les récompenses, à l'autre la masse, qui vote avec ses préjugés, ses traditions, sa pensée limitée que la presse exploite et dirige.[3] Mais aucun des deux groupes n'a cure de la machine elle-même, ni de ceux qui l'ont inventée ou qui la perfectionnent. Ils la font manœuvrer d'un geste automatique, sans déclamations, sans loquacité, sans attitudes impressionnantes, sans gestes héroïques, à l'opposé de ce qui avait encore lieu en des temps tout proches de nous. Il n'y a plus ni tyran, ni démagogues. On gouverne, on est gouverné par habitude.

Le premier acte du Socialisme sera donc de demander à la

[1] *Anticipations*, p. 154.
[2] *Ibid.*, p. 155.
[3] *Ibid.*, p. 156.

Collectivité de procéder de bonne foi — sans se fier davantage au bercement de formules léguées par une époque d'incertitude et de transition — à l'inventaire de ses richesses vivantes, de jalonner son terrain, de rechercher avec anxiété l'initiative et la responsabilité pour les faire pénétrer ensuite en ses conseils. Il se peut qu'initiative et responsabilité ne soient nullement désintéressées, qu'elles concourent à des fins purement individuelles, qu'elles n'aient pas sur l'avenir de la communauté les vues harmonieuses qui sont celles du Socialisme, qu'elles aient même à être soumises à une discipline d'une autre espèce que celle qu'elles ont imposée aux forces de la nature et qu'elles cherchent à faire pénétrer dans une humanité hésitante et amorphe; mais il n'en est pas moins certain que les premiers essais d'organisation collective dépendront de la classe à laquelle l'évolution économique doit sa forme et sa continuité, c'est-à-dire d'une aristocratie fonctionnelle qui n'a peut-être pas encore conscience de sa force, à qui l'on n'a point encore fait appel, et qui, bien qu'en fait son importance soit reconnue, n'occupe pas dans l'État une place assez éminente pour que ses activités concrètes se doublent à l'heure actuelle d'un sentiment étendu de ses devoirs.

Cette classe n'est pas celle des possesseurs de capitaux. Les deux derniers siècles, en multipliant les sociétés par actions en même temps que le nombre des porteurs de titres, ont rendu le Capital parfaitement amoral et irresponsable. On le possède de près ou à distance, ou plutôt on n'en possède que l'équivalent en papier ; il vous échappe, féconde des énergies, broie des vies humaines, à votre insu, sans contrôle possible de votre part. Il est volatile, passe sans bruit de mains en mains ; il n'engendre pas, comme au temps de la propriété foncière, des obligations parallèles. Il n'est plus rassemblé en une masse distincte, " Il pénètre la société comme les veines et les filons d'or pénètrent le quartz. " Il appartient " au snob millionnaire, au politicien ploutocrate, au jouisseur opulent, au fanatique religieux dont la main est ouverte, au *charitable*, à l'élégant, à l'individu dédaigneux et magnifique, aux voyageurs, aux chasseurs, aux poètes de second ordre...... aux amateurs de toute condition. "[1] Il n'est qu'une Démocratie monnayée. Grâce à lui, l'évêque vend du thé ou de la houille ; grâce à lui, le testament de tel éminent réformateur du prolétariat révèle des placements qui déconcertent. L'actionnaire est le roi fainéant. Il ne travaille ni

[1] *Anticipations*, p. 73.

ne file. " Il est mécaniquement libéré du châtiment de la chute originelle; il récolte, dans un monde où règne encore le péché, tous les avantages pratiques du millenium, sans avoir à subir aucune de ses restrictions morales. " [1] Le dividende qu'il perçoit n'est point une récompense, c'est le tribut que l'industrie, que les classes laborieuses et commerçantes, ont dû payer comme droit d'entrée dans un monde où tout était déjà réparti. Sa personnalité n'est pas même assez dégagée dans l'ordre social pour que nous puissions lui demander des comptes. Il n'a rien de commun avec ceux qui, comme lui, " touchent ou espèrent toucher des dividendes ; il ne lit point les mêmes journaux, ne se rassemble pas dans les mêmes lieux, n'a pour eux, en fait de sympathie, que la sympathie universelle de l'homme envers l'homme ". Il n'est préparé ni à l'action collective, ni à l'attaque, ni à la défense. Il ne peut être constructif. Conservateur par tendances, il n'a aucun moyen d'exprimer ses tendances conservatrices. " Son existence est, en fin de compte, un phénomène dont la prolongation dépendra des lois quasi-naturelles qui régissent le corps social. Si elles le favorisent, il survivra ; sinon, il s'évanouira comme les brouillards du matin devant le soleil. " [2]

Le mode de répartition actuel des fortunes est donc cause que l'on ne pourra plus dorénavant définir la nature d'une classe d'après celle des richesses qu'elle possède. La classe moyenne, en tant que classe moyenne, est soumise à un processus de décomposition. [3] Mais, simultanément, il est un autre mouvement par lequel " certains hommes, d'origine et de traditions souvent les plus diverses, sont en train de se réunir en une multitude de nouveaux groupes spécifiques, qui pourront bientôt donner naissance à un idéal aux caractères très distincts." [4] C'est vers la section des gens de science, vers la classe qui détermine l'*usage* du capital, vers " cette communauté émergeante ", qui, si elle est instruite et dirigée, formera " une vaste corporation suffisamment homogène — grands et petits ensemble, il est vrai — mais sans ligne de séparation ", [5] que le Socialisme doit tourner ses regards. Le monde découvrira en fin de compte que c'est de son efficacité que dépend sa propre avance, et

[1] *Anticipations*, p. 75.
[2] *Ibid.*, p. 76.
[3] *Ibid.*, p. 82.
[4] *Ibid.*, p. 84.
[5] *Ibid.*, p. 92.

du jour où cette constatation sera entrée parmi les notions courantes de la vie collective, du jour où la société aura à sa disposition un corps d'éducateurs expérimentés et originaux qui, du simple mécanicien, feront un ingénieur, et du praticien privé, l'arbitre responsable de l'hygiène et de la santé publiques, on pourra dire qu'une force à présent ignorée et à laquelle on pourra confier, non certes toutes les destinées de l'Etat, mais du moins l'adaptation de sa politique aux exigences de l'évolution scientifique contemporaine, aura surgi, nous fournissant le premier terme d'une classification encore inébauchée. Pour l'instant, quand nous évoquons l'image de l'ingénieur, nous nous trouvons en présence d'un mélange de professions bizarres et mal définies ; notre imagination se représente tour à tour "l'homme à la face noire, tout couvert d'huile, sortant de la chambre des machines", puis "l'ingénieur sanitaire avec son matériel de faïence et de plomberie, l'ingénieur électricien avec ses petites éprouvettes et ses fils de cuivre, l'ingénieur des mines, des chemins de fer, le constructeur de moteurs, l'expert en irrigation". [1] Nous voyons la dextérité commune, la tension commune des volontés, l'adresse et la précision, mais nous n'avons aucun sens de la communauté du but, nous ne nous demandons pas si cet élément pourra être dans un avenir prochain "équipé, organisé, rendu conscient de lui-même et de ses aspirations distinctes". [2] Nous n'avons pas fait de l'intérêt de l'ouvrier technicien un intérêt social. Nous ne l'avons jusqu'ici considéré qu'en opposition avec les intérêts de l'employeur. Nous avons forcé le premier à déployer toute son ingéniosité, en tant que membre d'un groupe ou d'une association, dans l'invention de règles strictes destinées à restreindre les heures consacrées au travail ; nous l'avons maintenu dans la tradition servile de l'ancien compagnonnage. Nous ne lui avons donné ni le loisir, ni la sécurité dont il aurait besoin, quel que soit son grade, pour perfectionner ses méthodes d'investigation, pour rendre la vie de tous plus simple, plus économique, plus tolérable.

V

Mais l'appui que pourra recevoir l'Etat Socialiste de ces capacités que nous coudoyons, dont nous nous servons sans reconnaître leur valeur, laissera pourtant son rôle intact. Elles n'auront de prix que par

[1] *Anticipations*, p. 85.

[2] *Ibid.*, p. 88.

suite de l'usage auquel il les soumettra. Elle ne vaudront qu'autant qu'il saura les manier et les agencer, les diriger vers tel ou tel point menacé de l'édifice commun, qu'autant qu'il aura lui-même son plan d'action, qu'il aura délimité sa sphère d'influence, qu'il aura classé les tendances spontanées de la Collectivité selon leur degré de désirabilité, qu'il aura créé un mécanisme assez délicat et assez docile pour rendre ses décisions effectives, et qu'enfin et surtout il ne confondra pas la pensée que ce mécanisme aura à transmettre avec l'acte de transmission lui-même et avec les agents qui l'assureront. L'importance que Mr Wells donne à cette dernière distinction explique sa réaction, particulièrement accentuée dans ses œuvres les plus récentes,[1] contre le Socialisme purement

[1] C'est dans son dernier roman, *Le Nouveau Machiavel*, que Mr Wells s'est surtout complu à dissocier la pensée généreuse et ardente, inspiratrice du Socialisme, des formes politiques dans lesquelles celui-ci a cru pouvoir s'incarner, ou des voies d'exécution par lesquelles il a cherché à se réaliser. Certes, entre *Anticipations*, *Une Utopie Moderne*, et *Le Nouveau Machiavel*, une évolution profonde semble s'être produite dans les conceptions de Mr Wells. Il n'en faudrait pourtant pas exagérer la portée. *Le Nouveau Machiavel* est une œuvre d'imagination qui, sauf dans les parties essentiellement méditatives — lesquelles demeurent en dehors de l'action — vise à être impersonnelle. Mr Wells nous écrit : " You will realize that *The New Machiavelli* is a work of fiction, and that Remington is not H. G. Wells, but just simply himself. " Et plus loin : " Remington is an attempt to express the ideas of Tory Democracy in an intellectualized and coherent form. " L'œuvre ne marque donc aucun glissement de Mr Wells vers le Conservatisme. L'échec lamentable de Remington est, du reste, une preuve du peu de confiance qu'a l'auteur dans l'actuel parti Unioniste. Mais, dans un acte de bonne foi et de parfaite sincérité intellectuelle, Mr Wells a voulu nous indiquer combien l'idée est elle-même supérieure aux hommes et aux faits, et quelles désillusions nous attendent si nous la confions comme un dépôt sacré à un parti, pour qu'il la fasse, oublieux de ses intérêts, triompher intégralement. *Le Nouveau Machiavel* est donc pratiquement une œuvre négative ; mais ceci provient de l'erreur, des espérances excessives de Remington, de sa trop longue ignorance du dualisme de la Pensée et de l'Action ; cependant l'œuvre, si l'on tient compte des circonstances, et si l'on n'oublie pas qu'elle est issue d'une sorte de cruel et lucide examen de conscience dans lequel nul ne saurait longtemps se complaire, à moins qu'il ne renonce à toute vie efficace, garde pour nous toute sa valeur de stimulant intellectuel. Il n'est donc pas impossible de rattacher *Le Nouveau Machiavel* aux ouvrages dogmatiques de Mr Wells. Dans la lettre que nous venons de mentionner, celui-ci nous exprime le désir de ne nous voir signaler aucune solution de continuité dans notre étude de sa production sociologique. Il déclare notamment que la parenté est proche entre sa philosophie de l' " Hinterland Moral ", développée dans *Le Nouveau Machiavel*, et sa théorie du rôle de la " Classe Poiétique " exposée dans *Une Utopie*

administratif, contre le Fabianisme — auquel il s'était tout d'abord rallié sans restrictions — et surtout contre le Webbisme. De plus en plus il insiste pour le jeu libre de la pensée au milieu de tous les moyens d'exécution, de plus en plus il délaisse la forme pour la substance de plus en plus il distingue entre l'intangible souveraineté de l'idée et l'opportunisme de la politique quotidienne. De plus en plus il estime la vérité, l'ordre, l'excellence des choses, en raison de leur beauté propre et de la beauté de leurs conséquences. De plus en plus il a souci de la qualité esthétique du Socialisme, et conclut que la beauté ne se morcelle pas et ne doit être confiée qu'à des mains qui sont mues par l'amour et la foi, non à celles que distinguent l'habitude, l'entraînement, la pratique des tractations courantes. Le Socialisme, pour être autre chose qu'une doctrine, pour se répandre, pour gagner sur le chaos, doit avoir à son service, à une époque où la spécialisation est inséparable du succès, une cohorte d'hommes experts et spécialisés, rompus à l'art des adaptations et des compromis. Mais l'idée socialiste elle-même n'est point spécialisable, et personne ne saurait se rendre complètement maître d'une conception qui se rajeunit et se renouvelle sans cesse, qui refuse de considérer le monde comme un agrégat de types et de classes, qui spécule sur les passions brûlantes, sur le murmure vague et incessant des foules. Le monde moderne n'a rien à voir avec un enchevêtrement de voies ferrées, ne réservant aucune surprise, pourvu que l'on ait placé quelqu'un à chaque aiguille et à chaque signal. [1]

Ce n'est pas que Mr Wells ait peur des réglementations, ni des restrictions. Dans son *Utopie Moderne*, ni l'Etat, ni les circonscriptions administratives — plus vastes parfois à elles seules que toute l'Angleterre — qui le plus souvent en tiennent lieu, ne demeurent inactives ; on peut même dire qu'ils ne reculent devant aucune forme d'activité. Les dernières, notamment, tracent les routes, détiennent toutes les sources d'énergie, eau, électricité, vents et marées, qu'elles distribuent aux Municipalités et aux particuliers

Moderne. " You will find in it a very fully developed sense of my distrust of the official." Nous avons cru, en raison de la place très large que nous avons donnée, dans les premières pages de ce travail, aux auteurs d'*Industrial Democracy*, devoir fournir un aperçu des critiques assez virulentes de Mr Wells contre les Webb Inutile d'ajouter que nous n'avons pas à apprécier la nature de l'hostilité personnelle qui existe aujourd'hui entre ces écrivains.

[1] *The New Machiavelli*, p. 217.

auxquels un compte a été ouvert,[1] poursuivent des enquêtes scientifiques, possèdent intégralement la terre, consentent des baux, subventionnent les entreprises non productives de profits qu'elles ne peuvent gérer directement, mais qui sont jugées bienfaisantes pour la communauté, et distinguent, entre les différentes variétés d'objets susceptibles d'appropriation privée, celles qui peuvent être ainsi réparties sans aucun dommage pour le reste des citoyens.[2] Elles prennent à leur charge l'assurance qui est contractée sur la tête de chaque enfant lors de sa naissance. Elles tiennent la main à ce que chacun soit suffisamment logé, nourri, vêtu ; toute maison qui ne satisfait pas aux exigences de l'hygiène est, selon la gravité du cas, démolie ou nettoyée aux frais de l'occupant. L'Etat n'admet pas qu'un individu puisse errer en haillons, sans métier et sans toit. Si quelqu'un a le dessein de travailler sans en avoir les moyens, il l'enregistre,[3] et lui prête de l'argent, afin qu'il puisse mener une vie décente jusqu'à ce qu'une occupation convenable lui ait été trouvée. En supposant qu'aucune entreprise privée ne lui ouvre ses portes, l'Etat agit envers lui comme " employeur de réserve ". Il a, en effet, la direction d'un certain nombre d'ateliers où des objets non périssables peuvent être indéfiniment accumulés : briques, épingles, clous, papier, feuilles de verre ; ces articles sont manufacturés en quantités plus ou moins grandes selon que la demande de main-d'œuvre augmente ou se ralentit au dehors. Dans les ateliers de l'Etat, l'ouvrier reçoit le salaire minimum qui a cours dans la région, et jamais sa situation passagère ne peut être considérée comme humiliante. Des infirmes, des incapables et des fous, les organes administratifs ont également soin. Ils séparent d'abord les cas incurables des autres, lesquels sont soumis à un traitement spécifique, puis, recourant à une sorte de " chirurgie sociale ", ils procèdent à l'isolement des maniaques, des vicieux, des fraudeurs et des ivrognes. Pour tous ceux-ci, Mr Wells doute de l'efficacité de la geôle. En outre, il est certain que la Société de demain ne donnera la mort qu'avec répulsion, et peut-être uniquement dans les cas de naissances anormales ou monstrueuses. Elle prendra seulement toutes les dispositions pour que les indésirables que nous avons mentionnés ne puissent pas se reproduire ; chaque catégorie d'entre eux sera déportée dans des îles qu'elle gouvernera à sa manière,

[1] *A Modern Utopia*, p. 94.
[2] *Ibid.*, p. 97.
[3] *Ibid.*, p. 140.

faisant sortir un ordre spécial du désordre commun. Mr Wells imagine volontiers une " Ile des Ivrognes ", une " Ile des Fripons ", cette dernière avec son Bureau de Change, son Ecole de Science Commerciale, ses Loteries Publiques...[1] Mais il importera aussi à l'Etat qu'aucun de ceux qui foulent son sol ne lui soit inconnu ; il demandera donc à être immédiatement renseigné sur les antécédents des individus qui franchiront ses limites. Un système mondial d'anthropométrie, de fiches munies d'empreintes digitales, un échange perpétuel, entre les municipalités, d'informations et de documents, un inventaire minutieux des naissances, des décès, des mariages, des déplacements, des arrivées aux auberges, des visites aux bureaux de poste, font partie de l'administration d'un peuple policé.[2]

Mais toutes ces pièces bien ajustées qui, par la répétition courante du même acte, élimineront le moindre flottement dans leur jeu, tous ces agents qui se mouvront avec aisance parmi ce réseau de restrictions et de règlements, fiers et sûrs de leur rôle, si sûrs et si fiers qu'ils subiront avec quelque impatience chaque intervention de la Communauté, ne feront pourtant que la besogne fruste, constante, mécanique du Socialisme. C'est dans d'autres zones que résideront son âme et son inspiration. Le Collectivisme administratif et son serviteur, " l'expert official ", ne peuvent fournir leur maximum de rendement qu'après une classification pseudo-scientifique des hommes et des choses. Malgré eux, ils en viennent à considérer le monde comme un assemblage de types et de classes. Leur optique est déformée ; ils donnent une valeur concrète à ce qui n'est que l'effet de la plus arbitraire des opérations mentales. Ils retournent au Réalisme du Moyen-Age, alors que l'esprit moderne évolue vers le Nominalisme. Ils instituent une scolastique de la sociologie. C'est cette attitude que Mr Wells, dans un chapitre, d'une intimité douloureuse et d'une cruelle sincérité, de son *Nouveau Machiavel*, a relevée chez les Webb. Le tort de ces derniers, selon lui, est de voir partout des échantillons vivants, de réduire en statistiques " le péché, la honte, l'injustice et la misère ", de spéculer sur la paresse inhérente à la plupart des réformateurs, de vouloir rassembler en eux-mêmes, comme personne avant eux n'avait même rêvé de le faire,[3] toute la science du Gouvernement

[1] *A Modern Utopia*, p. 147.
[2] *Ibid.*, pp. 163-164.
[3] *The New Machiavelli*, p. 209.

et de l'Administration, jusque-là diffuse et dispersée, de chercher à devenir, pour ce qui concerne toutes les propositions législatives et tous les expédients politiques, le seul centre d'informations, d'être, bref, " le couple le plus formidable et le plus distingué du royaume." [1] Leur amour de l'ordre et de l'efficacité est devenu à la longue, selon Mr Wells, une haine de l'imprévu, " un besoin de systématiser ce qui échappe à tout système ; " [2] ils oublient " que l'humanité a été engendrée dans le désir, vit dans le désir," [3] et qu'en moins d'une génération, elle aurait secoué le joug de leur petite armée de fonctionnaires alertes et convaincus. Ainsi éclate la différence des conceptions, et surtout des caractères. Mr Wells a subi jadis l'attirance des Webb parce que ses vues sur la tâche urgente du Socialisme, sur le parti à tirer des opportunités offertes par l'organisation présente de l'Angleterre, se sont tout d'abord rencontrées avec les leurs. Mais il s'en est séparé, dès qu'il a perçu le profond antagonisme de leur tempérament et du sien. Les Webb voient une finalité dans ce qui pour Mr Wells n'est qu'un pis-aller, une harmonie définitive dans ce qui pour lui n'est qu'une grossière ébauche ; ils voient l'affirmation de nos facultés de discernement et de coordination dans ce qui pour lui n'est que la preuve de notre manque de souplesse intellectuelle, de notre incapacité à nous plier et à nous adapter, en tant que réformateurs, à des circonstances qui se modifient sans cesse, à garder en nous, en dehors de l'action, le doute fécond, le sens de la relativité de notre effort, l'intuition de toutes les possibilités qui nous échappent, qui frissonnent, à peine matérialisées, à l'ombre de celles qui ont déjà pris corps. " La forme de nos pensées était la même, mais leur substance était toute différente. C'était comme s'ils avaient fait en fonte ou en porcelaine ce que j'avais fait en une matière vivante et transparente." [4] Mr Wells ne peut s'accommoder d'une philosophie sans finesse, d'une philosophie sans métaphysique : " Une force intérieure ou quelque influence entièrement assimilée de mon éducation me

[1] " Her marriage, which shocked her friends and relations beyond measure—for a time they would only speak of Bailey as " that gnome "—was a stroke of genius, and forthwith they proceeded to make themselves the most formidable and distinguished couple conceivable. P. B. P., she boasted, was engraved inside their wedding rings, Pro Bono Publico, and she meant it to be no idle threat." *The New Machiavelli*, p. 208.

[2] *Ibid.*, p. 222.

[3] *Ibid.*, p. 228.

[4] *Ibid.*, p. 214.

pousse toujours à arrondir, à estomper mes contours. Je les déteste durs. Je sacrifierais le détail au modelé, et les Baileys (c'est le nom qui cache Sidney et Béatrice Webb) aimaient, me semblait-il, un monde aussi plat et aussi métallique que les vaches de Sydney Cooper. S'ils tenaient l'univers entre leurs mains, je sais qu'ils abattraient tous les arbres, qu'ils installeraient des ombres vertes en étain estampillé, et des accumulateurs de lumière solaire. Altiora estimait que les arbres étaient d'une lamentable irrégularité, et que les falaises de la mer n'étaient qu'une vaste erreur... " [1]

VI

Aucun homme, aucun parti, bien qu'il puisse faciliter et diriger le progrès, bien que ses services puissent être tels que, sans eux, la civilisation subirait un temps d'arrêt, n'est donc, par nature ou en raison de ses fonctions, en possession de l'idéal constructif. Seule, l'imagination créatrice, le dévouement conscient, l'oubli des intérêts quotidiens peuvent contribuer au développement de l'idée socialiste, peuvent donner au Socialisme sa beauté et son unité. Et chacun de nous lui apporte son obole, selon la place que, dans sa vie privée, il donne à la méditation et au renoncement, selon l'étendue de son " Hinterland Moral ". Le salut est dans une aristocratie ouverte à tous, où nous entrons, dont nous sortons, selon que nous sommes résolus ou las, où nous ne pouvons même pas nous maintenir constamment. Aucun homme, aucun groupe ne peut se prétendre socialiste à l'exclusion des autres, parce qu'aucun homme, aucun groupe n'est sûr qu'à l'heure où il agit, où il pense, d'autres pensées et d'autres actions n'émanent pas de régions qu'il ignore ou qu'il croit peuplées de puissances hostiles. Ce n'est pas du progrès magique des activités scientifiques, ni de l'exposé d'un système de morale, ni de la sincérité d'une foi politique, que le Socialisme sortira tout armé. Personne ne parvient à incorporer une idée, parce que personne ne consacre son existence exclusivement aux idées. [2] Le Socialisme est le réveil prochain " d'un

[1] *The New Machiavelli*, p. 215.

[2] C'est dans cette opposition que réside la source de ce qu'on est convenu d'appeler le " Pessimisme de Mr Wells ". Mais il n'y a chez cet auteur qu'un pessimisme d'expérience personnelle, et non un véritable pessimisme social. L'individu, ballotté de désir en désir, entouré et dominé par un monde incohérent et instable, demeurant, en l'absence de toute conscience sociale, un être de

monde qui cherche sa volonté, mais qui sommeille encore inerte ; le mugissement et les pulsations de cette vie ne sont pas autre chose que sa lourde respiration. " Le Socialisme est l'affirmation de la Volonté plus forte que le Fait. Comment pourrait-il nous appartenir en propre, à nous dont la vie est dominée par les faits ? " Ce qu'il y a de réel dans le progrès humain ne remonte jamais à la surface ; c'est une force des profondeurs......... ; elle avance en silence, tandis que les hommes pensent, dans le cabinet de travail où ils écrivent insoucieux d'eux-mêmes, dans le laboratoire où ils travaillent sous la pression d'une curiosité impersonnelle, dans la lueur si rare d'une conversation vraiment honnête, dans les moments de pénétration émotionnelle, dans une lecture qui fait songer, mais non dans nos affaires quotidiennes "[1] Celles-ci ne sont que les transactions de notre " moi ostensible " ; elles sont déterminées par nos habitudes, nos usages, notre vanité, nos réactions intimes ; et nous ne pouvons pas plus leur échapper que nous ne pouvons échapper à nous-mêmes. " Aucun homme ne peut abolir sa personnalité immédiate, ni se spécialiser dans les profondeurs. Il peut avoir un Hinterland immense, mais cela ne le dispense pas d'avoir une façade. " C'est l'erreur et l'hypocrisie du philosophe, du maître, du publiciste spécialisé, que de prétendre être de purs hinterlands. Celui qui agit comme s'il était *d'abord* un philosophe, *d'abord* un homme d'Etat, n'est qu'un simulateur. [2]

Ainsi l'idée constructive fait éclater le cadre trop étroit des partis, incapable de la contenir. Aucun ne détient la formule de construction, aucun n'est nécessairement anti-constructif. Tout

caprice et d'instinct, se heurte sans cesse aux parois qui l'enserrent. Nos vies isolées sont donc presque toujours vouées à l'échec, et cet échec est d'autant plus cruel que nous portons parfois en nous-mêmes un plan d'action harmonieux dont la vie générale refuse de tenir compte. Enfin, et c'est là le plus lamentable, nous n'avons le droit de procéder *qu'une fois* à notre série d'expériences vitales. C'est pourquoi les héros de Mr Wells, quand ils sont conscients, gardent des occasions perdues une immense amertume. Mais la vie sociale peut, elle, expérimenter à l'infini ; elle profite de nos échecs, et elle progresse irrésistiblement vers l'ordre, l'efficacité et l'harmonie. Cela, c'est le grand drame qui se joue en dehors de chacun de nous, malgré nous, le grand drame " humain et inhumain ", qui n'a cure de nos intérêts ; il est " beauté et austérité " ; il est la chose qui dure, le " cœur de la vie ". Nous ne voyons donc aucune raison d'insister sur le pessimisme de Mr Wells dans une étude de sa pensée socialiste, ainsi qu'il conviendrait de le faire dans une analyse psychologique des romans du même auteur.

[1] *The New Machiavelli*, p. 321.

[2] *Ibid.*, p. 322.

homme intellectuellement vigoureux et libre participe, au contraire, à l'œuvre du Socialisme, mais il ne le fait pas avec désintéressement. " Chacun de nous reproduit en lui-même le conflit de la race entre la splendeur de ses possibilités et ses associations immédiates. Nous pouvons façonner des choses immortelles, mais il faut que nous dormions, que nous répondions à l'appel du gong du dîner, et que nous ayons notre condiment de flatteries et de satisfaction intime. "[1] Aussi, en politique, les hommes se trouvent-ils unis, " non par une communauté de but, mais par le lien plus ferme d'une existence coutumière. Tout le monde est pour le progrès en général, mais presque tout le monde est opposé à un changement dans ses méthodes particulières de vie et de conduite, sauf quand ce changement représente un gros avantage. Chaque parti défend essentiellement les intérêts et les usages mentaux d'une classe ou d'un groupe de classes, et chaque parti possède à la fois sa section dirigeante, constructive et scientifique, à l'Hinterland bien défini, ne comprenant sa fonction sociale que comme un moyen de contribuer au bien public, et sa suite d'esprits superficiels, reconnaissant leur bassesse, leur orgueil et leurs préjugés. "[2] Le Socialisme est donc en droit de se tourner vers tous, sans souci des programmes et des étiquettes : vers le parti Conservateur, qui, malgré le zèle excessif qu'il montre dans la défense des intérêts acquis, malgré la " barre d'airain " qu'il oppose à toute tentative de taxation de la propriété foncière, malgré l'oubli de ses traditions, est pourtant aussi entreprenant, aussi collectiviste qu'aucun autre, aussi prêt à dépenser sans compter pour toutes les entreprises qui visent à accroître la rapidité des communications, la santé et l'hygiène, aussi disposé à faire triompher — même lorsqu'il la dissimule sous un patriotisme agressif — la notion d'une population bien nourrie, bien entraînée — en uniforme ; vers le Labour Party, vers ces masses sombres, pleines encore de soupçons pour toute éducation supérieure et toute discipline morale, pour qui l'idée centrale, l'idée prédominante est l'antagonisme évident des employeurs et des salariés, mais qui, à l'appel de leurs chefs, émergent pourtant dans la lumière ;[3] vers le Libéralisme enfin, " le parti de la critique, la négation d'un parti, le parti de la décadence et de l'espoir, des forces qui ont échoué et de celles qui n'ont pas encore été essayées ", l'immense " caravansérail

[1] *The New Machiavelli*, p. 322.
[2] *Ibid.*, p. 322.
[3] *Ibid.*, p. 325.

hospitalier de la politique ", réunion de tous les petits intérêts qui, à eux seuls, ne peuvent lutter contre les puissantes organisations du Capital et du Travail, et " qui s'oppose à tous les privilèges de classe parce qu'il ne représente aucune classe ", qui demeure le soutien de l'État contre ses antagonistes, tout comme les gens du commun, au Moyen-Age, prêtaient main-forte au roi contre les barons [1], mais qui déjà semble se ressaisir, découvre en lui des éléments plus progressifs et plus énergiques, et, du reste, est incapable, en raison même de la diversité de ses composants, d'entraver l'inévitable reconstruction de l'État Civilisé. [2]

Ainsi le Socialisme sera la résultante d'une immense collaboration, il sera la somme des curiosités et des inquiétudes de tous ceux qui sont capables d'inquiétude et de curiosité. Il sera action et émotion. *Love and Fine Thinking* deviendra sa devise. Il tiendra compte des subtilités de la réalité, sans s'en prévaloir pour s'évader lui-même de la vie ; devant elles il restera perplexe, mais ne glissera pas dans l'erreur des prêtres et des chefs d'école qui ont légiféré, formulé des dogmes, persécuté, croyant qu'ils pouvaient dissimuler les faits, supprimer la pensée, écraser les initiatives et les désirs dont l'éclosion venait contrarier les leurs. " J'ai commencé, en mes années d'adolescence, par vouloir tracer et construire des cités et des ports pour l'humanité, et j'en suis arrivé, vers trente-cinq ans, à désirer seulement servir et accroître un processus général de pensée, intrépide, critique, ardent, qui donnerait en son temps des cités, des ports, de l'air, du bonheur.......... Je voulais la liberté d'exprimer et de suggérer, la vigueur de la pensée et la culture de ce besoin impulsif de véracité, qui, plus ou moins découragé, se cache au fond de chaque homme. Je voulais que la pensée fût comme un tranchant d'acier, et que le désir fût comme une flamme. L'œuvre véritable qui s'offre à cette heure à l'humanité, c'est le développement des moyens par lesquels les hommes s'expriment, la libération de la pensée humaine rendue plus intense, une utilisation plus vivante de l'expérience, une impulsion plus vigoureuse à donner à l'esprit de recherche. " [3]

Une élite, qui sera grossie d'une unité ou qui gagnera en richesse chaque fois qu'un homme se constituera un Hinterland Moral ou étendra celui qu'il possède déjà, telle sera, telle est maintenant

[1] *The New Machiavelli*, p. 326.

[2] *Ibid.*, p. 325.

[3] *Ibid.*, p. 331.

l'incarnation de l'idée socialiste. Sur le fond obscur des deux classes inférieures de la Société, de la " Classe Vile ", celle des individus dont l'égoïsme est illimité, qui allient la cruauté à la dissimulation [1], de la " Classe Terne ", celle des gens dépourvus d'imagination, qui n'apprennent, n'entendent, ni ne pensent distinctement, qui gravitent toujours autour du salaire minimum dans le monde économique ; [2] sur l'arrière-plan grisâtre des " Cinétiques ", des êtres capables et adroits, mais dont l'imagination n'erre pas au-delà du connu et de l'expérimenté : juges et administrateurs à la conscience admirable, mathématiciens du type ordinaire qui accumulent les connaissances sans inventer, surgit en pleine lumière la " Classe Poétique ", celle qui crée l'ordre et la beauté, celle à qui sont dues toutes les formes revêtues par les sentiments et les aspirations de l'homme, celle qui, tout en subissant l'inévitable réaction des circonstances, s'oppose aux forces de décomposition.[3] Certes, entre une classe et l'autre, les limites sont imprécises, le même être appartient presque toujours à deux d'entre elles, parfois à trois. Ce n'est pas là une classification de vérité individuelle, mais c'est pourtant la seule à laquelle l'Etat doive recourir pour évaluer le nombre de ceux dont il est en droit d'escompter les services. Nul dans la Nouvelle République ne peut être gouvernant, s'il ne s'est soumis à de certaines épreuves qui montrent que chez lui domine la faculté poétique, et la direction du monde appartient à ceux qui, à une parfaite condition morale et physique de santé et d'efficacité, à l'observance de la règle commune, au respect d'un code de pureté qui est aussi éloigné de la dissipation que de l'ascétisme, joignent la volonté de servir, le sens calme et grave des responsabilités. Ce sont les Samouraïs. Ils passent, hommes et femmes, vêtus de blanc, avec au col un mince liseré rouge, dans les rues d'Utopie. Parfois aussi, soumis à un ordre impérieux, ils gagnent les solitudes, sans livres et sans armes, et, parmi les heures qui coulent silencieuses, ils songent à eux-mêmes, à l'espace et à l'éternité, à ce que nous entendons par Dieu...... [4] Mais, même dans notre petit monde chaotique, parmi nos maisons irrégulières, au milieu du grand tumulte de nos villes, du remous de la foule qui court et ne sait où elle va, du fracas de nos véhicules qui se heurtent, parmi les appels monotones

[1] *A Modern Utopia*, p. 261.

[2] *Ibid.*, p. 260.

[3] *Ibid.*, p. 258.

[4] *Ibid.*, p. 295.

des vendeurs de journaux qui nous livrent notre pâture quotidienne de crimes, de violences, de hontes et de scandales, les Samouraïs demeurent, dans leur gravité attristée, sans manteau de neige et de pourpre, perdus, ignorés ; dans leurs yeux brille pourtant la même flamme muette : c'est elle qui un instant nous arrête, qui nous fait reconnaître nos frères et notre espoir.

CONCLUSION

La question que nous nous poserons en dernier lieu, et que certains nous reprocheront peut-être d'avoir si longtemps différée, est celle-ci : Jusqu'à quel point le Socialisme, que nous avons montré en voie de réalisation dans le domaine des faits, est-il en harmonie avec les idées et les tendances que l'Angleterre moderne a héritées de son passé ou avec celles qu'une série d'expériences plus récentes lui a permis d'acquérir ? Une mentalité socialiste existe-t-elle quelque part chez nos voisins ? Heurte-t-elle la mentalité traditionnelle de la masse du peuple anglais, la pénètre-t-elle et, lentement, la détourne-t-elle de son cours régulier, ou, au contraire, l'effort insensible d'adaptation du pays à des conditions économiques différentes de celles qu'il a connues jadis, est-il suffisant pour faire progresser simultanément les faits et les idées ?

Nous avons vu que le Socialisme avait en Angleterre son fondement dans un équilibre spontané d'intérêts, sur lesquels a pu réagir, par la suite, mais avec combien d'indécision et de trouble, la volonté collective. Il importe de se souvenir que chaque organe, chaque groupement ne semble avoir écouté que son désir de vivre et de progresser jusqu'au moment où il s'est trouvé arrêté dans son essor par un autre organe, un autre groupement aux intérêts contraires. Dans ces croissances instinctives l'idée n'est pas ce qui frappe directement l'observateur. Il n'est même guère possible d'affirmer que l'évolution économique de l'Angleterre contemporaine, si elle avait eu un caractère exclusivement mécanique et réaliste, aurait été très différente de ce qu'elle est. Rien par exemple, si ce n'est la foi commune dans l'œuvre à accomplir, si ce n'est une solidarité d'appétits et de résistance, ne donne une marque intellectuelle bien distincte à la Coopération ou au Trade Unionisme. Et même lorsque l'opinion fait entrer en action les Pouvoirs Publics, comme dans le cas du Budget de 1909, c'est moins parce qu'elle est émue par la justice d'une cause que parce qu'elle a souci de reporter sur autrui le poids d'un fardeau qui doit nécessairement peser sur une des classes de la Collectivité. Le Socialisme en Angleterre a le

privilège de ne se rencontrer nulle part et de se rencontrer partout. Ne serait-il pas alors vain de croire en l'existence d'une idée socialiste toute constituée, apanage d'un groupe ou d'un parti, doublant et fortifiant ses activités concrètes ? Ne pourrait-on se borner à décrire, ainsi que nous l'avons fait, la structure puissante qui, parmi le remous des luttes industrielles et des essais législatifs, émerge de l'océan des faits, à noter ses pulsations, sans chercher à percevoir si l'âme qui l'habite est très différente de celle que les écrivains des deux premiers tiers du XIX[e] siècle nous ont rendue familière? Ne pourrait-on même pas aller jusqu'à dire que cette âme, violemment troublée par tant de crises répétées, subit, plus qu'elle ne les détermine, les réadaptations sociales qui en sont la conséquence?

Le socialisme anglais est, selon nous, le résultat d'une synthèse économique, à la conscience de laquelle ne parviennent que bien peu des éléments qui contribuent à sa réalisation. Dès lors, la véritable idée socialiste ne serait que la philosophie de cette synthèse. Elle sous-entendrait une conscience profonde de l'œuvre réalisée, une intuition vigoureuse du sens de l'œuvre à venir, plus encore que de sa substance, un désir sincère de rendre plus intense la vie collective et de tout lui subordonner. Elle requerrait de ses adeptes un désintéressement complet, un pouvoir presque surhumain de dominer tous les conflits, tous les débats. Elle serait telle que l'on peut se demander s'il existe un seul homme qui puisse vraiment s'en rendre maître et dont elle puisse, dans tous les cas, inspirer la conduite. La synthèse économique qu'est le Socialisme se réalise en dehors des faits et des tendances isolées. La synthèse spirituelle qu'est l'idée socialiste se réalisera en dehors et au delà des individus. En tout cas, elle est trop élevée, trop riche, trop complexe pour stimuler les énergies de tout un peuple. La plupart des âmes — qui sont passion ou émotion dans les actes importants de la vie — lui échappent tôt ou tard, et ce sont leurs tendances qui, acquises ou transmises, surgissent au premier plan. Vouloir faire de l'idée socialiste, dans toute sa pureté, la clé du problème de l'évolution, c'est retomber dans l'utopie. C'est à peine si elle s'insinue dans les Conseils du gouvernement ; et l'écrivain dont l'œuvre serait inspirée par son seul esprit, dominateur et compréhensif, perdrait nécessairement contact avec son époque, cesserait d'être représentatif.

N'étant un appel direct et exclusif, ni à la raison, ni au sentiment,

le socialisme anglais ne peut susciter dans son intégralité un large mouvement d'opinion. Parfois, dans ses manifestations, il alarme ou favorise des intérêts, obtient la faveur ou soulève l'hostilité d'une classe ; mais il est rare que les positions ne se trouvent pas plus tard renversées et qu'il n'exige pas alors de lourds sacrifices de la part de ceux que précédemment il avait comblés de ses bienfaits. Si, par exemple, il atteint les détenteurs de richesses socialement créées, par contre il peut et doit résister aux prétentions des travailleurs manuels, lorsque ceux-ci mettent en péril l'avenir d'industries nécessaires au bien-être collectif. Les circonstances peuvent l'inciter à faire pencher la balance plus d'un côté que d'un autre et lui valoir ainsi momentanément les suffrages d'un parti, mais, par la suite, il doit veiller à ce que l'équilibre soit rétabli, et il se trouve contraint de solliciter d'autres concours. Or, les perpétuelles réadaptations par lesquelles il se fait connaître sont trop diverses, par leur nature et par leur importance, pour gagner définitivement, dans la plupart des cas, les esprits et les cœurs. Son œuvre de mise au point est de celles pour lesquelles l'enthousiasme ne s'échauffe pas. Il n'est pas systématique. Il a rejeté les formules et les dogmes à la fortune desquels son sort a semblé un moment être lié sur le continent. Le fatalisme économique, la notion révolutionnaire de la lutte des classes lui sont étrangers. Il ne voit d'espoir pour lui-même que dans un effort constant. Il ne croit pas à un décret providentiel, à un bienfaisant et primitif arrangement des choses qui assurerait son triomphe envers et contre tous. Il tient compte de toutes les réactions, leur donne leur juste valeur, et comprend qu'à sa conception organique d'autres, aussi vivantes, s'opposent qui ne se laisseront pas annihiler. Il n'a donc nullement la crainte des compromis. Il ne ressuscitera pas la belle ordonnance de pensée, les lignes fermes et immuables de la Philosophie Radicale. A l'opposé de cette dernière, il ne pourra s'attacher les hommes qui se bornent à croire en l'excellence, en la suprématie de l'intelligence et de la raison. Il donne, en effet, pour cela trop de place, dans son plan d'organisation, aux facteurs émotifs et passionnels. Il porte en lui-même trop de doutes et de scrupules. Il ne s'appuiera pas davantage sur ceux chez qui le sentiment est à l'avant-garde des mobiles sociaux. Il a besoin, certes, de l'appoint des vertus altruistes, mais n'oublions pas que ces dernières ne trouvent un terrain favorable que dans la liberté et n'ont de prix qu'en raison de leur spontanéité. Or, il est des sacrifices que le Socialisme exige plus

qu'il ne les sollicite, et il le fait d'une façon telle qu'aucun mérite ne demeure à ceux qui les ont consentis. L'interventionnisme généreux de la première moitié du dernier siècle, la réaction idéaliste qui inspire les romans de Dickens et se prolonge chez Ruskin, proclamaient une solidarité humaine à laquelle des âmes sensibles ou noblement trempées se soumettaient avec d'autant plus d'allégresse qu'elles savaient que d'autres, guidées par l'égoïsme, s'en étaient affranchies. Le Socialisme contemporain ne permet pas ce choix. Il tarit à sa source la volupté du renoncement. Tout se ramène pour lui à un règlement de comptes : dû et indû, part de la Collectivité et part du citoyen. Méthodique et méticuleux, recherchant les solutions quantitatives, donnant autant de soin aux détails d'application qu'à la recherche des principes, il brise donc plus d'une fois l'élan du sentiment.

Il résulte de ce qui précède que le Socialisme ne poursuivra pas sa marche en Angleterre dans un concert de louanges, pas plus qu'il ne se heurtera à la réaction de l'âme de tout un peuple. L'idée socialiste, dès qu'elle inspire une politique féconde, se morcelle, se volatilise. Par contre, quand elle subsiste dans sa pureté et dans son unité, bien peu parviennent à sa compréhension. Enfin, quand elle cesse d'être transcendantale, quand elle devient principe d'action, elle porte avec elle un heaume magique qui lui permet de s'incorporer dans toutes les formes de la vie économique.

Néanmoins, nous voudrions montrer que si cette idée peut, sans rien perdre de ses vertus, passer jusqu'à un certain point inaperçue aux yeux du peuple anglais, elle semble cependant, lorsqu'on la décompose en une série de notions secondaires selon le procédé que nous avons indiqué au début de ce livre, favorisée par les différents courants intellectuels ou moraux qui fécondent l'Angleterre d'aujourd'hui. Ces courants, elle en profite sans les épuiser, sans même faire varier sensiblement leur débit, sans modifier leurs contours. Ils n'ont pas été créés pour elle, pas plus qu'elle ne les a créés. Par une opération mystérieuse, analogue à celle qu'à mainte reprise nous avons notée dans le monde des faits, elle s'alimente d'expériences, de sensations anglaises, pour donner finalement naissance à quelque chose qui les dépasse toutes. Ce n'est donc pas sans raison que, dans notre étude du mouvement des idées, nous avons reculé devant le diagnostic d'un état d'âme qui serait celui du socialisme anglais, pour nous attacher à l'œuvre des trois écrivains qui ont fait le plus ouvertement

profession de leur foi socialiste et qui, en même temps, se trouvent eux-mêmes emportés chacun par un des courants, de formation plus ou moins récente, issus du sol britannique. Un essai de dosage des éléments qui réagissent mutuellement, à l'heure présente, dans la demi-obscurité de la conscience anglaise n'apporterait que des illusions. Il nous a paru préférable de considérer quelques brillants échantillons, nés de cette réaction et dans lesquels se retrouvent la plupart de ses composants, quitte à paraître leur donner, dans l'évolution des idées, la valeur de facteurs indépendants. En Morris, en Shaw, en Wells nous avons ainsi retrouvé, colorées par les tempéraments, mais adaptées à une pensée socialiste, les trois tendances qui sont le plus apparentes à ce tournant capital pour l'avenir de l'Angleterre : la tendance idéaliste, aussi vieille que la nation elle-même, la tendance critique, la plus jeune et la plus incertaine, la tendance constructive, déterminée en partie par les deux premières.

L'idéalisme est poussé chez Morris jusqu'à ses plus extrêmes limites ; la sympathie de l'être humain pour ses semblables et pour les formes harmonieuses qui l'entourent tient lieu de lien économique et suffit à assurer le progrès, même matériel, de l'ordre social. Morris croit à la dignité souveraine de l'individu et sacrifie d'un cœur léger tout ce qui nuit au libre exercice de ses facultés. Carlyle et Ruskin n'avaient point eu d'autre conception, mais, comme l'homme est aux yeux de Morris un composé infiniment plus riche qu'aux yeux des deux auteurs qui l'ont précédé, le sacrifice qu'il exige du corps social est plus étendu que pour eux. Carlyle et Ruskin voulaient surtout éviter le morcellement spirituel de leurs contemporains, afin que chacun d'entre ceux-ci eût la possibilité de suivre sa vocation morale : ils nient, en conséquence, la validité des pactes qui vont à l'encontre de ce but. Morris, pour qui l'idée d'un devoir moral n'est qu'accessoire, qui croit au désir et à la joie, qui se fie à l'impulsion des sens autant qu'au pouvoir réfléchi de l'esprit ou aux données de la conscience, demande que l'homme soit libéré, non seulement de la domination des autres créatures, mais aussi des traditions et des institutions qui l'enserrent. De plus, l'idéalisme est, selon lui, chose si facile et si spontanée qu'il n'a point besoin d'être enseigné. Il n'est point besoin de culte des héros ni de batailles spirituelles. Il suffit que la nécessité cesse de nous étreindre. Mais n'oublions pas que chez Morris, chez Ruskin et chez Carlyle, les différences de conception proviennent surtout du rôle

primordial que joue le tempérament de chaque auteur dans son œuvre. En tous trois se retrouve l'idéalisme anglais qui est élan et révolte aussi bien qu'émotion sensuelle ou religieuse, qui se complaît dans le rêve paisible comme dans la vision prophétique. Or, si nous faisons un retour en arrière, nous verrons d'abord que cet idéalisme n'a pas médiocrement contribué à la croissance des organismes étudiés par nous et qui, dans leur ensemble, permettent d'opérer la synthèse économique du Socialisme. Il y a de l'idéalisme dans la foi trade-unioniste, dans la subordination des intérêts de l'individu à ceux de la corporation, dans le versement régulier des contributions des membres. Les fins poursuivies sont matérielles, mais l'effort qui y conduit est d'une tout autre essence. Il y a de l'idéalisme dans l'austérité, parfois presque mystique, des membres du Labour Party, dans leur volonté constante de modifier la pensée gouvernementale au profit de ceux qui les ont envoyés siéger à Westminster, dans leur dédain des bénéfices qui pourraient résulter pour eux-mêmes de l'exercice du gouvernement. Il y a de l'idéalisme dans l'action coopérative, combien émouvante à ses débuts, dans l'empressement que met chaque salarié à laisser bonis et capitaux à la disposition de la Société où il se fournit et qu'il espère voir ainsi s'étendre. Et, dans tous les cas, cet idéalisme est double : idéalisme de renoncement, de noble obéissance aux décisions collectives, tel que le concevait Ruskin, idéalisme de croissance jeune, libre et spontanée, tel que le comprenait Morris.

Il y a aussi de l'idéalisme dans l'air ambiant. Le Trade-Unionisme et la Coopération, attaqués directement, le premier surtout, par les intérêts qu'ils alarment, n'auraient pu connaître la prospérité dont ils jouissent si, en dehors d'eux-mêmes, ils n'avaient rencontré que de l'indifférence. Mais le sens très vif de la dignité humaine qu'a eu l'Angleterre du XIXe siècle et qui l'a d'abord poussée, par réaction contre les excès de la période industrielle, dans les voies de l'interventionnisme, l'incite aujourd'hui à sympathiser avec des groupements autonomes qui visent à accroître le bien-être de la classe ouvrière. Cette sympathie explique la concession d'un statut privilégié aux Trade-Unions jusque dans ces dernières années. Elle est plus forte que la lettre des contrats. Elle s'exprime, d'ailleurs, avec plus d'énergie que jamais dans le texte des lois. Nous avons montré dans l'Acte de 1910 sur les Comités de Salaires l'une de ses plus récentes manifestations.

C'est sur elle que se fonde l'espoir du Socialisme dans la victoire

définitive de la doctrine du living-wage. Sans doute, ce qu'il réclame au nom de la justice, elle le concède au nom du sentiment. L'image d'un peuple bien nourri, décemment vêtu, ayant le goût des plaisirs sains est de celles qui flattent l'imagination anglaise. Le Socialisme, en tant qu'il cherche à rendre plus équitable le partage du profit, ne va donc pas, quelque coercitives que soient ses méthodes, à l'encontre des vœux de la nation. Mais il ne faut point oublier que c'est lorsqu'il redresse des torts particuliers qu'il a le plus de chances de se concilier cette dernière. Celle-ci n'est point effrayée par le spectacle de la lutte, pourvu qu'elle soit sûre de l'identité des combattants. Elle pardonnerait difficilement, par contre, les attaques qui seraient dirigées contre elle-même ou contre sa propre constitution économique ; peut-être ne fait-elle que difficilement grâce au vocable qu'est obligée de revêtir l'idée socialiste parce qu'il traîne encore après lui toute sa suite d'attributs continentaux: revendications intransigeantes, bouleversements irréparables, dépossessions brutales. L'Angleterre moyenne est prête à toutes les concessions, pourvu que le rythme de sa vie ne soit point ralenti. Aussi ne saurait-on nier qu'elle a ressenti quelque angoisse au spectacle des récents conflits industriels, grèves des chemins de fer et du charbon, durant lesquels le Trade Unionisme a tenté de manier, non sans succès, l'arme, jusqu'alors étrangère, du Syndicalisme. Il est possible que les principales Unions soient aujourd'hui assez fortes et que la solidarité ouvrière soit assez effective pour qu'une telle contrainte, exercée sur la Collectivité plus encore que sur les employeurs, ne soit pas infructueuse. Mais il est douteux que, dans ce cas, l'attitude de la majorité du pays vis-à-vis des travailleurs manuels ne se trouve pas altérée, qu'elle ne juge pas leurs prétentions avec plus de sang-froid, et qu'à ses entraînements sympathiques ne succède le souci d'une calme équité, lequel devra, d'ailleurs, fatalement s'exprimer en des mesures d'un interventionnisme hardi et novateur, qui faciliteront, plus qu'elles ne le retarderont, l'avenir du Socialisme. La tendance constructive l'emporterait dès lors sur la tendance idéaliste.

Mais cette dernière trouve l'occasion de se donner cours en d'autres circonstances que durant les conflits du travail. Elle engendre l'altruisme et l'amour des humbles, mais elle engendre aussi une conception austère de la justice économique. On retrouve, toujours ardent, l'esprit de l'époque puritaine dans la récente campagne menée contre la Chambre des Lords et en faveur des taxes fon-

cières. La jouissance égoïste, la possession irresponsable, même sanctionnées par la loi et par la coutume, sont appelées à la barre. Chaque fortune est scrutée dans ses origines, et le temps ne saurait couvrir de son manteau la spoliation et le privilège. L'enthousiasme — que certains peuvent juger factice et simulé — des promoteurs du Budget de 1909 n'a point eu d'autre source que cette forme rigide de l'idéalisme anglais. Elle agit sur les masses, surtout sur celles où le sentiment religieux est encore vif, ne s'étant pas épuisé en pratiques extérieures. Très différente de celle qui vers 1850 engendra le Socialisme Chrétien, elle semble entraîner une importante fraction des Eglises dissidentes vers un socialisme infiniment plus agressif, correcteur des iniquités de la répartition. Elle est la redoutable antithèse du Conservatisme.

Le Socialisme bénéficie ensuite du mouvement considérable de pensée critique qui, soit spontanément, soit sous l'influence d'événements encore présents à la mémoire de tous, a surgi en Angleterre au début du siècle. Celui-ci ne revêt pas, dans la question qui nous occupe, une rigueur scientifique absolue. Il respecte le plus souvent l'équilibre que réalisent, sans intervention du pouvoir, certains organismes dont le développement fut instinctif. Mais il n'est pas moins évident que le pouvoir doit, en dernier lieu, corriger et coordonner, sans se laisser paralyser par un respect excessif pour la tradition. Il doit élaborer un plan général de réadaptation économique. Nous avons vu, en étudiant la politique du Néo-Libéralisme, que la faiblesse du gouvernement actuel réside justement dans sa conviction insuffisante de la nécessité de ce plan et dans sa confiance excessive dans une action empirique.

A défaut de réflexion désintéressée, c'est encore une période de doute, d'épreuves et d'incertitude qui prépare le mieux un peuple à cette tâche de coordination consciente. Il faut, quoi qu'on puisse croire, qu'il ait cessé d'avoir une foi orgueilleuse en son génie pour que s'éveille en lui la passion constructive. Il faut que, du dedans ou du dehors, il sente menacées son harmonie et la continuité de sa croissance. Alors il s'enquiert, juge que tels rouages sont usés ou fatigués, tels autres d'une conception surannée. La volonté, la vraie, celle que l'on exerce d'abord sur soi-même, ne peut se dégager qu'après un pareil examen de conscience. Or, cet examen semble imposé à l'Angleterre contemporaine. C'est de lui que sortira son âme nouvelle, tout comme celle de l'Angleterre d'Elisabeth sortit de la crainte de l'Armada. La leçon de la dernière

guerre se complète par la leçon de deux formidables crises industrielles, qui ont elles-mêmes suivi une crise politique presque sans exemple. La lecture de la presse anglaise, quelque opinion qu'elle reflète, nous indique que les nerfs du pays ont été singulièrement ébranlés. Il n'ajoute plus guère foi à la solidarité des intérêts ; le laissez-faire n'aboutit plus qu'à cet " industrial unrest " qui frappe de découragement plus d'un chef d'entreprise et lui fait baisser le front. On ne se fie plus au pur bon sens. La goutte d'huile du simple palliatif, de la simple mesure de " réforme sociale ", apparaît dérisoire, absorbée qu'elle est en un instant par la machine échauffée et grondante. On sent que des principes nouveaux demandent à se faire jour. On sent un besoin de clarté. On réclame des lois efficaces qui garantissent la sécurité de l'avenir. Dans ce désarroi des intérêts et des consciences, les conceptions socialistes, même dépouillées de leurs voiles, cessent de choquer. Toute idée d'ordre apparaît comme d'un réel secours et l'on fait pour elle abnégation de bien des libertés comme de bien des traditions. Rien n'est plus caractéristique de cet état d'esprit que le ralliement lors de la grève du charbon, du parti Conservateur, non seulement à la notion du salaire minimum, mais encore à celle d'une nationalisation temporaire des mines. Et ce qui se passe dans l'ordre matériel a sa répercussion dans l'ordre moral. Le malaise physiologique se double d'une douloureuse introspection mentale. L'Angleterre se regarde penser. Elle analyse, elle décompose, elle s'effraye de ses anciennes croyances et de ses illusions. Ce n'est plus d'un sol étranger, mais du sien, que partent les voix qui lui demandent de procéder enfin à cet acte de loyauté vis-à-vis d'elle-même. La critique acerbe et volontairement paradoxale d'un Shaw a comme contre-partie celle, plus purement intellectuelle, d'un Meredith, ainsi que la critique de classe d'un Masterman ou d'un Galsworthy. Sans doute, tous ces hommes ne viennent pas directement au Socialisme, mais le Socialisme a tout à gagner à la désintégration et à la refonte, selon des données plus rationnelles et plus scientifiques, de la pensée anglaise.

Enfin, la tendance idéaliste et la tendance critique se combinent pour donner naissance à la tendance constructive. Cette dernière se retrouve partout. Il n'est pas une page de ce livre où nous n'ayons relevé sa trace. Dans l'organisation interne de l'industrie, dans l'action ouvrière, dans la Coopération, dans la politique foncière et dans la politique fiscale, partout, nous avons noté le

même effort vers l'efficacité et la coordination. Sagesse, mesure, tenacité, résignation aux heures d'épreuve, art de tirer parti de toutes les conditions favorables, tels sont quelques-uns des attributs de cette tendance constructive. Chacun des maux qui sortiraient d'un ordre économique où règneraient un laissez-aller général et une confiance illimitée dans la vertu des arrangements naturels : gaspillage des énergies, oppression des salariés et des consommateurs, épuisement progressif des forces créatrices au profit des détenteurs de monopole, sont tour à tour défiés et vaincus. Nous ne savons rien dont le Socialisme doive se réjouir davantage que de cette révolte de tous les intérêts et de tous les cœurs contre le destin. Sans doute, ces bonnes volontés partielles ne se fondent pas encore en une bonne volonté générale. L'âme de la Collectivité, dont Wells nous prédit l'éveil, repose encore dans une demi-torpeur. Mais combien nous sommes loin de l'insensibilité primitive ! De toute part surgit une magnifique floraison de zèle social, de passion organisatrice. Pour lutter contre le paupérisme, contre le chômage, contre la dégradation de certaines formes de travail, contre l'exode rural, des associations, durables ou passagères, de toutes nuances ou même étrangement bigarrées, se fondent, se multiplient, inondent le pays de leurs brochures ailées, voient affluer les concours éclairés ou simplement enthousiastes, les offrandes généreuses. Il y a dans tout cela quelque chose qui dépasse le cours monotone de la vie quotidienne et de la politique d'affaires. L'Angleterre se résigne moins que jamais devant l'injustice sociale, et les solutions vers lesquelles elle penche sont, à mesure que ses facultés d'examen gagnent en pénétration, de plus en plus radicales.

Il est d'ailleurs bon de noter que si la fusion des volontés réformatrices n'est point encore complètement opérée, si le Socialisme d'Etat n'est encore qu'embryonnaire, la pensée anglaise tend, du moins, par sympathie comme par réaction vis-à-vis de l'évolution économique et politique, à prendre un aspect chaque jour plus organique. L'Angleterre est hantée par des problèmes collectifs. Elle voit, dans l'ordre économique, les liens se multiplier. L'activité des groupes obscurcit pour elle, à l'heure présente, celle des individus. Elle subit les décisions des premiers et ne pourra restaurer son autorité sur eux qu'en perçant le secret de leur puissance. Il faudra donc que son âme se mette à l'unisson de leur âme pour qu'elle puisse les contenir ou les départager ; il faudra qu'à force de voir agir collectivement, elle sente et pense de même. Sinon elle

devra se résigner à voir régner sur elle, par intervalles toujours plus rapprochés, les terreurs inféconde.

D'ailleurs, la doctrine de la subordination des parties aux intérêts de l'ensemble, qui est l'essence du Socialisme, est aussi celle d'un mouvement que certains croient en opposition directe avec ce dernier et qui, avec lui, épuise l'activité des plus récentes années : nous voulons parler de l'Impérialisme. Il est certain que l'Impérialisme diffère du Socialisme par son idéal. Le premier n'est qu'un Insularisme porté au second degré. Ses adeptes sont moins séduits par les avantages matériels que tirerait l'Angleterre d'une alliance plus étroite avec ses colonies que par l'accroissement de puissance guerrière qui en résulterait pour elle. L'Impérialisme a les yeux fixés sur le dehors, le Socialisme les a fixés sur le dedans. Les sacrifices qu'impose l'idéal impérialiste sont ou seraient consentis en vue d'intensifier un effort extérieur ; ceux, au contraire, qu'impose l'idéal socialiste sont consentis afin d'enrichir et de stimuler une vie qui rayonne intérieurement. Le Socialisme travaille pour lui-même, l'Impérialisme travaille contre autrui. Néanmoins, on ne saurait affirmer que dans des régions profondes, là où se produisent ces mystérieuses réactions auxquelles l'âme anglaise est depuis longtemps accoutumée, mais qui déconcertent l'étranger, ils ne se rencontrent pas. Peut-être l'Impérialisme laisse-t-il simplement déborder une sève que le Socialisme s'efforce de canaliser. En tout cas ils fournissent l'un et l'autre la preuve que la nation est d'accord pour mettre fin à une politique négative et déprimante, ils démontrent que les hommes veulent rassembler ce qui était disjoint, qu'ils s'insurgent contre le hasard, distributeur des peuples et des richesses à la surface du globe. L'un et l'autre annoncent pour l'Angleterre un temps où les volontés associées de ses enfants seront plus fortes que l'espace, que le temps, que l'oppression de la matière, un temps où elle se retrouvera — comme jamais elle ne le fut depuis l'époque heureuse de la Renaissance — maîtresse de ses destinées.

FIN

ESQUISSE BIBLIOGRAPHIQUE

I. — L'ACTION DES PRODUCTEURS

A. — Le Sens de l'Evolution Industrielle

ASHLEY	British Industries, 1904.
BOURGUIN	Les Systèmes Socialistes et l'Evolution Economique, 1904.
BUCHER	Industrial Evolution, 1902.
BURTON	Financial crises and periods of industrial and commercial depression, 1902.
CHAPHAM	The woolen and worsted industries, 1907.
CHAPMAN	The Lancashire Cotton Industry, 1904.
CLARKE	The effect of the factory system, 1904.
GIBBINS	Industrial History of England, 1908.
HIRST	Monopolies, trusts and kartells, 1905.
HOBSON	The Evolution of modern Capitalism, 1908.
HYNDMAN	Commercial Crises of the Nineteenth Century, 1892.
JEANS	The Iron trade of Great Britain, 1906.
	Trusts, pools and corners, 1904.
JENKS	The Trust Problem, 1901.
LAWSON	British economics in 1904, 1905.
LLOYD	Wealth against commonwealth, 1894.
MACGREGOR	Industrial Combination, 1906.
MACROSTY	Trusts and the State, 1901.
	The Trust movement in British industry, 1907.
MONEY	Riches and poverty, 1905.
PASSOS	Commercial Trusts, 1906.
RIPLEY	Trusts, pools and corporations, 1905.
SCHULTZE GAEVERNITZ	The cotton trade in England and on the continent, 1895.
SMITH	The new trades combination movement, 1899.

B. — L'Action et la Théorie du Trade Unionisme

a. — *L'Action.*

ANNUAL REPORTS of the Board of Trade on conciliation in trade disputes.

ASHLEY — The adjustment of wages, 1903.

BOWLEY — Wages in the United Kingdom in the nineteenth century, 1900.

BUSHILL — Profit-sharing and the labour question, 1893.

COHEN — Trade Union law, 1907.

GILMAN — Methods of industrial peace, 1904.
Profit sharing, 1892.

KNOOP — Industrial conciliation and arbitration, 1905.

LAWRENCE — Local variations in wages, 1899.

LLOYD — A country without strikes, 1900.
Labour Co-partnership in Great Britain and Ireland, 1898.

HOWELL — Trade Unionism ; old and new, 1907.
Labor legislation, labor movements and labor leaders, 1900.

PIGOU — Principles and methods of industrial peace, 1905.

PRICE — Industrial peace, 1887.

RAE — Eight hours for work, 1894.

ROBERTSON — The eight hours movement, 1893.

RYAN — A living wage, 1905.

SCHLOSS — Report on profit sharing to the Board of Trade, 1894.

TAYLOR — Profit Sharing, 1884.

WEBB — History of Trade Unionism, 1911.
Industrial Democracy (contenant une bibliographie très complète), 1902.
Problems of modern industry, 1902.

WEBB & COX — The eight hours day, 1895.

b. — *La Théorie.*

CAIRNES — Some leading principles of political economy, 1883.

FAWCETT — Manual of political economy, 1883.

GIFFEN — Economic inquiries and studies, 1904.

HOBSON	The social problem, 1901.
JEVONS	Theory of Political Economy, 1888.
MARSHALL	Economics of industry, 1892.
	Principles of Economics, 1910.
NICHOLSON	Effect of machinery on wages, 1892.
	Principles of political economy, 1893.
SIDGWICK	Principles of political economy, 1887.
SMART	Distribution of income, 1899.

C. — Le Labour Party

BROADHURST	Henry Broadhurst, M.P., 1901.
KEIR HARDIE	The I.L.P., all about it.
	My confession of faith in the Labour alliance.
MANTOUX & ALFASSA	La Crise du Trade Unionisme, 1903.
NOEL Conrad	The Labor Party, 1906.
OSBORNE	My Case, 1910.
RAMSAY MACDONALD	Socialism and Government, 1909.
	Socialism and Society, 1908.
ROSE	The Coming Force, 1909.

THE SOCIALIST REVIEW (1908-1911).

II. — L'ACTION DES CONSOMMATEURS

ACLAND	Working-men co-operatours, 1898.
CERNESSON	Les coopératives anglaises, 1905.
FAY	Co-operation at home and abroad, 1908.
HOLYOAKE	The history of Co-operation, 1908.
	The co-operative movement to day, 1906.
NICHOLSON Ida	Our story.
POTTER Beatrice	The co-operative movement in Great Britain, 1899.
WOLFF	Co-operative banking, 1907.

ANNUAIRES des Wholesales anglaise et écossaise.

COLLECTION des tracts de l'Union Coopérative.

III. — L'ACTION DE LA COLLECTIVITÉ

A. — L'Évolution du parti Libéral et le Socialisme d'État

a. — *Le problème politique.*

BAGEHOT	English Constitution, 1908.
BLAUWELT	Development of Cabinet government in England, 1902.

CHESTERTON	Gladstonian ghosts, 1905.
CHESTERTON & BELLOC	The Party System, 1911.
DICEY	Relation between law and public opinion in England during the nineteenth century, 1905.
HOBHOUSE	Democracy and Reaction, 1904.
HOBSON	The crisis of Liberalism, 1909.
HUMPHREYS	Proportional representation, 1909.
JENKS	The evolution of the Cabinet system, 1903.
KECHNIE	The reform of the House of Lords, 1908.
KING	Electoral reform, 1908.
LOWELL	The Government of England, 1900.
MEURIOLT	Second chambers, 1910.
MILLET	La Crise anglaise, 1910.
SAMUEL	Liberalism, 1902.
SANDERS	Political reorganisation of the people, 1902.
WONTNER	The Lords, their history and powers, 1910.

b. — *Les chemins de fer (leur nationalisation).*

ACWORTH	Elements of railway economics, 1905.
BOLLAND	Railways and the nation, 1909.
CUNNINGHAM	Should our railways be nationalised ? 1906.
DAVIES	The Nationalisation of railways, 1908.
	State purchase of railways, 1910.
EDWARDS	Railway Nationalisation, 1906.
GIBB	Railway Nationalisation, 1908.
PRATT	Railways and their rates, 1905.
	Railways and Nationalisation, 1908.
	German v. British railways, 1907.

c. — *Le problème des boissons.*

CUMMING	Public House Reform, 1902.
PEASE	The case for municipal drink trade, 1904.
PRATT	The licensed trade, 1907.
ROWNTREE & SHERWELL	The temperance problem and social reform, 1900.
	British " Gothemburg " experiments, 1901.
	Public control of the liquor traffic, 1903.
	The taxation of the liquor trade, 1906.

SHADWELL — Drink, temperance and legislation, 1902.
SNOWDEN — Socialism and the drink question, 1908.
WEBB — The history of liquor licensing in England, 1903.

d. — *L'intervention de l'Etat quant aux conditions du travail.*

ABRAHAM & DAVIES — The law relating to factories and workshops, 1908.
ALDEN — Child life and labor, 1908.
EDWARDS — The workmen's Compensation Act, 1906-1908.
GUYOT — La durée du travail dans les mines de Grande-Bretagne, 1908.
JEVONS — The State in relation to labour, 1910.

e. — *La lutte contre le sweating.*

BLACK — Sweated industry and the minimum wage, 1907.
CADBURY — Sweating.
MEYER & BLACK — Makers of our clothes : a case for wages boards, 1909.
PUBLICATIONS de la National Anti-Sweating League.
SMITH — The case for wages boards, 1908.

f. — *Retraites et assurances d'Etat.*

ALDEN & HAYWARD — The unemployable and the unemployed, 1908.
BEVERIDGE — Unemployment, 1909.
BOOTH — The aged poor in England and Wales, 1894.
— Pauperism and the endowment of old age, 1892.
— Old age pensions and the aged poor, 1899.
DEARLE — Unemployment in the building trades, 1909.
HIGGS — How to deal with the unemployed, 1904.
HOBSON — The problem of the unemployed, 1908.
KEELING — The labour exchange in relation to boy and girl labour, 1909.
LEWIS — State insurance : a social and industrial need, 1909.
POOR LAW COMMISSION (minority report) — The remedy for unemployment, 1909.

SCHLOSS — Insurance against unemployment, 1909.
STEAD Hew — How old age pensions came to be.
SUTHERLAND — Old age pensions in theory and practice, 1907.
WEBB — The public organisation of the labour market.

B. — Le Socialisme Municipal

a. — *Le gouvernement local.*

ASHLEY — Local Government, 1905.
CORNISH — District councils, 1908.
GOMME — Principles of Local Government, 1897.
GRAHAM — Practical guide ot the parish councils act, 1894.
JENKS — Outline of English Local Government, 1907.
LAUDER — The Municipal Manuel, 1907.
MAXWELL — English Local Government, 1902.
ODGERS — Local Government, 1907.
THOMPSON — What County Councils can de for the people, 1910.
WEBB — English Local Government; 1906-1908.

b. — *Sur le gouvernement de Londres.*

HOPKINS — Boroughs of the Metropolis, 1899.
LANGE — Local taxation in London, 1906.
LLOYD — London Municipal Government, 1910.
WEBB — The London Programme, 1894.

c. — *Sur les entreprises municipales.*

AVEBURY — On municipal and national trading, 1907.
DARWIN — Municipal ownership, 1907.
Municipal trade, 1903.
FOWLER — Municipal finance and municipal enterprise, 1900.
HAW — To-day's work, 1901.
JOWELT — The Socialist and the City, 1907.
MEYER — Municipal ownership in Great Britain, 1906.
PORTER — The dangers of Municipal Trading, 1907.
SHAW Albert — Municipal Government in Great Britain, 1895.

SHAW Bernard — The commonsense of Municipal Trading, 1908.
SUTHERS — Mind your own business, 1905.
TOWLER — Socialism and Local Government, 1908.
The Municipal Journal.
The Municipal Year Book.
London County Council's reports.
London statistics.

d. — *Sur les habitations municipales en particulier.*

ALDEN PERCY & HAYWARD — Housing, 1908.
CROTELS — The Cottage Homes in England, 1908.
DEWSNAP — The housing problem in England, 1907.
NETTLE FORD — Practical Housing, 1908.
THOMPSON — The Housing Handbook up to date, 1907.
WELLIS — Housing and town planning in Great Britain, 1910.

C. — LE PROBLÈME AGRAIRE ET LE BUDGET LLOYD GEORGE

CADBURY — Land and the Landless, 1908.
CHANNING — The truth about agricultural depression, 1897.
CHARLTON — The rating of land values, 1907.
CHOMLEY & OUTHWAIT — Land values taxation in theory and practice, 1909.
COLLINGS — Land Reform, 1906.
COX — Land nationalization and land taxation, 1906.
DUMSDAY — The law relating to allotments and small holdings, 1909.
FABIAN SOCIETY — Socialism and agriculture, 1908.
FORDHAM — Mother Earth, 1908.
GEORGE Henry — Œuvres.
GEORGE H. junior — Life of Henry George, 1900.
GEORGE Lloyd — Better Times, 1910.
GRANT — The small holdings handbook, 1908.
JEBB — The small holdings of England, 1906.
JOHNSON — The disappearance ot the small landowner, 1909.
MARTIN — Ruin of rural England, 1902.
MASTERMAN — The Condition of England, 1909.
MONEY — Elements of the fiscal problem, 1903.
MOOR — Back to the land, 1905.

NICHOLSON — Rates and taxes as affecting agriculture, 1906.
PEDDER — Where men decay, 1907.
PRATT — Organisation of agriculture, 1905.
Transition in agriculture, 1909.
WALLACE — Land Nationalisation, 1892.
TRACTS de la Land Nationalisation Society.
TRACTS de l'United Committee for the taxation of land values.

IV. — L'ACTION DES IDÉES

A. — *Ouvrages généraux sur le Socialisme ou y ayant trait.*

ARNOLD-FORSTER	English socialism of to-day, 1908.
BALFOUR	The case against socialism, 1908.
BARKER	British socialism, 1908.
BAX	Ethics of socialism, 1889.
	Essays in socialism, 1905.
	Outlooks from the new standpoint, 1891.
	The religion of socialism, 1887.
BERNSTEIN	Evolutionary socialism, 1909, I.L.P.
BLATCHFORD	Britain for the British, 1902.
	Merrie England, 1895.
BLISS	Handbook of socialism, 1895.
BROOKS	Social Unrest, 1903.
CARPENTER	Civilization, 1897.
	England's ideal, 1901.
CAZAMIAN	L'Angleterre Moderne, 1911.
DAVIDSON	The old order and the new, 1892.
ELY	Socialism, 1894.
ENSOR	Modern Socialism, 1907.
FABIAN SOCIETY	Fabian essays in socialism, 1890.
	Fabian tracts, 1884-1910.
	Socialism and individualism, 1908.
FLINT	Socialism, 1908.
GRAHAM Wm	Socialism, new and old, 1891.
GRONLUND	The co-operative commonwealth, 1896.
HEADLEY	Darwinism and modern socialism, 1909.
HOBSON	The social problem, 1904.
HUNTER	Socialists at work, 1908.
HYNDMAN	The economics of socialism, 1896.
	Historical basis of socialism in England, 1883.

KELLEY	Individualism and collectivism, 1901.
KIRKUP	An inquiry into socialism, 1908.
	History of socialism, 1909.
	A primer of socialism, 1908.
MACDONALD Ramsay	Socialism and society, 1905.
	Socialism, 1907.
MACKAY	A plea for liberty, 1892.
MALLOCK	A critical examination of socialism, 1908.
NICHOLSON	Historical progress and ideal socialism, 1891.
RAE	Contemporary socialism, 1908.
RAINE	Present day socialism and the problem of the unemployed, 1908.
SALEEBY	Individualism and collectivism, 1906.
STRACHEY	The problems and perils of socialism, 1908.
SUTHERS	Common objections to socialism answered, 1908.
VANDERVELDE	Collectivism and industrial evolution, 1907.
VERHAEGEN	Socialistes anglais, 1898.
VILLIERS	The socialist movement in England, 1908.
WEBB	Socialism in England, 1893.
WILSON	The menace of socialism, 1909.

B. — *William Morris* (œuvres sociales).

	A Dream of John Ball, 1888.
	Signs of Change, 1888.
	Art and its producers, 1888.
	News from Nowhere, 1891.
	An address delivered to students of the Birmingham Municipal School of Art, 1894.
	Architecture, Industry and Wealth, 1902.
	Socialism, its growth and outcome, 1896.
	Communism (Tract Fabien).
GUYOT	L'Idée Socialiste chez William Morris, 1908.
MACKAIL	The life of William Morris, 1901.

C. — *G. Bernard Shaw.*

	Plays pleasant and unpleasant (spécialement Mrs Warren's Profession et You Never Can Tell), 1898.

Man and Superman, 1903.
John Bull's other Island & Major Barbara, 1904.
The Doctor's Dilemna, 1904, Getting Married, 1905.
Fabian Essays, 1889.
Fabianism and the Empire, 1900.
Fabianism and the fiscal question, 1904.
An eight hours' working day.
The commonsense of municipal trading, 1904.
Socialism and superior brains, 1909.

D. — *H. G. Wells.*

Anticipations, 1901.
The discovery of the future, 1902.
Mankind in the making, 1903.
A Modern Utopia, 1905.
Kipps, 1905.
The future of America, 1906.
The misery of boots, 1907.
New worlds for old, 1908.
First and last things, 1908.
Tono Bungay, 1909.
The New Machiavelli, 1910.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DES PRODUCTEURS

CHAPITRE PREMIER

LE SENS DE L'ÉVOLUTION INDUSTRIELLE

CHAPITRE II

L'ACTION ET LA THÉORIE DU TRADE UNIONISME DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE SOCIALISME

CHAPITRE III

LE LABOUR PARTY

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION DES CONSOMMATEURS

CHAPITRE IV

LES COOPÉRATIVES ET LA NOTION DE PROFIT

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION DE LA COLLECTIVITÉ

CHAPITRE V

LE SOCIALISME D'ÉTAT ET L'ÉVOLUTION DU PARTI LIBÉRAL

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME AGRAIRE ET LE BUDGET LLYOD GEORGE

CHAPITRE VII

LA LEÇON DES FAITS

QUATRIÈME PARTIE

L'ACTION DES IDÉES

CHAPITRE VIII

LE SOCIALISME DE WILLIAM MORRIS

CHAPITRE IX

LE SOCIALISME DE Mr G. BERNARD SHAW

CHAPITRE X

LE SOCIALISME DE Mr H. G. WELLS

APPENDICE

I

Impôts directs en 1909	£	54.670.000
Impôts indirects en 1909	£	75.430.000

Contribution des différentes classes sociales à l'impôt. (Extrait d'un article de Mr. Chiozza Money dans le *Daily News :* 8 Avril 1907)

A. Contribution par rapport au revenu total.

Classes Laborieuses et Classe Moyenne Inférieure

38.750.000 individus :

Revenu total	£	880.000.000
Imposé pour	6.2	pour cent

Classe Moyenne (moyenne et supérieure)

4.000.000 d'individus :

Revenu total	£	250.000.000
Imposé pour	7.7	pour cent

Classes Aisées

1.750.000 individus :

Revenu total	£	340.000.000
Imposé pour	8.9	pour cent

Classes Fortunées

75.000 individus :

Revenu total	£	240.000.000
Imposé pour	7.9	pour cent

B. Montant des impôts par £ de revenu.

Classes Fortunées

	s.d.
75.000 individus, dont le revenu dépasse £ 5.000 par an	1.7

Classes Aisées

1.750.000 individus dont le revenu est de £ 700 à £ 5.000 par an. . 1.9½

Classes Moyennes (moyenne et supérieure)

4.000.000 d'individus dont le revenu est de £ 160 à £ 700 par an . 1.6½

Classes Laborieuses et Classe Moyenne inférieure

38.750.000 individus dont le revenu est infér. ou égal à £ 160 par an 1.3

Classes Laborieuses

33.000.000 individus faisant partie du groupe précédent 1.5

II

Mouvement des salaires. (Rapports du Board of Trade de 1901 à 1908.)

Années	Nombre de travailleurs touchés	Augm. nette dans le montant hebdom. des salaires	Diminution nette dans le montant hebdom. des salaires
		£	£
1901	907.199	—	77.902
1902	883.191	—	72.865
1903	892.922	—	38.557
1904	799.959	—	39.278
1905	664.777	—	4.087
1906	1.095.601	56.728	—
1907	1.244.739	200.820	—
1908	908.627	—	61.897
		£ 257.548	£ 294.586

III

Mouvement des salaires par rapport au prix des denrées

Années	Salaires	Prix
1850	100	100
1855	—	131.2
1860	119.2	128.6
1865	127.5	131.2
1870	134.1	124.7
1875	161.4	124.7
1880	148.8	114.3
1885	149.4	93.5
1890	161.3	93.5
1895	159.2	80.5
1900	178.7	97.4
1905	173.3	93.5
1906	175.7	100.0
1907	181.7	103.9

IV

Profits

	Revenus, Profits et Salaires de toute source (millions de £)	Profits des Métiers et Professions (millions de £)
1900	792	436
1901	833	466
1902	867	488
1903	880	492
1904	903	502
1905	912	505
1906	925	509
1907	944	519
1908	980	

V

Dividendes distribués par les principales Banques en 1908

Capital and Counties	16 o/o
Union of London and Smith's	10
Manchester and Liverpool District	17½
Crompton and Evans Union	18¾
London, City and Midland	18
Lloyd's	16¼
London and South Western	16
Williams Deacon's	15
London and Westminster	6
National Discount	10
Union Discount	12

VI

Tableau des Principaux Trusts

	Capital £	Nombre d'entreprises amalgamées
The Salt Union	2.400.000	64
United Alkali	8.420.000	51
J. and P. Coats	10.000.000	5
W. Cory and Son (charbon)	2.650.000	8
English Sewing Cotton	3.000.000	15
Fine Cotton Spinners, etc.	6.650.000	31
British Dyewoods and Chemicals	570.000	4
Bradford Dyers	4.225.000	22
Aberdeen Comb	300.000	3

Rickett, Cockerell and Co. (charbon)	900.000	2
Yorkshire Indigo Dyers	468.000	11
Bradford Coal Assoc.	249.000	8
British Oil and Cakes Mills	1.750.000	17
Yorkshire Wool Combers	1.965.800	38
Barry Ostlere and Shepherd	984.000	3
United Indigo and Chemicals	240.000	8
Textile Machinery Assoc.	290.000	7
Calico Printers Assoc.	8.226.000	47
Wall Paper Manufac.	4.141.000	31
British Cotton and Wool Dyers	1.492.480	46
Yorkshire Dyeware, etc.	294.000	5
Bleachers' Assoc.	6.791.000	53
Portland Cement Manufact.	6.349.000	30
Rivet, Bolt and Nut Co.	550.000	15
United Velvet Cutters	140.000	5
Extract Wool and Merino	270.000	7
J. and J. Baldwin	752.000	5
Leeds Worsted Dyers	226.000	10
Imperial Tobacco Co	14.510.000	13

VII

Les Salaires dans l'Industrie textile (1906)

1° Coton

Hommes			Femmes		
Salaires hebd.	Nombre	0/0 du nombre total	Salaires hebd	Nombre	0/0 du nombre total
Moins de 12 s.	165	0.3	3 s. à 5 s.	41	—
12 s. à 15 s.	912	1.6	5 s. à 10 s.	2.629	3.0
15 s. à 20 s.	7.994	14.1	10 s. à 15 s.	18.626	20.9
20 s. à 25 s.	13.829	24.4	15 s. à 20 s.	31.474	35.4
25 s. à 30 s.	10.937	19.3	Total : au-dessous de 30 s.	52.770	59.3
Total : au-dessous de 30 s.	33.837	59.7			

2° Laine

Hommes			Femmes		
Salaires hebd.	Nombre	0/0 du nombre total	Salaires hebd.	Nombre	0/0 du nombre total
Moins de 12 s.	61	0.3	3 s. à 5 s.	7	—
12 s. à 15 s.	372	1.5	5 s. à 10 s.	4.706	10.7
15 s. à 20 s.	3.235	13.4	10 s. à 15 s.	24.460	55.6
20 s. à 25 s.	7.607	31.6			
25 s. à 30 s.	4.953	20.6			
Total : au-dessous de 30 s.	16.228	67.4	Total : au-dessous de 15 s.	29.173	66.3

3° Toile

Hommes			Femmes		
Salaires hebd.	Nombre	0/0 du nombre total	Salaires hebd.	Nombre	0/0 du nombre total
Moins de 12 s.	645	8.9	Moins de 3 s.	3	—
12 s. à 15 s.	893	12.3	3 s. à 5 s.	150	0.6
15 s. à 20 s.	1.687	23.2	5 s. à 10 s.	9.746	41.1
20 s. à 25 s.	1.565	21.5	10 s. à 15 s.	11.657	49.1
Total : au-dessous de 25 s.	4.790	65.9	Total : au-dessous de 15 s.	21.556	90.8

Ces chiffres s'appliquent aux ouvriers qui fournissent une journée complète, soit :

Coton	55.5 0/0
Laine	55.6
Toile	55.1

VIII

Nombre des femmes et des enfants employés dans l industrie

A. Femmes (1901)

Industries	Plus de 20 ans	Moins de 20 ans	Total
Charbon	1.207	1.458	2.665
Bâtiment	572	19	591
Coton	211.428	131.561	342.989
Laine	77.216	47.667	124.883
Dentelle	16.322	7.485	23.807
Lingerie	2.176	1.302	3.478
Soierie	16.089	9.087	25.176
Fer et Acier	988	620	1.608
Habillement	79.826	42.220	122.046
Chaussure	31.734	21.105	52.839
Total	437.558	262.524	700.082

B. Enfants (1908)

Dans tout le Royaume-Uni.	37.265
Lancash. et Yorksh.	25.345
Bolton.	1.068
Blackburn	1.530
Burnley	1.042
Oldham	534
Preston	950
Rochdale.	543
Bradford	4.210

IX

Trade-Unionistes sans emploi (o/o)

	Toutes Profess.	Bâtiment	Mécaniciens, constr. de vaisseaux et métallurgistes
1906	4.1	6.9	4.1
1907	4.3	6.4	5.0
1908	8.9	10.1	12.6

X

Ouvriers sans emploi secourus en 1907-1908.

Age	Nombre	o/o
Moins de 20 ans	1.256	2.3
20 à 30 ans	14.020	25.7
30 à 40 ans	16.249	29.7
40 à 50 ans	12.823	23.5
50 à 60 ans	7.687	14.1
60 ans et au-dessus	2.578	4.7

XI

Nombre des indigents secourus.

Cycles	Nombre	Pour 1.000 hab.
1871-2 à 1879-80	747.936	31.2
1880-1 à 1887-88	711.625	26.6
1888-9 à 1895-96	694.094	23.8
1896-7 à 1905-6	718.444	22.3
1906-7	769.160	22.3
1907-8	772-346	22.1

Coût de l'application de la Loi des Pauvres

1871-2	£ 8.007.403
1879-80	8.015.010
1887-8	8.440.821
1895-6	10.215.974
1905-6	14.685.983
1906-7	14.088.000

XII

Effectif comparé des Trade-Unions

Allemagne.	2.453.940
Grande-Bretagne	2.106.283

Etats-Unis	1.970.700
France	896.012
Italie	617.582
Autriche	510.094
Suède	200.924
Belgique	158.116
Hongrie	153.332
Suisse	135.377
Hollande	128.845
Danemark	98.432
Espagne	32.408
Norvège	25.339
Australie	100.626
Nouvelle Zélande	27.714

XIII

Comment les Fonds des Trade-Unions sont dépensés

Année	Secours de chômage	Secours de grèves	Autres secours	Frais
1900	18.0	10.5	46.6	24.9
1901	19.8	12.8	43.9	23.5
1902	23.8	12.2	41.6	22.4
1903	24.9	9.0	41.3	22.8
1904	31.8	6.2	41.3	20.7
1906	21.5	7.9	47.1	23.5
1907	25.2	10.4	43.7	20.7

XIV

Conflits entre patrons et ouvriers

		Solution		
		En faveur des		
Annee	Nombre des conflits	ouvriers 0/0	patrons 0/0	transactions 0/0
1900	648	31	34	34
1901	642	25	44	30
1902	442	24	47	28
1903	387	31	27	21
1904	355	27	42	31
1905	358	25	34	41
1906	486	42	24	33
1907	601	33	27	40

XV

Accidents du travail

Année	mortels	non mortels
1904	3.985	115.515
1905	4.268	122.386
1906	4.369	135.693
1907	4.453	156.278
1908	4.224	121.112
Total	21.299	650.984

XVI

Les possesseurs du sol (Angleterre et Pays de Galles)

5.730.000 acres	sont possédées par	400 pairs et pairesses
8.500.000		1.300 grands propriétaires
4.320.000		2.600 " squires "
4.780.000		9.600 grands " yeomen "
4.140.000		24.400 petits " yeomen "
4.000.000		220.000 petits propriétaires
150.000		700.000 " cottagers "
3.000.000		la moitié en friche, l'autre appartenant à des corps publics

XVII

Superficie des terrains consacrés à la culture (Royaume-Uni)

A. Blés et céréales	Acres
1875	11.399.030
1885	10.014.625
1895	8.865.379
1905	8.350.796
1907	8.317.413

B. Pâturages permanents	Acres
1875	23.772.602
1905	28.865.373
1906	27.446.739
1907	27.411.720

C. Fruits (small fruit)	Acres
1890	46.733
1895	74.920
1907	94.175

D. Bois, taillis, etc.	Acres
1875	2.505.743
1907	3.074.904

XVIII

La dépopulation rurale.
Nombre des individus occupés à la culture ou à la pêche, par rapport à la population totale

Années		0/0
1861	2.010.454	21.2
1871	1.657.138	16.8
1881	1.383.184	13.8
1891	1.336.045	11.6
1901	1.152.495	9,5

Pour 12 Districts Ruraux la diminution de population due à l'émigration a été de 1891 à 1901 de 124.945.

ERRATA

DANS LE TEXTE :

Page 99, lignes 10 et 11. Lire : 21.76 (au lieu de 21.70) et 11.65 (au lieu de 11.67).
Page 116, lignes 24 et 25. Lire : devons plus que nous ne sommes, en corps, portés à l'admettre
Page 135, ligne 17. Lire : 1867
ligne 33. Lire : obtint que
Page 137, ligne 10. Lire : en proie à
Page 209, ligne 32. Lire : fera gagner
Page 214, ligne 30. Lire : teetotalers
Page 225, ligne 2. Lire : 7.592
Page 247, ligne 1. Lire : ni mutilée,
ligne 29. Lire : Mr. Sidgwick
Page 296, ligne 4. Lire : teetotaler
Page 311, ligne 9. Lire : des plus clairs
Page 313, ligne 32. Lire : £24.000.000
Page 360. Le signe [2] de la ligne 13 doit être placé ligne 17 après £14.250, et le signe [3] de la ligne 20 doit être placé ligne 22 après £2.100.
Page 416, ligne 29. Lire : permettaient aux gens de bien de concilier
Page 426, ligne 38. Lire : plus d'un des replis

DANS LES NOTES :

Page 99, n. 2, l. 2. Lire : pp. 588, 591, 609. Même correction, page 100, notes 1, 2, 3.
Page 114, n. 1, l. 6. Lire : This effect
Page 115, n. 2, l. 1. Lire : ever (au lieu de even)
l. 6. Lire : *Principles of Economics.*
Page 116, n. 3. Lire : Mather.
Page 161, n. 1, l. 6. Lire : Higgs.
Page 194, n. 1, l. 5. Lire : Avril 1910.
Page 203, n. 1, l. 9. Lire : 2me édit. 1910.
Page 215, n. 2, l. 20. Lire : £1.196.956.7s.
Page 219, fin notre précéd., l. 10. Lire : manifestement (au lieu de absolument)
Page 221, n. 2, l. 4. Lire : p. 242.
Page 230, n. 1. Lire : p. 208.

ERRATA

Page 260, n. 2. Lire : p. 51.
Page 291, fin note précéd., l. 1. Lire : 1953 à Liverpool,
l. 6. Lire : 31.177.
Pages 292-293. Le contenu de la note 3 de la page 292 doit être reporté en tête de la note 1 de la page 293.
Page 295, n. 2, l. 8. Lire : disastrous.
Page 300, n. 1, l. 1. Lire : Tract Fabien N° 82.
Page 310, n. 3, l. 2. Lire : however
Page 311, n. 3. Lire : p. 333
Page 314, n. 2. Lire : Vol. II, pp. 136-138.
Page 321, n. 3, l. 2. Lire : purposes
Page 327, n. 1, l. 11. Lire : right to it
Page 338, n. 1. Lire : p. 199.
Page 381, n. 2. Lire : *Unto this Last.*
Page 387, n. 3. Lire : II, p. 83.
Page 396, n. 2. Lire : p. 134.
Page 414, n. 1, l. 14. Lire : maintinssent
Page 441, n. 1, l. 3. Lire : Girls' Club
Page 448, n. 1, l. 2. Lire : unforeseen
Page 470, n. 3. Lire : *Ibid.*, p. 16.

BIBLIOGRAPHIE

Quelques erreurs typographiques s'étant glissées dans un certain nombre d'exemplaires de ce livre, nous prions le lecteur de faire, s'il est besoin, les rectifications suivantes :

Page	513,	*lire*	Blauvelt	*au lieu de*	Blauwelt.
—	514,	—	Mac Kechnie	—	Kechnie.
—	—	—	Marriott	—	Meuriolt.
—	516,	—	Stead F. H	—	Stead Hew.
—	—	—	Jowett	—	Jowelt.
—	517,	—	Crotch	—	Crotels.
—	—	—	Willis	—	Wellis.
—	—	—	Chorlton	—	Charlton.
—	—	—	Moore	—	Moor.
—	519,	—	Kelly	—	Kelley.

ADDITION AUX ERRATA

Page	9,	*ligne*	23,	*lire*	M. Effertz	*au lieu de*	Eiffetz.
—	120,	—	37,	—	1893	—	1803.
—	124,	—	30,	—	dépend	—	dépendent.
—	139,	—	18,	—	Londres	—	Leeds.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE VINGT-SEPT
MARS MIL NEUF CENT TREIZE PAR
L'IMPRIMERIE SAINTE CATHERINE
QUAI ST. PIERRE, BRUGES, BELGIQUE

